



innate pharma

DOCUMENT D'ENREGISTREMENT
UNIVERSEL
2025



Société anonyme à Conseil d'administration au capital social de 4 690 170,20 euros
Siège social : 117, avenue de Luminy, 13009 Marseille
RCS Marseille 424 365 336

DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL 2025

incluant le rapport financier annuel



Ce Document d'enregistrement universel a été déposé le 1^{er} avril 2026 auprès de l'AMF, en sa qualité d'autorité compétente au titre du règlement (UE) 2017/1129, sans approbation préalable conformément à l'article 9 dudit règlement.

Le Document d'enregistrement universel peut être utilisé aux fins d'une offre au public de titres financiers ou de l'admission de titres financiers à la négociation sur un marché réglementé s'il est complété par une note d'opération et, le cas échéant, un résumé et tous les amendements apportés au Document d'enregistrement universel. L'ensemble alors formé est approuvé par l'AMF conformément au règlement (UE) 2017/1129.

Le document est disponible au siège social de la Société, ainsi qu'en version électronique sur le site de l'AMF (www.amf-france.org) et sur celui de la société (www.innate-pharma.com).

SOMMAIRE

Section 1.	Présentation de la Société et de ses activités	6
1.1.	Présentation de la Société	6
1.2.	Stratégie de la Société	9
1.3.	Le portefeuille de produits de la Société	10
1.4.	Programmes de recherche et développement	11
1.5.	Principaux marchés et concurrence	33
1.6.	Principaux contrats	35
1.7.	Propriété intellectuelle	42
1.8.	Matières premières et approvisionnement	44
1.9.	Environnement réglementaire	44
1.10.	Informations sur les tendances	60
Section 2.	Facteurs de risques et contrôle interne	61
2.1.	Facteurs de risques	61
2.2.	Gestion des risques et contrôle interne	92
Section 3.	Gouvernement d'entreprise	96
3.1.	Présentation de la gouvernance de la Société	96
3.2.	Composition et fonctionnement du Conseil d'administration	97
3.3.	Composition et fonctionnement des Comités du Conseil d'administration	117
3.4.	Composition et fonctionnement de l'équipe de Direction	123
3.5.	Le Strategic Advisory Board	133
3.6.	Rémunération et avantages des mandataires sociaux	134
3.7.	Transactions avec des parties liées	181
3.8.	Tableau de synthèse des mandataires sociaux	193
3.9.	Tableau de synthèse des recommandations du Code Middledenext non appliquées par la Société	194
Section 4.	Informations financières	195
4.1.	Examen de la situation financière et du résultat	195
4.2.	Trésorerie et capitaux	208
4.3.	Comptes consolidés au 31 décembre 2025	213
4.4.	Comptes sociaux au 31 décembre 2025	285
4.5.	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2025	328
4.6.	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux au 31 décembre 2025	333
4.7.	Informations complémentaires	339
Section 5.	Capital et actionnariat	341
5.1.	Capital	341
5.2.	Actionnariat	349
5.3.	Données boursières	355
5.4.	Communication avec les actionnaires	357
5.5.	Dividendes	359
5.6.	Salariés	360
Section 6.	Informations complémentaires	366
6.1.	Informations sur la Société	366
6.2.	Personne responsable, informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	367
6.4.	Documents accessibles au public	369
6.5.	Divers	369
Annexe 1 - Tables de concordance		371

REMARQUES GÉNÉRALES

Définitions

Dans le présent Document d'enregistrement universel, les expressions la « Société », le « Groupe », « Innate » ou « Innate Pharma » désignent la société Innate Pharma S.A., dont le siège social est situé 117, avenue de Luminy, 13009 Marseille, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Marseille sous le numéro 424 365 336, avec ou sans ses filiales. Un lexique définissant certains termes techniques auxquels il est fait référence ainsi que des tableaux de concordance figurent à la fin du présent document.

Avertissements

Le présent Document d'enregistrement universel contient des informations relatives à l'activité de la Société ainsi qu'au marché et à l'industrie dans lesquels elle opère. Certaines de ces informations proviennent de sources externes reconnues dans le secteur mais qui n'ont pas été vérifiées de manière indépendante par la Société.

Les objectifs, déclarations et informations prospectives résumés dans le présent Document d'enregistrement universel sont notamment fondés sur des données, hypothèses et estimations considérées comme raisonnables par la Société. Le lecteur est mis en garde sur le fait que ces déclarations prospectives dépendent de circonstances ou de faits qui devraient se produire dans le futur. Ces déclarations ne sont pas des données historiques et ne doivent pas être interprétées comme des garanties que les faits et données énoncés se produiront ou que les objectifs seront atteints. Par nature, ces données, hypothèses et estimations, ainsi que l'ensemble des éléments pris en compte pour la détermination desdits objectifs, déclarations et informations prospectives, pourraient s'avérer erronés ou ne pas se réaliser, et sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiés en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier, concurrentiel et réglementaire. En outre, certaines de ces données, hypothèses et estimations émanent ou reposent, en tout ou partie, sur des appréciations ou des décisions des organes dirigeants, des administrateurs ou des actionnaires de la Société, qui pourraient évoluer ou être modifiées dans le futur. De plus, la réalisation de certains risques décrits à la Section 2 « Facteurs de risques et contrôle interne » du présent document pourrait avoir un impact sur les activités de la Société et sur la réalisation des objectifs, déclarations et informations prospectives énoncés ci-dessus. La Société et les actionnaires de la Société ne prennent donc aucun engagement, ni ne donnent aucune garantie, sur la réalisation des objectifs, déclarations et informations prospectives figurant dans ce Document d'enregistrement universel.

Section 1. Présentation de la Société et de ses activités

1.1. Présentation de la Société

1.1.1. Historique et faits marquants

Innate Pharma S.A. est une société de biotechnologies au stade clinique qui développe des traitements d'immunothérapies contre le cancer. En s'appuyant sur son expertise en ingénierie des anticorps et en identification de cibles innovantes, Innate développe une nouvelle génération d'anticorps thérapeutiques innovants et différenciés.

Basée à Marseille, avec une filiale à Rockville (Maryland, Etats-Unis), Innate Pharma est cotée en bourse sur Euronext Paris et sur le Nasdaq aux Etats-Unis.

La Société a été fondée en 1999 par un groupe d'immunologistes associant quatre scientifiques européens pionniers dans le domaine de l'immunité innée (Alessandro Moretta, Marc Bonneville, Jean-Jacques Fournié et Eric Vivier) et deux managers de l'industrie biopharmaceutique (Hervé Brailly et François Romagné).

1999

Création de la Société par Hervé Brailly (Président puis Président du Directoire de 1999 à 2016, puis en 2024), François Romagné (anciennement membre du Directoire et du Comité exécutif, chargé de la direction scientifique), Éric Vivier (Centre d'Immunologie Marseille Luminy – CIML, Marseille, France), Jean-Jacques Fournié (CNRS, Toulouse, France), Marc Bonneville (CNRS, Inserm, Nantes, France) et Alessandro Moretta (Université de Gênes, Italie).

2006

Introduction en bourse sur Euronext Paris.

2014

Acquisition des droits de développement et de commercialisation de monalizumab auprès de Novo Nordisk A/S et initiation du premier essai clinique de Phase 2.

2015

Accord global de co-développement et de commercialisation avec AstraZeneca pour monalizumab. Démarrage de trois essais cliniques avec monalizumab dans des indications de cancer.

2016

Démarrage d'une nouvelle plateforme de formats d'anticorps bi-spécifiques et signature d'un accord de collaboration non exclusif avec Sanofi pour appliquer cette technologie.

Nomination de Mondher Mahjoubi au poste de Président du Directoire, succédant à Hervé Brailly nommé Président du Conseil de surveillance.

2018

Extension du partenariat avec AstraZeneca :

- Acquisition des droits de commercialisation de Lumoxiti aux États-Unis et en Europe;
- Licence à AstraZeneca de l'intégralité des droits de monalizumab en oncologie;
- Acquisition par AstraZeneca d'une option sur IPH5201, ainsi que sur quatre autres produits au stade préclinique;
- Entrée d'AstraZeneca au capital d'Innate Pharma à hauteur de 9,8%.

2019

Obtention du statut de Fast Track, accordé par la FDA, l'agence réglementaire des médicaments américaine, pour lacutamab, pour le traitement de patients adultes présentant un SS en rechute ou réfractaire, ayant reçu au moins deux traitements systémiques antérieurs.

Introduction en bourse sur le Nasdaq Global Select Market.

2020

Premier patient traité dans l'essai de Phase 1 évaluant IPH5201 en monothérapie et en combinaison avec durvalumab (anti-PD-L1) avec ou sans oleclumab (anticorps monoclonal anti-CD73).

Octroi par l'Agence Européenne du Médicament (EMA) du statut « PRIME » à lacutamab pour le traitement des patients présentant un SS en rechute ou réfractaire ayant reçu au moins deux traitements systémiques antérieurs.

Décision de retour des droits commerciaux de Lumoxiti (moxetumomab pasudotox-tdfk) aux Etats-Unis et en Europe à AstraZeneca.

2021

Présentation par AstraZeneca des données de l'essai randomisé de Phase 2 COAST dans le cancer du poumon non à petites cellules, non opérable, de stade III, au congrès de l'ESMO et décision d'AstraZeneca de lancer une étude de Phase 3 pour les combinaisons de monalizumab ou oleclumab avec durvalumab chez des patients présentant un cancer du poumon non à petites cellules de stade III non opérable qui n'ont pas progressé après une chimio-radiothérapie simultanée.

Obtention d'un financement non dilutif de 28,7 millions d'euros sous la forme de deux Prêts Garantis par l'Etat (« PGE ») auprès de la Société Générale et de BNP Paribas.

2022

Inclusion par AstraZeneca du premier patient dans l'essai clinique de Phase 3, PACIFIC-9, évaluant durvalumab (PD-L1) en combinaison avec monalizumab (NKG2A) ou oleclumab (l'anti-CD73 d'AstraZeneca) chez des patients atteints d'un cancer du poumon non à petites cellules, de stade III, non opérable, qui n'ont pas progressé après une chimio-radiothérapie à base de sels de platine simultanée.

Mise en place un programme At-The-Market (ATM) sur le Nasdaq.

Présentation des résultats de l'essai randomisé de Phase 2 NeoCOAST, mené par AstraZeneca, dans le cancer du poumon non à petites cellules opérable au stade précoce. Ces résultats ont mis en évidence un meilleur taux de réponse de durvalumab en association avec monalizumab ou oleclumab, par rapport à durvalumab seul. L'essai clinique randomisé de suivi, NeoCOAST-2, recrute des patients atteints d'un cancer du poumon non à petites cellules opérable de stade IIA-IIIA pour recevoir durvalumab en néoadjuvant associé à une chimiothérapie et oleclumab ou monalizumab, suivi d'une chirurgie et de durvalumab en adjuvant plus oleclumab ou monalizumab.

La combinaison de monalizumab et cetuximab n'a pas atteint le seuil prédéfini d'efficacité dans l'analyse intermédiaire de futilité prévue au protocole de l'étude clinique de Phase 3 INTERLINK 1 menée par AstraZeneca. AstraZeneca a informé Innate que l'étude sera interrompue.

Données préliminaires issues de l'essai de Phase 2 TELLOMAK confirmant l'activité clinique de lacutamab dans le mycosis fongicoïde.

Lacutamab a démontré un niveau d'efficacité encourageant et un profil de tolérance favorable chez des patients lourdement pré-traités, post mogamulizumab, atteints d'un SS au stade avancé.

Sanofi obtient une licence exclusive pour le programme ANKET® B7H3 d'Innate et une option sur deux cibles supplémentaires ; Suite à la sélection de chaque candidat-médicament, Sanofi sera responsable du développement, de la fabrication et de la commercialisation des produits.

2023

Mise en place d'un nouveau programme at-the-market ("ATM") sur le NASDAQ.

Premières données d'escalade de dose et d'efficacité de la Phase 1 / 2 avec le NK cell engager SAR443579/IPH6101 développé par Sanofi dans la leucémie aigue myéloïde réfractaire ou récidivante. L'étude progresse vers la phase d'extension de dose.

SAR443579/IPH6101 obtient le statut « Fast Track » de la FDA aux Etats-Unis pour le traitement de la leucémie aigue myéloïde.

Premier patient traité dans l'essai de Phase 2 MATISSE évaluant IPH5201 dans les cancers du poumon au stade précoce.

Premier patient traité dans l'essai clinique de Phase 1/2 mené par Sanofi évaluant SAR'514 / IPH6401 dans le myélome multiple en rechute ou réfractaire.

Arrivée du Dr Sonia Quaratino, MD, PhD, en tant que Vice-présidente exécutive et Chief Medical Officer (CMO) d'Innate Pharma, à compter d'octobre 2023. Le Dr Quaratino succède au Dr. Karakunnel qui quitte la Société

Résultats finaux positifs de l'étude de Phase 2 TELLOMAK évaluant Lacutamab dans le syndrome de Sézary.

Résultats d'efficacité et de tolérance de la Phase 1/2 avec le NK cell engager SAR443579 / IPH6101 : SAR443579 a induit un bénéfice clinique chez des patients présentant une leucémie aigüe myéloïde en rechute / réfractaire et a été bien toléré jusqu'aux doses de 6mg/kg.

Mondher Mahjoubi, Président du Directoire depuis 2017, démissionne de ses fonctions au 31 décembre 2023. Hervé Brailly, Président du Conseil de Surveillance, ancien Président du Directoire et co-fondateur de la Société, est nommé Président du Directoire par intérim. Irina Staatz-Granzer, actuelle Vice-Présidente du Conseil de Surveillance, est nommée Présidente du Conseil de Surveillance.

Sanofi lève une option de licence pour un nouveau programme issu de la plateforme ANKET® d'Innate ; Suite à une période de collaboration de recherche, Sanofi sera responsable du développement, de la fabrication et de la commercialisation du programme.

2024

Corporate

Le Dr Sonia Quaratino rejoint le directoire aux côtés d'Hervé Brailly, ainsi qu'Arvind Sood, nommé par ailleurs Vice Président Exécutif, Président des opérations américaines. Yannis Morel est nommé Directeur des opérations.

ANKET

Premier patient traité dans l'essai clinique de Phase 1/2 évaluant IPH6501, un NK Cell Engager first-in-class tétra-spécifique ciblant CD20, issu de la plateforme ANKET®, développé pour le traitement des lymphomes non hodgkiniens à lymphocytes B exprimant CD20.

L'Institut d'Innovation pour le Lymphome Folliculaire (IFLI) investit jusqu'à 7,9 millions de dollars de l'IFLI pour soutenir le développement d'IPH6501 dans le lymphome folliculaire.

Nouveaux résultats concernant l'essai de Phase 1/2 mené par Sanofi évaluant le NK cell engager SAR443579/IPH6101 dans divers cancers du sang.

ADC

Innate Pharma reçoit l'autorisation de l'agence américaine du médicament d'initier le développement clinique d'IPH4502, ADC ciblant Nectine-4, dans les tumeurs solides.

Lacutamab

Résultats positifs de l'étude de Phase 2 TELLOMAK évaluant lacutamab dans le mycosis fongoïde.

Données de l'étude de Phase 2 TELLOMAK sur l'amélioration de la qualité de vie chez des patients atteints de lymphomes T cutanés.

Monalizumab

Données intermédiaires de l'étude de Phase 2 NeoCOAST-2 évaluant monalizumab en combinaison dans le cancer du poumon non a petites cellules au stade précoce

Corporate

Jonathan Dickinson est nommé Président du directoire en remplacement d'Hervé Brailly.

2025

ADC

Premier patient traité dans l'essai de Phase 1 évaluant IPH4502, son conjugué anticorps-médicament ciblant Nectine-4, dans une sélection de tumeurs solides avancées.

Lacutamab

La FDA a accordé le statut de « Breakthrough Therapy » à lacutamab dans le Syndrome de Sézary en rechute ou réfractaire.

Innate Pharma reçoit l'autorisation de l'agence américaine du médicament d'avancer TELLOMAK 3, un essai confirmatoire de Phase 3 évaluant lacutamab dans les lymphomes T cutanés.

SAR'514/IPH6401

L'étude clinique de Phase 1/2 menée par Sanofi (NCT05839626) chez les patients atteints de myélome multiple récidivant ou réfractaire est interrompue, SAR'514/IPH6401 étant identifié pour être évalué dans des indications auto-immunes.

IPH6101

Sanofi et Innate ont pris la décision de terminer l'accord de 2016 concernant SAR'579/IPH6101 (l'ANKET® anti-CD123). Innate reprend les droits sur SAR'579/IPH6101.

Corporate

Arvind Sood démissionne de ses fonctions de membre du Directoire et quitte la Société en février 2025.

Sanofi rentre au capital d'Innate Pharma.

Changement de la gouvernance de la Société passant d'une de société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance à une société anonyme à Conseil d'administration.

Christian Itin et Marty J. Duvall rejoignent le conseil d'administration d'Innate Pharma.

Eric Vivier, Directeur Scientifique, prend la décision de reprendre ses activités de recherche académiques à temps plein, au 1er janvier 2026. Yannis Morel, Directeur des Opérations reste

responsable de la recherche et développement préclinique et assume les responsabilités de Directeur Scientifique.

En ligne avec ses orientations stratégiques et ses objectifs, la Société restructure son organisation.

1.1.2. Organisation

Au 31 décembre 2025, Innate Pharma détient une seule filiale à 100% : Innate Pharma Inc.

Innate Pharma Inc.

Innate Pharma Inc. est une société de droit américain constituée le 3 mars 2008 dans l'État du Delaware.

1.2. Stratégie de la Société

1.2.1. Fondements et stratégie de la Société

Innate Pharma S.A. est une société de biotechnologies au stade clinique qui développe des traitements d'immunothérapies contre le cancer. En s'appuyant sur son expertise en ingénierie des anticorps et en identification de cibles innovantes, Innate développe une nouvelle génération d'anticorps thérapeutiques innovants et différenciés. Innate Pharma fait progresser un portefeuille d'actifs différenciés, potentiellement first-in-class et/ou best-in-class, ciblant des indications où les besoins médicaux restent insatisfaits.

Innate Pharma a établi des collaborations avec des entreprises biopharmaceutiques de premier plan, notamment Sanofi et AstraZeneca, ainsi qu'avec des institutions de recherche académique reconnues, afin de faire progresser l'innovation en immuno-oncologie

Les collaborations de la Société avec des plus grands laboratoires de l'industrie biopharmaceutique, tels qu'AstraZeneca et Sanofi, lui permettent d'exploiter l'expertise et les ressources de grandes sociétés pharmaceutiques et d'instituts de recherche afin d'accélérer le développement, l'enregistrement et le lancement de plusieurs de ses actifs tout en lui permettant de bénéficier de financements pour élargir son portefeuille de candidats-médicaments propriétaires. Depuis 2015, la Société a reçu un montant cumulé de 696,6 millions de dollars (620,2 millions d'euros) issus de paiements initiaux, de paiements d'étape et d'investissements en capital issus de ses collaborations. Ce montant inclut un total de 62,6 millions d'euros reçus d'AstraZeneca suite à son investissement au capital de la Société en octobre 2018. Dans le cadre des différents accords et partenariats existants, la Société pourrait être éligible à recevoir environ 2,8 milliards¹ de dollars de paiements éventuels futurs, y compris sous la forme de l'acquisition d'actions nouvelles. Selon les partenariats, les paiements conditionnels futurs résulteront de l'atteinte par Innate d'étapes réglementaires, de certains niveaux de développement et de ventes. En ce qui concerne les programmes sous option, les paiements conditionnels futurs résulteront de l'exercice de ces options par les partenaires d'Innate, de l'atteinte d'étapes spécifiques liées à certains niveaux de développement et de ventes. Le montant total de 2,8 milliards de dollars de paiements conditionnels futurs suppose que ses partenaires exercent toutes les options que la Société leur a accordées et qu'elle franchisse toutes les étapes de développement, cliniques, réglementaires et commerciales qui y sont liées.

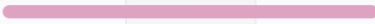
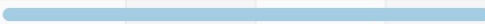
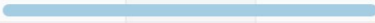
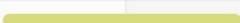
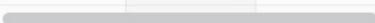
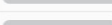
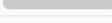
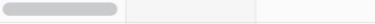
¹ Certains paiements d'étape (« milestones ») étant libellés en dollars américains, le taux de change moyen publié par la Banque centrale européenne au titre de l'exercice 2025 a été appliqué pour leur conversion. La variation constatée s'explique principalement par la suppression des milestones relatifs à IPH64 ainsi que par l'évolution du taux de change.

En septembre 2025, Innate Pharma a annoncé concentrer ses investissements sur ce qu'elle considère être ses actifs cliniques à plus forte valeur, IPH4502, lacutamab et monalizumab (en partenariat avec AstraZeneca). Les efforts de recherche et développement (R&D) précliniques seront centrés sur l'avancement des prochains ADCs vers le développement, en s'appuyant sur un portefeuille de cibles innovantes. En ligne avec cette orientation stratégique et ses objectifs, la Société a restructuré son organisation. Les effectifs ont globalement diminué d'environ 30% (départs naturels et plan de sauvegarde de l'emploi, PSE). Les licenciements prévus dans le cadre du PSE devraient être achevés en avril 2026. Le plan de sauvegarde de l'emploi a fait l'objet d'un accord majoritaire validé par la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) au cours du mois de décembre 2025.

1.3. Le portefeuille de produits de la Société

Innate Pharma fait progresser un portefeuille d'actifs différenciés, potentiellement first-in-class et/ou best-in-class, ciblant des indications où les besoins médicaux restent insatisfaits.

Le tableau suivant résume l'état actuel du développement des produits candidats de la Société:

	Indication	Pre-Clinical	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Partner
Lacutamab (KIR3DL2)	CTCL PTCL					
Monalizumab (NKG2A)	Unresectable Stg III NSCLC Neoadjuvant NSCLC					AstraZeneca 
IPH4502 (Nectin-4)	Solid tumors					
IPH6501 (CD20-IL2v)	B-NHL					
IPH6101 (CD123)	Blood cancers					
IPH62 (B7-H3)	Undisclosed					sanofi
IPH43 (MICA/B)	Undisclosed					
IPH5201 (CD39)	Neoadjuvant NSCLC					AstraZeneca 
IPH5301 (CD73)	Solid tumors					

B-NHL: B Cell Non-Hodgkin Lymphoma; NSCLC = Non-Small Cell Lung Cancer; CTCL = Cutaneous T Cell Lymphoma; PTCL = Peripheral T Cell Lymphoma
 Sanofi has one additional undisclosed target from ANKET® platform under option

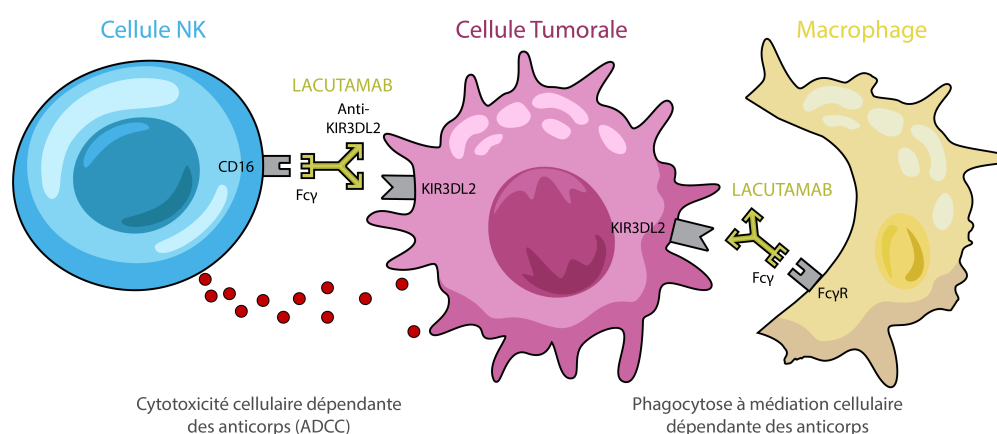
²Les actifs mis en évidence correspondent aux actifs cliniques à plus forte valeur. IPH6401 n'est pas présenté, compte tenu de la dépriorisation annoncée par Sanofi dans une communication récente.

1.4. Programmes de recherche et développement

1.4.1. Lacutamab (IPH4102), un anticorps anti-KIR3DL2

a. Présentation et mécanisme d'action

La Société développe lacutamab, un candidat-médicament propriétaire, pour le traitement de certains sous-types de lymphomes T, notamment les lymphomes T cutanés (LTC) et les lymphomes T périphériques (LTP). Lacutamab est conçu pour se lier au récepteur KIR3DL2 et détruire les cellules cancéreuses par phagocytose et cytotoxicité cellulaire dépendante des anticorps (ADCP et ADCC, respectivement), tel qu'illustré ci-dessous.



KIR3DL2 est un récepteur de la famille des *Killer Immunoglobulin like Receptor* (KIR). Lors d'essais précliniques, la Société a observé que KIR3DL2 n'était pas exprimé sur des tissus sains, à l'exception d'un sous-ensemble de cellules NK (36%) et lymphocytes T (12% of CD8⁺ et 4% of CD4⁺) (Données internes IPH). KIR3DL2 est en revanche exprimé par les lymphomes T : 65% des patients présentant un LTC expriment KIR3DL2 et KIR3DL2 est également exprimé par environ 50% des patients présentant un mycosis fongoïde (MF), le sous-type de LTC le plus courant (Battistella, 2017). Cette fréquence passe à 90% pour les sous-types de LTC les plus agressifs, notamment le SS (Roelens, 2019). KIR3DL2 est également exprimé par environ 50 % des patients atteints de LTP (Cheminant, ICML Meeting, 2019).

b. Indications

i. Lymphomes T cutanés

Les lymphomes T cutanés (LTC) forment un groupe hétérogène de lymphomes non hodgkiniens caractérisés par l'accumulation de lymphocytes T malins au niveau cutané. Cette pathologie, qui altère profondément la qualité de vie des patients, représente environ 4 % de l'ensemble des lymphomes non hodgkiniens. Le diagnostic est généralement posé à un âge médian compris entre 55 et 60 ans (Dobos, 2020 ; Fuji, 2020).

- Le syndrome de Sézary (SS) est une forme leucémique rare et agressive de LTC dont le pronostic est défavorable. Le SS représente environ 5% des LTC. Le nombre de nouveaux cas de SS diagnostiqués aux Etats-Unis est estimé à environ 300 par an (ZS associate – CTCL analysis of retrospective U.S. Komodo Health-based claims data).
- Le mycosis fongoïde (MF) est le sous-type de LTC le plus commun et représente environ 65% des LTC avec une incidence d'environ 3 000 nouveaux cas chaque année aux Etats Unis (ZS associate – CTCL analysis of retrospective U.S. Komodo Health-based claims data). Les stades avancés de MF sont associés à un mauvais pronostic.

Le traitement comprend généralement des traitements cutanés, comme les corticostéroïdes topiques et, pour les patients atteints d'une maladie plus avancée ou pour lesquels les traitements cutanés ont échoué, des traitements systémiques. Il existe plusieurs agents approuvés pour le traitement du LTC :

- Brentuximab Vedotin/Adcetris® approuvé par la FDA en 2017 pour le traitement des patients atteints d'un lymphome cutané anaplasique primaire à grandes cellules ou d'un MF exprimant CD30 ayant déjà reçu un traitement systémique. En Europe (EMA), Brentuximab vedotin a été approuvé en 2017 dans le traitement des adultes présentant un LTC CD30 en rechute après au moins un traitement systémique antérieur.
- Mogamulizumab/Poteligeo® approuvé par la FDA et l'EMA en 2018, pour le traitement d'adultes présentant un MF ou un SS en rechute ou réfractaire et ayant reçu au moins une ligne de traitement systémique;
- Denileukin diftitox/Lymphir® approuvé par la FDA en 2024 pour le traitement des patients adultes atteints de LTC en rechute ou réfractaire aux stades I à III après au moins un traitement systémique antérieur.
- Bexarotène/Targretin® approuvé par la FDA en 1999 pour une utilisation chez les patients présentant un stade avancé de MF et réfractaire à au moins un traitement systémique antérieur; et approuvé par l'EMA en 2001 pour le traitement des manifestations cutanées chez les patients atteints d'un LTC à un stade avancé, réfractaires à au moins un traitement systémique.
- Vorinostat/Zolinza® approuvé par la FDA en 2006 pour le traitement des manifestations cutanées du LTC chez les patients présentant une maladie progressive, persistante ou récidivante au cours ou après deux thérapies systémiques;
- Romidepsin/Istodax® (approuvé par la FDA en 2009) : patients atteints de LTC ayant reçu au moins un traitement systémique antérieur.

En général, les directives de traitement distinguent les LTC en fonction de l'aspect clinique et de la localisation, du sous-type histologique, de l'étendue et du type de la maladie extracutanée, de l'agressivité et de la réponse aux traitements précédents. La plupart des patients ne sont pas aptes à recevoir une greffe de cellules souches, en raison de leur âge et/ou de leur état de comorbidité. Bien que brentuximab vedotin et mogamulizumab aient récemment démontré des effets bénéfiques dans le traitement des LTC, ils restent toutefois associés à des limitations en matière de tolérance et d'efficacité, observées dans leurs essais cliniques respectifs. De plus, même avec ces options, la plupart des patients traités finissent par rechuter et leur survie globale reste faible, il existe donc un besoin médical non satisfait que lacutamab espère combler.

ii. Lymphomes T périphériques

Les LTP sont un groupe de divers lymphomes non-hodgkiniens qui ont généralement un comportement clinique agressif et se développent à partir des cellules T et NK matures. Le LTP apparaît dans les tissus lymphoïdes à l'extérieur de la moelle osseuse, tels que les ganglions lymphatiques, la rate, le tractus gastro-intestinal et la peau (Hsi, 2017). Les différents types de LTP, leur fréquence en pourcentage de tous les cas de lymphomes T (Hsi, 2017) et leur pronostic (Vose, 2018) sont indiqués dans le tableau suivant:

Type de LTP	Fréquence (%) (États-Unis)	Survie globale à 5 ans (%)
Lymphome T périphérique non spécifié autrement (NOS)	32	32
Lymphome T angioimmunoblastique	16	32
Lymphome anaplasique à grandes cellules ALK positif	6	70
Lymphome anaplasique à grandes cellules ALK négatif	11	49

Quel que soit le schéma thérapeutique utilisé (chimiothérapie monothérapie ou chimiothérapie d'association, comprenant Gencitabine et Oxaliplatine, communément appelé GemOx), les patients atteints d'un LTP en rechute ou réfractaire présentent généralement un mauvais pronostic, avec une médiane de survie sans progression de 3,1 mois et une survie globale de 5,5 mois (Mak, 2013).

La chimiothérapie par association d'agents multiples est la première ligne de traitement recommandée pour la majorité des patients présentant un LTP. Brentuximab vedotine a été approuvé par la FDA, en combinaison avec une chimiothérapie de première ligne pour les patients atteints d'un LTP exprimant CD30. La greffe ultérieure de cellules souches est une option thérapeutique potentielle mais limitée à une minorité de patients éligibles. Malgré ces traitements, la grande majorité de ces patients ont besoin d'une deuxième ligne de traitement. Belinostat (commercialisé sous le nom de Beleodaq), pralatrexate (commercialisé sous le nom de Folutyn) et romidepsin (commercialisé sous le nom d'Istodax) ont été approuvés par la FDA dans ce contexte, mais leur efficacité est généralement limitée. Dans leurs essais cliniques non randomisés respectifs, le taux de réponse à belinostat, à pralatrexate et à romidepsine était inférieur à 30% pour chacun d'eux, et la durée médiane de réponse était d'environ 10 mois pour belinostat et pralatrexate (O'Connor, 2015; O'Connor, 2011; Coiffier, 2012). Aucun de ces traitements n'a été approuvé par l'EMA.

Malgré ces approbations, l'option de traitement recommandée actuellement (NCCN 2021) reste la participation à un essai clinique pour les patients présentant un LTP en rechute après la première ligne. Si aucun essai clinique n'est disponible, une combinaison chimiothérapeutique de gemcitabine et d'oxaliplatine, ou GemOx, figure sur la liste des combinaisons thérapeutiques privilégiées (ESMO Lymphoma Guidelines). Plusieurs études ont été publiées sur le rôle de GemOx chez les patients atteints d'un lymphome en rechute. Il s'agit d'un des traitements les plus utilisés pour cette population de patients aux États-Unis, en Europe et en Asie (Mounier 2013; Yamaguchi, 2012).

c. Essais cliniques

Synthèse des essais cliniques de Lacutamab:

Phase	Trials	Sponsor	Population	Patients estimated	Design	Endpoints	Status
Phase 2	TELOMAK NCT03902184	 innate pharma	R/R Cutaneous T-Cell Lymphoma	170	Cohort 1: R/R Sezary Syndrome • Lacutamab monotherapy Cohort 2: Mycosis Fungoides KIR3DL2+ • Lacutamab monotherapy Cohort 3: Mycosis Fungoides, KIR3DL2- • Lacutamab monotherapy Cohort All comers: Mycosis Fungoides • Lacutamab monotherapy	Primary endpoint: • Objective Response Rate Secondary endpoints: • AE, QoL, PFS, OS, DoR, Immunogenicity, PK/PD	• Completed
Phase 2	KILT NCT04984837	 Lysa	R/R Peripheral T-Cell Lymphoma	56	Arm 1: • Lacutamab + GEMOX Arm 2: • GEMOX	Primary endpoint: • Modified Progression-Free Survival Secondary endpoints: • AE, OS, CRR, DoR, Immunogenicity, PK/PD	• Recruiting

i. Essai clinique de Phase 1 - LTC

En novembre 2015, la Phase 1 de l'essai de lacutamab comprenant une partie escalade de dose et une partie extension de cohorte, évaluait lacutamab dans le traitement du LTC avancé. L'essai a recruté 44 patients, dont 35 présentant un SS, huit patients avec le mycosis fongoïde et un avec un LTC CD4⁺ *Not Otherwise Specified* (classification NOS). L'objectif principal de l'essai était d'évaluer la tolérance de lacutamab et d'identifier la dose maximale tolérée. Les données du sous-groupe des 35 patients atteints d'un SS ont révélé un taux de réponse de 42,9%, une durée médiane de réponse de 13,8 mois et une médiane de survie sans progression de 11,7 mois, et environ 90% des patients ont connu une amélioration de leur qualité de vie. Lacutamab a montré un profil de tolérance favorable. Les effets secondaires les plus courants ont été des œdèmes périphériques (27%) et de la fatigue (20%). (Bagot et al, 2019. IPH4102, a first-in-class anti-KIR3DL2 monoclonal antibody, in patients with relapsed or refractory cutaneous T-cell lymphoma: an international, first-in-human, open-label, phase 1 trial *The Lancet Oncology*).

ii. Essai clinique de Phase 2 (TELOMAK) - LTC

Aperçu de l'étude

TELOMAK

Essai de Phase 2

(N~60) Au moins 2 lignes de traitements antérieurs, dont mogamulizumab

Cohorte 1 - Syndrome de Sézary

3 cohortes (N~100) Au moins 2 lignes de traitements antérieurs

Cohorte 2 - MF KIR3DL2 +

Cohorte 3 - MF KIR3DL2 -

Cohorte 4 - MF patients « tout venant »

En mai 2019, la Société a lancé un essai clinique de Phase 2 ouvert, international et multi-cohortes - TELLOMAK. Cet essai clinique est mené dans environ 50 sites aux États-Unis et en Europe (France, Italie, Espagne, Allemagne, Belgique, Pologne, Autriche). L'essai a pour but d'évaluer l'efficacité et la sécurité de lacutamab chez les patients ayant un Lymphome T avancé. 170 patients ont été recrutés pour l'essai, 60 patients atteints du SS qui ont déjà reçu au moins deux traitements antérieurs, et environ 100 patients atteints de mycosis fongoïde qui ont déjà suivi au moins deux thérapies systémiques (Cohortes 2, 3 et all-comers). Les cohortes initiales MF 2 et 3 ont recruté des patients exprimant et n'exprimant pas KIR3DL2, respectivement, assignés via un test d'immunohistochimie effectué sur des échantillons de biopsie congelées. Les deux cohortes ont été conçues conformément à un schéma en deux étapes, qui a prédéfini un seuil d'efficacité à l'étape 1 pour passage à l'étape 2. Alors que la cohorte 2 a avancé, le seuil d'efficacité prédéfini pour la cohorte 3 n'a pas été atteint, et a donc été arrêté en mars 2022.

En mars 2022, la Société annonce l'ouverture d'une nouvelle cohorte mycosis fongoïde (MF) ouverte à tout patient dans l'étude TELLOMAK. Cette cohorte recrute à la fois des patients exprimant KIR3DL2 et des patients ne l'exprimant pas afin d'explorer la corrélation entre le niveau d'expression de KIR3DL2 et les résultats du traitement lacutamab, en utilisant un test FFPE (formalin-fixed paraffin embedded) comme test compagnon.

Le critère d'évaluation principal de l'essai est le taux de réponse objectif, mesuré à l'aide des critères d'Olsen de 2011 pour le LTC. Les principales mesures secondaires comprennent l'incidence d'effets secondaires liés au traitement, l'impact de la maladie de la peau sur la qualité de vie, tel que mesuré par le questionnaire Skindex29, le prurit, tel que mesuré par l'échelle « Visual Analog Scale », la survie sans progression et la survie globale. Les résultats de la cohorte dédiée au SS pourraient appuyer une future demande de mise sur le marché à la FDA.

L'étude a débuté en 2019 et le recrutement s'est achevé en juin 2023 (n=170 patients).

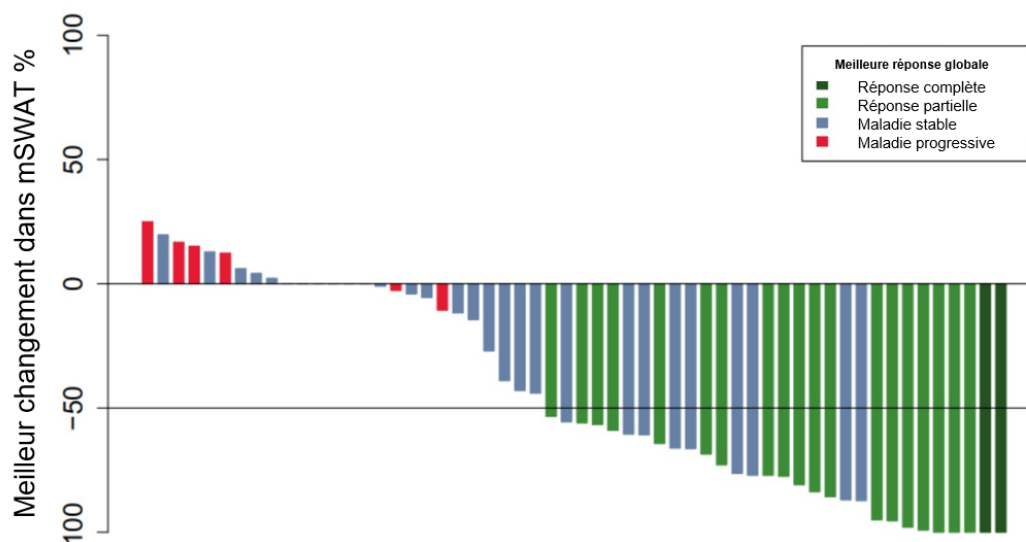
Il est important de noter qu'aucun problème de sécurité n'a été détecté avec le médicament utilisé dans l'essai, à l'instar de l'analyse menée par le Comité Indépendant de Surveillance des données (IDMC - Independent Data Monitoring Committee) qui a conclu qu'il n'y avait pas de problème de sécurité nouveau, ni inattendu, lié à lacutamab et que le produit semblait bien toléré par les patients actuellement traités dans l'essai. La fabrication du produit stérile lacutamab a été transférée à un autre sous-traitant.

En octobre 2023, la Food and Drug Administration ("FDA") des États-Unis a décidé de la suspension clinique partielle et la suspension du recrutement de nouveaux patients dans les essais cliniques de la Société, IPH4102-201 (Phase 2 TELLOMAK) et 102 (Phase 1b dans les lymphomes T périphériques), en cours avec lacutamab. La suspension clinique partielle a fait suite à un cas mortel de lymphohistiocytose hémophagocytaire, une maladie hématologique rare. Les patients déjà traités dans le cadre de l'étude et pour lesquels un bénéfice clinique est observé ont pu continuer leur traitement après avoir renouvelé leur consentement. En janvier 2024, l'agence américaine du médicament, la Food and Drug Administration (FDA), a levé la suspension partielle du programme clinique concernant lacutamab. La décision de la FDA de lever la suspension clinique partielle s'est basé sur la revue du cas mortel pour lequel Innate, en collaboration avec un comité de pilotage composé d'experts indépendants, avait conclu à la progression d'une forme agressive de la maladie et à l'absence de lien avec lacutamab.

Résultats cliniques dans le syndrome de Sézary (SS) (Cohorte 1)

Les résultats finaux de l'étude de Phase 2 TELLOMAK dans le syndrome de Sézary ont été présentés au congrès de la Société Américaine d'Hématologie (American Society of Hematology - ASH) en décembre 2023:

- Au 1er mai 2023, les patients de la cohorte syndrome de Sézary (cohorte 1, n=56) ont reçu une médiane de 5 traitements systémiques antérieurs, dont mogamulizumab, et ont une médiane de suivi de 14,4 mois
- Les données montrent que lacutamab a une activité clinique robuste et un profil de tolérance favorable. Le taux de réponse objective globale confirmé était de 37,5% (21/56), dont 2 réponses complètes et 19 réponses partielles. Le taux de réponse globale dans la peau était de 46,4% (26/56), dont 5 réponses complètes et 21 réponses partielles, et le taux de réponse globale dans le sang était de 48,2% (27/56), dont 15 réponses complètes et 12 réponses partielles. La médiane de survie sans progression était de 8 mois (intervalle de confiance à 95% : 4,7 – 21,2). Chez les patients ayant obtenu une réponse globale, la médiane de la durée de réponse est de 12,3 mois (IC 95% : 5,2 – non évalué).



Les données de suivi à long terme de l'essai clinique de Phase 2 TELLOMAK dans le syndrome de Sézary ont été présentées au congrès annuel de l'ASCO 2025 :

- Au 17 octobre 2024, date de clôture des données, lacutamab a montré une activité clinique soutenue chez des patients lourdement prétraités, avec un taux de réponse globale de 42,9% chez les patients atteints d'un syndrome de Sézary. Avec un suivi à plus long terme, la durée de réponse médiane est améliorée, atteignant 25,6 mois dans le syndrome de Sézary.

Résultats cliniques dans le mycosis fongoïde (MF)

- En février 2021, la Société a annoncé que lacutamab a démontré un signal préliminaire positif dans la cohorte 2 de patients présentant un mycosis fongoïde exprimant KIR3DL2 dans l'essai TELLOMAK. Cette cohorte a atteint le nombre pré-établi de réponses nécessaires pour avancer au stade 2, permettant à la Société de recruter des patients supplémentaires.
- Les données préliminaires provenant des cohortes 2 et 3 ont été présentées aux congrès de la Conférence internationale sur le lymphome malin (International Conference on Malignant Lymphoma, ICML) et de l'Organisation européenne pour la recherche et le traitement du cancer Groupe des lymphomes cutanés (European Organisation for Research and Treatment of Cancer, EORTC) respectivement en juillet et octobre 2021.
- En septembre 2022, les données préliminaires provenant des cohortes 2 et 3 ont été présentées lors du congrès annuel de l'EORTC. La date d'arrêt des données cliniques était fixée au 4 mars 2022:
 - Les patients présentant un mycosis fongoïde exprimant KIR3DL2 ($KIR3DL2 \geq 1\%$) (cohorte 2) ont reçu une médiane de quatre traitements systémiques antérieurs et ont eu un suivi médian de 12,2 mois. Les résultats montrent un taux de réponses globales objectives de 28,6% (intervalle de confiance [CI], de 95% 13,8-50,0), dont 2 réponses complètes et quatre réponses partielles. La médiane de survie sans progression était de 12,0 mois (4,6-15,4) et la durée médiane de réponse était de 10,2 mois (4,6-NA);
 - Les patients n'exprimant pas KIR3DL2 ($KIR3DL2 < 1\%$) (cohorte 3), ont reçu une médiane de 4,5 traitements systémiques antérieurs avec un suivi de 13,8 mois. Le taux de réponse globales objectives était de 11,1% (3,1-32,8) avec une médiane de survie sans progression de huit mois et demi (4,1-NA);
 - Lacutamab continue de démontrer une activité clinique et un profil de tolérance favorables chez les patients à un stade avancé et lourdement prétraités recrutés dans l'essai TELLOMAK.
- En 2023, les résultats intermédiaires d'efficacité des cohortes MF 2 et 3 selon les recommandations actualisées ont été présentés aux congrès de l'ICML et de l'EORTC, respectivement en juin et en octobre:
 - Au 4 mars 2022, date de clôture des données, les patients de la cohorte MF exprimant KIR3DL2 (cohorte 2, n=21) avaient reçu une médiane de 4 traitements systémiques antérieurs et avaient un suivi médian de 12,2 mois. Dans la cohorte n'exprimant pas KIR3DL2 (cohorte 3, n=18), les patients ont reçu une médiane de 4,5 thérapies systémiques antérieures et ont eu un suivi médian de 13,8 mois;
 - L'évaluation des ganglions lymphatiques est un élément important de l'évaluation du stade et de la réponse dans les lymphomes T cutanés. Dans une récente mise à jour des lignes directrices d'Olsen 2011, il a été précisé que l'évaluation pathologique des ganglions lymphatiques devait être limitée à ceux qui présentent un lymphome ganglionnaire, c'est-à-dire une désignation N3 (Olsen 2021);

- Sur la base de ces critères, les résultats montrent une augmentation du taux de réponse objective globale à 42,9% (intervalle de confiance [IC] à 95%, 24,5-63,5) de lacutamab chez les patients présentant un mycosis fongoïde dont l'expression de KIR3DL2 est supérieure ou égale à 1% (cohorte 2, n=21), dont 2 réponses complètes et 7 réponses partielles. Le taux de bénéfice clinique est resté inchangé à 85,7 % [IC à 95 % à confirmer]. Dans la cohorte 3, comprenant 18 patients présentant un mycosis fongoïde dont l'expression de KIR3DL2 est inférieure à 1%, les résultats restent inchangés.
- En 2024, les résultats positifs de l'étude de Phase 2 TELLOMAK dans le mycosis fongoïde ont été présentés au congrès annuel de l'ASCO 2024:
 - Au 13 octobre 2023, les patients atteints de mycosis fongoïde (n=107) ont reçu une médiane de 4 lignes de traitements systémiques antérieurs et ont une médiane de suivi de 11,8 mois. Les données montrent que lacutamab a une activité cliniquement significative, indépendamment de l'expression de KIR3DL2 et un profil de tolérance favorable;
 - Le taux de réponse objective globale était de 16,8% (Olsen 2011) et 22,4% (Olsen 2022), dont 2 réponses complètes et 16 réponses partielles. Le taux de réponse globale chez les patients dont l'expression de KIR3DL2 est supérieure ou égale à 1% était de 20,8% (Olsen 2011) et 29,2% (Olsen 2022). La médiane de survie sans progression était de 10,2 mois (intervalle de confiance (IC) à 95% : 6,5 – 16,8) pour l'ensemble des patients atteints de mycosis fongoïde et 12,0 mois (IC 95% : 5.6 - 20.0) pour les patients dont l'expression de KIR3DL2 est supérieure ou égale à 1%. Le délai d'apparition de réponse était de 1,0 mois (IC 95% : 1 - 5).
- En mai 2025, les données de suivi à long terme de l'essai clinique de Phase 2 TELLOMAK dans le mycosis fongoïde ont été présentées au congrès annuel de l'ASCO 2025 :
 - Au 17 octobre 2024, date de clôture des données, lacutamab a montré une activité clinique soutenue chez des patients lourdement prétraités, avec un taux de réponse globale de 19,6% chez les patients atteints de mycosis fongoïde, avec un suivi à plus long terme, la durée de réponse médiane était de 13,8 mois.

L'essai de Phase 2 TELLOMAK est terminé et les patients traités continueront à recevoir lacutamab dans le cadre d'un accès post-essai clinique.

Prochaines étapes

- En novembre 2025, Innate Pharma a annoncé que la FDA a finalisé la revue du protocole de l'essai confirmatoire de Phase 3 de lacutamab dans les LTC sans commentaires supplémentaires, autorisant ainsi le démarrage de l'étude TELLOMAK-3. TELLOMAK-3, est une étude ouverte, randomisée et comparative, visant à évaluer lacutamab chez des patients atteints d'un SS et d'un MF ayant échoué à au moins une ligne préalable de traitement systémique. L'essai comprendra deux cohortes indépendantes : une cohorte confirmatoire incluant des patients atteints d'un syndrome de Sézary après traitement par mogamulizumab, randomisés selon un ratio 1:1 pour recevoir lacutamab ou romidepsine, visant à soutenir une potentielle autorisation accélérée sur la base des données de l'essai de Phase 2 TELLOMAK, et une cohorte à visée d'enregistrement incluant des patients atteints d'un mycosis fongoïde, randomisés selon un ratio 1:1 pour recevoir lacutamab ou mogamulizumab, visant à soutenir une autorisation complète. Le critère principal d'évaluation de l'étude, pour les deux cohortes, est la survie sans progression (PFS, Progression-Free Survival) évaluée par revue centrale en aveugle.

Suite à la revue du protocole de l'essai confirmatoire de Phase 3 de lacutamab dans les LTC par la FDA sans commentaires supplémentaires en novembre 2025, le lancement de l'étude est prévu au second semestre 2026, sous réserve d'obtention de financement non dilutifs actuellement en cours de négociation, incluant notamment des partenariats avec des laboratoires pharmaceutiques et des accords de partage de redevances (« royalty financing »).

La Société a reçu une réponse encourageante de la FDA concernant les résultats de l'essai de Phase 2 TELLOMAK ainsi que sur sa stratégie réglementaire, comprenant une potentielle autorisation accélérée dans le syndrome de Sézary, lorsque l'essai de Phase 3 sera en cours. En février 2025, Innate Pharma a reçu le statut de « Breakthrough Therapy » de la FDA pour lacutamab dans le syndrome de Sézary en rechute ou réfractaire.

L'essai de Phase 2 TELLOMAK est terminé et les patients traités continueront à recevoir lacutamab dans le cadre d'un accès post-essai clinique.

iii. Essais cliniques dans le LTP

Bien que des réponses objectives aient été observées, le seuil pré-spécifié d'activité clinique significative n'a pas été atteint et l'essai de Phase 1b sponsorisé par la Société, évaluant lacutamab en monothérapie chez les patients présentant un lymphome T périphérique en rechute ou réfractaire ne sera pas rouvert au recrutement.

Au congrès annuel de l'ASH 2023, Innate a présenté un poster exposant des données précliniques démontrant l'effet synergique entre lacutamab et la chimiothérapie dans des modèles précliniques de lymphomes T périphérique, soutenant le rationnel de stratégie de combinaison dans cette indication.

L'essai de Phase 2 KILT randomisé, mené par The Lymphoma Study Association ("LYSA") afin d'évaluer lacutamab en combinaison avec le régime de chimiothérapie GEMOX (gemcitabine en combinaison avec oxaliplatine) contre GEMOX seul chez les patients en rechute ou réfractaires et exprimant KIR3DL2 est en cours.

d. Désignations

- En janvier 2019, l'Agence Américaine du médicament (*Food and Drug Administration*, FDA) a accordé le statut "Fast-Track" à lacutamab pour le traitement de patients adultes présentant un SS en rechute ou réfractaire ayant reçu préalablement au moins deux lignes de traitements systémiques.
- En novembre 2020, l'Agence Européenne des médicaments (*European Medicines Agency*, EMA) a accordé le statut "PRIME" à lacutamab pour le traitement des patients présentant un SS en rechute ou réfractaire ayant reçu au moins deux traitements systémiques antérieurs.
- Lacutamab a également reçu la désignation de médicament orphelin par la FDA et par l'EMA pour le traitement du LTC.
- En février 2025, lacutamab a reçu le statut de « Breakthrough Therapy » de la FDA pour lacutamab pour le traitement des patients adultes atteints d'un syndrome de Sézary ayant reçu au moins deux traitements systémiques antérieurs y compris avec mogamulizumab. Le statut « Breakthrough Therapy » a été obtenu sur la base des résultats de Phase 1 et des données de Phase 2 de l'étude TELLOMAK où lacutamab a démontré une efficacité encourageante et un profil de tolérance favorable chez des patients lourdement prétraités, post-mogamulizumab, atteints d'un syndrome de Sézary avancé. Le statut « Breakthrough Therapy » octroyé par la FDA aux Etats-Unis vise à accélérer le processus réglementaire des médicaments destinés à traiter une maladie grave et ayant montré des résultats cliniques précoces encourageants, pouvant apporter une amélioration substantielle sur un critère cliniquement significatif par rapport aux médicaments disponibles.

Ces désignations confirment le potentiel de lacutamab pour les patients atteints de SS et de MF en attente de nouvelles options thérapeutiques.

1.4.2. IPH4502, un conjugué anticorps-médicament (ADC) ciblant Nectine-4

a. Présentation et mécanisme d'action

Au travers de ses projets de R&D, la Société continue d'explorer de nouvelles approches innovantes pour le traitement du cancer en mettant à profit l'ingénierie des anticorps pour développer de nouveaux produits en explorant des formats d'anticorps conjugués (antibody drug conjugates - "ADC").

Son portefeuille clinique comprend IPH4502, un nouveau conjugué anticorps-médicament ciblant Nectine-4 et différencié grâce à un inhibiteur de topoisomérase I comme agent cytotoxique.

b. Indications

La Nectine-4 est une protéine d'adhésion de la membrane cellulaire surexprimée dans plusieurs tumeurs solides, notamment les cancers urothéliaux, du sein, de l'œsophage, du poumon, de l'ovaire et du pancréas, et dont l'expression est limitée dans les tissus normaux.

Enfortumab vedotin ("EV", PADCEV®), un ADC ciblant Nectine-4 avec un agent cytotoxique monométhylauristatine E ("MMAE"), est approuvé pour le traitement des cancers urothéliaux ("UC"), qui présentent l'expression la plus élevée de Nectine-4 parmi tous les types de tumeurs solides. Afin de répondre au besoin médical non satisfait des patients atteints d'UC qui arrêtent l'EV en raison de toxicités, d'un manque d'efficacité ou d'une inéligibilité à cette thérapie approuvée, et d'étendre le ciblage de Nectine-4 à des indications tumorales avec une expression plus faible de Nectine-4 au-delà de l'UC, nous avons développé IPH4502, un ADC anti-Nectine-4 différencié, conjugué à l'exatécane avec un linker hydrophile clivable et un ratio médicament/anticorps de 8.

c. Développement préclinique

Les données précliniques concernant IPH4502 ont été présentées lors des conférences AACR et SITC 2024 et AACR 2025 :

- Un fort effet de bystander in vivo et une efficacité d'internalisation élevée in vitro par rapport aux autres ADC ciblant Nectine-4. Ces caractéristiques contribuent à une activité anti-tumorale renforcée par rapport à EV, sur un large spectre de niveaux d'expression de Nectine-4, allant de faible à élevé, dans des modèles PDX;
- Efficacité supérieure à EV dans les modèles de cancer de la vessie avec une faible expression de Nectine-4;
- Potentiel au-delà du cancer de la vessie, dans des tumeurs à faible expression et à expression hétérogène de Nectine-4: En lien avec son activité bystander, IPH4502 est actif dans des modèles de tumeurs à faible et hétérogène expression de Nectine-4, au-delà de l'UC;
- Activité dans les modèles ayant une résistance primaire ou acquise à EV : IPH4502 montre une efficacité dans un modèle in vivo présentant une résistance primaire au MMAE due à l'expression du transporteur MDR1 et démontre une activité anti-tumorale dans un modèle PDX d'UC ayant acquis une résistance à EV;
- IPH4502 présente un fort potentiel de combinaison avec des agents ciblant PD-1: Dans des modèles murins syngéniques, la combinaison d'IPH4502 avec un anticorps anti-PD-1 induit une activité anti-tumorale synergique, tant dans les modèles sensibles qu'insensibles à EV;
- L'hydrophilie et la stabilité du linker permettent une exposition élevée de l'ADC et une libération minimale d'exatécane libre dans le plasma de singe cynomolgus.

L'activité anti-tumorale observée dans les modèles réfractaires à EV suggère qu'IPH4502 pourrait représenter une option thérapeutique pour les patients ne répondant pas à EV. L'activité d'IPH4502 dans diverses indications et son efficacité anti-tumorale renforcée en combinaison avec des thérapies anti-PD-1 dans des modèles précliniques soutiennent son développement au-delà de l'UC.

d. Essais cliniques

Phase	Trials	Sponsor	Population	Patients estimated	Design	Endpoints	Status
Phase 1	NCT06781983	 innate pharma	Advanced solid tumors that are known to express Nectin-4	145	IPH4502 monotherapy - Part 1: dose escalation - Part 2: dose optimization	Primary endpoints: - Safety and Tolerability Secondary endpoints: - Cmax, AUC, ADA, ORR, DoR, PFS	Recruiting

L'étude de Phase 1, recrutant en France et aux Etats-Unis, est une étude ouverte et multicentrique, comprenant une partie 1 d'escalade de la dose et une partie 2 d'optimisation de la dose visant à évaluer la sécurité, la tolérance et l'activité anti-tumorale préliminaire d'IPH4502 en monothérapie dans les tumeurs solides avancées connues pour exprimer Nectine-4, comme le carcinome urothélial, les cancers du poumon non à petites cellules, du sein, de l'ovaire, gastrique, de l'œsophage ou colorectal.

La Food and Drug Administration (l'agence américaine du médicament) a autorisé l'initiation du développement clinique et d'un essai clinique de Phase 1 avec IPH4502 en septembre 2024 et le premier patient a été traité dans l'essai clinique de Phase 1 (NCT06781983) en janvier 2025.

L'étude prévoit le recrutement d'environ 145 patients. La dose maximale tolérée est en cours d'évaluation et le recrutement des patients aux doses pharmacologiquement actives est en cours, notamment chez les patients atteints d'un carcinome urothélial en rechute ou réfractaire à enfortumab vedotin, ainsi que ainsi que certains types tumoraux sélectionnés. Une activité antitumorale préliminaire a été observée chez des patients lourdement pré-traités atteints de tumeurs solides avancées, notamment dans le cancer urothélial post-enfortumab vedotin, avec un profil de tolérance favorable à ce jour.

A l'occasion du congrès de l'ASCO 2025, la Société a présenté un poster « Trial in Progress » pour IPH4502 : *A phase 1, open-label, multi-center study of the safety, tolerability, and efficacy of IPH4502 as a single agent in advanced solid tumors.*

1.4.3. Monalizumab, un anticorps inhibiteur de point de contrôle immunitaire dual ciblant les cellules T et NK

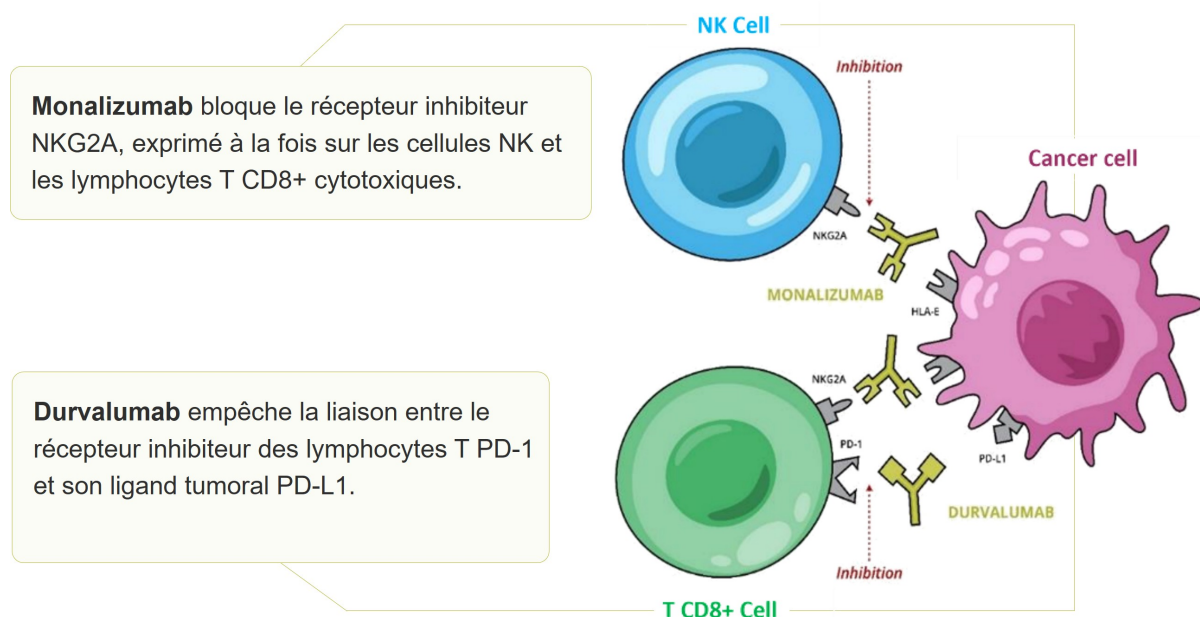
a. Présentation et mécanisme d'action

Monalizumab (IPH2201) est un anticorps inhibiteur de point de contrôle immunitaire potentiellement « first in class », ciblant les récepteurs NKG2A exprimés sur les lymphocytes T CD8⁺ et les cellules NK. NKG2A est un récepteur inhibiteur reconnaissant HLA-E. HLA-E est surexprimé à la surface de nombreuses tumeurs solides ou hématologiques, ce qui les protège de la destruction par les cellules immunitaires NKG2A⁺. Monalizumab pourrait rétablir une réponse anti-tumorale médiée à la fois par les cellules NK et les lymphocytes T et pourrait également accroître le potentiel cytotoxique d'autres anticorps thérapeutiques (André et al, Cell 2018).

b. Rationnel pour les combinaisons avec monalizumab

La Société focalise le développement de monalizumab en premier lieu en combinaison avec durvalumab, un anticorps dirigé contre PD-L1. PD-L1 et HLA-E sont tous deux surexprimées sur de nombreuses cellules tumorales, et sont capables de supprimer la réponse immunitaire contre la tumeur et contribuer à la progression de celle-ci. Les données précliniques de la Société soutiennent l'hypothèse selon laquelle une combinaison de monalizumab et de durvalumab pourrait permettre une meilleure réponse immunitaire contre la tumeur que durvalumab en monothérapie, en bloquant à la fois les voies inhibitrices PD-1/PD-L1 et NKG2A/HLA-E.

L'illustration suivante montre comment monalizumab, en association avec durvalumab, est conçu pour induire une plus grande activité antitumorale.



Le rationnel de cette combinaison est également soutenu par le profil de tolérance favorable de monalizumab, démontré par la Société dans des études précliniques et essais cliniques préliminaires. En effet, ces résultats suggèrent que monalizumab ne devrait normalement pas nuire au profil de tolérance de la combinaison avec les médicaments d'un partenaire.

c. Développement clinique de monalizumab

Aperçu général

Monalizumab a été évalué dans des essais cliniques sur le cancer de la tête et du cou, le cancer du poumon et d'autres indications. Innate était chargée de la conduite de l'étude IPH2201-203 sur le carcinome épidermoïde de la tête et du cou (étude terminée), tandis qu'AstraZeneca conduit tous les autres essais (à l'exception des études parrainées par des tiers). Des essais menés par des tiers sont en cours dans le cancer de la vessie et le cancer du poumon à petites cellules. Cette section résume les essais cliniques dans le cancer du poumon non à petites cellules qu'AstraZeneca mène pour évaluer monalizumab.

Phase	Trials	Sponsor	Population	Patients estimated	Design	Endpoints	Status
Phase 3	PACIFIC-9 NCT05221840	AstraZeneca	Unresectable (stage III) NSCLC	1051	Arm 1: • Durvalumab + Oleclumab Arm 2: • Durvalumab + Monalizumab Arm 3: • Durvalumab	Primary endpoint: • PFS Secondary endpoints: • OS, ORR, DoR, PFS2, TTDM, TFST, PD-L1 exp., ADA, TTFC, Concentration Durva-Olec-Mona	Active, not recruiting

Le cancer du poumon est la principale cause de décès par cancer, représentant environ un tiers de tous les décès par cancer. En 2022, on estime que 2,5 millions de personnes ont reçu un diagnostic de cancer du poumon dans le monde. 80 à 85 % d'entre elles sont classées dans la catégorie des cancer du poumon non à petites cellules (CPNPC). Le CPNPC de stade III représente environ un quart de l'incidence du CPNPC. En 2018, la Food and Drug Administration a approuvé durvalumab pour les patients atteints d'un CPNPC de stade III non opérable dont la maladie n'a pas progressé après une chimiothérapie à base de platine et une radiothérapie simultanée. Cependant, de nouvelles options thérapeutiques restent nécessaires pour augmenter encore le potentiel de guérison dans ce contexte.

AstraZeneca a conduit l'essai COAST, un essai randomisé testant durvalumab seul ou en combinaison avec soit oleclumab (anticorps monoclonal anti-CD73) ou monalizumab (anticorps monoclonal anti-NKG2A), chez des patients atteints du cancer du poumon non à petites cellules de stade III, non opérable, localement avancé, qui n'a pas progressé après une chimio-radiothérapie.

Suite au signal observé dans cette étude de Phase 2, AstraZeneca a débuté une étude de Phase 3 randomisée PACIFIC-9 de monalizumab ou oleclumab plus durvalumab dans le cadre d'un CPNPC de stade III non opérable pour les patients qui n'ont pas progressé après une chimio-radiothérapie concomitante.

Indépendamment, AstraZeneca a évalué l'efficacité et la sécurité durvalumab en néoadjuvant seul ou en combinaison avec monalizumab ou oleclumab chez des sujets atteints du cancer du poumon non à petites cellules précoce (stade I [$>2\text{cm}$] à IIIA) dans le cadre de l'essai NeoCOAST, et a lancé en 2022 l'essai de Phase 2 NeoCOAST-2 décrit ci-dessous.

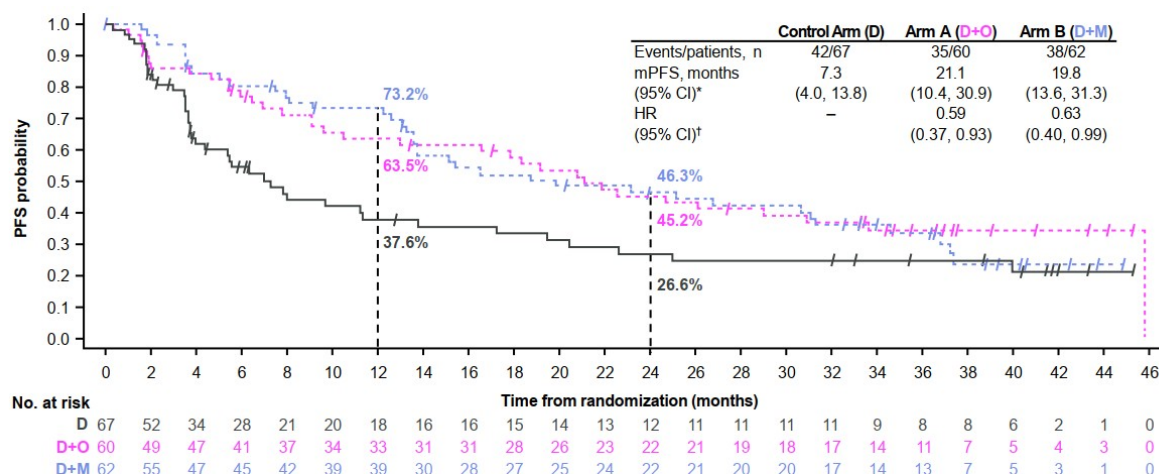
Innate et AstraZeneca ont évalué monalizumab en combinaison avec cetuximab dans le carcinome épidermoïde de la tête et du cou en rechute et/ou métastatique (R/M CETC) IO naïf ou prétraité par IO dans une étude de Phase 1b/2 (IPH2201-203). Sur la base des résultats et du besoin non satisfait dans la population prétraitée par IO, AstraZeneca et Innate ont choisi d'avancer ce programme dans une étude de Phase 3 (INTERLINK-1). Le dosage du premier patient dans cet essai a déclenché un paiement d'étape de 50 millions de dollars d'AstraZeneca à Innate en octobre 2020. En 2022, Innate a partagé que la combinaison de monalizumab et cetuximab n'a pas atteint le seuil prédéfini d'efficacité dans l'analyse intermédiaire de futilité prévue au protocole de l'étude clinique de Phase 3 INTERLINK 1 menée par AstraZeneca. Sur la base de ces résultats et de la recommandation d'un Comité indépendant de contrôle des données (Independent Data Monitoring Committee - IDMC), AstraZeneca a informé Innate de l'interruption de l'étude. Il n'y avait pas résultats additionnels concernant la tolérance.

d. Essais cliniques

i. Cancer du poumon : Étude de Phase 2 COAST

En septembre 2021, AstraZeneca a présenté des données récentes de l'essai randomisé de Phase 2 COAST dans le cancer du poumon non à petites cellules, non opérable, de stade III, au congrès annuel de l'ESMO (European Society for Medical Oncology). Les données portaient sur la survie sans progression (PFS) et le taux de réponse globale (ORR) pour durvalumab en combinaison avec monalizumab, le produit le plus avancé d'Innate sous partenariat, et oleclumab, un anticorps anti-CD73 d'AstraZeneca. Après un suivi médian de 11,5 mois, les résultats d'une analyse intérimaire ont montré un taux de survie sans progression à 10 mois de 72,7 % pour durvalumab plus monalizumab, contre 39,2 % pour durvalumab seul chez des patients atteints de cancer du poumon non à petites cellules, non opérable, de stade III après une chimio-radiothérapie simultanée. Les résultats ont également montré une augmentation du critère d'évaluation principal, à savoir le taux de réponse globale confirmée, pour durvalumab plus monalizumab par rapport au durvalumab seul (36 % contre 18 %). Les données ont été publiées dans le Journal of Clinical Oncology en 2022 (figure traduite ci-dessous).

A l'ASCO 2024, AstraZeneca a présenté une mise à jour des résultats de l'essai. Après un suivi médian de 30,1 mois, les résultats ont montré un taux de survie sans progression à 12 mois de 73,2 % pour durvalumab plus monalizumab, contre 37,6 % pour durvalumab seul. Les résultats ont également montré une augmentation du critère d'évaluation principal, à savoir le taux de réponse globale confirmée, pour durvalumab plus monalizumab par rapport au durvalumab seul (40,3 % contre 23,9 %).



Overall PFS maturity: 60.8%. Per RECIST v1.1 by investigator assessment. Data cutoff: July 18, 2023 (median actual follow-up was 30.1 months [range, 0.4, 48.9; all patients]).

*Median PFS is assessed via Kaplan-Meier methods, based on application of RECIST 1.1 to investigator assessments.

†Compared with 67 and 64 patients in the Control Arm enrolled concurrently with patients in Arms A and B, respectively. HR and 95% CI estimated by Cox proportional hazards model, stratified by histology (adenocarcinoma or non-adenocarcinoma).

CI, confidence interval; D, durvalumab; HR, hazard ratio; ITT, intention to treat; M, monalizumab; mPFS, median progression-free survival; No., number; O, oleclumab; PFS, progression-free survival; RECIST, Response Evaluation Criteria in Solid Tumors.

ii. Cancer du poumon : Étude de Phase 2 NeoCOAST

En mars 2022, l'étude de la plateforme multi-médicaments de Phase 2 NeoCOAST évaluant la sécurité et l'efficacité du durvalumab néoadjuvant en association avec la chimiothérapie et oleclumab, monalizumab ou danvasirten et le traitement adjuvant chez les patients atteints d'un cancer du poumon non à petites cellules opérable au stade précoce a été acceptée pour une présentation orale qui s'est tenue le 11 avril 2022 lors de la réunion annuelle 2022 de l'AACR. L'étude a démontré qu'un cycle unique de durvalumab néoadjuvant associé à oleclumab, au monalizumab ou au danvasirten produisait des taux de réponse pathologique majeure améliorés (19, 30 et 31,2%, respectivement) par rapport au durvalumab seul (11,1%). Aucune différence dans les taux de réponse pathologique complète n'a été observée entre les bras de traitement.

iii. Cancer du poumon : Phase 3 PACIFIC-9

En juin 2023, AstraZeneca a présenté à la conférence de l'ASCO un poster sur l'étude PACIFIC-9 : "Phase 3 study of durvalumab combined with oleclumab or monalizumab in patients with unresectable stage III NSCLC (PACIFIC-9)".

L'étude PACIFIC-9 a débuté en février 2022 et prévoyait de recruter jusqu'à 1 000 patients.

En 2024, un comité indépendant de contrôle des données a recommandé la poursuite de l'essai de Phase 3 PACIFIC-9 sur la base d'une analyse intermédiaire prévue au protocole.

L'étude est en cours. Le recrutement des patients est terminé et les données sont attendues au second semestre 2026.

iv. Cancer du poumon : Phase 2 NeoCOAST-2

En juin 2023, AstraZeneca a présenté à la conférence de l'ASCO un poster sur l'essai en cours NeoCOAST-2 : "NeoCOAST-2 : A phase 2 study of neoadjuvant durvalumab plus novel immunotherapies (IO) and chemotherapy (CT) or MEDI5752 (volrustomig) plus CT, followed by surgery and adjuvant durvalumab plus novel IO or volrustomig alone in patients with resectable non-small-cell lung cancer (NSCLC)".

NeoCOAST-2 a débuté en avril 2022 et continue de recruter des patients.

En 2024, lors de la conférence mondiale sur le cancer du poumon (WCLC, World Conference on Lung Cancer), AstraZeneca a présenté des données intermédiaires de l'étude de Phase 2 NeoCOAST-2 (NCT05061550).

Les données préliminaires de trois bras ont été présentées à la conférence, à savoir :

- Bras 1 : oleclumab en combinaison avec durvalumab et une chimiothérapie à base de doublets de sels de platine dans le cadre du traitement néoadjuvant et durvalumab plus oleclumab dans le cadre du traitement adjuvant;
- Bras 2 : monalizumab en combinaison avec durvalumab et une chimiothérapie à base de doublets de sels de platine dans le cadre du traitement néoadjuvant et durvalumab plus monalizumab dans le cadre du traitement adjuvant ; et
- Bras 4 : datopotamab deruxtecan en combinaison avec durvalumab et une chimiothérapie à base d'un sel de platine en traitement néoadjuvant, et durvalumab seul en phase adjuvante.

Dans cette analyse préliminaire portant sur les 60 premiers patients sur les 72 que comprendra le bras 2, monalizumab ajouté à durvalumab et à la chimiothérapie à base de doublets de sels de platine, a obtenu un taux de réponse pathologique complète de 26,7% [intervalle de confiance (IC) à 95% ; 16,1 – 39,7] et un taux de réponse pathologique majeure de 53,3% [IC à 95% ; 40,0 – 66,3]. Ces taux de réponses sont numériquement supérieurs au traitement approuvé avec durvalumab associé à la chimiothérapie à base de doublets de sels de platine. Le traitement dans le bras 2 a montré un profil de tolérance acceptable et n'a pas eu d'impact sur le taux de chirurgie.

Lors du congrès annuel de l'ASCO 2025, AstraZeneca a présenté une mise à jour des résultats de l'étude de Phase 2 NeoCOAST-2 évaluant durvalumab associé en néoadjuvant et adjuvant dans le cancer du poumon non à petites cellules résecable. Le bras traitement comprenant durvalumab, monalizumab et la chimiothérapie (bras 2, n = 70) a montré une réponse pathologique complète (pCR) de 25,7 % et une réponse pathologique majeure (mPR) de 50,0 %.

En mai 2025, ces données cliniques ont été publiées dans la revue Nature Medicine (Tina Cascone et al, 2025. *Perioperative durvalumab plus chemotherapy plus new agents for resectable non-small-cell lung cancer: the platform phase II NeoCOAST-2 trial* Nature Medicine).

En juin 2025, lors du congrès annuel de l'ASCO, AstraZeneca a présenté une mise à jour des résultats de l'étude de Phase 2 NeoCOAST-2 évaluant durvalumab associé en néoadjuvant et adjuvant dans le cancer du poumon non à petites cellules résecable. Le bras traitement comprenant durvalumab, monalizumab et la chimiothérapie (bras 2, n = 70) a montré une réponse pathologique complète (pCR) de 25,7 % et une réponse pathologique majeure (mPR) de 50,0 %.

Partenariat avec AstraZeneca

Le 24 avril 2015, la Société a signé un accord de codéveloppement et de commercialisation avec AstraZeneca afin d'accélérer et d'élargir le développement de monalizumab. AstraZeneca a obtenu l'ensemble des droits en oncologie sur monalizumab en octobre 2018. Les termes financiers de l'accord prévoient des paiements potentiels à Innate Pharma pouvant aller jusqu'à 1,275 milliard de dollars. En tenant compte du paiement de 50 millions de dollars reçu pour l'inclusion du premier patient dans l'essai clinique de Phase 3 PACIFIC-9, Innate Pharma a déjà reçu 450 millions de dollars. AstraZeneca comptabilisera toutes les ventes et versera à Innate des redevances sur les ventes nettes des produits sous licence variant entre *low double-digit* et *mid-teen* dans le monde entier, sauf en Europe où Innate Pharma recevra, si elle choisit de co-promouvoir les produits sous licence dans certains pays européens, une part de 50 % des profits et des pertes dans ces territoires. Si Innate Pharma choisit de ne pas faire de co-promotion, sa part des bénéfices en Europe sera réduite d'un nombre spécifique de points de pourcentage ne dépassant pas le *mid-single digits*. Innate cofinancera 30 % des coûts du programme de développement de Phase 3 de monalizumab, avec une limitation convenue au préalable de l'engagement financier d'Innate.

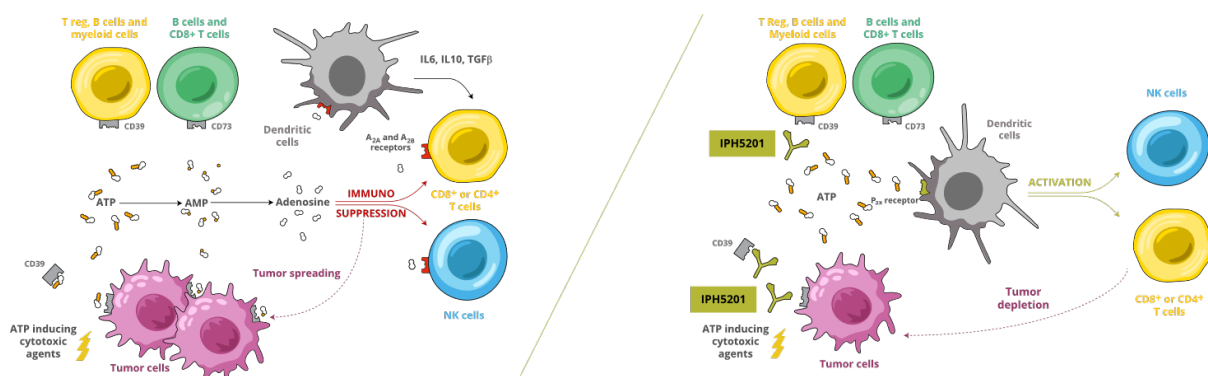
1.4.4. Autres actifs au stade clinique

1.4.4.1. IPH5201, un anticorps anti-CD39 ciblant la voie adénosine immunosuppressive

a. Mécanisme et rationnel

CD39 est une enzyme extracellulaire qui est exprimée dans le microenvironnement tumoral, à la fois sur les cellules infiltrant la tumeur et sur les cellules stromales dans plusieurs types de cancer. CD39 inhibe le système immunitaire en dégradant l'adénosine triphosphate (ATP) en adénosine monophosphate (AMP), qui est ensuite dégradée en adénosine par CD73. En favorisant l'accumulation d'ATP immunostimulant et en empêchant la production d'adénosine immunosuppressive, le blocage de CD39 peut stimuler l'activité antitumorale.

IPH5201 est un anticorps bloquant la voie immunosuppressive CD39.



Il a récemment été rapporté que le ciblage de la voie de l'adénosine améliorait l'efficacité du durvalumab (anti-PD-L1) chez les patients atteints d'un cancer du poumon non à petites cellules (CPNPC) à un stade précoce, grâce à l'utilisation d'Oleclumab, ciblant CD73. En effet, dans l'étude de Phase 2 randomisée COAST, l'oleclumab en association avec le durvalumab a amélioré la survie sans progression (PFS) et le taux de réponse objective (ORR) par rapport au durvalumab seul chez des patients atteints d'un cancer du poumon non à petites cellules de stade III non résécable (Herbst, JCO, 2022). De même, dans l'étude de Phase 2 randomisée NeoCoast, un cycle d'oleclumab néoadjuvant en association avec le durvalumab a amélioré les taux de réponse pathologique majeure (MPR) et de réponse pathologique complète (pCR) par rapport au durvalumab seul, chez des patients atteints d'un CPNPC de stade I-IIIa résécable (Cascone, AACR 2022).

Ceci soutient l'évaluation du blocage combiné de CD39 et PD-L1, avec IPH5201 et durvalumab, respectivement, qui peut hypothétiquement augmenter l'activité par rapport au durvalumab en monothérapie en modifiant l'équilibre de l'ATP et de l'adénosine dans le microenvironnement de la tumeur.

b. Aperçu général et indications

Phase	Trials	Sponsor	Population	Patients estimated	Design	Endpoints	Status
Phase 2	MATISSE IPH5201 (CD39) NCT05742607	 innate pharma	Resectable early stage (II to IIIB) NSCLC	70	Experimental: • IPH5201 + durvalumab + chemotherapy	Primary endpoints: • Path. Complete Response (pCR) • AEs, SAEs Secondary endpoints: • EFS, DFS, Surg. Res., major Pathological response (mPR), ORR, OS • PK, Immunogenicity	• Recruiting

Le cancer du poumon est le deuxième cancer le plus fréquent chez les hommes et les femmes, avec environ 234 030 nouveaux cas de cancer du poumon aux États-Unis en 2018, et reste la principale cause de décès liés au cancer dans le monde. Le CPNPC résécable au stade précoce est considéré comme une maladie potentiellement curable, et la norme de soins est la chirurgie seule ou la chirurgie avec chimiothérapie doublet adjuvante ou néoadjuvante à base de platine (NCCN 2022). Cependant, les patients ont des taux de survie à cinq ans allant d'environ 70 % pour le stade IA1 du CPNPC à 20 % pour le stade IIIA du CPNPC (Chansky, 2017).

Récemment, le rôle de l'inhibition de PD-1/PD-L1 a été évalué pour le traitement du CPNPC résécable à un stade précoce en situation adjuvante et néoadjuvante, ce qui a permis d'améliorer les résultats et d'obtenir l'autorisation de la FDA (Nivolumab/Checkmate 816 et Pembrolizumab/KEYNOTE-671). Des données intermédiaires récentes de l'étude de Phase 3 AEGEAN (NCT03800134) ont montré que le durvalumab périopératoire (anti-PD-L1) associé à la chimiothérapie néoadjuvante a amélioré de manière significative le taux de réponse pathologique complète (pCR) (17,2 % dans le groupe traité par durvalumab contre 4,3 % dans le groupe traité par CT) et la survie sans événement (EFS) (médiane non atteinte dans le groupe traité par durvalumab contre 25,9 mois dans le groupe traité par CT) chez des patients atteints d'un CPNPC résécable de stade IIA-IIIb[N2].

c. Essais cliniques

Phase 1 dans les tumeurs solides avancées

Un essai clinique de Phase 1 (NCT04261075), sponsorisé par AstraZeneca, dont le premier patient a été traité en mars 2020, a évalué IPH5201, un anticorps monoclonal bloquant anti-CD39, chez des patients adultes atteints de tumeurs solides avancées. L'objectif de l'essai était d'évaluer IPH5201 en monothérapie et en combinaison avec durvalumab (anti-PD-L1) avec ou sans oleclumab (anticorps monoclonal anti-CD73). L'étude de Phase 1, est un essai ouvert et multicentrique en escalade de dose, qui évaluait la sécurité, la tolérance, l'activité antitumorale, les propriétés pharmacocinétiques et pharmacodynamiques ainsi que le potentiel immunogénique d'IPH5201 seul, ou en combinaison avec le traitement anti-PD-L1 d'AstraZeneca, durvalumab, avec ou sans son anticorps monoclonal anti-CD73, oleclumab.

En ce qui concerne les résultats de l'activité clinique, 22/57 patients (38,6%) ont eu une maladie stable comme meilleure réponse globale ; il n'y a pas eu de réponse partielle ou complète. Dans le sous-groupe traité par IPH5201 en monothérapie, 17/38 patients (44,7%) ont eu une maladie stable comme meilleure réponse globale.

Phase 2 MATISSE dans le cancer du poumon non à petites cellules (NSCLC)

Le premier patient a été traité en juin 2023. En octobre 2023, Innate Pharma a présenté à la conférence ESMO un poster sur le design de l'étude MATISSE : "A Phase 2 multicenter, open label, non-randomized study of neoadjuvant and adjuvant treatment with IPH5201 and durvalumab in patients with resectable, early-stage (II to IIIA) non-small cell lung cancer (MATISSE)".

27

d. Partenariat

En octobre 2018, Innate Pharma et AstraZeneca ont démarré une collaboration de développement comprenant une option pour un co-développement et une co-commercialisation d'IPH5201. Après le traitement du premier patient le 9 mars 2020, AstraZeneca a versé un paiement d'étape de 5 millions de dollars à Innate conformément à l'accord de collaboration multi-termes de développement en oncologie d'Innate avec AstraZeneca d'octobre 2018. Innate a effectué un paiement d'étape de 2,7 millions d'euros à Orega Biotech SAS après traitement du premier patient de la Phase 1 conformément à l'accord de licence d'Innate avec Orega Biotech SAS (voir la section 5.4).

En juin 2022, l'Accord d'Option de 2018 sur IPH5201 a été modifié. Innate a reçu un paiement d'étape de 5 millions de dollars de la part d'AstraZeneca à la signature de l'avenant et est responsable de la réalisation d'une nouvelle étude de Phase 2 multicentrique, ouverte et non randomisée, portant sur un traitement néoadjuvant et adjuvant avec IPH5201, durvalumab et chimiothérapie chez des patients atteints de cancer du poumon non à petites cellules (NSCLC) résécable et à un stade précoce. L'étude "MATISSE" a débuté et le traitement du premier patient est attendu. AstraZeneca et Innate partageront les coûts de l'étude et AstraZeneca fournira les médicaments de l'essai clinique. Innate a effectué un paiement d'étape de 0,6 millions d'euros à Orega Biotech SAS conformément à l'accord de licence exclusif d'Innate.

1.4.4.2. IPH5301, un anticorps anti-CD73 ciblant la voie adénosine immunosuppressive

a. Mécanisme et Rationnel

La Société développe IPH5301 (anti-CD73) comme thérapie anticancéreuse potentielle pour les patients atteints de maladies avancées ou métastatiques dans certaines tumeurs solides. IPH5301 est un anticorps monoclonal qui se lie sélectivement au CD73 (NT5E, ecto-5'-nucléotidase) humain membranaire et soluble et en inhibe l'activité.

b. Essai clinique en cours

En décembre 2021, un essai clinique indépendant de Phase 1 avec IPH5301 a été initié par l'Institut Paoli-Calmettes. CHANCES-IPC 2021-008 (NCT05143970) est une étude européenne de Phase 1, multicentrique, « First In Human », évaluant un anti-CD73, IPH5301 dans le cancer avancé et/ou métastatique. L'essai clinique est en cours.

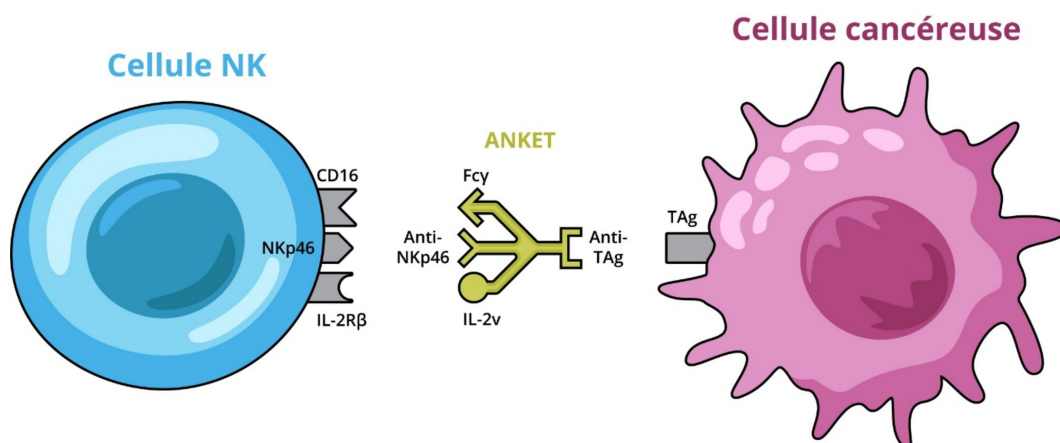
1.4.4.3. Plateforme ANKET®

a. Présentation générale

ANKET® (Antibody-based NK cell Engager Therapeutics) est la plateforme propriétaire d'Innate permettant de développer une nouvelle génération de NK cell engagers multi-spécifiques pour traiter certains types de cancer.

Cette technologie polyvalente permet de créer une nouvelle classe entière de molécules induisant une immunité synthétique contre le cancer. En plus d'exploiter leurs fonctions anti-tumorales, cette technologie permet de donner un signal de prolifération et d'activation ciblé aux cellules NK.

La dernière innovation d'Innate, une molécule ANKET® tétra-spécifique, est la première technologie NK cell engager à cibler les récepteurs activateurs (NKp46 et CD16), un antigène tumoral et le récepteur de l'interleukin 2 (par un IL 2 variant, IL-2v) via une même molécule. Cette innovation complète la technologie propriétaire de NK cell engagers tri-spécifiques qui a démontré une puissante activation des cellules NK, une cytotoxicité et un contrôle efficace de la croissance tumorale dans des modèles précliniques.



Dans la mesure où NKp46 est exprimée sur toutes les cellules NK ainsi que conservée sur les cellules NK infiltrant la tumeur, et où les cellules NK ne sont pas soupçonnées de produire une tempête cytokinique, les molécules ANKET® pourraient surmonter les limitations des anticorps induisant l'ADCC et des engageurs de cellules T.

b. Partenariat avec Sanofi

La Société a conclu un accord de collaboration de recherche et de licence avec Sanofi pour appliquer la technologie propriétaire d'Innate au développement de formats innovants d'anticorps multi-spécifiques engageant les cellules NK à travers les récepteurs activateurs NKp46 et CD16 pour tuer les cellules tumorales:

- En 2016, Sanofi et Innate ont conclu un accord de collaboration de recherche et de licence pour la génération et l'évaluation de jusqu'à deux anticorps multi-spécifiques engageant les cellules NK, en utilisant la technologie ANKET® d'Innate Pharma et le format d'anticorps bispécifique propriétaire de Sanofi ainsi que des cibles tumorales. IPH6101/SAR'579 (SAR443579) cible CD123 et IPH6401/SAR'514 (SAR445514) cible BCMA. Selon les termes de l'accord de licence de 2016, Sanofi est responsable du développement, de la fabrication et de la commercialisation des produits issus de la collaboration de recherche. Innate Pharma était éligible à recevoir jusqu'à 400 millions d'euros de paiements d'étapes de développement et de commercialisation ainsi que des redevances sur les ventes nettes;
- En décembre 2022, Innate Pharma SA et Sanofi ont annoncé une extension de leur collaboration, Sanofi obtenant une licence pour un anticorps multi-spécifiques engageant les cellules NK et ciblant B7H3 à partir de la plateforme ANKET® (Antibody-based NK Cell Engager Therapeutics) d'Innate. Sanofi avait également la possibilité d'ajouter jusqu'à deux cibles supplémentaires. Une fois le candidat sélectionné, Sanofi était responsable de l'ensemble du développement, de la fabrication et de la commercialisation. Selon les termes de l'Accord de licence, Innate Pharma était éligible à un montant total pouvant aller jusqu'à 1,35 milliard d'euros en jalons précliniques, cliniques, réglementaires et commerciaux, plus des redevances sur les ventes nettes potentielles;
 - En mars 2023, la Société a reçu un paiement initial de 25 millions d'euros;
 - Le 19 décembre 2023, la Société a annoncé que Sanofi a exercé son option de licence sur un programme NKCE dans les tumeurs solides issu de la plateforme ANKET® d'Innate. Innate a reçu un paiement de 15 millions d'euros pour l'exercice de cette option;
 - Au cours du troisième trimestre 2024, Sanofi a mis fin à la licence concernant IPH67 au cours de la période de collaboration de recherche. Par conséquent, Innate a récupéré l'intégralité des droits concernant IPH67, un programme de NK Cell Engager issu de la plateforme ANKET® en cours de développement dans les tumeurs solides. Le reste de l'accord de collaboration et de licence de 2022 avec Sanofi est inchangé. Sanofi conserve une option de licence pour une cible additionnelle ANKET® conformément à l'accord de collaboration et de licence de 2022;
 - En juillet 2025, Innate Pharma a repris les droits sur SAR'579/IPH6101, l'ANKET® ciblant CD123.

- En conséquence du retour des droits sur SAR'579/IPH6101, la Société est désormais éligible à d'éventuels paiements futurs de 192 millions d'euros au titre de l'accord de 2016;
- Après avoir pris en 2025 la décision de poursuivre le développement de SAR'514/IPH6401 (l'ANKET® anti-BCMA) dans des indications auto-immunes, Sanofi a annoncé début 2026, la dépriorisation de SAR'514, un NK cell engager trifonctionnel anti-BCMA. Sanofi conserve les droits exclusifs de développement et de commercialisation et les termes de l'accord restent en vigueur.

c. IPH6101/SAR'579, un NK Cell Engager ciblant CD123

Mécanisme

IPH6101/SAR443579 est le premier tri-fonctionnel NK cell engager (NKCE) basé sur NKp46/CD16, ciblant CD123, utilisant le format d'anticorps multi-spécifiques propriétaire d'Innate, ANKET®. Il a montré une activité anti-tumorale dans des modèles précliniques, dont des données encourageantes de pharmacocinétique, de pharmacodynamie et de tolérance dans des études préliminaires chez les primates, conduisant à sa sélection en tant que candidat-médicament. Il fait partie de l'accord de collaboration et de licence de 2016 avec Sanofi, selon lequel les sociétés collaborent dans le but d'appliquer la technologie propriétaire d'Innate au développement de nouveaux formats d'anticorps multi-spécifiques recrutant les cellules NK contre les cellules tumorales via leurs récepteurs activateurs NKp46 et CD16. Il a été montré que plusieurs thérapies à base de cellules NK induisaient des réponses antitumorales, sans les complications fréquemment associées aux thérapies à base de cellules T, telles que le syndrome de libération de cytokines ou une neurotoxicité.

Indication et Rationnel

La leucémie aiguë myéloïde (LAM) est la leucémie aiguë la plus fréquente chez les adultes. Elle touche principalement les patients âgés, l'âge médian étant au moment du diagnostic de 65 à 70 ans. La LAM est un cancer hétérogène caractérisé par l'expansion clonale de précurseurs myéloïdes dans la moelle osseuse (MO) et le sang périphérique. Malgré les progrès significatifs réalisés dans la prise en charge des patients atteints de LAM au cours de la dernière décennie, il existe toujours un besoin médical non satisfait dans ce domaine, car jusqu'à 50 % des patients rechutent après la chimiothérapie initiale, et le pronostic des patients les plus âgés reste mauvais.

Les anticorps cytotoxiques ciblant CD123 ont montré une activité anti-leucémique limitée dans plusieurs essais cliniques, même lorsqu'ils étaient testés sous la forme d'anticorps Fc conçus spécifiquement pour augmenter la cytotoxicité cellulaire dépendante des anticorps. En revanche, les molécules engageant les cellules T et les thérapies avec des cellules CAR-T ont une certaine efficacité clinique, mais sont également hautement toxiques, ce qui confirme la nécessité d'autres approches ciblées pour le traitement de la LAM. Les thérapies basées sur les cellules NK pourraient offrir de nouvelles perspectives de traitement et une alternative plus sûre pour cibler les cellules tumorales dans ce contexte.

Essai clinique de Phase 1/2 en monothérapie

L'essai clinique de Phase 1/2 (NCT05086315) visait à évaluer IPH6101/SAR443579 chez des patients atteints de leucémie myéloïde aiguë récidivante ou réfractaire (LAM R/R), de leucémie lymphoblastique aiguë à cellules B (LLA-B) ou de syndrome myélodysplasique à haut risque (SMR-SM).

L'objectif de l'étude en escalade de dose et en extension de dose, sponsorisée par Sanofi, était d'évaluer la sécurité, la pharmacocinétique, la pharmacodynamie et l'activité clinique initiale de IPH6101/SAR443579, l'actif principal ANKET® d'Innate, dans diverses tumeurs hématologiques malignes exprimant CD123.

En avril 2024, Sanofi fait progresser SAR443579 / IPH6101, vers la Phase 2 d'extension de dose de son essai clinique dans divers cancers du sang".

Essai clinique de Phase 1/2 en combinaison, en première ligne

En juillet 2024, Sanofi a initié une nouvelle étude de Phase 1 / Phase 2, ouverte et multicentrique, évaluant la sécurité, la tolérance et l'efficacité préliminaire du SAR443579 administré en combinaison avec l'azacitidine + le venetoclax chez des participants adultes atteints de leucémie myéloïde aiguë (LAM) nouvellement diagnostiqués exprimant CD123, et inéligibles à une chimiothérapie intensive.

Le 23 avril 2025, dans le cadre des priorités stratégiques de chacune des sociétés, Sanofi et Innate ont terminé l'accord de 2016 concernant SAR'579/IPH6101 (l'ANKET® anti-CD123). Innate a repris les droits sur SAR'579/IPH6101 en juillet 2025. La Société a reçu les données de Sanofi relatives à l'étude de Phase 1/2, et la partie d'extension de la dose de Phase 2 de l'essai. La Société a lancé une collaboration de recherche afin d'évaluer les prochaines étapes de développement.

d. IPH6401/SAR'514, un NK Cell Engager ciblant BCMA

Mécanisme

IPH6401/SAR'514 est un activateur de cellules NK trifonctionnel anti-BCMA NKp46xCD16, utilisant la plateforme multifonctionnelle CROSSODILE® de Sanofi, qui comprend le format Cross-Over-Dual-Variable-Domain (CODV). Il induit un double ciblage des récepteurs activateurs des cellules NK, NKp46 et CD16, pour une activation optimisée des cellules NK, basée sur la plateforme propriétaire ANKET® (Antibody-based NK cell Engager Therapeutics) d'Innate.

Essai clinique en cours

Un essai clinique de Phase 1/2 sponsorisé par Sanofi (NCT05839626) évaluait SAR'514 / IPH6401 dans le myélome multiple récurrent/réfractaire (RRMM) et l'amylose à chaîne légère récurrente/réfractaire (RRLCA). L'objectif de l'étude d'escalade et d'expansion de dose était d'évaluer la sécurité, la pharmacocinétique et l'efficacité préliminaire de SAR'514 en monothérapie chez des patients atteints de RRMM et d'RRLCA.

Innate Pharma SA a annoncé que le premier patient a été traité en novembre 2023.

Après avoir pris en 2025 la décision de poursuivre le développement de SAR'514/IPH6401 dans des indications auto-immunes, Sanofi a annoncé début 2026, la dépriorisation de SAR'514. Sanofi conserve les droits exclusifs de développement et de commercialisation et les termes de l'accord restent en vigueur.

e. IPH62, un NK Cell Engager ciblant B7-H3

IPH62 est un anticorps multi-spécifique engageant les cellules NK ciblant B7-H3, utilisant le format d'anticorps multi-spécifiques propriétaire d'Innate, de la plateforme ANKET®.

IPH62 permet un double ciblage des récepteurs activateurs des cellules NK, NKp46 et CD16, qui repose sur la plateforme propriétaire ANKET® (Antibody-based NK cell Engager Therapeutics) d'Innate pour une activation optimisée des cellules NK.

f. IPH6501, un NK Cell Engager tetra-spécifique ciblant CD20

Mécanisme

IPH6501 est un anticorps tetra-spécifique engageant les cellules NK et ciblant le CD20, issu de la plateforme de molécules multi-spécifiques basées sur des anticorps engageant les cellules NK, ANKET®. La molécule CD20 est un antigène exprimé par de nombreuses tumeurs malignes à cellules B, et son ciblage par des anticorps thérapeutiques a montré son efficacité pour traiter les patients et bien que les anticorps thérapeutiques ont montré leur efficacité à traiter les patients atteints de lymphomes B Non Hodgkiniens (B-LNH), un certain nombre de tumeurs développent une résistance et les patients rechutent. Comparé à un anticorps classique de format IgG1 qui engage uniquement les récepteurs Fc et un antigène tumoral, IPH6501 co-engage d'une part Nkp46 et les récepteurs Fc, ainsi que la sous-unité CD122 du récepteur à l'IL-2 (mais pas la sous-unité CD25), et d'autre part CD20 comme antigène cible sur les cellules B malignes, conduisant à une puissante activation des cellules NK, une cytotoxicité et un contrôle de la croissance tumorale CD20⁺.

IPH6501 a été conçu pour induire la cytotoxicité des cellules NK et la sécrétion de cytokines en se liant à CD16a et Nkp46. Seule la liaison d'IPH6501 au CD20, reliant les cellules NK aux cellules cibles, peut déclencher l'activité cytotoxique des cellules NK. IPH6501 est donc un produit biologique prometteur conçu pour exploiter les fonctions anti-tumorales des cellules NK dans les tumeurs malignes à cellules B CD20⁺.

De plus, la partie qui se lie à l'IL-2R incorporé dans IPH6501 est un variant de l'IL-2 (IL-2v) conçu avec des mutations ponctuelles qui abolissent sa liaison à la chaîne IL-2R- α (CD25), dans le but de limiter la toxicité et l'interaction avec les Tregs. L'IL-2v incorporé dans IPH6501 est redirigé vers les cellules NK par la liaison avec une haute affinité à Nkp46 et CD16a, ce qui lui confère la capacité d'interagir avec l'IL-2R préférentiellement sur les cellules NK et de favoriser leur activation et leur prolifération à des doses picomolaires.

Les données précliniques ont été présentées lors de conférences scientifiques (aux Etats-Unis et en France), dont l'Association Européenne d'Hématologie en 2025.

Essai clinique

Une étude internationale de Phase 1/2, première chez l'homme, multicentrique et ouverte, évalue le profil de sécurité et la tolérabilité d'IPH6501, afin de déterminer la dose de phase 2 recommandée (RP2D) pour les patients atteints de lymphome non hodgkinien à cellules B.

Un poster sur le design de l'essai en cours a été présenté à l'ASCO 2024.

L'essai clinique a démarré avec le premier patient traité en mars 2024. Cet essai prévoit de recruter jusqu'à 184 patients. Des sites cliniques sont ouverts aux États-Unis, en Australie et en France. Le recrutement des patients dans la phase d'escalade de dose de l'essai est désormais terminé.

En Décembre 2024, Innate Pharma et l'Institut d'innovation pour le lymphome folliculaire (Institute for Follicular Lymphoma Innovation - IFLI) ont conclu un accord afin d'explorer le potentiel clinique d'IPH6501, l'ANKET® anti-CD20 d'Innate dans le lymphome folliculaire. L'essai multicentrique ouvert de Phase 1/2 évalue la sécurité, la tolérabilité et l'activité antinéoplasique préliminaire d'IPH6501 chez des patients atteints d'un lymphome non hodgkinien exprimant le CD20 en rechute et/ou réfractaire. L'essai incluait également des patients atteints de lymphome folliculaire en rechute et/ou réfractaire.

Pour soutenir cet essai clinique de Phase 1/2 et le recrutement de patients atteints de lymphome folliculaire, l'IFLI a investi 3 millions de dollars en actions nouvelles d'Innate, émises sous forme d'augmentation de capital réservée à l'IFLI, au prix de 1,56€ par action et représentant 2,26% du capital d'Innate Pharma. L'IFLI pourrait également investir jusqu'à 4,9 millions de dollars en nouvelles actions d'Innate, en fonction de l'atteinte de certaines échéances, à un prix déterminé au moment de ces investissements.

A l'issue de la phase d'escalade de dose, l'étude a été arrêtée dans le cadre de la priorisation stratégique du portefeuille de la Société. La présentation des données cliniques est attendue en 2026. A ce jour, l'accord de collaboration avec l'IFLI est toujours en vigueur.

1.4.4.4. Principales prochaines étapes

IPH4502	LACUTAMAB	MONALIZUMAB
ADC anti-Nectine-4 dans les tumeurs solides avancées	Anticorps anti-KIR3DL2 dans les Lymphomes T cutanés	Anticorps anti-NKG2A dans le cancer du poumon non à petites cellules
Phase 1 en cours Cohort enrichment ongoing	Lancement* Phase 3 H2 2026 TELLOMAK-3	Données de Phase 3 H2 2026 PACIFIC-9 

* L'essai de phase 3 sur lacutamab n'est pas pris en compte dans l'horizon de trésorerie de l'entreprise et son lancement dépendra de l'obtention d'un financement. Tous les jalons et calendriers sont basés sur les prévisions actuelles de la direction et sont susceptibles d'être modifiés.

1.5. Principaux marchés et concurrence

Le secteur biotechnologique et pharmaceutique, et notamment le domaine du cancer, se caractérise par des technologies qui progressent rapidement, des produits protégés par des droits de propriété intellectuelle, une concurrence intense, et est susceptible de subir des changements importants et rapides à mesure que les chercheurs en apprennent davantage sur les maladies et développent de nouvelles technologies et traitements. Bien que la Société pense que sa technologie, ses connaissances, son expérience, ses collaborations et ses ressources scientifiques lui procurent des avantages concurrentiels, la Société fait face à une concurrence pouvant provenir potentiellement de nombreuses sources différentes, notamment de grandes sociétés pharmaceutiques, de sociétés pharmaceutiques spécialisées et de sociétés de biotechnologie, d'établissements universitaires, d'agences gouvernementales et d'institutions de recherche publiques et privées. Tout produit approuvé que la Société commercialise fera face à la concurrence de thérapies existantes et de nouvelles thérapies qui pourraient devenir disponibles dans le futur.

Il existe un grand nombre d'entreprises qui développent ou commercialisent des traitements contre le cancer, y compris de nombreuses grandes sociétés pharmaceutiques et biotechnologiques. Un grand nombre des concurrents de la Société ont bien plus d'expérience, de personnel et de ressources en matière de recherche, de développement de médicaments, de fabrication et de commercialisation. En particulier, les grands laboratoires pharmaceutiques ont beaucoup plus d'expérience que la Société dans la conduite d'essais cliniques et l'obtention d'autorisations réglementaires. Les fusions et acquisitions dans les secteurs pharmaceutique, biotechnologique et du diagnostic pourraient se traduire par une concentration encore plus importante des ressources au sein d'un plus petit nombre de concurrents. Des sociétés plus petites ou plus jeunes peuvent également s'avérer des concurrents importants, en particulier par le biais d'accords de collaboration avec de grandes entreprises bien établies. Ces concurrents sont également susceptibles de rivaliser avec la Société pour recruter et retenir du personnel scientifique et du management hautement qualifiés, pour acquérir les droits de candidats-médicaments et de technologies prometteuses, pour établir des sites d'essais cliniques et inscrire des patients dans des essais cliniques, pour acquérir des technologies complémentaires ou nécessaires aux programmes de la Société ainsi que pour conclure des collaborations avec des partenaires potentiels qui ont accès à des technologies innovantes.

Les opportunités commerciales de la Société pourraient être réduites ou écartées si ses concurrents développaient et commercialisaient des produits plus efficaces, ayant un meilleur profil de tolérance, plus pratiques, ayant une étiquette plus large, ayant une protection en matière de propriété intellectuelle plus solide ou étant moins coûteux que les produits que la Société développe. Les concurrents de la Société peuvent également obtenir l'approbation réglementaire de leurs produits plus rapidement que la Société pour ses propres produits, ce qui pourrait leur permettre d'asseoir une position forte sur le marché avant que la Société ne puisse y accéder. De plus, les concurrents de la Société pourraient être plus efficaces dans la fabrication ou plus performants dans la commercialisation de leurs propres produits que la Société ou ses partenaires pourraient l'être à l'avenir.

- Concernant le candidat-médicament principal de la Société, lacutamab, le candidat-médicament anticorps monoclonal ciblant KIR3DL2 de la Société, la Société sait que plusieurs sociétés pharmaceutiques commercialisent et développent des produits pour le traitement des patients atteints de lymphomes cutanés à cellules T (LTC), notamment le MF et le SS ainsi que les LTP. Le dernier médicament approuvé par la FDA, en 2024, est le Denileukin diftitox (DD) (également connu sous le nom de "E7777" ou "I/ONTAK"), commercialisé sous le nom LYMPHIR. LYMPHIR est une formulation purifiée et plus active d'ONTAK®, précédemment approuvé par la FDA en 2008 (puis retiré volontairement des marchés américains en 2014) pour les patients atteints de lymphome cutané à cellules T persistant ou récurrent, dont les cellules malignes expriment le composant CD25 du récepteur IL-2. LYMPHIR est approuvé pour le traitement des patients adultes atteints de lymphome cutané à cellules T (CTCL) en rechute ou réfractaire aux stades I-III, après au moins une thérapie systémique préalable. La société BioInvent développe BI-1808, un anticorps monoclonal ciblant le récepteur TNFR2, avec un essai en cours de phase 1/2 dans le CTCL. La société Prescient Therapeutics a commencé en mars 2025, un essai de phase 2, évaluant PTX-100, un inhibiteur de GGT-1 (une enzyme au potentiel néoplasique), chez des patients atteints de CTCL en troisième ligne de traitement.
- Concernant monalizumab, un nouvel inhibiteur ciblant un point de contrôle, d'autres anti-NKG2A ont commencé à être évalués dans des essais cliniques et plusieurs sociétés pharmaceutiques développent des traitements pour le cancer du poumon non à petites cellules. L'anticorps monoclonal anti-NKG2A S095029 développé par Servier est évalué dans deux études cliniques. Une étude de Phase 1/2 évalue en monothérapie ou en association avec un anti-PD-1 chez des patients atteints de tumeurs solides, avec des cohortes d'expansion de dose qui ajoutent un anti-HER2 ou un anti-EGFR au doublet. En parallèle, S095029 est aussi évalué dans une Phase 1/2 en combinaison avec un anti-PD-1 chez des patients atteints d'un cancer gastrique en phase avancée. Hyamab Pharmaceutical développe HY-0102, un anticorps monoclonal ciblant NKG2A, avec une phase 1 en Chine.
- Plusieurs sociétés pharmaceutiques et de biotechnologies se concentrent également sur le microenvironnement tumoral, notamment la voie de l'adénosine. Astra-Zeneca développe un anticorps monoclonal anti-CD73, Oleclumab, en Phase 3 dans l'essai PACIFIC-9, dans lequel Monalizumab est également évalué. Plusieurs sociétés développent des anticorps monoclonaux anti-CD39, incluant Trishula Therapeutics (TTX-030), Arcus Biosciences (AB598), Purinomia Biotech (PUR001) et Elpiscience (ES014, qui cible aussi le TGF-β).
- Le développement des conjugués anticorps-médicament (ADC) en oncologie connaît une compétition intense : et Nectine-4 (N4) suscite un intérêt croissant en raison de son expression dans plusieurs tumeurs solides, notamment le carcinome urothélial. À ce jour, un seul ADC ciblant Nectin-4, et portant une toxine MMAE, est commercialisé (Enfortumab Vedotin, PADCEV®). Plusieurs ADC ciblant Nectin-4 portant une toxine MMAE sont en phase avancée de développement, comme les candidats de Mabwell (Bulumtatug fuvedotin) et Corbus (CRB-701), et le conjugué peptide-MMAE de Bicycle (Zelenectide pevedotin). Par ailleurs, de nouveaux ADC utilisant des inhibiteurs de topoisomérases comme charge cytotoxique sont en cours de développement, avec des programmes en phases précoces aux États-Unis et en Europe, tels qu'Eli Lilly (LY4052031 et LY4101174) et MSD (MK-3120), et en phase plus avancée en Chine avec Hengrui (Notiretatug rezetecan).

1.6. Principaux contrats

1.6.1. AstraZeneca

Accords de 2015

En avril 2015, la Société a conclu deux accords avec MedImmune, une filiale détenue à 100 % par AstraZeneca (ci-après « AstraZeneca »). Le premier accord était un accord de codéveloppement et de licence portant sur certaines combinaisons de produits contenant monalizumab (l'« Accord de Codéveloppement Original ») et le second accord était un accord de développement et d'option portant sur des produits contenant monalizumab, dont monalizumab en monothérapie (l'« Accord d'Option de 2015 »). Le 30 juin 2015, la Société a reçu un paiement initial de 250 millions de dollars au titre de ces accords, dont 100 millions de dollars de paiement initial au titre de l'Accord de Codéveloppement Original et 150 millions de dollars au titre de l'Accord d'Option de 2015 décrit ci-après. En octobre 2018, AstraZeneca a exercé son option en vertu de l'Accord d'Option de 2015, entraînant la résiliation automatique de l'Accord de Codéveloppement Original et de l'Accord d'Option de 2015. En conséquence, un nouvel accord de codéveloppement et de licence visant tous les produits contenant monalizumab (l'« Accord de Codéveloppement de 2015 ») est automatiquement entré en vigueur. À la suite de l'exercice par AstraZeneca de son option dans le cadre de l'Accord d'Option de 2015, AstraZeneca a effectué, en janvier 2019, un paiement initial de 100 millions de dollars, conformément aux termes de l'Accord de Codéveloppement de 2015.

Accord de Codéveloppement de 2015 (monalizumab)

Dans le cadre de l'Accord de Codéveloppement de 2015, la Société a accordé à AstraZeneca une licence mondiale exclusive, sous réserve de certaines exclusions, sur certains de ses brevets et savoir-faire afin de développer, fabriquer et commercialiser des produits sous licence, dont monalizumab, dans le domaine du diagnostic, de la prévention et du traitement du cancer. La Société a également accordé à AstraZeneca une licence mondiale non exclusive sur d'autres brevets pour développer, fabriquer et commercialiser des produits sous licence, dont monalizumab, dans le domaine du diagnostic, de la prévention et du traitement du cancer. Conformément à son option de co-promotion, la Société conserve ses droits sur les brevets et le savoir-faire sous licence afin, notamment, de co-promouvoir les produits sous licence dans certains pays européens et d'exploiter des brevets et du savoir-faire sous licence pour la recherche, le développement et la commercialisation des produits sous licence en dehors du domaine du diagnostic, de la prévention et du traitement du cancer.

En vertu de l'Accord de Codéveloppement de 2015, la Société est tenue de collaborer avec AstraZeneca pour développer et commercialiser les produits sous licence. AstraZeneca sera le principal responsable du développement des produits sous licence et devra mettre en œuvre des *“commercially reasonable efforts”* pour développer, obtenir les autorisations réglementaires nécessaires et commercialiser chaque produit sous licence sur certains marchés majeurs. Conformément à un plan de développement spécifique, chaque partie devra mettre en œuvre des *“commercially reasonable efforts”* pour mener à bien certaines activités de développement.

Pour une période déterminée, et sous réserve d'un plafond global, la Société est tenue de cofinancer 30 % des essais cliniques de Phase 3 des produits sous licence afin de recevoir 50 % des bénéfices en Europe.

Le 31 juillet 2019, la Société a informé AstraZeneca de sa décision de cofinancer le futur programme de développement clinique de Phase 3 de monalizumab. En octobre 2020, Le traitement du premier patient dans la première étude de Phase 3 a déclenché un paiement d'étape de 50 millions de dollars d'AstraZeneca à Innate. En août 2022, la Société a annoncé que l'analyse intermédiaire de futilité prévue de au protocole de l'étude de Phase 3 INTERLINK-1 sponsorisée par AstraZeneca n'a pas atteint un seuil prédéfini d'efficacité. Sur la base de ces résultats et de la recommandation d'un Comité indépendant de contrôle des données, AstraZeneca a informé Innate que l'étude serait interrompue.

En septembre 2021, AstraZeneca, sur la base des données de l'essai randomisé de Phase 2 chez des patients atteints d'un cancer du poumon non à petites cellules de stade III non opérable, présentées au congrès de la Société européenne d'oncologie médicale (ESMO), a annoncé son intention de lancer un essai de Phase 3 pour les combinaisons de monalizumab ou oleclumab avec durvalumab chez des patients présentant un cancer du poumon non à petites cellules de stade III non opérable qui n'ont pas progressé après une chimio-radiothérapie simultanée. En avril 2022, la Société a annoncé qu'un premier patient a été traité dans l'essai de Phase 3, PACIFIC-9, évaluant durvalumab en combinaison avec monalizumab ou oleclumab chez des patients atteints d'un cancer du poumon non à petites cellules, de stade III, non opérable, ce qui a déclenché un paiement d'étape de 50 millions de dollars de la part d'AstraZeneca.

Par ailleurs, AstraZeneca a également annoncé le démarrage de NeoCOAST-2, un essai de Phase 2 comprenant un bras évaluant la combinaison de monalizumab avec durvalumab plus une chimiothérapie dans le cancer du poumon non à petites cellules opérable à un stade précoce. AstraZeneca sera responsable de la promotion des produits sous licence dans le monde entier, sous réserve de l'option de co-promotion de la Société des produits sous licence dans certains pays européens. Si la Société choisit de ne pas faire de co-promotion, la part des bénéfices de la Société en Europe sera réduite d'un certain pourcentage ne dépassant pas les mid single digits.

Dans le cadre de l'Accord de Codéveloppement de 2015, le développement par AstraZeneca d'un produit sous licence est soumis à certaines obligations réciproques de non-concurrence.

AstraZeneca est tenue de verser à la Société jusqu'à 775 millions de dollars au total lors de l'atteinte de certaines étapes de développement et réglementaires (350 millions de dollars) et de commercialisation (425 millions de dollars). Comme décrit ci-dessus, l'accord prévoit également de partager les bénéfices à hauteur de 50 % et, déduction faite de remboursements différés, de partager les pertes des produits sous licence en Europe, à condition que la Société ne renonce pas à ses obligations de cofinancement et de copromotion. De plus, les redevances exigibles aux termes de l'Accord de Codéveloppement de 2015 peuvent être réduites dans certaines circonstances, tel que notamment la perte de l'exclusivité ou l'absence de protection par brevet.

Le droit de la Société de recevoir des redevances en vertu de l'Accord de Codéveloppement de 2015 prend fin, produit sous licence par produit sous licence et pays par pays, à la plus tardive des dates suivantes : (i) le dixième anniversaire de la première vente commerciale d'un tel produit sous licence dans ce pays ou, dans le cas des pays européens, dans tout pays européen, (ii) l'expiration de l'exclusivité réglementaire pour ce produit sous licence dans ce pays et (iii) l'expiration de la dernière revendication à expirer, valide, portant sur un brevet sous licence, sous réserve de l'accord qui couvre un tel produit sous licence dans un tel pays.

Sauf résiliation anticipée, l'Accord de Codéveloppement de 2015 prendra fin à la date à laquelle toutes les obligations de paiement d'AstraZeneca auront pris fin. La Société peut résilier l'Accord de Codéveloppement de 2015 si AstraZeneca conteste un brevet qui lui est concédé sous licence en vertu de l'accord. AstraZeneca peut résilier l'Accord de Codéveloppement de 2015 dans son intégralité de manière discrétionnaire à tout moment, sous réserve d'un préavis écrit de 120 jours. Chaque partie peut résilier l'Accord de Codéveloppement de 2015 en cas de violation grave et non remédiée par l'autre partie ou dans certains cas de faillite ou d'insolvabilité de l'autre partie.

Si l'Accord de Codéveloppement de 2015 est résilié par AstraZeneca de manière discrétionnaire ou par la Société au motif d'une violation grave, d'insolvabilité ou de contestation de brevet par AstraZeneca, toutes les licences et tous les droits accordés aux termes de l'accord seront résiliés. Toutefois, dans ce cas, AstraZeneca accorderait à la Société un droit et une licence exclusifs, dans le monde entier, donnant droit à des redevances, comprenant le droit d'octroyer des sous-licences, sur toute technologie mise au point par AstraZeneca et incorporée ou nécessaire à l'exploitation de produits sous licence, à l'exception de certaines technologies de fabrication qui nécessiteraient un accord distinct. Si AstraZeneca résilie l'Accord de Codéveloppement de 2015 au motif d'une violation grave par la Société ou d'insolvabilité de la Société, AstraZeneca aura le droit de poursuivre l'accord en avisant préalablement la Société par écrit. Si AstraZeneca décide de poursuivre l'accord, il en résultera notamment la fin des droits de la Société en vertu de l'option de copromotion et l'arrêt par la Société de toute activité de développement, de fabrication ou de commercialisation dans le cadre de l'accord.

1.6.2. Accord d'Option CD39 de 2018

En octobre 2018, la Société a conclu un accord de collaboration et d'option relatif à IPH5201 (l'« Accord d'Option CD39 de 2018 »). La Société a reçu un paiement initial de 50 millions de dollars en vertu de cet accord, dont 26 millions de dollars en octobre 2018 et 24 millions de dollars en janvier 2019. Aux termes de l'Accord d'Option CD39 de 2018, la Société a octroyé à AstraZeneca une option exclusive lui permettant d'obtenir une licence exclusive sur certains de ses brevets et savoir-faire aux fins de développer et commercialiser des produits sous licence, dont IPH5201, dans le domaine du diagnostic, de la prévention et du traitement de toutes maladies et conditions chez l'homme et chez l'animal, sous réserve de certaines restrictions.

En vertu de l'Accord d'Option CD39 de 2018, la Société doit collaborer avec AstraZeneca pour développer les produits sous l'option CD39. Avant l'expiration de la période d'option, AstraZeneca et la Société sont assujetties à certaines clauses de non-concurrence.

AstraZeneca est responsable du financement des coûts de recherche et de développement des produits sous l'option CD39 tels que prévus dans le plan de développement conjoint. En outre, la Société peut mener certaines études cliniques exploratoires à ses frais, sous réserve de remboursement par AstraZeneca avec une prime dans certaines circonstances liées au développement ultérieur mené par AstraZeneca.

Suite au traitement du premier patient le 9 mars 2020 et en vertu de l'accord multi-produits signé entre les deux sociétés en octobre 2018, AstraZeneca a versé un paiement d'étape de 5 millions de dollars à la Société.

En juin 2022, l'Accord d'Option sur le CD39 de 2018 a été modifié. Innate a reçu un paiement d'étape de 5 millions de dollars de la part d'AstraZeneca à la signature de l'avenant et est responsable de la réalisation d'une nouvelle étude de Phase 2 multicentrique, ouverte et non randomisée, portant sur un traitement néoadjuvant et adjuvant avec IPH5201, durvalumab et chimiothérapie chez des patients atteints de cancer du poumon non à petites cellules (NSCLC) résécable et à un stade précoce. L'étude "MATISSE" a débuté et le traitement du premier patient est attendu. AstraZeneca et Innate partageront les coûts de l'étude et AstraZeneca fournira les médicaments de l'essai clinique. Innate a effectué un paiement d'étape de 0,6 millions d'euros à Orega Biotech SAS conformément à l'accord de licence exclusif d'Innate (voir ci-dessous).

Sauf résiliation anticipée, l'Accord d'Option CD39 de 2018 prendra fin à la première des dates suivantes : à l'exercice de l'option ou à l'expiration de la période d'option si AstraZeneca n'exerçait pas son option. La Société peut résilier l'Accord d'Option CD39 de 2018 si AstraZeneca conteste un brevet sous option. AstraZeneca peut résilier, à tout moment et à sa discrétion, l'Accord d'Option CD39 de 2018 dans son intégralité, sous réserve d'un préavis écrit de trois mois. L'une ou l'autre des parties peut résilier l'Accord d'Option CD39 de 2018 en cas de violation grave et non remédiée par l'autre partie ou dans certains cas de faillite ou d'insolvabilité de l'autre partie.

Accord de Codéveloppement et de Licence CD39 en cas d'exercice de l'option par AstraZeneca

Aux termes de l'Accord d'Option CD39 de 2018, en cas d'exercice de l'option, la Société entrerait dans un accord de codéveloppement et de licence avec AstraZeneca (l'« Accord de Licence Potentiel CD39 »). Aux termes de l'Accord de Licence Potentiel CD39, la Société accorderait à AstraZeneca une licence mondiale exclusive, sous réserve de certaines exclusions, pour certains de ses brevets et savoir-faire concernant, entre autres, le candidat IPH5201, pour développer, fabriquer et commercialiser des produits sous licence dans le domaine du diagnostic, de la prévention et du traitement des maladies et conditions chez l'homme et chez l'animal, sous réserve de certaines restrictions. En vertu des brevets et du savoir-faire sous licence, la Société conserverait certains droits pour, entre autres, faire la copromotion de produits sous licence dans certains pays européens, conformément à l'option de copromotion de la Société.

L'Accord de Licence Potentiel CD39 prévoit un paiement de 25 millions de dollars lors de l'exercice de l'option. De plus, AstraZeneca serait tenue de verser à la Société jusqu'à 800 millions de dollars au total lors de l'atteinte de certaines étapes de développement et réglementaires (300 millions de dollars) et de commercialisation (500 millions de dollars). L'accord prévoit également un partage des bénéfices à hauteur de 50 % en Europe si la Société décide de prendre à sa charge certaines obligations de co-promotion et de cofinancement des étapes de développement avancées. De plus, la Société serait éligible à des redevances progressives dont le taux varie entre *high single digit* et *mid teen* assises sur les ventes nettes de IPH5201, ou entre *mid single digit* et *low double digit* assises sur les ventes nettes d'autres types de produits sous licence en dehors de l'Europe. Les redevances dues à la Société aux termes de l'Accord de Licence Potentiel CD39 peuvent être réduites dans certaines circonstances, notamment la perte d'exclusivité ou l'absence de protection par brevet.

Aux termes de l'Accord de Licence Potentiel CD39, à moins que la Société choisisse de ne pas cofinancer, elle sera tenue de collaborer avec AstraZeneca pour développer et commercialiser les produits sous licence. AstraZeneca serait le principal responsable du développement et de la commercialisation des produits sous licence et chaque partie devra mettre en œuvre des *commercially reasonable efforts* pour développer, obtenir les approbations réglementaires et commercialiser au moins un produit sous licence sur certains marchés majeurs. Chaque partie devra mettre en œuvre des *commercially reasonable efforts* pour mener à terme ses activités de développement selon un plan de développement spécifique.

La Société aura la possibilité de cofinancer 30 % des essais cliniques de Phase 3 des produits sous licence afin de partager 50 % des bénéfices et des pertes des produits sous licence en Europe. Si la Société n'exerce pas cette option de cofinancement, elle perdra notamment le droit de partager 50 % des bénéfices et des pertes en Europe ainsi que son droit de copromotion dans certains pays européens et percevra à la place des redevances assises sur les ventes nettes, aux taux applicables en dehors de l'Europe. De plus, certains paiements d'étape susceptibles d'être payés à la Société seraient réduits. AstraZeneca serait responsable de la promotion des produits sous licence dans le monde entier, sous réserve de l'option de copromotion de la Société des produits sous licence dans certains pays européens, si la Société choisit de cofinancer. De plus, la Société aurait un droit de première négociation dans le cas où AstraZeneca souhaiterait accorder à un tiers le droit de commercialiser des produits sous licence en Europe ou aux États-Unis.

Dans le cadre de l'Accord de Licence Potentiel CD39, le développement par AstraZeneca d'un produit sous licence est soumis à certaines clauses réciproques de non-concurrence.

En vertu de l'Accord de Licence Potentiel CD39, le droit de la Société à des redevances prend fin, produit sous licence par produit sous licence et pays par pays, à la plus tardive des dates suivantes : (i) le dixième anniversaire de la première vente d'un tel produit sous licence dans ce pays ou, dans le cas des pays européens, dans tout pays européen, (ii) l'expiration de l'exclusivité réglementaire de ce produit sous licence dans ce pays et (iii) l'expiration de la dernière revendication à expirer, valide, portant sur un brevet sous licence, sous réserve de l'accord qui couvre un tel produit sous licence dans un tel pays.

Sauf résiliation anticipée, l'Accord de Licence Potentiel CD39 prendra fin à la date à laquelle toutes les obligations de paiement d'AstraZeneca auront pris fin. La Société peut résilier l'Accord de Licence Potentiel CD39 si AstraZeneca conteste un brevet qui lui est concédé sous licence en vertu de l'accord. AstraZeneca peut résilier l'Accord de Licence Potentiel CD39 dans son intégralité de manière discrétionnaire, à tout moment, sous réserve d'un préavis écrit de 120 jours. Chaque partie peut résilier l'Accord de Licence Potentiel CD39 en cas de violation grave et non remédiée par l'autre partie ou dans certains cas de faillite ou d'insolvabilité de l'autre partie.

1.6.3. Autres accords relatifs à Monalizumab

Novo Nordisk A/S

Le 5 février 2014, la Société a acquis auprès de Novo Nordisk A/S l'intégralité des droits de développement et de commercialisation pour monalizumab portant sur la modulation de l'activité des cellules NK isolées. En contrepartie, la Société a versé à Novo Nordisk A/S 2 millions d'euros en numéraire et 600 000 actions ordinaires de la Société à un prix de 8,33 euros par action. Novo Nordisk A/S est éligible à des paiements d'étapes réglementaires potentiels s'élevant à un montant total de 20 millions d'euros ainsi qu'à des redevances progressives assises sur les ventes nettes futures dont le taux varie entre *mid* et *high single digit*.

L'accord avec Novo Nordisk A/S prévoyait un paiement supplémentaire en cas d'accord d'out-licensing. En conséquence, à la suite de l'accord signé avec AstraZeneca en avril 2015, la Société a versé à Novo Nordisk A/S un montant supplémentaire de 6,5 millions d'euros.

En octobre 2018, en vertu de l'Accord d'Option de 2015, AstraZeneca a exercé son option d'acquérir une licence exclusive sur monalizumab. À la suite de l'exercice de cette option, AstraZeneca a versé 100 millions de dollars à la Société et, par conséquent, Novo Nordisk A/S a eu droit à un second et dernier paiement d'un montant de 15 millions de dollars (13,1 millions d'euros). Si l'accord avec AstraZeneca est résilié pour quelque raison que ce soit, la Société versera à Novo Nordisk A/S une partie des montants budgétisés et non dépensés, ou qui ne le seront pas dans le cadre du budget initial de recherche et développement. Compte tenu des plans de développement actuels et des frais de recherche et de développement engagés à ce jour, la Société ne prévoit actuellement aucun paiement en vertu de cette provision.

1.6.4. Accord de Licence avec Novo Nordisk pour avdoralimab

En juillet 2017, la Société a conclu un accord de licence exclusive avec Novo Nordisk A/S portant sur avdoralimab (l'« Accord Novo de 2017 »), aux termes duquel la Société a obtenu une licence mondiale exclusive sur certains brevets et savoir-faire de Novo Nordisk A/S afin de développer, fabriquer et commercialiser des produits pharmaceutiques qui contiennent ou comprennent un anticorps anti-C5aR et une sous-licence exclusive de Novo Nordisk A/S sur certains droits de propriété intellectuelle appartenant à des tiers. La Société a versé à Novo Nordisk A/S un paiement initial de 40 millions d'euros au titre de l'Accord Novo de 2017, dont 37,2 millions versés en actions nouvelles de la Société et 2,8 millions en numéraire. La Société était tenue de verser à Novo Nordisk A/S des paiements d'étapes de développement, réglementaires et commerciales pouvant s'élever à 369 millions d'euros au total et des redevances progressives assises sur les ventes nettes dont le taux varie entre *low double digit* et *low teen*. L'Accord Novo de 2017 comprenait des obligations de paiement de redevances pendant une certaine durée, y compris au titre de la sous-licence.

L'Accord Novo de 2017 prendra fin à l'expiration de la dernière obligation de paiement de redevances au titre de l'accord. Chaque partie peut résilier l'Accord Novo de 2017 en cas de violation grave et non remédiée par l'autre partie ou en cas de faillite ou d'insolvabilité de l'autre partie. De plus, Novo Nordisk A/S peut résilier le contrat dans le cas où la Société conteste un brevet sous licence en vertu de l'accord. La Société peut résilier l'Accord Novo 2017 sous réserve de la remise d'un préavis à Novo Nordisk A/S.

En 2020, la Société a effectué un paiement à Novo Nordisk A/S d'un million d'euros dans le cadre de l'accord Novo de 2017, couvert par le financement de la BPI, en raison du début d'un essai clinique de Phase 2 de l'avdoralimab chez les patients COVID-19 atteints de pneumonie sévère. En juillet 2021, sur la base des résultats de l'essai clinique de Phase 2 d'avdoralimab chez les patients atteints d'une pneumonie sévère due au COVID-19 qui n'a atteint ses objectifs principaux dans aucune des trois cohortes de l'étude, la Société a décidé de cesser d'explorer avdoralimab dans la COVID-19.

Suite à une revue stratégique en 2021, le développement de l'avdoralimab n'était plus poursuivi que dans l'indication pemphigoïde bulleuse, une maladie inflammatoire, par le biais d'une étude sponsorisée par le Centre Hospitalier Universitaire ("CHU") de Nice.

Au dernier trimestre 2022, la Société a été informée par le sponsor, le CHU de Nice, que l'étude de Phase 2 en cours pour le traitement de la pemphigoïde bulleuse, une maladie inflammatoire, ne serait pas poursuivie. En conséquence, la Société a décidé d'arrêter tout développement supplémentaire dans la pemphigoïde bulleuse et de revoir sa stratégie sur ce produit.

Au dernier trimestre 2025, compte tenu de l'arrêt de son développement et de l'absence de perspectives de bénéfices économiques, le Conseil d'Administration a décidé de radier totalement l'actif avdoralimab de ses comptes.

1.6.5. Accord de licence et de collaboration avec Sanofi

Accord de collaboration en matière de recherche et de licence avec Sanofi (2016)

En janvier 2016, la Société a conclu un accord de collaboration et de licence avec Sanofi dans le but d'appliquer la technologie propriétaire de la Société au développement de formats d'anticorps multi-spécifiques recrutant, via le récepteur activateur NKp46, les cellules NK contre les cellules tumorales. La Société a octroyé à Sanofi, en vertu de certains de ses droits de propriété intellectuelle, une licence de recherche non exclusive, mondiale et libre de redevances, ainsi qu'une licence mondiale exclusive pour la recherche, le développement et la commercialisation de produits destinés à deux cibles spécifiques, pour toutes les indications et utilisations thérapeutiques, prophylactiques et de diagnostic.

La Société et Sanofi collaboreront pour générer et évaluer jusqu'à deux activateurs de cellules NK multi-spécifiques en utilisant la technologie de la Société et les cibles tumorales de Sanofi. Selon les termes de l'accord de licence, Sanofi sera responsable du développement, de la fabrication et de la commercialisation des produits résultant de la collaboration de recherche. La Société était éligible à des paiements d'étapes principalement liés à l'atteinte d'objectifs de développement et de commercialisation pouvant atteindre 400 millions d'euros ainsi qu'à des redevances assises sur les ventes nettes dont le taux varie entre *mid* et *high single digit*. Ce montant est aujourd'hui de 192 millions suite à la reprise des droits d'IPH6101/SAR443579 par Innate Pharma.

Le 5 janvier 2021, la Société a annoncé que Sanofi a pris la décision de faire progresser IPH6101/SAR443579 vers les études précliniques réglementaires visant l'étude d'un nouveau médicament expérimental. IPH6101/SAR443579 est un anticorps multi-spécifique engageant les cellules NK (NKCE) via leur récepteur activateur NKp46 et utilisant le format d'anticorps multi-spécifique propriétaire d'Innate. La décision a déclenché un paiement d'étape de 7 millions d'euros de Sanofi à Innate. Sanofi sera responsable du développement, de la fabrication et de la commercialisation d'IPH6101/SAR443579. En janvier 2021, une étude de toxicologie selon les Bonnes Pratiques de Laboratoire a été initiée pour le programme IPH6101/SAR443579. En décembre 2021, Innate a annoncé que le premier patient a été traité dans un essai clinique de Phase 1/2 évaluant IPH6101/SAR443579 chez des patients atteints de leucémie aiguë myéloïde récidivante ou réfractaire (LAM R/R), de leucémie aiguë lymphoblastique à cellules B (LAL de type B) ou d'un syndrome myélodysplasique de haut risque (SMD-HR). Le début de l'essai a déclenché un paiement d'étape. Innate a reçu 3,0 millions d'euros de Sanofi suite à l'initiation d'une étude GLP-tox et au lancement du premier essai clinique de Phase 1 chez l'homme dans la leucémie aiguë myéloïde récidivante ou réfractaire (LAM R/R) avec IPH6101/SAR443579, respectivement en janvier et décembre 2021.

En juillet 2022, la Société a annoncé que Sanofi avait pris la décision de faire progresser IPH6401/SAR'514 dans des études de validation d'un nouveau candidat médicament (investigational new drug), déclenchant un paiement d'étape de 3 millions d'euros.

En juillet 2023, la Société a annoncé que le premier patient a été traité dans un essai clinique de Phase 1/2 (NCT05839626) sponsorisé par Sanofi, évaluant SAR'514 / IPH6401 chez des patients présentant un myélome multiple en rechute/réfractaire et une amylose AL1 en rechute/réfractaire, déclenchant un paiement d'étape.

En mars 2025, la Société a annoncé que cette étude de phase 1/2 menée par Sanofi pour le traitement des patients atteints de myélome multiple récidivant ou réfractaire sera interrompue prématurément car SAR'514/IPH6401 serait désormais poursuivi dans des indications auto-immunes. Début 2026, Sanofi a annoncé dans une récente communication la dépriorisation de SAR'514/IPH6401, un NK cell engager trifonctionnel anti-BCMA. Sanofi conserve les droits exclusifs de développement et de commercialisation et les termes de l'accord restent en vigueur.

Le 23 avril 2025, dans le cadre des priorités stratégiques de chacune des sociétés, Sanofi et Innate ont pris la décision de résilier l'accord de 2016 en ce qu'il concerne SAR'579/IPH6101 (l'ANKET® anti-CD123). Innate a repris les droits sur SAR'579/IPH6101. La Société a reçu les données de Sanofi relatives à l'étude de Phase 1/2, et la partie d'extension de la dose de Phase 2 de l'essai. Conformément à l'accord de 2016, Sanofi pourra être éligible à des paiements d'étapes liés à des autorisations réglementaires de mise sur le marché ainsi qu'à des redevances assises sur les ventes nettes dont le taux est *low single digit*.

Accord de collaboration en matière de recherche et de licence avec Sanofi (2022)

En décembre 2022, la Société a conclu un accord de collaboration en matière de recherche et de licence avec Genzyme Corporation, filiale à 100 % de Sanofi (" Sanofi "), en vertu duquel la Société accorde à Sanofi une licence exclusive sur le programme ANKET® B7H3 d'Innate et des options pour deux cibles supplémentaires. Une fois le candidat sélectionné, Sanofi sera responsable de l'ensemble du développement, de la fabrication et de la commercialisation.

Selon les termes de l'accord de recherche, de collaboration et de licence, Innate a reçu en mars 2023, 25 millions d'euros comme paiement initial et recevra, pendant la durée de l'accord de recherche et de collaboration, jusqu'à 0,9 milliard d'euros au total en étapes précliniques, cliniques, réglementaires et commerciales, plus des redevances sur les ventes nettes potentielles.

En décembre 2023, Sanofi a levé son option de licence pour un programme de NK Cell Engager dans les tumeurs solides, issu de la plateforme ANKET® (Antibody-based NK Cell Engager Therapeutics) d'Innate Pharma; Innate a reçu un paiement de 15 millions d'euros pour la levée de cette option. Au troisième trimestre 2024, Sanofi a mis fin à la licence concernant ce programme. Le reste de l'accord de collaboration en matière de recherche et de licence de 2022 reste inchangé.

1.6.6. Accord de Licence Orega

Conformément à son accord de licence conclu avec Orega Biotech SAS (« Orega Biotech »), la Société a acquis auprès d'Orega Biotech une licence exclusive des droits de propriété intellectuelle de son programme d'inhibiteurs de point de contrôle anti-CD39. Au 31 décembre 2018, la Société avait versé un montant total de 1,8 million d'euros à Orega Biotech pour l'acquisition de ces droits de propriété intellectuelle, et en juin 2019, la Société a versé sept millions d'euros à Orega Biotech à la suite du programme anti-CD39 et de l'accord de collaboration et d'option portant sur IPH5201, signé le 22 octobre 2018 avec AstraZeneca. Suite au traitement du premier patient le 9 mars 2020, dans l'essai clinique de Phase 1 de IPH5201, et en vertu de l'accord multi-produits signé entre les deux sociétés en octobre 2018, AstraZeneca a versé un paiement d'étape de 5 millions de dollars à Innate. En juin 2022, Innate a reçu un paiement d'étape de 5 millions de dollars d'AstraZeneca à la signature d'un amendement à l'Accord d'Option CD39 de 2018 (voir ci-dessus) et a effectué un paiement d'étape de 0,6 millions d'euros à Orega Biotech SAS conformément à son Accord de Licence avec Orega Biotech SAS.

Sauf résiliation anticipée, la Société peut également payer à Orega Biotech jusqu'à 47 millions d'euros supplémentaires au total, en cas de franchissement d'étapes de développement et de réglementation. Enfin, la Société devra payer un faible pourcentage des revenus de sous-licence reçus par la Société conformément à son accord avec AstraZeneca concernant IPH5201.

1.6.7. Prêts bancaires

Le 17 juillet 2017, la Société a conclu un contrat de prêt avec la Société Générale, en vertu duquel la Société a obtenu un financement d'un montant égal à 15,2 millions d'euros avec une durée de 12 ans.

Le 5 janvier 2022, la Société a obtenu un financement non dilutif de 28,7 millions d'euros sous la forme de deux Prêts Garantis par l'Etat (« PGE ») auprès de la Société Générale et de BNP Paribas.

Ces deux prêts ont une maturité initiale d'un an avec une option d'extension jusqu'à cinq ans. Ils sont garantis à hauteur de 90% par l'Etat Français dans le cadre d'un dispositif mis en place pour soutenir les entreprises face à la crise sanitaire de COVID-19.

En août 2022, la Société a sollicité le report du remboursement de ces deux prêts pour une période additionnelle de cinq ans à compter de 2022 assorti d'un différé d'amortissement d'un an, qui a été accepté. Ainsi, l'amortissement des deux emprunts a débuté en 2024 pour une durée de 4 ans.

1.7. Propriété intellectuelle

Le succès commercial de la Société dépend en partie de l'obtention et du maintien des brevets, du secret commercial, et autres éléments de propriété intellectuelle et de protection de la propriété de sa technologie, des médicaments et candidats-médicaments existants et à venir et des techniques de leur développement et de leur fabrication. Voir section 2.1.7 pour Les risques liés aux droits de propriété intellectuelle.

Brevets

La Société dépose des demandes de brevets pour protéger ses candidats-médicaments, les procédés techniques et les procédés utilisés pour préparer ses candidats-médicaments, les composés ou molécules contenus dans ces produits-candidats et les méthodes de traitement médical. La Société détient également des licences sur des brevets détenus par des tiers, des partenaires académiques ou d'autres sociétés de son domaine.

- Monalizumab (IPH2201)/Anti-NKG2A

Au 31 décembre 2025, les principaux droits de propriété intellectuelle liés au composé monalizumab sont sous licence de Novo Nordisk A/S et comprennent les brevets américains n° 8 206 709 et 8 901 283, les brevets européens EP 2 038 306 B1 et EP 2 426 150 B1, ainsi que des brevets équivalents dans certains autres pays. Ces brevets couvrent la composition de la matière de monalizumab et ont une date d'expiration statutaire en 2027, sans compter l'ajustement de la durée des brevets ou toute prolongation éventuelle de leur durée. Les autres droits de propriété intellectuelle liés à monalizumab comprennent le brevet américain n° 11,572,410, le brevet européen EP 3 193 391 B1, ainsi que des brevets équivalents dans certains autres pays. Ces brevets relatifs à la combinaison de monalizumab avec des inhibiteurs de PD-1 ou PD-L1 sont détenus exclusivement par la Société et ont une date d'expiration statutaire en 2035, sans compter l'ajustement de la durée des brevets ou toute prolongation éventuelle de leur durée.

- Lacutamab (IPH4102)/Anti-KIR3DL2

Au 31 décembre 2025, les principaux droits de propriété intellectuelle liés à lacutamab sont détenus exclusivement par la Société. Ces droits comprennent les brevets américains n° 10 280 222 et 11 066 470, la demande de brevet européen EP 3 116 908 B1 et les demandes de brevet équivalentes dans certains autres pays. Ces brevets et demandes de brevet couvrent la composition de la matière de lacutamab, et ces brevets ont, et tous les brevets qui seront délivrés à la suite de ces demandes auront, une date d'expiration statutaire en 2035, sans compter l'ajustement de la durée des brevets ou toute prolongation éventuelle de leur durée.

- IPH5201/Anti-CD39

Au 31 décembre 2025, les principaux droits de propriété intellectuelle liés à IPH5201 sont détenus conjointement par la Société et Orega Biotech. Ces droits comprennent le brevet américain n° 11 377,503, le brevet européen EP 3 807 316 B1 et les demandes de brevet équivalentes dans certains autres pays. Ces brevets et demandes de brevet couvrent la composition de la matière de IPH5201, et ces brevets ont, et tous les brevets qui seront délivrés à la suite de ces demandes auront, une date d'expiration statutaire en 2038, sans compter l'ajustement de la durée des brevets ou toute prolongation éventuelle de leur durée.

- IPH5301/Anti-CD73

Au 31 décembre 2025, les principaux droits de propriété intellectuelle liés à IPH5301 appartiennent à Innate Pharma exclusivement et comprennent une demande de brevet non provisoire aux États-Unis, une demande de brevet européen et d'autres demandes de brevet dans certains autres pays. Si un brevet dirigé vers IPH5301 est délivré à partir de cette demande de brevet américain, il aura une date d'expiration légale en 2040, sans tenir compte de l'ajustement de la durée du brevet ou de toute extension potentielle de la durée du brevet.

- IPH6501

Au 31 décembre 2025, les principaux droits de propriété intellectuelle liés à IPH6501 appartiennent à Innate Pharma exclusivement et comprennent une demande de brevet non provisoire aux États-Unis, une demande de brevet européen et d'autres demandes de brevet dans certains autres pays. Si un brevet concernant IPH6501 est délivré à partir de cette demande de brevet américain, il aura une date d'expiration légale en 2042, sans tenir compte de l'ajustement de la durée du brevet ou de toute extension potentielle de la durée du brevet.

- IPH6101

Au 31 décembre 2025, les principaux droits de propriété intellectuelle liés à IPH6101 sont détenus conjointement par la Société et Sanofi. Ces droits comprennent le brevet américain n° 11,692,039, la demande de brevet européen EP 4 271 709 A1 et les demandes de brevet équivalentes dans certains autres pays. Ces brevets et demandes de brevet couvrent la composition de la matière de IPH6101, et ces brevets ont, et tous les brevets qui seront délivrés à la suite de ces demandes auront, une date d'expiration statutaire en 2041, sans compter l'ajustement de la durée des brevets ou toute prolongation éventuelle de leur durée.

- IPH6401

Au 31 décembre 2025, les principaux droits de propriété intellectuelle liés à IPH6401 sont détenus conjointement par la Société et Sanofi. Ces droits comprennent le brevet américain n° 12 195 555, la demande de brevet européen EP 4 532 023 A1 et les demandes de brevet équivalentes dans certains autres pays. Ces brevets et demandes de brevet couvrent la composition de la matière de IPH6401, et ces brevets ont, et tous les brevets qui seront délivrés à la suite de ces demandes auront, une date d'expiration statutaire en 2043, sans compter l'ajustement de la durée des brevets ou toute prolongation éventuelle de leur durée.

- IPH4502

Au 31 décembre 2025, les principaux droits de propriété intellectuelle liés à IPH4502 appartiennent à Innate Pharma exclusivement et comprennent une demande de brevet non provisoire aux États-Unis, une demande de brevet européen et d'autres demandes de brevet dans certains autres pays. Si un brevet concernant IPH4502 est délivré à partir de cette demande de brevet américain, il aura une date d'expiration légale en 2043, sans tenir compte de l'ajustement de la durée du brevet ou de toute extension potentielle de la durée du brevet.

La durée des brevets individuels dépend de la durée légale des brevets dans les pays où ils ont été obtenus. Dans la plupart des pays, y compris les États-Unis, la durée du brevet est de 20 ans à compter de la première date de dépôt d'une demande de brevet non provisoire ou de son équivalent étranger dans le pays applicable. Aux États-Unis, la durée d'un brevet peut, dans certains cas, être prolongée au moyen d'un ajustement de la durée du brevet, compensant ainsi les retards administratifs de l'United States Patent and Trademark Office (« USPTO ») dans l'examen et la délivrance d'un brevet. La durée du brevet peut être raccourcie si un brevet est rejeté en fin de vie pour un brevet de propriété commune ou un brevet nommant un inventeur commun et ayant une date d'expiration antérieure. Aux États-Unis, un brevet peut également être admissible à une prolongation limitée de durée de validité, en vertu de la Loi de 1984 sur la concurrence en matière de prix des médicaments et le rétablissement de la durée des brevets, également appelée « amendements Hatch-Waxman ». Les amendements Hatch-Waxman autorisent une prolongation de la durée du brevet pouvant aller jusqu'à cinq ans, en contrepartie de la perte de la durée du brevet au cours du processus d'examen réglementaire de la FDA. La prolongation de la durée d'un brevet ne peut pas prolonger la durée restante d'un brevet au-delà d'un total de 14 ans à compter de la date d'approbation du produit. Un seul brevet en vigueur pour chaque période d'examen réglementaire peut être prolongé. Seules les revendications couvrant le médicament approuvé, une méthode pour l'utiliser ou une méthode pour le fabriquer peuvent être prolongées.

Marques déposées

La Société détient la marque INNATE PHARMA aux États-Unis, en Australie et en Europe (marque de l'UE) et la marque INNATE en Europe (marque de l'UE). Elle possède également des dépôts et des enregistrements pour la marque ANKET® respectivement aux États-Unis et en Europe (marque communautaire européenne) et les marques LONKIRLO et KIRTAMSY aux États-Unis, en Europe et dans certains autres pays.

1.8. Matières premières et approvisionnement

La Société dépend de tiers spécialisés, assujettis à la réglementation applicable, notamment aux Bonnes Pratiques de Fabrication («BPF» ou en anglais «Good Manufacturing Practices», « GMP »), pour la fourniture et le contrôle des divers matériaux de production. La Société ne dispose d'aucune capacité de fabrication et de contrôle interne. Innate Pharma se procure ses produits candidat-médicaments pour ses programmes précliniques sur commande. La Société mettra en place des contrats d'approvisionnement à long terme pour ses candidat-médicaments en Phase de développement clinique, notamment pour l'approvisionnement dont elle aura besoin pour un essai pivot, et pour un produit en Phase de commercialisation. La Société considère qu'elle bénéficie des prix du marché. Dans la mesure où Innate Pharma est exposée aux fluctuations des prix, elle ne prévoit généralement pas de répercuter, à court terme, les augmentations des coûts en raison du stade de développement précoce de ses candidat-médicaments.

1.9. Environnement réglementaire

La description des risques liés à l'environnement réglementaire de la Société est détaillée au paragraphe 2.1..6 « Risques liés à des questions de conformité » de la Section 3 « Risques et contrôle interne » du présent document d'enregistrement universel.

1.9.1. Introduction

Les travaux de recherche et de développement, les tests précliniques, les études cliniques, les installations, ainsi que la fabrication et la commercialisation de ses candidat-médicaments sont et continueront à être soumis à des dispositions législatives et réglementaires complexes définis par diverses autorités publiques en France, en Europe, aux États-Unis et dans d'autres pays du monde.

L'Agence Européenne des Médicaments (« EMA »), la Food and Drug Administration aux États-Unis (« FDA »), l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des Produits de Santé (« ANSM ») en France et les autorités réglementaires équivalentes dans les autres pays imposent des contraintes importantes en matière de développement (y compris essais cliniques), de fabrication et de commercialisation de produits tels que ceux que la Société développe. En cas de non-respect de ces réglementations, les autorités réglementaires peuvent infliger des amendes, saisir ou retirer du marché des produits ou encore suspendre partiellement ou totalement leur production. Elles peuvent également retirer des autorisations de mise sur le marché accordées antérieurement ou refuser les demandes d'autorisations que la Société dépose et engager des poursuites judiciaires. Ces contraintes réglementaires sont importantes pour apprécier si un principe actif peut à terme devenir un médicament, ainsi que pour apprécier le temps et les investissements nécessaires à un tel développement.

Bien qu'il existe des différences d'un pays à l'autre, le développement de produits thérapeutiques à usage humain doit respecter certains prérequis réglementaires communs dans l'ensemble des pays développés. Pour obtenir l'autorisation de mise sur le marché d'un produit, il faut généralement fournir des preuves de son efficacité et de son innocuité, ainsi que des informations détaillées sur sa composition et son processus de fabrication. Cela implique d'effectuer des tests de laboratoire importants, des développements pharmaceutiques précliniques et des essais cliniques. Le développement d'un nouveau médicament depuis la recherche fondamentale jusqu'à sa mise sur le marché comporte ainsi cinq étapes : (i) recherche, (ii) tests précliniques, (iii) essais cliniques chez l'homme, (iv) autorisation de mise sur le marché et (v) commercialisation.

1.9.2. Études précliniques

Les études précliniques incluent l'évaluation en laboratoire de la pureté et de la stabilité du principe actif pharmaceutique et du produit formulé, ainsi que les études d'évaluation de la tolérance (études toxicologiques), de l'activité et du comportement du candidat-médicament in vitro et chez l'animal (in vivo) avant de pouvoir initier des essais cliniques chez l'homme. La conduite d'études précliniques est soumise aux dispositions législatives et réglementaires, ainsi qu'aux bonnes pratiques de laboratoire (« BPL »). L'ensemble des résultats des essais précliniques est soumis aux autorités réglementaires conjointement à la demande d'initiation des essais cliniques.

1.9.3. Conduite et réglementation des essais cliniques

Les études cliniques sont communément conduites en trois Phases (Phase 1, 2 et 3), généralement séquentielles mais qui peuvent également être menées conjointement, notamment dans différentes indications ou différentes combinaisons thérapeutiques.

- Phase 1 : le candidat-médicament est administré afin de déterminer son profil de tolérance initial, d'identifier les effets secondaires et d'évaluer la tolérance aux doses administrées, ainsi que sa répartition dans l'organisme et son impact sur le métabolisme. Les promoteurs désignent parfois leurs essais Phase 1a ou Phase 1b. Les essais de Phase 1b visent généralement à confirmer le dosage, la pharmacocinétique et la tolérance chez un plus grand nombre de patients que la Phase 1a. En oncologie, des développements accélérés sont parfois observés, basés sur des essais de Phase 1 comportant des extensions de cohortes et conduisant à l'autorisation de mise sur le marché du médicament. Ceci est par exemple le cas de molécules développées dans des maladies rares.
- Phase 2 : le candidat-médicament est étudié dans une population limitée de patients afin d'obtenir des signes d'efficacité préliminaires et de déterminer le niveau de dose optimal d'administration ainsi que de possibles effets secondaires et risques liés à la tolérance.
- Les essais de Phase 3 sont des études généralement comparatives dont le but est de produire des données démontrant l'efficacité relative et la tolérance dans une population de patients étendue.

- Des essais, parfois nommés "essais de Phase 4", peuvent également être conduits après l'autorisation initiale de mise sur le marché. Ces essais visent à obtenir plus d'informations sur le traitement de patients dans l'indication thérapeutique ciblée. Dans certains cas, l'autorité réglementaire peut exiger la réalisation d'un essai clinique de Phase 4 comme condition d'approbation.

Les essais cliniques peuvent être conduits aux États-Unis, en Europe ou dans le reste du monde à la condition d'avoir été autorisés par les autorités réglementaires et les comités d'éthique indépendants de chacun de ces pays. En effet, les autorités réglementaires peuvent s'opposer aux protocoles d'études cliniques proposés par les sociétés qui demandent à tester des produits, les suspendre ou exiger des modifications importantes.

Dans la plupart des pays, les essais cliniques doivent respecter les normes de Bonnes Pratiques Cliniques définies par l'International Council for Harmonisation of Technical Requirements for Pharmaceuticals for Human Use (« ICH »).

De plus, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (« RGPD »), entré en vigueur le 25 mai 2018, accroît sensiblement les droits des citoyens en leur donnant plus de maîtrise sur leurs données personnelles. Le droit national français a notamment été mis en conformité avec le RGPD par la mise à jour de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 et ordonnance n°2018-1125 du 12 décembre 2018).

Conformément à la loi Informatique et Libertés, les données personnelles recueillies dans le cadre de la conduite des essais cliniques font l'objet d'une déclaration auprès de la Commission Nationale Informatique et Liberté (« CNIL »). Les patients ont un droit d'accès et de rectification de ces données. Enfin, les patients doivent être régulièrement tenus informés de la conduite des essais cliniques et des résultats globaux de la recherche.

La conduite des essais cliniques doit ainsi respecter une réglementation complexe tout au long des différentes Phases du processus qui repose sur le principe du consentement éclairé du patient à qui vont être administré(s) le(s) produit(s). Les informations relatives à l'objectif, à la méthodologie et à la durée de la recherche, ainsi que les bénéfices attendus, les contraintes et les risques prévisibles du fait de l'administration des produits communiqués sont résumées dans un document écrit remis au patient préalablement à sa participation à la recherche.

1. L'autorisation des essais cliniques

L'autorisation des essais cliniques dans l'Union européenne

La réglementation européenne sur les essais cliniques de médicaments à usage humain résulte du règlement (UE) n°536/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux essais cliniques de médicaments à usage humain et abrogeant la directive 2001/20/CE ("Clinical Trial Regulation" en anglais). Ce règlement, entré en vigueur le 31 janvier 2022, impose une nouvelle méthodologie pour la réalisation d'essais cliniques de médicaments dans l'Union européenne (UE) et harmonise les procédures de soumission, d'évaluation et de supervision d'essais cliniques de médicaments dans l'UE par le biais du système central d'information sur les essais cliniques (Clinical Trials Information System ou "CTIS"). Certaines législations nationales des Etats membres restent toutefois en vigueur.

Les points majeurs apportés par ce règlement sont :

- le dépôt d'une demande d'autorisation unique via le portail associé à la base de données de l'UE, incluant une partie commune évaluée conjointement par tous les participants membres de l'UE, et une partie nationale couvrant les aspects éthiques et opérationnels de l'essai évalués par chaque membre de l'UE indépendamment. Une décision unique couvrant tous les aspects de la demande est ainsi délivrée pour les États Membres concernés ;

- une transparence accrue en ce qui concerne les essais cliniques autorisés dans l'UE : la base de données de l'UE ou Clinical Trial Information System (CTIS) sera une source d'information publique, sans préjudice de la protection des données personnelles, de la protection des informations commerciales confidentielles et de la protection de la communication confidentielle entre le pays membre et la supervision des essais entre les États Membres. L'information publique inclura, pour les médicaments en cours de développement, l'autorisation de l'essai clinique, les informations générales sur l'essai, et un résumé des résultats finaux. Tous les essais en cours au sein de l'Union européenne devront y être enregistrés au plus tard le 31 janvier 2025.

L'autorisation des essais cliniques aux États-Unis

Aux États-Unis, une demande pour un nouvel essai clinique, appelée Investigational New Drug (« IND ») doit être déposée auprès de la FDA et doit être acceptée pour que les essais cliniques puissent commencer chez l'homme. Une IND est une dérogation au Federal Food, Drug, and Cosmetic Act (« FDCA »), qui permet à un candidat-médicament non autorisé d'être expédié dans le cadre du commerce entre États fédérés afin d'être utilisé dans un essai clinique d'investigation et dans le cadre d'une demande d'autorisation d'administration d'un médicament de recherche à l'homme par la FDA. Cette demande concerne les données scientifiques précoces ainsi que le dossier pharmaceutique, les données précliniques et cliniques (le cas échéant), y compris le protocole clinique. À défaut d'objection de la FDA, la demande d'IND entre en vigueur 30 jours après sa réception par la FDA. Ce délai vise à permettre à la FDA d'examiner l'IND afin de déterminer si des sujets humains de recherche seront exposés à des risques déraisonnables pour la santé. À tout moment durant ou après ce délai de 30 jours, la FDA peut demander la suspension des essais cliniques, que ceux-ci soient envisagés ou en cours, et demander des informations supplémentaires. Cette suspension temporaire est maintenue tant que la FDA n'a pas obtenu les précisions qu'elle requiert.

En plus des exigences liées à une demande d'IND, un comité d'éthique indépendant, ou Institutional Review Board (IRB), représentant chaque institution participant à l'essai clinique doit examiner et approuver le plan concernant tout essai clinique avant le démarrage de celui-ci au sein de cette institution, et l'IRB doit conduire un examen permanent et réapprouver l'étude au minimum une fois par an. L'IRB doit examiner et approuver, notamment, le protocole d'étude et les informations sur le consentement éclairé devant être remis aux sujets de l'étude. Un IRB doit agir conformément aux réglementations de la FDA. Un IRB peut suspendre ou annuler l'autorisation d'un essai clinique au sein de son institution, ou d'une institution qu'il représente, si l'essai clinique n'est pas réalisé conformément aux exigences de l'IRB ou si le candidat-médicament a été associé à de graves effets inattendus sur les patients.

Les principaux objectifs de la FDA lors de l'examen d'un IND sont d'assurer la sécurité et le respect des droits des patients et de veiller au caractère adéquat de la qualité de la recherche afin de permettre une évaluation de la sécurité, pureté et efficacité du produit biologique. La décision de cesser le développement d'un produit biologique de recherche peut être prise par un organisme de l'autorité sanitaire tel que la FDA, un IRB ou comité d'éthique, ou par la Société pour différentes raisons. De plus, certains essais sont supervisés par un groupe indépendant d'experts qualifiés organisé par le promoteur de l'essai, connu sous le nom de conseil ou comité de surveillance des données. Ce groupe autorise ou non la poursuite d'un essai à des points de contrôle désignés sur la base de l'accès unique du groupe aux données disponibles de l'étude. Le développement peut être suspendu ou interrompu durant toute Phase d'essais cliniques s'il est déterminé que les participants ou patients sont exposés à un risque inacceptable pour la santé. La Société peut procéder à la suspension ou à l'interruption du développement pour tout autre motif en fonction des objectifs évolutifs de la Société et/ou de l'environnement concurrentiel.

2. Publication des informations relatives aux essais cliniques

En Europe, les informations relatives à l'essai clinique ainsi que les résultats à la fin de l'étude sont rendus publics pour les essais de Phase 2 à 4 ainsi que pour toute étude pédiatrique à l'adresse <https://clinicaltrials.eu> et CTIS (Clinical Trial Information System).

Aux États-Unis, les promoteurs d'essais cliniques de médicaments réglementés par la FDA doivent enregistrer et publier un certain nombre d'informations relatives à l'essai clinique et à ses résultats, disponibles publiquement à l'adresse www.clinicaltrials.gov.

1.9.4. Réglementation des autorisations de mise sur le marché

Pour être commercialisé en Europe et aux Etats-Unis, tout médicament doit faire l'objet d'une Autorisation de Mise sur le Marché (« AMM »), délivrée par les autorités compétentes européennes ou nationales que sont l'EMA ou la FDA. Les laboratoires pharmaceutiques déposent auprès de ces autorités un dossier de demande d'AMM ou NDA (New Drug Application) / BLA (Biologics License Application) pour les États-Unis qui sera évalué selon des critères scientifiques de qualité, de sécurité et d'efficacité. Aujourd'hui, ce dossier est rédigé dans un format standardisé : le format eCTD (« Electronic Common Technical Document »). Ce format est utilisé notamment en Europe, aux États-Unis et au Japon. Le dossier d'AMM décrit à la fois la fabrication de la substance active, la fabrication du produit fini, les études non-cliniques et cliniques.

Dans l'Union européenne, il existe plusieurs types de procédures de demande d'AMM : les procédures de l'UE utilisées lorsque le médicament est destiné à plusieurs États membres de l'UE, et la procédure nationale destinée aux médicaments qui ne sont pas commercialisés dans plus d'un Etat membre.

Il est possible qu'un médicament soit retiré du marché, soit directement par le laboratoire, soit à la demande des autorités de santé lorsque apparaît un problème sérieux, notamment de sécurité ou de non-respect des règles de fabrication.

La réglementation européenne est en cours de révision. Dans le cadre de la revue du "Paquet Pharmaceutique", un projet de directive et un projet de règlement remplaçant les textes actuellement en vigueur (directive 2001/83 instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain, règlement 726/2004 établissant des procédures communautaires pour l'autorisation et la surveillance en ce qui concerne les médicaments à usage humain (et à usage vétérinaire) et instituant une Agence européenne des médicaments, règlement 141/2000/EC concernant les médicaments orphelins, et règlement 1901/2006/EC relatif aux médicaments pédiatriques) ont été rendus publics en avril 2023. Ces deux projets de textes, visant à refondre les règles encadrant la fabrication, l'autorisation et la distribution des médicaments dans l'UE, ont été soumis au Parlement et au Conseil qui sont parvenus à un accord le 11 décembre 2025. Les prochaines étapes incluent l'adoption formelle des textes par le Parlement et le Conseil de l'Union européenne, puis leur transposition par les Etats membres, selon le calendrier établi par les institutions européennes.

1. Procédures

Procédures actuellement en vigueur dans l'UE

L'accès au marché commun européen est, depuis le 1^{er} janvier 1998, soumis soit à la procédure centralisée (définie dans le règlement n°726/2004/CE), soit à la procédure de reconnaissance mutuelle (prévue dans la directive 2001/83/CE modifiée par la directive 2004/27/CE) et depuis octobre 2005 à la procédure décentralisée (prévue dans la directive 2004/27/CE).

- la procédure centralisée (obligatoire notamment pour les produits issus des biotechnologies, les produits nouveaux développés dans le domaine du cancer, les médicaments ayant le statut de médicament orphelin) : le laboratoire dépose son dossier de demande d'enregistrement directement à l'EMA. Une seule évaluation du dossier est ainsi effectuée par le comité des médicaments à usage humain (CHMP) au sein de l'EMA, qui transmet son rapport d'évaluation scientifique à la Commission européenne qui peut délivrer l'autorisation de mise sur le marché. Si l'autorisation est octroyée, elle est d'emblée valable pour tous les pays membres de l'UE. L'AMM octroyée est valable pour une période de cinq ans après l'enregistrement initial. Un dossier de renouvellement est alors soumis. Une fois renouvelée, l'AMM est ensuite valable sans limitation de durée, sauf si les autorités demandent au laboratoire d'accomplir un renouvellement à titre exceptionnel (suite à un problème de pharmacovigilance par exemple) ;
- la procédure décentralisée : le laboratoire dépose son dossier simultanément dans tous les États membres. L'évaluation est menée par un Etat choisi comme Etat membre de référence. Si l'autorisation est accordée, elle l'est dans les autres États membres en même temps ;
- la procédure de reconnaissance mutuelle : le laboratoire dépose son dossier dans l'un des États membres. Si l'autorisation est accordée, elle peut être étendue aux autres États membres par une procédure dite de reconnaissance mutuelle.

L'enregistrement d'un médicament international (dans plus d'un pays de l'UE) doit obligatoirement passer par l'une ou l'autre de ces procédures.

Les anticorps développés par Innate Pharma, issus de biotechnologies et destinés à traiter des patients atteints de cancer, feront ainsi l'objet d'une procédure centralisée lors de leur demande d'autorisation de mise sur le marché.

Une révision de la législation pharmaceutique au sein de l'Union est en cours (voir paragraphe 1.9.4 ci-dessus).

Procédure nationale

Ce type de procédure est de moins en moins utilisé puisqu'il ne s'applique plus qu'aux demandes de mise sur le marché limitées au territoire national. Elle n'est pas utilisée par la Société, les médicaments issus des biotechnologies devant impérativement être autorisés dans le cadre de la procédure centralisée.

Procédures d'enregistrement à l'extérieur de l'UE

Les laboratoires pharmaceutiques souhaitant commercialiser leurs produits hors UE doivent de la même manière déposer des dossiers de demande d'enregistrement auprès des autorités nationales des pays concernés, par exemple auprès de la FDA aux États-Unis ou de la Kosheisho (Pharmaceutical and Medical Device Agency, PMDA) pour le Japon.

Aux États-Unis, la FDA approuve les produits biologiques complexes en vertu du Public Health Service Act (le « PHSA »). Pour obtenir l'autorisation de commercialisation d'un produit biologique aux États-Unis, une demande de commercialisation doit être soumise à la FDA en incluant des données démontrant la sécurité, la pureté et l'efficacité du produit biologique proposé dans son indication prévue. La demande doit inclure toutes les données appropriées disponibles grâce aux essais précliniques et cliniques pertinents, y compris les résultats négatifs ou ambigus tout comme les conclusions positives, avec des informations détaillées concernant la composition, la fabrication, les contrôles et le libellé du médicament proposé, entre autres. Les données peuvent provenir des essais cliniques promus par la société visant à tester la sécurité et l'efficacité d'utilisation d'un médicament, ou d'un certain nombre d'autres sources, incluant les études initiées par des investisseurs.

Le BLA est ainsi un moyen permettant aux candidats-médicaments biologiques de demander formellement l'autorisation d'un nouveau médicament biologique par la FDA en vue de sa commercialisation et sa vente aux États-Unis pour une ou plusieurs indications.

La FDA a convenu d'objectifs de performance spécifiques concernant le processus d'examen des BLAs. En vertu de cet accord, 90 % des demandes d'autorisation de Nouvelles Entités Moléculaires, ou NME, doivent être examinées dans les dix mois suivant la date à laquelle la FDA accepte la demande de dépôt. Le processus d'examen et la date visée en vertu du Prescription Drug User Fee Act peuvent être prolongés par la FDA de trois mois supplémentaires en vue de la considération des nouvelles informations ou précisions fournies par le demandeur pour traiter une lacune identifiée par la FDA après le dépôt initial.

Avant d'autoriser une demande, la FDA inspectera généralement la ou les installations où le produit est ou sera fabriqué. Ces inspections préalables à l'autorisation peuvent viser toutes les installations associées au dépôt d'un BLA, y compris la fabrication des actifs, la fabrication du produit fini et les laboratoires de test. La FDA n'approuvera une demande que si elle démontre que les processus et installations de fabrication sont conformes aux exigences des Bonnes Pratiques de Fabrication (les « BPF ») et sont appropriés pour garantir la production régulière du produit selon les spécifications requises. De plus, avant d'approuver un BLA, la FDA inspectera généralement un ou plusieurs sites cliniques afin de s'assurer du respect des Bonnes Pratiques Cliniques (les « BPC »).

Si la FDA approuve un produit, celle-ci peut limiter les indications d'utilisation approuvées du produit, exiger que les contre-indications, mises en garde ou précautions soient incluses dans le libellé du produit, exiger la réalisation d'études après l'approbation, y compris des essais cliniques de Phase 4, afin d'évaluer davantage la sécurité du produit après son approbation, exiger des programmes de contrôle et de surveillance afin de superviser le produit après sa commercialisation, ou imposer d'autres conditions, y compris des restrictions de distribution ou d'autres mécanismes de gestion du risque, incluant une Stratégie d'Évaluation et d'Atténuation du Risque (Risk Evaluation and Mitigation Strategy, REMS), ce qui peut avoir une incidence significative sur le marché et la rentabilité potentielle du produit. La FDA peut empêcher ou limiter toute autre commercialisation d'un produit sur la base des résultats des études ou programmes de surveillance ultérieurs à la commercialisation.

Dérogations aux procédures usuelles

À la procédure classique de l'octroi d'une AMM ou d'un BLA, telle que décrite précédemment, existent des dérogations qui permettent une commercialisation plus rapide des médicaments.

Dans l'Union européenne, il s'agit de :

- l'AMM conditionnelle : elle est valide un an (renouvelable annuellement) au lieu de cinq. Elle n'est accordée que si le médicament répond à des besoins médicaux non satisfaits, et si les bénéfices pour la santé publique l'emportent sur le risque lié à une incertitude du fait d'une évaluation incomplète du médicament. La délivrance d'une AMM conditionnelle est soumise à la finalisation d'essais cliniques initiés et/ou à la réalisation de nouveaux essais, afin de confirmer le bénéfice/risque du médicament ; lorsque les résultats des études cliniques sont fournis, l'AMM conditionnelle peut devenir une AMM standard ;
- l'évaluation accélérée : la procédure d'évaluation est accélérée (150 jours au lieu de 210 jours) lorsqu'un médicament présente un intérêt majeur du point de vue de la santé publique ainsi qu'une innovation thérapeutique. Le projet PRIME (médicaments prioritaires), initiative de l'EMA lancée en 2015, permet par ailleurs l'identification de manière précoce (dès la Phase 2/3) de médicaments éligibles à la procédure accélérée et un support renforcé par le biais de conseils scientifiques et dialogues tout au long du développement ;
- l'AMM sous circonstances exceptionnelles : une AMM peut être autorisée de façon exceptionnelle, réévaluable chaque année, lorsque le dossier d'évaluation du médicament ne peut être soumis de façon complète d'emblée, par exemple lorsqu'une indication thérapeutique correspond à un nombre trop faible de patients, ou que la collecte des informations nécessaires serait contraire à l'éthique ;
- l'early access program : il s'agit de la possibilité, pour un Etat Membre, d'utiliser un médicament qui ne dispose pas encore d'une AMM dans le pays, afin de traiter des maladies graves ou rares qui ne disposent pas de traitement adéquat.

En France, l'« accès précoce » est demandé par le laboratoire à l'ANSM pour des médicaments présumés innovants, avec des données cliniques disponibles ou en cours de recueil, et destinés à être commercialisés dans l'indication concernée. Ce dispositif remplace l'ATU de cohorte.

L'« accès compassionnel » est demandé par les professionnels de santé à l'ANSM pour des médicaments non destinés à être commercialisés dans l'indication concernée, sans développement en cours ou prévu et pour lesquels une demande d'AMM n'est pas prévue. Ce dispositif remplace les ATU nominatives et les RTUs.

Aux États-Unis, des procédures existent également permettant le développement plus rapide et l'accès au marché de médicaments dans des pathologies graves pour lesquelles il n'existe pas encore de traitement approprié et où le besoin médical est grand (cancer, SIDA, maladie d'Alzheimer, etc.) :

- procédure dite d'« accelerated approval » : elle est destinée à mettre sur le marché des produits prometteurs traitant des pathologies graves sur la base des premiers éléments de preuve avant démonstration formelle de bénéfices pour le patient. La FDA peut s'appuyer sur un effet, un résultat de substitution ou tout autre résultat qui a des chances raisonnables d'être prédictif d'un bénéfice clinique et non pas sur un critère clinique bien défini. Ainsi, un résultat de substitution ou marqueur (« surrogate endpoint ») est un résultat obtenu en laboratoire ou un signe physique qui ne constitue pas, en lui-même, une mesure directe des sensations du patient, de ses fonctions organiques ou de sa survie, mais qui permet d'anticiper un bénéfice thérapeutique. L'AMM qui est accordée peut être considérée comme une approbation provisoire avec engagement écrit de compléter les études cliniques qui démontrent un réel bénéfice pour le patient. Cette procédure correspond à la procédure dite d'« AMM conditionnelle », dans l'Union européenne ;
- procédure de « priority review » : elle est utilisée pour les médicaments traitant des pathologies graves et présentant une avancée thérapeutique majeure ou qui procure un traitement pour une pathologie dans laquelle il n'existe pas de thérapie adaptée. Cette procédure signifie que le temps d'évaluation du dossier par la FDA est réduit et qu'il est de 6 mois (au lieu de 10). Cette procédure correspond à la procédure dite d'« évaluation accélérée » dans l'Union européenne ;
- désignation « fast track » : cela fait référence à un programme d'interactions avec la FDA pour faciliter le développement et accélérer l'examen de nouveaux médicaments qui sont destinés au traitement de pathologies graves ou potentiellement mortelles et susceptibles de répondre à un besoin médical non encore satisfait. L'intérêt de ce processus est que la firme peut bénéficier des réunions plus fréquentes avec la FDA afin de discuter du plan de développement du produit et de s'assurer de collecter les données appropriées qui constitueront le dossier d'AMM. La désignation de « fast track » ne conduit pas nécessairement à la procédure de « priority review » ni d'« accelerated approval » ;
- désignation « breakthrough therapy » : existant depuis 2012, c'est un processus visant à accélérer le développement et l'examen des médicaments qui sont destinés à traiter une pathologie grave ou potentiellement mortelle et la preuve clinique préliminaire indique que le médicament peut démontrer une amélioration substantielle par rapport aux thérapies disponibles sur un critère cliniquement significatif.

Un médicament qui reçoit la désignation de « breakthrough therapy » est admissible à ce qui suit :

- toutes les particularités de la désignation « fast track » ;
- accompagnement intensif sur un programme de développement de médicaments efficaces, dès la Phase 1 ;
- engagement organisationnel impliquant des « senior managers ».

Si des recherches ou des expériences complémentaires montrent qu'un produit présente des risques alors qu'il est commercialisé, la FDA peut exiger son retrait immédiat. En outre, la FDA peut retirer une autorisation de mise sur le marché pour d'autres motifs, notamment si les études postérieures à l'autorisation ne sont pas effectuées avec diligence.

Aux États-Unis, il existe aussi les autorisations d'utilisation d'urgence (EUA) : il s'agit d'un mécanisme destiné à faciliter la disponibilité et l'utilisation de mesures de lutte médicales, y compris les vaccins, lors d'urgences de santé publique, telles que lors de la pandémie de COVID-19. En vertu d'une EUA, la FDA peut autoriser l'utilisation de produits médicaux non approuvés ou des utilisations non approuvées de produits médicaux approuvés en cas d'urgence pour diagnostiquer, traiter ou prévenir des maladies ou des conditions graves ou potentiellement mortelles lorsque certains critères réglementaires ont été remplis, y compris lorsqu'il n'y a pas d'alternatives adéquates, approuvées et disponibles.

2. Médicaments orphelins

Les médicaments orphelins sont des médicaments utilisés pour le diagnostic, la prévention ou le traitement de maladies létales ou très graves qui sont rares. Une maladie pour être qualifiée de rare ou orpheline, doit toucher dans l'UE moins d'une personne sur 2 000, alors qu'aux États-Unis, la maladie doit toucher moins de 200 000 personnes.

Ces médicaments sont dits « orphelins » parce que l'industrie pharmaceutique n'a que peu d'intérêt dans les conditions de marché habituelles à développer et à commercialiser des produits destinés uniquement à un nombre restreint de patients (maladie dite orpheline). Pour les entreprises pharmaceutiques, le coût de mise sur le marché d'un produit préconisé dans une maladie rare pourrait ne pas être couverts par les ventes attendues sur ce marché.

Aux États-Unis, la loi américaine sur les médicaments orphelins de 1983 (Orphan Drug Act) regroupe plusieurs textes encourageant le développement de traitements pour les maladies rares. La loi sur les médicaments orphelins prévoit également la possibilité d'obtenir des subventions du gouvernement américain pour couvrir les essais cliniques, des crédits d'impôt pour couvrir les dépenses de recherche, une dispense éventuelle des frais de dossier lors du dépôt de la demande d'enregistrement auprès de la FDA, et sept ans d'exclusivité du principe actif dans l'indication donnée en cas d'autorisation de mise sur le marché.

En Europe, une législation équivalente a été adoptée pour promouvoir les traitements de maladies rares. En vertu du règlement n° 141/2000/CE du 16 décembre 1999, tel que modifié par le règlement n° 847/2000/CE du 27 avril 2000, un médicament sera considéré comme médicament orphelin si son promoteur démontre, dans un dossier déposé auprès de l'EMA, qu'il est destiné au traitement d'une maladie dite orpheline dans l'UE, ou alors qu'il est destiné au traitement d'une maladie invalidante ou grave et chronique pour laquelle il n'existe pas encore de traitement ou de traitement satisfaisant, et qu'en l'absence de mesures d'incitations les frais engendrés par le développement ne pourraient être couverts par les bénéfices liés à la commercialisation. En cas d'obtention du statut de médicament orphelin, le produit bénéficie alors d'une période de commercialisation exclusive de dix ans, pendant laquelle aucun produit similaire ne pourra être commercialisé dans la même indication, ainsi qu'une dispense des frais réglementaires et d'autres avantages, sauf si un nouveau médicament orphelin dans la même indication peut démontrer qu'il est plus efficace ou mieux toléré. Une révision de cette législation au niveau européen est en cours.

1.9.5. Réglementation dite "loi anti-cadeaux"

Les articles L.1453-3 et suivants du code de la santé publique interdisent notamment aux entreprises produisant ou commercialisant des médicaments d'octroyer, sous quelque forme que ce soit, des avantages aux professionnels de santé, aux étudiants, aux associations regroupant des professionnels de santé et à certaines catégories de fonctionnaires impliquées dans les politiques de santé. Ce régime dit « loi anti-cadeaux » (« LAC » ou « DMOS ») prévoit quatre exceptions et cinq dérogations, au nombre desquelles figure la rémunération d'activités de recherche. Ces exceptions et dérogations sont strictement encadrées et, pour les dérogations, soumises à un régime de déclaration aux autorités compétentes (Conseils de l'Ordre, Agences Régionale de Santé selon le cas) ou d'autorisation, selon les montants versés, strictement définis.

1.9.6. Transparence des liens d'intérêt

Les articles L.1453-1 et suivants du Code de la santé publique définissent les règles dites de « transparence » imposant aux entreprises produisant ou commercialisant des produits entrant dans le champ de compétence de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM), à l'exception des cosmétiques, des lentilles oculaires et des produits de tatouage, ou assurant des prestations associées à ces produits, de rendre publiques leurs liens avec différentes catégories d'acteurs du domaine de la santé, dont les professionnels de santé, les étudiants, les organismes de santé, les associations de patients.

Ainsi, doivent être publiées deux fois par an sur un site internet unique (www.transparence.sante.gouv.fr) certaines informations relatives aux contrats conclus, aux rémunérations versées et aux avantages octroyés (au-delà de 10 €) à ces différents acteurs.

1.9.7. Après l'autorisation de mise sur le marché: environnement réglementaire en Europe

Système de pharmacovigilance

Le titulaire d'une AMM délivrée par les autorités compétentes européennes doit établir et maintenir un système de pharmacovigilance et désigner comme responsable de la surveillance de ce système une personne qualifiée en matière de pharmacovigilance (Qualified Person Responsible for Pharmacovigilance (« QPPV »)). Ses principales obligations consistent notamment à signaler rapidement tout soupçon d'effets indésirables graves et à soumettre des rapports périodiques actualisés de pharmacovigilance (« PSURs »).

Toute nouvelle demande d'AMM doit inclure un Plan de Gestion des Risques (le « PGR ») décrivant le système de gestion des risques que la Société mettra en place et prévoyant les mesures visant à empêcher ou à minimiser les risques associés au médicament. Les autorités réglementaires peuvent également conditionner l'AMM à l'exécution d'obligations spécifiques. Ces mesures de réduction des risques ou ces obligations post-autorisation peuvent consister, notamment, en une surveillance renforcée de la sécurité, une soumission plus fréquente de PSURs ou la conduite d'essais cliniques supplémentaires ou la réalisation d'études de sécurité post-autorisation. Les PGR et les PSURs peuvent être mis à la disposition de tiers qui en font la demande, sous réserve d'être caviardés.

Réglementation de la publicité

Toute publicité ou promotion d'un médicament doit être conforme au résumé des caractéristiques du produit et par conséquent, toute promotion de caractéristiques non autorisées est interdite. La publicité de médicaments délivrés sur ordonnance qui s'adresse directement aux patients est interdite dans l'UE. Bien que les principes généraux en matière de publicité et de promotion des médicaments soient établis par les directives de l'UE, les détails sont régis par la réglementation de chaque État membre et peuvent différer d'un pays à l'autre.

Si la Société ne se conforme pas aux exigences réglementaires étrangères applicables, elle pourrait faire l'objet, entre autres, d'amendes, de suspensions ou retraits d'autorisations réglementaires, de rappels de médicaments, de saisies de médicaments, de restrictions d'exploitation et de poursuites pénales.

Couverture, tarification et remboursement des médicaments

Dans l'UE, les systèmes de tarification et de remboursement varient grandement d'un pays à l'autre. Certains pays prévoient que les médicaments peuvent être commercialisés après qu'un prix de remboursement ait été convenu. Certains pays peuvent exiger la réalisation d'études supplémentaires comparant le rapport coût/efficacité d'un candidat-médicament aux thérapies qui existent actuellement ou pour l'évaluation des technologies médicales, afin d'obtenir l'approbation du remboursement ou de la tarification. Par exemple, les États membres peuvent restreindre la gamme des médicaments pour lesquels leur système national d'assurance maladie prévoit un remboursement et contrôler le prix des médicaments à usage humain. Les États membres de l'UE peuvent donner leur accord pour un prix déterminé d'un médicament ou adopter, à la place, un système de contrôle direct ou indirect du chiffre d'affaires réalisé par l'entreprise qui met le médicament sur le marché. D'autres États membres autorisent les entreprises à fixer elles-mêmes le prix des médicaments, mais surveillent et contrôlent la quantité de prescriptions et donnent des instructions aux médecins pour limiter les prescriptions.

Ces dix dernières années, de nombreux pays de l'UE ont augmenté le montant des rabais appliqués sur les médicaments et ces efforts pourraient se poursuivre dans la mesure où les pays tentent de gérer leurs dépenses de santé, en particulier compte tenu des graves crises budgétaires et de la dette que connaissent de nombreux pays de l'UE. La pression à la baisse sur les coûts des soins de santé en général, notamment celui des médicaments délivrés sur ordonnance, est devenue considérable. En conséquence, des barrières de plus en plus élevées sont érigées lors de la mise sur le marché de nouveaux médicaments. L'évolution de la situation politique, économique et réglementaire peut compliquer davantage la négociation des prix. Cette négociation des prix peut se poursuivre après que le remboursement ait été obtenu. Les prix de référence utilisés par divers États membres de l'UE et le commerce parallèle, c'est-à-dire l'arbitrage entre États membres pratiquant des prix bas et ceux pratiquant des prix élevés, peuvent davantage réduire les prix. Rien ne garantit qu'un pays qui dispose de procédures de contrôle des prix ou qui impose des limites au remboursement des produits pharmaceutiques appliquera des accords avantageux sur le remboursement et le prix de tout produit, s'ils sont approuvés dans ce pays.

A l'inverse, en 2025-2026, la pression exercée par l'administration américaine sur les laboratoires pharmaceutiques pour réduire les prix des médicaments aux États-Unis a eu des répercussions indirectes en Europe. Après avoir consenti à des baisses tarifaires aux États-Unis sous la pression du gouvernement américain, les grands groupes pharmaceutiques mondiaux cherchent désormais à compenser ces pertes en négociant des prix plus élevés sur le marché européen, où les systèmes de santé nationaux paient en moyenne un tiers de moins que les États-Unis pour les mêmes traitements. Cette dynamique risque d'accentuer les tensions entre les industriels et les autorités européennes, qui maintiennent une régulation stricte des prix pour maîtriser les dépenses publiques. À terme, cette situation pourrait limiter l'accès à certains médicaments innovants ou entraîner des reports de coûts vers les patients, notamment pour les thérapies onéreuses.

1.9.8. Après l'autorisation de mise sur le marché: environnement réglementaire aux États-Unis

Les produits biologiques fabriqués ou distribués en vertu d'autorisations de la FDA sont soumis à la réglementation généralisée et permanente de la FDA, incluant, notamment, les exigences relatives à la tenue des dossiers, aux déclarations périodiques, à l'échantillonnage et à la distribution, à la publicité et à la promotion et à la déclaration des expériences négatives avec le produit. Après l'approbation, la plupart des modifications du médicament approuvé, tels que l'ajout de nouvelles indications ou autres revendications de libellé, sont soumises à l'examen et à l'approbation de la FDA. Il existe également des exigences permanentes de paiement de frais annuels d'utilisation pour tout produit commercialisé et tout établissement dans lequel ce produit est fabriqué, ainsi que des frais de dossier pour toute demande complémentaire présentant des données cliniques.

De plus, les fabricants et autres entités participant à la fabrication et à la distribution des produits approuvés doivent enregistrer leurs établissements auprès de la FDA et des agences publiques, et sont soumis à des inspections périodiques inopinées de la FDA et de ces agences publiques afin de vérifier leur conformité aux exigences des BPF. Les modifications du processus de fabrication sont strictement réglementées et requièrent souvent l'autorisation préalable de la FDA avant leur mise en œuvre. Les réglementations de la FDA requièrent également l'examen et la rectification de toute déviation aux exigences des BPF, et imposent des exigences de déclaration et de documentation pour le promoteur et pour tout fabricant tiers auquel le promoteur peut décider de faire appel.

Une fois une autorisation accordée, la FDA peut retirer celle-ci si la conformité aux exigences et normes réglementaires n'est pas maintenue ou si des problèmes apparaissent après la mise sur le marché du produit. La découverte tardive de problèmes jusqu'alors inconnus avec un produit, tels que des effets indésirables d'une gravité ou d'une fréquence imprévue, ou avec les processus de fabrication, ou bien le non-respect des exigences réglementaires, peuvent entraîner la révision du libellé approuvé afin d'ajouter de nouvelles informations de sécurité ; l'obligation de réaliser des études ou des essais cliniques après la mise sur le marché afin d'évaluer les nouveaux risques pour la sécurité ; ou l'imposition de la distribution ou d'autres restrictions en vertu d'un programme REMS. Les autres conséquences potentielles sont notamment :

- des restrictions sur la commercialisation ou la fabrication du produit, la suspension de l'autorisation, ou le retrait total du produit du marché ou des rappels du produit ;
- des amendes, des lettres d'avertissement ou la suspension des essais cliniques postérieurs à l'approbation ;
- le refus par la FDA d'approuver les demandes en cours ou les compléments des BLAs approuvées, ou la suspension ou la révocation des approbations des licences de produits ;
- la saisie ou la détention du produit, ou la non-autorisation de l'importation ou de l'exportation des produits ; et
- des injonctions ou l'imposition d'amendes civiles ou pénales.

De plus, la distribution des produits pharmaceutiques sous ordonnance est régie par le Prescription Drug Marketing Act (« PDMA »), et ses réglementations de mise en œuvre, ainsi que par le Drug Supply Chain Security Act (« DSCA »), qui régissent la distribution et le suivi des échantillons de médicament sous ordonnance au niveau fédéral et fixent des normes minimales de réglementation des distributeurs par les États fédérés. Le PDMA, ses réglementations de mise en œuvre et les lois des États fédérés limitent la distribution des échantillons de produits pharmaceutiques sous ordonnance, et le DSCA impose des exigences visant à garantir la responsabilité de la distribution et à identifier et retirer du marché les contrefaçons et autres produits illicites.

La FDA réglemente strictement la commercialisation, le libellé, la publicité et la promotion des produits mis sur le marché. La promotion des produits peut uniquement être effectuée selon les indications approuvées et conformément aux dispositions du libellé approuvé. La FDA et les autres agences appliquent activement les lois et réglementations interdisant la promotion des utilisations non autorisées. Toutefois, les sociétés peuvent également communiquer sur des informations véridiques, non-trompeuses et cohérentes avec le libellé. Une société qui est jugée comme ayant fait une promotion inappropriée d'utilisations non autorisées peut encourir une lourde responsabilité.

Rétablissement et prolongation de la durée du brevet aux États-Unis

Un brevet protégeant un nouveau produit biologique peut prétendre à une prolongation limitée de sa durée en vertu du Hatch-Waxman Act, qui permet un rétablissement du brevet jusqu'à cinq ans pour la durée du brevet perdue durant le temps du développement du produit et de l'examen réglementaire de la FDA. La période de rétablissement concédée concernant un brevet couvrant un produit est habituellement équivalente à la moitié du temps écoulé entre la date de démarrage effective d'une investigation clinique impliquant des êtres humains et la date de dépôt d'une demande, plus le temps écoulé entre la date de dépôt d'une demande et la date d'approbation finale. La prolongation de la durée du brevet ne peut être utilisée pour prolonger la durée restante d'un brevet après un total de 14 ans suivant la date d'approbation du produit. Un seul brevet applicable à un produit approuvé peut faire l'objet de la prolongation, la demande de prolongation doit être déposée avant l'expiration du brevet en question, et seules les réclamations couvrant le médicament approuvé, une méthode d'utilisation de celui-ci, ou une méthode de fabrication de celui-ci peuvent être prolongées.

Un brevet couvrant plusieurs médicaments pour lesquels l'approbation est demandée peut uniquement être prolongé concernant l'une des approbations. L'USPTO examine et approuve la demande de tout(e) prolongation ou rétablissement de la durée d'un brevet en consultation avec la FDA. Pour de plus amples informations concernant les risques liés au rétablissement et à la prolongation de la durée du brevet, se référer également au paragraphe 3.6 « Risques liés aux droits de propriété intellectuelle » de la Section 3 « Facteurs de risque » du présent document d'enregistrement universel. Si la Société n'obtient pas de protection en vertu des amendements du Hatch-Waxman Act et de toute législation non américaine similaire afin de prolonger la durée des brevets couvrant chacun des candidats-médicaments de la Société, l'activité de la Société pourrait être gravement lésée.

Législation et réglementation des soins de santé aux États-Unis

Les prestataires de soins de santé et tiers payeurs jouent un rôle essentiel dans la recommandation et la prescription de produits biologiques dont la commercialisation est autorisée. Les arrangements avec les prestataires, consultants, tiers payeurs et clients sont régis par les lois et réglementations généralement applicables sur la lutte contre la fraude et les abus, la corruption, les fausses allégations, les lois sur la transparence et la confidentialité des données des patients et autres lois et réglementations des soins de santé pouvant restreindre les arrangements commerciaux et/ou financiers. Les restrictions en vertu des lois et réglementations des soins de santé fédérales et des États fédérés applicables incluent ce qui suit :

- l'U.S. Anti-Kick-back Statute, qui interdit notamment aux personnes et entités de demander, offrir, payer, recevoir ou fournir une rémunération, directement ou indirectement, en espèces ou en nature, sciemment et délibérément, afin d'induire ou de récompenser la présentation d'une personne pour, ou l'achat, la commande ou la recommandation de, tout bien ou service, pour lequel un paiement peut être réalisé, en tout ou partie, en vertu d'un programme fédéral de soins de santé tel que Medicare et Medicaid ;
- les lois américaines de lutte contre les fausses allégations civiles et pénales, y compris le Civil False Claims Act, et les lois sur les amendes au civil, interdisant aux personnes ou entités, entre autres choses, de présenter ou de faire présenter délibérément au gouvernement fédéral des demandes de paiement fausses, fictives ou frauduleuses ou d'établir ou de faire établir, d'utiliser ou de faire utiliser délibérément un dossier ou une déclaration frauduleux en vue d'éviter, réduire ou dissimuler une obligation de paiement de fonds au gouvernement fédéral ;
- l'U.S. Health Insurance Portability and Accountability Act de 1996 (l'« HIPAA »), qui crée des lois pénales fédérales supplémentaires interdisant, entre autres choses, l'exécution ou la tentative d'exécution délibérée d'un montage visant à frauder un programme de prestation de soins de santé ou la réalisation de fausses déclarations concernant les questions de soins de santé ;
- l'HIPAA, tel que modifié par l'Health Information Technology for Economic and Clinical Health Act, et leurs réglementations d'application respectives, incluant la Final Omnibus Rule publiée en janvier 2013, qui impose des obligations aux entités couvertes et à leurs associés commerciaux, y compris des conditions contractuelles obligatoires, concernant la préservation de la confidentialité, de la sécurité et de la transmission des informations de santé individuellement identifiables ;
- les exigences de transparence fédérales connues comme le Federal Physician Payments Sunshine Act, en vertu du Patient Protection and Affordable Care Act, tel que modifié par l'Health Care Education Reconciliation Act (l'« ACA »), qui exige que certains fabricants de médicaments, dispositifs médicaux, produits biologiques et fournitures médicales déclarent chaque année aux Centers for Medicare & Medicaid Services (les « CMS »), au sein de l'United States Department of Health and Human Services, des informations relatives aux paiements et autres transferts de valeur effectués par cette entité aux médecins et hôpitaux universitaires, tout comme la propriété et les intérêts d'investissement détenus par les médecins et les membres de leur famille immédiate ; et
- les lois et réglementations des États fédérés et étrangères analogues, telles que les lois des États fédérés relatives à la lutte contre la corruption et les fausses allégations, pouvant s'appliquer aux éléments ou services de soins de santé remboursés par des tiers payeurs non gouvernementaux, y compris des assureurs privés.

Certaines lois d'Etat requièrent que les sociétés pharmaceutiques respectent les directives de conformité volontaire de l'industrie pharmaceutique et le guide de conformité pertinent promulgué par le gouvernement fédéral en plus d'exiger que les fabricants déclarent les informations relatives aux paiements aux médecins et autres prestataires de soins de santé ou aux dépenses de commercialisation. Certaines lois des États fédérés requièrent la déclaration d'informations relatives aux prix des médicaments et produits biologiques, et certaines lois d'Etat et locales requièrent l'enregistrement des représentants de vente de produits pharmaceutiques. Les lois des États fédérés et étrangères régissent également la confidentialité et la sécurité des informations de santé dans certaines circonstances, dont nombreuses diffèrent significativement les unes des autres et qui souvent ne sont pas invalidées par l'HIPAA, compliquant alors les efforts de conformité.

Le non-respect de ces lois ou de toute autre réglementation gouvernementale applicable peut entraîner de lourdes sanctions telles que des pénalités civiles, pénales et administratives, des dommages-intérêts, des amendes, un remboursement, un emprisonnement, une éventuelle exclusion des programmes de soins de santé financés par le gouvernement tels que Medicare et Medicaid, des exigences additionnelles de surveillance et de déclaration d'intégrité, ainsi que des dommages-intérêts contractuels, une atteinte à la réputation, la diminution des profits et des futurs gains et la diminution des opérations.

Réforme des soins de santé aux États-Unis

En 2025-2026, l'administration américaine a engagé une refonte majeure du système de soins de santé, marquée par des réformes structurelles visant à réduire les dépenses publiques et à recentrer la responsabilité sur les individus. Ces changements, qui touchent à la fois les mécanismes de financement, l'accès aux assurances et l'engagement international, ont des répercussions significatives pour les patients, les assureurs et les acteurs du secteur.

1. Expiration des subventions de l'Affordable Care Act (Obamacare)

Fin 2025, les crédits d'impôt bonifiés, qui réduisaient le coût des assurances pour les bénéficiaires de l'Obamacare, ont expiré. Ces subventions, instaurées en 2021 et prolongées jusqu'en 2025, permettaient à des millions d'Américains de bénéficier d'une couverture abordable.

2. Proposition de comptes-santé individuels

L'administration Trump a présenté un projet visant à remplacer les aides gouvernementales par des versements directs dans des comptes-santé individuels. Ce système permettrait aux consommateurs de gérer eux-mêmes leurs dépenses de santé, mais son impact sur l'accès aux soins pour les populations vulnérables reste incertain et controversé boursorama.com+1.

3. Coupes budgétaires dans le secteur de la santé

Une réduction de 40 milliards de dollars du budget du département de la Santé a été proposée, affectant des programmes fédéraux essentiels. Ces coupes s'inscrivent dans une volonté de réduire les dépenses publiques, mais leur impact sur l'accès aux soins et la recherche médicale est encore à évaluer.

4. Retrait des États-Unis de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)

le 22 janvier 2026, les États-Unis ont quitté l'OMS et réduit leur contribution aux programmes de santé mondiale, marquant un tournant dans leur engagement international en matière de santé publique. Cette décision a des implications pour la coordination mondiale face aux pandémies et aux crises sanitaires.

5. Impact sur les assurances privées et les patients

La fin des subventions et la réforme des aides ont conduit à une augmentation des primes d'assurance, rendant l'accès aux soins plus difficile pour une partie de la population. Les assureurs privés et les États doivent s'adapter à ce nouveau cadre, avec des disparités croissantes entre les États en matière de couverture et de protection sociale.

Les réformes en cours devraient continuer à façonner le paysage des soins de santé aux États-Unis, avec un accent mis sur la responsabilité individuelle et la réduction des dépenses publiques.

Couverture pharmaceutique, prix et remboursement

En 2026, le système de couverture pharmaceutique aux États-Unis reste marqué par une complexité structurelle, des disparités d'accès et des défis persistants en matière de prix et de remboursement. Contrairement aux systèmes européens, où les États jouent un rôle central dans la régulation des prix et la couverture universelle, le modèle américain repose sur une combinaison d'assurances privées et de programmes publics, avec des mécanismes de remboursement et de fixation des prix largement décentralisés.

1. Un système de couverture fragmenté

1.1. Les assurances privées : une mosaïque de régimes

Environ 55 % des Américains bénéficient d'une couverture pharmaceutique via une assurance privée, principalement proposée par leur employeur. Ces régimes se déclinent en plusieurs types :

- HMO (Health Maintenance Organizations) : Réseaux restreints de prestataires et médicaments couverts, avec des "copays" (quote-part) généralement bas ;
- PPO (Preferred Provider Organizations) : Plus flexibles, mais avec des franchises (deductibles) et des coassurances (pourcentage du coût à la charge du patient) plus élevées ;
- HDHP (High-Deductible Health Plans) : Franchises élevées (jusqu'à 1 000 \$ ou plus par an), souvent couplées à des comptes d'épargne santé (HSA) pour couvrir les dépenses.

Les médicaments sont couverts via des formulaires (listes de médicaments remboursés), classés en niveaux :

- Niveau 1 : Génériques (copay de 5 à 10 \$) ;
- Niveau 2 : Médicaments de marque préférés (copay de 20 à 50 \$) ;
- Niveaux 3 et 4 : Médicaments spécialisés (copay de 50 à 100 \$ ou plus).

Cette fragmentation entraîne des inégalités d'accès, notamment pour les patients atteints de maladies chroniques ou nécessitant des traitements coûteux.

1.2. Les programmes publics : Medicare et Medicaid

Medicare (Partie D) :

Destiné aux plus de 65 ans ou aux personnes handicapées, ce programme couvre les médicaments sur ordonnance. Depuis 2026, Medicare peut négocier directement les prix de certains médicaments onéreux, une mesure issue de l'Inflation Reduction Act (2022).

Medicaid :

Réservé aux populations à faibles revenus, Medicaid couvre les médicaments avec des remises obligatoires (jusqu'à 23,1 % du prix de vente). Cependant, les listes de remboursement varient selon les États, créant des disparités géographiques dans l'accès aux traitements.

1.3. Les non-assurés

Environ 8 % des Américains (soit 26 millions de personnes) ne bénéficient d'aucune couverture en 2026. Pour ces individus, les médicaments sont accessibles uniquement au prix de détail, souvent prohibitif.

2. La fixation des prix : un marché sans régulation centrale

2.1. L'absence de contrôle des prix

Contrairement à l'Europe, où les prix des médicaments sont négociés ou fixés par les États, les États-Unis ne régulent pas les prix. Les laboratoires pharmaceutiques fixent librement leurs tarifs, qui sont ensuite négociés avec les assureurs et les programmes publics. Cette absence de régulation se traduit par des prix parmi les plus élevés au monde :

2.2. Les mécanismes de négociation

Assureurs privés :

Négocient des remises (rebates) avec les laboratoires, mais ces réductions ne sont pas toujours répercutées sur les patients. Les Pharmacy Benefit Managers (PBM) jouent un rôle clé dans ces négociations, bien que leur manque de transparence soit régulièrement critiqué.

Medicare :

Depuis 2026, Medicare négocie les prix de 10 médicaments (étendu à 60 d'ici 2029), une mesure historique pour réduire les coûts. Cette réforme, issue de l'Inflation Reduction Act (2022), marque un tournant dans la politique pharmaceutique américaine.

Transparence des prix :

Depuis 2025, les laboratoires sont tenus d'afficher les prix publics dans leurs publicités, mais cette mesure a un impact limité sur les coûts réels pour les patients.

3. Remboursement et prise en charge : entre copays et programmes d'aide

3.1. Les quote-parts et franchises : une charge financière pour les patients

Les patients américains doivent souvent payer une quote-part (copay) ou un pourcentage du coût (coassurance) pour leurs médicaments. Ces frais varient selon le niveau de couverture et selon le type de médicament (générique, médicament de marque, médicament spécialisé).

Les franchises annuelles (deductibles) peuvent atteindre 1 000 \$ ou plus, ce qui représente une charge financière lourde pour les ménages, surtout en l'absence de couverture adéquate.

3.2. Les programmes d'aide : un filet de sécurité partiel

Pour atténuer ces coûts, plusieurs dispositifs existent. Les coupons des laboratoires permettent d'obtenir des réductions directes sur le prix des médicaments, les Patient Assistance Programs (PAP) offrent une aide financière ou des médicaments gratuits pour les patients non assurés ou à faibles revenus, enfin, le 340B Drug Pricing Program constitue un autre mécanisme d'accès à des prix réduits pour certains établissements de santé.

3.3. L'accès aux médicaments innovants : un enjeu de taille

Les thérapies innovantes (géniques, CAR-T) posent un défi particulier en raison de leur coût exorbitant. Ces traitements sont partiellement couverts par les assureurs, mais sous conditions strictes (ex. : échec des traitements standards). Leur accès reste inégal, réservé aux patients bénéficiant d'une couverture complète.

4. Défis et tendances en 2026

Les coûts des médicaments aux Etats-Unis restent toujours les plus élevés au monde, avec des prix 2 à 3 fois supérieurs en moyenne à ceux pratiqués en Europe. Cette situation s'explique par l'absence de régulation centrale des prix, le pouvoir de marché des laboratoires, notamment pour les médicaments sous brevet et les coûts élevés de la R&D.

Les disparités géographiques et socio-économiques impliquant des inégalités d'accès au médicament restent marquées.

Plusieurs mesures ont été récemment mises en place pour améliorer l'accès aux médicaments : l'*Inflation Reduction Act* (2022), permet au programme Medicare de négocier les prix de certains médicaments et plafonne les dépenses annuelles des bénéficiaires à 2 000 \$.

Fin 2025, les subventions de l'Obamacare (fin 2025) ont été stoppées, ce qui a entraîné une hausse des primes pour 4 à 5 millions d'Américains mais a aussi relancé le débat sur la nécessité d'une couverture universelle. Il existe un débat début 2026 sur une proposition de mise en place de comptes-santé individuels (2026), qui viendraient remplacer les aides publiques par des versements directs aux patients.

En mai 2025, l'administration Trump a promulgué un décret présidentiel relatif à la politique de la "nation la plus favorisée" ("NPF" ou *most favored nation* "MFN"), visant à aligner les prix des médicaments aux États-Unis sur les prix les plus bas pratiqués dans un panier de pays comparables comprenant les pays du G7 (à l'exclusion des États-Unis) plus le Danemark et la Suisse, donnant lieu à un potentiel rééquilibrage mondial des prix des médicaments entre les États-Unis et les autres pays, avec un impact sur le séquençement des lancements et les fourchettes de prix.

1.10. Informations sur les tendances

Les informations sur les tendances figurent à la Section 1 « Présentation de la Société et de ses activités » du présent Document d'enregistrement universel.

Section 2. Facteurs de risques et contrôle interne

2.1. Facteurs de risques

Afin d'identifier et d'évaluer les risques susceptibles d'avoir un impact défavorable sur son activité, ses perspectives, sa situation financière, ses résultats (ou sa capacité à atteindre ses objectifs) et son développement, la Société a cartographié, depuis 2007, les risques associés à son activité. Cela lui a tout d'abord permis d'identifier les risques potentiels et d'évaluer leur probabilité d'incidence et, lorsque cela est possible, d'évaluer leur impact potentiel d'un point de vue financier, juridique et de réputation, ainsi que sur la réalisation des objectifs de la Société. Cela a ensuite permis d'identifier et d'évaluer des moyens de contrôler ces risques. La cartographie des risques est un outil de gestion. Elle est examinée périodiquement par l'«Executive Leadership Team» (anciennement «Comité Exécutif») et le Comité d'audit et de durabilité de la Société. Au moment de l'examen périodique des risques, l'ensemble des risques et des mesures d'atténuation est examiné et réévalué. Cet outil est également complété par une analyse détaillée des causes et impacts en cas de survenance de tout risque significatif et tient compte des actions et mesures de maîtrise mises en place par la Société. Cette méthodologie doit donner un aperçu de l'environnement de risque qui affecte la Société et doit lui permettre de définir, si nécessaire, le plan d'action pour la gestion des risques et les domaines de contrôle et d'audits internes pour l'année à venir.

L'exercice de cartographie des risques a permis à la Société de résumer les principaux risques et de les regrouper en catégories, indiquées ci-après. La Société a regroupé ces risques en sept catégories, sans aucune hiérarchie entre elles.

Le tableau ci-après donne la liste des principaux facteurs de risques identifiés par la Société qui font l'objet d'un développement spécifique ci-dessous. Conformément aux Orientations de l'*European Securities and Markets Authority* (ESMA) sur les facteurs de risque dans le cadre du règlement "Prospectus" (ESMA31-62-1293 FR), il ne s'agit que des risques spécifiques et importants pour la Société, étant entendu que la Société est également exposée à des risques génériques propres à toute société. Pour chacun de ces risques, il indique la probabilité de leur survenance ainsi que leur impact négatif sur la Société à la date de dépôt du présent document d'enregistrement universel, en tenant compte des actions et mesures de maîtrise mises en place par la Société à la date de dépôt du présent document d'enregistrement universel. La probabilité de survenance est évaluée sur trois niveaux (« faible », « modérée » et « élevée ») et l'ampleur de leur impact négatif est évaluée sur quatre niveaux (« faible », « modéré », « élevé » et « critique »). Dans chacune des sept catégories susmentionnées, les risques ont été classés en fonction de cette classification, les risques avec la probabilité de survenance la plus élevée et l'impact négatif le plus élevé étant placés en premier.

Réf.	Facteur de Risques	Probabilité	Impact Négatif
2.1.1	RISQUES LIES AU DEVELOPPEMENT DES CANDIDATS-MEDICAMENTS DE LA SOCIETE		
2.1.1.1	Les efforts mis en œuvre par la Société pour identifier, découvrir ou développer de nouveaux candidats-médicaments afin d'élargir son portefeuille pourraient ne pas aboutir.	Elevée	Critique
2.1.1.2	Les preuves scientifiques pour étayer la faisabilité du développement de candidats-médicaments sont à la fois préliminaires et limitées compte tenu du caractère innovant de l'approche de la Société.	Elevée	Critique
2.1.1.3	La Société développe actuellement et a l'intention de développer à l'avenir certains de ses candidats-médicaments en association avec d'autres traitements, ce qui l'expose à des risques supplémentaires.	Elevée	Critique

2.1.1.4	Il est possible que les efforts poursuivis par la Société pour développer des produits actuellement dans son portefeuille ne puissent pas aboutir à une approbation réglementaire et à une commercialisation.	Elevée	Critique
2.1.1.5	La Société est confrontée à une concurrence importante de la part de sociétés qui disposent de ressources et d'une expérience considérablement plus importantes.	Elevée	Elevé
2.1.2.	RISQUES LIES A L'APPROBATION REGLEMENTAIRE ET A LA COMMERCIALISATION DES CANDIDATS-MEDICAMENTS DE LA SOCIETE		
2.1.2.1	Même si la Société achève les études précliniques et cliniques, le processus d'approbation de commercialisation est coûteux, il prend du temps et est incertain. Il peut l'empêcher d'obtenir des approbations de commercialisation pour certains ou l'ensemble de ses candidats-médicaments.	Elevée	Critique
2.1.2.2	Même si l'un des candidats-médicaments de la Société porte la désignation de médicament orphelin, il se peut que la Société ne puisse pas obtenir ou conserver un quelconque avantage de cette désignation.	Elevée	Critique
2.1.2.3	La désignation « <i>Fast Track</i> » ou « <i>Breakthrough Therapy</i> » de la part de la FDA américaine ou la désignation « <i>PRIME</i> » de la part de l'EMA ou toute autre désignation octroyée par ces agences réglementaires pourrait ne pas conduire à un développement ou un enregistrement plus rapide.	Elevée	Critique
2.1.2.4	Même si l'autorisation de commercialisation est obtenue pour les candidats-médicaments de la Société, leur succès commercial pourrait ne pas être assuré.	Elevée	Critique
2.1.3.	RISQUES LIES A LA DEPENDANCE DE LA SOCIETE A DES TIERCES PARTIES		
2.1.3.1	La Société dépend de ses partenaires de collaboration existants, AstraZeneca, Sanofi et d'autres tierces parties, et pourrait également compter sur de futurs partenaires de collaboration pour s'engager en matière de recherche, développement, fabrication et commercialisation de ses médicaments.	Elevée	Critique
2.1.3.2	La Société n'a pas et n'aura pas accès à toutes les informations concernant ses candidats-médicaments qui font l'objet d'accords de collaboration et de licence. Par conséquent, sa capacité à informer ses actionnaires du statut des candidats-médicaments faisant l'objet de ces accords et à prendre des décisions commerciales et opérationnelles peut être limitée.	Elevée	Critique
2.1.3.3	La Société ne dispose d'aucune capacité de fabrication et dépend de fabricants tiers pour ses candidats-médicaments.	Modérée	Elevé

2.1.3.4	La Société compte sur des tierces parties pour participer aux essais cliniques, fournir les matières-clés utilisées dans le cadre de ses activités de recherche et développement et l'aider de toute autre manière.	Modérée	Elevé
2.1.4.	RISQUES LIES A LA SITUATION FINANCIERE DE LA SOCIETE ET AUX EXIGENCES DE CAPITAL		
2.1.4.1	La capacité de l'entreprise à poursuivre son exploitation en tant qu'entité en activité dépend de sa capacité à obtenir des financements supplémentaires à court terme.	Elevée	Critique
2.1.4.2	La Société a subi et pourrait subir à l'avenir des pertes opérationnelles significatives liées à ses activités de recherche et développement.	Elevée	Critique
2.1.4.3	La Société pourrait devoir lever des fonds supplémentaires pour achever le développement et toute commercialisation de ses candidats-médicaments, fonds qui pourraient ne pas être disponibles à des conditions acceptables, ou ne pas être disponibles du tout, et le fait de ne pas obtenir ce financement nécessaire en cas de besoin pourrait l'obliger à retarder, limiter ou mettre fin à ses efforts de développement de candidats-médicaments ou à d'autres opérations.	Elevée	Critique
2.1.4.4	L'activité de la Société va être davantage exposée aux risques de change.	Elevée	Modéré
2.1.4.5	La Société pourrait ne pas être en mesure de reporter les pertes fiscales existantes.	Modérée	Elevé
2.1.5.	RISQUES LIES A L'ORGANISATION, AUX OPERATIONS ET AUX INSTALLATIONS DE LA SOCIETE		
2.1.5.1	Le système d'information de la Société et celui de ses partenaires et prestataires peuvent tomber en panne, présenter des failles de sécurité et faire l'objet de malveillance ou de cyberattaque, ce qui pourrait impacter significativement ses opérations.	Elevée	Critique
2.1.5.2	Le dispositif de contrôle interne de la Société relatif à l'information financière présente une déficience majeure. Si nous ne sommes pas en mesure de mettre en place et maintenir des procédures de contrôle interne efficaces en matière d'information financière, l'exactitude et la précision de notre information financière pourraient en être affectées de manière défavorable, ce qui pourrait nuire à notre activité et diminuer la confiance des investisseurs.	Elevée	Elevé
2.1.5.3	La Société pourrait rencontrer des difficultés pour gérer son développement et accompagner les changements de stratégie, ce qui pourrait perturber ses activités.	Modérée	Modéré
2.1.5.4	Les locaux de la Société localisés à Luminy sont exposés à des incendies de forêt. Ces incendies ou d'autres catastrophes naturelles liées au changement climatique pourraient affecter de manière significative les opérations de la Société.	Modérée	Modéré

2.1.5.5	Des poursuites liées à la responsabilité de la Société du fait des produits et d'autres poursuites pourraient détourner ses ressources, engendrer des pertes substantielles, réduire le potentiel commercial de ses candidats-médicaments et nuire à sa réputation.	Faible	Elevé
2.1.6.	RISQUES LIES A DES QUESTIONS DE CONFORMITE		
2.1.6.1	La collecte de données en Europe est régie par des réglementations restrictives régissant la collecte, l'utilisation, le traitement et le transfert transfrontalier d'informations à caractère personnel.	Elevée	Critique
2.1.6.2	La Société est soumise à des lois et réglementations en matière de transparence, d'éthique et de santé qui peuvent nécessiter des efforts significatifs en matière de conformité et exposer la Société, entre autres, à des sanctions pénales et civiles, des dommages et intérêts contractuels, une atteinte à sa réputation et une diminution des bénéfices et de ses revenus futurs.	Elevée	Critique
2.1.7.	RISQUES LIES AUX DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE		
2.1.7.1	La capacité de la Société à faire face à la concurrence peut être compromise si elle n'obtient pas, ne conserve pas, ne protège pas et ne fait pas respecter correctement ses droits exclusifs ou de propriété intellectuelle, ou si l'étendue de la protection de la propriété intellectuelle qu'elle obtient n'est pas suffisamment large.	Modérée	Critique
2.1.7.2	Des tierces parties peuvent prétendre que les partenaires de la Société ou la Société elle-même enfreignent/enfreint, détournent/détourne ou autrement violent/viole les droits de propriété intellectuelle de ces tierces parties, ce qui pourrait entraver ou retarder ses efforts de développement, l'empêcher de commercialiser ses candidats-médicaments, ou augmenter les coûts de commercialisation de ses candidats-médicaments.	Modérée	Critique
2.1.7.3	Les évolutions du droit des brevets pourraient avoir un impact négatif sur l'activité de la Société.	Modérée	Modéré
2.1.7.4	Si la Société ne respecte pas ses obligations en vertu des accords de licence ou de technologie avec des tierces parties, elle risque de perdre les droits de licence qui sont essentiels à son activité, et de ne pas réussir à obtenir les droits de propriété intellectuelle nécessaires.	Modérée	Modéré
2.1.7.5	Si la Société ne parvient pas à protéger la confidentialité de ses secrets commerciaux, son activité et sa position concurrentielle pourraient en être sérieusement affectées.	Modérée	Modéré

2.1.1. Risques liés au développement des candidats-médicaments de la Société

2.1.1.1. Les efforts mis en œuvre par la Société pour identifier, découvrir ou développer de nouveaux candidats-médicaments afin d'élargir son portefeuille pourraient ne pas aboutir

La Société cherche à développer un portefeuille de candidats-médicaments large et innovant, en plus de monalizumab, de lacutamab, d'IPH4502, d'IPH5201, d'IPH5301, d'IPH6101 et d'IPH6501, ses candidats-médicaments actuellement en Phase clinique. Elle pourrait ne pas réussir à identifier de nouveaux candidats-médicaments pour un développement clinique, et ce pour plusieurs raisons.

Les programmes de recherche visant à poursuivre le développement de ses candidats-médicaments pour des indications supplémentaires et à identifier de nouveaux candidats-médicaments et des maladies cibles nécessitent d'importants moyens techniques, financiers et humains. Ses programmes de recherche peuvent au départ se révéler prometteurs pour identifier des indications potentielles ou des candidats-médicaments, sans toutefois aboutir à des résultats de développement clinique pour un certain nombre de raisons, y compris ce qui suit :

- la méthodologie de recherche utilisée peut ne pas réussir à identifier des indications potentielles ou des candidats-médicaments ;
- des candidats-médicaments potentiels peuvent, après une étude approfondie, avoir des effets indésirables néfastes ou d'autres caractéristiques qui indiquent qu'il est peu probable que ces médicaments soient efficaces ; ou
- cela peut nécessiter plus de moyens humains et financiers pour identifier des opportunités thérapeutiques supplémentaires pour ses candidats-médicaments ou pour développer des candidats-médicaments potentiels appropriés par le biais des programmes de recherche internes dont la Société disposera, ce qui limitera ainsi sa capacité à diversifier et élargir son portefeuille de produits.

Par conséquent, la Société pourrait ne pas être en mesure d'identifier des indications supplémentaires pour ses candidats-médicaments ou d'identifier et de développer de nouveaux candidats-médicaments par le biais de ses programmes de recherche internes. La Société pourrait également concentrer ses efforts et ressources sur des candidats-médicaments potentiels ou d'autres programmes potentiels qui s'avéreront finalement infructueux.

2.1.1.2. Les preuves scientifiques pour étayer la faisabilité du développement de candidats-médicaments sont à la fois préliminaires et limitées compte tenu du caractère innovant de l'approche de la Société

L'approche innovante en immuno-oncologie de la Société vise à activer à la fois les systèmes immunitaires innés et adaptatifs contre les cellules anormales ou cancéreuses et à restaurer la capacité de l'organisme à perturber leur prolifération, ce qui pourrait conduire à des réponses durables chez les patients. Cette approche est centrée sur le développement d'inhibiteurs de points de contrôle, d'anticorps ciblant les tumeurs et d'anticorps qui affectent le microenvironnement tumoral. Les candidats-médicaments de la Société reposent sur ces nouveaux mécanismes d'action pour lesquels la Société dispose de preuves scientifiques et de données précliniques et cliniques limitées.

Par conséquent, elle est plus exposée aux risques associés au développement clinique de ses candidats-médicaments que des sociétés opérant dans des domaines scientifiques mieux explorés, tout en étant, comme elles, toujours exposée au risque de ne pas pouvoir démontrer que ses candidats-médicaments apportent des avantages thérapeutiques suffisants.

2.1.1.3. La Société développe actuellement et a l'intention de développer à l'avenir certains de ses candidats-médicaments en association avec d'autres traitements, ce qui l'expose à des risques supplémentaires

La plupart des candidats-médicaments de la Société sont actuellement testés au moins pour une partie de leur plan de développement en association avec un ou plusieurs traitement(s) anticancéreux actuellement approuvé(s). En particulier, AstraZeneca est en train d'évaluer monalizumab dans le cadre d'essais de Phases 2 et 3 en association avec durvalumab, un inhibiteur du point de contrôle immunitaire anti-PD-L1. Lacutamab est également, pour la stratégie de développement chez les patients atteints de lymphomes T périphériques (LTP), testé en combinaison avec une chimiothérapie GEMOX (gemcitabine en combinaison avec oxaliplatine), IPH5201 en combinaison avec durvalumab et enfin, IPH5301 en combinaison avec une chimiothérapie, paclitaxel, et trastuzumab.

Il se peut que les patients ne soient pas en mesure de tolérer ces candidats-médicaments en association avec d'autres traitements. Même si tout candidat-médicament en développement venait à recevoir une approbation de commercialisation ou à être commercialisé pour être utilisé en association avec d'autres traitements existants, la Société serait toujours exposée aux risques que la FDA (*Food and Drug Administration*), l'EMA (*European Medicines Agency*) ou d'autres autorités réglementaires étrangères similaires puisse retirer l'approbation du traitement utilisé en association avec son candidat-médicament ou que des problèmes liés à l'innocuité, l'efficacité, la fabrication ou l'approvisionnement surviennent avec ces traitements existants. Les traitements combinés sont couramment utilisés pour le traitement du cancer et la Société serait exposée à des risques similaires si elle développe l'un quelconque de ses candidats-médicaments pour une utilisation en association avec d'autres traitements ou pour des indications autres que le cancer. Cela pourrait avoir pour conséquence que ses propres produits, s'ils étaient approuvés, soient retirés du marché ou aient moins de succès sur le plan commercial.

La Société peut également évaluer ses candidats-médicaments présents et futurs en association avec un ou plusieurs autre(s) traitement(s) anticancéreux dont la commercialisation n'a pas encore été approuvée par la FDA, l'EMA ou d'autres autorités réglementaires similaires. Elle ne serait pas en mesure de commercialiser et de vendre monalizumab ou tout autre candidat-médicament qu'elle développe en association avec ces traitements anticancéreux non approuvés qui, finalement, n'obtiendront pas l'approbation de commercialisation.

2.1.1.4. Il est possible que les efforts poursuivis par la Société pour développer des produits actuellement dans son portefeuille ne puissent pas aboutir à une approbation réglementaire et à une commercialisation

Le portefeuille de la Société comporte plusieurs candidats-médicaments à différentes phases de développements préclinique et clinique. Elle a l'intention de continuer à développer ses candidats-médicaments actuellement en cours d'essais cliniques, y compris monalizumab, lacutamab, IPH4502, IPH5201, IPH5301, IPH6101 et IPH6501. Monalizumab fait actuellement l'objet de plusieurs essais cliniques de Phases 2 et 3 dans le cadre d'un accord de co-développement avec AstraZeneca. Lacutamab fait actuellement l'objet d'essais cliniques ouverts de Phase 2 portant sur plusieurs cohortes et indications. IPH5201, IPH5301, IPH6501 et IPH4502 font actuellement l'objet d'essais cliniques de Phases 1 ou 2.

Le développement d'un candidat-médicament est un processus long, coûteux et incertain, visant à démontrer le bénéfice thérapeutique d'un candidat-médicament qui est en concurrence avec les produits existants ou avec ceux en cours de développement.

Les événements susceptibles d'empêcher la réussite ou l'achèvement en temps voulu du développement clinique incluent :

- l'incapacité à générer des données précliniques, toxicologiques, *in vivo* ou *in vitro*, pour étayer le lancement d'essais cliniques ;

- les retards ou échecs pour parvenir à un consensus avec les autorités réglementaires sur le protocole des essais cliniques ;
- les retards dans la conclusion d'un accord selon des conditions acceptables avec un CRO (*Contract Research Organization*) potentiel et des sites de recherche potentiels, dont les conditions peuvent faire l'objet de négociations approfondies et peuvent varier de manière significative selon les différents CRO et sites de recherche ;
- l'imposition d'une suspension clinique temporaire ou permanente par les autorités réglementaires, y compris à la suite d'une nouvelle constatation en matière de sécurité présentant un risque déraisonnable pour les participants aux essais cliniques, une constatation négative découlant d'une inspection des opérations d'essais cliniques ou des sites investigateurs, les développements des essais menés par des concurrents pour des technologies connexes qui suscitent des inquiétudes chez les autorités réglementaires au sujet des risques pour les patients de cette technologie au sens large ou si une autorité réglementaire estime que le protocole ou le plan de recherche est clairement défaillant par rapport aux objectifs fixés. Par exemple, en octobre 2023, le programme clinique de lacutamab a été suspendu partiellement par la FDA suite au décès d'un patient participant à l'étude TELLOMAK. Cette suspension partielle a été levée en janvier 2024 suite à la revue du cas pour lequel Innate, en collaboration avec un comité de pilotage composé d'experts indépendants, a conclu à la progression d'une forme agressive de la maladie et à l'absence de lien avec lacutamab ;
- des retards dans le recrutement de patients appropriés pour participer aux essais cliniques, en particulier dans le cas de maladies orphelines, pour lesquelles la population de patients potentiels est limitée et donc le recrutement plus difficile, telles que le lymphome cutané à cellules T (LCT), pour lequel le candidat-médicament lacutamab est actuellement évalué ;
- des difficultés à collaborer avec les groupes de patients et les chercheurs ;
- des retards pour obtenir la participation complète des patients à un essai clinique ou leur retour pour un suivi postérieur au traitement ;
- des patients se retirant d'un essai clinique ;
- la survenue d'événements indésirables associés à un candidat-médicament, qui sont estimés être supérieurs à ses avantages potentiels ;
- des effets secondaires indésirables qui pourraient amener les autorités réglementaires ou la Société elle-même à interrompre, retarder ou arrêter les essais cliniques, ralentir le recrutement des patients ou provoquer le retrait du patient de l'essai, entraîner un retard ou un refus dans le cadre de l'approbation des candidats-médicaments ou pourraient engendrer une étiquette portant plus de restrictions pour tout médicament approuvé ou entraîner des réclamations éventuelles au titre de la responsabilité du fait des produits ;
- des changements de la réglementation et des directives réglementaires nécessitant la modification ou la soumission de nouveaux protocoles d'essais cliniques ;
- un retour des autorités réglementaires obligeant à modifier les protocoles des essais cliniques en cours pour tenir compte des considérations de sécurité, comme il a déjà été demandé à la Société de faire ;
- des désaccords avec le régulateur compétent sur la manière dont la Société interprète les données des essais cliniques ou parce que le régulateur compétent n'accepte pas ces effets thérapeutiques comme des paramètres valides dans les essais cliniques pivots qui sont suffisants pour accorder une autorisation de commercialisation ;
- des modifications du standard de soins sur lequel est basé un plan de développement clinique, pouvant nécessiter des essais cliniques nouveaux ou supplémentaires ;

- le fait que le coût des essais cliniques des candidats-médicaments soit supérieur à ce que la Société prévoit ;
- le fait que les essais cliniques des candidats-médicaments développés par la Société produisent des résultats négatifs ou peu concluants, ce qui peut amener les régulateurs à demander, ou la Société à décider, de mener d'autres essais cliniques ou d'abandonner les programmes de développement du produit ; et
- l'absence d'un éventuel test diagnostique avec un niveau de validation suffisant lors de la soumission pour enregistrement.

Malgré des résultats prometteurs au cours des phases initiales, et même après des essais cliniques avancés, un candidat-médicament pourrait ne pas être commercialisé et mis sur le marché avec succès. Par exemple, en 2022, AstraZeneca a aussi informé Innate Pharma de l'interruption de l'essai clinique de Phase 3, Interlink-1, évaluant monalizumab en combinaison avec cetuximab chez des patients présentant un carcinome épidermoïde de la tête et du cou. Cette combinaison n'a pas atteint le seuil prédéfini d'efficacité dans l'analyse intermédiaire de futilité.

Les retards des études cliniques pourraient également raccourcir les périodes pendant lesquelles les produits de la Société sont protégés par un brevet et permettre à ses concurrents de commercialiser leurs produits avant, ce qui pourrait nuire à la capacité de commercialiser avec succès ses candidats-médicaments.

Les risques liés à l'échec du développement d'un candidat-médicament sont étroitement liés à son stade de maturité. Compte tenu du stade relativement précoce des candidats-médicaments du portefeuille de la Société, il existe un risque important que tout ou partie de ses candidats-médicaments n'obtiennent pas l'approbation réglementaire ou ne soient pas commercialisés.

2.1.1.5. La Société est confrontée à une concurrence importante de la part de sociétés qui disposent de ressources et d'une expérience considérablement plus importantes

Le marché des biotechnologies et des produits pharmaceutiques, et notamment celui de l'immuno-oncologie, se caractérise par l'évolution rapide des technologies, de produits protégés par des droits de propriété intellectuelle et par une concurrence intense, et est soumis à des changements importants et rapides à mesure que les chercheurs en apprennent davantage sur les maladies et développent de nouvelles technologies et de nouveaux traitements. La Société est confrontée à une concurrence potentielle émanant de nombreuses sources différentes, notamment de grandes sociétés pharmaceutiques, des sociétés pharmaceutiques et spécialisées dans les biotechnologies, des institutions universitaires et des agences gouvernementales ainsi que des instituts de recherche publics et privés. Tous les candidats-médicaments que la Société ou ses partenaires développent avec succès rivaliseront avec les traitements existants et les nouveaux traitements susceptibles d'être disponibles à l'avenir. Si des produits concurrents sont commercialisés avant ceux de la Société, ou à des prix inférieurs, ou couvrent un spectre thérapeutique plus large, ou s'ils se révèlent plus efficaces ou mieux tolérés, les ventes de ses produits en subiraient les conséquences négatives. Certains des candidats-médicaments de son portefeuille ne sont pas « *first-in-class* ». Par exemple, comme la Société, de nombreuses entreprises développent des ADC ciblant Nectine-4, comme Eli Lilly, Astellas ou Corbus.

Plusieurs des concurrents de la Société qui développent des traitements d'immuno-oncologie et anticancéreux ont des ressources et une expérience considérablement plus importantes qu'elle en matière de recherche, d'accès aux patients pour les essais cliniques, de développement de médicaments, de financement, de fabrication, de commercialisation, de technologie et de personnel. En particulier, les grandes entreprises pharmaceutiques ont beaucoup plus d'expérience dans la conduite d'essais cliniques et dans l'obtention d'autorisations réglementaires. Les fusions et acquisitions dans les industries pharmaceutiques, biotechnologiques et de diagnostic peuvent entraîner une concentration encore plus importante des ressources sur un nombre réduit de concurrents. Les petites entreprises ou les entreprises en démarrage peuvent également s'avérer être des concurrents importants, notamment grâce à des accords de collaboration avec de grandes entreprises bien établies. Ces concurrents sont également susceptibles de faire concurrence à la Société pour recruter et conserver du personnel scientifique et de direction, acquérir des droits sur des candidats-médicaments prometteurs et d'autres technologies complémentaires, établir des sites d'essais

cliniques et l'inclusion de patients dans des essais cliniques et acquérir des technologies complémentaires ou nécessaires aux programmes de la Société, ainsi que de nouer des collaborations avec des partenaires ayant accès à des technologies innovantes. Si la Société ne peut pas concurrencer avec succès des produits nouveaux ou existants, la commercialisation et les ventes de ses produits en souffriront et elles risquent de ne jamais être rentables.

Enfin, elle pourrait ne pas être en mesure d'identifier de manière précise et exhaustive les populations de patients concernées par les médicaments qu'elle développe, compte tenu de son expérience limitée dans le développement avancé de candidats-médicaments. Ceci aurait des conséquences négatives sur l'enregistrement de ses produits.

2.1.2. Risques liés à l'approbation réglementaire et à la commercialisation des candidats-médicaments de la société

2.1.2.1. Même si la Société achève les études précliniques et cliniques, le processus d'approbation de commercialisation est coûteux, il prend du temps et est incertain. Il peut l'empêcher d'obtenir des approbations de commercialisation pour certains ou l'ensemble de ses candidats-médicaments

Les essais cliniques, la fabrication et la commercialisation des candidats-médicaments sont soumis à la réglementation de nombreuses autorités gouvernementales aux États-Unis, au sein de l'Union européenne et d'autres pays où elle a l'intention de tester et, s'ils sont approuvés, de commercialiser tout candidat-médicament. Les exigences réglementaires applicables varient d'une juridiction à l'autre et sont sujettes à d'importantes modifications. Les modifications apportées à la réglementation au cours du développement clinique et de l'examen réglementaire peuvent entraîner des retards ou le refus de l'autorisation. Avant d'obtenir les approbations réglementaires pour la commercialisation de tout candidat-médicament, la Société doit apporter une justification basée sur des preuves substantielles recueillies lors d'essais cliniques, ceux-ci devant être bien maîtrisés. Dans de nombreux pays, des procédures distinctes doivent également être suivies pour obtenir un remboursement et un produit peut ne pas être approuvé pour la commercialisation dans le pays tant qu'il n'est pas également approuvé pour le remboursement. Pour plus d'informations sur la réglementation relative au processus d'approbation, se référer au paragraphe 1.9.4 « Réglementation des autorisations de mise sur le marché » de la Section 1.9 « Environnement réglementaire » du présent document d'enregistrement universel.

A la date du présent document d'enregistrement universel, la Société n'a jamais soumis en propre de demande d'approbation d'un produit en vue de sa commercialisation ou de son remboursement aux États-Unis, au sein de l'Union européenne ou dans tout autre pays.

L'approbation par la FDA ou les autorités réglementaires de l'Union européenne et l'approbation des prix aux États-Unis ou au sein de l'UE ne garantissent pas l'approbation par les autorités réglementaires d'autres pays ou juridictions, et l'approbation en matière de commercialisation et de prix par une autorité de réglementation en dehors des États-Unis et de l'Europe ne garantit pas l'approbation des autorités réglementaires d'autres pays ou juridictions, de la FDA ou des autorités réglementaires de l'Union européenne.

Ce processus peut prendre plusieurs années et peut inclure des études et une surveillance postérieures à la commercialisation, ce qui nécessitera la dépense de ressources substantielles allant au-delà de l'encaisse disponible au sein de la Société. Parmi le grand nombre de médicaments en développement dans le monde, seul un faible pourcentage achève avec succès le processus d'approbation réglementaire et tous les médicaments approuvés ne sont pas commercialisés avec succès.

2.1.2.2. Même si l'un des candidats-médicaments de la Société porte la désignation de médicament orphelin, il se peut que la Société ne puisse pas obtenir ou conserver un quelconque avantage de cette désignation

Les autorités réglementaires de certaines juridictions, y compris les États-Unis et l'Europe, peuvent désigner des médicaments destinés à des populations de patients relativement petites comme des médicaments orphelins. En règle générale, si un candidat-médicament portant une désignation de médicament orphelin reçoit la première autorisation de commercialisation pour l'indication pour laquelle il porte cette désignation, le produit bénéficie d'une période d'exclusivité de commercialisation qui, sous réserve de certaines exceptions, interdit à la FDA ou à l'EMA et aux autres régulateurs nationaux de l'Union européenne compétents en la matière d'approuver la demande de commercialisation d'un autre médicament pour la même indication pour cette période. La désignation de médicament orphelin pour le LTC a été attribuée à lacutamab en Europe et aux États-Unis et la Société pourrait demander la désignation de médicament orphelin pour un autre candidat-médicament qu'elle pourrait développer à l'avenir aux États-Unis et/ou en Europe. Cependant, elle pourrait ne pas recevoir la désignation de médicament orphelin pour d'autres candidats-médicaments qu'elle souhaiterait développer aux États-Unis et/ou en Europe ou pour tout autre candidat-médicament dans quelque juridiction que ce soit. Même si la Société réussit à obtenir la désignation de médicament orphelin, le statut de médicament orphelin ne s'accompagne pas nécessairement de l'exclusivité sur un marché donné. Même si la Société obtient l'exclusivité de médicament orphelin pour l'un quelconque de ses candidats-médicaments, cette exclusivité pourrait ne pas protéger efficacement le produit de la concurrence, car l'exclusivité peut être suspendue dans certaines circonstances. Aux États-Unis, même après l'approbation d'un médicament orphelin, la FDA peut ensuite approuver un autre médicament pour la même maladie si elle conclut que le dernier médicament est cliniquement supérieur, en ce qu'il est prouvé qu'il est plus sûr, plus efficace ou qu'il apporte une contribution majeure aux soins des patients. Dans l'Union européenne, l'exclusivité liée à l'obtention du statut de médicament orphelin n'empêchera pas l'octroi d'une autorisation de commercialisation pour un médicament similaire ayant la même indication si le nouveau produit est plus sûr, plus efficace ou autrement cliniquement supérieur au premier produit ou si le titulaire de l'autorisation de commercialisation du premier produit n'est pas en mesure de fournir des quantités suffisantes du produit. En outre, si un autre produit bénéficie de l'approbation de commercialisation et de l'exclusivité de médicament orphelin dans la même indication pour laquelle la Société développe un candidat-médicament portant la désignation de médicament orphelin, il se peut qu'elle ne puisse pas faire approuver son candidat-médicament par une autorité réglementaire compétente pendant une période significative.

2.1.2.3. La désignation « Fast Track » ou « Breakthrough Therapy » de la part de la FDA ou la désignation « PRIME » de la part de l'EMA ou toute autre désignation octroyée par ces agences réglementaires pourrait ne pas conduire à un développement ou un enregistrement plus rapide

Il est possible que la Société cherche à obtenir une désignation « *Fast Track* », « *Breakthrough Therapy* », « *PRIME* » (Médicament Prioritaire) ou une désignation similaire pour ses candidats-médicaments. Si un produit est destiné au traitement d'une affection grave ou menaçant le pronostic vital et que le produit démontre le potentiel de réponse à un besoin médical non satisfait pour cette affection, le sponsor peut demander la désignation « *Fast Track* » par la FDA et la désignation « *PRIME* » auprès de l'EMA. En janvier 2019, la Société a reçu la désignation « *Fast Track* » de la part de la FDA et en novembre 2020, la désignation « *PRIME* » de la part de l'EMA pour lacutamab pour le traitement des patients adultes atteints du syndrome de Sézary (SS) en rechute ou réfractaire, ayant reçu au moins deux traitements systémiques antérieurs. La FDA peut également désigner le candidat-médicament pour la « revue prioritaire », mais la Société n'a pas encore obtenu cette désignation pour aucun de ses candidats-médicaments. A noter que Sanofi a obtenu la désignation « *Fast Track* » pour le candidat-médicament SAR'579 / IPH6101.

De plus, il est possible que la Société cherche à obtenir une désignation « *Breakthrough Therapy* » délivrée par la FDA ou un équivalent dans l'Union européenne pour certains de ses candidats-médicaments qui se rapprochent du processus d'examen réglementaire. Une désignation « *Breakthrough Therapy* » est un médicament candidat destiné, seul ou en association avec un ou plusieurs autre(s) médicament(s), à traiter une maladie ou un trouble grave ou potentiellement mortel et qui, comme indiqué par des preuves cliniques préliminaires, peut démontrer une amélioration substantielle par rapport aux traitements existants sur un ou plusieurs critère(s) d'effet cliniquement significatif(s), tels que des effets thérapeutiques importants observés au début du développement clinique. Les médicaments désignés comme « *Breakthrough Therapy* » par la FDA ou un équivalent dans l'Union européenne sont éligibles pour une approbation accélérée et pour une

interaction et une communication accrues avec la FDA et l'EMA, conçues pour accélérer le processus de développement et d'examen. En février 2025, la Société a reçu la désignation « *Breakthrough Therapy* » de la part de la FDA pour lacutamab pour le traitement des patients adultes atteints d'un syndrome de Sézary en rechute ou réfractaire (R/R) ayant reçu au moins deux traitements systémiques antérieurs y compris avec mogamulizumab.

Cependant, ces désignations ne garantissent pas que le processus de développement, l'examen ou l'approbation sera plus rapide que les procédures classiques de la FDA ou de l'EMA. En outre, la FDA ou l'EMA peut retirer une désignation si elle estime que celle-ci n'est plus étayée par les données du programme de développement clinique de la Société. Une simple désignation ne garantit pas la qualification de procédures d'examen prioritaire de la FDA ou de l'EMA.

2.1.2.4. Même si l'autorisation de commercialisation est obtenue pour les candidats-médicaments de la Société, leur succès commercial pourrait ne pas être assuré

Si la Société réussit à obtenir une autorisation de mise sur le marché pour un de ses candidats-médicaments, cela n'impliquerait pas automatiquement qu'elle puisse l'exploiter de manière rentable dans un délai raisonnable, voire à terme.

En effet, une couverture et un remboursement adéquats des programmes de santé publics, tels que *Medicare* et *Medicaid* aux États-Unis ou la Sécurité Sociale en France, et des payeurs commerciaux sont essentiels à l'acceptation d'un nouveau produit. Comme il n'existe pas de politique uniforme en matière de couverture et de remboursement des produits parmi les tiers payeurs, obtenir l'approbation de couverture et de remboursement d'un produit auprès d'un gouvernement ou d'un tiers payeur est un processus fastidieux et coûteux qui pourrait nécessiter que la Société ou ses partenaires, fournisse / fournissent à chaque payeur des données scientifiques, cliniques et relatives au ratio coût-efficacité pour l'utilisation de ses produits, payeur par payeur, sans aucune assurance qu'une couverture et un remboursement adéquats seront obtenus. De plus, étant donné que ses candidats-médicaments représentent de nouvelles approches pour le traitement du cancer et que, par conséquent, ils peuvent avoir un coût plus élevé que les traitements classiques et peuvent nécessiter des évaluations de suivi à long terme, le risque que les taux de couverture et de remboursement soient insuffisants pour permettre à la Société d'atteindre une certaine rentabilité peut être élevé. Enfin, la Société estime que la pression sur les niveaux de prix et de remboursement imposée par les gouvernements et les régulateurs, en particulier aux États-Unis et en Europe, se poursuivra et pourrait augmenter, ce qui pourrait compliquer la vente de l'un quelconque de ses candidats-médicaments qui pourrait être approuvé à l'avenir, à un prix acceptable pour la Société ou pour l'un quelconque de ses partenaires actuels ou futurs. Pour plus d'informations sur la réglementation liée au remboursement, se référer aux paragraphes « Couverture, tarification et remboursement des médicaments » de la Section 1.9.7 « Après l'autorisation de mise sur le marché : environnement réglementaire en Europe » et « Couverture pharmaceutique, prix et remboursement » de la Section 1.9.8 « Après l'autorisation de mise sur le marché : environnement réglementaire aux États-Unis » du présent document d'enregistrement universel.

Par ailleurs, l'acceptation par la communauté médicale, les médecins ou les patients est une condition primordiale au succès commercial des candidats-médicaments de la Société si un d'entre eux venait à être approuvé. L'acceptation par le marché peut dépendre d'un certain nombre d'éléments, y compris mais sans s'y limiter :

- la démonstration de l'efficacité clinique et l'innocuité du médicament ;
- l'étiquetage approuvé du médicament et tous les avertissements requis ;
- la prévalence et la gravité des effets secondaires indésirables ;
- les avantages et inconvénients du médicament par rapport aux traitements alternatifs ;
- la facilité d'utilisation du médicament ;
- la capacité de la Société à éduquer la communauté médicale concernant l'innocuité et l'efficacité du médicament ;

- l'étendue de toute approbation fournie par une autorité réglementaire ;
- la publicité faite autour de son produit ou des produits concurrentiels ;
- le soutien d'experts reconnus et des associations de patients ;
- les politiques de couverture et de remboursement du gouvernement et des tiers payeurs commerciaux concernant le médicament ;
- le prix de marché de ses médicaments par rapport aux traitements concurrents ; et
- la difficulté à identifier et atteindre des patients nécessitant d'être traités.

Si les facteurs de risques présentés ci-avant venaient à se matérialiser sur un des futurs produits de la Société, les résultats des ventes pourraient être significativement affectés, pouvant ainsi avoir des impacts financiers évidents sur son revenu mais aussi les niveaux d'investissements que la Société pourrait engager au niveau opérationnel.

2.1.3. Risques liés à la dépendance de la Société à des tierces parties

2.1.3.1. La Société dépend de ses partenaires de collaboration existants, AstraZeneca, Sanofi et d'autres tierces parties, et pourrait également compter sur de futurs partenaires de collaboration pour s'engager en matière de recherche, développement, fabrication et commercialisation de ses médicaments

La Société a des collaborations significatives avec AstraZeneca pour le développement de monalizumab, d'IPH5201 et d'autres candidats-médicaments. Elle collabore également avec Sanofi pour le développement d'IPH62. Elle pourrait également établir d'autres collaborations pour d'autres candidats-médicaments ou technologies en cours de développement. En outre, la Société, ou ses partenaires, soutient / soutiennent plusieurs essais cliniques sponsorisés par des établissements universitaires ou de recherche, appelés essais sponsorisés par des chercheurs, pour lesquels ils disposent d'un financement exclusif et ont à leur charge exclusive la conception du protocole.

La Société ne peut pas contrôler le temps ou la quantité de ressources que ses partenaires actuels ou futurs consacreront à la recherche, au développement préclinique et clinique, à la fabrication ou à la commercialisation de ses produits. Ces partenaires peuvent ne pas exécuter leurs obligations conformément aux attentes de la Société ou à ses standards de qualité. Il en va de même pour les essais cliniques sponsorisés par des chercheurs. Ces partenaires peuvent résilier ou renégocier les accords existants pour un certain nombre de raisons, notamment le fait qu'ils peuvent avoir d'autres produits plus prioritaires en cours de développement ou parce que les programmes de partenariat peuvent ne plus être une priorité pour eux. Si l'un quelconque des accords de collaboration devait être résilié ou renégocié, la Société pourrait rencontrer des retards importants dans le développement de ses candidats-médicaments, perdre la possibilité de générer les revenus escomptés dans le cadre de tels accords, encourir des coûts imprévus et la réputation de ses candidats-médicaments et de la Société en général pourrait en souffrir.

Afin d'optimiser le lancement et la pénétration sur le marché de certains de ses futurs candidats-médicaments, la Société peut conclure des accords de distribution et de commercialisation avec les leaders de l'industrie pharmaceutique. Dans ce cas, la Société ne commercialiserait pas ses produits elle-même une fois obtenue l'autorisation de mise sur le marché. Les risques inhérents à la conclusion de tels accords sont les suivants :

- la négociation et la signature de ces accords constituent un processus long qui peut ne pas aboutir à la signature d'un accord ou retarder le développement ou la commercialisation du candidat-médicament concerné ;
- ces accords sont sujets à annulation ou non-renouvellement par ses partenaires, ou peuvent ne pas être pleinement respectés par ses partenaires ;

- dans le cas d'une licence que la Société a accordée, elle perd le contrôle du développement du candidat-médicament sous licence ; dans ce cas, elle n'aurait qu'un contrôle limité sur les moyens et ressources alloués par son partenaire pour la commercialisation du produit ; et
- les partenaires peuvent ne pas obtenir, conserver, appliquer ou défendre correctement les droits exclusifs ou de propriété intellectuelle, ou ils peuvent utiliser les informations exclusives de la Société d'une manière pouvant susciter des poursuites qui pourraient compromettre ou invalider ses informations exclusives ou exposer la Société à des litiges potentiels.

Pour plus d'informations sur les collaborations stratégiques et accord de licence existants, se référer aux Sections 1.6 « Principaux contrats » et 1.7 « Propriété intellectuelle » du présent document d'enregistrement universel.

2.1.3.2. La Société n'a pas et n'aura pas accès à toutes les informations concernant ses candidats-médicaments qui font l'objet d'accords de collaboration et de licence. Par conséquent, sa capacité à informer ses actionnaires du statut des candidats-médicaments faisant l'objet de ces accords et à prendre des décisions commerciales et opérationnelles peut être limitée

La Société n'a pas et n'aura pas accès à toutes les informations concernant ses candidats-médicaments qui font l'objet de ses accords de licence et de collaboration avec AstraZeneca, Sanofi et d'autres tierces parties, y compris des informations potentiellement importantes sur le protocole, l'exécution et le calendrier des essais cliniques, leur innocuité et efficacité, les résultats des essais cliniques, les affaires réglementaires, la fabrication, la commercialisation et d'autres domaines connus de ses partenaires. De plus, la Société a des obligations de confidentialité en vertu de ses accords de collaboration et de licence. Par conséquent, sa capacité à informer ses actionnaires du statut des candidats-médicaments faisant l'objet de tels accords sera limitée par la mesure dans laquelle ses partenaires tiennent informée la Société et lui permettent de divulguer des informations au public ou les fournissent eux-mêmes au public. Si ses partenaires ne lui donnent pas d'informations sur ses candidats-médicaments soumis à des accords avec eux, la Société peut prendre des décisions opérationnelles et d'investissement qu'elle n'aurait pas prises si elle avait été pleinement informée.

2.1.3.3. La Société ne dispose d'aucune capacité de fabrication et dépend de fabricants tiers pour ses candidats-médicaments

La Société n'exerce actuellement aucune activité de fabrication indépendante pour ses candidats-médicaments en cours de développement, et dépend ainsi de plusieurs organisations de fabrication en sous-traitance (CMO, *Contract Manufacturing Organization*) tierces pour la fabrication et la fourniture de composants et de substances pour tous les candidats-médicaments qu'elle développe. En outre, certains composants sont actuellement disponibles auprès d'un fournisseur unique ou d'un petit nombre de fournisseurs.

La dépendance de la Société envers des fabricants tiers crée des risques qui pourraient ne pas exister si elle avait ses propres capacités de fabrication. Ces risques incluent ce qui suit :

- l'incapacité des fabricants tiers à se conformer aux normes réglementaires et de contrôle qualité ;
- la production de quantités insuffisantes ;
- l'augmentation des coûts de production ;
- les dommages causés pendant le transport et/ou le stockage de ses candidats-médicaments ;
- la violation d'accords par des fabricants tiers ; et
- la résiliation ou le non-renouvellement des accords pour des raisons indépendantes de sa volonté.

Les procédés de fabrication des produits biologiques sont complexes, sensibles et coûteux. Ainsi, un seul et unique CMO se voit généralement confier ces opérations pour un candidat-médicament donné. Par conséquent, le recours à cette tierce partie est très important et tout problème rencontré au cours d'une campagne de fabrication pourrait avoir des conséquences significatives, car ses installations sont généralement entièrement réservées à l'avance et, comme lors du développement précoce, les processus de fabrication ne sont pas totalement caractérisés.

Par exemple, des problèmes de fabrication pouvant conduire à une non-conformité par rapport aux spécifications du produit peuvent survenir lors d'une campagne de fabrication au sein d'un CMO chargé de la production d'un candidat-médicament. La reproduction d'un lot est longue et coûteuse et peut parfois conduire à une pénurie de médicaments, ce qui peut à son tour retarder le développement du candidat-médicament, voire arrêter un essai clinique de manière précoce.

En novembre 2019, la Société a été confrontée à la décision unilatérale de Impletio Wirkstoffabfüllung GmbH (anciennement Rentschler Fill Solutions GmbH), CMO en charge des opérations de remplissage aseptique de lacutamab, du retrait du certificat de conformité aux Bonnes Pratiques de Fabrication des lots produits sur son site, dont le lot de lacutamab utilisé dans l'essai clinique TELLOMAK. Cette décision est survenue malgré deux inspections de l'agence de santé autrichienne ayant déclaré la conformité du site aux Bonnes Pratiques de Fabrication, avant et après que la Société ait commencé à travailler avec ce CMO. Face à cette situation, la Société a dû assurer le transfert du procédé de fabrication chez un CMO alternatif, ce qui est consommateur de temps. Pendant ce temps et à la suite d'échanges avec les agences réglementaires des pays dans lesquels se déroule l'essai TELLOMAK, cet essai a été suspendu partiellement ou totalement dans un certain nombre de pays. Un nouveau lot conforme a été obtenu en milieu d'année 2020, ce qui a permis de reprendre le cours du recrutement des patients dans cet essai.

Si les fabricants tiers ne respectent pas leurs obligations ou si la Société ne renouvelle pas ses accords avec eux, elle pourrait ne pas être en mesure de trouver de nouveaux fournisseurs dans un délai et selon des conditions qui ne seraient pas préjudiciables. La Société pourrait également être confrontée à des retards ou à des interruptions dans ses approvisionnements, ce qui pourrait retarder les essais cliniques et, en fin de compte, retarder la commercialisation des candidats-médicaments en cours de développement ou entraîner une perte des ventes de produits. La Société pourrait également subir des pertes, en supportant des coûts supplémentaires pour fabriquer à nouveau les mêmes produits ou pourrait faire l'objet d'amendes ou d'autres conséquences financières.

2.1.3.4. La Société compte sur des tierces parties pour participer aux essais cliniques, fournir les matières-clés utilisées dans le cadre de ses activités de recherche et développement et l'aider de toute autre manière

Les partenaires de la Société, et la Société elle-même, dépendent également de chercheurs cliniques indépendants et d'Organisations de Recherche sous Contrat (CRO, *Contract Research Organization*) pour mener des essais cliniques. Ces chercheurs et ces CRO ne sont pas les employés de la Société et elle n'est pas en mesure de contrôler, autrement que par contrat, la quantité de ressources, y compris le temps, qu'ils consacrent à ses candidats-médicaments et à ses essais cliniques.

Si ces partenaires, chercheurs ou CRO ne s'acquittent pas correctement de leurs obligations contractuelles ou ne respectent pas les délais prévus, s'ils doivent être remplacés ou si la qualité ou l'exactitude des données obtenues est compromise en raison du non-respect du protocole ou des exigences réglementaires, ou pour d'autres raisons, les essais cliniques de la Société ou ceux de ses partenaires peuvent être prolongés, retardés ou arrêtés, et la Société ou ses partenaires pourrait / pourraient ne pas être en mesure d'obtenir l'approbation réglementaire pour ses candidats-médicaments ou de les commercialiser avec succès.

La Société fait également largement appel à des fournisseurs tiers pour les matières-clés utilisées dans le cadre de son activité. Le non-respect par les fournisseurs tiers des normes réglementaires pourrait entraîner l'imposition de sanctions à son encontre. De plus, la présence de non-conformités, telles que détectées dans les études de toxicologie réglementaires, pourrait retarder le développement d'un ou de plusieurs de ses candidats-médicaments et nécessiterait le financement d'autres tests. Bien que la Société participe à l'établissement des protocoles pour la production de ces substances, elle ne contrôle pas toutes les étapes de la production et les tiers pourraient ne pas respecter leurs obligations contractuelles et réglementaires. En particulier, le non-respect des protocoles ou des contraintes réglementaires par un partenaire, ou les retards répétés d'un partenaire, pourraient compromettre le développement des produits de la Société ou en limiter la responsabilité. De tels événements pourraient également gonfler les coûts de développement de produits engagés.

La Société fait également appel à des tiers pour fournir certains services tels que des services de conseil scientifique, médical ou stratégique. Ces prestataires de services sont généralement sélectionnés pour leur expertise spécifique, à l'instar des partenaires académiques avec lesquels la Société collabore. Pour construire et maintenir un tel réseau selon des conditions acceptables, elle doit faire face à une concurrence intense. Ces partenaires externes peuvent mettre fin à tout moment à leur implication. La Société ne peut exercer qu'un contrôle limité sur leurs activités. Elle pourrait ne pas être en mesure d'obtenir les droits de propriété intellectuelle sur les candidats-médicaments ou les technologies développée(s) dans le cadre d'accords de collaboration, de recherche et de licence selon des conditions acceptables ou ne pas les obtenir du tout. De plus, les partenaires scientifiques peuvent faire valoir des droits de propriété intellectuelle ou d'autres droits au-delà des conditions de leur engagement.

2.1.4. Risques liés à la situation financière de la Société et aux exigences de capital

2.1.4.1. La capacité de l'entreprise à poursuivre son exploitation en tant qu'entité en activité dépend de sa capacité à obtenir des financements supplémentaires à court terme

Au 31 décembre 2025, la Société dispose de trésorerie, d'équivalents de trésorerie, de placements à court terme et d'actifs financiers non courants pour un montant de 44,8 millions d'euros, dont 34,3 millions d'euros de trésorerie, d'équivalents de trésorerie et de placements à court terme. La Société estime que ses ressources de trésorerie existantes lui permettront de financer ses activités uniquement jusqu'à la fin du troisième trimestre 2026. En conséquence, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ne sont pas suffisants pour financer les activités sur les 12 prochains mois à compter de la date d'arrêté des états financiers de la Société.

Les pertes nettes subies par la Société ont conduit à des capitaux propres négatifs de (26,4) millions d'euros pour un capital social de 4,2 millions d'euros au 31 décembre 2025.

Ces conditions et événements font peser une incertitude significative sur la capacité de la Société à poursuivre sa continuité d'exploitation (ou soulèvent un doute substantiel au sens des normes du PCAOB). La Société a engagé plusieurs initiatives simultanées afin d'assurer le financement de ses activités. Toutefois, ces plans sont soumis aux conditions de marché et ne relèvent pas du contrôle de la Société ; par conséquent, rien ne garantit que les financements faisant l'objet des négociations en cours seront obtenus. La Société pourrait ne pas être en mesure de lever des fonds supplémentaires ou de conclure de tels accords en temps voulu, à des conditions favorables, voire pas du tout.

Si la Société n'est pas en mesure de lever des capitaux lorsque cela est nécessaire à des conditions acceptables, voire pas du tout, elle pourrait être contrainte de restructurer ses activités ou de différer, réduire ou abandonner ses programmes de recherche et développement de produits, ses futurs efforts de commercialisation ou d'autres opérations. Voir la Note 2 des états financiers consolidés.

2.1.4.2. La Société a subi et pourrait subir à l'avenir des pertes opérationnelles significatives liées à ses activités de recherche et développement

La Société a subi des pertes nettes chaque année depuis sa création, à l'exception des exercices clos les 31 décembre 2016 et 2018. Sa perte nette s'est établie à 49,2 millions d'euros et à 49,5 millions d'euros pour les exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024, respectivement. La quasi-totalité de ses pertes nettes résultait de coûts engagés dans le cadre de ses programmes de développement et de frais généraux, administratifs liés à ses activités courantes. La Société prévoit d'engager des dépenses et subir des pertes d'exploitation importantes dans un avenir prévisible.

À l'heure actuelle, aucun des candidats-médicaments de la Société n'a reçu d'approbation réglementaire de mise sur le marché. À moins que cela ne se produise, la probabilité et le montant de ses pertes opérationnelles futures dépendront, en partie, du rythme et du montant de ses dépenses futures et de sa capacité à obtenir des paiements d'étapes ou de redevances au titre de ses accords de licence et de collaboration, un financement par actions ou par emprunt, des collaborations stratégiques, des subventions gouvernementales et des crédits d'impôt. Elle prévoit que sa principale source de revenus à court et à moyen terme viendra des éléments suivants :

- les paiements reçus dans le cadre de ses accords de licence et de collaboration avec des tiers : Innate Pharma a conclu des accords de collaboration et de licence avec des sociétés pharmaceutiques, telles que Bristol-Myers Squibb, AstraZeneca et Sanofi. Les paiements initiaux et paiements d'étape reçus de ses partenaires sont nuls en 2025 et se sont élevés à 19,0 millions d'euros et à 31,6 millions d'euros pour les exercices clos les 31 décembre 2024 et 2023, respectivement. La Société renforce également ses efforts de recherche en établissant des collaborations avec des instituts de recherche universitaires ou à but non lucratif et d'autres sociétés biopharmaceutiques. La participation à ces collaborations génère des revenus et des financements sous la forme de paiements initiaux, de paiements d'étapes, de paiements perçus au titre de levée d'options, de redevances sur les ventes, de subventions de fonctionnement ou de remboursement des frais de recherche et développement. Les paiements initiaux et les subventions de fonctionnement dépendent de la capacité de la Société à conclure de tels accords. Les paiements d'étapes, le remboursement des dépenses de recherche et développement et les paiements perçus au titre de levée d'options dépendent généralement de la réalisation de divers objectifs scientifiques, cliniques, réglementaires, de vente et de développement de produits, et la réalisation réussie ou rapide de plusieurs de ces événements est indépendante de la volonté de la Société, en partie parce que certaines de ces activités sont menées par ses partenaires. Si ses partenaires ou la Société elle-même n'atteignent pas les étapes pertinentes, il est possible que la Société ne reçoive pas de tels paiements d'étapes. Elle pourrait ne pas être en mesure de renouveler ou de maintenir ses accords de licence ou ses accords de recherche collaborative ou de signer de nouveaux accords avec de nouveaux partenaires selon des conditions raisonnables, voire pas du tout ; et
- les subventions gouvernementales et les crédits d'impôt recherche : en tant que société biopharmaceutique française, la Société bénéficie de certains avantages fiscaux, dont le crédit d'impôt recherche ("CIR"), crédit d'impôt français visant à stimuler la recherche et le développement. Le CIR est calculé sur la base du montant des dépenses de recherche et développement éligibles en France et représente pour la Société, 6,2 millions d'euros, 9,8 millions d'euros et 9,2 millions d'euros pour les exercices clos les 31 décembre 2025, 2024 et 2023, respectivement. Le CIR peut, en principe être déduit de l'impôt sur les sociétés français dû par la Société au titre des trois années suivantes. La partie restante du crédit d'impôt qui n'est pas compensée à l'expiration de cette période peut ensuite être remboursée à la Société. Les sociétés bénéficiant du statut de PME communautaire peuvent demander le remboursement anticipé du CIR dès l'exercice suivant. Suite à la perte du statut de PME, le CIR dû à la Société au titre de l'exercice 2024 est remboursable par l'administration fiscale au 31 décembre 2028, il a fait l'objet d'une cession de créance Dailly à titre d'escompte auprès de Natixis durant l'exercice 2025. La Société a encaissé à ce titre un montant de 6,5 millions d'euros en décembre 2025. Le détail des modalités est disponible au paragraphe "Principes comptables", "Impôts sur les bénéfices et crédit d'impôt recherche" de la Section 18 « Informations financières concernant l'actif et le passif, la situation financière et les résultats de l'émetteur » du présent document d'enregistrement universel.

Les autorités fiscales françaises peuvent contester l'éligibilité de la Société ou son calcul concernant certaines réductions ou déductions fiscales au titre de ses activités de recherche et développement, ou concernant le remboursement accéléré accordé aux petites et moyennes entreprises et ses crédits peuvent être réduits. Le CIR pourrait également être réduit ou supprimé en cas de modification de la réglementation française. En 2022 et 2023, la Société a fait l'objet d'une vérification de comptabilité par l'administration fiscale française portant sur les exercices 2018 à 2021. Un redressement non contesté de 1,4 million d'euros a été réclamé à la Société et payé en 2024 .

2.1.4.3. La Société pourrait devoir lever des fonds supplémentaires pour achever le développement et toute commercialisation de ses candidats-médicaments, fonds qui pourraient ne pas être disponibles à des conditions acceptables, ou ne pas être disponibles du tout, et le fait de ne pas obtenir ce financement nécessaire en cas de besoin pourrait l'obliger à retarder, limiter ou mettre fin à ses efforts de développement de candidats-médicaments ou à d'autres opérations

La Société fait actuellement progresser ses candidats-médicaments grâce à des développements précliniques et cliniques et prévoit de continuer à faire appel à des partenaires à mesure qu'elle avance dans le développement de ses candidats-médicaments. Elle conserve actuellement l'intégralité des droits de développement et de commercialisation de lacutamab, d'IPH4502, d'IPH5301 et d'IPH6501, et pourrait également conserver, à l'avenir, des droits pour des candidats-médicaments exclusifs supplémentaires au stade clinique. Le développement de candidats-médicaments d'immunothérapie est coûteux et la Société prévoit que ses dépenses en matière de recherche et développement augmenteront à mesure qu'elle avancera sur les essais cliniques et les approbations réglementaires de ses candidats-médicaments. Si les essais cliniques aboutissent et permettent d'obtenir l'approbation réglementaire des candidats-médicaments qu'elle développe, la Société s'attend à engager des frais de commercialisation avant que ces candidats-médicaments ne soient commercialisés et vendus.

Au 31 décembre 2025, la trésorerie, les équivalents de trésorerie, les placements à court terme et les actifs financiers non courants s'élevaient à 44,8 millions d'euros. La Société estime que sa trésorerie, ses équivalents de trésorerie, ses placements à court terme et ses actifs financiers non courants ainsi que ses flux de trésorerie provenant de ses activités opérationnelles seront suffisants pour financer ses opérations jusqu'à la fin du troisième trimestre 2026.

Toutefois, afin de terminer le processus de développement, d'obtenir l'approbation réglementaire et, s'ils sont approuvés, de commercialiser les candidats-médicaments que la Société développe en interne, y compris lacutamab, IPH5301, IPH6501 et IPH4502, de développer sa technologie exclusive et de développer un portefeuille de candidats-médicaments supplémentaires, elle va avoir besoin de financement supplémentaire. Ses ressources existantes pourraient ne pas suffire à couvrir tout besoin de financement supplémentaire, auquel cas un nouveau financement serait nécessaire. Les conditions et les modalités de ce nouveau financement dépendraient, entre autres facteurs, de conditions économiques et de marché indépendantes de sa volonté.

En mai 2022, la Société a mis en place un programme "At-The-Market" sur le Nasdaq lui permettant d'émettre auprès d'investisseurs éligibles un montant brut total allant jusqu'à 75 millions de dollars d'American Depositary Shares (ADS), afin d'utiliser le produit net éventuel de ces émissions d'ADS pour financer ses efforts de recherche et développement. Ce programme est toujours en vigueur. Tout effort de levée de fonds supplémentaire pourrait détourner la direction de la Société de ses activités quotidiennes, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur sa capacité à développer et à commercialiser ses candidats-médicaments. De plus, les financements futurs pourraient ne pas être disponibles en quantités suffisantes ou selon des conditions acceptables pour elle, le cas échéant. En outre, les conditions de tout financement peuvent avoir une incidence défavorable sur les avoirs ou les droits de ses actionnaires et l'émission de titres supplémentaires, qu'il s'agisse de titres de capital ou de créance, ou la possibilité d'une telle émission, pourraient entraîner une baisse du cours de ses actions ordinaires. La vente d'actions nouvelles ou de titres convertibles diluerait ses actionnaires. Elle peut rechercher des fonds par le biais d'arrangements avec des partenaires de collaboration ou autrement à un stade plus précoce du développement de produits que ce qui serait souhaitable de faire, et elle pourrait être tenue de renoncer aux droits sur certain(e)s de ses technologies ou candidats-médicaments ou d'accepter des conditions défavorables pour elle.

Si la Société a besoin et est incapable d'obtenir un financement dans les délais, elle pourrait être amenée à réduire considérablement, à retarder ou à interrompre l'un ou plusieurs de ses programmes de recherche ou de développement ou la commercialisation de tout produit ou candidat-médicament, ou elle pourrait être incapable de développer ses opérations ou de capitaliser sur ses opportunités commerciales comme souhaité. Les comptes sociaux de l'exercice 2025, dont l'approbation sera soumise à l'assemblée générale ordinaire du 21 mai 2026, font apparaître une perte nette de (47 220) milliers d'euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025, conduisant à des capitaux propres négatifs de (58 812) milliers d'euros.

2.1.4.4. L'activité de la Société reste exposée aux risques de change

La Société engage une partie de ses dépenses et réalise une partie de ses revenus dans des devises autres que l'euro. En particulier, dans la mesure où elle prévoit d'étendre ses activités et de mener d'autres essais cliniques aux États-Unis, elle engagera des dépenses supplémentaires en dollars américains. Par conséquent, elle est exposée au risque de change puisque ses résultats d'exploitation et ses flux de trésorerie sont soumis aux fluctuations des taux de change.

Ses revenus libellés en dollars américains ont représenté respectivement environ 86%, 52% et 29% des revenus pour les exercices clos les 31 décembre 2025, 2024 et 2023. Ses paiements en dollars américains ont représenté environ 26%, 35% et 43% de ses paiements pour les exercices clos les 31 décembre 2025, 2024 et 2023 respectivement. Afin de limiter ce risque de change, elle a conservé en dollars américains une partie des paiements reçus d'AstraZeneca en juin 2015, janvier 2019, décembre 2020 et juin 2022 ainsi que l'encaissement net généré suite à la réalisation de son offre globale incluant son offre au public sur le Nasdaq Global Select Market en 2019.

La Société ne fait actuellement aucune transaction de couverture pour se protéger des incertitudes quant aux taux de change futurs entre certaines devises et l'euro. En vertu de ses accords de licence et de collaboration avec AstraZeneca, les paiements qu'elle reçoit sont en dollars américains. L'avancement des opérations de collaboration est calculé sur la base de coûts convertis au taux historique. Les effets de réévaluation n'ont ainsi pas d'incidence sur l'avancement technique utilisé pour la reconnaissance du revenu. Il peut, par conséquent, exister un écart entre un avancement qui tiendrait compte du dernier cours connu et de l'avancement tel que calculé. Cet écart pourrait se dénouer en gain ou perte de change futur.

Par ailleurs, la Société pourrait également signer des accords libellés dans d'autres devises, ce qui augmenterait son exposition au risque de change. En fonction de ses décisions commerciales, l'exposition de la Société à ce type de risque pourrait varier selon :

- les devises dans lesquelles elle reçoit ses revenus ;

- les devises choisies lors de la signature des accords, tels que les accords de licence, les accords de co-marketing ou de co-développement ;
- la localisation des essais cliniques sur les candidats-médicaments ; et
- la politique de la Société en matière d'assurance.

Se référer au paragraphe 4.3.2. Note 3 « Gestion des risques financiers et juste valeur » de la Section 4 « Informations financières » du présent document d'enregistrement universel.

2.1.4.5. La Société pourrait ne pas être en mesure de reporter les pertes fiscales existantes

La Société a accumulé des pertes fiscales reportables de 592,4 millions d'euros au 31 décembre 2025. La loi française applicable prévoit que, pour les exercices clos après le 31 décembre 2012, l'utilisation de ces pertes fiscales est limitée à 1,0 million d'euros, plus 50 % de la portion du résultat net supérieure à ce montant. Le solde inutilisé des pertes fiscales en application de cette règle peut être reporté sur des exercices fiscaux ultérieurs, selon les mêmes conditions et sans limitation de temps. Des changements de la réglementation applicable pourraient avoir pour conséquence la suppression ou la modification de ces dispositions ou d'autres dispositions d'une manière qui serait défavorable à la Société.

2.1.5. Risques liés à l'organisation, aux opérations et aux installations de la Société

2.1.5.1. Le système d'information de la Société et celui de ses partenaires et prestataires peuvent tomber en panne, présenter des failles de sécurité et faire l'objet de malveillance ou de cyberattaque, ce qui pourrait impacter significativement ses opérations

L'activité de la Société dépend de nombreux systèmes informatisés interdépendants, y compris des systèmes hébergés dans le « cloud », pour stocker et transférer des informations clés, confidentielles, sensibles ou personnelles, que ce soit pour ses opérations de recherche et développement, de commercialisation ou pour ses activités de gestion. La Société met en œuvre un ensemble de mesure de contrôle de ces systèmes visant à assurer la protection des données et détecter les éventuelles attaques vis-à-vis de ses infrastructures internes et externes. Pour piloter ces sujets, la Société a mis en place un comité de suivi dédié. Malgré ces processus et ces mesures, elle pourrait faire l'objet de pannes ou d'attaques pouvant engendrer des interruptions de service, la perte, la falsification ou la corruption de données, des faits d'espionnage industriel.

De tels événements pourraient avoir un impact négatif sévère sur ses activités de recherche et développement, sur le déroulement de ses essais cliniques, sur la capacité à transmettre des informations aux agences réglementaires ou à des partenaires et sur d'autres activités clés en lien avec ses obligations légales. En effet, la Société serait amenée à mobiliser des ressources humaines et financières importantes pour rétablir un fonctionnement normal de ses systèmes d'information et restaurer ses données. Ceci pourrait nuire à sa réputation et à sa crédibilité.

La Société a souscrit une assurance relative aux risques "cyber" et fraude. Cette assurance pourrait s'avérer insuffisante pour couvrir les pertes financières, juridiques, opérationnelles et réputationnelles qui pourraient découler de l'interruption de systèmes de la Société ou pouvant affecter leur fonctionnement.

2.1.5.2. Le dispositif de contrôle interne de la Société relatif à l'information financière a présenté par le passé des déficiences majeures. Si la Société n'est pas en mesure de maintenir des procédures de contrôle interne efficaces en matière d'information financière, l'exactitude et la précision de son information financière pourraient en être affectées de manière défavorable, ce qui pourrait nuire à son activité et diminuer la confiance des investisseurs

La Société doit maintenir un dispositif de contrôle interne efficace relatif à l'information financière afin de rendre compte de manière précise et en temps utile de ses résultats d'exploitation et de sa situation financière. En outre, à la suite de sa cotation au Nasdaq et en tant que société cotée aux États-Unis, la loi Sarbanes-Oxley exige, entre autres, que la Société évalue l'efficacité de son contrôle interne relative à l'information financière à la fin de chaque exercice fiscal, et ce à compter de la fin du premier exercice complet suivant la réalisation de l'offre globale, soit depuis la fin de l'exercice fiscal 2020. Jusqu'à présent, la Société a bénéficié du statut de Société Emergente en Croissance ("EGC", *Emerging Growth Company*) au sens de la Loi "Jumpstart Our Business Startups Act" de 2012, ou JOBS Act. La loi prévoit le maintien de ce statut pendant une période allant jusqu'à cinq exercices fiscaux à compter de la date de sa première cotation au Nasdaq. Par conséquent, la Société ne bénéficie plus de ce statut depuis le 31 décembre 2024 et les auditeurs agréés indépendants de la Société ont attesté de l'efficacité de son contrôle interne relatif à l'information financière.

Dans ce contexte, au cours de ces cinq années, la Société a renforcé son système de contrôle interne et s'est équipée d'un système d'information standard et plus robuste sur lequel s'appuie la gestion et la production de l'information financière.

Bien que l'environnement et le système de contrôle interne de la Société ne fassent plus l'objet de déficiences matérielles au 31 décembre 2025, la Société pourrait ne pas parvenir à maintenir un niveau de contrôle interne approprié. Cela pourrait entraîner des anomalies significatives dans ses états financiers et la perte de confiance des investisseurs dans la fiabilité de ses états financiers. Cela pourrait également la soumettre à un contrôle réglementaire et à des sanctions.

2.1.5.3. La Société pourrait rencontrer des difficultés pour gérer son développement et accompagner les changements de stratégie, ce qui pourrait perturber ses activités

Les opportunités saisies, les décisions stratégiques prises, notamment en matière d'allocation de ressources, de priorisation de ses programmes de recherche et développement et de gestion de son portefeuille d'actifs ainsi que les succès et les échecs des programmes de recherche et développement de la Société peuvent entraîner des modifications significatives de son organisation, de ses effectifs et du périmètre de ses activités.

Des changements rapides, tels qu'une forte croissance des effectifs ou des réorganisations structurelles visant à soutenir des évolutions stratégiques, peuvent nuire aux conditions de travail. Ils peuvent également entraîner le départ de salariés, et ainsi se traduire par une perte de connaissances et d'expertise, une baisse de la performance opérationnelle de l'entreprise et, par conséquent, un risque de non-atteinte de ses objectifs.

En septembre 2025, la Société a annoncé une concentration de ses investissements sur les actifs cliniques qu'elle considère comme présentant la plus forte valeur ajoutée, IPH4502, lacutamab et monalizumab ainsi qu'un recentrage de ses activités de recherche et développement précliniques sur l'avancement des candidats-médicaments ADC vers le développement. Cette évolution stratégique s'est traduite par une restructuration de l'organisation, comprenant une réduction des effectifs d'environ 30 %, intégrant des départs naturels et la mise en œuvre d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), ayant fait l'objet d'un accord majoritaire ayant été approuvé par la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) en décembre 2025. La mise en œuvre des licenciements devrait s'achever début 2026.

La mise en œuvre de cette restructuration, ainsi que toute évolution stratégique ou organisationnelle future, pourrait affecter le climat social et les conditions de travail au sein de la Société. Elle est susceptible d'entraîner le départ de salariés, y compris de collaborateurs disposant de compétences ou d'une expertise clés, et de provoquer une perte de savoir-faire et de continuité opérationnelle.

Par exemple, en décembre 2020, l'annonce du retour des droits de Lumoxiti à AstraZeneca s'est suivie d'une réduction significative des opérations commerciales de la Société et des effectifs associés aux Etats-Unis. Cette première expérience commerciale a permis à la Société de se doter de compétences de développement avancé et de commercialisation nouvelles. Cependant, celle-ci ayant été de courte durée, cet apport de compétences pourrait ne pas être suffisant pour anticiper les futures problématiques de commercialisation de ses candidats-médicaments.

Par ailleurs, en cas de croissance rapide, de réorientation stratégique ou de contraintes financières accrues, la Société pourrait ne pas être en mesure d'adapter de manière adéquate et en temps utile ses systèmes de gestion, ses processus opérationnels et financiers ou ses infrastructures. De telles difficultés pourraient entraîner des désorganisations internes, des retards dans l'exécution des programmes de développement, des erreurs opérationnelles, une perte d'opportunités ou une baisse de productivité.

En outre, la Société pourrait rencontrer des difficultés pour recruter, former et fidéliser du personnel qualifié, notamment à des postes clés, dans un contexte de concurrence accrue pour l'attraction des talents et d'attractivité variable des zones géographiques. L'incapacité à attirer ou à retenir ces profils pourrait affecter sa capacité à exécuter sa stratégie et, en conséquence, avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats ou ses perspectives.

2.1.5.4. Les locaux de la Société localisés à Luminy sont exposés à des incendies de forêt. Ces incendies ou d'autres catastrophes naturelles liées au changement climatique pourraient affecter de manière significative les opérations de la Société

Le siège de la Société, hébergeant les activités de recherche & développement de la société, implanté à Luminy, sont exposés aux incendies de forêt. Luminy est un quartier situé en périphérie de Marseille, composé en partie de collines non urbanisées couvertes d'arbustes et de pins. Il se situe également à côté d'un parc naturel entièrement recouvert du même type de végétation méditerranéenne. Les étés sont chauds et secs et ce type de végétation est sujet aux incendies de forêt.

De plus, le changement climatique pourrait renforcer la fréquence de ces incendies ou d'autres événements météorologiques ou catastrophes naturelles pouvant toucher les locaux de la Société ou de ses prestataires et partenaires et perturber ainsi les opérations de la Société et le fonctionnement de sa chaîne d'approvisionnement.

Afin de prévenir les risques d'incendie, des mesures de prévention des incendies sont mises en œuvre, telles que l'élagage des arbres et arbustes des espaces verts environnants et la mise en œuvre d'un plan d'entretien du matériel de lutte contre les incendies. De plus, des mesures de sauvegarde et d'archivage des données informatiques sont mises en œuvre permettant de stocker les données régulièrement sauvegardées dans les locaux d'un prestataire de services spécialisé. En outre, le matériel biologique rare utilisé par la Société a été identifié, dupliqué et conservé sur d'autres sites, dans les locaux de prestataires de services spécialisés.

Un autre feu de forêt ou un événement météorologique significatif pourrait nuire aux locaux de la Société à Luminy, ce qui entraînerait des pertes financières, des retards de développement de différentes durées, voire la suspension des activités de la Société.

Par ailleurs, les préoccupations relatives au changement climatique peuvent également entraîner des exigences légales ou réglementaires nouvelles ou supplémentaires visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et/ou à atténuer les effets du changement climatique sur l'environnement. Si ces lois ou réglementations sont plus strictes que les obligations légales ou réglementaires actuelles, la Société pourrait subir des perturbations ou une augmentation des coûts associés à l'approvisionnement, à la fabrication et à la distribution des produits de la Société, ce qui pourrait avoir un effet négatif également sur les activités, les résultats d'exploitation ou la situation financière d'Innate Pharma.

2.1.5.5. Des poursuites liées à la responsabilité de la Société du fait des produits et d'autres poursuites pourraient détourner ses ressources, engendrer des pertes substantielles, réduire le potentiel commercial de ses candidats-médicaments et nuire à sa réputation

Étant donné que la Société développe des produits thérapeutiques destinés à être testés sur des humains et utilisés à des fins de traitement pour des humains, le risque de se voir poursuivi en justice au titre de la responsabilité du fait des produits est inhérent à son activité. Les effets secondaires ou les défauts de fabrication des produits que la Société développe pourraient entraîner une détérioration de l'état du patient, des lésions voire son décès. Par exemple, la responsabilité de la Société pourrait être recherchée par les patients participant aux essais cliniques dans le cadre du développement des produits thérapeutiques testés et des effets secondaires inattendus résultant de l'administration de ces produits. Une fois qu'un produit est approuvé pour la vente et commercialisé, la probabilité de poursuites au titre de la responsabilité du fait des produits augmente. Des poursuites pénales ou civiles peuvent être intentées à l'encontre de la Société par des patients, des autorités réglementaires, des sociétés biopharmaceutiques et toute autre tierce partie utilisant ou commercialisant ses produits. Ces actions pourraient inclure des réclamations résultant d'actes des partenaires, bénéficiaires de licence et sous-traitants de la Société, sur lesquels elle n'exerce que peu ou pas de contrôle. Ces poursuites peuvent détourner la direction de la Société de la poursuite de sa stratégie commerciale et peuvent être coûteuses à défendre. En outre, si la responsabilité de la Société est engagée dans l'une quelconque de ces poursuites, elle pourrait subir des pertes substantielles, elle pourrait être contrainte de limiter ou de ne plus commercialiser les produits concernés et cela pourrait porter atteinte à sa réputation.

Bien que le processus d'essais cliniques soit conçu pour identifier et évaluer les effets secondaires potentiels, il est toujours possible qu'un médicament, même après approbation réglementaire, présente des effets secondaires imprévus. Si l'un quelconque de ses candidats-médicaments devait provoquer des effets secondaires indésirables au cours des essais cliniques ou après approbation du candidat-médicament, la Société pourrait être exposée à des pertes substantielles. Les médecins et les patients peuvent ne pas respecter les avertissements qui identifient des effets indésirables potentiels connus, ainsi que les patients qui ne devraient pas utiliser ses candidats-médicaments.

La Société a souscrit une assurance responsabilité civile pour chaque essai clinique qu'elle conduit en qualité de promoteur, conformément à la législation et aux règles en vigueur au niveau local. Aux États-Unis, sa couverture d'assurance globale pour ses essais cliniques en cours est de 10 millions de dollars au total. Sa couverture d'assurance peut ne pas être suffisante pour couvrir toutes dépenses ou pertes qu'elle pourrait subir. De plus, la couverture d'assurance coûte de plus en plus cher et, à l'avenir, la Société pourrait ne pas être en mesure de conserver la couverture d'assurance à un coût raisonnable ou pour des montants suffisants pour la protéger contre les pertes liées à la responsabilité. D'importants jugements ont été rendus occasionnellement dans le cadre de recours collectifs fondés sur des médicaments ayant des effets secondaires imprévus. Le coût de tout litige au titre de la responsabilité du fait des produits ou d'autres procédures, même s'il était réglé en sa faveur, pourrait être considérable pour la Société. Une réclamation fructueuse au titre de la responsabilité du fait des produits ou une série de réclamations fructueuses pourrait faire baisser le cours de ses actions et, si les jugements donnent lieu à des dommages-intérêts supérieurs à sa couverture d'assurance, pourrait diminuer ses liquidités et avoir une incidence défavorable sur ses activités.

La police responsabilité civile inclut une assurance « responsabilité civile produits et professionnelle » pour un montant global de couverture tous dommages confondus de 10 millions d'euros par an comportant des sous-limites. Si la Société fait l'objet d'une réclamation fructueuse au titre de la responsabilité du fait des produits qui dépasse les limites des montants couverts par l'assurance obtenue, elle engagerait des frais importants qui auraient une incidence défavorable sur ses résultats et nécessiteraient l'engagement de ressources en capital qui pourraient autrement être utilisées pour le développement et le lancement commercial de ses programmes de produits.

2.1.6. Risques liés à des questions de conformité

2.1.6.1. La collecte de données en Europe est régie par des réglementations restrictives régissant la collecte, l'utilisation, le traitement et le transfert transfrontalier d'informations à caractère personnel

La Société peut être amenée à collecter, traiter, utiliser ou transférer des données à caractère personnel de personnes situées au sein de l'Union européenne dans le cadre de ses activités, y compris dans le cadre d'essais cliniques menés au sein de l'Union européenne. Une partie importante des données à caractère personnel qu'elle peut être amenée à utiliser sont gérées par des tierces parties (principalement les CRO dans le cadre des essais cliniques). La collecte et l'utilisation de données à caractère personnel relatives à la santé au sein de l'Union européenne sont régies par les dispositions du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, tel que rectifié (RGPD).

Cette législation impose des exigences relatives au fait de disposer de bases juridiques pour le traitement d'informations à caractère personnel de personnes identifiables et au transfert de telles informations en dehors de l'Espace Economique Européen (EEE), y compris aux États-Unis, en fournissant des informations à ces personnes concernant le traitement de leurs données à caractère personnel, en sécurisant les données à caractère personnel, en concluant des accords de traitement de données avec des tierces parties qui traitent des données à caractère personnel, en répondant aux demandes des individus d'exercer leurs droits en ce qui concerne leurs données à caractère personnel, en signalant les violations de la sécurité impliquant des données à caractère personnel à l'autorité nationale de protection des données compétente et aux personnes concernées affectées, en nommant des délégués à la protection des données, en réalisant une analyse d'impact sur la protection des données et la tenue de registres. Le RGPD impose des responsabilités supplémentaires concernant les données à caractère personnel que la Société traite et elle pourrait être amenée à mettre en place des mécanismes supplémentaires garantissant le respect des nouvelles règles de protection des données. Le non-respect des exigences du RGPD et des lois nationales des États membres de l'Union européenne relatives à la protection des données, y compris les données gérées par des tierces parties, pour lesquelles la Société n'est pas en mesure de s'assurer de leur respect du RGPD, peut entraîner des amendes substantielles, d'autres sanctions administratives et des actions civiles à son encontre, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur ses activités, ses perspectives, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

2.1.6.2. La Société est soumise à des lois et réglementations en matière de transparence, d'éthique et de santé qui peuvent nécessiter des efforts significatifs en matière de conformité et exposer la Société, entre autres, à des sanctions pénales et civiles, des dommages et intérêts contractuels, une atteinte à sa réputation et une diminution des bénéfices et de ses revenus futurs

Les fournisseurs de soins de santé, les médecins et autres intervenants jouent un rôle primordial dans le développement clinique, l'approbation et, une fois obtenue, la recommandation et la prescription des candidats-médicaments de la Société. Ses accords avec ces personnes et les tiers payeurs, ainsi que ses activités pourraient l'exposer à des réglementations applicables ayant un champ d'application très large en matière de fraude et d'abus, ainsi qu'à d'autres réglementations applicables en matière de soins de santé, qui seraient susceptibles de limiter les accords commerciaux ou financiers ainsi que les relations grâce auxquelles elle recherche, développe et, si elle obtient des autorisations de commercialisation, commercialise, vend et distribue ses produits.

Par exemple, l'*U.S. Physician Payments Sunshine Act*, les réglementations étrangères analogues, telles que les lois anti-kickback ou celles relatives aux fausses réclamations, la « loi Bertrand » en France (loi n° 2011-2012 du 29 décembre 2011), exigent des fabricants concernés de médicaments couverts, de suivre et déclarer périodiquement les contrats, paiements et autres transferts de valeur en faveur des médecins et de certains droits de propriété et investissements détenus par les médecins ou les membres de leur famille immédiate ou les professionnels de santé. Pour plus d'informations sur la réglementation en matière de transparence, d'éthique et de santé, se référer aux paragraphes 1.9.6 « Transparence des liens d'intérêt » et 1.9.8 « Après

l'autorisation de mise sur le marché: environnement réglementaire aux Etats-Unis » de la Section 1.9 « Environnement réglementaire » du présent document d'enregistrement universel.

Les lois anti-corruption françaises, la loi française n° 2016-1691 du 9 décembre 2016, l'*US Foreign Corrupt Practices Act* (FCPA) et le *UK's Bribery Act 2010* peuvent également être invoqués dans des circonstances similaires. La FCPA présente des défis particuliers pour l'industrie pharmaceutique, car dans de nombreux pays, les hôpitaux sont gérés par le gouvernement, et les médecins et autres employés de l'hôpital sont considérés comme des fonctionnaires étrangers. Certains paiements aux hôpitaux liés à des essais cliniques et à d'autres travaux ont été considérés comme des paiements incorrects à des fonctionnaires et ont conduit à des mesures d'application de la FCPA.

Parmi les autres textes législatifs américains figurent l'*US Anti-Kickback Statute* qui peut être invoqué dans le cadre de paiements versés au titre de programmes de soins de santé fédéraux tels que Medicare et Medicaid, et l'*US Health Insurance Portability and Accountability Act* de 1996 (HIPAA), en ce qui concerne les fraudes aux programmes de prestations de soins de santé.

Veiller à ce que les accords commerciaux de la Société avec des tierces parties soient conformes aux lois et réglementations applicables en matière de soins de santé sera probablement coûteux. Il est possible que les autorités gouvernementales concluent que ses pratiques commerciales ne sont pas conformes aux lois, réglementations ou jurisprudences actuelles ou futures en matière de fraude et d'abus ou à d'autres lois et réglementations en matière de soins de santé. Si ses activités enfreignaient l'une quelconque de ces lois ou autres réglementations gouvernementales qui pourraient s'appliquer à elle, elle pourrait faire l'objet de lourdes sanctions civiles, pénales et administratives, de dommages et intérêts, d'amendes, de dépréciations, d'emprisonnement, d'exclusions éventuelles des programmes de soins de santé financés par le gouvernement, tels que Medicare et Medicaid, d'exigences supplémentaires en matière de rapports et de surveillance si elle est soumise à un accord d'intégrité d'entreprise ou à un accord similaire afin de résoudre les allégations de non-respect de ces lois, de dommages et intérêts contractuels, d'atteinte à la réputation, de diminution des bénéfices et de revenus futurs, et de réduction de ses activités, chacun de ces éléments pouvant perturber considérablement ses activités. Si les médecins ou les autres prestataires ou entités avec lesquelles la Société prévoit de travailler ne sont pas en conformité avec les lois applicables, ils peuvent être passibles de sanctions pénales, civiles ou administratives, y compris d'exclusions des programmes de soins de santé financés par le gouvernement.

2.1.7. Risques liés aux droits de propriété intellectuelle

2.1.7.1. La capacité de la Société à faire face à la concurrence peut être compromise si elle n'obtient pas, ne conserve pas, ne protège pas et ne fait pas respecter correctement ses droits exclusifs ou de propriété intellectuelle, ou si l'étendue de la protection de la propriété intellectuelle qu'elle obtient n'est pas suffisamment large

Le succès de la Société dépend en grande partie de sa capacité à obtenir et à conserver une protection par brevet ou une autre protection de la propriété intellectuelle concernant ses candidats-médicaments. Par exemple :

- elle pourrait ne pas déposer toutes les demandes de brevet nécessaires ou souhaitables ou ne pas obtenir les brevets qu'elle a demandé et qui sont en cours d'examen ;
- elle pourrait ne pas développer de nouveaux candidats-médicaments ou technologies brevetables ou ne pas obtenir des brevets pour protéger ces nouveaux candidats-médicaments ou technologies ;
- ses partenaires de licence ou de collaboration ou elle-même pourrai(en)t ne pas avoir été les premiers à proposer les candidats-médicaments ou les technologies couvert(e)s par les brevets délivrés ou les demandes de brevet en cours qu'elle concède sous licence ou qu'elle détient ;

- elle pourrait ne pas obtenir des droits suffisants sur tous les brevets nécessaires ou recherchés ou sur d'autres droits de propriété intellectuelle, à des conditions raisonnables ou ne pas les obtenir du tout ;
- la portée et la durée de tous brevets délivrés qu'elle possède ou qu'elle concède sous licence pourraient ne pas être suffisamment larges pour protéger ses candidats-médicaments ou empêcher efficacement les autres de commercialiser des technologies et des candidats-médicaments concurrentiels ;
- elle pourrait ne pas se conformer aux diverses procédures, soumissions de documents, paiements de taxes et autres conditions requises pour conserver sa protection par brevet ;
- elle pourrait ne pas obtenir une prolongation limitée de la durée de brevet en vertu du Drug Price Competition and Patent Term Restoration Act de 1984, ou des amendements Hatch-Waxman, et d'une législation similaire au sein de l'Union européenne ;
- ses brevets détenus ou concédés sous licence pourraient être contestés, invalidés ou contournés par une tierce partie ;
- d'autres sociétés du secteur pharmaceutique pourraient utiliser ou tenter d'utiliser des marques commerciales similaires ou des composants de ses marques commerciales, et créer ainsi de la confusion dans l'esprit des tierces parties ; et
- ses marques déposées pourraient être contestées, contrefaites, contournées ou déclarées génériques ou considérées comme portant atteinte à d'autres marques.

La Société n'a pas l'intention de déposer, conserver, poursuivre et défendre systématiquement les brevets de ses candidats-médicaments dans tous les pays et toutes les juridictions du monde, car cela coûterait trop cher. Même dans les pays ou les zones où elle le fera, à l'exception des États-Unis et de l'Union européenne, sa protection pourrait ne pas être aussi efficace que celle des États-Unis ou de l'Union européenne. Dans les pays dans lesquels elle ne cherchera pas à protéger sa propriété intellectuelle, elle est exposée à l'utilisation de cette propriété par des tierces parties dans des produits de type copycat, qu'elles peuvent ensuite chercher à commercialiser dans des pays dans lesquels elle est protégée.

Il est également possible que la Société ne parvienne pas à identifier les aspects brevetables de ses résultats de recherche et développement à temps pour obtenir la protection par brevet. Bien qu'elle conclut des accords de confidentialité avec des parties ayant accès à des aspects confidentiels ou brevetables de ses résultats de recherche et développement, telles que ses employés, ses consultants, ses CRO, ses partenaires scientifiques externes, ses chercheurs parrainés et d'autres conseillers, ces parties peuvent enfreindre les accords et divulguer ces résultats avant le dépôt d'une demande de brevet, mettant ainsi en péril la capacité de la Société à demander la protection par brevet. En outre, dans certaines circonstances, la Société peut ne pas avoir le droit de contrôler la préparation, le dépôt, la poursuite, la conservation, le respect et la défense des brevets et des demandes de brevet couvrant des technologies qu'elle concède sous licence à des tierces parties ou concédés sous licence par des tiers ou elle peut avoir recours à des tierces parties pour le faire. Par exemple, conformément à son accord de licence avec AstraZeneca relatif à monalizumab, AstraZeneca conserve le contrôle de ces activités pour certains brevets que la Société lui concède sous licence en vertu de l'accord et des brevets issus de la collaboration.

En outre, certains de ses brevets et demandes de brevets sont, et pourraient à l'avenir être, détenus en copropriété avec des tierces parties. Si la Société n'est pas en mesure d'obtenir une licence exclusive sur la part que ces copropriétaires tiers détiennent dans ces brevets ou demandes de brevet, ces copropriétaires peuvent être en mesure de céder leurs droits de licence à d'autres tiers, y compris des concurrents de la Société, et ses concurrents pourraient commercialiser des produits et des technologies concurrents. Elle peut également avoir besoin de la coopération de tels copropriétaires de ses brevets afin de faire respecter ces brevets par les tiers, et cette coopération peut ne pas lui être fournie. La couverture revendiquée dans une demande de brevet peut être considérablement réduite avant la délivrance du brevet et sa portée peut être

réinterprétée après la délivrance. Les contestations de concurrents ou d'autres tiers pourraient réduire la portée de ses brevets ou les rendre invalides ou inapplicables, ce qui pourrait limiter sa capacité à empêcher des tiers d'utiliser ou de commercialiser des technologies et candidats-médicaments similaires ou identiques, ou limiter la durée de la protection conférée par le brevet pour ses candidats-médicaments. Les procédures judiciaires que la Société devra éventuellement engager afin de faire respecter et de défendre sa propriété intellectuelle pourraient être très coûteuses. En outre, en raison du nombre important de preuves requises dans le cadre de litiges en matière de propriété intellectuelle, il est possible que certaines des informations confidentielles de la Société soient compromises par une divulgation au cours de ce type de litige. La probabilité de différends sur sa propriété intellectuelle augmentera progressivement à mesure que les brevets sont accordés et que la valeur et l'attrait des inventions protégées par ces brevets sont confirmés.

La position des sociétés biotechnologiques et pharmaceutiques en matière de brevets est généralement très incertaine, elle soulève des questions juridiques et factuelles complexes et a fait l'objet de nombreux litiges au cours des dernières années. En conséquence, l'émission, la portée, la validité, la force exécutoire et la valeur commerciale des droits de brevet de la Société sont très incertaines. Par exemple, des oppositions ont été déposées contestant un brevet européen dont la Société est propriétaire couvrant un anticorps neutralisant l'activité inhibitrice du NKG2A humain pour une utilisation dans le traitement d'un cancer chez l'homme atteint d'une maladie progressive suite à un traitement avec un anticorps qui neutralise l'activité inhibitrice de PD-1. La Société a également été informée du dépôt de deux oppositions contestant les brevets européens dont elle a acquis les droits couvrant certaines de ses technologies CD39, et une de ces oppositions reste en cours. La Division d'Opposition de l'OEB a révoqué un des brevets couvrant certaines de ses technologies CD39 et a maintenu le brevet ouvrant un anticorps neutralisant l'activité inhibitrice du NKG2A humain pour une utilisation dans le traitement d'un cancer chez l'homme atteint d'une maladie progressive suite à un traitement avec un anticorps qui neutralise l'activité inhibitrice de PD-1, la décision de maintien ayant été confirmée suite à un appel de la décision faite par l'opposant. La Société a également été informée du dépôt d'oppositions contestant un de ses brevets européens et un de ses brevets japonais couvrant l'utilisation d'un anticorps anti-Nectine-4 conjuguée à une molécule d'exatécane pour le traitement d'un cancer récidivé et/ou progressé à la suite d'un traitement avec un agent de liaison à la nectine-4 conjugué à une auristatine. Ces oppositions sont en cours. Les demandes de brevet en cours et à venir de la Société pourraient ne pas aboutir à la délivrance de brevets protégeant sa technologie ou ses candidats-médicaments ou empêchant effectivement des tiers de commercialiser des technologies et des candidats-médicaments concurrentiels. De plus, ses brevets, dont elle est propriétaire, ou obtenus sous licence, peuvent être soumis à une réserve de droits par un ou plusieurs tiers. Par exemple, si le gouvernement des États-Unis a financé en partie la recherche qui a donné lieu à un de ses droits de propriété intellectuelle et technologies brevetés, qu'ils soient détenus ou obtenus sous licence, le gouvernement pourrait avoir certains droits, ou droits de retrait, sur ces droits de brevet et cette technologie. Lorsque de nouvelles technologies sont développées avec un financement gouvernemental, le gouvernement obtient généralement certains droits sur les brevets obtenus, notamment une licence non exclusive autorisant le gouvernement à utiliser l'invention à des fins non commerciales. Ces droits peuvent permettre au gouvernement de divulguer ses informations confidentielles à des tiers et d'exercer des droits de retrait pour utiliser ou autoriser des tiers à utiliser sa technologie concédée sous licence. Le gouvernement peut exercer ses droits de retrait s'il estime que des mesures s'imposent, car elle ne parvient pas à appliquer de manière pratique la technologie financée par le gouvernement, car des mesures sont nécessaires pour atténuer les besoins en matière de santé ou de sécurité, pour satisfaire aux exigences de la réglementation fédérale ou pour donner la préférence à l'industrie américaine. En outre, les droits de la Société sur de telles inventions peuvent être soumis à certaines exigences relatives à la fabrication de produits intégrant de telles inventions aux États-Unis.

Ces risques sont encore plus élevés pour la Société, en raison de ses ressources financières et humaines limitées.

2.1.7.2. Des tierces parties peuvent prétendre que les partenaires de la Société ou la Société elle-même enfreignent/enfreint, détournent/détourne ou autrement violent/viole les droits de propriété intellectuelle de ces tierces parties, ce qui pourrait entraver ou retarder ses efforts de développement, l'empêcher de commercialiser ses candidats-médicaments, ou augmenter les coûts de commercialisation de ses candidats-médicaments

Le succès commercial de la Société dépend de sa capacité et de celle de ses partenaires à développer, fabriquer, commercialiser et vendre ses candidats-médicaments, et à utiliser ses technologies exclusives, sans enfreindre, détourner ou violer de toute autre manière les droits de propriété intellectuelle ou les droits exclusifs de tiers. Le domaine des produits biopharmaceutiques implique des litiges importants en matière de brevets et autres droits de propriété intellectuelle, qui peuvent être très incertains et impliquer des questions juridiques et factuelles complexes. L'interprétation et l'étendue des revendications admises dans certains brevets couvrant des compositions biopharmaceutiques peuvent également être incertaines et difficiles à déterminer.

Il se peut que la Société ne soit pas au courant de tous les droits de propriété intellectuelle appartenant à des tiers et potentiellement liés à ses candidats-médicaments. En règle générale, aux États-Unis, les demandes de brevet ne sont publiées que 18 mois après le dépôt ou, dans certains cas, pas du tout. Par conséquent, elle ne peut pas être sûre d'avoir été la première à être l'auteur des inventions revendiquées dans des brevets dont la Société est propriétaire ou concédés sous licence ou dans des demandes de brevet en cours, ni qu'elle a été la première à demander la protection par brevet pour ces inventions. Si elle n'était pas la première à inventer de telles inventions ou la première à déposer un brevet ou une demande de brevet pour de telles inventions, elle pourrait ne pas être en mesure d'utiliser ces inventions dans le cadre de ses produits. Il se peut qu'elle doive obtenir des licences auprès de tiers (qui pourraient ne pas être disponibles selon des conditions commercialement raisonnables, voire ne pas être disponibles du tout), retarder le lancement de candidats-médicaments, cesser la production et la vente de certains candidats-médicaments ou développer des technologies alternatives faisant l'objet de tel(le)s brevets ou demandes de brevet. Chacun des éléments ci-avant pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les activités de la Société, ses perspectives, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Des tiers peuvent alléguer que la Société ou ses partenaires enfreint/enfreignent, détourne/détournent ou autrement viole/violent les brevets ou autres droits de propriété intellectuelle de ces tiers, et faire valoir des réclamations pour violation à son encontre, quel que soit leur mérite. Un tribunal compétent pourrait juger que ces brevets de tiers sont valides, opposables et violés, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la capacité de la Société à commercialiser tout candidat-médicament qu'elle pourrait développer, ainsi que tout(e) autre candidat-médicament ou technologie couvert(e) par les brevets revendiqués par ledit tiers. Afin de contester avec succès la validité d'un tel brevet américain devant un tribunal fédéral, la Société devra surmonter une présomption de validité. Comme il s'agit d'une lourde charge qui l'obligerait à présenter des preuves claires et convaincantes de l'invalidité d'une telle revendication de brevet américain, un tribunal compétent pourrait ne pas annuler les revendications de ce brevet américain. S'il s'avère que la Société enfreint les droits de propriété intellectuelle d'un tiers et si elle ne parvient pas à démontrer que ces droits sont invalides ou inapplicables, elle pourrait être tenue de :

- supporter les coûts potentiellement importants des poursuites intentées à son encontre ;
- verser des dommages et intérêts, qui peuvent inclure des dommages et intérêts triples et les honoraires d'avocat s'il est prouvé qu'elle n'a délibérément porté atteinte aux droits de brevet d'une tierce partie ;
- cesser de développer, de fabriquer et de commercialiser la technologie ou les candidats-médicaments contrefaits ; et

- acquérir auprès de ce tiers une licence pour ces droits de propriété intellectuelle, qui peut ne pas pouvoir être conclue selon des conditions commercialement raisonnables, voire ne pas être conclue du tout, et peut être non exclusive, donnant ainsi aux concurrents de la Société et à des tiers un accès aux mêmes technologies qui lui ont été concédées sous licence.

Même en cas de résolution en faveur de la Société, un litige ou une autre procédure lié(e) à la propriété intellectuelle peut l'amener à engager des dépenses importantes et peut détourner sa direction et les autres membres du personnel de leurs responsabilités normales. En outre, il pourrait y avoir des annonces publiques des résultats d'audiences, de requêtes ou d'autres procédures provisoires ou de faits nouveaux. Si les analystes des valeurs mobilières ou les investisseurs perçoivent ces résultats comme étant négatifs, cela pourrait avoir une incidence défavorable importante sur le cours de ses actions ordinaires. Il se peut que la Société ne dispose pas de ressources financières ou autres suffisantes pour mener à bien de tel(le)s litiges ou procédures. Certains de ses concurrents pourraient être en mesure de supporter les coûts de tel(le)s litiges ou procédures de manière plus efficace qu'elle, en raison de leurs ressources financières plus importantes et de leurs portefeuilles de propriété intellectuelle plus avancés et plus développés.

2.1.7.3. Les évolutions du droit des brevets pourraient avoir un impact négatif sur l'activité de la Société

Des modifications apportées aux lois sur les brevets ou à leur interprétation pourraient accroître les incertitudes et les coûts liés à la poursuite des demandes de brevet et à l'exécution ou à la défense des brevets délivrés. Par exemple, à tout moment, le Congrès américain, *United States Patent and Trademark Office* (USPTO) ou des autorités étrangères similaires peuvent modifier les normes de brevetabilité et tout changement de ce type pourrait avoir une incidence défavorable sur les activités de la Société. En outre, le *Leahy-Smith America Invents Act* (AIA), qui a été promulgué en septembre 2011, comprend un certain nombre de modifications importantes du droit des brevets américain. Ces modifications incluent la transition d'un système « premier inventeur » à un système « premier déposant », des modifications dans la manière dont les brevets délivrés sont contestés et des modifications dans la manière dont les demandes de brevet sont contestées au cours du processus d'examen, telles que le fait d'autoriser une présentation de l'état de la technique à l'USPTO par un tiers au cours de la procédure de brevet. Ces modifications pourraient favoriser des entreprises plus grandes et mieux établies disposant de plus grandes ressources consacrées au dépôt des demandes de brevet et aux poursuites. Dans un système « premier déposant », à supposer que d'autres conditions de brevetabilité soient remplies, le premier inventeur à déposer une demande de brevet aura généralement droit au brevet sur une invention, qu'un autre inventeur ait ou non procédé à l'invention plus tôt. L'USPTO a élaboré de nouvelles réglementations et procédures pour régir l'application intégrale de l'*America Invents Act*, et de nombreuses modifications de fond du droit des brevets associées à l'*America Invents Act*, et en particulier aux dispositions relatives au « premier déposant », sont entrées en vigueur en mars 2013. Des modifications de fond du droit des brevets associées à l'*America Invents Act*, ou à toute législation américaine ultérieure relative aux brevets, peuvent affecter sa capacité à obtenir des brevets et, s'ils sont obtenus, à les faire respecter ou à les défendre. Par conséquent, l'impact de l'*America Invents Act* sur le coût des poursuites liées à ses demandes de brevet américain, sa capacité à obtenir des brevets américains sur la base de ses découvertes et sa capacité à faire respecter ou à défendre tout brevet susceptible de découler de ses demandes de brevets, le cas échéant, n'est pas clair.

En outre, des modifications ou des interprétations différentes des lois sur les brevets aux États-Unis et dans d'autres pays peuvent permettre à d'autres personnes d'utiliser les découvertes de la Société ou celles de ses partenaires, de développer et de commercialiser sa technologie et ses candidats-médicaments sans lui verser d'indemnisation, ou limiter le nombre de brevets ou de revendications qu'elle peut obtenir. Les positions des sociétés en matière de brevets sur le marché des biotechnologies et des produits pharmaceutiques sont particulièrement incertaines. Les décisions récentes de la Cour Suprême des États-Unis ont restreint la portée de la protection offerte par les brevets des États-Unis dans certaines circonstances et affaibli les droits des titulaires de brevets dans certaines situations. Cette combinaison d'événements a créé une incertitude quant à la validité et à la force exécutoire des brevets, une fois ceux-ci obtenus. En fonction des actions futures du Congrès américain, des tribunaux fédéraux et de l'USPTO, ainsi que d'organes similaires dans d'autres pays, les lois et réglementations régissant les brevets pourraient changer de manière imprévisible, ce qui pourrait avoir un effet défavorable important sur le portefeuille de brevets de la Société existant et sur sa capacité à protéger et à faire respecter sa propriété intellectuelle à l'avenir.

2.1.7.4. Si la Société ne respecte pas ses obligations en vertu des accords de licence ou de technologie avec des tierces parties, elle risque de perdre les droits de licence qui sont essentiels à son activité, et de ne pas réussir à obtenir les droits de propriété intellectuelle nécessaires

La Société obtient sous licence des droits de propriété intellectuelle de tiers, essentiels à son activité, au moyen d'accords de licence, y compris mais sans s'y limiter de licences liées à la fabrication, à la composition, à l'utilisation et à la vente de ses candidats-médicaments. À l'avenir, elle pourrait conclure des accords supplémentaires lui fournissant des licences concernant de la propriété intellectuelle ou de la technologie précieuse. Par exemple, elle dépend de son accord de licence avec Novo Nordisk A/S pour le développement et la commercialisation de monalizumab. Ses accords de licence lui imposent diverses obligations, qui peuvent inclure des paiements de développement, de redevances et d'étapes. Si elle ne respecte pas l'une quelconque de ces obligations, ses concédants de licence peuvent avoir le droit de résilier les accords. En cas de résiliation de ses accords de licence avec Novo Nordisk A/S ou de tout autre concédant de licence actuel ou futur, elle perdrait des droits précieux et pourrait être tenue de cesser le développement, la fabrication ou la commercialisation de ses candidats-médicaments, y compris monalizumab. En outre, ses activités en pâtiraient si ses concédants de licence ne respectaient pas les termes des accords, s'ils ne faisaient pas obstacle à la contrefaçon par des tiers, ou si les brevets sous licence ou d'autres droits étaient déclarés nuls ou non exécutoires.

En outre, des litiges peuvent survenir concernant la propriété intellectuelle faisant l'objet d'un accord de licence, notamment :

- l'étendue des droits accordés en vertu de l'accord de licence et d'autres questions liées à l'interprétation ;
- la mesure dans laquelle la technologie de la Société et ses processus portent atteinte à la propriété intellectuelle de la contrepartie qui ne fait pas l'objet de l'accord de licence ;
- ses obligations de diligence en vertu de l'accord de licence et quelles activités satisfont à ces obligations de diligence ;
- la qualité d'inventeur ou la propriété des inventions et du savoir-faire résultant de la création ou de l'utilisation en commun de la propriété intellectuelle par ses contreparties et par elle-même ; et
- la priorité de l'invention de la technologie brevetée.

Les accords en vertu desquels la Société obtient des licences de propriété intellectuelle de tiers sont complexes et certaines dispositions de ces contrats sont susceptibles de faire l'objet d'interprétations multiples. Par exemple, Orega Biotech SAS (« Orega Biotech »), a revendiqué la propriété commune de certains brevets relatifs à IPH5201, et la Société a convenu avec Orega Biotech de résoudre ces revendications dans le cadre d'une procédure d'arbitrage, suite à laquelle la Société a été contrainte de partager la propriété de ces brevets. La Société bénéficiera désormais d'une licence exclusive sur la quote-part de propriété détenue par Orega Biotech. La résolution de tout différend contractuel qui pourrait survenir pourrait restreindre ce que la Société estime être la portée de ses droits sur la propriété intellectuelle concernée, ou modifier de manière défavorable pour elle ce qu'elle considère être ses obligations, ou celles de sa contrepartie, financière ou autres en vertu de l'accord pertinent. Si des différends relatifs à la propriété intellectuelle que la Société a concédée sous licence empêchent ou entravent sa capacité à maintenir son accord de licence actuel selon des conditions acceptables, il se peut qu'elle ne puisse pas développer et commercialiser avec succès les candidats-médicaments concernés.

De plus, la croissance de ses activités peut dépendre, en partie, de sa capacité à acquérir, acquérir sous licence ou utiliser des droits exclusifs détenus par des tiers. Il se peut qu'elle ne puisse pas acquérir ou obtenir sous licence les droits de propriété intellectuelle de tiers qu'elle considère comme nécessaires pour ses candidats-médicaments selon des conditions raisonnables voire pas du tout. L'octroi de licences ou l'acquisition de droits de propriété intellectuelle de tiers est un domaine concurrentiel, et plusieurs sociétés plus établies peuvent poursuivre des stratégies de licence ou d'acquisition de droits de propriété intellectuelle de tierces parties qu'elle pourrait considérer comme attractifs. Ces sociétés établies peuvent avoir un avantage concurrentiel sur la Société en raison de leur taille, de leurs ressources en capital et de leurs capacités de développement clinique et de commercialisation plus étendues. En outre, les sociétés qui perçoivent la Société comme un concurrent peuvent ne pas vouloir lui céder ou concéder sous licence certains droits. Il se peut également que la Société ne puisse pas obtenir sous licence ou acquérir des droits de propriété intellectuelle appartenant à des tiers selon des conditions lui permettant de rentabiliser correctement son investissement.

Dans le cadre de ses activités, la Société collabore avec des institutions académiques et à but non lucratif afin d'accélérer ses activités de recherche ou de développement précliniques dans le cadre d'accords conclus avec ces institutions. En règle générale, ces institutions offrent la possibilité de négocier une licence sur tous droits de l'institution ou de ses employés en matière de technologie résultant de la collaboration. Quelle que soit cette option, il se peut que la Société ne puisse pas négocier une licence dans les délais spécifiés ou selon des conditions acceptables pour elle. Si elle ne peut pas le faire, l'institution peut proposer les droits de propriété intellectuelle à d'autres parties, ce qui risque de l'empêcher de poursuivre son programme de développement ou de commercialisation applicable. Si elle ne parvient pas à obtenir les droits sur les droits de propriété intellectuelle requis par des tiers ou à conserver les droits de propriété intellectuelle dont la Société dispose, elle pourrait être amenée à abandonner le développement et la commercialisation du programme concerné. Pour plus d'informations sur les accords de licence de la Société, se référer au paragraphe 5.4.9 « Propriété intellectuelle » de la Section 5 « Aperçu des activités » du présent document d'enregistrement universel.

2.1.7.5. Si la Société ne parvient pas à protéger la confidentialité de ses secrets commerciaux, son activité et sa position concurrentielle pourraient en être sérieusement affectées

Outre la protection par brevet, du fait que la Société intervient dans le domaine hautement technique du développement de médicaments biopharmaceutiques, elle compte en partie sur la protection du secret commercial pour protéger sa technologie et ses processus exclusifs. Cependant, les secrets commerciaux sont difficiles à protéger. La Société cherche en partie à protéger ses secrets commerciaux en concluant des accords de confidentialité avec ses employés, ses consultants, ses CRO, ses partenaires scientifiques extérieurs, ses chercheurs parrainés et d'autres conseillers. Ces accords exigent généralement que l'autre partie préserve la confidentialité et ne divulgue pas à des tiers toutes les informations confidentielles développées par cette partie ou communiquées à cette partie par elle au cours de la relation que cette partie entretient avec la Société. Cependant, elle ne peut pas garantir qu'elle a conclu de tels accords avec chaque partie susceptible d'avoir ou d'avoir eu accès à ses secrets commerciaux et informations confidentielles. Ces accords peuvent être enfreints et elle pourrait ne pas disposer de recours adéquats en cas d'infraction.

Outre les mesures contractuelles, la Société essaie de protéger la nature confidentielle de ses informations propriétaires à l'aide de mesures de sécurité physiques et technologiques. De telles mesures peuvent ne pas, par exemple, dans le cas de l'appropriation illicite d'un secret commercial par un employé ou un tiers avec un accès autorisé, fournir une protection adéquate à ses informations confidentielles. Les mesures de sécurité mises en œuvre par la Société n'empêcheront peut-être pas un employé ou un consultant de s'approprier ses secrets commerciaux et de les communiquer à un concurrent. De plus, les recours que la Société intente contre ce manquement pourraient ne pas constituer un recours adéquat pour protéger pleinement ses intérêts. Faire valoir une allégation selon laquelle une partie a divulgué ou utilisé de manière illicite un secret commercial peut être difficile, coûteux et prendre beaucoup de temps, et le résultat est imprévisible. En outre, les tribunaux extérieurs aux États-Unis sont peut-être moins disposés à protéger les secrets commerciaux. De plus, les secrets commerciaux peuvent être développés de manière indépendante par des tiers de manière à empêcher tout recours légal de sa part. Si des informations confidentielles ou exclusives, telles que ses secrets commerciaux, devaient être divulguées ou détournées par une tierce partie, ou si de telles informations étaient développées de manière indépendante par une tierce partie, la position concurrentielle de la Société pourrait en être sérieusement affectée.

Ses secrets commerciaux et techniques incluent ce qui suit :

- certaines compétences techniques non brevetées qui, selon elle, lui fournissent un avantage dans la réalisation de travaux de recherche et développement dans son domaine ;
- certaines connaissances scientifiques générées par les travaux qu'elle effectue ;
- certaines informations relatives aux candidats-médicaments qu'elle développe actuellement ; et
- certaines informations relatives aux accords signés avec des tiers.

La divulgation non autorisée ou le détournement de certains de ces secrets pourrait permettre à des tiers de proposer des produits ou services concurrents à ceux de la Société ou avoir généralement un effet défavorable significatif sur ses activités.

Les structures mises en place pour protéger ses secrets commerciaux et techniques ne constituent pas une garantie qu'un ou plusieurs de ses secrets commerciaux et techniques ne seront pas divulgués ou détournés. Les accords ou autres arrangements visant à protéger ses secrets commerciaux peuvent ne pas fournir la protection recherchée ou être enfreints, ou encore ses secrets commerciaux peuvent être divulgués à ses concurrents ou développés indépendamment par ceux-ci.

2.1.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage

A l'exception d'éventuels contentieux prud'hommaux et de ces éléments la Société n'est partie à aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou arbitrale, y compris toute procédure dont la Société aurait connaissance, qui serait en suspens, ou qui aurait eu, au cours des 12 derniers mois, des effets significatifs sur son activité, sa situation financière, ses perspectives, son résultat et son développement.

2.2. Gestion des risques et contrôle interne

Le dispositif de contrôle interne de la Société s'appuie sur les recommandations formulées dans le « Cadre de référence sur les dispositifs de gestion des risques et de contrôle interne pour les valeurs moyennes et petites Guide de mise en œuvre pour les valeurs moyennes et petites » mis à jour et publié par l'AMF le 22 juillet 2010, sur les principes édictés par le Committee Of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO). Ce même cadre de référence est utilisé dans le cadre de la conformité de la Société à la Loi Sarbanes-Oxley depuis sa cotation aux Etats- Unis.

Ainsi, il est rappelé que le périmètre du contrôle interne et de la gestion des risques n'est pas limité aux procédures permettant de fiabiliser les informations comptables et financières, mais couvre l'ensemble des activités de la Société, ses processus et ses actifs. Le dispositif est applicable à la société mère Innate Pharma et sa filiale détenue à 100% : Innate Pharma Inc. Il est précisé que des procédures de contrôle interne propres à cette filiale peuvent être mises en place, en fonction de son organisation, ses spécificités opérationnelles et de ses facteurs de risques.

2.2.1. Définition et objectifs du contrôle interne

Dans la Société, le contrôle interne est un processus mis en place sous la responsabilité du Conseil d'Administration et mis en œuvre par l'Équipe de direction, le personnel d'encadrement et l'ensemble du personnel.

Il comprend un ensemble de moyens, de comportements, de procédures et d'actions adaptés aux caractéristiques propres de la Société et contribue à la maîtrise de ses activités, à l'efficacité de ses opérations et à l'utilisation efficiente de ses ressources, et il doit permettre de prendre en compte de manière appropriée les risques significatifs, qu'ils soient opérationnels, financiers, stratégiques ou de conformité.

Le dispositif de contrôle interne vise à donner une assurance raisonnable :

- de la conformité aux lois et règlements applicables ;
- de l'application des instructions et des orientations stratégiques fixées par la Direction ;
- du bon fonctionnement des processus internes de la Société, notamment ceux concourant à l'atteinte de ses objectifs et à la sauvegarde des actifs ; et
- de la fiabilité du reporting notamment relatifs aux informations comptables et financières.

Le dispositif contribue à la prévention et à la maîtrise des risques de ne pas atteindre les objectifs que la Société se fixe. La maîtrise des risques liés aux opérations et à l'information comptable et financière a notamment pour objectif de (i) fournir des outils de gestion de la politique générale d'entreprise aux dirigeants, (ii) fournir une information comptable et financière fiable aux tiers et (iii) se conformer aux lois et règlements en vigueur.

Néanmoins, le processus de contrôle interne de la Société repose essentiellement sur des moyens humains et les risques auxquels la Société est exposée ne dépendent pas uniquement des actions de maîtrise qui pourraient être sous son contrôle mais aussi de facteurs externes qu'il n'est pas toujours possible de contrôler. Ainsi, s'ils peuvent donner une assurance raisonnable, les dispositifs de contrôle interne et de gestion des risques n'ont pas vocation à garantir de façon absolue la maîtrise des risques touchant la Société.

2.2.2. Politique de la Société en matière de contrôle interne

La politique de contrôle interne est déterminée en fonction des objectifs de la Société. L'une des préoccupations majeures d'Innate Pharma est d'assurer la maîtrise de ses activités. La Direction a ainsi soutenu la mise en place, le maintien et le développement d'un système qualité, d'un dispositif de contrôle interne et d'un dispositif de gestion des risques tout au long de son développement.

De par son modèle économique, la Société fait appel à des investisseurs en capital, et de par la nature de son activité en « recherche et développement de candidat-médicaments dans le domaine de l'immunothérapie », la Société est largement exposée à des risques de différentes natures, qu'ils soient financiers, juridiques, stratégiques, de conformité ou opérationnels. Aussi, Innate Pharma accorde une importance particulière à l'identification et à la maîtrise de ces risques et souhaite pouvoir donner à ses actionnaires une vision pertinente de son environnement de risques. La mise en œuvre des actions visant à réduire les risques est intégrée au système Qualité ou au dispositif de Contrôle Interne en fonction de la nature des risques.

La mise en œuvre du dispositif de contrôle interne s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue et progressive visant à répondre aux principes élaborés par l'AMF.

2.2.3. Responsabilités en matière de contrôle interne

Le Conseil d'administration de la Société est, par sa mission, le premier acteur du contrôle interne. Le Comité d'audit et de durabilité, le Comité des rémunérations et des nominations et le Comité des transactions sont les principaux outils dont dispose le Conseil d'administration dans sa mission de contrôle interne.

Les membres de l'équipe de direction, le personnel d'encadrement et l'ensemble du personnel sont les acteurs du dispositif de contrôle interne.

Les dispositifs de gestion des risques, de contrôle interne et le système qualité sont placés sous la responsabilité de la Vice-Présidente, Conformité & Opérations afin de rendre ce pilotage indépendant des fonctions opérationnelles et financières. La fonction Finance participe activement à l'analyse de risques et à la définition et la mise en œuvre des actions de contrôles afférentes à son activité.

A ce titre, la Vice-Présidente, Conformité & Opérations et le Chief Financial Officer rendent compte de leurs missions au Directoire, au Président du Comité d'audit et de durabilité et au Président du Conseil d'administration.

2.2.4. Recensement et analyse des risques

Les facteurs de risques identifiés à ce jour par la Société sur la base des procédures décrites ci-après sont présentés à la section 3.1. « Facteurs de risques » du présent document d'enregistrement universel. La démarche de cartographie des risques de l'entreprise est l'une des étapes premières et majeures de la mise en place et de l'optimisation du dispositif de contrôle interne et de maîtrise des opérations. En effet, l'identification et l'évaluation des risques permettent de définir des actions nécessaires à une meilleure maîtrise des risques et des opérations.

La macro-cartographie des risques utilise les angles d'attaques suivants pour recenser les différents risques :

- stratégiques, liés au partenariat et aux activités commerciales ;
- opérationnels ;
- financiers ;
- liés à la fraude ;

- liés à la communication ;
- réglementaires, juridiques, de conformité et liés à la propriété intellectuelle ;
- liés aux ressources humaines ;
- liés à l'hygiène, à la sécurité, aux installations techniques et à l'environnement ; et
- liés au système d'information.

En termes d'information comptable et financière, la Société distingue deux types de risques :

- les risques liés à l'élaboration des comptes et à la production et la publication de données financières, qui peuvent naître de différents types de dysfonctionnements issus des processus comptables et financiers eux-mêmes ;
- les risques de marché liés aux risques de change sur les dépenses opérationnelles et aux variations de taux d'intérêts concernant la trésorerie et les instruments financiers.

La macro-cartographie des risques est mise à jour annuellement suite à une revue détaillée prenant en compte les piliers de la stratégie de la Société et les événements significatifs de l'année. Les risques résiduels, les nouvelles actions de maîtrise envisagées ainsi qu'un plan d'actions visant à réduire le niveau de certains risques sont présentés et discutés en Comité d'audit et de durabilité.

Dans le cadre d'une approche complémentaire de l'approche décrite ci-dessus car partant directement des actions de contrôle en place, la Société tient compte des conclusions des travaux effectués par ses Commissaires aux comptes et de leurs recommandations discutées annuellement en Comité d'audit et de durabilité et en Conseil d'administration. Les résultats de ces constats effectués par les Commissaires aux comptes sont présentés et discutés en Comité d'audit et de durabilité ainsi qu'en Conseil d'administration.

2.2.5. Environnement de contrôle

La Société est entrée dès sa création dans une démarche qualité basée sur les principes de la norme ISO 9001, pour ses activités de recherche et développement de médicaments dans le domaine de l'immunothérapie. Le système qualité est l'un des dispositifs majeurs de maîtrise des risques opérationnels. Aux dispositions du système qualité se sont ajoutées celles liées à la maîtrise des risques et au contrôle interne, dans l'idée d'avoir une vision intégrée de ces dispositifs dans une optique d'optimisation des processus. La mise en application de ces dispositions sont vérifiées régulièrement via la conduite de contrôles et d'audits internes.

La Société considère que les risques en matière de gestion de l'information financière sont aujourd'hui limités pour les raisons suivantes :

- d'une façon générale, la direction de la Société et plus particulièrement le personnel du service comptabilité et finance sont, de par leurs formations et expériences, sensibilisés aux questions de contrôle interne et répondent de façon positive aux recommandations faites par le Comité d'audit et de durabilité et par les Commissaires aux comptes ;
- la Société a recours à des experts indépendants pour l'évaluation de postes comptables complexes ou faisant appel à des estimations ou pour les traitements comptables IFRS complexes ;
- la Société a fait appel à un cabinet de conseil spécialisé pour l'accompagner dans sa mise en conformité à Sarbanes-Oxley ;
- un expert-comptable intervient pour vérifier les travaux semestriels et annuels d'une partie de la production comptable, avant présentation aux Commissaires aux comptes ;

- des intervenants indépendants sont mandatés pour le calcul des provisions pour indemnités de départ à la retraite et primes d'ancienneté et pour la valorisation des plans d'actions de performance ;
- l'établissement de la paie est sous-traitée à une société spécialisée ; et
- La responsabilité de la communication financière externe est confiée uniquement aux membres de l'équipe de direction ainsi qu'à un département de communication et relations investisseurs.

La Société dialogue de façon régulière avec ses Commissaires aux comptes, son Comité d'audit et de durabilité et avec des tiers pour l'interprétation ou la mise en place des nouveaux principes comptables applicables français et IFRS, ainsi que pour toute mesure touchant au contrôle interne.

Avec la mise à jour régulière de la macro-cartographie des risques permettant de revoir et de réévaluer les risques et les actions de maîtrise mais également par le travail régulier avec les Commissaires aux comptes dans le cadre de leur mission générale sur une approche partant des contrôles clés en place, la Société considère qu'elle s'est dotée de moyens nécessaires à la mise en place d'outils de contrôle appropriés. Ce dispositif complète le rôle actif joué par le Comité d'audit et de durabilité en la matière.

Conformément à l'article L. 22-10-35 du Code de commerce, la Société a mis en place un Code de conduite et d'éthique des affaires pour aider les dirigeants et salariés, ainsi que certaines personnes agissant au nom ou pour le compte de la Société, à prendre des décisions éthiques et juridiquement conformes dans la conduite des affaires de la Société. De même, la Société a mis en place une politique anti-corruption dont l'objectif consiste à établir pour ses collaborateurs et pour les tiers qui interagissent avec elle des lignes directrices claires et solides pour veiller au respect des lois et des réglementations anticorruption et de promouvoir une culture de l'éthique et de l'intégrité.

2.2.6. Bilan des actions menées au cours de l'exercice 2025 & perspectives d'évolution

Au cours de l'exercice 2025, la Société a poursuivi les travaux de renforcement de son dispositif de contrôle interne. En effet, suite à son introduction au Nasdaq, la Société a initié dès la fin de l'année 2019, un programme de mise en conformité à la loi Sarbanes-Oxley avec le support d'un cabinet de conseil spécialisé. Ce travail a permis de cartographier, par une approche par les risques, de documenter les processus hébergeant les flux financiers et de définir et mettre en œuvre les contrôles clés relatifs à ceux-ci. L'essentiel des actions menées au cours de l'exercice 2025 a consisté à continuer d'améliorer le dispositif de contrôle interne et sa mise en œuvre, à veiller à ne pas dégrader l'efficacité des processus existants et à s'assurer de sa conformité à la section 404-b de la loi Sarbanes-Oxley.

En effet, au 31 décembre 2024, la Société a perdu son statut d'entreprise émergente en croissance ("*Emerging Growth Company*") et doit désormais se conformer à la section 404-b de la loi Sarbanes-Oxley. Ceci implique que depuis l'exercice 2024, les Commissaires aux Comptes émettent également un avis sur le dispositif de Contrôle Interne de la Société.

En fin d'exercice fiscal 2025, la Société n'a pas identifié de déficience majeure de son dispositif de contrôle interne.

L'évaluation et l'amélioration du dispositif de contrôle interne s'inscrit désormais dans le cadre de la démarche globale d'amélioration continue de la Société. Le maintien d'un niveau satisfaisant de conformité aux exigences réglementaires et notamment celles de la loi Sarbanes-Oxley reste une priorité pour la Société. Ceci s'accompagne lors de la planification des activités de contrôle / audit interne, d'une évaluation des risques y compris la détermination des comptes, informations financières et assertions pertinentes afin de mettre à jour la matrice des risques et contrôles initialement définie.

Section 3. Gouvernement d'entreprise

Les développements ci-après composent la première partie du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise prévu à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Les modalités relatives à la participation des actionnaires à l'assemblée générale figurent à la Section [5.4.2.](#) du présent document.

Les informations relatives aux délégations en matière d'augmentation de capital sont présentées à la Section [5.1.6.](#) du présent document.

Les éléments susceptibles d'avoir une incidence en matière d'offre publique sont énoncés à la Section [5.2.4.](#) du présent document.

3.1. Présentation de la gouvernance de la Société

La Société est gouvernée par un conseil d'administration depuis l'Assemblée générale du 22 mai 2025 ayant adopté un nouveau mode de gouvernance avec la mise en place d'un Conseil d'administration en lieu et place du Directoire et du Conseil de surveillance. A la date du présent Document d'enregistrement universel, les membres du Conseil d'administration sont:

- Irina Staatz-Granzer, Présidente du Conseil d'administration.
- Jonathan Dickinson, Directeur général ;
- Pascale Boissel ;
- Véronique Chabernaud ;
- Sally Bennett ;
- BPI France participations, représentée par Olivier Martinez ;
- Christian Itin ;
- Marty J.Duvall.

Gilles Brisson et Jean-Yves Blay ont été membres du Conseil de Surveillance jusqu'au 22 mai 2025.

La Société a fait le choix de dissocier les fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur général. Ainsi, la Présidence du Conseil d'administration est assurée par Irina Staatz-Granzer, ancienne Présidente du Conseil de surveillance de la Société. La Direction générale est assurée par Jonathan Dickinson depuis mai 2025.

La Société est également dotée d'une équipe de Direction dénommée "Executive Leadership Team" (anciennement "Comité Exécutif") qui assure la gestion opérationnelle de la Société.

Les organes de gouvernance de la Société sont détaillés aux Sections [3.2. "Composition et fonctionnement du Conseil d'administration"](#), [3.3. "Composition et fonctionnement des Comités du Conseil d'administration"](#), [3.4. "Composition et fonctionnement de la Direction"](#) et [3.5 "Le Strategic Advisory Board"](#) du présent Document d'enregistrement universel.

Depuis le début de l'exercice 2023, la Société se réfère au Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées Middlesnext révisé en septembre 2021 (« **Code Middlesnext** ») consultable sur le site www.middlesnext.com et en applique les principes sauf exceptions (voir paragraphe [3.9](#) du présent rapport).

En outre, les titres de la Société sont cotés sur le Nasdaq mais la société ayant le statut de “*Foreign Private Issuer*” aux Etats-Unis, elle n’est pas soumise à toutes les règles de gouvernance applicables aux sociétés cotées sur ce marché.

3.2. Composition et fonctionnement du Conseil d'administration

3.2.1. Membres du Conseil d'administration

Depuis le 22 mai 2025, la Société est administrée par un Conseil d’administration.

Le Conseil d’administration est composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus. Les administrateurs sont nommés par l’Assemblée générale des actionnaires.

La durée des fonctions des administrateurs est de trois ans. Le renouvellement des mandats se fait par roulement de telle sorte qu’un renouvellement régulier des membres du Conseil se fasse par fractions aussi égales que possible. Par exception, aux fins du roulement, l’Assemblée générale peut désigner un administrateur pour une durée de un, deux ou trois ans dans le cadre de l’échelonnement de la durée des mandats.

Au 31 décembre 2025, le Conseil d’administration est composé de huit membres, dont 7 sont considérés comme indépendants au sens du Code de gouvernement d’entreprise Middledent. Cinq membres sont de nationalité étrangère, soit 63% des membres du Conseil. Le Conseil d’administration est composé équitablement d’hommes et de femmes puisqu’il compte quatre femmes et quatre hommes.

Il n’y a pas d’administrateur élu par les salariés au sein du Conseil. Deux salariés représentant le Comité Social et Économique participent aux réunions du Conseil d’administration.

Le tableau ci-dessous donne une présentation synthétique de la composition du Conseil d’administration à la date du présent Document d’enregistrement universel. Pour plus de clarté, il est précisé que la durée de présence des administrateurs au sein du Conseil est calculée à partir de la date de leur première nomination en qualité de mandataire social au sein de la Société. Ainsi, le changement de mode de gouvernance décidé le 22 mai 2025 n’impacte pas le calcul de l’ancienneté des administrateurs.

Informations personnelles						Position au sein du Conseil d’administration			
	Age	Genre	Nationalité	Nombre d’actions détenues	Autres mandats	Membre indépendant	Première nomination	Échéance du mandat	Ancienneté en années
Irina Staatz-Granzer	65	F	Allemande	25 100	Voir ci-dessous	✓	23/06/09	AGO 2028	17
Jonathan Dickinson	58	H	Britannique	0	Voir ci-dessous	✗	22/05/25	AGO 2028	1
Sally Bennett	54	F	Britannique	2 500	Voir ci-dessous	✓	20/05/22	AGO 2026	4
Pascale Boissel	59	F	Française	1 000	Voir ci-dessous	✓	19/05/20	AGO 2026	6
Christian Itin	62	H	Suisse	0	Voir ci-dessous	✓	22/05/25	AGO 2027	1
Marty J. Duvall	64	H	Américaine	0	Voir ci-dessous	✓	22/05/25	AGO 2027	1
Olivier Martinez (représentant permanent de Bpifrance Participations)	55	H	Française	6 389 406	Voir ci-dessous	✓	23/06/17	AGO 2026	9
Véronique Chabernaud	64	F	Française	660	Voir ci-dessous	✓	27/04/15	AGO 2026	11

Le tableau ci-dessous donne une présentation synthétique de la composition des Comités du Conseil d'administration à la date du présent Document d'enregistrement universel :

Informations personnelles	Participation à des comités du Conseil d'administration			
	Audit et durabilité	Rémunérations et nominations	Transactions	R&D
Irina Staatz-Granzer	✗	✗	✓	✗
Jonathan Dickinson	✗	✗	✗	✗
Sally Bennett	✓	✓	✗	✗
Pascale Boissel	✓	✗	✗	✗
Christian Itin	✗	✗	✓	✓
Marty J. Duvall	✗	✓	✓	✗
Olivier Martinez (représentant permanent de Bpifrance Participations)	✓	✗	✗	✓
Véronique Chabernaud	✗	✓	✗	✓

A la date du présent Document d'enregistrement universel, le Conseil d'administration est composé comme suit :



Irina Staatz-Granzer

**Présidente du Conseil
d'administration à compter du
22 mai 2025**

**Présidente du Conseil de
surveillance jusqu'au 22 mai
2025**

**Présidente du Comité des
Transactions**

Membre indépendant

- Née le 25 mai 1960 - Nationalité allemande
- 1ère nomination : 23/06/2009
- Échéance du mandat : AGO 2028

Irina Staatz-Granzer a exercé des fonctions dans le développement des affaires de plusieurs entreprises pharmaceutiques et de biotechnologie, notamment en développement commercial chez Hermal (filiale de Merck KGaA), Boots Healthcare International, Knoll (BASF Pharma, puis Abbott) et en qualité de CEO auprès de Scil Technology GmbH, d'U3 Pharma AG et de Blink Biomedical SAS. Elle est également Présidente du PLCD (Club allemand de Licence Pharmaceutique). Elle a fondé et dirige aujourd'hui le cabinet de conseil Staatz Business Development & Strategy. Irina Staatz-Granzer est également membre du Conseil de surveillance d'Aelis Farma SAS. Irina Staatz-Granzer a un doctorat en pharmacie de la Philipps-Universität Marburg et de l'Université de Tübingen (Allemagne).

Autres mandats et fonctions

Au sein de sociétés cotées :

- Membre du Conseil de surveillance d'Aelis Farma [Aelis]

Au sein de sociétés non cotées :

- Fondatrice et dirigeante de Staatz Consulting depuis 2006
- Présidente de PLCD (German Pharma Licensing Club) depuis 2013

Mandats et fonctions expirés au cours des cinq dernières années

Au sein de sociétés non cotées :

- Chairman de Emergence Therapeutics AG (fin du mandat en janvier 2023)
- Chairman de Talix Therapeutics NV (non renouvelé en 2021)

Au sein de sociétés cotées : Néant

Actions et instruments de participation détenus au 31 décembre 2025:

Actions	BSA
25 100	30 000



Pascale Boissel, MBA (HEC Paris)

**Membre du Conseil
d'administration à compter du
22 mai 2025**

**Vice-présidente du Conseil de
surveillance jusqu'au 22 mai
2025**

Présidente du Comité d'Audit

Membre indépendant

- Née le 15 octobre 1966 - Nationalité française
- 1ère nomination : 19/05/2020
- Échéance du mandat : AGO 2026

Pascale Boissel est spécialiste des finances, de l'audit, du contrôle interne, de la gestion de la croissance et des opérations de restructuration. Elle a acquis une expérience de plus de 30 ans dans un large panel d'activités : audit, transactions, alimentation et boissons (Danone), matériaux de construction (Lafarge Holcim), enseignement et, depuis plus de 10 ans maintenant, en santé et biotechnologie. Auparavant, Pascale Boissel était directrice financière d'ENYO Pharma. Pascale Boissel a été Directrice Générale Adjointe et Directrice Administrative et Financière de l'Institut BIOASTER (IRT) dans le domaine des maladies infectieuses et de la microbiologie. En 2009, Madame Boissel a rejoint Ipsogen, une société cotée développant et commercialisant des produits diagnostiques moléculaires, en tant que Directeur Financier. Pascale Boissel a débuté sa carrière dans l'audit et la finance d'entreprise chez PricewaterhouseCoopers Paris.

Autres mandats et fonctions

Au sein de sociétés cotées :

- Membre du Conseil d'Administration et Présidente du Comité d'audit de Sartorius Stedim B. [DIM]

Au sein de sociétés non cotées : Néant

Mandats et fonctions expirés au cours des cinq dernières années

Au sein de sociétés non cotées :

- Directrice financière à temps partiel de Novadiscovery (fin en 2022)
- Directrice financière et consultante d'Innoskel (fin en 2021)

Au sein de sociétés cotées :

- Membre du Conseil d'Administration et Présidente du Comité d'audit de Poxel [POXEL]

Actions et instruments de participation détenus au 31 décembre 2025:

Actions	BSA
1 000	8 260



Jonathan Dickinson, PhD

**Directeur général à compter du
22 Mai 2025**

**Président du Directoire jusqu'au
22 mai 2025**

Membre non-indépendant

- Né le 7 août 1967 - Nationalité anglaise
- 1ère nomination : 1/11/2024
- Échéance du mandat : AGO 2028

Jonathan Dickinson occupait le poste de Vice-Président Exécutif et Directeur Général Europe chez Incyte depuis 2016. Avant de rejoindre Incyte, Jonathan Dickinson a eu des responsabilités de cadre dirigeant à fort leadership chez ARIAD Pharmaceuticals, une biotech américaine spécialisée en oncologie, et chez Bristol-Myers Squibb. Il a auparavant passé 13 ans chez Hoffmann-La Roche, où il a contribué au succès de plusieurs produits phares en oncologie. Jonathan Dickinson a commencé sa carrière chez Novartis, où il a occupé des postes à responsabilité croissante dans les divisions d'oncologie et d'endocrinologie. Il est titulaire d'une licence en génétique et d'un master en administration des affaires de l'université de Nottingham (Royaume-Uni).

Autres mandats et fonctions

Au sein de sociétés cotées : Néant

Au sein de sociétés non cotées : Néant

Mandats et fonctions expirés au cours des cinq dernières années

Au sein de sociétés non cotées : Néant

Au sein de sociétés cotées :

- General Manager Europe, Executive Vice-President of Incyte

Actions et instruments de participation détenus au 31 décembre 2025:

Actions	AGA Dirigeants 2024-1
0	200 000



Christian Itin

**Membre du Conseil
d'administration à compter du
22 mai 2025**

**Membre du Comité des
Transactions**

Membre du Comité R&D

Membre indépendant

- Né le 23 mai 1964 - Nationalité suisse
- 1^{ère} nomination : 22/05/2025
- Échéance du mandat : AGO 2027

Christian Itin est un dirigeant très expérimenté dans le secteur des biotechnologies, avec plus de 25 ans d'expérience dans l'industrie. Il est actuellement directeur général d'Autolus Therapeutics (Nasdaq : AUTL). Il a développé Autolus pour en faire une société biopharmaceutique entièrement intégrée, commercialisant son premier produit de thérapie cellulaire CAR-T, Aucatzyl®, approuvé par la FDA américaine en novembre 2024.

Auparavant, Christian a été président et directeur général de Micromet Inc., une société biopharmaceutique précédemment cotée au Nasdaq, acquise en mars 2012 par Amgen, Inc. pour un montant de 1,2 milliard de dollars américains. Micromet a développé le premier anticorps engageant les cellules T, Blincyto®, désormais traitement de référence pour la leucémie aiguë à cellules B.

De 2016 à 2019, Christian a siégé au conseil d'administration de Kuros Biosciences (SIX : KURN), en tant que président de 2016 à 2018. Avant cela, il a été président exécutif de Cytos Biotechnology Ltd de 2012 à 2016, jusqu'à sa fusion avec Kuros Biosurgery, donnant naissance à Kuros Biosciences. Kuros a développé et commercialise MagnetOS™, un substitut osseux synthétique remplaçant les greffes osseuses allogéniques ou xénogéniques. Christian a également été administrateur non exécutif au conseil d'administration de Kymab Ltd, une société privée britannique, de 2012 jusqu'à son acquisition par Sanofi en 2021 pour un paiement initial de 1,1 milliard de dollars américains, assorti de paiements d'étape supplémentaires.

Il est titulaire d'un diplôme en biologie et d'un doctorat en biologie cellulaire, obtenu avec la mention summa cum laude, de l'Université de Bâle (Suisse). Il a également effectué des travaux de recherche postdoctorale au Biozentrum de l'Université de Bâle ainsi qu'à la Stanford University School of Medicine, en Californie, aux États-Unis.

Autres mandats et fonctions

Au sein de sociétés cotées :

- PDG d'Autolus Therapeutics, Ltd

Au sein de sociétés non cotées : Néant

Mandats et fonctions expirés au cours des cinq dernières années

Au sein de sociétés non cotées :

- Directeur non exécutif au Conseil d'administration de Kymab, Ltd

Au sein de sociétés cotées : Néant

Actions et instruments de participation détenus au 31 décembre 2025:

Actions	BSA 2025
0	20 000



Marty J. Duvall

**Membre du Conseil
d'administration à compter du
22 mai 2025**

**Membre du Comité des
Transactions**

**Membre du Comité des
rémunérations et des
nominations**

Membre indépendant

- Né le 18 avril 1962 - Nationalité américaine
- 1ère nomination : 22/05/2025
- Échéance du mandat : AGO 2027

Marty J. Duvall est un dirigeant expérimenté et passionné du secteur des biotechnologies basé aux États-Unis, disposant de plus de 35 ans d'expérience dans le développement d'entreprises dans l'industrie pharmaceutique et biotechnologique, avec une spécialisation dans le domaine des thérapies ciblées.

L'expérience de M. Duvall dans le secteur de l'industrie pharmaceutique comprend des postes de direction en oncologie chez Aventis et Merck. Son expérience dans le domaine de la biotechnologie comprend des contributions au niveau de la direction exécutive (C-level) à la création et au développement d'entreprises ayant conduit à des transactions créatrices de valeur chez MGI Pharma, Abraxis Bioscience et ARIAD, où il a contribué à établir une présence aux États-Unis, en Europe et en Asie.

Son expérience en tant que directeur général comprend aussi bien des sociétés cotées (Tocagen et Oncopeptides) que des sociétés privées (Angiex), et inclut une introduction en bourse réussie ainsi que plusieurs levées de fonds complémentaires réalisées sous sa direction.

Avec un focus sur l'oncologie depuis plus de trois décennies, Marty J. Duvall a contribué au lancement et au développement de nombreux traitements ayant bénéficié à des patients atteints de divers cancers, notamment du sein, du poumon, de la prostate, de l'estomac, de la tête et du cou, du cerveau, du mélanome, des syndromes myélodysplasiques, de la leucémie et du myélome multiple.

Autres mandats et fonctions

Au sein de sociétés cotées : Néant

Au sein de sociétés non cotées :

- Membre du Conseil d'administration d'ORO Therapeutics
- Conseil de Deck Bio

Mandats et fonctions expirés au cours des cinq dernières années

Au sein de sociétés non cotées :

- PDG d'Angiex, Inc.
- PDG d'Oncopeptides AB
- PDG de Tocagen Inc.

Au sein de sociétés cotées : Néant

Actions et instruments de participation détenus au 31 décembre 2025:

Actions	BSA 2025
0	20 000



Sally Bennett

**Membre du Conseil
d'administration à compter du
22 mai 2025**

**Membre du Conseil de
surveillance jusqu'au 22 mai
2025**

**Membre du Comité d'Audit et
du Comité des Rémunération et
nominations**

Membre indépendant

- Née le 01 juillet 1971 - Nationalité britannique
- 1ère nomination : 22/05/2022
- Échéance du mandat : AGO 2026

Sally Bennett a une expérience et une expertise significatives en matière d'analyse financière et de marchés des capitaux, dans les secteurs de la santé et de la biotechnologie.

La carrière de Sally Bennett couvre la médecine, les marchés des actions et des capitaux et la gestion des investissements. Elle a acquis 25 ans d'expérience dans l'industrie, à des postes de direction dans le secteur financier dans le domaine des sciences de la vie et de la biopharmacie. Elle a occupé pendant 15 ans des postes de direction en tant qu'investisseur public et privé chez HealthCor, un gestionnaire d'investissements dans le domaine des soins de santé et des sciences de la vie basé aux États-Unis, et a récemment codirigé l'évolution de l'entreprise vers l'investissement privé. Depuis le 30 juin 2022, elle est consultante pour HealthCor et, depuis novembre 2022, elle est conseillère principale pour Catalio Capital dans le cadre de l'acquisition de HealthCor Management. Avant HealthCor, elle a passé dix ans en tant qu'analyste senior chez ING Financial Markets et ensuite chez Piper Jaffray. Elle est également membre du conseil consultatif du programme P4 Precision Medicine Accelerator au Royaume-Uni. Elle siège également au conseil d'administration d'une société britannique privée, Mosaic Therapeutics, où elle représente le Sanger Institute. Elle a également été membre du conseil des gouverneurs de l'UCLH, un hôpital du NHS Foundation Trust, où elle a siégé au comité de la recherche et de l'innovation. Elle est membre de l'Institute of Directors (IoD) et a obtenu la *qualification CertIoD*.

Sally Bennett est titulaire d'une licence en sciences anatomiques et d'un diplôme de médecine, obtenu avec mention, tous deux à l'université de Manchester.

Autres mandats et fonctions

Au sein de sociétés cotées : Néant

Au sein de sociétés non cotées :

- Consultante auprès de Catalio Capital (ex HealthCor)
- Membre du comité consultatif du programme P4 Precision Medicine Accelerator
- Membre du comité d'examen éthique de la BioBank de l'UCL/ UCLH
- Observateur au conseil d'administration d'Alentis Therapeutics

Mandats et fonctions expirés au cours des cinq dernières années

Au sein de sociétés non cotées :

- Membre du conseil d'administration de Mosaic Therapeutics
- Membre senior de l'équipe d'investissement employée par HealthCor Management LP
- Mandat de trois ans en tant que gouverneur du University College London Hospital NHS Foundation Trust (jusqu'en août 2021).

Au sein de sociétés cotées :

- Membre du conseil d'administration non exécutif indépendant, président du comité d'audit et membre du comité de développement clinique de BerGenBio

Actions et instruments de participation détenus au 31 décembre 2025 :

Actions
2 500



**Bpifrance Participations
représenté par Olivier Martinez**

**Membre du Conseil
d'administration à compter du
22 mai 2025**

**Membre du Conseil de
surveillance jusqu'au 22 mai
2025**

**Président du Comité R&D et
membre du Comité d'audit et
de durabilité**

Membre indépendant

- Né le 18 septembre 1970 - Nationalité française
- 1ère nomination : 23/06/2017
- Échéance du mandat : AGO 2026

Olivier Martinez est Directeur d'Investissements Senior au sein de Bpifrance. Avant cela, Olivier Martinez a été Directeur d'Investissements chez CDC Entreprises (2010-2013) et Partner de Bioam Gestion (2000-2010). Auparavant, il a travaillé pour le groupe Sciences de la vie de Gemini Consulting (Cap Gemini).

Olivier Martinez est ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure et détient un Doctorat en biologie cellulaire de l'Université Paris XI et un MBA du Collège des Ingénieurs.

Autres mandats et fonctions

Au sein de sociétés cotées : Néant

Au sein de sociétés non cotées :

- Membre du Comité de Surveillance d'Adcytherix
- Membre du Comité Stratégique d'Enodia Therapeutics

Mandats et fonctions expirés au cours des cinq dernières années

Au sein de sociétés non cotées :

- Membre du Conseil d'Administration d'HaliDX (représentant permanent de Bpifrance Investissement, démission en 2021)
- Membre du Conseil de Surveillance d'Emergence Therapeutics AG (démission le 31/12/2022)
- Observateur au Conseil de Surveillance d'Emergence Therapeutics AG (fin en 2023)
- Censeur au Conseil d'Administration d'Amolyt Pharma (représentant permanent de Bpifrance Investissement) (fin en Juillet 2024)

Au sein de sociétés cotées :

- Censeur au Conseil d'Administration d'Abionyx Pharma [ABNX] (représentant permanent de Bpifrance Participations)
- Censeur au Conseil d'Administration de Phaxiam Therapeutics (PHXM)
- Censeur au Conseil d'Administration de Poxel [POXEL] (représentant permanent de Bpifrance Investissement, démission en 2020)
- Censeur au Conseil de surveillance d'Innate Pharma SA (démission le 30 juin 2021)
- Membre du Conseil d'Administration d'Adocia [ADOC] - Représentant permanent de Bpifrance Investissement (démission le 1er décembre 2022)

Actions et instruments de participation détenus au 31 décembre 2025:

Actions
6 389 406



Véronique Chabernaude

**Membre du Conseil
d'administration à compter du
22 mai 2025**

**Membre du Conseil de
surveillance jusqu'au 22 mai
2025**

**Président du Comité des
rémunérations et des
nominations et membre du
Comité R&D**

Membre indépendant

- Née le 18 novembre 1961 - Nationalité française
- 1ère nomination : 27/04/2015
- Échéance du mandat : AGO 2026

Véronique Chabernaude, médecin cancérologue et diplômée de l'ESSEC, a occupé durant une vingtaine d'années des postes de haut niveau, à l'échelle nationale et internationale, dans l'industrie pharmaceutique. Directeur de l'unité opérationnelle d'oncologie France chez Sanofi Aventis, Vice-président Marketing Vente chez Aventis Intercontinental et Europe et Directeur des Affaires médicales Globales en oncologie chez Rhône-Poulenc Rorer. Elle exerce également en tant que consultante auprès d'entreprises dans le domaine des technologies innovantes à fort impact de santé publique, sur un plan national et international (Genomic Health, BioSystems International, Mauna Kea Technologies, Ariana Pharma, Qynapse, Omicure...). En 2007, elle a créé sa société « Créer la Vitalité » qui accompagne les entreprises et les organisations vers le développement d'innovations et de prévention en santé. Véronique Chabernaude a été diplômée en 2017 du Certificat d'Administrateur de Société par l'Institut Français des Administrateurs et Sciences Po Paris et intervient dans ce cursus depuis 2017. Véronique Chabernaude a également créé une association, « Enfance et Vitalité », qui propose des ateliers Santé destinés aux enfants. Elle est également co-auteur du livre « Capital Humain versus Humain Capital ». De juillet 2019 à juillet 2021, Véronique Chabernaude a été membre du Conseil d'administration et Président du Comité des rémunérations du Groupe Bastide le Confort Médical.

Autres mandats et fonctions

Au sein de sociétés cotées : Néant

Au sein de sociétés non cotées :

- Fondatrice de la société « Créer la Vitalité »
- CMO par intérim de la société Ariana Pharma

Mandats et fonctions expirés au cours des cinq dernières années

Au sein de sociétés non cotées : Néant

Au sein de sociétés cotées : Néant

Actions et instruments de participation détenus au 31 décembre 2025:

Actions	BSA
660	10 000

3.2.2. Changements intervenus pendant l'exercice

Les changements intervenus en 2025 dans la gouvernance de la Société sont rappelés à la Section [3.1. "Présentation de la gouvernance de la Société"](#) du présent Document d'enregistrement universel.

Les mandats de Président et de membre du Conseil de surveillance ont pris fin le 22 mai 2025, suite au changement de mode de gouvernance de la Société. L'assemblée générale a ainsi procédé à la nomination des membres du Conseil d'administration comme détaillé dans le tableau ci-dessous:

Membres du Conseil d'administration	Départ	Nomination	Renouvellement
Irina Staatz-Granzer, <i>Présidente</i>		22 mai 2025 ⁽¹⁾	
Pascale Boissel, <i>Vice-présidente</i>		22 mai 2025 ⁽³⁾	
Jonathan Dickinson		22 mai 2025 ⁽¹⁾	
Sally Bennett		22 mai 2025 ⁽³⁾	
Christian Itin		22 mai 2025 ⁽²⁾	
Marty J. Duvall		22 mai 2025 ⁽²⁾	
Véronique Chabernaud		22 mai 2025 ⁽³⁾	
Bpifrance Participations		22 mai 2025 ⁽³⁾	
Jean-Yves Blay	22 mai 2025		
Gilles Brisson	22 mai 2025		

(1) Mandat de trois ans à échéance lors de l'AGOA 2028 sur les comptes de l'exercice 2027

(2) Mandat de deux ans à échéance lors de l'AGOA 2027 sur les comptes de l'exercice 2026

(3) Mandat d'un an à échéance lors de l'AGOA 2026 sur les comptes de l'exercice 2025

3.2.3. Principes de fonctionnement

- Le Conseil d'administration en quelques chiffres clés au 31 décembre 2025

8 

membres

6,38 ans 

Ancienneté des mandats

0,88 

Mandat / membre
(autres sociétés cotées)

4 hommes
4 femmes 

mixité

63 % 

Membres extranationaux

60 ans

Moyenne d'âge

6 

Réunions en 2025
(à compter du 22 mai 2025)

100 % 

Assiduité aux
réunions en 2025
(à compter du 22 mai 2025)

- Composition du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est composé de trois membres au minimum et de dix-huit au plus. Ses membres sont nommés pour une durée de trois ans (deux ans ou un an) par l'Assemblée Générale Ordinaire qui peut les révoquer à tout moment. La limite d'âge pour l'exercice des fonctions de membre du Conseil d'administration et le cumul avec un autre mandat social dans une autre société sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. Le Conseil d'administration nomme, parmi ses membres personnes physiques, un Président.

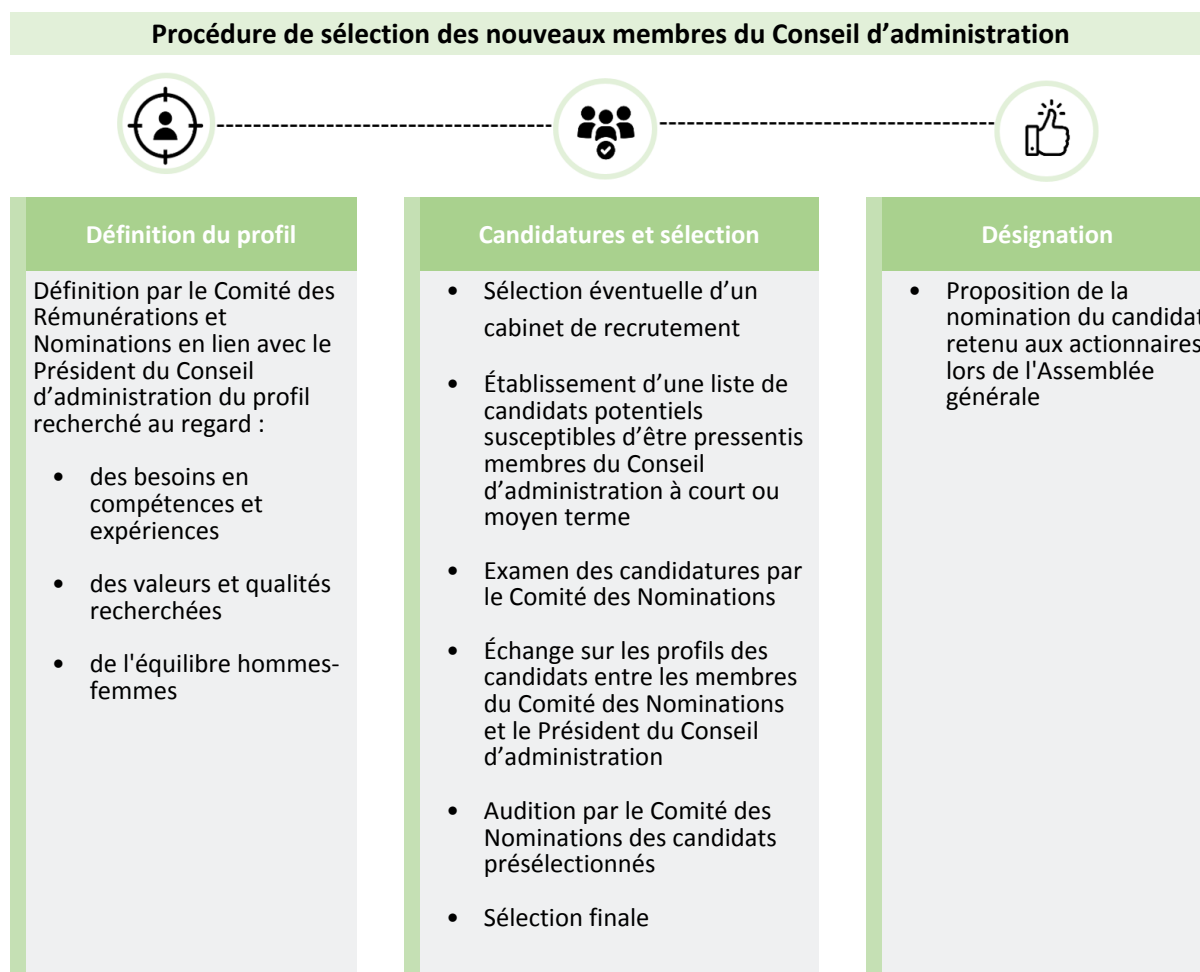
A la date du présent document, le Conseil d'administration de la Société compte huit membres dont sept membres indépendants. Tous les membres du Conseil d'administration ont été nommés conformément aux articles L. 225-17 et suivants du Code de commerce.

Le Conseil comptait en 2025 quatre femmes sur sept membres puis, suite au changement de mode de gouvernance, quatre femmes sur huit membres. La proportion des membres de chaque sexe au sein du Conseil d'administration est conforme aux exigences de l'article L. 225-17 du Code de commerce.

- **Politique de sélection des membres du Conseil d'administration**

Le Conseil d'administration, sur proposition du Comité des Rémunérations et Nominations, a adopté une politique qui prévoit que le Comité des Rémunérations et Nominations organise une procédure destinée à sélectionner les futurs membres du Conseil d'administration.

Le contenu de cette procédure de sélection est décrit dans le schéma ci-dessous.

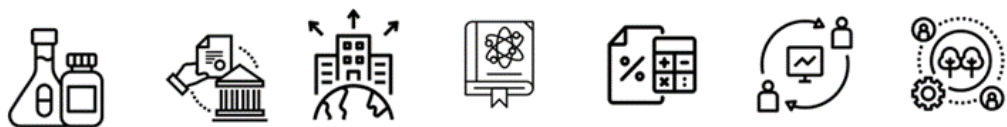


- **Compétences du Conseil d'administration**

Le Conseil d'administration veille à ce que sa composition soit conforme aux besoins de la Société en étant en adéquation avec ses activités (expérience dans l'industrie biopharmaceutique, dans le marketing et la vente de médicaments ainsi que dans la direction de sociétés cotées) et adaptée à ses enjeux (expertise médicale et scientifique, expertise en finances et comptabilité et dans le domaine des fusions/acquisitions et partenariats).

Lors de l'évaluation de sa composition, le Conseil d'administration tient compte des nouveaux enjeux de la stratégie de la Société. Il détermine alors si les qualités des membres présents en son sein lui permettent de mener à bien cette mission.

La matrice ci-dessous présente les compétences clés des membres du Conseil d'administration en exercice au cours de l'exercice 2025.



	Expérience dans l'industrie biopharmaceutique (R&D, fabrication, aspects réglementaires)	Direction générale de sociétés cotées	Business Development et M&A	Expertise médicale et scientifique	Finances/ Comptabilité (Financement, Taxe, Contrôle, Audit)	Expérience dans le marketing et la vente de médicaments	Expérience en gouvernance et en RSE (Responsabilité Sociale des Entreprises)
I.Staatz-Granzer	✓		✓		✓		
Jonathan Dickinson	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
O. Martinez	✓	✓	✓	✓	✓		✓
S. Bennett			✓	✓	✓	✓	✓
V. Chabernaud	✓	✓		✓		✓	✓
Marty J. Duvall	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
Christian Itin	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
P. Boissel	✓	✓	✓		✓		
Gilles Brisson	✓	✓	✓		✓	✓	
Jean-Yves Blay				✓			
Taux de compétence	80 %	70 %	80 %	70 %	80 %	60 %	30 %

• Formation du Conseil d'administration

Conformément à la recommandation n°5 du Code Middlednext, le Conseil de surveillance du 15 mars 2023 a adopté, sur recommandation du Comité des rémunérations et des nominations, un plan de formation des membres du Conseil de surveillance, applicable au Conseil d'administration depuis la transformation de la Société le 22 mai 2025. Le plan de formation est revu annuellement par le Conseil d'administration.

Au titre de l'année 2025, deux sessions de formation ont été dispensées aux membres du Conseil d'administration :

- le 8 janvier 2025: critères de décision du choix des nouveaux programmes ;
- le 21 mai 2025: fonctionnement d'un conseil d'administration.

Le plan de formation triennal a été revu lors du Conseil d'administration du 22 janvier 2026.

Pour l'exercice 2026, Il est prévu des sessions de formation abordant les thèmes suivants:

- Stratégies de financement des biotech ;
- L'utilisation de l'intelligence artificielle pour accélérer le développement des médicaments ; et
- Évolutions attendues en matière de prix et de remboursement des médicaments aux Etats-Unis et en Europe.

• **Indépendance des membres du Conseil d'administration**

Conformément au Code Middlednext, l'article 2.2 du Règlement Intérieur adopté par le Conseil d'administration le 22 mai 2025 prévoit qu'un membre du Conseil d'administration est un membre indépendant lorsque :	I. Staatz-Granzer	J. Dickinson	S. Bennett	C. Itin	O. Martinez (BPI)	V. Chabernaud	M. J. Duval	P. Boissel
il n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec la Société, son groupe ou sa direction, qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
il n'est pas un actionnaire de référence de la Société ni ne détient un pourcentage de droits de vote significatif	✓	✓	✓	✓	✓ ^[3]	✓	✓	✓
Ainsi, le membre indépendant ne doit pas être ou ne pas avoir été au cours des cinq années précédentes :								
salarié ou dirigeant mandataire social ⁽¹⁾ exécutif de la Société	✓	X	✓	✓	✓	✓	✓	✓
salarié, dirigeant mandataire social exécutif ou administrateur d'une société que la Société consolide	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
salarié, dirigeant mandataire social exécutif ou administrateur de la société mère de la Société ou d'une société consolidée par cette société mère	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
dirigeant mandataire social d'une société dans laquelle la Société détient directement ou indirectement un mandat d'administrateur ou dans laquelle un salarié désigné en tant que tel ou un mandataire social exécutif de la Société (actuel ou l'ayant été depuis moins de cinq ans) détient un mandat d'administrateur	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
ne pas être un client ⁽²⁾ , fournisseur, banquier d'affaires, banquier de financement significatif de la Société ou, le cas échéant, de ses filiales ou pour lequel la Société ou l'une de ses filiales représente une part significative de l'activité	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
ne pas avoir un lien familial proche avec un mandataire social de la Société ou, le cas échéant, de ses filiales	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
ne pas avoir été commissaire aux comptes de la Société, ou, le cas échéant de l'une de ses filiales au cours des six dernières années	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Résultat	✓	X	✓	✓	✓	✓	✓	✓

⁽¹⁾ Les mandataires sociaux exécutifs s'entendent ici du Président et des membres du Directoire dans les sociétés à Conseil de surveillance et directoire, du Président, du Directeur général, du ou des directeurs généraux délégués dans les sociétés à Conseil d'administration.

⁽²⁾ Ou lui être lié directement ou indirectement.

⁽³⁾ Lors de son examen annuel de l'indépendance de ses membres, le Conseil d'administration a considéré que Bpifrance Participations n'était pas un actionnaire de référence du fait de sa détention en capital ou en droits de vote inférieure à 10 %. En l'absence de seuil fixé par le Code Middlednext pour définir un "actionnaire de référence", le Conseil d'administration a retenu le seuil de 10 % en capital ou en droits de vote du Code Afep-Medef.

Chaque année, le Conseil d'administration procède à un examen de l'indépendance de l'ensemble de ses membres. Le Conseil peut estimer qu'un membre du Conseil, bien que remplissant les critères du Code Middlednext, ne doit pas être qualifié d'indépendant compte tenu de sa situation particulière ou de celle de la Société, eu égard à son actionnariat ou pour tout autre motif.

A ce titre, le Conseil d'administration du 22 janvier 2026 a statué sur l'indépendance des membres du Conseil d'administration au regard des critères précités et de leurs relations avec la Société et a détaillé son évaluation dans le tableau ci-dessous :

Indépendance des membres du Conseil d'administration à la date du présent document		
Irina Staatz-Granzer	Indépendante	—
Jonathan Dickinson	Non indépendant	Lors de son examen annuel de l'indépendance de ses membres, le Conseil d'administration a constaté que Jonathan Dickinson est dirigeant mandataire social au cours des cinq dernières années (Président du Directoire puis Directeur Général)
Sally Bennett	Indépendante	—
Christian Itin	Indépendant	—
Véronique Chabernaud	Indépendante	—
Pascale Boissel	Indépendante	—
Marty J. Duvall	Indépendant	—
Bpifrance Participations (Olivier Martinez)	Indépendante	Lors de son examen annuel de l'indépendance de ses membres, le Conseil d'administration a considéré que Bpifrance Participations n'était pas un actionnaire de référence du fait de sa détention en capital ou en droits de vote inférieure à 10 %. En l'absence de seuil fixé par le Code Middenext pour définir un "actionnaire de référence", le Conseil a retenu le seuil de 10 % en capital ou en droits de vote du Code Afep-Medef.

Les mandats éventuellement détenus par les membres du Conseil d'administration dans d'autres sociétés sont indépendants de leurs fonctions au sein du Conseil d'administration de la Société. Les membres du Conseil ne siègent pas dans les filiales de la Société, à l'exception de Jonathan Dickinson, Président et Sole Director de Innate Pharma Inc.

Il n'existe, à la date du présent document, aucun contrat de service liant les membres du Conseil d'administration à la Société ou à ses filiales.

Les membres du Conseil d'administration ne sont pas liés par des liens familiaux, ni avec aucun membre de l'équipe de Direction, des Comités d'Audit et de durabilité, des Rémunérations et des Nominations, des Transactions ou de Recherche et Développement, ni avec les membres du Strategic Advisory Board.

- **Appréciation du caractère significatif des relations d'affaires susceptibles d'être entretenues par les membres du Conseil d'administration**

A la date du présent document et à l'exception de ce qui est décrit ci-dessus, aucun membre du Conseil d'administration n'entretient ou n'a entretenu de relations d'affaires (c'est-à-dire en tant que client, banquier d'affaires ou banquier de financement) avec la Société.

- **Nomination et renouvellement des membres du Conseil d'administration**

Les membres du Conseil d'administration ont été nommés le 22 mai 2025, suite au changement du mode de gouvernance de la Société.

Irina Staatz-Granzer et Jonathan Dickinson ont été nommés pour une durée de trois ans prenant fin en 2028. Christian Itin et Marty J. Duvall ont été nommés pour une durée de deux ans prenant fin en 2027. Sally Bennett, Pascale Boissel, Bpifrance Participations et Véronique Chabernaud ont été nommés pour une durée d'un an prenant fin en 2026.

Ainsi, les mandats de Sally Bennett et Pascale Boissel, Bpifrance Participations et Véronique Chabernaud seront proposés au renouvellement lors de l'Assemblée Générale du 21 mai 2026. Il sera proposé de renouveler les mandats de Sally Bennett et Pascale Boissel pour une durée deux ans, jusqu'à l'Assemblée Générale statuant en 2028 sur les comptes annuels clos au 31 décembre 2027, et les mandats de Bpifrance Participations et Véronique Chabernaud pour une durée d'un an, jusqu'à l'Assemblée Générale statuant en 2027 sur les comptes annuels clos au 31 décembre 2026.

- **Détention d'actions par les membres du Conseil d'administration**

Le Règlement Intérieur du Conseil d'administration prévoit que chaque administrateur doit détenir au moins une action de la Société pendant toute la durée de son mandat.

Par ailleurs, le Règlement Intérieur recommande à chaque membre du Conseil de détenir, pendant toute la durée de son mandat, l'équivalent d'au moins 10% de sa rémunération annuelle en actions ordinaires de la Société.

La détention d'actions par les membres du Conseil d'administration à la date du présent rapport est détaillée à la Section [3.3.1. "Membres du Conseil d'administration"](#) du présent document.

- **Conflits d'intérêts**

Conformément à l'article 16.1 du Règlement Intérieur, le Conseil d'administration a mis en place des procédures adéquates pour la gestion des conflits d'intérêt. En particulier, il est prévu que lorsqu'un membre du Conseil se trouve dans une situation de conflit d'intérêt, celui-ci doit s'abstenir de participer aux réunions ou délibérations concernées.

Par ailleurs, il n'existe aucun arrangement ou accord conclu avec les principaux actionnaires ou avec des clients, fournisseurs ou autres personnes, visant à désigner un membre du Conseil d'administration.

A la date du présent rapport, il n'existe pas de conflit d'intérêt identifié au sein du Conseil d'administration.

- **Absence de condamnation**

Aucune condamnation pour fraude, faillite, mise sous séquestre, liquidation ou placement d'entreprise sous administration judiciaire, ni aucune mise en cause et/ou sanction publique officielle n'a été prononcée à l'encontre d'un membre du Conseil d'administration au cours des cinq dernières années.

Aucun membre du Conseil d'administration n'a été déchu par un tribunal du droit d'exercer la fonction de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur au cours des cinq dernières années.

- **Responsabilité civile**

En droit français, les dispositions statutaires limitant la responsabilité des membres du Conseil d'administration sont prohibées.

Toutefois, il est permis aux sociétés anonymes de souscrire une assurance responsabilité civile pour les cas où la responsabilité civile des membres du Conseil d'administration serait engagée par un tiers, sous réserve qu'ils aient agi de bonne foi et dans le cadre de leurs fonctions.

En revanche, la responsabilité pénale ne peut faire l'objet d'une indemnisation, que cette dernière soit versée directement par la société ou résulte d'une assurance responsabilité.

La Société a ainsi souscrit une assurance responsabilité civile pour les membres du Conseil d'administration et de l'équipe de Direction ainsi qu'une assurance couvrant toute responsabilité qui résulterait de la violation du *Securities Act* de 1933 aux Etats-Unis ("D&O"). La Société a également conclu des conventions d'indemnisation avec les membres du Conseil d'administration. Sous réserve de certaines exceptions et limitations prévues par le droit français, ces conventions prévoient une indemnisation pour les dommages et intérêts et autres dépenses, y compris, notamment, les honoraires d'avocats, les montants dus en application d'un jugement, d'une amende ou d'une transaction, au titre de toute action ou procédure engagée à l'encontre d'un membre du Conseil d'administration sur le fondement des actes qu'il a commis dans le cadre de ses fonctions. La Société estime que les assurances responsabilité et les conventions d'indemnisation sont nécessaires pour attirer des membres qualifiés.

Ces conventions peuvent dissuader les actionnaires d'intenter une action en justice contre les membres du Conseil d'administration pour manquement à leur obligation fiduciaire. Elles peuvent également avoir pour effet de réduire la probabilité que des actions soient engagées à l'encontre des membres du Conseil, même si de telles actions, si elles aboutissaient, pourraient profiter à la Société et à ses actionnaires. En outre, l'investissement d'un actionnaire pourrait être négativement impacté si la Société était amenée à payer, en application de ces conventions, le montant des transactions et des dommages et intérêts prononcés à l'encontre des membres du Conseil d'administration.

3.2.4. Missions du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration fonctionne conformément à la réglementation applicable ainsi qu'aux articles 13 à 17 des statuts de la Société.

Le Conseil d'administration applique également les règles de fonctionnement établies par le règlement intérieur du Conseil d'administration et figurant sur le site Internet de la Société. Le Règlement Intérieur fixe notamment les règles de fonctionnement du Conseil et de ses Comités.

A la date du présent rapport, le Conseil d'administration a mis en place les comités suivants :

A l'occasion du changement de gouvernance, il a été décidé d'intégrer les sujets de Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) au sein du Comité d'audit qui est devenu le Comité d'audit et de durabilité le 22 mai 2025 et de supprimer le Comité RSE qui était dédié à ces sujets. Cette décision s'inscrit dans une volonté de rationalisation des instances internes.

Il existe en outre un Strategic Advisory Board, comité ad hoc de la Société, qui n'est pas composé de membres du Conseil d'administration et dont le fonctionnement est détaillé à la Section [3.5. "Strategic Advisory Board"](#).

- **Les missions du Conseil d'administration**

Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre, conformément à son intérêt social, en considérant les enjeux sociaux et environnementaux de son activité.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui le concernent.

Ainsi, les principales missions du Conseil d'administration sont les suivantes :

- discussion des orientations stratégiques ;
- désignation du Président du Conseil d'administration ;
- examen des comptes annuels et des comptes semestriels et communication aux actionnaires et aux marchés financiers d'une information de qualité ;
- revue du budget annuel (en décembre ou janvier, pour l'année suivante) et du budget révisé (en septembre, pour l'année en cours) ;
- revue des votes exprimés lors de l'Assemblée générale et discussion sur les résolutions à inscrire à l'ordre du jour afin d'assurer que les conditions du dialogue entre les membres de l'équipe de Direction, du Conseil d'administration et les actionnaires sont en permanence réunies ;
- examen des rapports des comités de gouvernance ;
- répartition de la rémunération votée par les actionnaires entre les membres du Conseil d'administration ;

- revue et discussion concernant la stratégie RSE (Responsabilité Sociale des Entreprises) de la Société et en particulier les questions sociales et environnementales ;
- préparation du Rapport sur le Gouvernement d'Entreprise ; et
- autorisation préalable de toute opération significative.

A ce titre, le Conseil d'administration peut, à toute époque de l'année, opérer les vérifications et contrôles qu'il juge opportuns et se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission. Le Conseil est notamment informé, dans le cadre du suivi de la gestion de la Société et par tous moyens, de la situation financière, de la trésorerie, des engagements ainsi que de tous événements et opérations significatifs relatifs à la Société, tel que prévu par le Règlement Intérieur du Conseil.

Le Conseil d'administration peut conférer à un ou plusieurs de ses membres des mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés. Il peut également décider la création en son sein de comités dont il fixe la composition et les attributions et qui exercent leur activité sous sa responsabilité. Toutefois, ces attributions ne peuvent avoir pour objet de déléguer à un comité les pouvoirs qui sont attribués au Conseil d'administration lui-même par la loi ou les statuts.

• **Les réunions du Conseil d'administration**

Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et au moins quatre fois par an sur convocation de son Président, au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation, conformément à l'article 15 des statuts de la Société.

Au cours de l'exercice 2025:

- le Conseil de surveillance, jusqu'au 22 mai 2025, s'est réuni quatre fois avec un taux moyen de présence de 92,50 % ;
- le Conseil d'administration, à compter du 22 mai 2025, suite à la transformation de la Société, s'est réuni six fois avec un taux moyen de présence de 100 %.

Le Directeur général ou des membres du Conseil d'administration constituant au moins le tiers du Conseil d'administration peuvent demander au Président du Conseil de convoquer celui-ci sur un ordre du jour déterminé. Le Président du Conseil d'administration doit convoquer le Conseil à une date qui ne peut être postérieure de plus de quinze jours à celle de la réception de la demande. A défaut, les auteurs de la demande peuvent procéder d'eux-mêmes à la convocation en indiquant l'ordre du jour de la séance.

Le Conseil d'administration ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents. Un membre du Conseil d'administration peut donner mandat à un autre membre pour le représenter, chaque membre ne pouvant représenter qu'un seul autre membre.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque membre disposant d'une voix. En cas de partage des voix, la voix du Président de séance est prépondérante.

Au cours de l'exercice 2025, les principaux thèmes abordés par le Conseil d'administration étaient les suivants :

- point sur la stratégie et les perspectives de développement des affaires ;
- revue du plan stratégique de la Société ;
- suivi des essais cliniques et de leur impact sur le développement de la Société ;
- analyse de la situation de chaque membre du Conseil et de l'équipe de Direction au regard des relations qu'ils entretiennent par ailleurs avec la Société afin de vérifier qu'il n'existe aucun conflit d'intérêt et s'assurer que leur indépendance n'est pas compromise ;

- stratégie financière à court et moyen terme ;
- stratégie de recherche et développement préclinique de nouveaux candidat-médicaments ;
- instruments de participation au capital (outils, politique d'attribution et autorisations d'utilisation des délégations) ;
- gouvernance de la Société ;
- suivi des activités de communication financière et des relations investisseurs ;
- renouvellement du programme At the Market sur le Nasdaq ;
- analyse des partenariats stratégiques et des possibilités de financement (dilutifs et non-dilutifs) présentés par la direction et autorisation de certaines opérations ;
- suivi de la situation financière de la société ;
- restructuration de la société ; et
- politique RSE (Responsabilité Sociale des Entreprises).

Les membres de l'équipe de Direction assistent régulièrement aux réunions du Conseil d'administration afin d'apporter des éclaircissements et faire des présentations sur les points à l'ordre du jour. Le Conseil tient également une partie de chacune de ses réunions en dehors de leur présence à l'occasion de sessions dites "*non-executives*".

A l'issue des réunions du Conseil d'administration, un projet de procès-verbal est rédigé par la secrétaire du Conseil. Ce projet est envoyé aux membres avec la documentation de réunion du prochain Conseil. Il est approuvé et signé après corrections des membres, le cas échéant.

3.2.5. Évaluation des travaux du Conseil d'administration

Conformément à la recommandation n°13 du Code Middlednext, une évaluation annuelle des travaux du Conseil d'administration est effectuée à partir d'une auto-évaluation sur la base d'un questionnaire établi par la Société.

L'évaluation, telle que présentée ci-dessous, vise trois objectifs :

- faire le point sur les modalités de fonctionnement du Conseil ;
- vérifier que les questions importantes sont convenablement préparées et débattues ; et
- apprécier la contribution effective de chaque administrateur aux travaux du Conseil.

Par ailleurs et conformément à la recommandation n°22 du Code Middlednext, le Conseil d'administration a pris connaissance des éléments présentés dans la rubrique "Points de vigilance" du Code Middlednext et en a délibéré lors de sa réunion du 22 janvier 2026.

3.3. Composition et fonctionnement des Comités du Conseil d'administration

3.3.1. Comité d'audit et de durabilité

- **Composition**

Au 31 décembre 2025, le Comité d'audit et de durabilité était composé des personnes suivantes :



Pascale Boissel

Présidente



Olivier Martinez



Sally Bennett

Nombre de réunions	Taux de présence
7	100 %

- **Organisation et missions**

Les règles relatives à la composition, à l'organisation et aux attributions du Comité d'audit et de durabilité sont fixées par le Règlement Intérieur du Conseil d'administration.

Les règles relatives aux services autres que la certification des comptes confiées aux Commissaires aux comptes sont fixées par le « Règlement portant sur les prestations de services pouvant être confiées aux Commissaires aux comptes et à leurs réseaux », adopté le 22 mai 2025 par le Conseil d'administration suite au changement de mode de gouvernance de la Société.

A l'occasion du changement de gouvernance, il a été décidé d'intégrer les sujets de Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) au sein du Comité d'audit qui est devenu le Comité d'audit et de durabilité le 22 mai 2025 et de supprimer le Comité RSE qui était dédié à ces sujets. Cette décision s'inscrit dans une volonté de rationalisation des instances internes.

La Présidente du Comité d'audit et de durabilité ainsi que les autres membres perçoivent une rémunération au titre de leur participation à ce comité.

Le Comité d'audit et de durabilité, outre ses membres, peut inviter le Président du Conseil d'administration, le Directeur général et, le cas échéant, les Directeurs généraux délégués à assister à ses réunions.

D'autres membres de la direction administrative et financière ainsi que de la Direction Compliance en charge du contrôle interne peuvent également participer à ses réunions.

Le Comité d'audit et de durabilité entend les Commissaires aux comptes de la Société dans le cadre de l'établissement des comptes semestriels et annuels. Le Comité peut en outre obtenir à tout moment des Commissaires aux comptes toute précision utile à l'exercice de sa mission.

Les Commissaires aux comptes peuvent par ailleurs demander un entretien auprès du Comité.

Le Comité d’audit et de durabilité se réunit chaque fois qu’il le juge nécessaire et au moins deux fois par an pour examiner les comptes semestriels et annuels de la Société. Le Comité doit se réunir au moins une fois par an en présence des seuls Commissaires aux comptes.

Il entend la direction de la Société ainsi que les Commissaires aux comptes. Le Directeur Financier présente les comptes.

Tous les ans, la mise à jour de la macro-cartographie des risques, qui comprend les risques de nature sociale et environnementale, est revue par le Comité d’audit et de durabilité.

Les Commissaires aux comptes présentent les points essentiels des résultats de l’audit légal et des options comptables retenues. Le cas échéant, le Comité d’audit et de durabilité peut avoir recours à un expert extérieur.

Les principales missions du Comité d’audit et de durabilité sont résumées ci-dessous :

- suivi du contrôle légal des comptes semestriels et annuels ;
- évaluation des procédures de contrôle interne et de gestion des risques ;
- contrôle du processus d’élaboration de l’information financière publiée par la Société ;
- vérification de la cohérence et appréciation de l’opportunité de la modification éventuelle des normes comptables ;
- discussion des conclusions des travaux des Commissaires aux comptes, de la sélection de ces derniers (à échéance de leur mandat), de leur rémunération et de leur indépendance ainsi que l’approbation des services autres que la certification des comptes décrits dans le « Règlement portant sur les prestations de services pouvant être confiées aux Commissaires aux comptes et à leurs réseaux » ;
- revue et avis des informations sur le contrôle interne intégrées au rapport de gestion. Le sujet du contrôle interne est un sujet récurrent du Comité d’Audit et de durabilité ; et
- formuler des recommandations sur la politique RSE (Responsabilité Sociale des Entreprises) et sa mise en œuvre par la Société, examiner le contenu de l’information extra-financière, revoir les publications RSE de la Société et de déterminer les éventuels critères RSE composant la rémunération variable annuelle et pluri-annuelle des membres de l’équipe de Direction.

Au cours de l’exercice 2025, les principaux points traités par le Comité d’audit et de durabilité étaient les suivants :

- revue des états financiers présentés par la direction ;
- suivi des mandats des Commissaires aux Comptes ;
- présentation par les Commissaires aux comptes de l’audit légal et les options comptables retenues ;
- revue des points de contrôle interne soulevés par les auditeurs et des plans d’actions proposés par l’équipe de Direction ;
- revue du budget ;
- revue de la matrice des risques auxquels est exposée la Société ;
- revue et validation de la police d’assurance Director & Officer (D&O) ;
- revue des propositions de financement (dilutifs et non-dilutifs) présentées par l’équipe de Direction ;

- revue de la stratégie financière ; et
- revue de la gestion de la trésorerie.

Le Comité rapporte ses travaux au prochain Conseil d'administration et, le cas échéant, transmet un compte-rendu aux membres du Conseil. Par ailleurs, le Président du Comité d'audit et de durabilité intervient durant le Conseil d'administration pour rendre compte de ses principales conclusions.

Les états financiers et l'ordre du jour sont envoyés aux membres du Comité d'audit et de durabilité avant la réunion. A l'issue de ce Comité, une session se tient entre les membres du Comité et les Commissaires aux comptes.

3.3.2. Comité des rémunérations et des nominations

- **Composition**

Au 31 décembre 2025, le Comité des Rémunérations et des Nominations était composé des personnes suivantes :



Véronique Chabernaud

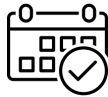
Présidente



Sally Bennett



Marty J. Duvall

Nombre de réunions	Taux de présence
	
4	100 %

- **Organisation et missions**

Les règles relatives à la composition, à l'organisation et aux attributions du Comité des Rémunérations et des Nominations sont fixées par le Règlement Intérieur du Conseil d'administration.

Compte tenu de sa taille, ses moyens et son activité, la Société estime qu'il n'y a pas lieu de prévoir un Comité des nominations distinct du Comité des rémunérations.

Les principales missions du Comité des Rémunérations et des Nominations sont les suivantes :

- rémunération du Directeur général et, le cas échéant, des Directeurs généraux délégués : le Comité est chargé, sur la base de critères prenant en compte la performance de la Société par rapport aux objectifs fixés et la contribution personnelle de chacun du Directeur général et, le cas échéant, des Directeurs généraux délégués à la réalisation de ces objectifs, et par référence à la pratique générale de rémunération de groupes français ou étrangers équivalents, ou comparables de :

- recommander annuellement au Conseil d'administration le niveau de rémunération fixe des dirigeants;
- recommander le montant de la part variable de cette rémunération en fonction des performances réalisées ;
- examiner les autres formes de rémunération et d'avantages en nature, y compris les avantages de retraite et de prévoyance ;
- nomination des membres du Conseil d'administration;
- soumission de propositions concernant le montant global de rémunération des membres du Conseil d'administration, leur répartition, les montants individuels des versements à effectuer à ce titre aux membres du Conseil d'administration et des Comités en tenant compte de leur assiduité et des tâches accomplies au sein du Conseil d'administration et dans les Comités ;
- politique générale d'attribution des actions gratuites, bons de souscription d'actions, stock-options et de toute autre forme d'intéressement par prise de participation au capital ;
- préparation du vote des actionnaires sur la rémunération des dirigeants ;
- augmentations de capital réservées aux salariés ;
- évolutions salariales des membres de l'équipe de Direction, des cadres dirigeants et de certains salariés clés ;
- revue de l'indépendance de chacun des membres du Conseil d'administration et préparation de la procédure destinée à sélectionner les futurs membres du Conseil d'administration ainsi que l'évaluation des candidats envisagés ;
- nomination du Directeur général et, le cas échéant, des Directeurs généraux délégués, des cadres dirigeants et de certains salariés clés ;
- composition des Comités du Conseil d'administration ;
- prévention des conflits d'intérêts au sein du Conseil d'administration ;
- établissement du plan de succession du Directeur général et, le cas échéant, des Directeurs généraux délégués et des membres de l'équipe de Direction ainsi que des salariés « clés » ; et
- préparation des projets de modifications significatives dans l'organisation de la direction de la Société ou de l'une de ses filiales.

Le Comité des rémunérations et des nominations est particulièrement attentif à la prise en compte des critères relatifs à la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) dans la performance annuelle et pluri-annuelle.

Le Comité des rémunérations et des nominations veille à ce que la mixité soit au cœur des préoccupations du Conseil d'administration. Le Conseil d'administration détermine des objectifs en termes de mixité des instances dirigeantes, de l'équipe de Direction et plus largement de l'encadrement supérieur. Le Comité s'assure que le processus de sélection lors du renouvellement ou de la création de postes assure bien la mixité des candidatures.

Le Comité des Rémunérations et des Nominations se réunit autant que de besoin et au moins deux fois par an.

Le Comité rapporte au prochain Conseil d'administration et, le cas échéant, transmet un compte rendu de ses réunions aux membres du Conseil d'administration.

En 2025, les principaux points traités par le Comité des Rémunérations et des Nominations dans le cadre de sa mission étaient les suivants:

- recrutement de nouveaux administrateurs dans le cadre du changement de gouvernance ;
- analyse de la situation de chacun des membres du Conseil d'administration, du Directeur général et de l'équipe de Direction au regard des relations qu'ils entretiennent par ailleurs avec la Société afin de vérifier qu'il n'existe aucun conflit d'intérêt et s'assurer que leur indépendance n'est pas compromise ;
- recommandations sur la politique de rémunération du Directeur général, des membres de l'équipe de Direction et du Conseil d'administration afin de la soumettre au vote de l'Assemblée générale annuelle (vote « say on pay ex ante ») ;
- établissement du plan de succession du Directeur général et des membres de l'équipe de Direction ;
- proposition des évolutions salariales du Directeur général et des membres de l'équipe de Direction sur la base d'une étude de rémunération réalisée par un cabinet indépendant ;
- fixation des objectifs collectifs de la Société ainsi que les objectifs individuels du Directeur général et des membres de l'équipe de Direction (y compris des invités permanents) et formulation des propositions quant aux bonus correspondants ;
- évaluation de l'atteinte des objectifs et, sur cette base, effectuer des recommandations quant au montant des bonus collectifs et individuels à attribuer définitivement chaque année au Directeur général et aux membres de l'équipe de Direction (y compris des invités permanents) ;
- recommandations sur la répartition de la rémunération entre les membres indépendants du Conseil d'administration ; et
- recommandations au Conseil d'administration sur l'allocation des instruments participatifs décidés ou autorisés par les Assemblées Générales d'actionnaires.

3.3.3. Comité des transactions

- **Composition**

Au 31 décembre 2025, le Comité des Transactions est composé comme suit :



Irina Staatz-Granzer

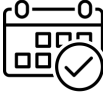
Présidente



Christian Itin



Marty J. Duvall

Nombre de réunions	Taux de présence
	
1	100 %

- **Organisation et missions**

Les règles relatives à la composition, à l'organisation et aux attributions du Comité des Transactions sont fixées par le Règlement Intérieur du Conseil d'administration.

Le Comité des Transactions a pour principale attribution d'analyser avec la Société, le cas échéant ses banquiers-conseils et ses consultants, les opportunités de développement (« *business* » et « *corporate* ») pouvant s'offrir à la Société (ces opportunités stratégiques pouvant notamment inclure l'acquisition de droits sur des produits ou l'acquisition d'autres sociétés) et à cet effet :

- analyser les produits et/ou sociétés du point de vue de leurs fondamentaux, et notamment en relation avec les propres fondamentaux de la Société ;
- analyser la faisabilité de l'opération ; et
- le cas échéant, participer au processus de sélection et de définition des missions des banquiers-conseils et/ou des consultants de la Société.

Le Comité rapporte au prochain Conseil d'administration et, le cas échéant, transmet un compte rendu de ses réunions aux membres du Conseil avec la documentation du Conseil.

La fréquence et la teneur des réunions du Comité dépendent des opérations de développement ou de financement engagées par la Société.

En 2025, les principaux points traités par le Comité des Transactions dans le cadre de sa mission étaient les suivants :

- Revue et autorisation d'un partenariat stratégique;
- Revue de propositions de financement présentés par la direction.

3.3.4. Comité Recherche et Développement (R&D)

Le Conseil d'administration du 22 mai 2025 a décidé de mettre en place un Comité R&D.

- **Composition**

Au 31 décembre 2025, le Comité R&D est composé comme suit :



Olivier Martinez
Président



Véronique Chabernaude



Christian Itin

Nombre de réunions	Taux de présence
—	n/a

- **Organisation et missions**

Les règles relatives à la composition, à l'organisation et aux attributions du Comité R&D sont fixées par le Règlement Intérieur du Conseil d'administration.

Le Comité a pour principale attribution d'analyser avec la Société, le cas échéant ses consultants externes spécialisés, les opportunités de recherche et de développement des produits de la Société et à cet effet :

- identifier les axes prioritaires de recherche en lien avec la stratégie globale de la Société ;
- s'assurer de la cohérence des projets R&D avec les objectifs commerciaux, réglementaires et médicaux ;
- recommander l'adoption de nouvelles technologies ou approches innovantes (IA, etc.) ;
- évaluer les projets en fonction de leur faisabilité, de leur potentiel thérapeutique, de leur différenciation et du ROI ; et
- le cas échéant, évaluer les opportunités de partenariats avec des laboratoires académiques, CROs, hôpitaux ou autres biotechs.

Le Comité rapporte au prochain Conseil d'administration et, le cas échéant, transmet un compte rendu de ses réunions aux membres du Conseil avec la documentation du Conseil.

Le Comité R&D se réunit autant que de besoin. Le Comité R&D ne s'est pas réuni en 2025.

3.4. Composition et fonctionnement de l'équipe de Direction

3.4.1. Membres de l'équipe de Direction

Jonathan Dickinson est Directeur général de la Société depuis le 22 mai 2025.

La Société est également dotée d'une "Executive Leadership Team" (anciennement "Comité Exécutif"), organe non-statutaire, dont les membres assurent la gestion opérationnelle de la Société à travers l'activité et la responsabilité de ses membres qui occupent des positions stratégiques au sein de la Société.

Cette équipe de Direction assure la coordination entre les activités scientifiques, stratégiques, financières et juridiques de la Société.

Au 31 décembre 2025 et en incluant le directeur général, l'équipe de Direction était composée de dix membres. Trois membres sont de nationalité étrangère, soit 33% des membres. Elle est composée de 50% de femmes et de 50% d'hommes.

A la date du présent Document d'enregistrement universel, les membres de l'équipe de Direction sont les personnes suivantes :



Jonathan Dickinson, PhD
Président du Directoire jusqu'au 22 mai 2025

Directeur général depuis le 22 mai 2025

- Né le 7 août 1967 - Nationalité anglaise
- 1ère nomination : 1/11/2024
- Échéance du mandat : AGO 2028

Jonathan Dickinson occupait le poste de Vice-Président Exécutif et Directeur Général Europe chez Incyte depuis 2016. Avant de rejoindre Incyte, Jonathan Dickinson a eu des responsabilités de cadre dirigeant à fort leadership chez ARIAD Pharmaceuticals, une biotech américaine spécialisée en oncologie, et chez Bristol-Myers Squibb. Il a auparavant passé 13 ans chez Hoffmann-La Roche, où il a contribué au succès de plusieurs produits phares en oncologie. Jonathan Dickinson a commencé sa carrière chez Novartis, où il a occupé des postes à responsabilité croissante dans les divisions d'oncologie et d'endocrinologie. Il est titulaire d'une licence en génétique et d'un master en administration des affaires de l'université de Nottingham (Royaume-Uni).

Autres mandats et fonctions	Au sein de sociétés cotées : Néant
	Au sein de sociétés non cotées : Néant
Mandats et fonctions expirés au cours des cinq dernières années	Au sein de sociétés non cotées : Néant
	Au sein de sociétés cotées : General Manager Europe, Executive Vice-President of Incyte

Actions et instruments de participation détenus au 31 décembre 2025:

Actions	AGA Dirigeants 2024-1
0	200 000



Yannis Morel, PhD

**Vice-président Exécutif,
Directeur des opérations**

**Membre du Directoire jusqu'au
22 mai 2025**

Membre de l'Executive Leadership Team

- Né le 02 novembre 1973 - Nationalité française
- 1ère nomination : 25/06/2015

Yannis Morel a rejoint Innate Pharma en décembre 2001. De 2001 à 2007, il a occupé plusieurs postes au sein de la R&D de la Société, de chercheur en immunologie à chef d'équipe, puis responsable de programmes de R&D. Il est responsable du business development pour la Société depuis 2007, de la stratégie produits depuis 2017 et la recherche et le développement précoce depuis 2024. Doté d'une formation initiale en physico-chimie moléculaire, Yannis Morel a un doctorat en oncologie (de l'Université d'Aix-Marseille) et il est diplômé de l'École Normale Supérieure de Paris Saclay (anciennement Cachan).

**Autres mandats et fonctions au
sein de sociétés cotées ou non
cotées**

Néant

**Mandats et fonctions expirés au
cours des cinq dernières années**

Au sein de sociétés non cotées : Néant

Au sein de sociétés cotées : Néant

Actions et instruments de participation détenus au 31 décembre 2025:

Actions	AGAP 2016-1	AGA de Performance 2023	AGA de Performance 2024
374 192	450	150 000	150 000



Sonia Quaratino, MD, PhD

**Vice-Présidente Exécutive,
Directrice Médicale**

**Membre du Directoire jusqu'au
22 Mai 2025**

Membre de l'Executive Leadership Team

- Née le 25 mai 1962 - Nationalité italienne
- 1ère nomination : 3/1/2024

Sonia Quaratino, MD, PhD, a rejoint Innate Pharma en novembre 2023 en tant que vice-présidente exécutive, directrice médicale (CMO) et membre de l'équipe de direction d'Innate. Sonia Quaratino a plus de 25 ans d'expérience dans la recherche fondamentale, le développement clinique et la médecine translationnelle. Plus récemment, Sonia était CMO chez Georgiamune INC (USA), et avant cela, CMO chez Kymab (UK), une société biopharmaceutique au stade clinique axée sur les maladies à médiation immunitaire et les traitements d'immuno-oncologie. Auparavant, Sonia a été chef de programme mondial en oncologie chez Novartis (Suisse), directrice médicale principale en oncologie et conseillère en immunologie chez Merck Serono (Allemagne). Elle a été professeur d'immunologie à l'université de Southampton (Royaume-Uni) et ses recherches ont été publiées dans des revues scientifiques à fort impact.

**Autres mandats et fonctions
au sein de sociétés non
cotées (aucun mandat dans
des sociétés cotées) :**

- Non Executive Director of Engitix Therapeutics
- Advisory Board Member of Nucleome Therapeutics
- Advisory Board Member of Pureos Bioventures
- Advisory Board Member Georgiamune INC
- Scientific Advisor of Valink Therapeutics

Au sein de sociétés non cotées :

- CMO of Georgiamune INC.
- CMO of Kymab
- Non Executive Director of Ichnos Sciences

Au sein de sociétés cotées :

- Non Executive Director of Circio Holding ASA

**Mandats et fonctions expirés au
cours des cinq dernières années**

Actions et instruments de participation détenus au 31 décembre 2025:

Actions	AGA Nouveaux membres	AGA de Performance 2023	AGA de Performance 2024
0	25 000	75 000	150 000



Odile Belzunce

Vice-présidente, Conformité et Opérations

Membre de l'Executive Leadership Team

- Née le 24 octobre 1980 - Nationalité française
- 1ère nomination : 31/01/2019

Odile Belzunce a rejoint Innate Pharma en février 2005. Elle était Responsable Qualité pendant dix ans avant de devenir Directeur de la Conformité. Durant sa carrière chez Innate, Odile Belzunce a contribué à la structuration des process accompagnant la croissance de la Société dans le développement de son portefeuille et de ses activités.

Odile Belzunce a été nommée au comité exécutif en janvier 2019 et occupe actuellement la fonction de VP, Compliance and Operations.

Autres mandats et fonctions au sein de sociétés cotées ou non cotées

Néant

Mandats et fonctions expirés au cours des cinq dernières années

Au sein de sociétés non cotées : Néant

Au sein de sociétés cotées : Néant

Actions et instruments de participation détenus au 31 décembre 2025:

Actions	AGAP 2016-1	AGA de Performance 2023	AGA de Performance 2024	AGA 2024	AGA 2025
136 249	50	75 000	75 000	3 600	1 600



Stéphanie Cornen

**Vice-présidente, Relations
Investisseurs, Communication et
Stratégie commerciale**

**Autres mandats et fonctions au
sein de sociétés cotées ou non
cotées**

**Mandats et fonctions expirés au
cours des cinq dernières années**

Membre de l'Executive Leadership Team

- Née le 18/09/1986 - Nationalité française
- 1ère nomination : 01/08/2025

Stéphanie Cornen a rejoint Innate en 2012. De 2012 à 2022, elle a occupé plusieurs postes dans la recherche et le développement, contribuant à l'avancement des programmes à tous les stades de développement. À partir de 2022, elle a pris des responsabilités dans le développement corporate et la stratégie de portefeuille, tout en soutenant les activités de relations investisseurs. En 2025, elle a été nommée vice-présidente relations investisseurs, communication et stratégie commerciale. Stéphanie Cornen est titulaire d'un doctorat en pharmacie et d'un doctorat en oncologie moléculaire de l'Université d'Aix-Marseille, ainsi que d'un Executive MBA de HEC Paris.

Néant

Au sein de sociétés non cotées : Néant

Au sein de sociétés cotées : Néant

Actions et instruments de participation détenus au 31 décembre 2025:

Actions	AGAP 2016-1	AGA de Performance 2023	AGA de Performance 2024	AGA 2024	AGA 2025
29 572	15	25 000	16 000	2 280	1 400



Frédéric Lombard, MBA

Vice-président, Directeur Financier

Membre de l'Executive Leadership Team

- Né le 28 octobre 1974 - Nationalité française
- 1ère nomination : 1/4/2021

Frédéric Lombard, Directeur Financier, a rejoint Innate Pharma en avril 2021. Frédéric Lombard a plus de 20 ans d'expérience à des postes financiers dans le secteur pharmaceutique. Il a notamment occupé des postes à responsabilités chez Ipsen, AstraZeneca et Novartis. Tout au long de sa carrière, Frédéric Lombard a développé des équipes finance internationales avec pour objectif de renforcer les compétences internes et positionner cette fonction comme un partenaire majeur pour le business. Il est également spécialisé en gestion de projet, menant avec succès d'importants projets de transformation dans des environnements multiculturels. Préalablement à sa carrière dans le secteur de la santé, Frédéric Lombard a travaillé dans le secteur des technologies de l'information, où il s'est familiarisé avec les normes des systèmes d'information dans des environnements en évolution rapide. Il est titulaire d'une licence en économie et finance de l'Université Lyon 2 ainsi qu'un MBA de l'EM Lyon Business School.

Autres mandats et fonctions au sein de sociétés cotées ou non cotées

Néant

Mandats et fonctions expirés au cours des cinq dernières années

Au sein de sociétés non cotées : Néant

Au sein de sociétés cotées : Néant

Actions et instruments de participation détenus au 31 décembre 2025:

Actions	AGA de Performance 2023	AGA de Performance 2024	AGA 2024	AGA 2025
75 143	75 000	75 000	1 440	1 200



Claire de Saint Blanquat

**Vice-Présidente, Directrice
juridique et corporate,
Secrétaire du Conseil**

Membre de l'Executive Leadership Team et secrétaire du Conseil de surveillance

- Née le 12 février 1973 - Nationalité française
- 1ère nomination : 1/1/2023

Claire de Saint Blanquat a rejoint Innate Pharma en octobre 2020 et a été nommée au comité exécutif en janvier 2023. Claire a près de 20 ans d'expérience de la fonction juridique dans le secteur pharmaceutique. Avocate de formation, admise au barreau de Paris en 1998, elle a démarré sa carrière en tant qu'avocat chez Clifford Chance puis a occupé différents postes à responsabilités notamment chez Teva, Servier et Biogaran où elle était directeur juridique et compliance depuis 2016. Claire de Saint Blanquat est titulaire d'une maîtrise en droit privé de l'université de Paris II – Panthéon Assas (1995), d'un DEA en droit des obligations civiles et commerciales de l'université de Paris V –Malakoff (1996) et d'un DESS de droit des biotechnologies de l'université de Versailles- Saint Quentin (2003).

Autres mandats et fonctions au sein de sociétés cotées ou non cotées

Néant

Mandats et fonctions expirés au cours des cinq dernières années

Au sein de sociétés non cotées : Néant

Au sein de sociétés cotées : Néant

Actions et instruments de participation détenus au 31 décembre 2025:

Actions	AGA de Performance 2023	AGA de Performance 2024	AGA 2024	AGA 2025
50 668	75 000	75 000	1 440	1 200

3.4.2. Changements intervenus pendant l'exercice

Changements intervenus dans la composition de l'équipe de Direction entre le 1^{er} janvier 2025 et la date du présent rapport :

- Le 3 février 2025, Arvind Sood qui occupait les fonctions de Vice-Président Exécutif, Président des opérations américaines a démissionné du Directoire et a quitté la Société le 27 février 2025. Un accord transactionnel est en cours de discussion ;
- Le 22 mai 2025, le directoire, qui était composé de Jonathan Dickinson, Yannis Morel et Sonia Quaratino a disparu. Jonathan Dickinson a été nommé directeur général et membre du Conseil d'administration. Yannis Morel et Sonia Quaratino sont restés membres de l'équipe de direction ;
- En juillet 2025, Henry Wheeler a quitté la Société et a été remplacé par Stéphanie Cornen, nommée Vice-Présidente relations investisseurs, communication et stratégie commerciale au sein de l'équipe de direction ;
- Fin décembre 2025, Eric Vivier a quitté la société pour se concentrer pleinement sur ses activités de recherche académique. Yannis Morel, Directeur des Opérations, est resté responsable de la recherche et développement préclinique et assume dorénavant les responsabilités de Directeur Scientifique en remplacement d'Eric Vivier ;
- Fin janvier 2026, Odile Laurent a quitté la société. Odile Belzunce, Vice Présidente, Directrice de la Compliance et des opérations, est responsable des ressources humaines à titre temporaire ;
- Fin février 2026, Nicola Beltraminelli a quitté la société.

3.4.3. Principes de fonctionnement

L'équipe de Direction de la Société est composée de membres ayant une expérience significative dans des domaines stratégiques en lien avec l'activité de la Société :

- la stratégie ;
- la gestion financière ;
- la recherche médicale ;
- le pilotage de projets de recherche et développement ;
- la négociation d'accords de collaboration industrielle et commerciale ;
- le business development ;
- la communication ;
- les relations investisseurs ;
- les ressources humaines ; ou encore
- le juridique, la compliance et le réglementaire.

L'équipe de Direction se réunit au moins une fois par mois et traite tous les sujets intéressant les activités et la gestion de la Société. Aussi, des membres de l'équipe de Direction peuvent intervenir lors des réunions du Conseil d'administration et de ses Comités afin de répondre aux questions des membres du Conseil et faire des points réguliers sur l'activité de la Société et l'avancement des travaux de recherche.

Les membres de l'équipe de Direction ne sont pas liés par des liens familiaux, ni avec aucun membre du Conseil d'administration et de ses Comités ou du Strategic Advisory Board.

3.4.4. Plan de succession

La Société revoit et met à jour régulièrement un plan de succession des positions clés dans la Société. Dans ce cadre, la Vice-présidente Ressources Humaines, en collaboration avec l'équipe de Direction, élabore un plan de succession à court et moyen terme sur les positions clés de manière à assurer la pérennité de l'entreprise et anticiper les besoins futurs de la Société.

Ce processus contribue activement à l'adaptation de manière proactive de l'organisation de la Société selon les orientations de sa stratégie. Ce plan est présenté, revu et proposé pour validation par le Comité des Rémunérations et Nominations au Conseil d'administration.

3.4.5. Diversité

Chaque nouvelle nomination au sein de l'équipe de Direction tend à respecter le principe de diversité décrit dans la politique de diversité et d'équité exposée à la [Section 5.6.2. "Politique de diversité et d'équité"](#).

 Principe de diversité : Article L. 22-10-10 2° du Code de commerce	 • Formations et milieux professionnels divers (monde médical, scientifique, universitaire, pharmaceutique, financier, juridique...) • Expériences et Expertises nécessaires acquises tout au long de leurs parcours professionnels, aussi bien dans d'autres sociétés en France et à l'étranger (AstraZeneca, Sanofi, Tessa Therapeutics, Ipsen, Servier, Lysogene,...) qu'en recherche universitaire ou qu'au sein d'Innate Pharma, en intégrant l'équipe de Direction à l'issue d'un parcours de progression interne → Compétences variées et complémentaires nécessaires à la détermination, la mise en œuvre et l'accomplissement de la stratégie de la Société.
 10 membres	
 54 ans en moyenne	
 5 femmes et 5 hommes	

3.4.6. Conflits d'intérêts et cumul de mandats

Conflits d'intérêts

Les membres de l'équipe de Direction ne sont pas liés par des liens familiaux, ni avec aucun membre du Conseil d'administration et de ses Comités ni avec les membres du Strategic Advisory Board.

Il n'existe aucun conflit d'intérêt entre les devoirs des membres de l'équipe de Direction à l'égard de la Société et leurs intérêts privés.

De plus, il n'existe aucun arrangement ou accord conclu avec les principaux actionnaires de la Société, des clients, fournisseurs ou autres personnes, visant à désigner un membre de l'équipe de Direction.

Dans le cours normal de ses activités, il peut arriver que la Société contracte des prestations de services auprès de sociétés ou institutions dans lesquelles certains membres de l'équipe de Direction ou du Conseil d'administration de la Société peuvent agir en tant que dirigeant ou consultant. Le coût et la fourniture de ces services sont négociés sur le principe de pleine concurrence et aucun de ces accords n'est significatif. Le cas échéant, ces contrats sont soumis à la procédure des conventions réglementées ou revus par le conseil d'administration annuellement lorsqu'il s'agit de conventions courantes.

- **Cumul de mandats**

Le Conseil d'administration, sur recommandation du Comité des rémunérations et nominations, a adopté le 22 mai 2025 les règles suivantes concernant le cumul des mandats et des fonctions :

- Le Directeur général de la Société ou, le cas échéant, le(s) Directeur(s) général(aux) délégué(s) de la Société peut (peuvent) exercer :
 - quatre autres mandats non exécutifs (« membre du conseil d'administration » ou « membre du conseil de surveillance » ou équivalent en droit étranger) dans d'autres sociétés ; et
 - un autre mandat exécutif (« membre du directoire » ou « directeur général » ou « directeur général délégué » ou équivalent en droit étranger)qui doivent être préalablement autorisés par le Conseil d'administration ;
- Les membres de l'équipe de Direction peuvent exercer quatre autres mandats non exécutifs (« membre du conseil d'administration » ou « membre du conseil de surveillance » ou équivalent en droit étranger) dans d'autres sociétés, qui doivent être préalablement autorisés par le Directeur Général et le Conseil.

Le Directeur Général et les membres de l'équipe de Direction ne peuvent pas exercer des activités de consultants, à l'exception des activités scientifiques et académiques (telles que la participation dans des conseils scientifiques consultatifs) et des activités dans des organisations sans but lucratif, à condition toutefois qu'ils puissent exercer des activités de consultants avec autorisation préalable de la Société, représentée par son Directeur général et son Conseil, lorsque ces activités sont exercées dans le respect des lois applicables et n'ont pas d'incidence matérielle sur le temps qu'ils consacrent à la Société.

3.5. Le Strategic Advisory Board

Le Strategic Advisory Board (SAB) est composé de consultants externes issus du monde médical et scientifique.

Le Strategic Advisory Board a pour mission d'émettre des avis et recommandations auprès de la Société concernant ses programmes de recherche et de développement et de la conseiller dans sa stratégie scientifique et médicale. Il se réunit au moins une fois par an.

Les membres du Strategic Advisory Board ainsi que les personnes extérieures qui sont invitées à une réunion du Strategic Advisory Board sont tenus à une stricte confidentialité.

Un membre de l'équipe de Direction de la Société anime les réunions du Strategic Advisory Board et est tenu au courant de ses travaux. Un rapport est présenté au Conseil d'administration une fois par an.

Le Strategic Advisory Board ne s'est pas réuni en 2025.

Les membres du Strategic Advisory Board à la date de publication du présent rapport sont les suivants :

Aurélien Marabelle, MD, PHD, est médecin oncologue et immunologiste. Sa pratique clinique est dédiée aux essais cliniques de phase précoce des immunothérapies anticancéreuses au Centre de Cancérologie Gustave Roussy où il dirige également un laboratoire de recherche translationnelle dédié à l'immunologie et aux immunothérapies anticancéreuses (INSERM U1015 & CIC1428). Il est professeur d'immunologie clinique à l'Université de Paris Saclay, membre actif de l'ESMO, de l'ASCO, de l'AACR, de la SITC, de l'EATI et actuel vice-président et co-fondateur de la Société française d'immunothérapie anticancéreuse (FITC). Il a publié plus de 280 articles dans des revues à comité de lecture et son indice H est de 71 ».

Katy Rezvani, MD, PhD, est professeur de médecine au MD Anderson Cancer Center de l'Université du Texas, où elle est vice-présidente et directrice de l'Institut de thérapie cellulaire pour la découverte et l'innovation, titulaire de la chaire Sally Cooper Murray de recherche sur le cancer et directrice médicale de l'installation GMP. Elle dirige un laboratoire de recherche axé sur la biologie des cellules NK et le développement de nouvelles stratégies d'ingénierie des cellules NK pour le cancer, dans le but d'appliquer ces découvertes à la clinique. Le Dr Rezvani a suivi sa formation médicale à l'University College London, en Angleterre, et a obtenu son doctorat à l'Imperial College London. Elle a complété sa formation en immunologie et en biologie de la transplantation aux National Institutes of Health, à Bethesda, dans le Maryland. En outre, elle est coauteur de plus de 250 publications évaluées par des pairs et a reçu de nombreux prix et récompenses, notamment le prix E. Donnall Thomas de l'American Society of Hematology.

Diane Mathis, Miriam Merad et Mario Sznol ne sont plus membres du Strategic Advisory Board.

3.6. Rémunération et avantages des mandataires sociaux

La présente section reprend les dispositions des articles L. 22-10-8, L. 22-10-9 et L. 22-10-34 du Code de commerce et se conforme aux dispositions de (a) l'ordonnance n° 2019-1234 du 27 novembre 2019 relative à la rémunération des mandataires sociaux des sociétés cotées, complétée par le décret n°2019-1235 du même jour portant transposition de la directive (UE) 2017/828 du 17 mai 2017 modifiant la directive 2007/36/CE et en vue de promouvoir l'engagement à long terme des actionnaires, (b) aux recommandations du Code de gouvernement d'entreprise Middledenext et (c) à la position-recommandation de l'AMF DOC-2021-02.

Conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, cette section expose la politique de rémunération applicable aux mandataires sociaux pour l'exercice 2026 (vote *ex ante*) ainsi que les éléments de rémunération des mandataires sociaux relatifs à l'exercice 2025 (vote *ex post*).

Ces éléments de rémunération *en ante* et *ex post* feront l'objet d'un vote lors de l'Assemblée générale qui sera appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025. À noter que la politique de rémunération des mandataires sociaux (Président du Conseil d'Administration, Directeur Général et membres du Conseil d'administration) pour 2026 décrite ci-après fera l'objet d'un vote global qui ne préjuge pas du résultat des votes individuels sur la manière dont cette politique est appliquée au Président du Conseil d'administration, au Directeur général et aux membres du Conseil d'administration.

Par ailleurs, il est rappelé que l'Assemblée générale du 22 mai 2025 a adopté le changement de mode de gouvernance de la Société avec la mise en place d'un Conseil d'administration (voir Section [3.1. "Présentation de la gouvernance de la Société"](#)). Ainsi, il sera présenté les éléments de rémunération des mandataires sociaux de la Société sous la forme de Directoire et Conseil du surveillance du 1^{er} janvier 2025 au 22 mai 2025 puis les éléments de rémunération des mandataires sociaux de la Société sous la forme de Conseil d'administration du 22 mai 2025 au 31 décembre 2025.

3.6.1. Politique de rémunération des mandataires sociaux pour 2026 (vote *ex ante*)

3.6.1.1. Principes généraux de la politique de rémunération

Conformément à l'article L. 22-10-8 du Code de commerce, les paragraphes ci-dessous présentent les principes généraux de la politique de rémunération des mandataires sociaux pour 2026.

La politique de rémunération des mandataires sociaux de la Société est arrêtée par le Conseil d'administration sur recommandation du Comité des nominations et rémunérations. Le Comité des nominations et rémunérations et le Conseil d'administration s'assurent qu'elle se conforme à l'intérêt social de la Société, contribue à sa pérennité et s'inscrit dans sa stratégie, notamment au travers des objectifs de la rémunération variable et, le cas échéant, des conditions de performance des actions gratuites.

Le Comité des nominations et rémunérations et le Conseil d'administration recherchent une cohérence avec les pratiques de marché et de l'industrie pour assurer (i) des niveaux de rémunération compétitifs, (ii) un lien étroit entre la performance de l'entreprise et les éléments de rémunération de ses dirigeants et, notamment, le maintien de l'équilibre entre performance court terme et moyen/long terme et (iii) le respect des standards de gouvernance auxquels la Société adhère. Le Comité des Nominations et rémunérations et le Conseil d'administration tiennent également compte des votes exprimés au cours des Assemblées générales précédentes sur la politique de rémunération des mandataires sociaux.

Dans le cadre d'une bonne gestion des conflits d'intérêts et conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, le Directeur général et le Président du Conseil d'administration ne prennent pas part, respectivement, aux discussions et aux votes (s'agissant du Président du Conseil d'Administration) les concernant.

Les standards de gouvernance pris en compte par le Conseil d'administration pour déterminer la rémunération globale des mandataires sociaux sont ceux de la recommandation R.16 du Code de gouvernement d'entreprise Middledenext, à savoir :

- exhaustivité : chaque entreprise est libre de déterminer les composantes de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux. La communication aux actionnaires des rémunérations des dirigeants mandataires sociaux doit être exhaustive : partie fixe, partie variable (bonus), stock-options, actions gratuites, rémunérations au titre du mandat de membre du Conseil d'administration, rémunérations exceptionnelles, conditions de retraite et avantages particuliers, autres. En cas de rémunération variable, l'appréciation de la performance prend en compte des critères quantitatifs - financiers et extra-financiers - ainsi que des critères qualitatifs ;
- équilibre entre les éléments de la rémunération : chaque élément de la rémunération doit être motivé et correspondre à l'intérêt général de l'entreprise ;
- benchmark : cette rémunération doit être appréciée, dans la mesure du possible, dans le contexte d'un métier et du marché de référence et proportionnée à la situation de la Société, tout en prêtant attention à son effet inflationniste ;
- cohérence : la rémunération du dirigeant mandataire social doit être déterminée en cohérence avec celle des autres dirigeants et des salariés de l'entreprise ;
- lisibilité : les règles doivent être simples et transparentes. Les critères de performance utilisés pour établir la part variable de la rémunération ou, le cas échéant, pour l'attribution d'options ou d'actions gratuites doivent être en lien avec la performance de l'entreprise, correspondre à ses objectifs, être exigeants, explicables et, autant que possible, pérennes. Ils doivent être détaillés sans toutefois remettre en cause la confidentialité qui peut être justifiée pour certains éléments ;
- mesure : la détermination de la rémunération et des attributions d'options ou d'actions gratuites doit réaliser un juste équilibre et tenir compte à la fois de l'intérêt général de l'entreprise, des pratiques du marché et des performances des dirigeants ; et

- transparence : conformément à la loi, les entreprises dont les actions sont admises sur un marché réglementé publient dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise (incorporé dans le présent Document d'enregistrement universel) toutes les composantes des rémunérations des mandataires sociaux. En cas de rémunération variable, la pondération des différents critères est communiquée aux actionnaires.

Il ressort des précédentes Assemblées générales que la politique de la Société en matière de rémunération des mandataires sociaux est bien accueillie par les actionnaires avec un taux d'approbation moyen entre 2022 et 2025 de 95,33 % (vote *ex ante*) :

	Principes généraux	Président du Conseil de surveillance	Membres du Directoire	Membres du Conseil de surveillance
2022	90,79 %	87,21 %	86,76 %	87,32 %
2023	97,68 %	92,91 %	99,33 %	92,84 %
2024	90,48 %	90,81 %	92,51 %	90,65 %
2025	92,97 %	N/A	N/A	N/A
MOYENNE	92,98 %	90,31 %	95,92 %	91,75%

Suite au changement de mode d'administration :

	Principes généraux	Directeur général	Président du Conseil d'administration	Membres du Conseil d'administration
2022	N/A	N/A	N/A	N/A
2023	N/A	N/A	N/A	N/A
2024	N/A	N/A	N/A	N/A
2025	92,97 %	97,19 %	99,56 %	99,60 %
MOYENNE	92,97 %	97,19 %	99,56 %	99,60 %

La politique de rémunération des mandataires sociaux pour 2026 est déclinée en trois politiques distinctes, (i) la politique de rémunération du Directeur Général, (ii) la politique de rémunération du Président du Conseil d'administration et (iii) la politique de rémunération des membres du Conseil d'administration.

Toutefois, compte tenu de la situation de la société, le conseil d'administration pourra déroger à l'application de la politique de rémunération, conformément à l'article L22-10-8 III du code de commerce.

3.6.1.2. Rémunération du Directeur Général

Les différentes composantes de la rémunération du Directeur général au titre de ses fonctions au sein de la Société sont les suivantes:

Pendant le mandat:

- une partie **court terme** composée de (i) la rémunération fixe et (ii) la rémunération variable qui peut représenter entre 0% et 50% de la rémunération fixe en fonction de la réalisation d'objectifs annuels fixés et évalués par le Conseil d'administration ;
- une partie **long terme** avec l'attribution d'actions gratuites soumises à des conditions de présence et des objectifs de performance (performance opérationnelle à court / moyen terme et performance boursière à moyen terme) ;
- des **avantages en nature** liés à l'exercice du mandat de Directeur général, incluant un contrat de retraite spécifique, un contrat de frais de santé, la prise en charge de frais de logement, la souscription d'une assurance responsabilité des dirigeants, la mise à disposition de moyens de communication et le remboursement des frais professionnels ; et

- des **attributions exceptionnelles** d'actions gratuites ou de stock-options pour attirer les profils de haut niveau ou dans le cas d'une performance exceptionnelle dont la réalisation n'aurait pas été prise en compte dans la définition des objectifs.

A l'issue du mandat:

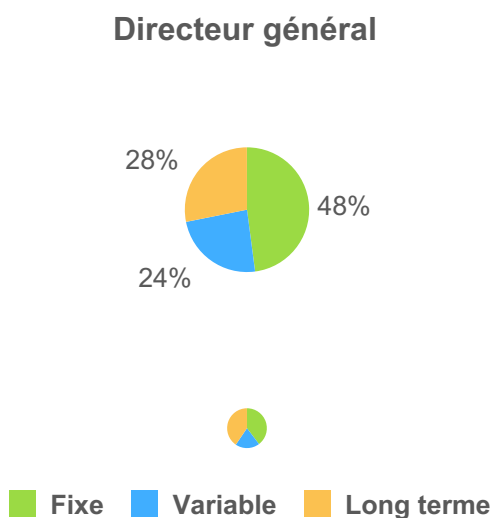
- une **indemnité de non-concurrence** d'un montant égal à deux ans de rémunération totale calculée sur la base du dernier salaire mensuel fixe et du dernier bonus variable versés.

Cet ensemble permet d'aligner les intérêts à long-terme du Directeur général avec ceux de la Société et des actionnaires.

Par ailleurs, il est précisé que le Directeur général n'est pas lié par un contrat de travail avec la Société.

Le montant de la rémunération fixe et variable, les objectifs attachés à la rémunération variable ainsi que la pondération entre les différents objectifs, la nature et le montant des éléments de motivation pluriannuels ainsi que les conditions de performance qui y sont attachées et, le cas échéant, l'opportunité d'attribuer des actions gratuites ou des stock-options au moment de l'entrée en fonction, dépendent du profil et de l'expérience de chaque candidat au poste de Directeur général ainsi que des pratiques de l'industrie pharmaceutique à l'échelle internationale. Par ailleurs, la Société peut être amenée à déroger à la politique de rémunération telle que décrite dans la présente Section conformément à l'article L. 22-10-8 III, alinéa 2, du Code de commerce.

Le graphique ci-dessous présente, à titre illustratif, la proportion de chaque élément de rémunération du Directeur général pour l'exercice 2026:



La durée du mandat de Directeur général, qu'il soit administrateur ou non, est librement fixée par le Conseil d'administration. Il est révocable pour juste motif à tout moment par le Conseil d'administration. Jonathan Dickinson a été nommé Directeur général de la Société pour une durée de trois ans par l'Assemblée générale du 22 mai 2025, soit jusqu'à l'Assemblée générale qui statuera en 2028 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

En application d'une nouvelle règle adoptée par la SEC en vertu de la Section 10D-1 du Securities Exchange Act de 1934, tel que modifié, les bourses nationales de valeurs mobilières américaines, dont le Nasdaq, ont modifié leurs standards de cotation pour imposer aux sociétés cotées l'adoption d'une politique écrite de restitution permettant à la Société, en cas de retraitement comptable obligatoire, d'obtenir la restitution totale ou partielle des éléments de rémunération octroyés par erreur au Directeur général ou aux "cadres-dirigeants" sur la base de critères de performance de nature comptable et financière affectés par le retraitement. Sur cette base, le Conseil de surveillance a adopté le 13 octobre 2023 une politique de restitution (« Clawback Policy ») qui est applicable aux éléments de rémunération octroyés par erreur à compter du 2 octobre 2023. Lors du changement de mode de gouvernance, le Conseil d'administration du 22 mai 2025 a adopté cette politique.

a. Rémunération fixe

La rémunération fixe est déterminée sur la base des principes généraux applicables à la politique de rémunération de la Société et des pratiques de marché dans son secteur d'activité.

Elle sert également de base pour la détermination de la rémunération variable annuelle du Directeur général.

Pour l'exercice 2026, la rémunération fixe annuelle brute du Directeur général est de 550.000 euros et reste identique à l'exercice 2025.

b. Rémunération variable annuelle

Pour l'exercice 2026, la rémunération variable annuelle du Directeur Général pourra représenter, au maximum, 50% de sa rémunération fixe annuelle, soit 275.000 euros si 100% de ses objectifs sont atteints :

Rémunération maximale du Directeur général	
Pourcentage maximum de rémunération fixe si :	Montant maximum de la rémunération variable si :
Atteinte de 100% des objectifs	Atteinte de 100% des objectifs
50 %	275 000 €

La performance du Directeur général et l'atteinte de ses objectifs sont appréciés annuellement par le Conseil d'administration, sur recommandation du Comité des rémunérations et des nominations, après clôture de l'exercice concerné.

Dans le cas où 100 % des objectifs ne sont pas atteints, le pourcentage de la rémunération variable versée est proportionnel au pourcentage de réalisation des objectifs.

Les objectifs annuels du Directeur général sont intégralement alignés sur les objectifs Corporate applicables à l'ensemble de la Société. Ils représentent les objectifs prioritaires de la Société, chacun d'entre eux étant subdivisé en un objectif cible de base et un objectif de surperformance permettant de prendre en compte la surperformance inhérente à une société de biotechnologie en forte croissance et de motiver les dirigeants et l'ensemble des salariés à dépasser leurs objectifs.

Pour 2026, le Conseil d'administration, sur recommandation du Comité des rémunérations et des nominations, a identifié les objectifs Corporate décrits ci-dessous, chacun d'entre eux étant subdivisé en un objectif cible de base et un objectif de surperformance.

Ainsi, les objectifs annuels du Directeur Général et leur pondération dans l'évaluation annuelle de sa performance pour l'exercice 2026 sont :

Pilier	Objectif cible de base	Pondération	Objectif de surperformance	Pondération
Finance	Objectif d'encaissement défini	40 %	Objectif d'encaissement défini plus important	20%
Clinique	Obtention de données cliniques pour un produit du portefeuille	30 %	Obtention de données cliniques dans une indication choisie pour un produit du portefeuille	15%
Clinique	Démarrage d'un essai clinique dans un délai prédéfini pour un produit du portefeuille	20 %	Etape réglementaire dans un délai prédéfini pour un produit du portefeuille	10%
Recherche et Développement Précoce (RED)	Objectif concernant un produit en pré-clinique	10 %	Objectif concernant un second produit en pré-clinique	5%
TOTAL		100 %		50% max

Les cibles exactes de chaque critère ne peuvent être dévoilées pour des raisons stratégiques et de confidentialité.

Ces mêmes critères sont utilisés pour calculer le bonus des salariés de la Société.

c. Rémunération variable pluriannuelle – Attribution d'actions gratuites de performance (AGA Performance)

Afin d'associer le Directeur général à la performance pluriannuelle de la Société, le Conseil d'administration, sur recommandation du Comité des rémunérations et des nominations, a proposé, sous réserve du vote favorable de l'Assemblée Générale du 21 mai 2026, d'attribuer des actions gratuites de performance au Directeur général (les « AGA de Performance »).

Les AGA de Performance sont des actions gratuites attribuées dans le cadre des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce, dont l'acquisition définitive, à l'issue d'une période d'au moins trois ans, est soumise à une condition de présence et à des conditions de performance.

Le nombre d'AGA de Performance attribuées au Directeur général ainsi que les conditions de performance sont déterminés par le Conseil d'administration avant l'Assemblée générale autorisant l'attribution de ces instruments, sur recommandation du Comité des rémunérations et des nominations. Depuis 2020, la Société souhaite que la part de la rémunération long terme du Directeur général représente environ 40% de sa rémunération totale. Par ailleurs, les objectifs de performance pluriannuels utilisés pour la rémunération long terme sont adossés à un critère boursier afin d'aligner les intérêts long terme du Directeur général sur ceux des actionnaires.

En application de cette politique, le Conseil d'administration a arrêté la politique d'AGA Performance du Directeur Général pour l'exercice 2026, sous réserve de l'approbation par l'Assemblée générale du 21 mai 2026, inchangée par rapport à l'exercice 2025.

Ainsi 300.000 AGA de Performance seraient attribuées au Directeur général. Les conditions de performance des AGA Performance 2026 seraient les mêmes que celles prévues pour les salariés.

L'acquisition définitive des AGA de Performance serait soumise à un critère de performance externe basé sur le cours de bourse. Ainsi, en application de ce critère externe, un maximum de 300.000 actions gratuites pourraient être acquises, selon l'évolution du cours de bourse de la société durant la période d'observation de la performance :

- 0% si la Capitalisation Boursière Finale est inférieure à la Capitalisation Boursière Initiale ;

- 100% si la Capitalisation Boursière Finale est supérieure ou égal à deux fois la Capitalisation Boursière Initiale.

La “Capitalisation Boursière Finale” est définie comme la plus haute moyenne des cours de clôture de l'action Innate Pharma sur Euronext Paris sur une période de soixante séances de bourse consécutives, calculée à tout moment au cours des douze mois précédant la fin de la période d'observation de la performance des AGA de Performance.

La “Capitalisation Boursière Initiale” est définie comme la moyenne des cours de clôture de l'action Innate Pharma sur Euronext Paris des trente premières séances de bourse de l'année 2026.

Si le niveau de réalisation de la condition externe est inférieur à 100%, il sera fait application des conditions internes. Ces conditions internes seront réputées réalisées si, pendant la période d'observation de la performance, un ou plusieurs des événements suivants se réalisent :

- l'obtention d'une autorisation de mise sur le marché pour un produit du portefeuille de la Société (100%) ;
- les encaissements cumulés totalisent un montant de 150 millions d'euros (si le total est compris entre 0 et 150 millions d'euros, la réalisation de cette condition sera calculée linéairement) (50%) ;
- l'obtention de données d'efficacité permettant à deux produits du portefeuille de la Société ou développés en partenariat de passer à l'étape suivante du développement clinique dans une indication donnée (25%) ;
- l'obtention de deux autorisations d'essais cliniques pour des produits du portefeuille de la Société ou développés en partenariat (15%) ; et
- une condition liée à un critère d'égalité salariale entre hommes et femmes consistant à contenir les écarts de rémunérations dans un intervalle dédié (10%).

Étant précisé que (i) le pourcentage d'atteinte globale des critères de performance est limitée à 100%, le nombre total d'AGA de Performance définitivement acquis ne pouvant dépasser le nombre d'AGA de Performance attribué et (ii) l'atteinte des critères de performance, pourra être comptabilisée dans plusieurs plans d'AGA de Performance (par exemple, un paiement d'étape perçu par la Société en 2026 pourra être comptabilisé à la fois au titre des AGA de Performance 2026 et au titre des AGA de Performance 2025).

Sur la base du cours de clôture du 30 mars 2026, les 300.000 AGA de Performance attribuées au Directeur général seraient valorisées 322 800 euros.

d. Autres avantages

Le Directeur général bénéficie des avantages en nature et avantages sociaux suivants :

- contribution par la Société à un contrat de retraite spécifique à hauteur de 15% du salaire de base annuel ;
- contribution de la Société à un contrat frais de santé pour un montant de 15.000 euros par an soumis à cotisation et impôts ;
- contribution de la Société aux frais de logement pour un montant de 20.000 euros par an soumis à cotisation et impôts ;
- mise à disposition de moyens de communication ; et
- si besoin, conseil juridique et fiscal pour la durée de son séjour en France.

e. Attributions exceptionnelles

Afin d'attirer des profils de haut niveau, tout en préservant la trésorerie de la Société, le Conseil d'administration peut procéder à une attribution d'actions gratuites et/ou de stock-options pour le nouveau Directeur général ou le nouveau Directeur général délégué recrutés en externe ou promus en interne.

Par ailleurs, le Conseil d'administration peut procéder à une attribution d'actions gratuites à la suite de la réalisation d'un événement ou d'une opération qui n'avait pas été anticipée au moment de la fixation des objectifs pour les AGA de Performance mais qui a néanmoins mobilisé de manière exceptionnelle les personnes intéressées.

f. Indemnité de non-concurrence

Le Directeur général bénéficie d'une indemnité de non-concurrence d'un montant égal à deux ans de rémunération totale calculée sur la base du dernier salaire mensuel fixe et du dernier bonus variable versés.

Elle serait versée en versements mensuels pendant une période de 24 mois à compter de la date de cessation des fonctions du Directeur général.

Cette indemnité vise à compenser l'interdiction faite au Directeur général, pendant une durée de deux ans suivant la cessation de ses fonctions, qu'elle qu'en soit la raison, de collaborer de quelque manière que ce soit avec certaines entreprises menant une activité directement concurrente de la Société.

Il est précisé que la Société a la possibilité de lever cette obligation de non-concurrence et de non sollicitation à tout moment à compter de la date effective de cessation du mandat de Directeur général.

3.6.1.3. Rémunération du Président du Conseil d'administration

Les différentes composantes de la rémunération du Président du Conseil d'administration au titre de ses fonctions au sein de la Société sont les suivantes:

- une **rémunération fixe** au titre de l'article L. 225-47 du Code de commerce; et
- une **rémunération long terme** par l'attribution de bons de souscription d'actions (BSA).

Le Président du Conseil d'Administration n'est pas lié par un contrat de travail avec la Société.

La durée actuelle du mandat de Président du Conseil d'administration est de 3 ans renouvelables et correspond à la durée de son mandat d'administrateur de la Société.

a. Rémunération fixe

La rémunération fixe annuelle du Président du Conseil d'Administration de la Société pour l'exercice 2026 au titre de l'article L. 225-47 du Code de commerce correspond à une rémunération annuelle brute de 150.000 euros, versée en 12 mensualités, soit un montant identique à l'exercice 2025.

b. Rémunération long terme (BSA)

Le Président du Conseil d'administration bénéficie d'une rémunération long terme consistant en l'attribution de bons de souscription d'actions (voir Section [3.6.1.4](#) ci-après).

3.6.1.4. Rémunération des membres du Conseil d'administration

Les différentes composantes de la rémunération des membres du Conseil d'administration au titre de leurs fonctions au sein de la Société sont les suivantes:

- la rémunération des administrateurs rémunérant leur participation aux réunions du Conseil d'administration et aux travaux de certains des Comités du Conseil (en tant que membre et/ou Président), selon la répartition décidée par le Conseil d'administration ; et
- une **rémunération long terme** par l'attribution de bons de souscription d'actions (BSA).

a. Rémunération des administrateurs

La Société verse des rémunérations aux membres du Conseil d'administration, à l'exception du représentant permanent de Bpifrance Participations et du Président du Conseil d'administration qui perçoit une rémunération fixe au titre de l'article L. 225-47 du Code de commerce. le Directeur général est rémunéré au titre de son mandat social.

Cette rémunération comprend une partie fixe pour chaque membre du Conseil et une part variable en fonction de leur assiduité. La part variable liée à l'assiduité aux réunions du Conseil et des Comités est prépondérante par rapport à la partie fixe.

L'Assemblée générale du 22 mai 2025 a arrêté une enveloppe globale pour la rémunération allouée aux membres du Conseil d'Administration de 500.000 euros par an et une rémunération complémentaire de 150.000 € pour la Présidente du Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration, sur recommandation du Comité des rémunérations et des nominations, a décidé de prévoir une enveloppe globale de rémunération de 500 000 euros pour l'exercice 2026.

Le tableau ci-dessous présente la grille de répartition des rémunérations applicable pour l'exercice 2026, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale des actionnaires:

		Montant
Enveloppe globale		500 000 €
Partie fixe annuelle	Membre du Conseil d'administration	30 000 €
Rémunération fixe additionnelle	Président du Comité d'audit et de durabilité Président du Comité des rémunérations et nominations	10 000 €
Rémunération variable additionnelle	Président du Comité des transactions Président du Comité R&D	2 500€ par réunion (jusqu'à 10 000€)
Rémunération variable (par réunion)		
Participation aux réunions du Conseil d'administration et ses Comités	Membre du Conseil d'administration	3 000 €
Participation aux réunions du Conseil d'administration à distance lorsqu'une participation en personne est requise		1 500 €
Participation aux réunions additionnelles du Conseil d'administration ou des comités (réunions ad-hoc)		1 500 €

Les réunions du conseil ou des comités à visée informative uniquement (sans décision donnant lieu à procès-verbal) et les réunions de moins de vingt minutes ne sont pas rémunérées.

A la fin de l'exercice, en cas de dépassement de l'enveloppe globale de rémunération, la part variable sera réduite en proportion du dépassement afin de rester dans les limites de cette enveloppe.

b. Attributions de bons de souscription d'actions (BSA)

En vue d'attirer et retenir des profils de qualité, le Conseil d'administration, sur recommandation du Comité des rémunérations et des nominations, a décidé de demander aux actionnaires d'approuver une résolution qui lui permettrait d'attribuer des bons de souscription d'actions (BSA) aux nouveaux membres du Conseil lors de leur nomination ou aux membres actuels lors de leur renouvellement.

Il est proposé aux actionnaires d'autoriser l'attribution d'un nombre maximum de 60.000 BSA pour l'exercice 2026. 10.000 BSA seraient proposés aux membres dont le mandat serait renouvelé et 20.000 aux éventuels nouveaux membres. Ces BSA seront répartis entre les administrateurs par le Conseil.

Les bénéficiaires devront faire l'acquisition de ces bons à leur valeur de marché, évaluée par expert, au moment de leur attribution.

Les BSA ne pourront être attribués qu'aux membres indépendants du Conseil d'administration.

3.6.2. Éléments de rémunération et avantages de toute nature versés ou attribués aux mandataires sociaux au cours de l'exercice 2025 (vote *ex post*)

Conformément à l'article L. 22-10-9 du Code de commerce, les paragraphes ci-dessous présentent la politique de rémunération mise en œuvre en 2025 ainsi que les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou attribués au titre du même exercice aux mandataires sociaux de la Société.

Pour rappel, l'Assemblée générale des actionnaires du 22 mai 2025 a adopté le changement de gouvernance de la Société passant d'une société à Directoire et Conseil de surveillance à une société à Conseil d'administration. Ainsi, les éléments de rémunération et avantages de toute nature versés ou attribués au cours de l'exercice 2025 seront présentés (a) pour le Président du Conseil de surveillance, le Président du Directoire et les membres du Directoire du 1^{er} janvier 2025 au 22 mai 2025 puis (b) pour le Directeur général, le Président du Conseil d'administration et les membres du Conseil d'administration du 22 mai 2025 au 31 décembre 2025.

La rémunération des mandataires sociaux au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 découle de la politique de rémunération pour 2025 adoptée par l'Assemblée générale des actionnaires de la Société le 22 mai 2025.

La politique de rémunération des mandataires sociaux pour 2025 a été arrêtée par le Conseil de surveillance sur recommandation du Comité des Nominations et Rémunérations avec pour objectif de s'inscrire dans et de contribuer à la stratégie de la Société et ses performances à long terme, notamment au travers des objectifs de la rémunération variable et des conditions de performance attachées à l'attribution des actions gratuites aux mandataires sociaux de la Société.

Il ressort des précédentes Assemblées générales que la rémunération des mandataires sociaux est bien accueillie par les actionnaires avec un taux d'approbation moyen entre 2022 et 2025 de 95,26 % (vote *ex post*):

	Vote global	Président du Conseil de surveillance	Président du Directoire	Membres du Directoire
2022	93,23 %	99,91 %	84,99 %	84,99 %
2023	97,68 %	99,96 %	97,68 %	97,68 %
2024	97,06 %	99,92 %	90,50 %	97,63 %
2025	97,58 %	99,88 %	92,55 %	92,85 %
MOYENNE	96,39 %	99,92 %	91,43%	93,29 %

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la rémunération en numéraire versée depuis 2020 aux mandataires sociaux de la Société:

<i>Rémunération annuelle (en milliers d'euros)</i>	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Yannis Morel ⁽¹⁾	302	279	332	305	404	425
Mondher Mahjoubi ⁽²⁾	755	593	767	624	N/A	N/A
Laure-Hélène Mercier ⁽³⁾	280	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Hervé Brailly ⁽⁴⁾	100	100	100	100	393	N/A
Sonia Quaratino ⁽⁵⁾	N/A	N/A	N/A	N/A	420	420
Arvind Sood ⁽⁶⁾	N/A	N/A	N/A	N/A	323	49
Jonathan Dickinson ⁽⁷⁾	N/A	N/A	N/A	N/A	111	667
Irina Staatz-Granzer ⁽⁸⁾	N/A	N/A	N/A	N/A	100	150

(1) En tant que membre du Directoire jusqu'au 22 mai 2025

(2) Membre du Directoire jusqu'au 31 décembre 2023

(3) Membre du Directoire jusqu'au 16 février 2021

(4) Membre du Directoire jusqu'au 31 octobre 2024

(5) En tant que membre du Directoire jusqu'au 22 mai 2025

(6) En tant que membre du Directoire jusqu'au 3 février 2025

(7) En tant que Président du Directoire jusqu'au 22 mai 2025 puis Directeur Général à partir du 22 mai 2025

(8) En tant que Présidente du Conseil de surveillance jusqu'au 22 mai 2025 puis Présidente du Conseil d'administration à partir du 22 mai 2025

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la rémunération brute annuelle **moyenne** des salariés de la Société depuis 2020 :

<i>Rémunération moyenne (en milliers d'euros)</i>	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Salariés	56,1	56,6	64,4	63,2	70,1	71,0

Au 31 décembre 2025, les salariés de la Société (hors membres du Conseil d'administration et de l'équipe de Direction) représentent 2,34% du capital social de la Société sur une base non diluée et 5,28% sur une base pleinement diluée.

3.6.2.1. Rémunérations versées ou attribuées à Jonathan Dickinson, Président du Directoire jusqu'au 22 mai 2025 puis Directeur général à compter du 22 mai 2025

Jonathan Dickinson était Président du Directoire de la Société jusqu'au 22 mai 2025 et est désormais Directeur général de la Société depuis le 22 mai 2025, suite au changement de mode de gouvernance adopté par l'Assemblée générale des actionnaires de la Société.

Les différentes composantes de la rémunération globale de Jonathan Dickinson au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ont été les suivantes :

- une rémunération fixe ;
- une rémunération variable annuelle ;
- une rémunération variable pluriannuelle ;
- d'autres avantages attachés à l'exercice de son mandat ; et
- d'une indemnité de non-concurrence en cas de cessation des fonctions.

Le Directeur général n'est pas lié par un contrat de travail avec la Société.

Conformément à l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, l'Assemblée générale des actionnaires doit statuer sur les éléments composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice écoulé ou attribués au titre du même exercice à Jonathan Dickinson en sa qualité de Président du Directoire jusqu'au 22 mai 2025 puis de Directeur général à compter de cette date.

a. Rémunération fixe

La rémunération fixe brute attribuée en 2025 à Jonathan Dickinson s'est élevée à :

- 212 465,75 euros au titre de son mandat de Président du Directoire du 1^{er} janvier au 22 mai 2025 ; et
- 337 534,25 euros au titre de son mandat de Directeur général de la Société du 22 mai au 31 décembre 2025 ;

soit un total de 550 000 euros.

b. Rémunération variable annuelle

Le Conseil d'administration, sur proposition du Comité des rémunération et des nominations, a estimé que 97,5% des objectifs de Jonathan Dickinson ont été atteints en 2025, en tant que Président du Directoire puis Directeur général de la Société, et a fixé la rémunération variable en numéraire qui serait à verser en cas de vote favorable de l'Assemblée générale des actionnaires devant se réunir pour se prononcer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025 comme suit :

- 103 577,05 euros au titre de son mandat de Président du Directoire du 1^{er} janvier au 22 mai 2025 ; et
- 164 547,95 au titre de son mandat de Directeur général de la Société du 22 mai au 31 décembre 2025 ;

soit un montant total de 268 125,00 euros.

Les objectifs 2025 de Jonathan Dickinson en tant que Président du Directoire puis Directeur général de la Société ont été définis par le Conseil de surveillance autour de cinq piliers dont la pondération et le taux d'atteinte sont détaillés ci-dessous :

Objectifs cible de performance	Pondération	Atteinte
Partenariat pour un produit en développement du portefeuille OU sécurisation du financement et franchissement des étapes réglementaires pour un produit en développement	25 %	12,5 %
Avancée d'un essai clinique conformément au plan établi pour un produit en développement du portefeuille OU Élaboration d'un plan alternatif	20%	20 %
Atteinte d'un niveau de dose pour un essai clinique d'un produit en développement du portefeuille	20 %	20 %
Une nouvelle molécule prête à entrer en phase préclinique réglementaire	15 %	15 %
Atteinte d'un certain niveau de trésorerie	20 %	0 %
TOTAL	100 %	67,5 %

Objectifs de surperformance	Pondération	Atteinte
Partenariat pour un produit en développement du portefeuille dans un délai plus court OU Avancée opérationnelle pour un produit en développement du portefeuille	25 %	0 %
Avancée réglementaire pour un produit en développement du portefeuille	10 %	10 %
Présentation de données cliniques positives pour un produit en développement	10%	0 %
Obtention de données afin d'élargir le champ d'exploration de la molécule	10%	0 %
Atteinte du niveau de dose plus avancé pour un produit en développement du portefeuille	20 %	20 %
Etudes précliniques réglementaires démarrées pour une nouvelle molécule	15 %	0 %
Dépassement d'un seuil de trésorerie prédéfini	20 %	0 %
TOTAL	100% max	30 %

Au titre de l'exercice 2025, le taux d'atteinte des objectifs cibles de performance s'est élevé à 67,5% et le taux d'atteinte des objectifs de surperformance s'est élevé à 30%, soit un taux d'atteinte total de 97,5% représentant 268 125,00 euros.

	Rémunération fixe	% de variable sur la rémunération fixe	% d'atteinte des critères de performance	Total variable annuel 2025
Jonathan Dickinson	550 000 €	50 %	97,50 %	268 125 €

Le versement de la rémunération variable de Jonathan Dickinson sera soumis à l'approbation de l'Assemblée générale des actionnaires devant se réunir pour se prononcer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

c. Rémunération variable pluriannuelle – Attribution d'actions gratuites de performance (AGA Performance)

Instruments acquis en 2025

Aucun instrument n'a été acquis par Jonathan Dickinson au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Instruments attribués en 2025

Conformément à la politique de rémunération de la Société, il est prévu une attribution d'AGA Performance au bénéfice de Jonathan Dickinson au titre de l'exercice 2025.

Néanmoins, en raison de la mise en oeuvre du plan de sauvegarde de l'emploi, la Société a décidé de repousser l'attribution des AGA Performance aux dirigeants et salariés de la Société au premier semestre 2026.

Il n'a donc été attribué aucune AGA Performance à Jonathan Dickinson au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

d. Autres avantages

Les avantages en nature et autres avantages sociaux accordés à Jonathan Dickinson au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 sont :

- la contribution par la Société à un contrat de retraite spécifique à hauteur de 15% du salaire de base annuel, soit :
 - 31 869,86 euros au titre de son mandat de Président du Directoire du 1^{er} janvier au 22 mai 2025 ; et
 - 50 630,14 euros au titre de son mandat de Directeur général de la Société du 22 mai au 31 décembre 2025 ;

- la contribution par la Société à un contrat frais de santé, soit:
 - 5 794,50 euros au titre de son mandat de Président du Directoire du 1^{er} janvier au 22 mai 2025 ; et
 - 9 205,50 euros au titre de son mandat de Directeur général de la Société du 22 mai au 31 décembre 2025 ;
- la contribution par la Société aux frais de logement, soit:
 - 7 726 euros au titre de son mandat de Président du Directoire du 1^{er} janvier au 22 mai 2025 ; et
 - 12 274 euros au titre de son mandat de Directeur général de la Société du 22 mai au 31 décembre 2025 ;
- la contribution par la Société aux frais de conseil juridique et fiscal à hauteur de 4 000 euros.

e. Engagement de non-concurrence

Durant l'exercice 2025, Jonathan Dickinson pouvait bénéficier d'une indemnité de non-concurrence d'un montant égal à deux ans de rémunération totale calculée sur la base du dernier salaire mensuel fixe et du dernier bonus variable versés.

Elle serait versée en versements mensuels pendant une période de 24 mois à compter de la date de cessation des fonctions du Directeur général.

Cette indemnité vise à compenser l'interdiction faite au Directeur général, pendant une durée de deux ans suivant la cessation de ses fonctions, qu'elle qu'en soit la raison, de collaborer de quelque manière que ce soit avec certaines entreprises menant une activité directement concurrente de la Société.

Il est précisé que la Société a la possibilité de lever cette obligation de non-concurrence et de non sollicitation à tout moment à compter de la date effective de cessation du mandat de Directeur général.

f. Contrat de travail

Jonathan Dickinson n'est pas lié à la Société par un contrat de travail.

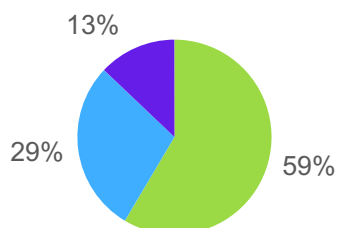
g. Synthèse

Les éléments composant la rémunération totale de Jonathan Dickinson en qualité de Président du Directoire puis en qualité de Directeur général au titre de l'exercice 2025 sont résumés dans le tableau suivant:

Eléments de rémunération soumis au vote	Montants versés au cours de l'exercice écoulé	Montants attribués au titre de l'exercice écoulé ou valorisation comptable	Présentation
Rémunération fixe	550 000 €	550 000 €	Proportion de la rémunération fixe : 59%
au titre de son mandat de Président du Directoire	212 466 €	212 466 €	Rémunération brute fixe versée au titre du contrat de mandat
au titre de son mandat de Directeur général	337 534 €	337 534 €	
Rémunération variable annuelle⁽¹⁾	0 €	268 125 €	Proportion de la rémunération variable annuelle: 29%
au titre de son mandat de Président du Directoire	0 €	103 577 €	Le Conseil d'administration du 22 janvier 2026, sur recommandation du Comité des Rémunérations, a fixé l'atteinte des objectifs à 97,5% (voir 3.6.2.1.b)
au titre de son mandat de Directeur général	0 €	164 548 €	
Rémunération variable pluriannuelle (LTI)	0 €	0 €	
au titre de son mandat de Président du Directoire	0 €	0 €	Le Conseil d'administration a décidé de repousser l'attribution des AGA Performance aux dirigeants et salariés de la Société au premier semestre 2026
au titre de son mandat de Directeur général	0 €	0 €	
Rémunération exceptionnelle⁽¹⁾	0 €	0 €	N/A
Avantages long terme (stock-options, BSA)	0 €	0 €	N/A
Avantages de toute nature	121 500 €	121 500 €	
au titre de son mandat de Président du Directoire	49 390 €	49 390 €	Correspondant aux montants versés au titre de l'« article 83 », aux frais de santé, aux frais de logement et aux frais de conseil juridique et fiscal
au titre de son mandat de Directeur général	72 110 €	72 110 €	
Engagement de non-concurrence	0 €	0 €	N/A
Contrat de travail	Non	Non	N/A
Rémunération en qualité d'administrateur	0 €	0 €	N/A
TOTAL	671 500 €	939 625 €	

⁽¹⁾ Conformément à l'article L. 22-10-34 du Code de commerce, les éléments variables ou exceptionnels de rémunération ne seront versés qu'après avoir recueilli le vote favorable des actionnaires

JONATHAN DICKINSON



■ Rémunération fixe
 ■ Rémunération variable annuelle
 ■ Autres avantages

Le tableau suivant (Tableau n°1 de la recommandation de l'AMF DOC-2021-02) présente les rémunérations, options et actions attribuées à Jonathan Dickinson au titre des deux derniers exercices comptables :

	Exercice clos le 31 décembre 2024	Exercice clos le 31 décembre 2025
Jonathan Dickinson Président du Directoire jusqu'au 22 mai 2025 puis Directeur général à compter du 22 mai 2025		
Rémunérations attribuées au titre de l'exercice	111 249 €	939 625 €
Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice ⁽¹⁾	324 000 €	0 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	0 €	0 €
Valorisation des actions attribuées gratuitement	0 €	0 €
Valorisation des autres plans de rémunération de long terme	0 €	0 €
TOTAL	435 249	939 625 €

⁽¹⁾ Les conditions de performance sont décrites à la Section 2.2.1.6. du Document d'enregistrement universel 2024

Le tableau suivant (Tableau n°2 de la recommandation de l'AMF DOC-2021-02) présente les rémunérations dues à Jonathan Dickinson au titre des deux derniers exercices comptables et les rémunérations perçues par ce dernier au cours de ces mêmes exercices :

	Exercice clos le 31 décembre 2024		Exercice clos le 31 décembre 2025	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Jonathan Dickinson Président du Directoire jusqu'au 22 mai 2025 puis Directeur général à compter du 22 mai 2025				
Rémunération fixe	91 666 €	91 666 €	550 000 €	550 000 €
Rémunération variable annuelle	0 €	0 €	268 125 €	0 €
Rémunération variable pluriannuelle ⁽¹⁾	324 000 €	324 000 €	0 €	0 €
Rémunération exceptionnelle	0 €	0 €	0 €	0 €
Rémunération d'administrateur	0 €	0 €	0 €	0 €
Avantages en nature	19 583 €	19 583 €	121 500 €	121 500 €
TOTAL	435 249 €	435 249 €	939 625 €	671 500 €

⁽¹⁾ Les conditions de performance sont décrites à la Section 2.2.1.6. du Document d'enregistrement universel 2024

Le tableau suivant (Tableau n°11 de la recommandation de l'AMF DOC-2021-02) présente les conditions de rémunération et autres avantages consentis à Jonathan Dickinson à la date du présent document :

	Contrat de travail	Régime de retraite supplémentaire	Indemnité de cessation ou de changement de fonction	Indemnité de non-concurrence
Jonathan Dickinson	NON	NON	NON	OUI ⁽¹⁾
Directeur général				
Date de 1 ^{ère} nomination				
22/05/2025				

⁽¹⁾ Le contrat de mandat social conclu entre la Société et Jonathan Dickinson, Président du Directoire, prévoit qu'en contrepartie d'une obligation de non-concurrence de 24 mois et de non-sollicitation de 18 mois, Monsieur Jonathan Dickinson percevra, à compter de la fin de ses fonctions, une indemnité forfaitaire équivalente à deux ans de rémunération fixe et variable qui sera payée mensuellement pendant une durée de 24 mois.

3.6.2.2. Rémunérations versées ou attribuées à Yannis Morel, membre du Directoire jusqu'au 22 mai 2025

Yannis Morel était membre du Directoire de la Société jusqu'au 22 mai 2025.

Les différentes composantes de la rémunération globale de Yannis Morel jusqu'au 22 mai 2025 ont été les suivantes :

- une rémunération fixe ;
- une rémunération variable annuelle ;
- une rémunération variable pluriannuelle ; et
- d'autres avantages attachés à l'exercice de son mandat.

Conformément à l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, l'Assemblée générale des actionnaires doit statuer sur les éléments composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice écoulé ou attribués au titre du même exercice à Yannis Morel, membre du Directoire jusqu'au 22 mai 2025.

a. Rémunération fixe

La rémunération fixe brute attribuée à Yannis Morel au titre de son contrat de travail jusqu'au 22 mai 2025 s'est élevée à 115 890,41 euros.

b. Rémunération variable annuelle

Le Conseil d'administration, sur proposition du Comité des rémunération et des nominations, a estimé que 97,875% des objectifs de Yannis Morel ont été atteints en 2025, en tant que membre du Directoire jusqu'au 22 mai 2025, et a fixé la rémunération variable en numéraire qui serait à verser en cas de vote favorable de l'Assemblée générale des actionnaires devant se réunir pour se prononcer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025 à 45 371,10 € euros.

Les objectifs 2025 de Yannis Morel en tant que membre du Directoire ont été définis par le Conseil de surveillance autour des critères corporate communs et de critères spécifiques à Yannis Morel dont la pondération et le taux d'atteinte sont détaillés ci-dessous :

Nature	Objectifs	Pondération	Atteinte ⁽¹⁾
Objectifs Corporate	Voir Section 3.6.2.1. sur les objectifs corporate	70 %	97,5 %
Objectifs fonctionnels	Mise en œuvre des objectifs corporate de Business Development et de développement non clinique Organisation du nouveau département RED Établissement d'une stratégie de portefeuille de produits pour le PLT de 5 ans	30 %	100 %

⁽¹⁾ L'atteinte des objectifs de Yannis Morel s'est élevée à 98,25% au cours du premier semestre 2025 et à 97,5% au cours de second semestre 2025, soit une moyenne de 97,875% pour 2025. Cette différence entre le premier et le second semestre 2025 s'explique par le fait qu'un nouveau schéma de rémunération variable annuelle a été mis en place pour le second semestre 2025.

Au titre de l'exercice 2025, le taux d'atteinte des objectifs corporate 2025 s'est élevé à 97,5% et le taux d'atteinte des objectifs fonctionnels s'est élevé à 100%, soit un taux d'atteinte total de 97,875% représentant 45 371,10 € euros. Le montant de rémunération variable indiqué dans le tableau ci-dessous correspond à la rémunération variable ainsi allouée à Yannis Morel pour 2025, au pro rata de la période durant laquelle il était membre du Directoire, soit jusqu'au 22 mai 2025.

	Rémunération fixe	% de variable sur la rémunération fixe	% d'atteinte des critères de performance	Total variable annuel 2025
Yannis Morel	300 000 €	40 %	97,875 %	45 371,10 €

Le versement de la rémunération variable de Yannis Morel sera soumis à l'approbation de l'Assemblée générale des actionnaires devant se réunir pour se prononcer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

c. Rémunération variable pluriannuelle – Attribution d'actions gratuites de performance (AGA Performance)

Instruments acquis en 2025

Le 31 décembre 2025, le Directeur général, sur délégation du Conseil d'administration, a constaté la réalisation de la condition de présence et évalué le niveau de réalisation des conditions de performance des AGA de Performance 2022 dont Yannis Morel est bénéficiaire.

Ainsi, sur les 100 000 AGA de Performance 2022 initialement attribuées à Yannis Morel, 100 000 ont été définitivement acquises par ce dernier, soit 100% du maximum prévu par le règlement du plan au titre de la réalisation des critères de performance.

Les conditions de performance des AGA de Performance 2022 qui avaient été arrêtées par le Conseil de surveillance sont détaillées dans le Document d'enregistrement universel 2021.

Instruments attribués en 2025

Conformément à la politique de rémunération de la Société, il est prévu une attribution d'AGA Performance au bénéfice de Yannis Morel au titre de l'exercice 2025.

Néanmoins, en raison de la mise en oeuvre du plan de sauvegarde de l'emploi, la Société a décidé de repousser l'attribution des AGA Performance aux dirigeants et salariés de la Société au premier semestre 2026.

Il n'a donc été attribué aucune AGA Performance à Yannis Morel au titre de l'exercice écoulé jusqu'au 22 mai 2025.

d. Autres avantages

Les avantages en nature et autres avantages sociaux accordés à Yannis Morel au cours de l'exercice écoulé jusqu'au 22 mai 2025 sont :

- le bénéfice d'un contrat de retraite collectif à cotisations définies de type « article 83 » souscrit auprès de AG2R La Mondiale, soit 894,61 euros ;
- le bénéfice d'un contrat collectif de complémentaire santé souscrit auprès de AG2R La Mondiale, soit 90,17 euros ;
- le bénéfice d'un contrat collectif de prévoyance souscrit auprès de AG2R La Mondiale, soit 771,49 euros ; et
- la mise à disposition d'un véhicule de fonction, soit 676,68 euros.

e. Rémunération exceptionnelle

Aucune rémunération exceptionnelle n'a été attribuée à Yannis Morel au titre de l'exercice écoulé jusqu'au 22 mai 2025.

f. Engagement de non-concurrence

Yannis Morel ne bénéficie pas d'une indemnité de non-concurrence.

g. Contrat de travail

Yannis Morel bénéficie d'un contrat de travail conclu avec la Société antérieurement à sa nomination en tant que membre du Directoire.

Yannis Morel exerce ses fonctions au sein de la Société au titre de son contrat de travail, étant précisé qu'il ne percevait aucune rémunération au titre de son mandat social.

La fin de ses fonctions de membre du Directoire est sans effet sur son contrat de travail.

Le Conseil de surveillance, antérieurement au changement de mode de gouvernance de la Société, avait autorisé Yannis Morel à cumuler son contrat de travail et son mandat social.

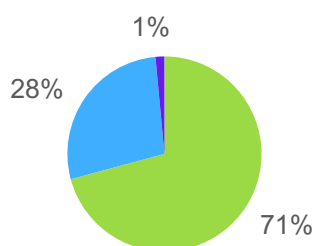
h. Synthèse

Les éléments composant la rémunération totale de Yannis Morel, membre du Directoire au cours de l'exercice écoulé jusqu'au 22 mai 2025 sont synthétisés dans le tableau suivant:

Éléments de rémunération soumis au vote	Montants versés au cours de l'exercice écoulé	Montants attribués au titre de l'exercice écoulé ou valorisation comptable	Présentation
Rémunération fixe	115 890,41 €	115 890,41 €	Rémunération brute fixe versée au titre du contrat de travail. Proportion de la rémunération fixe: 71%.
Rémunération variable ⁽¹⁾	120 000,00 €	45 371,10 €	Proportion de la rémunération variable annuelle: 28%. Le Conseil d'administration du 22 janvier 2026, sur recommandation du Comité des rémunérations et des nominations, a fixé l'atteinte des objectifs de Yannis Morel à 97,875% (voir 3.6.2.2.b)
Rémunération variable pluriannuelle (LTI)	0 €	0 €	Le Conseil d'administration a décidé de repousser l'attribution des AGA Performance aux dirigeants et salariés de la Société au premier semestre 2026
Rémunération exceptionnelle ⁽¹⁾	0 €	0 €	N/A
Avantages long terme (stock-options, BSA)	0 €	0 €	N/A
Avantages de toute nature	2 432,95 €	2 432,95 €	Correspondant aux montants versés au titre de l'« article 83 », à la complémentaire santé, à la prévoyance et au véhicule de fonction
Engagement de non-concurrence	0 €	0 €	N/A
Contrat de travail	Oui	Oui	N/A
Rémunération en qualité d'administrateur	0 €	0 €	N/A
TOTAL	238 323,36 €	163 694,46 €	

⁽¹⁾ Conformément à l'article L. 22-10-34 du Code de commerce, les éléments variables ou exceptionnels de rémunération ne seront versés qu'après avoir recueilli le vote favorable des actionnaires

YANNIS MOREL



■ Rémunération fixe ■ Rémunération variable annuelle ■ Autres avantages

Le tableau suivant (Tableau n°1 de la recommandation de l'AMF DOC-2021-02) présente les rémunérations, options et actions attribuées à Yannis Morel au titre des deux derniers exercices comptables :

	Exercice clos le 31 décembre 2024	Exercice clos le 31 décembre 2025
Yannis Morel - Membre du Directoire jusqu'au 22 mai 2025		
Rémunérations attribuées au titre de l'exercice	429 292,00 €	163 694,46 €
Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice ⁽¹⁾	280 500 €	0 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	0 €	0 €
Valorisation des actions attribuées gratuitement	0 €	0 €
Valorisation des autres plans de rémunération de long terme	0 €	0 €
TOTAL	709 792,00 €	163 694,46 €

⁽¹⁾ Les conditions de performance sont décrites à la Section 2.2.1.6. du Document d'enregistrement universel 2024

Le tableau suivant (Tableau n°2 de la recommandation de l'AMF DOC-2021-02) présente les rémunérations dues à Yannis Morel au titre des deux derniers exercices comptables et les rémunérations perçues par ce dernier au cours de ces mêmes exercices :

	Exercice clos le 31 décembre 2024		Exercice clos le 31 décembre 2025	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Yannis Morel Membre du Directoire jusqu'au 22 mai 2025				
Rémunération fixe	300 000,00 €	300 000,00 €	115 890,41 €	115 890,41 €
Rémunération variable annuelle	120 000,00 €	100 800,00 €	45 371,10 €	120 000,00 €
Rémunération variable pluriannuelle	280 500 €	280 500 €	0 €	0 €
Rémunération exceptionnelle	0 €	0 €	0 €	0 €
Rémunération d'administrateur	0 €	0 €	0 €	0 €
Avantages en nature	9 292,02 €	9 292,02 €	2 432,95 €	2 432,95 €
TOTAL	709 792,02 €	690 592,02 €	163 694,46 €	238 323,36 €

Le tableau ci-dessous (Tableau n°7 de la recommandation de l'AMF DOC-2021-02) présente les actions attribuées gratuitement devenues disponibles pour Yannis Morel durant l'exercice écoulé :

Mandataire social	Date de la décision d'attribution	Nature des actions gratuites	Nombre d'actions gratuites attribuées	Date de disponibilité	Nombre d'actions devenues disponibles
Yannis Morel	12/12/2022	AGA de Performance 2022	100 000	31/12/2025	100 000
TOTAL	-	-	100 000	-	100 000

Le tableau suivant (Tableau n°11 de la recommandation de l'AMF DOC-2021-02) présente les conditions de rémunération et autres avantages consentis à Yannis Morel jusqu'au 22 mai 2025 :

	Contrat de travail	Régime de retraite supplémentaire	Indemnité de cessation ou de changement de fonction	Indemnité de non-concurrence
Yannis Morel	OUI	OUI	NON	NON
Membre du Directoire				
Date de 1 ^{ère} nomination				
25/06/2015				

3.6.2.3. Rémunérations versées ou attribuées à Sonia Quaratino, membre du Directoire jusqu'au 22 mai 2025

Sonia Quaratino était membre du Directoire de la Société jusqu'au 22 mai 2025.

Les différentes composantes de la rémunération globale de Sonia Quaratino jusqu'au 22 mai 2025 ont été les suivantes :

- une **rémunération fixe** ;
- une **rémunération variable annuelle** ; et
- une **rémunération variable pluriannuelle**.

Conformément à l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, l'Assemblée générale des actionnaires doit statuer sur les éléments composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice écoulé ou attribués au titre du même exercice à Sonia Quaratino, membre du Directoire jusqu'au 22 mai 2025.

a. Rémunération fixe

La rémunération fixe brute attribuée à Sonia Quaratino, membre du Directoire jusqu'au 22 mai 2025 s'est élevée à 135 205,48 euros.

b. Rémunération variable annuelle

Le Conseil d'administration, sur proposition du Comité des rémunération et des nominations, a estimé que 97,875% des objectifs de Sonia Quaratino ont été atteints en 2025, en tant que membre du Directoire jusqu'au 22 mai 2025, et a fixé la rémunération variable en numéraire qui serait à verser en cas de vote favorable de l'Assemblée générale des actionnaires devant se réunir pour se prononcer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025 à 52 932,95 euros.

Les objectifs 2025 de Sonia Quaratino en tant que membre du Directoire ont été définis par le Conseil de surveillance autour des critères corporate communs et de critères spécifiques à Sonia Quaratino dont la pondération et le taux d'atteinte sont détaillés ci-dessous :

Nature	Objectifs	Pondération	Atteinte ⁽¹⁾
Objectifs Corporate	Voir Section 3.6.2.1. sur les objectifs corporate	70 %	97,5 %
Objectifs fonctionnels	Atteinte d'objectifs cliniques facilitant les partenariats futurs Organisation du département clinique Mise en place d'une stratégie de développement clinique pour le PLT de 5 ans	30 %	100 %

⁽¹⁾ L'atteinte des objectifs de Sonia Quaratino s'est élevée à 98,25% au cours du premier semestre 2025 et à 97,5% au cours de second semestre 2025, soit une moyenne de 97,875% pour 2025. Cette différence entre le premier et le second semestre 2025 s'explique par le fait qu'un nouveau schéma de rémunération variable annuelle a été mis en place pour le second semestre 2025.

Au titre de l'exercice 2025, le taux d'atteinte des objectifs corporate 2025 s'est élevé à 97,5% et le taux d'atteinte des objectifs fonctionnels s'est élevé à 100%, soit un taux d'atteinte total de 97,875% représentant 52 932,95 euros. Le montant de rémunération variable indiqué dans le tableau ci-dessous correspond à la rémunération variable ainsi allouée à Sonia Quaratino pour 2025, au pro rata de la période durant laquelle elle était membre du Directoire, soit jusqu'au 22 Mai 2025.

	Rémunération fixe	% de variable sur la rémunération fixe	% d'atteinte des critères de performance	Total variable annuel 2025
Sonia Quaratino	350 000 €	40 %	97,875 %	52 932,95 €

Le versement de la rémunération variable de Sonia Quaratino sera soumis à l'approbation de l'Assemblée générale des actionnaires devant se réunir pour se prononcer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

c. Rémunération variable pluriannuelle – Attribution d'actions gratuites de performance (AGA Performance)

Instruments acquis en 2025

Aucun instrument n'a été acquis par Sonia Quaratino au titre de l'exercice écoulé jusqu'au 22 mai 2025.

Instruments attribués en 2025

Conformément à la politique de rémunération de la Société, il est prévu une attribution d'AGA Performance au bénéfice de Sonia Quaratino au titre de l'exercice 2025.

Néanmoins, en raison de la mise en oeuvre du plan de sauvegarde de l'emploi, la Société a décidé de repousser l'attribution des AGA Performance aux dirigeants et salariés de la Société au premier semestre 2026.

Il n'a donc été attribué aucune AGA Performance à Sonia Quaratino au titre de l'exercice écoulé jusqu'au 22 mai 2025.

d. Autres avantages

Sonia Quaratino n'a pas bénéficié d'avantages en nature et autres avantages sociaux au cours de l'exercice écoulé jusqu'au 22 mai 2025.

e. Rémunération exceptionnelle

Aucune rémunération exceptionnelle n'a été attribuée à Sonia Quaratino au titre de l'exercice écoulé jusqu'au 22 mai 2025.

f. Engagement de non-concurrence

Sonia Quaratino ne bénéficie pas d'une indemnité de non-concurrence.

g. Contrat de travail

Sonia Quaratino bénéficie d'un contrat de travail conclu avec la Société antérieurement à sa nomination en tant que membre du Directoire.

Sonia Quaratino exerce ses fonctions au sein de la Société au titre de son contrat de travail, étant précisé qu'elle ne percevait aucune rémunération au titre de son mandat social.

La fin de ses fonctions de membre du Directoire est sans effet sur son contrat de travail.

Le Conseil de surveillance, antérieurement au changement de mode de gouvernance de la Société, avait autorisé Sonia Quaratino à cumuler son contrat de travail et son mandat social.

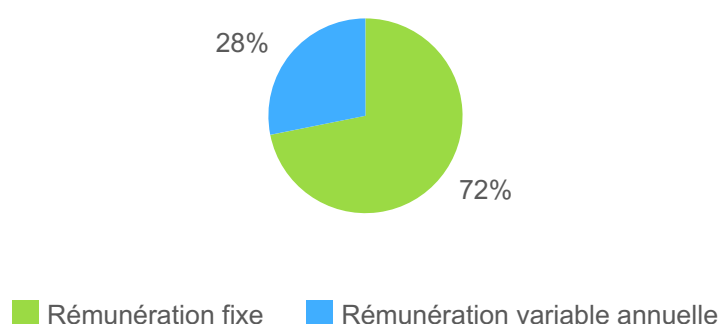
h. Synthèse

Les éléments composant la rémunération totale de Sonia Quaratino en qualité de Membre du Directoire au cours de l'exercice écoulé jusqu'au 22 mai 2025 sont synthétisés dans le tableau suivant:

Éléments de rémunération soumis au vote	Montants versés au cours de l'exercice écoulé	Montants attribués au titre de l'exercice écoulé ou valorisation comptable	Présentation
Rémunération fixe	135 205,48 €	135 205,48 €	Rémunération brute fixe versée au titre du contrat de travail. Proportion de la rémunération fixe: 72%
Rémunération variable ⁽¹⁾	140 000,00 €	52 932,95 €	Proportion de la rémunération variable annuelle: 28%. Le Conseil d'administration du 22 janvier 2026, sur recommandation du Comité des rémunérations et des nominations, a fixé l'atteinte des objectifs de Sonia Quaratino à 97,875% (voir 3.6.2.3.b)
Rémunération variable pluriannuelle (LTI)	0 €	0 €	Le Conseil d'administration a décidé de repousser l'attribution des AGA Performance aux dirigeants et salariés de la Société au premier semestre 2026
Rémunération exceptionnelle ⁽¹⁾	0 €	0 €	N/A
Avantages long terme (stock-options, BSA)	0 €	0 €	N/A
Avantages de toute nature	0 €	0 €	N/A
Engagement de non-concurrence	0 €	0 €	N/A
Contrat de travail	Oui	Oui	N/A
Rémunération en qualité d'administrateur	0 €	0 €	N/A
TOTAL	275 205,48 €	188 138,43 €	

⁽¹⁾ Conformément à l'article L. 22-10-34 du Code de commerce, les éléments variables ou exceptionnels de rémunération ne seront versés qu'après avoir recueilli le vote favorable des actionnaires

SONIA QUARATINO



Le tableau suivant (Tableau n°1 de la recommandation de l'AMF DOC-2021-02) présente les rémunérations, options et actions attribuées à Sonia Quaratino au titre des deux derniers exercices comptables :

	Exercice clos le 31 décembre 2024	Exercice clos le 31 décembre 2025
Sonia Quaratino - Membre du Directoire jusqu'au 22 mai 2025		
Rémunérations attribuées au titre de l'exercice	490 000,00 €	188 138,43 €
Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice ⁽¹⁾	280 500,00 €	0,00 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	0,00 €	0,00 €
Valorisation des actions attribuées gratuitement	0,00 €	0,00 €
Valorisation des autres plans de rémunération de long terme	0,00 €	0,00 €
TOTAL	770 500,00 €	188 138,43 €

⁽¹⁾ Les conditions de performance sont décrites à la Section 2.2.1.6. du Document d'enregistrement universel 2024

Le tableau suivant (Tableau n°2 de la recommandation de l'AMF DOC-2021-02) présente les rémunérations dues à Sonia Quaratino au titre des deux derniers exercices comptables et les rémunérations perçues par cette dernière au cours de ces mêmes exercices :

	Exercice clos le 31 décembre 2024		Exercice clos le 31 décembre 2025	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Sonia Quaratino Membre du Directoire jusqu'au 22 mai 2025				
Rémunération fixe	350 000,00 €	350 000,00 €	135 205,48 €	135 205,48 €
Rémunération variable annuelle	140 000 €	0 €	52 932,95 €	140 000 €
Rémunération variable pluriannuelle	280 500 €	280 500 €	0 €	0 €
Rémunération exceptionnelle	0 €	0 €	0 €	0 €
Rémunération d'administratrice	0 €	0 €	0 €	0 €
Avantages en nature	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL	770 500,00 €	630 500,00 €	188 138,43 €	275 205,48 €

Le tableau suivant (Tableau n°11 de la recommandation de l'AMF DOC-2021-02) présente les conditions de rémunération et autres avantages consentis à Sonia Quaratino jusqu'au 22 mai 2025 :

	Contrat de travail	Régime de retraite supplémentaire	Indemnité de cessation ou de changement de fonction	Indemnité de non- concurrence
Sonia Quaratino	OUI	NON	NON	NON
Membre du Directoire				
Date de 1 ^{ère} nomination				
03/01/2024				

3.6.2.4. Rémunérations versées ou attribuées à Arvind Sood, membre du Directoire jusqu'au 3 février 2025

Arvind Sood était membre du Directoire de la Société jusqu'au 3 février 2025.

Les différentes composantes de la rémunération globale d'Arvind Sood jusqu'au 3 février 2025 ont été les suivantes :

- une **rémunération fixe** ; et
- d'**autres avantages** attachés à l'exercice de son mandat.

Conformément à l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, l'Assemblée générale des actionnaires doit statuer sur les éléments composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice écoulé ou attribués au titre du même exercice à Arvind Sood en sa qualité de membre du Directoire jusqu'au 3 février 2025.

a. Rémunération fixe

La rémunération fixe brute attribuée à Arvind Sood jusqu'au 3 février 2025 s'est élevée à 27 945,21 dollars US, soit 23 728,63 euros³.

b. Rémunération variable annuelle

Les objectifs 2025 d'Arvind Sood n'ont pas été fixés en raison de son départ de la Société en février 2025.

En conséquence, Arvind Sood n'est pas éligible à une rémunération variable annuelle au titre de l'exercice 2025.

c. Rémunération variable pluriannuelle – Attribution d'actions gratuites de performance (AGA Performance)

Instruments acquis en 2025

Aucun instrument n'a été acquis par Arvind Sood au titre de l'exercice écoulé jusqu'au 3 février 2025.

Instruments attribués en 2025

Aucun instrument n'a été attribué à Arvind Sood au titre de l'exercice écoulé jusqu'au 3 février 2025.

d. Autres avantages

Les avantages en nature et autres avantages sociaux accordés à Arvind Sood au cours de l'exercice écoulé jusqu'au 3 février 2025 :

- le bénéfice d'un contrat de retraite de type "401k" pour les USA, soit 626,79 dollars US correspondant à 523,22 euros⁴) ; et
- le bénéfice d'un contrat collectif de complémentaire santé dans la limite de 20 400 dollars US par an, soit 1 900,28 dollars US pour la période concernée correspondant à 1 613,55 euros).

e. Rémunération exceptionnelle

Aucune rémunération exceptionnelle n'a été attribuée à Arvind Sood au titre de l'exercice écoulé jusqu'au 3 février 2025.

f. Engagement de non-concurrence

Arvind Sood ne bénéficie pas d'une indemnité de non-concurrence.

g. Contrat de travail

Arvind Sood bénéficiait d'un contrat de travail conclu avec la Société antérieurement à sa nomination en tant que membre du Directoire.

³ Sur la base du taux de conversion de la Banque Centrale Européenne en date du 25 février 2026: EUR 1 = USD 1.1777

⁴ Sur la base du taux de conversion de la Banque Centrale Européenne en date du 25 février 2026: EUR 1 = USD 1.1777

Arvind Sood exerçait ses fonctions au sein de la Société au titre de son contrat de travail, étant précisé qu'il ne percevait aucune rémunération au titre de son mandat social.

Le Conseil de surveillance, antérieurement au changement de mode de gouvernance de la Société, avait autorisé Arvind Sood à cumuler son contrat de travail et son mandat social.

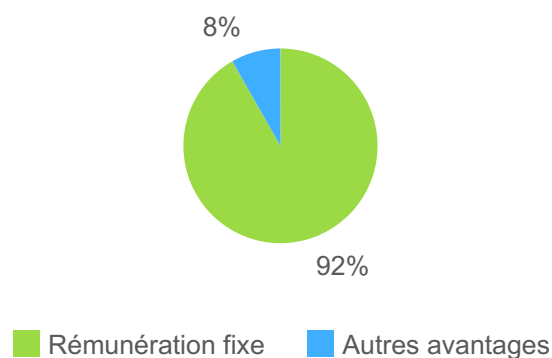
h. Synthèse

Les éléments composant la rémunération totale d'Arvind Sood en qualité de Membre du Directoire au cours de l'exercice écoulé jusqu'au 3 février 2025 sont synthétisés dans le tableau suivant:

Eléments de rémunération soumis au vote	Montants versés au cours de l'exercice écoulé	Montants attribués au titre de l'exercice écoulé ou valorisation comptable	Présentation
Rémunération fixe	23 728,63 €	23 728,63 €	Rémunération brute fixe versée au titre du contrat de travail. Proportion de la rémunération fixe: 92%
Rémunération variable ⁽¹⁾	74 397,55 €	0 €	N/A
Rémunération variable pluriannuelle (LTI)	0 €	0 €	N/A
Rémunération exceptionnelle ⁽¹⁾	0 €	0 €	N/A
Avantages long terme (stock-options, BSA)	0 €	0 €	N/A
Avantages de toute nature	2 136,76 €	2 136,76 €	Correspondant aux montants versés au titre du contrat de retraite et de la complémentaire santé
Engagement de non-concurrence	0 €	0 €	N/A
Contrat de travail	Oui	Oui	N/A
Rémunération en qualité d'administrateur	0 €	0 €	N/A
TOTAL	100 262,94 €	25 865,39 €	

⁽¹⁾ Conformément à l'article L. 22-10-34 du Code de commerce, les éléments variables ou exceptionnels de rémunération ne seront versés qu'après avoir recueilli le vote favorable des actionnaires

ARVIND SOOD



Le tableau suivant (Tableau n°1 de la recommandation de l'AMF DOC-2021-02) présente les rémunérations, options et actions attribuées à Arvind Sood au titre des deux derniers exercices comptables⁵ :

	Exercice clos le 31 décembre 2024	Exercice clos le 31 décembre 2025
Arvind Sood - Membre du Directoire jusqu'au 3 février 2025		
Rémunérations attribuées au titre de l'exercice	345 636,41 €	25 865,39 €
Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice ⁽¹⁾	379 809,80 €	0 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	0 €	0 €
Valorisation des actions attribuées gratuitement	0 €	0 €
Valorisation des autres plans de rémunération de long terme	0 €	0 €
TOTAL	725 446,21 €	25 865,39 €

⁽¹⁾ Les conditions de performance sont décrites à la Section 2.2.1.6. du Document d'enregistrement universel 2024

Le tableau suivant (Tableau n°2 de la recommandation de l'AMF DOC-2021-02) présente les rémunérations dues à Arvind Sood au titre des deux derniers exercices comptables et les rémunérations perçues par ce dernier au cours de ces mêmes exercices³ :

	Exercice clos le 31 décembre 2024		Exercice clos le 31 décembre 2025	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Arvind Sood Membre du Directoire jusqu'au 3 février 2025				
Rémunération fixe	253 916,96 €	253 916,96 €	23 728,63 €	23 728,63 €
Rémunération variable annuelle	74 397,55 €	0,00 €	0 €	74 397,55 €
Rémunération variable pluriannuelle	379 809,80 €	379 809,80 €	0 €	0 €
Rémunération exceptionnelle	0 €	0 €	0 €	0 €
Rémunération d'administrateur	0 €	0 €	0 €	0 €
Avantages en nature	17 321,90 €	17 321,90 €	2 136,76 €	2 136,76 €
TOTAL	725 446,21 €	651 048,66 €	25 865,39 €	100 262,94 €

Le tableau suivant (Tableau n°11 de la recommandation de l'AMF DOC-2021-02) présente les conditions de rémunération et autres avantages consentis à Arvind Sood à la date du présent document :

	Contrat de travail	Régime de retraite supplémentaire	Indemnité de cessation ou de changement de fonction	Indemnité de non- concurrence
Arvind Sood	NON	NON	NON	NON
Directeur général				
Date de 1 ^{ère} nomination				
03/01/2024				

3.6.2.5. Rémunérations versées ou attribuées à Irina Staatz-Granzer, Présidente du Conseil de surveillance jusqu'au 22 mai 2025 puis Présidente du Conseil d'administration à compter du 22 mai 2025

Irina Staatz-Granzer était Présidente du Conseil de surveillance jusqu'au 22 mai 2025 et est désormais Présidente du Conseil d'administration de la Société depuis le 22 mai 2025, suite au changement de mode de gouvernance adopté par l'Assemblée générale des actionnaires de la Société.

⁵ Sur la base du taux de conversion de la Banque Centrale Européenne en date du 25 février 2026: EUR 1 = USD 1.1777

Les différentes composantes de la rémunération globale d'Irina Staatz-Granzer au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ont été les suivantes :

- une **rémunération fixe** ; et
- une **rémunération long terme** par l'attribution de bons de souscription d'actions (BSA).

La Présidente du Conseil d'administration n'est pas liée par un contrat de travail avec la Société.

Conformément à l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, l'Assemblée générale des actionnaires doit statuer sur les éléments composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice écoulé ou attribués au titre du même exercice à Irina Staatz-Granzer en sa qualité de Présidente du Conseil de surveillance jusqu'au 22 mai 2025 puis de Présidente du Conseil d'administration à compter de cette date.

a. Rémunération fixe

La rémunération fixe brute attribuée à Irina Staatz-Granzer s'est élevée à :

- 57 945,21 euros au titre de son mandat de Présidente du Conseil de surveillance du 1^{er} janvier au 22 mai 2025 ; et
- 92 054,79 euros au titre de son mandat de Présidente du Conseil d'administration du 22 mai au 31 décembre 2025;

soit un total de 150 000 euros au titre de son mandat de Présidente du Conseil de surveillance puis du Conseil d'administration au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

b. Rémunération long terme (stock-options, BSA)

Irina Staatz Granzer a bénéficié d'une attribution de 10 000 bons de souscription d'actions (BSA) en sa qualité de Présidente du Conseil d'administration le 26 juin 2025, pour une valeur de 9 800,00 euros⁶.

c. Autres avantages

Irina Staatz-Granzer ne bénéficie pas d'avantages en nature ou autres avantages sociaux autres que le remboursement de ses frais de déplacement.

d. Engagement de non-concurrence

Irina Staatz-Granzer ne bénéficie pas d'une indemnité de non-concurrence.

e. Contrat de travail

Irina Staatz-Granzer n'est pas liée à la Société par un contrat de travail.

f. Synthèse

Les éléments composant la rémunération totale d'Irina Staatz-Granzer en qualité de Présidente du Conseil de surveillance puis en qualité de Présidente du Conseil d'administration au titre de l'exercice 2025 sont résumés dans le tableau suivant:

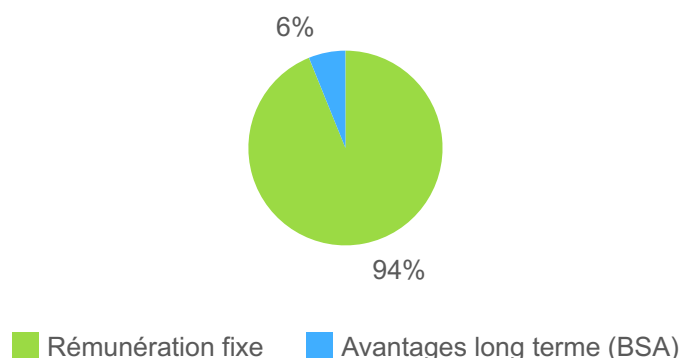
⁶ Les BSA ont été valorisés le 26 juin 2025 par un expert indépendant à 0,98 euro par BSA

Éléments de rémunération soumis au vote	Montants versés au cours de l'exercice écoulé	Montants attribués au titre de l'exercice écoulé ou valorisation comptable	Présentation
Rémunération fixe	150 000,00 €	150 000,00 €	
au titre de son mandat de Présidente du Conseil de surveillance	57 945,21 €	57 945,21 €	Rémunération spécifique versée au titre de l'article L. 22-10-25 du Code de commerce
au titre de son mandat de Présidente du Conseil d'administration	92 054,79 €	92 054,79 €	Rémunération spécifique versée au titre de l'article L. 22-10-16 du Code de commerce
Rémunération variable annuelle⁽¹⁾	0 €	0 €	N/A
au titre de son mandat de Présidente du Conseil de surveillance	0 €	0 €	N/A
au titre de son mandat de Présidente du Conseil d'administration	0 €	0 €	N/A
Rémunération variable pluriannuelle (LTI)	0 €	0 €	N/A
au titre de son mandat de Présidente du Conseil de surveillance	0 €	0 €	N/A
au titre de son mandat de Présidente du Conseil d'administration	0 €	0 €	N/A
Rémunération exceptionnelle⁽¹⁾	0 €	0 €	N/A
Avantages long terme (stock-options, BSA)⁽²⁾	9 800 €	9 800 €	
au titre de son mandat de Présidente du Conseil de surveillance	0 €	0 €	N/A
au titre de son mandat de Présidente du Conseil d'administration	9 800,00 €	9 800,00 €	Attribution de 10 000 bons de souscription d'actions (BSA) par le Conseil d'administration du 26 juin 2025, sur recommandation du Comité des rémunérations et des nominations) valorisés 0,98€ par BSA
Avantages de toute nature	0 €	0 €	N/A
au titre de son mandat de Présidente du Conseil de surveillance	0 €	0 €	N/A
au titre de son mandat de Présidente du Conseil d'administration	0 €	0 €	N/A
Engagement de non-concurrence	0 €	0 €	N/A
Contrat de travail	Non	Non	N/A
Rémunération en qualité d'administrateur	0 €	0 €	N/A
TOTAL	159 800,00 €	159 800,00 €	

⁽¹⁾ Conformément à l'article L. 22-10-34 du Code de commerce, les éléments variables ou exceptionnels de rémunération ne seront versés qu'après avoir recueilli le vote favorable des actionnaires

⁽²⁾ Les BSA ont été valorisés le 26 juin 2025 par un expert indépendant à 0,98 euro par BSA

IRINA STAATZ-GRANZER



Le tableau suivant (Tableau n°1 de la recommandation de l'AMF DOC-2021-02) présente les rémunérations, options et actions attribuées à Irina Staatz-Granzer au titre des deux derniers exercices comptables :

	Exercice clos le 31 décembre 2024	Exercice clos le 31 décembre 2025
Irina Staatz-Granzer - Présidente du Conseil de surveillance jusqu'au 22 mai 2025 puis Présidente du Conseil d'administration à partir du 22 mai 2025		
Rémunérations attribuées au titre de l'exercice	100 000,00 €	150 000,00 €
Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice	0 €	0 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	0 €	0 €
Valorisation des actions attribuées gratuitement	0 €	0 €
Valorisation des autres plans de rémunération de long terme	0 €	9 800 €
TOTAL	100 000,00 €	159 800,00 €

Le tableau suivant (Tableau n°2 de la recommandation de l'AMF DOC-2021-02) présente les rémunérations dues à Irina Staatz-Granzer au titre des deux derniers exercices comptables et les rémunérations perçues par cette dernière au cours de ces mêmes exercices :

	Exercice clos le 31 décembre 2024		Exercice clos le 31 décembre 2025	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Irina Staatz-Granzer Présidente du Conseil de surveillance jusqu'au 22 mai 2025 puis Présidente du Conseil d'administration à compter du 22 mai 2025				
Rémunération fixe	100 000,00 €	100 000,00 €	150 000,00 €	150 000,00 €
Rémunération variable annuelle	0 €	0 €	0 €	0 €
Rémunération variable pluriannuelle	0 €	0 €	0 €	0 €
Rémunération exceptionnelle	0 €	0 €	0 €	0 €
Rémunération d'administratrice	0 €	0 €	0 €	0 €
Avantages en nature	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL	100 000,00 €	100 000,00 €	150 000,00 €	150 000,00 €

Le tableau suivant (Tableau n°11 de la recommandation de l'AMF DOC-2021-02) présente les conditions de rémunération et autres avantages consentis à Irina Staatz-Granzer à la date du présent document :

	Contrat de travail	Régime de retraite supplémentaire	Indemnité de cessation ou de changement de fonction	Indemnité de non-concurrence
Irina Staatz-Granzer	NON	NON	NON	NON
Présidente du Conseil d'administration				
Date de 1 ^{ère} nomination				
22/05/2025				

3.6.2.6. Rémunérations versées ou attribuées aux membres du Conseil de surveillance jusqu'au 22 mai 2025 puis aux membres du Conseil d'administration à compter du 22 mai 2025

La politique de rémunération des administrateurs, décrite à la Section [3.6.1.4.](#) définit le montant fixe et les principes de répartition de la part variable de la rémunération des administrateurs, dans la limite de l'enveloppe fixée par l'Assemblée générale des actionnaires.

La rémunération des administrateurs comporte un montant fixe, calculé *pro rata temporis* pour les mandats ayant pris fin ou ayant pris effet en cours d'exercice, un montant variable, réparti par le Conseil de surveillance puis d'administration en fonction de la présence effective aux réunions du Conseil et des comités et éventuellement une attribution de bons de souscription d'actions.

Pour l'exercice 2025, la rémunération des membres du Conseil de surveillance et, suite à la transformation de la Société le 22 mai 2025, des membres du Conseil d'administration a été déterminée conformément à la politique de rémunération de la Société.

Les différentes composantes de la rémunération globale des membres du Conseil de surveillance et des membres du Conseil d'administration au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ont été les suivantes :

- **une rémunération d'administrateur** rémunérant leur participation aux réunions du Conseil et aux travaux de certains des Comités du Conseil (en tant que membre et/ou Président), selon la répartition décidée par le Conseil ; et
- **une rémunération long terme** par l'attribution de bons de souscription d'actions (BSA).

a. Rémunération des administrateurs

Les règles de répartition des rémunérations allouées aux membres du Conseil de surveillance sont exposées à la Section 2.1.3.2. du Document d'Enregistrement Universel 2024. Elles s'appliquent *mutatis mutandis* aux membres du Conseil d'administration.

L'Assemblée générale ordinaire du 22 mai 2025 a voté un montant global de rémunération de 500 000 euros pour les membres du Conseil d'administration (à l'exception de la Présidente et du Directeur général). Ce montant est réparti entre les membres du Conseil selon une grille liée à leur taux de participation aux réunions et à leur responsabilité dans les différents Comités du Conseil d'administration.

Le tableau ci-dessous présente l'assiduité des membres du Conseil de surveillance jusqu'au 22 mai 2025 ainsi que l'assiduité des membres du Conseil d'administration à compter du 22 mai 2025 :

Conseil de surveillance - jusqu'au 22 mai 2025

Membres	Conseil de surveillance	Comité d'audit	Comité des rémunérations et des nominations	Comité des Transactions	Comité Responsabilité Sociale des Entreprises	% de participation
Irina Staatz-Granzer	100% (4/4)	100% (4/4)	n/a	100% (1/1)	100% (1/1)	100 %
Pascale Boissel	75% (3/4)	100% (4/4)	100% (2/2)	n/a	n/a	92 %
Bpifrance Participations (Olivier Martinez)	100% (4/4)	n/a	n/a	100% (1/1)	100% (1/1)	100 %
Véronique Chabernaud	100% (4/4)	n/a	100% (2/2)	n/a	100% (1/1)	100 %
Jean-Yves Blay	75% (3/4)	n/a	100% (2/2)	n/a	n/a	88 %
Gilles Brisson	100% (4/4)	n/a	n/a	100% (1/1)	n/a	100 %
Sally Bennett	100% (4/4)	100% (4/4)	n/a	n/a	100% (1/1)	100 %
Nombre total de réunions	4	4	2	1	1	12
Taux de participation moyen	92,80%	100%	100%	100%	100%	98,56 %

Conseil d'administration - à compter du 22 mai 2025

Membres	Conseil d'administration	Comité d'audit	Comité des rémunérations et des nominations	Comité des Transactions	Comité R&D	% de participation
Irina Staatz-Granzer	100% (6/6)	n/a	n/a	100% (1/1)	n/a	100 %
Pascale Boissel	100% (6/6)	100% (3/3)	n/a	n/a	n/a	100 %
Bpifrance Participations (Olivier Martinez)	100% (6/6)	100% (3/3)	n/a	n/a	0/0	100 %
Véronique Chabernaud	100% (6/6)	n/a	100% (2/2)	n/a	0/0	100 %
Christian Itin	100% (6/6)	n/a	n/a	100% (1/1)	0/0	100 %
Marty J. Duvall	100% (6/6)	n/a	100% (2/2)	100% (1/1)	n/a	100 %
Sally Bennett	100% (6/6)	100% (3/3)	100% (2/2)	n/a	n/a	100 %
Nombre total de réunions	6	3	2	1	0	12
Taux de participation moyen	100%	100%	100%	100%	n/a	100 %

Compte-tenu de ces éléments, et sur la base de la grille de répartition en vigueur au cours de l'exercice 2025, la Société a versé des rémunérations aux membres du Conseil de surveillance et du Conseil d'administration au titre de l'exercice 2025 à hauteur de 375 000 euros, répartis comme suit :

Bénéficiaires ⁽¹⁾	Part fixe	Part variable	Total
Irina Staatz ⁽²⁾	n/a	n/a	n/a
Pascale Boissel	30 000 €	59 500 €	89 500 €
Véronique Chabernaud	30 000 €	49 000 €	79 000 €
Christian Itin ⁽³⁾	17 500 €	16 500 €	34 000 €
Marty J. Duvall ⁽³⁾	17 500 €	24 000 €	41 500 €
Sally Bennett	30 000 €	55 000 €	85 000 €
Jean-Yves Blay ⁽³⁾	12 500 €	12 000 €	24 500 €
Gilles Brisson ⁽³⁾	12 500 €	9 000 €	21 500 €
Total :	150 000 €	225 000 €	375 000 €

⁽¹⁾ Jonathan Dickinson est rémunéré au titre de son mandat de Directeur Général. Bpifrance Participations ne perçoit pas de rémunération d'administrateur

⁽²⁾ Irina Staatz-Granzer est rémunérée 150 000 € au titre de son mandat de Présidente du Conseil de surveillance ou d'administration

⁽³⁾ Montants calculés *pro rata temporis*

b. Rémunération long terme (BSA)

Le tableau ci-dessous présente les bons de souscription d'actions attribués et souscrits par chaque administrateur le 26 mai 2025 :

Bénéficiaires	Fonctions	Nombre de BSA 2025 attribués	Nombre de BSA 2025 souscrits
Irina Staatz-Granzer	Présidente et membre du Conseil d'administration	10 000	10 000
Pascale Boissel	Membre du Conseil d'administration	10 000	0
Sally Bennett	Membre du Conseil d'administration	10 000	0
Véronique Chabernaud	Membre du Conseil d'administration	10 000	0
Marty J. Duvall	Membre du Conseil d'administration	20 000	20 000
Christian Itin	Membre du Conseil d'administration	20 000	20 000
TOTAL		80 000	50 000

Le tableau ci-dessous synthétise le nombre de BSA détenus par les membres du Conseil de surveillance et par les membres du Conseil d'administration au 31 décembre 2025 :

Membres du Conseil de surveillance / Conseil d'administration	BSA détenus ⁽²⁾	% dilution ⁽¹⁾
Gilles Brisson ⁽³⁾	35 000	0,04%
Irina Staatz Granzer	30 000	0,03%
Véronique Chabernaud	24 200	0,03%
Bpifrance Participations	0	0,00%
Jean-Yves Blay ⁽⁴⁾	8 000	0,01%
Pascale Boissel	8 260	0,01%
Sally Bennett	0	0,00%
Christian Itin ⁽⁵⁾	20 000	0,02%
Marty J. Duval ⁽⁶⁾	20 000	0,02%
TOTAL	145 460	0,16 %

⁽¹⁾ Sur la base du nombre d'actions composant le capital au 31 décembre 2025, non dilué

⁽²⁾ Les membres non indépendants du Conseil de surveillance n'étaient pas éligibles à l'attribution de BSA

⁽³⁾ Membre du Conseil de surveillance jusqu'au 22 mai 2025

⁽⁴⁾ Membre du Conseil de surveillance jusqu'au 22 mai 2025

⁽⁵⁾ Membre du Conseil d'administration depuis le 22 mai 2025

⁽⁶⁾ Membre du Conseil d'administration depuis le 22 mai 2025

c. Synthèse

Le tableau suivant récapitule les différents éléments de rémunération de chaque mandataire social non dirigeant au titre des deux derniers exercices comptables (Tableau n°3 de la recommandation de l'AMF DOC-2021-02) :

Membres du Conseil de surveillance / Conseil d'administration ⁽¹⁾	Montants attribués au titre de l'exercice 2024	Montants versés au cours de l'exercice 2024	Montants attribués au titre de l'exercice 2025	Montants versés au cours de l'exercice 2025
Irina Staatz Granzer				
Rémunérations au titre du mandat	100 000€	100 000€	150 000€	150 000€
Autres rémunérations	0€	0€	9 800€	9 800€
Total	100 000€	100 000€	159 800€	159 800€
Pascale Boissel				
Rémunérations au titre du mandat	64 000€	60 000€	89 500€	89 500€
Autres rémunérations	0€	0€	0€	0€
Total	64 000€	60 000€	89 500€	89 500€
Véronique Chabernaud				
Rémunérations au titre du mandat	53 000€	48 000€	79 000€	79 000€
Autres rémunérations	0€	0€	0€	0€
Total	53 000€	48 000€	79 000€	79 000€
Jean-Yves Blay⁽²⁾				
Rémunérations au titre du mandat	34 000€	29 000€	24 500€	24 500€
Autres rémunérations	0€	0€	0€	0€
Total	34 000€	29 000€	24 500€	24 500€

Gilles Brisson⁽³⁾				
Rémunérations au titre du mandat	29 000€	29 000€	21 500€	21 500€
Autres rémunérations	0€	0€	0€	0€
Total	29 000€	29 000€	21 500€	21 500€
Sally Bennett				
Rémunérations au titre du mandat	52 000€	45 000€	85 000€	85 000€
Autres rémunérations	0€	0€	0€	0€
Total	52 000€	45 000€	85 000€	85 000€
Christian Itin⁽⁴⁾				
Rémunérations au titre du mandat	N/A	N/A	34 000€	34 000€
Autres rémunérations ⁽⁵⁾	N/A	N/A	19 600€	19 600€
Total	N/A	N/A	53 600€	53 600€
Marty J. Duval⁽⁶⁾				
Rémunérations au titre du mandat	N/A	N/A	41 500€	41 500€
Autres rémunérations ⁽⁷⁾	N/A	N/A	19 600€	19 600€
Total	N/A	N/A	61 100€	61 100€

⁽¹⁾ Bpifrance Participations ne perçoit pas de rémunération d'administrateur

⁽²⁾ En tant que membre du Conseil de surveillance jusqu'au 22 mai 2025

⁽³⁾ En tant que membre du Conseil de surveillance jusqu'au 22 mai 2025

⁽⁴⁾ En tant que membre du Conseil d'administration à compter du 22 mai 2025

⁽⁵⁾ 20 000 BSA valorisés le 26 juin 2025 par un expert indépendant à 0,98 euro par BSA

⁽⁶⁾ En tant que membre du Conseil d'administration à compter du 22 mai 2025

⁽⁷⁾ 20 000 BSA valorisés le 26 juin 2025 par un expert indépendant à 0,98 euro par BSA

Le tableau suivant (Tableau n°1 de la recommandation de l'AMF DOC-2021-02) présente les rémunérations, options et actions attribuées aux membres du Conseil de surveillance et du Conseil d'administration au titre des deux derniers exercices comptables :

Voir le Tableau n°3 de la recommandation de l'AMF DOC-2021-02 ci-dessus qui présentent les mêmes informations.

Le tableau suivant (Tableau n°2 de la recommandation de l'AMF DOC-2021-02) présente les rémunérations dues à Jonathan Dickinson au titre des deux derniers exercices comptables et les rémunérations perçues par ce dernier au cours de ces mêmes exercices :

Voir le Tableau n°3 de la recommandation de l'AMF DOC-2021-02 ci-dessus qui présentent les mêmes informations.

3.6.3. Titres donnant accès au capital attribués aux mandataires sociaux

a. Synthèse

Le tableau ci-dessous synthétise les instruments donnant accès au capital détenus par les mandataires sociaux de la Société au 31 décembre 2025 :

	BSAAR	BSA	AGAP Dirigeants 2016 ⁽¹⁾	AGA Performance 2022	AGA Performance 2023	AGA Performance 2024	AGA	Stock-options 2024-1	TOTAL	% de dilution maximal ⁽²⁾
Jonathan Dickinson ⁽³⁾	—	—	—	—	—	—	200 000	—	200 000	0,20 %
Yannis Morel ⁽⁴⁾	—	—	450	—	150 000	150 000	—	—	358 500	0,36 %
Sonia Quarantino ⁽⁵⁾	—	—	—	—	75 000	150 000	25 000	—	250 000	0,25 %
Arvind Sood ⁽⁶⁾	—	—	—	—	—	—	25 000	100 000	125 000	0,12 %
Irina Staatz-Granzer ⁽⁷⁾	—	30 000	—	—	—	—	—	—	30 000	0,03 %
Pascale Boissel	—	8 260	—	—	—	—	—	—	8 260	0,01 %
Sally Bennett	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Christian Itin	—	20 000	—	—	—	—	—	—	20 000	—
Marty J. Duvall	—	20 000	—	—	—	—	—	—	20 000	—
Olivier Martinez ⁽⁸⁾	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Véronique Chabernaud	—	10 000	—	—	—	—	—	—	10 000	—
Gilles Brisson ⁽⁹⁾	—	35 000	—	—	—	—	—	—	35 000	—
Jean-Yves Blay ⁽¹⁰⁾	—	8 000	—	—	—	—	—	—	8 000	—
Total	—	131 260	450	—	225 000	300 000	250 000	100 000	1 064 760	0,97 %

(1) En nombre d'actions ordinaires sur conversion de l'intégralité des AGAP Dirigeants 2016 (chaque AGAP 2016-1 est convertible en 130 actions ordinaires et chaque AGAP 2016-2 est convertible en 111 actions ordinaires)

(2) Sur la base du nombre d'actions composant le capital social pleinement dilué au 31 décembre 2025

(3) En tant que Président du Directoire jusqu'au 22 mai 2025 puis Directeur Général à partir du 22 mai 2025

(4) En tant que membre du Directoire jusqu'au 22 mai 2025

(5) En tant que membre du Directoire jusqu'au 22 mai 2025

(6) En tant que membre du Directoire jusqu'au 3 février 2025

(7) En tant que Présidente du Conseil de surveillance jusqu'au 22 mai 2025 puis Présidente du Conseil d'administration à partir du 22 mai 2025

(8) Représentant permanent de Bpifrance Participations

(9) En tant que membre du Conseil de surveillance jusqu'au 22 mai 2025

(10) En tant que membre du Conseil de surveillance jusqu'au 22 mai 2025

b. Options de souscription ou d'achat d'actions (*stock-options*) attribuées au cours de l'exercice 2025 (Tableau n°4 de la recommandation de l'AMF DOC-2021-02)

Aucune option de souscription ou d'achat d'actions (*stock-options*) n'a été attribuée aux mandataires sociaux de la Société au cours de l'exercice écoulé.

c. Options de souscription ou d'achat d'actions (stock-options) levées au cours de l'exercice 2025 (Tableau n°5 de la recommandation de l'AMF DOC-2021-02)

Aucune option de souscription ou d'achat d'actions (stock-options) n'a été levée par les mandataires sociaux de la Société au cours de l'exercice écoulé.

d. Actions gratuites attribuées au cours de l'exercice 2025 (Tableau n°6 de la recommandation de l'AMF DOC-2021-02)

Aucune action gratuite n'a été attribuée aux mandataires sociaux de la Société au cours de l'exercice écoulé.

e. Actions gratuites devenues disponibles au cours de l'exercice 2025

Le tableau ci-dessous (Tableau n°7 de la recommandation de l'AMF DOC-2021-02) récapitule les actions attribuées gratuitement devenues disponibles pour chaque mandataire social durant l'exercice écoulé :

Mandataire social	Date de la décision d'attribution	Nature des actions gratuites	Nombre d'actions gratuites attribuées	Date de disponibilité	Nombre d'actions devenues disponibles
Yannis Morel	12/12/2022	Actions gratuites de performance	100 000	31/12/2025	100 000

f. Bons de souscription d'actions attribués au cours de l'exercice 2025

Le tableau ci-dessous récapitule les bons de souscription d'actions attribués à chaque mandataire social durant l'exercice écoulé :

Mandataire social	Date de la décision d'attribution	Nombre de BSA attribués	Nombre de bons souscrits	Date de disponibilité	Prix d'exercice
<i>BpiFrance Participations</i>	26/6/2025	—	—	26/6/2027	1,62 €
<i>Irina Staatz-Granzer</i>		10 000	10 000		
<i>Véronique Chabernaud</i>		10 000	—		
<i>Pascale Boissel</i>		10 000	—		
<i>Sally Bennett</i>		10 000	—		
Christian Itin		20 000	20 000		
Marty J. Duvall		20 000	20 000		
Total	—	80 000	50 000	—	

g. Bons de souscription d'actions exercés au cours de l'exercice 2025

Aucun bon de souscription d'action n'a été exercé par les mandataires sociaux de la Société au cours de l'exercice écoulé.

h. Actions de préférence converties en actions ordinaires au cours de l'exercice 2025

Aucune action de préférence 2016 (AGAP Dirigeants 2016) n'a été convertie en actions ordinaires par les mandataires sociaux de la Société au cours de l'exercice écoulé.

i. Historique des attributions d'instruments financiers donnant accès au capital (Tableaux n°8 et 10 de la recommandation de l'AMF DOC-2021-02)

L'historique des émissions d'instruments donnant accès au capital est détaillé aux Sections [4.3.2. Note 10](#) et [4.4.2. Note 11](#) du présent document.

Les tableaux ci-dessous présentent les instruments donnant accès au capital attribués aux mandataires sociaux qui peuvent être exercés (BSA, BSAAR, stock-options), qui peuvent être convertis (AGAP) ou en cours d'acquisition (AGA, AGA Performance) au 31 décembre 2025.

Pour les informations antérieures, notamment sur les mandataires sociaux qui ne font plus partie de la Société depuis le début de l'exercice clos le 31 décembre 2025, il convient de se référer aux précédents Documents d'enregistrement universel de la Société.

Bons de souscription d'actions

Instruments	BSA			
	BSA 2017-1	BSA 2022	BSA 2023	BSA 2025
Instruments de participation				
Date d'assemblée générale	2/6/2016	20/5/2022	12/5/2023	22/5/2025
Date de la décision d'attribution	20/9/2017	3/10/2022	19/10/2023	26/6/2025
Nombre total d'instruments autorisés par l'Assemblée générale	150 000	50 000	70 000	100 000
Nombre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées	37 000	40 000	50 000	80 000
Nombre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées par les mandataires sociaux:	37 000	8 260	38 000	50 000
<i>Jonathan Dickinson</i>	—	—	—	—
<i>Yannis Morel</i>	—	—	—	—
<i>Sonia Quaratino</i>	—	—	—	—
<i>Arvind Sood</i>	—	—	—	—
<i>Bpifrance Participations</i>	—	—	—	—
<i>Irina Staatz-Granzer</i>	10 000	—	10 000	10 000
<i>Gilles Brisson</i>	10 000	—	10 000	—
<i>Véronique Chabernaud</i>	10 000	—	—	—
<i>Jean-Yves Blay</i>	—	—	8 000	—
<i>Pascale Boissel</i>	—	8 260	—	—
<i>Sally Bennett</i>	—	—	—	—
Christian Itin	—	—	—	20 000
Marty J. Duvall	—	—	—	20 000
Point de départ d'exercice des instruments	20/9/2019	3/10/2024	19/10/2025	26/6/2027
Date d'expiration	20/9/2027	3/10/2032	19/10/2033	26/6/2035
Prix de souscription ou d'achat	11,00 €	2,31 €	2,26 €	1,62 €
Nombre d'actions ordinaires total souscrites en fin d'exercice	—	—	—	—
Nombre cumulé d'instruments annulés ou caducs en fin d'exercice	—	31 740	12 000	30 000
Nombre d'instruments en circulation en fin d'exercice	37 000	8 260	38 000	50 000

Options de souscription ou d'achat d'actions (stock-options)

Instruments	Stock-options
Instruments de participation	Stock-options 2024-1
Date d'assemblée générale	23/5/2024
Date de la décision d'attribution	11/9/2024
Nombre total d'instruments autorisés par l'Assemblée générale	150 000
Nombre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées	100 000
Nombre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées par les mandataires sociaux:	100 000
<i>Jonathan Dickinson</i>	—
<i>Yannis Morel</i>	—
<i>Sonia Quaratino</i>	—
<i>Arvind Sood</i>	100 000
<i>Bpifrance Participations</i>	—
<i>Irina Staatz-Granzer</i>	—
<i>Gilles Brisson</i>	—
<i>Véronique Chabernaud</i>	—
<i>Jean-Yves Blay</i>	—
<i>Pascale Boissel</i>	—
<i>Sally Bennett</i>	—
Christian Itin	—
Marty J. Duvall	—
Point de départ d'exercice des instruments	11/9/2026
Date d'expiration	11/9/2034
Prix de souscription ou d'achat	2,18 €
Nombre d'actions ordinaires total souscrites en fin d'exercice	—
Nombre cumulé d'instruments annulés ou caducs en fin d'exercice	100 000
Nombre d'instruments en circulation en fin d'exercice	0

Actions gratuites de préférence (AGAP)

Instruments	AGAP	
	AGAP 2016-1	AGAP 2016-2
Instruments de participation		
Date d'assemblée générale	2/6/2016	2/6/2016
Date de la décision d'attribution	21/10/2016	30/12/2016
Nombre total d'instruments autorisés par l'Assemblée générale	7 500	5 000
Nombre total d'actions attribuées	4 486	3 000
Nombre total d'actions pouvant être souscrites sur conversion par les mandataires sociaux:	450	—
<i>Jonathan Dickinson</i>	—	—
<i>Yannis Morel</i>	450	—
<i>Sonia Quarantino</i>	—	—
<i>Arvind Sood</i>	—	—
<i>Bpifrance Participations</i>	—	—
<i>Irina Staatz-Granzer</i>	—	—
<i>Gilles Brisson</i>	—	—
<i>Véronique Chabernaud</i>	—	—
<i>Jean-Yves Blay</i>	—	—
<i>Pascale Boissel</i>	—	—
<i>Sally Bennett</i>	—	—
Christian Itin	—	—
Marty J. Duvall	—	—
Point de départ d'exercice des instruments	21/10/2019	30/12/2019
Date d'expiration	21/4/2026	30/6/2026
Prix de souscription ou d'achat	n/a	n/a
Nombre cumulé d'instruments annulés ou caducs en fin d'exercice	801	—
Nombre d'actions de préférence total converties en fin d'exercice	607	—
Nombre d'instruments en circulation en fin d'exercice	3 078	3 000

Actions gratuites de performance (AGA Performance)

Instruments			
Instruments de participation	AGA Performance Dirigeants 2023	AGA Performance Dirigeants 2024-1	AGA Performance Dirigeants 2024-2
Date d'assemblée générale	12/5/2023	23/5/2024	23/5/2024
Date de la décision d'attribution	21/12/2023	1/8/2024	13/11/2024
Nombre total d'instruments autorisés par l'Assemblée générale	1 050 000	1 425 000	
Nombre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées	750 000	150 000	975 000
Nombre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées par les mandataires sociaux:	225 000	150 000	450 000
<i>Jonathan Dickinson</i>	—	—	—
<i>Yannis Morel</i>	150 000	—	150 000
<i>Sonia Quaratino</i>	75 000	—	150 000
<i>Arvind Sood</i>	—	—	150 000
<i>Bpifrance Participations</i>	—	—	—
<i>Irina Staatz-Granzer</i>	—	—	—
<i>Gilles Brisson</i>	—	—	—
<i>Véronique Chabernaud</i>	—	—	—
<i>Jean-Yves Blay</i>	—	—	—
<i>Pascale Boissel</i>	—	—	—
<i>Sally Bennett</i>	—	—	—
<i>Christian Itin</i>	—	—	—
<i>Marty J. Duvall</i>	—	—	—
Point de départ d'exercice des instruments	21/12/2026	1/8/2026	13/11/2027
Date d'expiration	21/12/2026	1/8/2026	13/11/2027
Prix de souscription ou d'achat	—	—	—
Nombre d'actions ordinaires total souscrites en fin d'exercice	—	—	—
Nombre cumulé d'instruments annulés ou caducs en fin d'exercice	225 000	—	375 000
Nombre d'instruments en circulation en fin d'exercice	525 000	150 000	600 000

Actions gratuites (AGA)

Instruments	AGA		
	AGA Nouveaux membres 2023-1	AGA Nouveaux membres 2024-1	AGA Dirigeants 2024
Instruments de participation			
Date d'assemblée générale	20/5/2022	20/5/2022	23/5/2024
Date de la décision d'attribution	2/11/2023	15/2/2024	13/11/2024
Nombre total d'instruments autorisés par l'Assemblée générale	50 000		300 000
Nombre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées	25 000	25 000	200 000
Nombre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées par les mandataires sociaux:	25 000	25 000	200 000
<i>Jonathan Dickinson</i>	—	—	200 000
<i>Yannis Morel</i>	—	—	—
<i>Sonia Quaratino</i>	25 000	—	—
<i>Arvind Sood</i>	—	25 000	—
<i>Bpifrance Participations</i>	—	—	—
<i>Irina Staatz-Granzer</i>	—	—	—
<i>Gilles Brisson</i>	—	—	—
<i>Véronique Chabernaud</i>	—	—	—
<i>Jean-Yves Blay</i>	—	—	—
<i>Pascale Boissel</i>	—	—	—
<i>Sally Bennett</i>	—	—	—
<i>Christian Itin</i>	—	—	—
<i>Marty J. Duvall</i>	—	—	—
Point de départ d'exercice des instruments	2/11/2026	15/2/2027	13/11/2027
Date d'expiration	2/11/2026	15/2/2027	13/11/2027
Prix de souscription ou d'achat	—	—	—
Nombre d'actions ordinaires total souscrites en fin d'exercice	—	—	—
Nombre cumulé d'instruments annulés ou caducs en fin d'exercice	—	25 000	—
Nombre d'instruments en circulation en fin d'exercice	25 000	—	200 000

Options de souscription ou d'achat d'actions consenties aux dix premiers salariés non mandataires sociaux attributaires et options levées par ces derniers (Tableau n°9 de la recommandation de l'AMF DOC-2021-02)

Néant.

3.6.4. Participation dans le capital des mandataires sociaux

Le tableau suivant présente, au 31 décembre 2025, la participation de chaque mandataire social et des membres de l'équipe de Direction dans le capital de la Société en nombre d'actions et de droits de vote, ainsi que le nombre d'actions que chaque mandataire social a la faculté d'acquérir en exerçant des options de souscription d'actions, des BSA ou des BSAAR, suite à l'acquisition d'actions gratuites ou la conversion d'actions de préférence:

	Nombre d'actions détenues directement (I)	Nombre d'actions détenues par les entités liées ⁽¹⁾ (II)	Total III (I + II)	Nombre total d'actions nouvelles potentielles ⁽²⁾ (IV)	Total (III + IV)	Pourcentage de capital dilué ⁽³⁾
Conseil d'administration	6 418 666	—	6 418 666	88 260	6 506 926	6,94 %
Irina Staatz Granzer	25 100	0	25 100	30 000	55 100	0,06 %
Pascale Boissel	1 000	0	1 000	8 260	9 260	0,01 %
Véronique Chabernaud	660	0	660	10 000	10 660	0,01 %
Bpifrance Participations	6 389 406	0	6 389 406	0	6 389 406	6,82 %
Christian Itin	0	0	0	20 000	20 000	0,02 %
Marty J. Duvall	0	0	0	20 000	20 000	0,02 %
Sally Bennett	2 500	0	2 500	0	2 500	0,003 %
Équipe de Direction	1 115 643	—	1 115 643	1 780 710	2 896 353	3,09 %
Jonathan Dickinson	0	0	0	200 000	200 000	0,21 %
Yannis Morel	374 192	0	374 192	358 500	732 692	0,78 %
Sonia Quaratino	0	0	0	250 000	250 000	0,27 %
Eric Vivier	285 911	0	285 911	153 100	439 011	0,47 %
Odile Belzunce	136 249	0	136 249	161 700	297 949	0,32 %
Odile Laurent	113 662	0	113 662	153 100	266 762	0,28 %
Frédéric Lombard	75 143	0	75 143	152 640	227 783	0,24 %
Nicolas Beltraminelli	50 246	0	50 246	152 400	202 646	0,22 %
Claire de Saint Blanquat	50 668	0	50 668	152 640	203 308	0,22 %
Stéphanie Cornen	29 572	0	29 572	46 630	76 202	0,08 %
TOTAL	7 534 309	0	7 534 309	1 868 970	9 403 279	10,03 %

⁽¹⁾ Sont visées par « entités liées » les entités avec lesquelles l'intéressé entretient des relations de nature capitalistique, statutaire ou contractuelle (contrat de travail ou autre)

⁽²⁾ Suite à l'exercice des BSA et/ou BSAAR et/ou de l'acquisition définitive des AGA et/ou de la conversion des AGAP 2016 détenues

⁽³⁾ Après conversion théorique des actions de préférence et exercice théorique de la totalité des BSA, des BSAAR, des options de souscription d'actions (*stock options*) et acquisition définitive de la totalité des actions qui ont été attribuées gratuitement à cette même date

3.6.5. Opérations sur titres des dirigeants

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, les opérations suivantes ont été réalisées par les dirigeants de la Société mentionnés à l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier :

Date	Personne concernée	Qualité	Nature de l'opération ⁽¹⁾	Nombre d'actions	Montant des opérations
31/12/2025	Yanis Morel	COO	Acquisitions définitive d'actions gratuites	100 000	160 800
31/12/2025	Eric Vivier	CSO	Acquisitions définitive d'actions gratuites	50 000	80 400
31/12/2025	Frédéric Lombard	CFO	Acquisitions définitive d'actions gratuites	50 000	80 400
31/12/2025	Nicola Beltraminelli	CDO	Acquisitions définitive d'actions gratuites	50 000	80 400
31/12/2025	Odile Belzunce	Vice-présidente conformité & Opérations	Acquisitions définitive d'actions gratuites	50 000	80 400
31/12/2025	Odile Laurent	HR	Acquisitions définitive d'actions gratuites	50 000	80 400

⁽¹⁾ Constatation le 31 décembre 2025 par le Directeur Général, sur délégation du Conseil d'administration, de l'acquisition définitive de 100% des AGA de Performance 2022 en fonction de l'atteinte des critères de performance

3.6.6. Ratios d'équité et performance

Les tableaux ci-après présentent la rémunération des mandataires sociaux et les ratios d'équité au titre du I.6° et 7° de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce et de la recommandation R16 du Code de gouvernement d'entreprise Middlednext.

Ces ratios d'équité indiquent les écarts entre la rémunération des dirigeants et les salaires moyens des salariés en équivalent temps plein mais aussi avec le salaire médian de ces derniers.

Il est rappelé que la Société a changé de mode d'administration le 22 mai 2025, passant d'une société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance à une société anonyme à Conseil d'administration avec dissociation des fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur général. La Société a considéré en particulier que la fonction de Président du Directoire était assimilable à la fonction de Directeur général pour les calculs des ratios d'équité sur la période précédant le 22 mai 2025.

Les dirigeants pris en compte pour le calcul des ratios d'équité sont (i) les membres du Directoire et le Président du Conseil de surveillance pour la période antérieure au 22 mai 2025 et (ii) le Directeur général et le Président du Conseil d'administration pour la période postérieure au 22 mai 2025.

Les salariés pris en compte sont les salariés présents durant l'exercice 2025, à l'exception (i) des apprentis ou titulaires d'un contrat de professionnalisation, (ii) des salariés mis à disposition par un tiers, (iii) des salariés expatriés et (iv) des salariés absents plus de la moitié de la période de référence.

Les rémunérations prises en compte pour le calcul des ratios sont les rémunérations en numéraire, à savoir (i) le salaire de base et la prime d'ancienneté, (ii) les bonus et primes d'objectifs liées aux performances individuelles des salariés et (iii) les avantages en nature attribués au titre de l'exercice concerné. Les indemnités de départ de toute nature (précarité, conventionnelle, retraite, licenciement), les indemnités compensatrices de congés payés et les instruments de participation au capital ne sont pas pris en compte dans ce calcul.

Ratios d'équité par rapport à la rémunération **moyenne** :

Mandataires sociaux	2021	2022	2023	2024	2025
Yannis Morel ⁽¹⁾	4,9	5,2	4,8	5,8	6,0
Mondher Mahjoubi ⁽²⁾	10,5	11,9	9,9	N/A	N/A
Laure-Hélène Mercier ⁽³⁾	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Hervé Brailly ⁽⁴⁾	1,8	1,6	1,6	5,6	N/A
Sonia Quaratino ⁽⁵⁾	N/A	N/A	N/A	6,0	5,9
Arvind Sood ⁽⁶⁾	N/A	N/A	N/A	4,6	0,7
Jonathan Dickinson ⁽⁷⁾	N/A	N/A	N/A	1,6	9,4
Irina Staatz-Granzer ⁽⁸⁾	N/A	N/A	N/A	1,4	2,1

Ratios d'équité par rapport à la rémunération **médiane** :

Mandataires sociaux	2021	2022	2023	2024	2025
Yannis Morel ⁽¹⁾	6,1	6,8	6,3	7,5	7,8
Mondher Mahjoubi ⁽²⁾	13,0	15,8	12,9	N/A	N/A
Laure-Hélène Mercier ⁽³⁾	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Hervé Brailly ⁽⁴⁾	2,2	2,1	2,1	7,3	N/A
Sonia Quaratino ⁽⁵⁾	N/A	N/A	N/A	7,8	7,8
Arvind Sood ⁽⁶⁾	N/A	N/A	N/A	6,0	0,9
Jonathan Dickinson ⁽⁷⁾	N/A	N/A	N/A	2,0	12,3
Irina Staatz-Granzer ⁽⁸⁾	N/A	N/A	N/A	1,8	2,8

Ratios d'équité par rapport au **SMIC annuel** :

Mandataires sociaux	2021	2022	2023	2024	2025
Yannis Morel ⁽¹⁾	14,9	17,3	14,6	18,7	19,4
Mondher Mahjoubi ⁽²⁾	31,8	39,9	29,8	N/A	N/A
Laure-Hélène Mercier ⁽³⁾	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Hervé Brailly ⁽⁴⁾	5,3	5,2	4,8	18,2	N/A
Sonia Quaratino ⁽⁵⁾	N/A	N/A	N/A	19,4	19,2
Arvind Sood ⁽⁶⁾	N/A	N/A	N/A	14,9	2,2
Jonathan Dickinson ⁽⁷⁾	N/A	N/A	N/A	5,1	30,5
Irina Staatz-Granzer ⁽⁸⁾	N/A	N/A	N/A	4,6	67,0

(1) En tant que membre du Directoire jusqu'au 22 mai 2025

(2) Membre du Directoire jusqu'au 31 décembre 2023

(3) Membre du Directoire jusqu'au 16 février 2021

(4) Membre du Directoire jusqu'au 31 octobre 2024

(5) En tant que membre du Directoire jusqu'au 22 mai 2025

(6) En tant que membre du Directoire jusqu'au 3 février 2025

(7) En tant que Président du Directoire jusqu'au 22 mai 2025 puis Directeur Général à partir du 22 mai 2025

(8) En tant que Présidente du Conseil de surveillance jusqu'au 22 mai 2025 puis Présidente du Conseil d'administration à partir du 22 mai 2025

On observe une baisse des effectifs de la Société , ainsi qu'une évolution du salaire moyen. L'évolution de la rémunération moyenne est liée à l'évolution des salaires.

Le tableau ci-après présente les résultats ainsi que les produits d'exploitation de la Société sur les cinq derniers exercices en normes IFRS conformément à l'article L. 22-10-9 du Code de commerce :

Exercices clos au 31 décembre					
(en milliers d'euros)	2025	2024	2023	2022	2021
Résultat net (bénéfice)	(49 177)	(49 471)	(7 570)	(58 103)	(52 809)
Capitaux propres	-21 704	8 834	51 901	54 151	107 440
Exercices clos au 31 décembre					
(en milliers d'euros)	2025	2024	2023	2022	2021
Revenus des accords de collaboration et de licence	2 787	12 622	51 901	49 580	56 155
Financements publics de dépense et de recherche	6 205	7 488	9 729	8 035	13 618
Autres revenus	13	11	11	59	678
Produits d'exploitation	9 005	20 121	61 641	57 674	70 451

Toutefois, ces indicateurs de performance financière ne reflètent pas, à eux seuls, la performance de la Société sur les cinq derniers exercices. En effet la performance d'une société de biotechnologie à ce stade de développement ne réside pas dans ces agrégats financiers dans la mesure où la Société a été structurellement déficitaire jusqu'à aujourd'hui. Les avancées du portefeuille de candidats-produits et programmes de la Société et sa capacité à les traduire en levées de fonds et en partenariats sont des indicateurs de performance plus adéquats.

Toutefois, ces indicateurs de performance financière ne reflètent pas, à eux seuls, la performance de la Société sur les cinq derniers exercices. En effet, la performance d'une société de biotechnologie à ce stade de développement ne réside pas dans des agrégats financiers dans la mesure où la Société a été structurellement déficitaire jusqu'à aujourd'hui et le calcul de celui-ci dépend d'un chiffre d'affaires qui résulte non pas de la vente de médicaments mais de l'étalement comptable de paiements d'étapes reçus de ses partenaires. L'avancée du portefeuille de candidats-médicaments et programmes de la Société (voir Section 1.3 "Le portefeuille de produits de la Société" et 1.4 "Programmes de recherche et développement") et sa capacité à les traduire en levées de fonds et en partenariats sont des indicateurs de performance plus adéquats.

À fin 2025, la Société avait plusieurs partenariats en cours, notamment avec AstraZeneca et Sanofi, signés en 2015, 2016, 2018 et 2022 pour des montants cumulés de paiements de près de 2,8 milliards de dollars associés à des levées d'option et à l'atteinte d'étapes de développement réglementaires et commerciales, ainsi que des redevances sur les ventes et des mécanismes de partage de profits en Europe.

3.7. Transactions avec des parties liées

La Société est en conformité avec la loi française concernant l'approbation des conventions conclues entre parties liées. Les opérations avec des parties liées sont présentées dans le Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés figurant à la Section [3.7.2.](#)

3.7.1. Conventions entrant dans le cadre de l'article L. 225-37-4 2° du Code de commerce

Au cours de l'exercice 2025, des conventions qui entrent dans le cadre de l'article L. 225-37-4 2° du Code de commerce ont été conclues avec les mandataires sociaux et actionnaires détenant plus de 10% du capital social. Ces conventions sont décrites dans la liste sur les conventions réglementées figurant dans le Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés.

Outre les conventions listées dans ce rapport, aucune autre convention n'est intervenue, directement ou par personne interposée, en application de l'article L. 225-37-4 2° du Code de commerce, entre d'une part, un dirigeant ou actionnaire disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 %, de la Société et, d'autre part, une filiale de la Société.

Lors de l'examen d'une convention avec une partie liée, la partie liée ne participe pas aux délibérations du Conseil d'administration qui traite de la conclusion de la convention.

Par ailleurs, conformément à l'article L.22-10-12 du Code de commerce, le Conseil de surveillance du 9 mars 2020 puis, suite à la transformation de la Société, le Conseil d'administration du 22 mai 2025, a mis en place une procédure destinée à évaluer régulièrement si les conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales remplissent bien ces conditions. Cette procédure présente les critères de qualification retenus pour qualifier une convention de "courante" ainsi que des exemples de conventions courantes ou non-courantes.

Le 22 janvier 2026, le Conseil d'administration a vérifié et confirmé que les conventions considérées comme conclues à des conditions normales pendant l'exercice 2025 remplissaient bien les critères fixés. Il s'agit de contrats d'achats de matériels, de consommables et de service par la Société auprès du groupe Sartorius et ses sociétés affiliées Pascale Boissel étant membre du Conseil d'administration et Présidente du comité d'audit de Sartorius Stedim.

3.7.2. Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Rapport des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

(Exercice clos le 31 décembre 2025)

A l'Assemblée Générale de la société **INNATE PHARMA** 117, Avenue de Luminy BP 30191 13276 Marseille Cedex 09

A l'Assemblée Générale de la société
INNATE PHARMA
117, Avenue de Luminy
BP 30191
13276 Marseille Cedex 09

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article L.225-40 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes conclues au cours de l'exercice écoulé qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

1. Gouvernance

Clause de non-concurrence conclue avec Jonathan Dickinson, Directeur général

A la suite de sa nomination en qualité de Directeur général, le Conseil d'administration du 22 mai 2025 a autorisé la conclusion d'un contrat de mandat entre la Société et Jonathan Dickinson comprenant une clause de non-concurrence d'une durée de vingt-quatre (24) mois, en contrepartie de laquelle la Société s'engage, à compter de la cession des fonctions de Jonathan Dickinson, à lui verser une indemnité forfaitaire brute équivalente à deux années de rémunération brute fixe et variable (calculée sur la base de sa dernière rémunération mensuelle fixe et du dernier bonus variable). En l'absence de renonciation par la Société à l'application de cette clause, l'indemnité sera versée en mensualités, pendant une période de 24 mois à compter de la date à laquelle Jonathan Dickinson aura cessé d'exercer ses fonctions de Directeur général.

Motif justifiant l'intérêt de la convention : protéger les intérêts de la Société en cas de cessation du mandat de Jonathan Dickinson en qualité de Directeur Général de la Société.

2. Conventions d'indemnisation

Dans le cadre de la cotation des actions de la Société sur le Nasdaq Global Select Market aux Etats-Unis (Nasdaq), et compte tenu de la nécessité de mettre en place des assurances responsabilité des dirigeants pour les sociétés cotées aux Etats-Unis, le Conseil d'administration du 22 mai 2025 a autorisé les conventions d'indemnisation entre la Société et les membres du Conseil d'administration et de l'équipe de direction.

Ces conventions d'indemnisation prévoient que la Société s'engage à indemniser elle-même les membres du Conseil d'administration, le directeur général et l'équipe de direction dans le cas où la police d'assurance D&O ne couvrirait pas les bénéficiaires, pour autant que cela soit autorisé par les lois et la réglementation applicables.

2.1 Convention d'indemnisation conclue avec Irina Staatz-Granzer

Pour les motifs exposés ci-avant, le Conseil d'administration du 22 mai 2025 a autorisé la conclusion d'une convention d'indemnisation avec Irina Staatz-Granzer suite à sa nomination en qualité de membre du Conseil d'administration le 22 mai 2025.

Cet accord a une durée équivalente à la durée de son mandat de membre du Conseil d'administration, avec effet rétroactif à la date de nomination (22 mai 2025).

Motif justifiant l'intérêt de la convention : mettre en place une couverture adaptée au bénéfice des dirigeants de la Société contre les risques liés notamment à la cotation sur le Nasdaq et garantir les dirigeants contre tout paiement lié à la mise en jeu de leur responsabilité personnelle.

2.2 Convention d'indemnisation conclue avec Jonathan Dickinson

Pour les motifs exposés ci-avant, le Conseil d'administration du 22 mai 2025 a autorisé la conclusion d'une convention d'indemnisation avec Jonathan Dickinson suite à sa nomination en qualité Directeur Général et membre du Conseil d'administration le 22 mai 2025.

Cet accord a une durée équivalente à la durée de son mandat de membre du Conseil d'administration, avec effet rétroactif à la date de nomination (22 mai 2025).

Motif justifiant l'intérêt de la convention : mettre en place une couverture adaptée au bénéfice des dirigeants de la Société contre les risques liés notamment à la cotation sur le Nasdaq et garantir les dirigeants contre tout paiement lié à la mise en jeu de leur responsabilité personnelle.

2.3 Convention d'indemnisation conclue avec Pascale Boissel

Pour les motifs exposés ci-avant, le Conseil d'administration du 22 mai 2025 a autorisé la conclusion d'une convention d'indemnisation avec Pascale Boissel suite à sa nomination en qualité membre du Conseil d'administration le 22 mai 2025.

Cet accord a une durée équivalente à la durée de son mandat de membre du Conseil d'administration, avec effet rétroactif à la date de nomination (22 mai 2025).

Motif justifiant l'intérêt de la convention : mettre en place une couverture adaptée au bénéfice des dirigeants de la Société contre les risques liés notamment à la cotation sur le Nasdaq et garantir les dirigeants contre tout paiement lié à la mise en jeu de leur responsabilité personnelle.

2.4 Convention d'indemnisation conclue avec Sally Bennett

Pour les motifs exposés ci-avant, le Conseil d'administration du 22 mai 2025 a autorisé la conclusion d'une convention d'indemnisation avec Sally Bennett suite à sa nomination en qualité membre du Conseil d'administration le 22 mai 2025.

Cet accord a une durée équivalente à la durée de son mandat de membre du Conseil d'administration, avec effet rétroactif à la date de nomination (22 mai 2025).

Motif justifiant l'intérêt de la convention : mettre en place une couverture adaptée au bénéfice des dirigeants de la Société contre les risques liés notamment à la cotation sur le Nasdaq et garantir les dirigeants contre tout paiement lié à la mise en jeu de leur responsabilité personnelle.

2.5 Convention d'indemnisation conclue avec Véronique Chabernaud

Pour les motifs exposés ci-avant, le Conseil d'administration du 22 mai 2025 a autorisé la conclusion d'une convention d'indemnisation avec Véronique Chabernaud suite à sa nomination en qualité membre du Conseil d'administration le 22 mai 2025.

Cet accord a une durée équivalente à la durée de son mandat de membre du Conseil d'administration, avec effet rétroactif à la date de nomination (22 mai 2025).

Motif justifiant l'intérêt de la convention : mettre en place une couverture adaptée au bénéfice des dirigeants de la Société contre les risques liés notamment à la cotation sur le Nasdaq et garantir les dirigeants contre tout paiement lié à la mise en jeu de leur responsabilité personnelle.

2.6 Convention d'indemnisation conclue avec Olivier Martinez

Pour les motifs exposés ci-avant, le Conseil d'administration du 22 mai 2025 a autorisé la conclusion d'une convention d'indemnisation avec Olivier Martinez suite à sa nomination en qualité membre du Conseil d'administration le 22 mai 2025.

Cet accord a une durée équivalente à la durée de son mandat de membre du Conseil d'administration, avec effet rétroactif à la date de nomination (22 mai 2025).

Motif justifiant l'intérêt de la convention : mettre en place une couverture adaptée au bénéfice des dirigeants de la Société contre les risques liés notamment à la cotation sur le Nasdaq et garantir les dirigeants contre tout paiement lié à la mise en jeu de leur responsabilité personnelle.

2.7 Convention d'indemnisation conclue avec Marty J. Duvall

Pour les motifs exposés ci-avant, le Conseil d'administration du 22 mai 2025 a autorisé la conclusion d'une convention d'indemnisation avec Marty J. Duvall suite à sa nomination en qualité membre du Conseil d'administration le 22 mai 2025.

Cet accord a une durée équivalente à la durée de son mandat de membre du Conseil d'administration, avec effet rétroactif à la date de nomination (22 mai 2025).

Motif justifiant l'intérêt de la convention : mettre en place une couverture adaptée au bénéfice des dirigeants de la Société contre les risques liés notamment à la cotation sur le Nasdaq et garantir les dirigeants contre tout paiement lié à la mise en jeu de leur responsabilité personnelle.

2.8 Convention d'indemnisation conclue avec Christian Itin

Pour les motifs exposés ci-avant, le Conseil d'administration du 22 mai 2025 a autorisé la conclusion d'une convention d'indemnisation avec Christian Itin suite à sa nomination en qualité membre du Conseil d'administration le 22 mai 2025.

Cet accord a une durée équivalente à la durée de son mandat de membre du Conseil d'administration, avec effet rétroactif à la date de nomination (22 mai 2025).

Motif justifiant l'intérêt de la convention : mettre en place une couverture adaptée au bénéfice des dirigeants de la Société contre les risques liés notamment à la cotation sur le Nasdaq et garantir les dirigeants contre tout paiement lié à la mise en jeu de leur responsabilité personnelle.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R.225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

1. Gouvernance

1.1 Clause de non-concurrence conclue avec Jonathan Dickinson, Directeur général

A la suite de sa nomination en qualité de Président du Directoire, le Conseil de surveillance du 11 octobre 2024 avait autorisé la conclusion d'un contrat de mandat entre la Société et Jonathan Dickinson qui comprenait une clause de non-concurrence identique à celle mentionnée en 1.

Motif justifiant l'intérêt de la convention : protéger les intérêts de la Société en cas de cessation du mandat de Jonathan Dickinson en qualité de Directeur Général de la Société.

1.2 Conventions conclues avec les membres du Directoire

1.2.1 Convention conclue avec Yannis Morel, membre du Directoire

A la suite de sa nomination en qualité de membre du Directoire, le Conseil de surveillance du 3 janvier 2024 avait autorisé la conclusion d'un avenant au contrat de travail entre la Société et Yannis Morel qui prévoyait les éléments de rémunération et avantages suivants :

- une rémunération fixe annuelle de 300.000 euros ; et
- un contrat retraite « Article 83 ».

Motif justifiant l'intérêt de la convention : élargir les attributions de Monsieur Yannis Morel et permettre la nomination du nouveau Directoire.

1.2.2 Convention conclue avec Sonia Quaratino, membre du Directoire

A la suite de sa nomination en qualité de membre du Directoire, le Conseil de surveillance du 3 janvier 2024 avait autorisé la conclusion d'un avenant au contrat de travail entre la Société et Sonia Quaratino qui prévoyait un bonus individuel de 40% sur la base d'objectifs, pouvant atteindre 60% en cas de surperformance.

Motif justifiant l'intérêt de la convention : permettre la nomination de Sonia Quaratino au Directoire.

1.2.3 Convention conclue avec Arvind Sood, membre du Directoire

A la suite de sa nomination en qualité de membre du Directoire, le Conseil de surveillance du 3 janvier 2024 avait rappelé qu'Arvind Sood bénéficiait d'une lettre d'engagement de droit US conclu avec la filiale Innate Inc.

Motif justifiant l'intérêt de la convention : nomination de Arvind Sood au Directoire.

1.3 Contrat de consultant avec la société Kervrant Biotech

Le Conseil de surveillance du 11 octobre 2024 avait autorisé la conclusion d'un contrat de consultant avec la société Kervrant Biotech, détenue intégralement par Hervé Brailly, précédent Président du directoire, dans le cadre d'une mission de conseil et d'accompagnement du nouveau Président du Directoire, Jonathan Dickinson pendant une période de transition. Le contrat de consultant a pris effet le 1er janvier 2025 pour une durée expirant le 31 mai 2025 au plus tard. Il prévoyait des honoraires d'un maximum de 10.000 euros HT par mois, en fonction des besoins de la Société. La Société a versé 8 000 € d'honoraires à Kervrant Biotech pendant l'exercice et 844,99 € de frais.

Motif justifiant l'intérêt de la convention : accompagner Jonathan Dickinson, nouveau Président du directoire dans le cadre de sa prise de fonction.

1.4 Convention conclue avec Jean-Yves Blay membre du Conseil de Surveillance

Compte tenu de sa qualité de professionnel de santé, le Conseil de Surveillance du 12 mai 2023 avait autorisé la conclusion d'un contrat entre la Société et Jean-Yves Blay en sa qualité de membre du Conseil de surveillance afin de définir les conditions et modalités selon lesquelles Jean-Yves Blay participait au Conseil de surveillance.

Ce contrat a été signé le 12 juin 2023 pour la durée du mandat de Monsieur Jean-Yves Blay, soit jusqu'à l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2024 ou au plus tard le 30 juin 2025. Le contrat a pris fin le 22 mai 2025, à l'échéance du mandat de Jean-Yves Blay.

Le contrat prévoyait que Monsieur Jean-Yves Blay pourrait percevoir une rémunération maximale de 43.000€ par an. Jean-Yves Blay a perçu un montant de 24.500 € en 2025.

2. Conventions d'indemnisation

2.1 Convention d'indemnisation conclues avec les membres du directoire

Jusqu'au 22 mai 2025, les membres du directoire, Jonathan Dickinson, Yannis Morel et Sonia Quaratino bénéficiaient d'une convention d'indemnisation en tant que membres du directoire, ainsi que Arvind Sood jusqu'à sa démission du Directoire le 3 février 2025.

Motif justifiant l'intérêt de la convention : mettre en place une couverture adaptée au bénéfice des dirigeants de la Société contre les risques liés notamment à la cotation sur le Nasdaq et garantir les dirigeants contre tout paiement lié à la mise en jeu de leur responsabilité personnelle.

2.2 Convention d'indemnisation conclues avec les membres du Conseil de surveillance

Jusqu'au 22 mai 2025, les membres du Conseil de surveillance, Irina Staatz-Granzer, Pascale Boissel, Véronique Chabernaud, Sally Bennett, Olivier Martinez (représentant BPI France participations), Gilles Brisson et Jean-Yves Blay bénéficiaient d'une convention d'indemnisation en tant que membres du Conseil de surveillance.

Motif justifiant l'intérêt de la convention : mettre en place une couverture adaptée au bénéfice des dirigeants de la Société contre les risques liés notamment à la cotation sur le Nasdaq et garantir les dirigeants contre tout paiement lié à la mise en jeu de leur responsabilité personnelle.

3. Convention portant sur le projet Pionner Consortium

La Société a conclu le 7 novembre 2018 une convention pour le projet Pionner Consortium, impliquant neuf partenaires académiques et industriels, dont Innate Pharma, AstraZeneca et le Centre Léon Bérard, afin de définir les conditions et les modalités du projet. Cet accord est en vigueur jusqu'au 31 octobre 2026.

Fait à Lyon et Le Bouscat, le 1^{er} avril 2026

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Cédric Mazille

DELOITTE & ASSOCIES
Stéphane LEMANISSIER

3.7.3. Charte du Conseil d'administration sur les transactions entre parties liées

A la suite de l'introduction en bourse de la Société sur le Nasdaq, le Conseil de surveillance a adopté une charte relative aux opérations entre parties liées détaillant les procédures d'identification, de revue et d'approbation ou de ratification des conventions avec des parties liées.

Suite à la transformation de la Société, le Conseil d'administration a adopté le 22 mai 2025 une Politique en matière de conventions avec les parties liées qui est reproduite ci-dessous.

En outre, aux termes du Code de Conduite et d'Ethique que la Société a adopté dans le cadre de son introduction en bourse sur le Nasdaq, ses collaborateurs et dirigeants ont l'obligation de divulguer toute convention ou relation pour laquelle on pourrait raisonnablement s'attendre à ce qu'elle donne lieu à un conflit d'intérêts.

Innate Pharma

Politique en matière de conventions avec les parties liées

Adoptée par le Conseil d'administration le 22 mai 2025

1. Objet et principes généraux

Innate Pharma S.A. (la "**Société**") adopte la présente politique relative aux conventions avec les parties liées (la "**Politique**") dans le but de (i) définir la notion de "partie liée", (ii) établir les procédures permettant au *Conseil d'administration* de la Société (le "**Conseil**") d'identifier, d'évaluer et d'approuver les conventions avec les parties liées, (iii) définir la procédure permettant au Conseil d'évaluer si les conventions avec une partie liée peuvent être considérées comme portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales et (iv) décrire les procédures permettant d'obtenir les approbations ou ratifications nécessaires conformément à la réglementation applicable.

En outre, cette politique définit la politique de la Société en matière de publication des conventions entre parties liées dans la documentation que la Société dépose auprès de l'Autorité française des marchés financiers (l'"**AMF**") et de la Securities and Exchange Commission américaine (la "**SEC**") et dans ses autres communications publiques, notamment en application de l'article L. 22-10-13 du code de commerce français. La présente politique vise à se conformer aux articles L. 225-38 *et suivants* du code de commerce français au paragraphe 404 de la réglementation S-K de la SEC.

La Société attend de ses filiales, de ses administrateurs, de ses cadres dirigeants et de tous ses employés qu'ils évitent les situations (a) de conflits d'intérêts réels ou apparents qui interfèrent avec l'exercice de leurs fonctions au sein de la Société, (b) qui pourraient priver la Société de la loyauté indivise de cette personne dans les conventions commerciales, ou (c) qui pourraient priver la Société d'une opportunité commerciale qui pourrait se présenter. Les décisions doivent toujours être prises dans le meilleur intérêt de la Société et de ses actionnaires.

L'entreprise a également adopté un Code d'éthique qui fournit des indications supplémentaires sur les règles que les employés doivent respecter afin de prévenir les conflits d'intérêts (voir l'article 8 "*Conflits d'intérêts*" du code d'éthique).

Le Conseil se réserve le droit de modifier cette politique à tout moment.

2. Définitions

Aux fins de la présente politique :

- On entend par "**partie liée**" :
 - (a) toute personne qui est, ou a été, à tout moment depuis le début du dernier exercice fiscal de l'entreprise le *directeur général* ("**CEO**") ou le(s) directeur(s) général(aux) adjoint(s), le cas échéant, ou un membre du Conseil, ou un candidat à ces postes ;
 - (b) tout actionnaire ou détenteur de titres dont la Société sait qu'il est le bénéficiaire effectif de plus de 5 % des titres avec droit de vote de la Société (ci-après dénommé "**Actionnaire Significatif**") ;
 - (c) toute Société contrôlant un tel Actionnaire Significatif au sens de l'article L.233-3 du Code de Commerce ;
 - (d) toute personne physique représentant de manière permanente un administrateur personne morale au sein du Conseil (*représentant permanent*) ;
 - (e) tout membre de la famille immédiate des personnes décrites ci-dessus, c'est-à-dire tout enfant, beau-fils, parent, beau-parent, conjoint, frère ou sœur, belle-mère, beau-père, gendre, belle-fille, beau-frère ou belle-sœur de cette personne et toute personne (autre qu'un locataire ou un employé) partageant le foyer de cette personne (chacun étant un "**membre de la famille immédiate**") ;
 - (f) une entreprise, une Société ou une autre entité dans laquelle l'une des personnes susmentionnées occupe un poste de direction, d'associé ou de directeur ou une position de contrôle similaire (chacune étant une "**Société affiliée**") ; ou

- (g) toute personne ou entité décrite ci-dessus qui est directement ou indirectement intéressée par une convention avec une partie liée. Est considérée comme étant « indirectement intéressée » à une convention à laquelle elle n'est pas partie, la personne qui, en raison des liens qu'elle entretient avec les parties et des pouvoirs qu'elle possède pour infléchir leur conduite, en tire ou est susceptible d'en tirer un avantage.
- **"Convention entre parties liées"** : toute convention, tout accord ou toute relation (ou toute série de conventions, d'accords ou de relations similaires) à laquelle la Société et une partie liée participent, ont participé ou participeront :
 - (a) et dont le montant est supérieur à 120 000 dollars américains ; ou
 - (b) qui entre dans le champ d'application de l'article L. 225-38 du code de commerce.

Les règles et procédures énoncées dans la présente politique s'appliquent également aux modifications apportées aux conventions entre parties liées, comme s'il s'agissait de nouvelles conventions indépendantes.

3. Identification des conventions potentielles entre parties liées

Il incombe au directeur général, à tout membre du Conseil ou à tout actionnaire important d'informer toutes leurs Sociétés affiliées et tous les membres de leur famille immédiate qu'ils ne doivent pas s'engager dans une convention susceptible d'être qualifiée de convention avec une partie liée sans en informer le directeur général ou le membre du Conseil concerné, qui doit en informer rapidement le vice-président de la Société chargé des affaires juridiques et de l'entreprise et obtenir l'approbation préalable de cette convention avec une partie liée conformément à la présente politique.

4. Examen, approbation et ratification par le Conseil

a. Si une convention proposée est identifiée comme une convention potentielle avec une partie liée, le vice-président chargé des affaires juridiques et institutionnelles et/ou le directeur général doivent la présenter au Conseil pour examen et approbation ou ratification **avant qu'elle ne soit conclue**.

La présentation de la convention comprendra, dans la mesure où cela est raisonnablement possible, une description (a) de toutes les parties à la convention, (b) des intérêts, directs ou indirects, de toute partie liée dans la convention, avec suffisamment de détails pour permettre au Conseil d'évaluer pleinement ces intérêts, (c) une description de l'objectif de la convention, (d) la valeur globale proposée de cette convention, ou, dans le cas d'un endettement, (e) tous les autres éléments importants de la convention, (f) les avantages de la convention pour la Société, (g) le cas échéant, la disponibilité d'autres sources de produits ou de services comparables, (h) une évaluation de la comparabilité des conditions de la convention avec celles offertes à ou par, selon le cas, un tiers non lié et (h) la recommandation de la direction en ce qui concerne la convention.

Lorsqu'il est demandé au Conseil d'examiner une convention en cours avec une partie liée (telle que décrite au paragraphe 6 ci-dessous), outre les informations susmentionnées, la présentation doit inclure une description de l'étendue des travaux effectués et restant à effectuer dans le cadre de la convention, ainsi qu'une évaluation des risques et des coûts potentiels liés à la résiliation de la convention et, le cas échéant, de la possibilité de modifier la convention.

b. Le Conseil, en approuvant ou en rejetant la convention proposée avec une partie liée, examine de bonne foi tous les faits et circonstances jugés pertinents par le Conseil et à sa disposition, tels que décrits ci-dessus et comprenant également, mais sans s'y limiter, (a) son impact financier et stratégique, (b) les risques, les coûts et les avantages pour la Société, et (c) l'impact sur l'indépendance d'un membre du Conseil dans le cas où la partie liée est un membre du Conseil, un membre de la famille immédiate d'un membre du Conseil ou une entité avec laquelle un membre du Conseil est affilié.

Une fois qu'une proposition de convention entre parties liées est présentée au Conseil, celui-ci peut, pour chaque convention spécifique entre parties liées :

- approuver purement et simplement la convention ;
- approuver avec des amendements ou des conditions ;

- désapprouver la convention, empêchant ainsi la Société de poursuivre ses activités ; ou
- dans certains cas, si la convention a déjà eu lieu sans approbation préalable, évaluer s'il convient de la ratifier, de la modifier ou d'y mettre fin et, le cas échéant, de la soumettre à la ratification des actionnaires de la Société lors de la prochaine assemblée générale.

Si la partie liée est un membre du Conseil, elle ne participe pas aux discussions et au vote du Conseil. Cette stipulation s'applique au représentant permanent d'un membre du Conseil de la Société.

Le Conseil doit accorder une autorisation spécifique pour chaque opération avec des parties liées, de sorte qu'il est impossible d'obtenir une autorisation générale permettant l'exécution de plusieurs conventions avec des parties liées. Le Conseil n'approuve que les conventions avec des parties liées qui, à la lumière des circonstances connues, sont dans l'intérêt de la Société et de ses actionnaires ou ne sont pas contraires à cet intérêt, comme le détermine le Conseil dans l'exercice de bonne foi de son pouvoir discrétionnaire (). Lorsqu'il approuve une opération avec une partie liée, le Conseil prend une décision motivée justifiant l'intérêt de l'opération avec une partie liée pour la Société et précisant ses conditions financières.

Le président du Conseil informe les auditeurs de la Société de toutes les conventions avec des parties liées approuvées et conclues.

c. Toute opération qualifiée de convention avec une partie liée en vertu de l'article L.225-38 du code de commerce doit être publiée sur le site internet de la Société au plus tard au moment de la conclusion de l'opération, conformément à l'article L.22-10-13 du code de commerce.

d. En outre, toute convention entre parties liées entrant dans le champ d'application de l'article L. 225-38 du code de commerce français est soumise à l'approbation des actionnaires de la Société lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires de la Société, sur la base d'un rapport spécial des commissaires aux comptes de la Société, les parties liées concernées ne prenant pas part au vote. Les conventions entre parties liées qui n'ont pas été approuvées par le Conseil avant d'être conclues doivent être ratifiées lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires de la Société sur la base d'un rapport spécial des commissaires aux comptes de la Société, les parties liées concernées ne prenant pas part au vote.

e. Nonobstant ce qui précède, les conventions :

- portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales, conformément à l'évaluation du Conseil (voir section 5 de la présente politique) et n'excédant pas 120 000 dollars américains ; ou
- entre une Société détenue à 100 % et sa Société holding conformément à l'article L. 225-39 du code de commerce français et n'excédant pas 120 000 dollars américains,

sont réputées ne pas créer ou impliquer un intérêt matériel de la part de la partie liée et ne seront pas examinées, ni ne nécessiteront l'approbation préalable du Conseil et l'approbation ou la ratification par les actionnaires de la Société lors de l'assemblée générale des actionnaires de la Société, conformément à l'article L.225-39 du code de commerce français et à l'article 404 de la réglementation S-K.

5. Appréciation des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales

Certaines conventions entre parties liées peuvent être considérées comme des conventions " portant sur des opérations courantes » et « conclues à des conditions normales ». Dans ces cas, elles sont exemptées de certaines exigences procédurales en vertu du droit français (L.228-39 du code de commerce français).

Les conventions avec des parties liées répondent à ce critère si (a) elles sont liées à des activités ordinaires, sont effectuées de manière répétée et correspondent à des pratiques de marché largement observées et (b) elles sont effectuées dans des conditions qui ne sont pas moins favorables pour la Société (ou d'autres Sociétés dans le même domaine d'activité) que si elles étaient négociées avec des tierces parties.

Pour déterminer si une convention entre parties liées s'inscrit dans le cours normal des affaires et est conclue dans des conditions de concurrence normale, le Conseil peut prendre en considération les éléments suivants :

- La convention est-elle étroitement liée aux activités commerciales ordinaires de l'entreprise ?
- Dans quelles circonstances est-elle conclue ?
- S'agit-il de pratiques courantes dans le secteur de l'entreprise ?
- L'entreprise conclut-elle régulièrement de tels accords ?
- Sont-elles habituellement conclues par d'autres entreprises similaires ?
- Quel est l'impact financier pour l'entreprise ?
- La convention engage-t-elle l'entreprise à court ou à long terme ?

La qualification de conditions normales doit également tenir compte des conditions dans lesquelles des accords similaires sont habituellement conclus non seulement au sein de la Société et dans ses relations avec les tiers, mais également dans d'autres entreprises du même secteur d'activité.

S'il existe une incertitude quant à savoir si un accord est réellement une convention portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales, ou si le Conseil détermine que les conditions s'écartent de la pratique habituelle, la procédure d'approbation décrite ci-dessous s'appliquera.

Pour ce faire, le Conseil prendra également en compte le Guide des conventions réglementées et courantes de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes (CNCC).

6. Révision annuelle et suivi continu

Au moins une fois par an, et au plus tard lorsque le Conseil prépare le *rapport* de gestion, le Conseil examine :

- i) la liste des conventions entre parties liées approuvées au cours de l'exercice précédent,
- ii) la liste des conventions entre parties liées approuvées au cours des exercices précédents et qui sont toujours en vigueur, afin de déterminer si elles sont toujours dans l'intérêt de la Société et de ses actionnaires,
- iii) la liste des conventions entre parties liées conclues dans le cours normal des affaires et dans des conditions de concurrence normale au cours de l'exercice précédent, et

Les auditeurs de la Société recevront des copies des listes visées aux points i) et ii).

En outre, s'il apparaît qu'une convention a été, lors de cette appréciation préalable à sa signature, conclue sans l'accord préalable du conseil, celui-ci peut alors soumettre à l'assemblée générale des actionnaires une résolution tendant à sa ratification, conformément à l'article L.225-42 du code de commerce. Il est précisé que cela ne concerne que les conventions qui, au moment de leur signature, n'avaient pas le caractère de conventions courantes et conclues à des conditions normales.

A l'issue de son examen annuel, le Conseil examinera si, compte tenu de l'évolution des activités de la Société et du type d'accords concernés, il convient de préciser, compléter ou réviser les critères énoncés au paragraphe 5 ci-dessus, auquel cas il modifiera la présente politique.

7. Exigences en matière de publication

Les administrateurs et les dirigeants de l'entreprise, ainsi que l'équipe des affaires juridiques, sont chargés de veiller à ce que les informations publiées dans tous les documents publics, y compris ceux déposés auprès de l'AMF et de la SEC, décrivent avec précision toutes les conventions entre parties liées, si ces informations sont requises par la réglementation applicable.

Le vice-président chargé des affaires juridiques et institutionnelles, le directeur financier et le directeur comptable veillent à ce que les documents déposés par l'entreprise soient clairs, complets et présentés dans les délais impartis.

8. Les sanctions

Toute convention avec une partie liée entrant dans le champ d'application de l'article L. 225-38 ou L. 22-10-4 du code de commerce français reste opposable aux tiers, qu'elle ait été approuvée au préalable par le Conseil et approuvée par l'assemblée générale des actionnaires de la Société, sauf si ces conventions sont annulées pour cause de fraude.

Si une convention avec une partie liée est conclue sans l'approbation préalable du Conseil, elle peut être régularisée lors de l'assemblée générale des actionnaires de la Société. Ce vote a lieu sur la base d'un rapport spécial des commissaires aux comptes détaillant les circonstances du défaut d'approbation préalable, la partie liée ne prenant pas part au vote.

Si une convention avec une partie liée est conclue sans l'approbation préalable du Conseil et n'est pas approuvée par l'assemblée générale des actionnaires de la Société, elle peut être annulée si elle a eu des conséquences préjudiciables pour la Société.

Si une convention entre parties liées (qu'elle ait ou non été approuvée au préalable par le Conseil) n'est pas approuvée par l'assemblée générale des actionnaires de la Société, la partie liée intéressée ou, le cas échéant, les membres du Conseil, peuvent être tenus responsables des conséquences préjudiciables de cette convention pour la Société.

9. Conclusion

La présente politique reflète l'engagement de la Société en faveur de la transparence, de la responsabilité et d'une gouvernance d'entreprise prudente. Elle vise à garantir que toute convention impliquant une partie liée est évaluée méticuleusement et approuvée (ou ratifiée) par le Conseil et, le cas échéant, par les actionnaires de la Société, dans le respect du droit français applicable et de toutes les exigences réglementaires pertinentes.

Le Conseil se réserve le droit de modifier ou de mettre à jour cette politique à tout moment afin de garantir une conformité permanente avec l'évolution des exigences légales et des meilleures pratiques. Il incombe à tous les dirigeants, administrateurs et employés de l'entreprise de se familiariser avec cette politique et d'en respecter les dispositions. En cas de doute quant à son application, il convient de s'adresser au vice-président des affaires juridiques et institutionnelles pour obtenir des conseils et des éclaircissements.

3.8. Tableau de synthèse des mandataires sociaux

Au 31 décembre 2025:

Identité	Age	Sexe	Nationalité	Nombre d'actions ordinaires disponibles en fin d'exercice	Fonction principale exercée hors de la société	Mandats dans des sociétés cotées	Indépendance	Date initiale de nomination	Échéance du mandat	Ancienneté ⁽¹⁾	Comité d'audit et de durabilité	Comité des rémunérations et nominations	Comité des transactions	Comité R&D
Directeur général														
Jonathan Dickinson	58	H	Britannique	0	N/A	N/A	✖	11/1/2024	AGO 2028	1 an	✖	✖	✖	✖
Membres du Conseil d'administration														
Irina Staatz-Granzer	65	F	Allemande	25 100	Voir 1.1.3	Voir 1.1.3	✓	23/06/09	AGO 2028	17 ans	✖	✖	✓	✖
Pascale Boissel	59	F	Française	1 000	Voir 1.1.3	Voir 1.1.3	✓	19/05/20	AGO 2026	6 ans	✓	✖	✖	✖
Sally Bennett	54	F	Britannique	2 500	Voir 1.1.3	Voir 1.1.3	✓	20/05/22	AGO 2026	4 ans	✓	✓	✖	✖
Olivier Martinez ⁽²⁾	55	H	Française	6 389 406	Voir 1.1.3	Voir 1.1.3	✓	23/06/17	AGO 2026	9 ans	✓	✖	✖	✓
Véronique Chabernaud	64	F	Française	660	Voir 1.1.3	N/A	✓	27/04/15	AGO 2026	11 ans	✖	✓	✖	✓
Christian Itin	62	H	Suisse	0	Voir 1.1.3	Voir 1.1.3	✓	22/5/2025	AGO 2027	1 an	✖	✖	✓	✓
Marty J. Duvall	64	H	Américaine	0	Voir 1.1.3	Voir 1.1.3	✓	22/5/2025	AGO 2027	1 an	✖	✓	✓	✖

⁽¹⁾ Au sein du Directoire/Conseil de surveillance

⁽²⁾ Représentant permanent de Bpifrance Participations depuis le 30 juin 2021 - Membre indépendant depuis le 25 janvier 2024

3.9. Tableau de synthèse des recommandations du Code Middlenext non appliquées par la Société

Depuis le début de l'exercice 2023, la Société a opté pour l'application du Code Middlenext.

La Société estime se conformer à toutes les recommandations du Code Middlenext à la date du présent Document.

Section 4. Informations financières

En application de l'article 19 du règlement (UE) n°2017/1129 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017, les informations suivantes sont incluses par référence dans le présent document d'enregistrement universel :

- Les Comptes Consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 avec le rapport des commissaires aux comptes y afférents, figurant respectivement aux paragraphes 18.1 et 18.2 du Document d'enregistrement universel déposé auprès de l'AMF le 30 avril 2025 sous le numéro D.25-0349 ;
- Les Comptes Consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 avec le rapport des commissaires aux comptes y afférents, figurant respectivement aux paragraphes 18.1 et 18.2 du Document d'enregistrement universel déposé auprès de l'AMF le 4 avril 2024 sous le numéro D.24-0234 ;
- Le paragraphe 7.1 (Examen de la situation financière et du résultat de la Société) et la section 8 (Trésorerie et capitaux) du Document d'enregistrement universel déposé auprès de l'AMF le 4 avril 2024 sous le numéro D.24-0234 ;
- Le paragraphe 7.1 (Examen de la situation financière et du résultat de la Société) et la section 8 (Trésorerie et capitaux) du Document d'enregistrement universel déposé auprès de l'AMF le 6 avril 2023 sous le numéro D.23-0246.

4.1. Examen de la situation financière et du résultat

Innate Pharma S.A. est une société de biotechnologies au stade clinique qui développe des traitements d'immunothérapies contre le cancer. Son approche innovante vise à tirer avantage du système immunitaire inné par le biais de trois approches thérapeutiques : les anticorps monoclonaux, les NK Cell Engagers issus de sa plateforme propriétaire ANKET® (Antibody-based NK cell Engager Therapeutics) et les conjugués anticorps-médicaments.

Le portefeuille d'Innate comprend notamment le programme propriétaire lacutamab, développé dans des formes avancées de lymphomes T cutanés T et de lymphomes T périphériques, monalizumab développé avec AstraZeneca dans le cancer du poumon non à petites cellules, ainsi que des NK Cell Engagers multi-spécifiques issus de sa plateforme ANKET® et pouvant cibler différents types de cancers ainsi qu'IPH4502, un conjugué anticorps-médicament différencié en développement dans les tumeurs solides.

Afin d'accélérer l'innovation, la recherche et le développement de traitements au bénéfice des patients, Innate Pharma est un partenaire de confiance pour des sociétés biopharmaceutiques leaders telles que Sanofi et AstraZeneca, ainsi que pour les institutions de recherche de premier plan.

Depuis sa création, la Société a subi des pertes en raison de ses activités de recherche et développement (« R&D »). Sous réserve de percevoir de nouveaux paiements d'étape liés à ses accords de collaboration, la Société prévoit de subir des pertes supplémentaires jusqu'à ce que, le cas échéant, elle puisse générer des revenus importants de ses produits candidats en développement.

L'activité future de la Société dépend fortement d'une combinaison de facteurs, notamment : (i) le succès de ses activités de recherche et développement ; (ii) l'obtention des autorisations de mise sur le marché et l'acceptation de ses candidats-médicaments par le marché (iii) l'obtention de financements additionnels aux moments opportuns et (iv) le développement de thérapies concurrentes par d'autres sociétés de biotechnologie ou pharmaceutiques. En conséquence, la Société est, et devrait continuer à court et à moyen termes, à être financée par le biais d'accords de collaboration pour le développement et la commercialisation de ses candidats-médicaments et par l'émission de nouveaux instruments de capitaux propres.

Au 31 décembre 2025, la Société détenait une filiale à 100% : Innate Pharma, Inc., décrite à la Section 6 « Description du Groupe » du présent document d'enregistrement universel.

Cette filiale est consolidée en intégration globale.

L'exercice clos le 31 décembre 2025 a généré une perte nette de 49,2 millions d'euros. Au 31 décembre 2025, les capitaux propres s'élèvent à (21,7) millions d'euros.

Les comptes annuels de la Société établis selon les normes comptables applicables en France pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 figurent au paragraphe 4.3 du présent Document d'enregistrement universel et ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 25 mars 2026.

Les comptes consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 figurent au paragraphe 4.4 du présent Document d'enregistrement universel et ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 25 mars 2026.

L'analyse présentée ci-dessous est effectuée sur la base des Comptes Consolidés établis selon les normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 et doit être lue en parallèle avec ces comptes qui figurent au paragraphe 4.4 du présent document d'enregistrement universel.

4.1.1. Comparaison des deux derniers exercices

4.1.1.1. Événements significatifs de la période

Le 27 janvier 2025, la Société a annoncé que le premier patient a été traité dans un essai clinique de Phase 1 (NCT06781983), évaluant le profil de sécurité et la tolérance d'IPH4502, un nouveau conjugué anticorps-médicament (ADC) dans les tumeurs solides avancées connues pour exprimer Nectine-4. L'étude de Phase 1, ouverte et multicentrique, comprendra une partie 1 d'escalade de la dose et une partie 2 d'optimisation de la dose et évaluera la sécurité, la tolérance et l'efficacité préliminaire d'IPH4502 en monothérapie dans les tumeurs solides avancées connues pour exprimer Nectine-4, comme le carcinome urothélial, les cancers du poumon non à petites cellules, du sein, de l'ovaire, gastrique, de l'œsophage ou colorectal. L'étude prévoit le recrutement d'environ 105 patients.

Le 3 février 2025, Arvind Sood, qui avait rejoint la Société en janvier 2024 au poste de Vice-Président Exécutif, Président des opérations américaines et membre du Directoire a quitté ses fonctions au Directoire. Il est resté Vice-Président Exécutif, Président des opérations américaines jusqu'à fin février 2025. Par la suite, ce poste a été supprimé. Un accord transactionnel est en cours de discussion.

Le 17 février 2025, la Société a annoncé que l'agence de santé américaine, la Food and Drug Administration (FDA), a accordé le statut de « Breakthrough Therapy » à lacutamab, un anticorps induisant la cytotoxicité anti-KIR3DL2, pour le traitement des patients adultes atteints d'un syndrome de Sézary en rechute ou réfractaire (R/R) ayant reçu au moins deux traitements systémiques antérieurs y compris avec monalizumab.

Le 16 avril 2025, la Société a annoncé qu'elle allait proposer à l'Assemblée générale mixte prévue le 22 mai 2025 de transformer la structure de sa gouvernance en passant de société anonyme à Conseil de surveillance en société anonyme à Conseil d'administration.

Le 23 avril 2025, la Société a annoncé la restructuration de l'accord de recherche et de licence conclu en 2016 (« l'accord de 2016 ») avec Sanofi :

- conformément aux précédentes communications et en ligne avec ses priorités stratégiques, Sanofi a pris la décision de poursuivre le développement de SAR'514/IPH6401 (l'ANKET® anti-BCMA) dans des indications auto-immunes conformément à l'accord de 2016 ;
- dans le cadre des priorités stratégiques de chacune des sociétés, Sanofi et Innate ont pris la décision de terminer l'accord de 2016 concernant SAR'579/IPH6101 (l'ANKET® anti-CD123. Innate reprendra les droits sur SAR'579/IPH6101 au 1er juillet 2025;
- dans le cadre de ces discussions, Sanofi et la Société ont conclu un accord selon lequel Sanofi pourrait réaliser un investissement potentiel jusqu'à 15 millions d'euros sous la forme de nouvelles actions

d'Innate Pharma. La taille et le prix de cette prise de participation au capital seront déterminés en fonction des conditions actuelles du marché, si elles sont satisfaisantes.

Le 24 avril 2025, la Société a annoncé que, compte tenu des conditions de marché satisfaisantes, Sanofi s'est engagée à souscrire à 8 345 387 actions ordinaires nouvelles de la Société au prix de 1,7974 euros par action, représentant une augmentation de capital totale de 14 999 998,59 euros décomposée en 417 269,35 euros de montant nominal et 14 582 729,24 euros de prime d'émission. Le capital social de la Société a été porté à 4 609 489,90 euros, divisé en 92 175 723 actions ordinaires, 6 494 actions de préférence 2016 et 7 581 actions de préférence 2017.

Les tableaux ci-dessous présentent l'actionnariat de la Société avant et après la clôture de l'augmentation de capital du 24 avril 2025:

Avant clôture de l'augmentation de capital :

Actionnaires	Nombre d'actions[1]	%	Nombre de droits de vote[2]	%
Novo Nordisk A/S	9 817 546	11,71%	9 817 546	11,60%
Medimmune Limited	7 485 500	8,93%	7 485 500	8,85%
Bpifrance Participations	6 389 406	7,62%	6 389 406	7,55%
Membres du Directoire, du Conseil de	846 944	1,01%	911 444	1,08%
Actions propres	18 575	0,02%	0	0%
Public	59 286 440	70,71%	59 995 085	70,92%
Total	83 844 411	100%	84 598 981	100%

Après clôture de l'augmentation de capital:

Actionnaires	Nombre d'actions[1]	%	Nombre de droits de vote[2]	%
Novo Nordisk A/S	9 817 546	10,65%	9 817 546	10,56%
Sanofi-Aventis Participations	8 345 387	9,05%	8 345 387	8,98%
Medimmune Limited	7 485 500	8,12%	7 485 500	8,05%
Bpifrance Participations	6 389 406	6,93%	6 389 406	6,87%
Membres du Directoire, du Conseil de	846 944	0,92%	911 444	0,98%
Actions propres	18 575	0,02%	0	0%
Public	59 286 440	64,31%	59 995 085	64,55%
Total	92 189 798	100%	92 944 368	100%

[\[1\] Actions ordinaires et actions de préférence 2016 et 2017](#)

[\[2\] Voir le nombre d'actions et de droits de vote publié par Innate](#)

Le 23 mai 2025, la société a annoncé les résultats du vote des actionnaires à l'Assemblée générale mixte et notamment la transformation de la structure de la gouvernance de Société de société anonyme à directoire et conseil de surveillance à société anonyme à conseil d'administration.

Conformément aux résolutions adoptées, le conseil d'administration est désormais composé de :

- Madame Irina Staatz Granzer,
- Monsieur Jonathan Dickinson;
- Madame Véronique Chabernaud ;
- Madame Pascale Boissel ;
- Madame Sally Bennett ;
- Monsieur Christian Itin et

- Monsieur Marty J. Duvall;
- Bpifrance Participations, represented by Mr. Olivier Martinez.

Le conseil d'administration a ensuite décidé, le 22 mai 2025 à la suite de l'assemblée générale, de séparer les fonctions de Président et directeur général et a nommé Madame Irina Staatz Granzer en tant que Présidente du Conseil d'administration et Monsieur Jonathan Dickinson en tant que Directeur général.

Le 17 septembre 2025, la Société a annoncé qu'elle prévoit de concentrer ses investissements sur ce qu'elle considère être ses actifs cliniques à plus forte valeur, IPH4502, lacutamab et monalizumab en partenariat avec AstraZeneca. Les efforts de recherche et développement (R&D) précliniques seront centrés sur l'avancement de ses prochains Antibody Drug Conjugates (ADC) vers le développement, en s'appuyant sur un portefeuille de cibles innovantes. En ligne avec cette orientation stratégique et ses objectifs, la Société a l'intention de restructurer son organisation. Les effectifs devraient diminuer globalement d'environ 30%, en comprenant l'attrition. Les licenciements prévus seront mis en œuvre dans le cadre d'un plan de sauvegarde de l'emploi soumis à la consultation du Comité Social et Économique (CSE) de l'entreprise et à l'approbation de la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS). La mise en œuvre des licenciements devrait s'achever début 2026.

A cette même date, la Société a annoncé qu'Eric Vivier a pris la décision de reprendre ses activités de recherche académique à temps plein. Il continuera à contribuer à l'innovation de la Société en tant que conseiller du Comité R&D du Conseil d'administration. Yannis Morel, Directeur des Opérations continuera d'être responsable de la recherche et développement préclinique et assumera les responsabilités de Directeur Scientifique.

Le 10 novembre 2025, la Société a annoncé que l'agence américaine du médicament, la Food and Drug Administration (FDA), a finalisé la revue du protocole de l'essai confirmatoire de Phase 3 de lacutamab dans les lymphomes T cutanés (LTC) sans commentaires supplémentaires, autorisant ainsi le démarrage de l'étude.

4.1.1.2. Note sur le changement de norme comptable au cours de la période

Les normes et interprétations récemment publiées et adoptées par l'UE et qui étaient d'application obligatoires au 31 décembre 2025 sont présentées en annexe aux Comptes Consolidés 2025 au paragraphe 4.3.2. Note 2 du présent document d'enregistrement universel. Ces normes et interprétations n'ont eu aucune incidence significative sur les comptes consolidés 2025.

4.1.1.3. Formation du résultat opérationnel

A) Produits opérationnels

Les produits opérationnels des activités poursuivies de la Société proviennent des revenus des accords de collaboration et de licence et du financement public de dépenses de recherche. Ils se sont élevés à 20,1 millions d'euros et 9,0 millions d'euros pour les exercices clos aux 31 décembre 2024 et 2025, selon la répartition suivante :

En milliers d'euros	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Revenus des accords de collaboration et de licence	2 787	12 622
Financements publics de dépenses de recherche	6 205	7 488
Autres revenus	13	11
Produits opérationnels	9 005	20 121

Revenus des accords de collaboration et de licence

Les revenus des accords de collaboration et de licence se sont élevés à 2,8 millions d'euros pour l'exercice 2025, contre 12,6 millions d'euros pour l'exercice 2024. Ces revenus résultent de la reconnaissance partielle ou intégrale des paiements reçus en relation avec les accords initiaux et avenants signés avec AstraZeneca en avril 2015 et octobre 2018 et avec Sanofi en 2016 et 2022. Ces revenus sont reconnus dès lors que l'obligation de performance de l'entité est satisfaite. La comptabilisation s'effectue à une date donnée ou est étalée dans le temps en fonction du pourcentage d'avancement des travaux effectués au titre de ces accords.

AstraZeneca – Monalizumab - Accord de collaboration et de licence

Le montant reconnu en revenus s'est élevé à 4,4 et 0,2 millions d'euros au titre des exercices 2024 et 2025, respectivement. Au 31 décembre 2025, le revenu de cet accord est intégralement reconnu, il ne reste à ce titre aucun « Passifs de contrats courants » lié à ces études.

AstraZeneca – IPH5201 - Accord de collaboration et d'option de licence et Refacturation de frais de recherche et développement

Les revenus liés à IPH5201 sont nuls au 31 décembre 2025 comme au 31 décembre 2024. Pour rappel, l'accord signé en octobre 2018 modifié par avenant en juin 2022 définit les modalités de la collaboration suite à la décision de faire progresser IPH5201 vers une étude de Phase 2. La Société est responsable de la conduite de l'étude.

Les parties partagent les coûts externes de l'étude exposés par la Société et AstraZeneca fournit les produits testés nécessaires pour mener l'essai clinique. Le revenu résultant des refacturations de coûts de recherche et développement reconnu en chiffre d'affaires s'est élevé à 2,1 et 1,7 millions d'euros au titre des exercices 2024 et 2025, respectivement, soit une baisse de 0,4 million d'euros.

Sanofi – accord de licence et de collaboration (2016)

En 2016, Sanofi et Innate ont conclu un accord de collaboration de recherche et de licence pour la génération et l'évaluation de jusqu'à deux anticorps multi-spécifiques engageant les cellules NK, en utilisant la technologie ANKET® d'Innate Pharma et le format d'anticorps bispécifique propriétaire de Sanofi ainsi que des cibles tumorales. IPH6101/SAR'579 (SAR443579) cible CD123 et IPH6401/SAR'514 (SAR445514) cible BCMA.

Sur l'exercice 2025, les revenus liés à l'accord de collaboration et de licence signé avec Sanofi en 2016 sont nuls et se sont élevés à 4,0 millions d'euros au titre de l'exercice 2024.

Le 15 avril 2024, la Société a annoncé le traitement du premier patient dans la Phase 2 d'extension de dose de l'étude menée par Sanofi et évaluant le NK Cell Engager IPH6101/SAR443579 dans les divers cancers du sang. Selon les termes de l'accord de 2016, cette progression de l'essai a déclenché un paiement d'étape de 4,0 millions d'euros intégralement reconnu en chiffre d'affaires au cours du premier trimestre 2024 et a été encaissé par la Société le 17 mai 2024.

Le 23 avril 2025, la Société a annoncé la restructuration de l'accord de recherche et de licence conclu en 2016 (« l'accord de 2016 ») avec Sanofi et, dans le cadre des priorités stratégiques de chacune des sociétés, Sanofi et la Société ont pris la décision de terminer l'accord de 2016 concernant SAR'579/IPH6101 (l'ANKET® anti-CD123). Innate a repris les droits sur SAR'579/IPH6101, tandis que Sanofi conserve un droit à rémunération sur d'éventuels revenus futurs.

Pour rappel, l'essai clinique de Phase 1/2 évaluant IPH6401/SAR'514 chez des patients présentant un myélome multiple en rechute ou réfractaire se poursuit. En juin 2023, la Société avait annoncé le traitement du premier patient, dans un essai clinique et Sanofi avait versé un paiement d'étape de 2,0 millions d'euros intégralement reconnu en résultat au 30 juin 2023 et encaissé par la Société le 21 juillet 2023.

Sanofi – accord de licence et de collaboration (2022)

En décembre 2022, la Société a conclu un accord de collaboration en matière de recherche et de licence avec Genzyme Corporation, filiale à 100 % de Sanofi (" Sanofi "), en vertu duquel la Société accorde à Sanofi une licence exclusive sur le programme ANKET® B7-H3 d'Innate et des options pour deux cibles supplémentaires.

En mars 2023, Innate Pharma a reçu un paiement initial de 25 million d'euros dans le cadre de son accord de recherche, de collaboration et de licence avec Sanofi.

Ce montant se décompose d'un montant de 18,5 millions d'euros pour la licence exclusive sur la technologie B7-H3 reconnu en résultat dès juin 2023, d'un montant de 1,5 million d'euros pour des travaux de recherche à réaliser sur trois ans et reconnu en revenu linéairement jusqu'en novembre 2026, et d'un montant de 5 millions d'euros pour deux options de licences supplémentaires reconnu en passifs de contrat jusqu'à son terme ou à la date de levée des options.

En décembre 2023, Sanofi a exercé l'une des options de licence pour un programme ANKET®, entraînant la reconnaissance en revenu d'un montant de 2,5 millions d'euros et le versement d'un paiement d'étape de 15 millions d'euros, dont 13,3 millions d'euros pour la licence reconnu immédiatement en revenu et 1,7 million d'euros pour des travaux de recherche. Ces travaux ont été interrompus suite à la résiliation de l'accord en octobre 2024, ce qui a conduit à la reconnaissance intégrale des 1,7 M€ en revenu en 2024. Innate a ainsi récupéré les droits sur le programme IPH67, tandis que Sanofi conserve un droit à rémunération sur d'éventuels revenus futurs.

Enfin, Sanofi dispose toujours d'une option de licence non exclusive pour une cible additionnelle ANKET® non identifiée, exerçable jusqu'au 24 janvier 2028.

Financements publics de dépenses de recherche

Le tableau suivant détaille ce poste pour les exercices clos aux 31 décembre 2024 et 2025 :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Crédit d'impôt recherche (1)	6 186	7 463
Subventions et autres crédits d'impôt	19	25
Financements publics des dépenses de recherche	6 205	7 488

Au 31 décembre 2025, le solde est essentiellement constitué du crédit d'impôt recherche calculé et comptabilisé au titre de l'exercice 2025 pour un montant de 6,2 millions d'euros. Pour rappel, au 31 décembre 2024, le solde était essentiellement constitué du crédit d'impôt recherche calculé et comptabilisé au titre de l'exercice 2024 pour un montant de 7,5 millions d'euros.

Le calcul du crédit d'impôt recherche correspond à 30% des dépenses éligibles de l'année fiscale.

Le tableau ci-dessous reprend le montant des dépenses (nettes de subventions) éligibles au titre des exercices clos au 31 décembre 2024 et 2025 :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Dépenses éligibles au crédit d'impôt recherche	20 581	24 875
Base de calcul du crédit d'impôt recherche	20 581	24 875

Les dépenses éligibles au crédit d'impôt recherche sont en baisse de 17 % par rapport à l'exercice clos le 31 décembre 2024. La baisse des dépenses éligibles en 2025 résulte principalement (i) de la baisse des dotations aux amortissements suite à l'amortissement intégral des immobilisations incorporelles depuis l'exercice 2024 et la fin de période d'amortissement d'une partie du matériel de laboratoire, (ii) de la baisse des dépenses de sous-traitance éligibles suite à la baisse des charges sur les études cliniques en fin de processus et suite à la conduite d'étude clinique hors zone euro, (iii) de la baisse des charges de brevets suite à leur exclusion par la dernière loi de Finance applicable depuis février 2025.

B) Analyse par fonction des charges opérationnelles

Le tableau ci-dessous analyse les charges opérationnelle des activités poursuivies par fonction pour les exercices clos au 31 décembre 2024 et 2025 :

En milliers d'euros	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Recherche et développement	(43 620)	(51 980)
Frais généraux	(19 394)	(19 716)
Charges opérationnelles nettes	(63 013)	(71 696)

Les dépenses de R&D comprennent essentiellement les frais de personnel affectés à la recherche et au développement (y compris le personnel affecté aux travaux menés dans le cadre des accords de collaboration et de licence), les coûts de sous-traitance, les achats de matériels (réactifs et autres consommables) et de produits pharmaceutiques.

Les dépenses de R&D des activités poursuivies se sont élevées respectivement à 43,6 millions d'euros et 52,0 millions d'euros pour les exercices clos aux 31 décembre 2025 et 2024. Ces dépenses ont représenté respectivement 73 % et 69 % des charges opérationnelles nettes relatives aux activités poursuivies pour les exercices clos aux 31 décembre 2024 et 2025. La baisse du poste entre 2024 et 2025 résulte essentiellement d'une diminution des dépenses directes de recherche et développement relatives aux programmes cliniques. Les dépenses indirectes de recherche et développement sont en diminution principalement sur le poste frais de personnel (hors charges de restructuration qui représentent 2,3 millions d'euros) honoraires scientifiques, amortissements et dépréciations et dépenses de propriété intellectuelle partiellement compensé par les charges de restructuration liées à la mise en oeuvre du Plan de Sauvegarde de l'Emploi.

Les frais généraux des activités poursuivies se sont élevés respectivement 19,4 et à 19,7 millions d'euros pour les exercices clos aux 31 décembre 2025 et 2024. Ces dépenses ont représenté 27 % et 31 % des charges opérationnelles nettes relatives aux activités poursuivies pour les exercices clos aux 31 décembre 2024 et 2025. Les frais généraux comprennent essentiellement les frais de personnel non affectés à la recherche et au développement ainsi que des coûts de prestations de services se rapportant à la gestion de la Société. La baisse du poste entre 2024 et 2025 résulte cumulativement de (i) la baisse des honoraires non scientifiques et (ii) de la baisse du poste assurance. Les frais de personnel sont stables malgré 0,6 million d'euros liés aux charges de restructuration conséquence de la mise en oeuvre du Plan de Sauvegarde de l'Emploi.

Dépenses de recherche et développement

Nos dépenses de recherche et développement des activités poursuivies se présentent de la façon suivante pour les exercices clos au 31 décembre 2024 et 2025 :

En milliers d'euros	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Lacutamab	(8 456)	(8 976)
Monalizumab	(31)	(63)
Avdoralimab	(21)	(50)
IPH5201	(3 351)	(4 013)
IPH5301	(202)	(461)
IPH4502 ¹	(3 405)	(9 695)
IPH6501	(2 741)	(2 307)
<i>Autres programmes cliniques</i>	<i>(24)</i>	<i>—</i>
<i>Sous-total programmes en développement clinique</i>	<i>(18 231)</i>	<i>(25 565)</i>
<i>Sous-total programmes en développement non cliniques</i>	<i>(2 574)</i>	<i>(2 733)</i>
Total des dépenses de recherche et développement directes	(20 805)	(28 298)
Dépenses de personnel (dont paiements en actions)	(16 518)	(17 536)
Charges de restructuration	(2 306)	—
Amortissements et dépréciations	(477)	(1 075)
Autres dépenses	(3 514)	(5 070)
Personnel et autres dépenses	(22 814)	(23 681)
Total des dépenses de recherche et développement	(43 620)	(51 979)

¹ Les dépenses 2024 du programme IPH4502 étaient reportées dans l'URD 2024 dans le sous-total programmes en développement non cliniques. Suite au passage en clinique de ce programme en janvier 2025 lors du premier patient dosé nous avons reclassé les dépenses 2024 dans le sous-total programmes en développement clinique

Les dépenses de recherche et développement des activités poursuivies ont diminué de 8,4 millions d'euros, ou 16,1 %, à 43,6 millions d'euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, comparé à un montant de 52,0 millions d'euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2024. Cette baisse s'explique principalement par la diminution de 7,5 millions d'euros des dépenses de recherche et développement directes (cliniques et non cliniques). Les dépenses de R&D représentent respectivement 69,2 % et 72,5 % des charges opérationnelles relatives aux activités poursuivies avant dépréciations des exercices 2025 et 2024.

Les dépenses de recherche et développement directes ont diminué de 7,5 millions d'euros, ou 26,5 %, à 20,8 millions d'euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, comparé à un montant de 28,3 millions d'euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Cette diminution s'explique principalement par la diminution de 7,3 millions d'euros des dépenses relatives aux programmes cliniques de la Société. Cette baisse des dépenses relatives aux programmes cliniques s'explique majoritairement par (i) la baisse de 6,3 millions d'euros des dépenses relatives au programme IPH4502 suite à la diminution des activités de CMC et de toxicité partiellement compensées par l'augmentation des dépenses liées au démarrage progressif des activités cliniques; pour rappel ce programme est passé en clinique suite au premier patient dosé en janvier 2025, (ii) la baisse de 0,7 million d'euros des dépenses relatives au programme IPH5201 (anti CD39), (iii) la baisse de 0,5 million d'euros des dépenses relatives au programme Lacutamab dont l'étude clinique de phase 2 est en cours de clôture. La hausse de 0,4 million d'euros des dépenses relatives au programme IPH6501 est liée à la progression des activités cliniques; pour rappel ce programme est passé en clinique suite au premier patient dosé en juin 2024.

Par ailleurs, au 31 décembre 2025, les dettes sur collaboration relatives à monalizumab et aux accords signés avec AstraZeneca en avril 2015, octobre 2018 et septembre 2020 s'élevaient à 38,2m€, contre des dettes sur collaborations de 48,6m€ au 31 décembre 2024. Cette diminution de 10,3m€ résulte principalement (i) des remboursements nets d'un montant de 4,8 millions d'euros effectués au cours de l'année 2025 à AstraZeneca relatifs au cofinancement du programme monalizumab, incluant l'essai de Phase 3 INTERLINK-1 lancé en octobre 2020 et PACIFIC-9 lancé en avril 2022, et (ii) de la diminution de l'engagement de collaboration d'un montant de 5,7 millions d'euros en lien avec les variations de change constatées sur la période pour la parité euros-dollars.

Les dépenses de personnel et autres dépenses affectées à la recherche et développement ont diminué de 0,9 million d'euros, soit 3,7 %, pour atteindre 22,8 millions d'euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, comparé à un montant de 23,7 millions d'euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Suite à la décision du Conseil d'administration de ne plus maintenir les brevets relatifs à l'actif Avdoralimab, l'immobilisation incorporelle a fait l'objet d'une sortie de l'actif et la provision pour dépréciation associée a été entièrement reprise au 31 décembre 2025 pour 41,0 millions d'euros. Ces deux éléments sont sans impact dans le compte de résultat. Nous observons une diminution de (i) 1.6 millions d'euros du postes autres dépenses (principalement 1,3 millions d'euros sur le poste honoraires scientifiques et 0,3 millions sur le poste dépenses de propriété intellectuelle), (ii) la baisse de 0,6 millions d'euros du poste amortissements et dépréciations. Pour rappel ce poste se compose essentiellement de l'amortissement des actifs incorporels monalizumab (acquis auprès de Novo Nordisk), IPH5201 (anti-CD39 acquis auprès d'Orega Biotech) ainsi que l'amortissement des droits relatifs à monalizumab (voir Note 6) pour les exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024. Enfin, (iii) la baisse de 1,0 million d'euros de frais de personnel (dont une baisse de 0,7 million d'euros des paiements en actions et une baisse de 0,3 million d'euros des salaires et traitements nette) est compensée par (iv) 2,3 millions d'euros de charges de restructuration liées à la mise en oeuvre du Plan de Sauvegarde de l'Emploi.

Au 31 décembre 2025, le personnel, incluant les membres du comité exécutif, affecté à la recherche et développement s'élevait à 125 personnes, contre 139 au 31 décembre 2024.

Frais généraux

Les frais généraux des activités poursuivies ont diminué de 0,3 million d'euros, ou 1,6 %, à 19,4 millions d'euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, contre 19,7 millions d'euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2024. Les frais généraux représentent au total 30,8 % et 27,5 % du total des charges opérationnelles relatives aux activités poursuivies avant dépréciations pour les exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024, respectivement.

Le tableau ci-dessous présente nos frais généraux par nature pour les exercices clos les 31 décembre 2024 et 2025 :

En milliers d'euros	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Dépenses de personnel (dont paiements en actions)	(7 956)	(8 556)
Charges de restructuration	(583)	—
Honoraires non scientifiques et consulting	(3 043)	(3 377)
Autres dépenses	(7 811)	(7 783)
Total frais généraux	(19 394)	(19 716)

Les dépenses de personnel qui incluent les rémunérations versées à nos salariés, sont en baisse de 0,6 million d'euros, ou 7,0 %, à 8,0 millions d'euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, à comparer à un montant de 8,6 millions d'euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2024. Cette baisse résulte principalement de la baisse des paiements en actions à hauteur de 0,7 million d'euros partiellement compensée par une hausse des salaires et traitements nette de 0,1 million d'euros. Au 31 décembre 2025, le personnel administratif, incluant les membres du comité exécutif, s'élevait à 38 personnes, contre 42 au 31 décembre 2024.

Les honoraires non scientifiques et de conseil se composent essentiellement des honoraires de commissariat aux comptes, d'expertise-comptable, juridiques et de recrutement. Le poste a diminué de 0,3 million d'euros, ou 9,9 %, à 3,0 millions d'euros pour l'exercice clos au 31 décembre 2025, à comparer à un montant de 3,4 millions d'euros pour l'exercice clos au 31 décembre 2024. Cette baisse résulte de la diminution des recrutements et de la baisse des coûts de maintenance de l'outil de levée de fonds "At-The-Market".

Les autres dépenses sont liées aux assurances, frais bancaires, frais de gouvernance, coûts d'entretien de nos locaux, licences informatiques et aux amortissements et dépréciations. Ces dépenses sont stables avec une baisse de 0,03 million d'euros ou 0,4 % et s'élèvent à 7,8 millions d'euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, contre un montant de 7,8 millions d'euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

C) Analyse par nature des charges opérationnelles

Le tableau ci-dessous analyse les charges opérationnelles par nature des activités poursuivies pour les exercices clos au 31 décembre 2024 et 2025 :

En milliers d'euros	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Autres achats et charges externes	(28 536)	(37 281)
Charges de personnel autres que des paiements en actions	(21 906)	(22 148)
Charges de restructuration	(2 889)	—
Amortissements et dépréciations	(1 384)	(1 988)
Paielements en actions	(2 567)	(3 944)
Achats consommés de matières, produits et fournitures	(2 751)	(3 056)
Coûts de propriété intellectuelle	(1 002)	(1 352)
Autres produits et charges, nets	(1 978)	(1 927)
Charges opérationnelles courantes nettes	(63 013)	(71 696)

Autres achats et charges externes

Les autres achats et charges externes des activités poursuivies ont représenté respectivement des montants de 37,3 millions d'euros et 28,5 millions d'euros au cours des exercices 2024 et 2025, avec les répartitions suivantes :

En milliers d'euros	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Sous-traitance	(18 320)	(25 535)
Honoraires non-scientifiques	(3 578)	(3 606)
Locations, maintenance et charges d'entretien	(2 255)	(2 183)
Frais de déplacements et de congrès	(748)	(776)
Marketing, communication et relations publiques	(519)	(353)
Assurance	(1 869)	(2 251)
Honoraires de conseils scientifiques, médicaux et réglementaires	(740)	(2 039)
Autres	(506)	(537)
Autres achats et charges externes	(28 536)	(37 281)

Le poste de sous-traitance comprend essentiellement les coûts des études de recherche (financement de recherches externes, notamment universitaires, développement du processus de fabrication, etc.), de développement préclinique (productions pilotes, études de tolérance et de pharmacologie, etc.) ou de développement clinique (administration des essais cliniques, etc.) sous-traitées à des tiers. Le poste est en baisse de 7,2 millions d'euros entre 2024 et 2025.

Les honoraires non-scientifiques concernent essentiellement les honoraires de commissariat aux comptes et d'audit, les honoraires versés à notre expert-comptable dans sa mission d'assistance comptable, fiscale et sociale, les frais d'avocats, les honoraires de conseil en stratégie ainsi que les honoraires liés aux recrutements. Le poste est stable entre 2024 et 2025.

Le poste de locations, maintenance et charges d'entretien se compose essentiellement des frais de maintenance des matériels de laboratoire et du bâtiment.

Les frais de déplacements et de congrès concernent essentiellement les frais de déplacements du personnel ainsi que des frais de participation à des congrès, notamment des congrès scientifiques et des événements ayant trait aux relations avec des investisseurs.

Les dépenses d'assurances entre 2024 et 2025 sont en diminution et sont essentiellement constituées des couvertures d'assurance civile des dirigeants et des administrateurs (D&O) en lien avec la cotation Nasdaq de la Société.

Le poste de conseils et services scientifiques se compose essentiellement de frais facturés par des conseils extérieurs apportant à la Société leur concours dans la recherche et le développement de nos produits. Il s'agit également des honoraires versés aux conseil scientifique de la Société. Les honoraires de conseils scientifiques, médicaux et réglementaires sont en baisse entre 2024 et 2025 du fait de l'internalisation des postes cliniques et réglementaires en 2025 contrairement au recours à des consultants pour supporter les opérations cliniques et les activités réglementaires en 2024.

Charges de personnel

Les charges de personnel autres que les paiements en actions et hors charges de restructuration en lien avec les activités poursuivies se sont élevées respectivement à 22,1 millions d'euros et 21,9 millions d'euros pour les exercices 2024 et 2025. Cette baisse de 0,2 million d'euros s'explique principalement par des départs au sein de la division R&D.

Ce poste comprend les salaires ainsi que les charges sociales supportées par la Société.

La proportion du personnel hors leadership team affecté aux opérations de R&D par rapport au personnel total de la Société s'établit à 79% pour l'exercice 2024 et 77% pour l'exercice 2025.

Paiements en actions

En application de la norme IFRS 2, les paiements en actions donnent lieu à une charge correspondant à la juste valeur des instruments de capitaux attribués aux dirigeants et aux salariés. Ces charges se sont élevées à respectivement 3,9 millions d'euros et 2,6 millions d'euros pour les exercices 2024 et 2025. La charge au titre de l'exercice 2025 s'explique par la poursuite des plans d'attribution d'actions gratuites au bénéfice des salariés et dirigeants. La diminution de 1,3 millions d'euros est principalement due à la diminution du nombre de bénéficiaires suite à leur sortie de l'effectif au 31 décembre 2025.

Amortissements et dépréciations

Ce poste est composé d'une charge de 2,0 millions en 2024 et d'un produit de 1,4 millions d'euros en 2025. Au 31 décembre 2025, le produit correspond principalement à la reprise de la provision pour dépréciation liée à la licence Avdoralumab, pour un montant de 41,0 millions d'euros. Ce montant est diminué de 1,4 million d'euros au titre des dotations aux amortissements des immobilisations corporelles (voir Note 6).

La reprise de provision pour dépréciation fait suite à la décision du Conseil d'administration de ne plus maintenir les brevets relatifs à l'actif Avdoralimab, l'immobilisation incorporelle a fait l'objet d'une sortie de l'actif à la valeur nette comptable d'un montant de 41,0 millions (cf paragraphe Autres produits et charges).

Achats consommés de matières, produits et fournitures

Les achats consommés de matières, produits et fournitures ont représenté respectivement des montants de 3,1 millions d'euros et 2,8 millions d'euros pour les exercices clos les 31 décembre 2024 et 2025.

Coûts de propriété intellectuelle

Ces coûts ont représenté un montant de respectivement 1,4 et 1,0 million d'euros pour les exercices clos les 31 décembre 2024 et 2025.

Il s'agit des coûts de dépôt et de défense des brevets de la Société (incluant les brevets dont la Société a acquis les droits auprès de tiers et elle assume les coûts de dépôt et de défense en vertu des accords la liant aux propriétaires) ainsi que des coûts de prise en option ou en licence d'éléments de propriété intellectuelle. L'application de la norme IAS 38, compte tenu du stade de maturité de la Société et des incertitudes existantes sur l'aboutissement de ses projets de R&D, la conduit à reconnaître en charge de l'exercice l'intégralité des frais de propriété intellectuelle qu'elle supporte.

Autres produits et charges

Ce poste a représenté une charge nette de 2,0 millions d'euros et 1,9 million d'euros au cours des exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024 respectivement. Pour rappel, au 31 décembre 2022, la dépréciation des actifs incorporels est liée à la dépréciation intégrale des droits anti-C5aR acquis auprès de Novo Nordisk A/S (actif incorporel avdoralimab) pour un montant de 41,0 millions d'euros. Au cours du quatrième trimestre 2022, la Société a été informée par le promoteur de l'essai clinique de Phase 2 évaluant avdoralimab en inflammation dans l'indication de la pemphigoïde bulleuse ("BP") de sa décision d'arrêter ledit essai. Consécutivement, la Société a décidé en décembre 2022 d'arrêter le développement d'avdoralimab dans l'indication "BP" en inflammation, unique indication soutenant la valeur recouvrable de l'actif au 31 décembre 2021 (ainsi qu'au 30 juin 2022).

Suite à la décision du Conseil d'administration de ne plus maintenir les brevets relatifs à cet actif, l'immobilisation incorporelle a fait l'objet d'une sortie de l'actif et la provision pour dépréciation associée a été entièrement reprise au 31 décembre 2025.

4.1.1.4. Résultat Financier

Le résultat financier s'est traduit par un gain net de 4,8 millions d'euros en 2025 contre un gain net de 2,1 millions d'euros en 2024. Cette évolution résulte principalement de l'impact de change suite à l'évolution des taux de conversion en dollars. La charge nette relative aux réévaluations des postes en dollars s'élève à un produit net de 3,2 millions d'euros au 31 décembre 2025 comparée à 1,8 millions d'euros au 31 décembre 2024. La variation de 5,0 millions d'euros est principalement liée à l'effet combiné du produit de change lié à la revalorisation de la dette de collaboration libellée en dollars compensée par la charge issue des revalorisations de la trésorerie et des actifs financiers détenus en dollars. En dehors de l'impact de change, le résultat financier se compose (i) des intérêts perçus sur les placements financiers (gain net 1,3 millions d'euros en 2025 contre un gain net de 2,4 millions d'euros en 2024), (ii) de la variation de juste valeur de certains instruments financiers (gain net de 0,7 million d'euros en 2025 contre un gain net de 2,0 millions d'euros en 2024), (iii) et des charges d'intérêts d'emprunt (perte nette de 0,4 million d'euros en 2025 pour une charge nette de 0,6 million d'euros en 2024). Notre politique de placement privilégie l'absence de risque en capital ainsi que, dans la mesure du possible, une performance minimum garantie. Pour les instruments dont l'évaluation peut être affectée par certains événements, la Société a veillé à ce qu'aucun événement de ce type ne se soit produit à la date de clôture des états financiers consolidés.

4.1.1.5. Formation du Résultat net

(en milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Produits opérationnels	9 005	20 121
Charges opérationnelles nettes	(63 014)	(71 696)
Résultat opérationnel courant	(54 009)	(51 575)
Dépréciation des actifs incorporels	—	—
Résultat opérationnel	(54 009)	(51 575)
Produits (charges) financiers, nets	4 831	2 104
Résultat avant impôts sur le résultat	(49 178)	(49 471)
Charge d'impôt sur le résultat	—	—
Résultat de l'exercice	(49 178)	(49 471)
(en € par action)		
— de base	(0,55)	(0,61)
— dilué	(0,55)	(0,61)

Impôts sur les sociétés

A l'exception de l'exercice clos le 31 décembre 2016, la Société a toujours été en déficit fiscal. Conformément aux normes IFRS, le crédit d'impôt recherche est classé dans les « autres revenus » et non pas dans « Impôts sur les sociétés ».

Formation du résultat net par action

Le résultat net par action représente une perte de 0,55 euro et une perte de 0,61 euro par action pour les exercices 2025 et 2024.

4.1.2. Exposition aux variations de change

La Société est exposée au risque de change inhérent à certaines dépenses exposées aux États-Unis ainsi que certaines dépenses cliniques et pré-cliniques facturées en dollar US. La Société ne dispose pas pour le moment de revenus récurrents en euros, en dollars US ou toute autre monnaie.

Afin de couvrir ce risque, la Société a conservé en dollar US une partie des paiements reçus d'AstraZeneca relatifs aux accords signés en 2015, 2018, 2020 et 2022, ainsi que l'encaissement net généré suite à la réalisation de son offre globale incluant son offre au public sur le Nasdaq Global Select Market en 2019. Ceci lui permet d'avoir une couverture jugée suffisante contre le risque de variation du taux de change Euro / dollar US. D'un point de vue comptable, les montants conservés en dollars US étant convertis au taux de clôture, cela génère dans le compte de résultat des gains ou des pertes de change pour des montants significatifs.

La Société ne fait pas dans le cadre de ses activités courantes recours à des instruments de couverture.

4.1.3. Événements post-clôture

Néant.

4.2. Trésorerie et capitaux

4.2.1. Information sur les capitaux de la Société, liquidités et sources de financement

Au 31 décembre 2025, le montant de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des actifs financiers courants détenus par la Société s'élevait à 34,3 millions d'euros, contre 80,8 millions d'euros au 31 décembre 2024 (voir [Note 4](#) en annexe aux Comptes Consolidés 2025 au paragraphe 4.3.2. Note 4 du présent document d'enregistrement universel). La trésorerie nette au 31 décembre 2025 s'élevait à 25,5 millions d'euros (72,1 millions d'euros au 31 décembre 2024). La trésorerie nette est égale à la somme de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des actifs financiers courants diminués des passifs financiers courants. La trésorerie nette est un indicateur non-IFRS qui est suivi par la direction de la Société et que la Société considère comme une information utile pour les investisseurs relative à la mesure des ressources disponibles pour les investissements stratégiques. La trésorerie nette n'est pas définie par les normes IFRS et ne se substitue pas à la rubrique "Trésorerie et Équivalents de trésorerie" telle que présentée selon les IFRS. Cet indicateur peut ne pas être directement comparable avec ceux utilisés par d'autres sociétés ou dans des circonstances différentes.

Sur l'année 2025, la consommation de trésorerie, nette des paiements reçus et effectués dans le cadre des accords avec AstraZeneca signé en octobre 2018 et septembre 2020, s'élevait à 43,6 millions d'euros.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'élèvent à 28,1 millions d'euros au 31 décembre 2025 et à 66,4 millions d'euros au 31 décembre 2024. Ils se composent de comptes courants, de comptes d'épargne, de dépôts à terme à échéance fixe et depuis décembre 2023 de FCP monétaires agréés par l'AMF et souscrits dans le but de gérer les excédents de trésorerie.

Les instruments financiers courants s'élèvent à 6,2 millions d'euros au 31 décembre 2025 et à 14,4 millions d'euros au 31 décembre 2024. La diminution de 8,2 millions d'euros résulte des ventes de SICAV détenues en dollars. Au 31 décembre 2025, les instruments financiers se composent de SICAV détenues en dollars ayant une échéance de moins d'un an. Ces placements servent à financer les activités de la Société, et notamment ses frais de R&D.

La Société dispose également d'actifs financiers non courants (10,3 millions d'euros et 10,5 millions d'euros au 31 décembre 2024 et 2025 respectivement). Ces placements sont destinés à financer les activités à moyen et long terme.

Depuis sa création, la Société a été financée principalement par l'émission d'actions nouvelles, par les revenus issus de ses collaborations industrielles, par les aides remboursables et subventions reçues de différents organismes publics français et étrangers (dont Oséo, devenu Bpifrance), le crédit d'impôt recherche et de prêts garantis par l'état (PGE).

4.2.1.1. Financement par le capital

Hors exercice de BSA, de bons de créateurs d'entreprises et d'options de souscription d'actions, la Société a reçu un total de 324,3 millions d'euros (avant déduction des frais liés aux augmentations de capital) à travers des augmentations de capital successives entre 1999 et 2025. Le tableau ci-dessous synthétise les principales augmentations de capital, en valeur, entre la création de la Société et le 31 décembre 2025 :

Date	Montant levé
Avril 2000 :	1,2 millions d'euros
Mars 2001 :	3,3 millions d'euros
Juillet 2002 :	20,0 millions d'euros
Mars 2004 :	5,0 millions d'euros
Juillet 2004 :	10,0 millions d'euros
Mars 2006 :	10,0 millions d'euros
Novembre 2006 :	33,7 millions d'euros
Décembre 2009 :	24,3 millions d'euros
Novembre 2013 :	20,3 millions d'euros
Juin 2014 :	50,0 millions d'euros
Octobre 2018 :	62,6 millions d'euros
Octobre 2019 :	66,0 millions d'euros
Décembre 2024 :	2,9 millions d'euros
Avril 2025 :	15,0 millions d'euros
Total	324,3 millions d'euros

La Société dispose également depuis le 26 avril 2023 d'un programme *At-the-Market* ("ATM") sur le Nasdaq. Dans le cadre de ce programme la Société peut émettre auprès d'investisseurs éligibles un montant brut total allant jusqu'à 75 millions de dollars d'American Depositary Shares (« ADS »), chaque ADS représentant une action ordinaire d'Innate, via des émissions qui sont considérées comme effectuées « at-the-market » au sens de la réglementation boursière américaine, conformément aux termes d'un contrat de placement conclu avec Jefferies LLC (« Jefferies »), agissant en tant qu'agent de placement. Le calendrier des émissions dépendra d'un certain nombre de facteurs. Le programme ATM est actuellement prévu pour être en vigueur à moins qu'il ne soit résilié conformément aux stipulations du contrat de placement ou en cas d'atteinte du montant maximum du programme. Au 31 décembre 2025, le solde disponible dans le cadre du contrat de vente est toujours de 75 millions de dollars.

4.2.1.2. Financement par l'emprunt

Le tableau suivant présente l'échéancier des passifs financiers (remboursement du principal uniquement) :

(en milliers d'euros)	Courant		Non-courant				Total
	2026	2027	2028	2029	2030	>2030	
Prêt garanti par l'État Société Générale	5 038	5 117	—	—	—	—	10 155
Prêt garanti par l'État BNP Paribas	2 185	2 206	—	—	—	—	4 391
Prêts Garantis par l'État - Intérêts courus	8	—	—	—	—	—	8
Dettes locatives - Immeuble "Le virage"	138	—	—	—	—	—	138
Dettes locatives - Locaux Innate Inc.	55	—	—	—	—	—	55
Dettes locatives - Véhicules	23	15	2	—	—	—	40
Dettes locatives - Sécurité informatique	71	73	6	—	—	—	150
Emprunt - Immobilier	1 285	1 311	1 225	1 363	1 507	943	7 634
Total	8 802	8 722	1 233	1 363	1 507	943	22 571

Prêts Garantis par l'Etat auprès de la Société Générale et BNP Paribas

Le 5 janvier 2022, la Société a annoncé avoir obtenu un financement non dilutif de 28,7 millions d'euros sous la forme de deux Prêts Garantis par l'Etat (« PGE ») auprès de la Société Générale (20,0 millions d'euros) et de BNP Paribas (8,7 millions d'euros). Les fonds liés à ces deux PGE ont été encaissés par la Société respectivement les 27 et 30 décembre 2021. Ces deux prêts avaient une maturité initiale d'un an avec une option d'extension jusqu'à cinq ans utilisable à partir d'août 2022. Ils sont garantis à hauteur de 90% par l'Etat Français dans le cadre d'un dispositif mis en place pour soutenir les entreprises face à la crise sanitaire de COVID-19. En août 2022, la Société a sollicité le report du remboursement de ces deux prêts sur une période additionnelle de cinq ans à compter de 2022 assorti d'un différé d'amortissement d'un an. La Société a obtenu en août 2022 les accords de la part de la Société Générale et BNP Paribas concernant des taux de financements après option d'extension de 1,56% et 0,95% respectivement, hors assurance et prime de garantie avec une franchise d'amortissement pour l'ensemble de l'année 2023. Durant la période de report, la Société est uniquement redevable du paiement des intérêts et de la commission de garantie. La prime de garantie de l'Etat sur la durée du prêt s'élève à un montant total de 0,9 million d'euros et 0,4 million d'euros au titre de l'emprunt auprès de la Société Générale et de BNP Paribas respectivement. L'amortissement des deux emprunts débute en 2024 sur une durée de quatre ans. Au 31 décembre 2025, le capital restant dû de ces prêts s'élevait à 14,5 millions d'euros (10,2 millions d'euros auprès de la Société Générale et 4,4 auprès de la BNP).

Emprunt immobilier

En date du 3 juillet 2017, la Société a souscrit à un emprunt d'un montant de 15,2 millions d'euros afin de financer l'achat du terrain et la construction de son futur siège social. L'emprunt pouvait être mobilisé entre juillet 2017 et fin août 2019. Le taux effectif global s'élève à 2,01% et il est remboursable de façon linéaire sur 12 ans (échéance au 30 août 2031). Le remboursement du capital a débuté le 30 août 2019 et se poursuivra jusqu'au 30 août 2031 (soit une durée de 12 ans). Au 31 décembre 2025, le capital restant dû de ce prêt s'élevait à 7,6 millions d'euros. Compte tenu du développement de son portefeuille et notamment du recentrage de ses activités sur la recherche et le développement, la Société a pour le moment suspendu le projet de construction de son nouveau siège social sur le terrain acquis à Luminy. En attendant, le prêt sera utilisé pour financer plusieurs projets structurants (amélioration du système d'information, aménagement de locaux additionnels pris en location...).

Autres passifs financiers

Au cours des exercices 2016 et 2017, la Société a également eu recours à la location financement et à des emprunts pour financer l'acquisition de matériel de laboratoire (pour 0,4 million d'euros à un taux de 0,9% sur 8 ans) et l'installation de nouveaux laboratoires (pour 1,4 million d'euros à un taux de 1,06% sur 8 ans). Ces contrats sont arrivés à échéance au cours de l'exercice et le montant du passif relatif à ces emprunts est nul au 31 décembre 2025.

4.2.2. Flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie condensé, en normes IFRS, se présente de la manière suivante :

En milliers d'euros	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(52 755)	(6 896)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissements	7 289	9 200
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	6 070	(6 008)
Effets des variations de change	1 092	(505)
Augmentation / (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie :	(38 304)	(4 209)

4.2.2.1. Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles

La consommation de flux de trésorerie engendrés par les activités opérationnelles a augmenté de 45,9 millions d'euros pour atteindre un flux de trésorerie négatif (consommé) de 52,8 millions d'euros pour l'exercice 2025 en comparaison d'un flux de trésorerie négatif (consommé) de 6,9 millions d'euros pour les activités opérationnelles au cours de l'exercice 2024.

Les flux de trésorerie nets générés par les activités opérationnelles en 2025 comprennent l'encaissement de 6,5 millions perçus de l'organisme de financement Natixis relatif au CIR 2024.

Pour rappel, les flux de trésorerie consommés par les activités opérationnelles au titre de 2024 incluaient (i) l'encaissement de 29,5 millions d'euros reçus du Trésor public au titre des CIR 2019, 2020 et (ii) d'un encaissement de 8,6 millions perçus de l'organisme de financement Natixis relatif au CIR 2023, (iii) l'encaissement de 15,0 millions d'euros reçu de Sanofi en janvier 2024 suite à la levée d'option annoncée en décembre 2023, (iv) l'encaissement en mai 2024 d'un montant de 4,0 millions d'euros suite au traitement du premier patient dans la Phase 2 d'extension de dose de l'étude menée par Sanofi et évaluant le NK Cell Engager SAR443579/ IPH6101 dans les divers cancers du sang.

Retraités de l'ensemble de ces encaissements sur les deux périodes, les flux de trésorerie consommés par les activités opérationnelles au titre de l'exercice 2025 sont en baisse de 4,7 millions d'euros. Cette baisse s'explique principalement par des décaissements moins importants en lien avec la diminution des charges opérationnelles de la Société.

4.2.2.2. Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie nets générés par les activités d'investissement pour l'exercice 2025 se sont élevés à 7,3 millions d'euros et se composent principalement de cessions successives au cours de l'année d'instruments financiers pour un montant de 7,0 millions d'euros pour faire face aux besoins de trésorerie en dollars de la Société. Ces flux positifs ont été compensés par des investissements d'actifs corporels pour un montant de 0,1 million d'euros afin d'acquérir du matériel de laboratoire et de maintenir le parc informatique.

Les flux de trésorerie nets consommés par les activités d'investissement pour l'exercice 2024 se sont élevés à 9,2 millions d'euros et se composaient principalement d'un encaissement de 4,2 millions d'euros relatif à un actif financier échu en juillet 2024 et de cessions successives au cours de l'année d'instruments financiers pour un montant de 5,0 millions d'euros pour faire face aux besoins de trésorerie en dollars de la Société. Ces flux positifs ont été compensés par des investissements d'actifs corporels pour un montant de 0,4 million d'euros afin d'acquérir du matériel de laboratoire et de maintenir le parc informatique.

4.2.2.3. Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Les flux de trésorerie nets encaissés liés aux activités de financement s'élèvent à 6,1 millions d'euros pour l'exercice 2025 comparés à une consommation de 6,0 millions d'euros pour l'exercice 2024 soit une variation positive de 12,1 millions d'euros.

Les remboursements d'emprunts sont restés stables et se sont élevés à 8,9 millions d'euros au cours de l'exercice 2025 (8,9 millions d'euros au cours de l'exercice 2024). La variation positive de 12.1 millions d'euros est essentiellement liée aux encaissements reçus suite à des opérations de capital. En effet, au cours de l'exercice 2025 ces flux comprennent l'investissement en capital reçu de Sanofi pour un montant net des honoraires décaissés de 14,9 millions d'euros. En 2024, les flux encaissés sont majoritairement expliqués par l'entrée au capital d'un nouveau partenaire pour 2.9 millions d'euros.

4.2.3. INFORMATIONS SUR LES CONDITIONS D'EMPRUNT ET STRUCTURE DE FINANCEMENT

Voir [Note 9](#) en annexe aux Comptes Consolidés 2025 au paragraphe [4.3.1](#) du présent document d'enregistrement universel.

4.2.4. RESTRICTIONS A L'UTILISATION DES CAPITAUX

En date du 3 juillet 2017, la Société a souscrit à un prêt auprès de la Société Générale afin de financer la construction de son futur siège social. Ce prêt, d'un montant de 15,2 millions d'euros a été entièrement mobilisé au 31 août 2019. Le remboursement du capital a débuté le 1er septembre 2019 sur une durée de 12 ans. Pendant toute la durée de ce contrat, Innate Pharma s'est engagée, à chaque date d'établissement de ses comptes annuels, à respecter un ratio financier et par conséquent établir une attestation de conformité de ses commissaires aux comptes. Le capital restant dû au titre dudit prêt au 31 décembre 2025 s'élève à 7,6 millions d'euros.

4.2.5. SOURCES DE FINANCEMENT NECESSAIRES A L'AVENIR

Le développement de nos produits et leur avancement vers la commercialisation devraient entraîner une croissance soutenue de nos dépenses au cours des prochains exercices. Le total de notre trésorerie et des actifs financiers courants ne suffiront pas pour financer nos développements. La Société devra donc trouver des sources de financement par son activité de *Business Development* ou par des augmentations de capital. Pour plus de détails, voir [Note 9](#) des comptes consolidés 2025 présentés dans le paragraphe [4.3](#).

4.2.5.1. Dépenses et investissements

Conformément aux contrats des prêts garantis par l'Etat contractés en 2021 auprès de la Société Générale et BNP Paribas, dont la période de remboursement a été prorogée en août 2022, l'amortissement des deux emprunts a débuté en 2024 sur une durée de quatre ans. La société a remboursé un montant de 14,2 millions d'euros et anticipe un montant à rembourser au cours du prochain exercice de 7,2 millions d'euros. Par ailleurs, la Société anticipe avoir à rembourser 1,3 million d'euros en 2026 au titre du prêt contracté pour la construction d'un nouveau bâtiment.

4.2.5.2. Ressources financières

En plus de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des actifs financiers courants au 31 décembre 2025, soit 34,3 millions d'euros, Innate pense continuer à bénéficier des aides européennes et françaises offertes aux sociétés de recherche, comme le crédit d'impôt recherche pour financer son exploitation.

La Société possède par ailleurs des instruments financiers non-courants pour un montant de 10,5 millions d'euros (voir [Note 4](#) des comptes consolidés présentés dans le paragraphe [4.3](#)).

4.3. Comptes consolidés au 31 décembre 2025

Bilan consolidé (en milliers d'euros)			
En milliers d'euros	Note	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Actif			
Actif courant			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	28 092	66 396
Actifs financiers courants	4	6 218	14 374
Créances courantes	5	12 400	4 972
Total actif courant		46 710	85 742
Actif non courant			
Immobilisations incorporelles	6	—	—
Immobilisations corporelles	7	4 356	5 133
Actifs financiers non courants	4	10 455	10 281
Autres actifs non courants		947	575
Créances non courantes	5	251	9 328
Total actif non courant		16 009	25 317
TOTAL DE L'ACTIF		62 719	111 059
PASSIF			
Passif courant			
Dettes opérationnelles	8	15 042	16 007
Dettes sur collaboration - part courante	13	6 501	7 443
Passifs financiers courants	9	8 802	8 709
Passifs de contrat courants	13	2 825	616
Provisions - partie courante	17	3 479	207
Total passif courant		36 649	32 982
Passif non courant			
Dettes sur collaboration - part non courante	13	31 748	41 128
Passifs financiers non courants	9	13 771	22 286
Avantages au personnel	10	1 923	2 730
Passifs de contrat non courant	13	—	2 825
Provisions - partie non courante	17	332	274
Total passif non courant		47 774	69 243
Capitaux propres			
Capital social	11	4 687	4 192
Prime d'émission	11	408 033	390 979
Réserves et report à nouveau		(386 365)	(336 893)
Autres réserves		1 118	27
Résultat de l'exercice		(49 177)	(49 471)
Total capitaux propres		(21 704)	8 834
Total du Passif		62 719	111 059

Compte de résultat consolidé (en milliers d'euros)

En milliers d'euros	Note	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Revenus des accords de collaboration et de licence	13	2 787	12 622
Financements publics de dépenses de recherche	13	6 205	7 488
Autres revenus		13	11
Produits opérationnels		9 005	20 121
Recherche et développement	14	(43 620)	(51 980)
Frais généraux	14	(19 394)	(19 716)
Charges opérationnelles nettes		(63 013)	(71 696)
Résultat opérationnel		(54 008)	(51 575)
Produits financiers	15	7 951	6 079
Charges financières	15	(3 120)	(3 975)
Résultat financier (net)		4 831	2 104
Résultat avant impôts sur le résultat		(49 177)	(49 471)
Charge d'impôt sur le résultat	16	—	—
Résultat net des activités poursuivies		(49 177)	(49 471)
Résultat net		(49 177)	(49 471)
Résultats par action :			
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	19	89 591 001	81 051 798
(en € par action)			
- de base	19	(0,55)	(0,61)
- dilué	19	(0,55)	(0,61)

Etat du résultat global consolidé (en milliers d'euros)

En milliers d'euros	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Résultat net pour la période :	(49 177)	(49 471)
<i>Eléments n'étant pas amenés à être recyclés en compte de résultat :</i>		
Gains et (pertes) actuariels sur avantages au personnel	94	36
<i>Eléments amenés à être recyclés en compte de résultat :</i>		
Ecart de conversion	997	(504)
Autres éléments du résultat global sur la période :	1 091	(468)
Résultat global :	(48 086)	(49 939)

Tableau des flux de trésorerie consolidé (en milliers d'euros)

En milliers d'euros	Note	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Résultat de la période		(49 177)	(49 471)
Amortissements et dépréciations, net	6, 7	1 384	1 994
Provisions pour engagements sociaux	10	(807)	324
Provisions pour charges	17	3 330	(293)
Palements en actions	11	2 567	3 944
Variation de juste valeur des actifs financiers	4	(451)	(1 335)
(Gains)/pertes de change sur actifs financiers	4	1 362	(885)
Variation des provisions d'intérêts sur actifs financiers	4	(352)	(380)
Produits sur actifs financiers	15	—	—
Sorties d'immobilisations corporelles (mise au rebut)	6, 7	23	20
Autres éléments du résultat de la période sans effet de trésorerie		(2)	24
Marge brute d'autofinancement		(42 123)	(46 058)
<i>Variation du besoin en fonds de roulement</i>		<i>(10 632)</i>	<i>39 162</i>
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles (1)		(52 755)	(6 896)
Acquisition d'actifs incorporels, net	5, 6 & 8	—	—
Acquisition d'actifs corporels, net	7, 8	(140)	(391)
Cession d'actifs corporels	7	—	—
Cession d'autres actifs immobilisés		5	—
Acquisition d'autres actifs immobilisés		—	—
Cession d'actifs financiers courants et intérêts versés	4	7 035	9 590
Intérêts financiers reçus sur actifs financiers	15	388	—
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissements		7 289	9 200
Impact net de l'émission d'actions	11	14 981	2 928
Remboursements des passifs financiers	9	(8 911)	(8 936)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		6 070	(6 008)
Effets des variations de change		1 092	(505)
Augmentation / (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie :		(38 304)	(4 209)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	4	66 396	70 605
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	4	28 092	66 396

(1) Les flux liés aux activités opérationnelles incluent un montant de 0,4 million d'euros d'intérêts versés au cours de l'exercice 2025 pour un montant d'intérêts encaissés de 1,8 millions d'euros. Sur l'exercice 2024, les montants des intérêts versés s'élèvent à 0,6 million d'euros et 2,2 millions d'euros pour les intérêts encaissés.

Variation du besoin en fonds de roulement	Note	31 décembre 2025	31 décembre 2024	Variation
Créances - part courante et non-courante (hors créances sur immobilisations)	5	12 651	14 300	1 649
Dettes opérationnelles (hors dettes sur immobilisations)	8	(15 042)	(16 007)	(965)
Dettes sur collaboration - part courante et non-courante	13	(38 249)	(48 571)	(10 322)
Produits constatés d'avance - part courante et non-courante	13	(2 825)	(3 441)	(616)
Besoin en fonds de roulement		(43 465)	(53 719)	(10 254)
Retenue de garantie - CIR (1)		868	490	(378)
Besoin en fonds de roulement net de garantie		(42 597)	(53 229)	(10 632)

Variation du besoin en fonds de roulement	Note	31 décembre 2024	31 décembre 2023	Variation
Créances - part courante et non-courante (hors créances sur immobilisations)	5	14 300	66 111	51 811
Dettes opérationnelles (hors dettes sur immobilisations)	8	(16 007)	(17 018)	(1 011)
Dettes sur collaboration - part courante et non-courante	13	(48 571)	(52 677)	(4 106)
Produits constatés d'avance - part courante et non-courante	13	(3 441)	(10 483)	(7 042)
Besoin en fonds de roulement		(53 719)	(14 067)	39 652
Retenue de garantie - CIR (1)		490	—	(490)
Besoin en fonds de roulement net de garantie		(53 229)	(14 067)	39 162

(1) Le montant du CIR 2024 comme le montant du CIR 2023 préfinancés ont été encaissés à hauteur de 95 % sur les exercices 2025 et 2024 respectivement. Les retenues de 5 % d'un montant de 0,4 millions d'euros pour le CIR 2024 et 0,5 millions d'euros pour le CIR 2023 comptabilisée en "Créances non courantes" aux dates d'arrêté des exercices auxquels les CIR sont attachés ont été reclassées en "Actifs financiers non courants" au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024. Elles seront encaissées à l'issue d'un délai de 3 ans soit au 31 décembre 2028 pour la retenue sur le CIR 2024 et au 31 décembre 2027 pour la retenue sur le CIR 2023.

Tableau de variation des capitaux propres consolidé (en milliers d'euros)

En milliers d'euros, hors nombres d'actions	Actions ordinaires	Actions de préférences	Capital social	Prime d'émission	Réserves et report à nouveau	Autres éléments du résultat global (1)	Résultat de la période	Total revenant aux actionnaires de la Société
Solde au 31 décembre 2023	80 860 563	14 090	4 044	384 255	(329 323)	495	(7 570)	51 901
Résultat de l'exercice 2024	—	—	—	—	—	—	(49 471)	(49 471)
Pertes actuarielles sur avantages au personnel	—	—	—	—	—	36	—	36
Écarts de conversion	—	—	—	—	—	(504)	—	(504)
Résultat global de la période	—	—	—	—	—	(468)	(49 471)	(49 939)
Affectation du résultat de l'exercice 2023	—	—	—	—	(7 570)	—	7 570	—
Exercice et souscription d'instruments de capitaux propres	1 136 874	(15)	57	37	—	—	—	94
Augmentation de capital, nette	1 832 899	—	92	2 744	—	—	—	2 836
Palements en actions	—	—	—	3 944	—	—	—	3 944
Solde au 31 décembre 2024	83 830 336	14 075	4 192	390 979	(336 893)	27	(49 471)	8 834
Résultat de l'exercice 2025	—	—	—	—	—	—	(49 177)	(49 177)
Gains actuariels sur avantages au personnel	—	—	—	—	—	94	—	94
Écarts de conversion	—	—	—	—	—	997	—	997
Résultat global de la période	—	—	—	—	—	1 091	(49 177)	(48 086)
Affectation du résultat de l'exercice 2024	—	—	—	—	(49 471)	—	49 471	—
Exercice et souscription d'instruments de capitaux propres	1 543 600	(170)	77	(28)	—	—	—	49
Augmentation de capital, nette	8 345 387	—	417	14 515	—	—	—	14 932
Palements en actions	—	—	—	2 567	—	—	—	2 567
Solde au 31 décembre 2025	93 719 323	13 905	4 687	408 033	(386 365)	1 118	(49 177)	(21 704)

(1) Le poste "Autres éléments du résultat global" est détaillé ci-après:

(en milliers d'euros)	Ecart de conversion	Pertes actuarielles sur avantage au personnel	Total
Au 31 décembre 2023	(514)	1 009	495
<i>Variation</i>	(504)	36	(468)
Au 31 décembre 2024	(1 018)	1 045	27
<i>Variation</i>	997	94	1 091
Au 31 décembre 2025	(21)	1 139	1 118

Notes aux états financiers consolidés

1. La Société

Innate Pharma S.A. est une société de biotechnologies au stade clinique qui développe des traitements d'immunothérapies contre le cancer. Son approche innovante vise à tirer avantage du système immunitaire inné par le biais de trois approches thérapeutiques : les anticorps monoclonaux, les NK Cell Engagers issus de sa plateforme propriétaire ANKET® (Antibody-based NK cell Engager Therapeutics) et les conjugués anticorps-médicaments.

Le portefeuille d'Innate comprend notamment le programme propriétaire lacutamab, développé dans des formes avancées de lymphomes T cutanés T et de lymphomes T périphériques, monalizumab développé avec AstraZeneca dans le cancer du poumon non à petites cellules, ainsi que des NK Cell Engagers multi-spécifiques issus de sa plateforme ANKET® et pouvant cibler différents types de cancers ainsi qu'IPH4502, un conjugué anticorps-médicament différencié en développement dans les tumeurs solides.

Afin d'accélérer l'innovation, la recherche et le développement de traitements au bénéfice des patients, Innate Pharma est un partenaire de confiance pour des sociétés biopharmaceutiques leaders telles que Sanofi et AstraZeneca, ainsi que pour les institutions de recherche de premier plan.

L'exercice clos le 31 décembre 2025 a généré une perte nette de 49,2 millions d'euros. Au 31 décembre 2025, les capitaux propres sont négatifs pour (21,7) millions d'euros.

Au 31 décembre 2025, la Société détenait une filiale à 100% : Innate Pharma, Inc., constituée sous le régime des lois du Delaware en 2009.

Cette filiale est consolidée en intégration globale.

a) Principaux contrats

Accords relatifs à monalizumab conclus avec Novo Nordisk A/S et AstraZeneca

Accord de licence monalizumab conclu avec Novo Nordisk A/S en 2014

Le 5 février 2014, la Société a acquis l'intégralité des droits de développement et de commercialisation pour monalizumab auprès de Novo Nordisk A/S. Novo Nordisk A/S a reçu 2,0 millions d'euros en numéraire et 600 000 actions ordinaires d'Innate Pharma, à un prix de 8,33€ par action (5 millions d'euros) et est éligible à des paiements d'étapes réglementaires pour un montant total de 20 millions d'euros et à des redevances assises sur les ventes dont le taux varie entre mid-to-high single digits.

L'accord avec Novo Nordisk A/S prévoyait un paiement supplémentaire en cas d'accord d'out-licensing. En conséquence, à la suite de l'accord signé avec AstraZeneca en avril 2015 tel que décrit ci-dessous, la Société a versé à Novo Nordisk A/S un montant supplémentaire de 6,5 millions d'euros. De plus, à la suite de la levée par AstraZeneca de son option en octobre 2018, Novo Nordisk A/S a reçu un deuxième et dernier paiement additionnel de 15 millions de dollars (13,1 millions d'euros), comptabilisé en dette au 31 décembre 2018 et payé en février 2019. Ces montants supplémentaires ont été ajoutés à la valeur nette comptable de l'actif incorporel et sont amortis selon le même plan d'amortissement que le paiement initial de 7 millions d'euros comptabilisé en 2014. L'immobilisation est totalement amortie au 31 décembre 2025.

Se reporter aux notes 2.h, 2.j et 6 pour la description des traitements comptables.

Accord de collaboration et de licence monalizumab conclu avec AstraZeneca en 2015

Dans le cadre des contrats de co-développement et d'option signés avec AstraZeneca en 2015, la Société a accordé à AstraZeneca une licence exclusive (sous réserve de certaines exclusions) sur certains de ses brevets et de son savoir-faire pour développer, fabriquer et commercialiser des produits sous licence, dont monalizumab, dans le domaine du diagnostic, de la prévention et du traitement des cancers. La Société a également accordé à AstraZeneca une licence mondiale, non exclusive, sur certains de ses autres brevets pour développer, fabriquer et commercialiser des produits sous licence, dont monalizumab, dans le domaine du diagnostic, de la prévention et du traitement des cancers.

En juin 2015, la Société a reçu un paiement initial de 250 millions de dollars au titre de ces contrats, dont 100 millions de dollars lui ont été versés à titre de paiement initial au titre du contrat de co-développement, et 150 millions de dollars au titre du contrat d'option. A la suite de la levée par AstraZeneca de son option au titre de ce contrat, la Société a reçu un paiement de 100 millions de dollars en janvier 2019.

A la suite de l'exercice de son option, AstraZeneca est devenu le principal responsable du développement des produits sous licence et doit mettre en œuvre les efforts commerciaux raisonnables pour développer, obtenir l'autorisation réglementaire nécessaire et commercialiser chaque produit sous licence sur certains marchés majeurs.

Le 31 juillet 2019, la Société a notifié à AstraZeneca sa décision de co-financer un futur programme de développement clinique de Phase 3 de monalizumab. La Société est tenue de co-financer 30% de la Phase 3 des essais cliniques des produits sous licence, sous réserve d'un plafond global, afin de recevoir 50% des profits (ou d'absorber 50% des pertes) en Europe.

En septembre 2020, la Société a signé un amendement à l'accord de collaboration et de licence conclu avec AstraZeneca en 2015. Suite à l'analyse d'un suivi plus long des patients ainsi que de la maturation des données de survie de la Cohorte 2, et après discussion avec AstraZeneca, la Société a accepté d'amender l'accord initial. Cet amendement a modifié les termes financiers relatifs au paiement d'étape prévu suite au traitement du premier patient par AstraZeneca dans le premier essai de Phase 3 évaluant monalizumab. L'accord initial signé en 2015 prévoyait un paiement d'étape de 100 millions de dollars. Suite à l'inclusion par AstraZeneca du premier patient dans le premier essai de Phase 3 évaluant monalizumab (INTERLINK-1) intervenu en octobre 2020, et conformément à l'amendement signé en septembre 2020, la Société a reçu un paiement de 50 millions de dollars. Un paiement complémentaire de 50 millions de dollars était conditionné à une analyse intermédiaire. En août 2022, la Société a annoncé que la combinaison de monalizumab et cetuximab n'avait pas atteint le seuil prédéfini d'efficacité dans l'analyse intermédiaire de futilité prévue au protocole de l'étude clinique de Phase 3 INTERLINK 1 menée par AstraZeneca. AstraZeneca a ainsi informé la Société que l'étude serait interrompue. Par conséquent, la Société n'a pas été éligible au paiement complémentaire de 50 millions de dollars tel que prévu dans l'amendement signé en septembre 2020.

En juin 2022, la Société a reçu un paiement complémentaire de 50 millions de dollars effectué par AstraZeneca et déclenché par le traitement du premier patient dans un deuxième essai de Phase 3 évaluant monalizumab en avril 2022 (PACIFIC-9).

En plus du paiement initial, du paiement perçu au titre de la levée de l'option par AstraZeneca, du paiement perçu au titre de l'inclusion du premier patient dans le premier essai de Phase 3 (INTERLINK-1) et du paiement perçu au titre de l'inclusion du premier patient dans le deuxième essai de Phase 3 (PACIFIC-9), la Société est éligible à recevoir jusqu'à 775 millions de dollars au total, conditionnés par la réalisation de certaines étapes de développement et réglementaires (350 millions de dollars) ainsi que la réalisation de certaines étapes commerciales (425 millions de dollars). La Société est également éligible à des redevances sur les ventes nettes des produits sous licence hors Europe dont le taux varie entre low double-digit et mid-teen.

Se reporter aux notes 2.p et 13 pour la description des traitements comptables.

Accord de collaboration et d'option relatif à IPH5201 conclu avec AstraZeneca.

En octobre 2018, Innate Pharma a signé un accord de collaboration et un contrat d'option avec AstraZeneca pour le co-développement et la co-commercialisation d'IPH5201. Au titre de ce contrat, AstraZeneca a versé à la Société un paiement initial de 50 millions de dollars (26 millions de dollars versés en octobre 2018 et 24 millions de dollars versés en janvier 2019) et un paiement d'étape de 5 millions de dollars en juin 2020 suite au dosage du premier patient dans le premier essai de Phase 1 évaluant IPH5201, intervenu en mars 2020.

Le 1^{er} juin 2022, la Société a signé un amendement à l'accord de collaboration et d'option de licence IPH5201 conclu avec AstraZeneca en octobre 2018. Consécutivement, la Société a annoncé le 3 juin 2022 la progression d'IPH5201 vers une étude de Phase 2 dans les cancers du poumon dont la Société sera sponsor. Conformément à l'amendement signé le 1^{er} juin 2022, la Société est éligible à un paiement d'étape de 5 millions de dollars par AstraZeneca. Ce montant a été réceptionné en août 2022 par la Société.

Au moment de la levée de son option, AstraZeneca est tenue de verser un montant de 25 millions de dollars. La Société est ensuite éligible à recevoir jusqu'à 800 millions de dollars de paiements d'étapes de développement et réglementaires (300 millions de dollars) et de commercialisation (500 millions de dollars). La Société est également éligible à des redevances sur les ventes nettes hors Europe d'IPH5201 (dont le taux varie entre high single digit et mid-teen), ou pour d'autres types de produits sous licence, à des redevances sur les ventes nettes (dont le taux varie entre mid-single digit et low-double digit). Les redevances qui sont dues à la Société aux termes de l'accord peuvent être réduites dans certaines circonstances, comme la perte de l'exclusivité ou le manque de protection de la propriété intellectuelle. La Société a la possibilité de co-financer 30% des frais de développement partagés liés aux essais cliniques de la Phase 3 afin d'acquérir des droits de co-promotion et de partager 50% des profits et pertes des produits sous licence en Europe. Si la Société choisit de ne pas prendre à sa charge ces obligations de cofinancement, son droit de partager 50% des profits et des pertes en Europe et son droit de co-promotion dans certains pays européens seront, entre autres choses, perdus et seront remplacés par des redevances sur les ventes nettes réalisées, aux taux applicables en dehors de l'Europe. De plus, certains paiements d'étapes qui pourraient lui être dus seraient réduits.

Se reporter aux notes [2.p](#) et [13](#) pour la description des traitements comptables.

Accords relatifs à avdoralimab conclus avec Novo Nordisk A/S et AstraZeneca.

Accord de licence avdoralimab conclu avec Novo Nordisk A/S signé en 2017

En juillet 2017, la Société a signé un accord de licence exclusive avec Novo Nordisk A/S concernant avdoralimab. Au titre de cet accord, Novo Nordisk A/S lui a accordé une licence exclusive mondiale pour développer, fabriquer et commercialiser des produits pharmaceutiques contenant ou comprenant un anticorps anti-C5aR, dont avdoralimab. La Société a versé à Novo Nordisk A/S un paiement initial de 40 millions d'euros, dont 37,2 millions versés en actions nouvelles de la Société et 2,8 millions en numéraire. En 2020, la Société a effectué un paiement complémentaire de 1,0 million d'euros à Novo Nordisk A / S suite au lancement du premier essai de Phase 2 d'avdoralimab. La Société était tenue de verser des paiements d'étapes de développement, réglementaires et commerciales jusqu'à un total de 369 millions d'euros et des redevances sur ventes nettes dont le taux variait entre low double-digit et low-ten. Le développement d'avdoralimab dans l'indication "BP" ayant été arrêté fin 2022, la Société a pris la décision de déprécier les droits relatifs à l'actif incorporel. En 2025, la Société a pris la décision de ne plus maintenir les brevets et de décomptabiliser l'actif incorporel.

Accords de collaboration et de licence conclus avec Sanofi pour le développement de "NK Cell engagers" en oncologie

Accord de licence et de collaboration avec Sanofi signé en 2016

En janvier 2016, la Société a conclu un accord de collaboration et de licence avec Sanofi dans le but d'appliquer la technologie propriétaire de la Société au développement de formats d'anticorps multispécifiques recrutant, via le récepteur activateur NKp46, les cellules NK contre les cellules tumorales. La Société a octroyé à Sanofi, en vertu de certains de ses droits de propriété intellectuelle, une licence de recherche non exclusive, mondiale et libre de redevances, ainsi qu'une licence mondiale exclusive pour la recherche, le développement et la commercialisation de produits destinés à deux cibles spécifiques, pour toutes les indications et utilisations thérapeutiques, prophylactiques et de diagnostic. La Société et Sanofi collaboreront pour générer et évaluer jusqu'à deux activateurs de cellules NK multispécifiques en utilisant la technologie de la Société et les cibles tumorales de Sanofi. Selon les termes de l'accord de licence, Sanofi sera responsable du développement, de la fabrication et de la commercialisation des produits résultant de la collaboration de recherche. La Société est éligible au titre du contrat à des paiements d'étapes principalement liés à l'atteinte d'objectifs de développement et de commercialisation pouvant atteindre 192 millions d'euros ainsi qu'à des redevances assises sur les ventes nettes dont le taux varie entre *mid* et *high single digit*.

IPH6101/SAR443579

Le 5 janvier 2021, la Société a annoncé au titre du contrat que Sanofi a pris la décision de faire progresser IPH6101/SAR443579 vers les études précliniques réglementaires visant l'autorisation d'étude d'un nouveau médicament expérimental. La décision a déclenché un paiement d'étape de 7,0 millions d'euros de Sanofi à Innate. En janvier 2021, une étude de toxicologie selon les Bonnes Pratiques de Laboratoire a été initiée pour le programme IPH6101/SAR443579. En décembre 2021, Innate a annoncé que le traitement du premier patient dans un essai clinique de Phase 1/2 évaluant IPH6101/SAR443579 chez des patients atteints de leucémie aiguë myéloïde récidivante ou réfractaire (LAM R/R), de leucémie aiguë lymphoblastique à cellules B (LAL de type B) ou d'un syndrome myélodysplasique de haut risque (SMD-HR). Le début de l'essai a déclenché un paiement d'étape de 3,0 millions d'euros de Sanofi en 2021. Le 15 avril 2024, la Société a annoncé le traitement du premier patient dans la phase 2 d'extension de dose de l'étude menée par Sanofi et évaluant le NK Cell Engager SAR443579/IPH6101 dans les divers cancers du sang. Selon les termes de l'accord de 2016, cette progression de l'essai a déclenché un paiement d'étape de 4,0 millions d'euros intégralement reconnu en chiffre d'affaires au cours du premier trimestre 2024 et encaissé par la Société le 17 mai 2024.

Dans le cadre des priorités stratégiques de chacune des sociétés, Sanofi et Innate ont pris la décision de terminer l'accord de 2016 concernant SAR'579/IPH6101 (l'ANKET® anti-CD123). Innate a repris les droits sur SAR'579/IPH6101 le 1er juillet 2025 tandis que Sanofi conserve un droit à rémunération sur d'éventuels revenus futurs.

IPH6401/SAR'514

Au cours du premier semestre 2022, la Société a été informée de la décision prise par Sanofi de faire progresser IPH6401/SAR'514 vers les études précliniques réglementaires visant l'autorisation d'étude d'un nouveau médicament expérimental. Cette sélection a déclenché un paiement d'étape de 3,0 millions d'euros de Sanofi à la Société.

Le 11 juillet 2023, la Société a annoncé l'inclusion, en date du 7 juin 2023, du premier patient dans un essai clinique de Phase 1/2 sponsorisé par Sanofi, évaluant IPH6401/SAR'514 chez des patients présentant un myélome multiple en rechute ou réfractaire. Consécutivement, Sanofi avait versé un paiement d'étape de 2 millions d'euros à la Société.

L'étude clinique de Phase 1/2 menée par Sanofi sera interrompue précocement, SAR'514/IPH6401 sera désormais évalué dans des indications auto-immunes.

Se reporter aux notes [2.p](#) et [13](#) pour la description des traitements comptables

Accord de collaboration et de licence de recherche avec Sanofi signé en 2022

Le 19 décembre 2022, la Société a annoncé avoir conclu un accord de collaboration de recherche et de licence avec Genzyme Corporation, filiale détenue à 100 % par Sanofi (« Sanofi ») en vertu duquel la Société a accordé à Sanofi une licence exclusive sur le programme B7H3 ANKET® d'Innate Pharma et des options sur deux cibles supplémentaires. Une fois le candidat sélectionné, Sanofi sera responsable de l'ensemble du développement, de la fabrication et de la commercialisation.

Selon les termes de l'accord de collaboration et de licence de recherche, la Société était éligible à un paiement initial de 25,0 millions d'euros, encaissé en mars 2023. Au titre du contrat, la Société est éligible pendant la durée de l'accord, à des paiements d'étapes pouvant atteindre jusqu'à 0,9 milliard d'euros au total, principalement liés à l'atteinte d'objectifs et de jalons précliniques, cliniques, réglementaires et jalons commerciaux (plus redevances sur les ventes nettes potentielles).

La Société considère que la licence sur la technologie B7-H3 est un droit d'utilisation de la propriété intellectuelle octroyé de manière exclusive à Sanofi à compter de la date d'entrée en vigueur du contrat.

Aux termes de cet accord, la Société avait aussi octroyé deux options exclusives, exerçables au plus tard trois ans après la date d'entrée en vigueur, pour des licences exclusives sur la propriété intellectuelle d'Innate pour la recherche, le développement, la fabrication et la commercialisation de NKCEs ciblant spécifiquement deux molécules précliniques. La Société considère que l'option d'acquérir une licence exclusive confère à Sanofi un droit important qu'elle ne recevrait pas sans conclure ce contrat.

Le 19 décembre 2023, la Société a annoncé que Sanofi a levé une des deux options de licence pour un nouveau programme issu de la plateforme ANKET® de la Société, déclenchant un paiement d'étape de 15 millions d'euros de Sanofi au profit de la Société. Le 9 octobre 2024, la société a reçu un courrier de résiliation de l'accord de licence concernant IPH67. La résiliation est effective depuis une période de préavis de 90 jours soit le 7 janvier 2025. Par conséquent, Innate a récupéré l'intégralité des droits sur IPH67, un programme de NK Cell Engager issu de la plateforme ANKET® en cours de développement dans les tumeurs solides.

La Société réalisera aussi des prestations de recherche en collaboration avec Sanofi pour une durée convenue et extensible avec accord des deux parties. Pendant cette période, Sanofi et Innate collaboreront et travailleront à des activités de recherche définies dans un programme de travail contractuel.

Se reporter aux notes [2.p](#) et [13](#) pour la description des traitements comptables.

b) Événements significatifs survenus au cours de l'exercice 2025 ayant un impact sur les états financiers consolidés

Le 27 janvier 2025, la Société a annoncé que le premier patient a été traité dans un essai clinique de Phase 1 (NCT06781983), évaluant le profil de sécurité et la tolérance d'IPH4502, un nouveau conjugué anticorps-médicament (ADC) dans les tumeurs solides avancées connues pour exprimer Nectine-4. L'étude de Phase 1, ouverte et multicentrique, comprendra une partie 1 d'escalade de la dose et une partie 2 d'optimisation de la dose et évaluera la sécurité, la tolérance et l'efficacité préliminaire d'IPH4502 en monothérapie dans les tumeurs solides avancées connues pour exprimer Nectine-4, comme le carcinome urothélial, les cancers du poumon non à petites cellules, du sein, de l'ovaire, gastrique, de l'œsophage ou colorectal. L'étude prévoit le recrutement d'environ 105 patients.

Le 3 février 2025, Arvind Sood, qui avait rejoint la Société en janvier 2024 au poste de Vice-Président Exécutif, Président des opérations américaines et membre du Directoire a quitté ses fonctions au Directoire. Il est resté Vice-Président Exécutif, Président des opérations américaines jusqu'à fin février 2025. Par la suite, ce poste a été supprimé. Un accord transactionnel est en cours de discussion.

Le 17 février 2025, la Société a annoncé que l'agence de santé américaine, la Food and Drug Administration (FDA), a accordé le statut de « Breakthrough Therapy » à lacutamab, un anticorps induisant la cytotoxicité anti-KIR3DL2, pour le traitement des patients adultes atteints d'un syndrome de Sézary en rechute ou réfractaire (R/R) ayant reçu au moins deux traitements systémiques antérieurs y compris avec monalizumab.

Le 16 avril 2025, la Société a annoncé qu'elle allait proposer à l'Assemblée générale mixte prévue le 22 mai 2025 de transformer la structure de sa gouvernance en passant de société anonyme à Conseil de surveillance en société anonyme à Conseil d'administration.

Le 23 avril 2025, la Société a annoncé la restructuration de l'accord de recherche et de licence conclu en 2016 (« l'accord de 2016 ») avec Sanofi :

- conformément aux précédentes communications et en ligne avec ses priorités stratégiques, Sanofi a pris la décision de poursuivre le développement de SAR'514/IPH6401 (l'ANKET® anti-BCMA) dans des indications auto-immunes conformément à l'accord de 2016 ;
- dans le cadre des priorités stratégiques de chacune des sociétés, Sanofi et Innate ont pris la décision de terminer l'accord de 2016 concernant SAR'579/IPH6101 (l'ANKET® anti-CD123. Innate reprendra les droits sur SAR'579/IPH6101 au 1er juillet 2025;
- dans le cadre de ces discussions, Sanofi et la Société ont conclu un accord selon lequel Sanofi pourrait réaliser un investissement potentiel jusqu'à 15 millions d'euros sous la forme de nouvelles actions

d'Innate Pharma. La taille et le prix de cette prise de participation au capital seront déterminés en fonction des conditions actuelles du marché, si elles sont satisfaisantes.

Le 24 avril 2025, la Société a annoncé que, compte tenu des conditions de marché satisfaisantes, Sanofi s'est engagée à souscrire à 8 345 387 actions ordinaires nouvelles de la Société au prix de 1,7974 euros par action, représentant une augmentation de capital totale de 14 999 998,59 euros décomposée en 417 269,35 euros de montant nominal et 14 582 729,24 euros de prime d'émission. Le capital social de la Société a été porté à 4 609 489,90 euros, divisé en 92 175 723 actions ordinaires, 6 494 actions de préférence 2016 et 7 581 actions de préférence 2017.

Les tableaux ci-dessous présentent l'actionnariat de la Société avant et après la clôture de l'augmentation de capital du 24 avril 2025:

Avant clôture de l'augmentation de capital :

<u>Actionnaires</u>	<u>Nombre d'actions</u> [1]	<u>%</u>	<u>Nombre de droits de vote</u> [2]	<u>%</u>
Novo Nordisk A/S	9 817 546	11,71%	9 817 546	11,60%
Medimmune Limited	7 485 500	8,93%	7 485 500	8,85%
Bpifrance Participations	6 389 406	7,62%	6 389 406	7,55%
Membres du Directoire, du Conseil de	846 944	1,01%	911 444	1,08%
Actions propres	18 575	0,02%	0	0%
Public	59 286 440	70,71%	59 995 085	70,92%
Total	83 844 411	100%	84 598 981	100%

Après clôture de l'augmentation de capital:

<u>Actionnaires</u>	<u>Nombre d'actions</u> [1]	<u>%</u>	<u>Nombre de droits de vote</u> [2]	<u>%</u>
Novo Nordisk A/S	9 817 546	10,65%	9 817 546	10,56%
Sanofi-Aventis Participations	8 345 387	9,05%	8 345 387	8,98%
Medimmune Limited	7 485 500	8,12%	7 485 500	8,05%
Bpifrance Participations	6 389 406	6,93%	6 389 406	6,87%
Membres du Directoire, du Conseil de	846 944	0,92%	911 444	0,98%
Actions propres	18 575	0,02%	0	0%
Public	59 286 440	64,31%	59 995 085	64,55%
Total	92 189 798	100%	92 944 368	100%

[1] Actions ordinaires et actions de préférence 2016 et 2017

[2] Voir le nombre d'actions et de droits de vote publié par Innate

Le 23 mai 2025, la société a annoncé les résultats du vote des actionnaires à l'Assemblée générale mixte et notamment la transformation de la structure de la gouvernance de Société de société anonyme à directoire et conseil de surveillance à société anonyme à conseil d'administration.

Conformément aux résolutions adoptées, le conseil d'administration est désormais composé de :

- Madame Irina Staatz Granzer,
- Monsieur Jonathan Dickinson;
- Madame Véronique Chabernaud ;
- Madame Pascale Boissel ;
- Madame Sally Bennett ;
- Monsieur Christian Itin et

- Monsieur Marty J. Duvall;
- Bpifrance Participations, represented by Mr. Olivier Martinez.

Le conseil d'administration a ensuite décidé, le 22 mai 2025 à la suite de l'assemblée générale, de séparer les fonctions de Président et directeur général et a nommé Madame Irina Staatz Granzer en tant que Présidente du Conseil d'administration et Monsieur Jonathan Dickinson en tant que Directeur général.

Le 17 septembre 2025, la Société a annoncé qu'elle prévoit de concentrer ses investissements sur ce qu'elle considère être ses actifs cliniques à plus forte valeur, IPH4502, lacutamab et monalizumab en partenariat avec AstraZeneca. Les efforts de recherche et développement (R&D) précliniques seront centrés sur l'avancement de ses prochains Antibody Drug Conjugates (ADC) vers le développement, en s'appuyant sur un portefeuille de cibles innovantes. En ligne avec cette orientation stratégique et ses objectifs, la Société a l'intention de restructurer son organisation. Les effectifs devraient diminuer globalement d'environ 30%, en comprenant l'attrition. Les licenciements prévus seront mis en œuvre dans le cadre d'un plan de sauvegarde de l'emploi soumis à la consultation du Comité Social et Économique (CSE) de l'entreprise et à l'approbation de la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS). La mise en œuvre des licenciements devrait s'achever début 2026.

A cette même date, la Société a annoncé qu'Eric Vivier a pris la décision de reprendre ses activités de recherche académique à temps plein. Il continuera à contribuer à l'innovation de la Société en tant que conseiller du Comité R&D du Conseil d'administration. Yannis Morel, Directeur des Opérations continuera d'être responsable de la recherche et développement préclinique et assumera les responsabilités de Directeur Scientifique.

Le 10 novembre 2025, la Société a annoncé que l'agence américaine du médicament, la Food and Drug Administration (FDA), a finalisé la revue du protocole de l'essai confirmatoire de Phase 3 de lacutamab dans les lymphomes T cutanés (LTC) sans commentaires supplémentaires, autorisant ainsi le démarrage de l'étude.

2. Principes comptables

a) Base de préparation

Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses sous-jacentes à savoir (i) la continuité d'exploitation, (ii) la permanence des méthodes comptables d'une année sur l'autre et (iii) l'indépendance des exercices, ceci conformément aux règles générales d'élaboration et de présentation des comptes consolidés selon les normes IFRS telles que définies ci-dessous.

Les états financiers consolidés annexés de la Société sont établis conformément au principe comptables applicables à une entité en continuité d'exploitation, ce qui implique la réalisation des actifs et le règlement des passifs dans le cours normal des affaires.

À ce jour, la société a financé ses activités principalement au moyen d'augmentations de capital, de revenus issus d'accords de collaboration et de licence conclus avec des partenaires industriels, de financements publics (notamment le crédit d'impôt recherche) et, le cas échéant, d'instruments de dette ou d'autres sources de financement.

À la date d'arrêt des états financiers et sur la base de ses opérations, plans et hypothèses actuels, la Société estime que sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie sont suffisants pour financer ses activités jusqu'à la fin du troisième trimestre 2026. En conséquence, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ne sont pas suffisants pour financer les activités de la Société sur les 12 prochains mois à compter de la date d'émission des états financiers.

La Société devra donc rechercher des financements complémentaires afin de poursuivre le développement de ses programmes, notamment en fonction :

- de l'avancement et des résultats de ses essais cliniques ;

- du calendrier et des conditions d'obtention d'autorisations réglementaires ;
- de sa capacité à conclure de nouveaux partenariats stratégiques ou à étendre les collaborations existantes ;
- des conditions d'accès aux marchés financiers.

La société a lancé plusieurs initiatives parallèles afin d'assurer le financement de ses activités, notamment par des financement non dilutifs, tels que des partenariats avec des laboratoires pharmaceutiques et des accords de monétisation de redevances (royalty financing), qui font actuellement l'objet de négociations. Toutefois, ces projets sont soumis aux conditions de marché et ne dépendent pas exclusivement de la Société, de sorte qu'il n'existe aucune garantie que les financements faisant l'objet de négociations en cours seront obtenus.

Ces conditions et événements font peser une incertitude significative sur la continuité d'exploitation. En effet dans l'hypothèse où ces financements complémentaires ne seraient pas disponibles, la société pourrait alors ne pas être en mesure de réaliser ses actifs et de régler ses dettes dans le cadre normal de son activité. L'application des règles et principes comptables IFRS dans un contexte normal de poursuite des activités concernant notamment les actifs et passifs pourrait s'avérer inapproprié.

Les présents états financiers consolidés ne tiennent pas compte d'éventuels ajustements des valeurs comptables et de la classification des actifs et passifs, ni des charges comptabilisées, qui pourraient s'avérer nécessaires si la société n'était plus en mesure de poursuivre son exploitation en continuité d'exploitation.

À l'exception des données sur les actions et des montants par action, les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros. Les montants sont arrondis vers le haut ou vers le bas au nombre entier le plus proche pour le calcul de certaines données financières et autres informations contenues dans ces comptes. En conséquence, les montants totaux présentés dans certains tableaux peuvent ne pas être la somme exacte des chiffres précédents.

b) Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standard Board (« IASB ») et ont été arrêtés par le Conseil d'administration de la Société le 25 mars 2026. Ils seront approuvés par l'Assemblée générale de la Société du 21 mai 2026.

En raison de la cotation des actions ordinaires de la Société sur Euronext Paris et conformément au règlement n ° 1606/2002 de l'Union Européenne du 19 juillet 2002, les comptes consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2024 et 2025 sont également préparés conformément aux IFRS, telles qu'adoptées par l'Union européenne (UE). Pour les exercices clos les 31 décembre 2024 et 2025, toutes les IFRS publiées par l'IASB et obligatoires sont les mêmes que celles approuvées par l'UE et obligatoires dans l'UE. Par conséquent, les états financiers consolidés sont conformes aux normes internationales d'information financière publiées par l'IASB et adoptées par l'UE.

Les IFRS comprennent les Normes internationales d'information financière (IFRS), les Normes comptables internationales (« IAS »), ainsi que les interprétations émises par le Comité permanent d'interprétation (« SIC ») et le Comité international d'interprétation des rapports financiers (« IFRIC »). Les principales méthodes comptables utilisées pour préparer les états financiers consolidés sont décrites ci-dessous. Ces méthodes ont été utilisées pour toutes les périodes présentées.

c) Normes comptables et interprétations récemment émises

Les normes et interprétations récemment publiées et adoptées par l'UE et qui étaient d'application obligatoires au 31 décembre 2025 sont les suivantes :

- Amendements IAS 21 : Effets des variations des cours de monnaie étrangère - Absence de convertibilité
- « Informations à fournir sur les incertitudes dans les états financiers » : des exemples illustratifs sur la manière dont une entité applique les exigences des normes comptables IFRS pour comptabiliser les effets des incertitudes dans ses états financiers

Ces normes modifiées n'ont eu aucune incidence sur les comptes consolidés.

Les nouvelles normes, amendements à des normes existantes et interprétations suivantes ont été publiés mais ne sont pas applicables en 2025 ou n'ont pas encore été adoptées par l'Union Européenne :

- IFRS 18: Présentation des états financiers, applicable à compter du 1er janvier 2027;
- Amendement IFRS 9 Classification et évaluation des instruments financiers;
- Amendement IFRS7 et IFRS9 : Précisions apportées sur les traitements des Contrats d'achat d'énergie verte.

Ces normes n'ont pas été appliquées par anticipation. Les études d'impacts relatifs à l'application des normes IFRS 18 et de l'Amendement IFRS 9 relatif à la classification des instruments financiers sont en cours. La société n'est pas impactée par les amendements IFRS7 et IFRS9 relatifs aux Contrat d'achat d'énergie verte.

Les règles comptables et les principes d'évaluation retenus pour les états financiers au 31 décembre 2025 sont identiques à ceux retenus pour l'année comparative précédente.

d) Changement de méthode comptable

Aucun changement de méthode comptable n'a été constaté pour les exercices présentés.

e) Conversion des transactions libellées en monnaies étrangères

Conformément à IAS 21 « Effets des variations des taux de change », les transactions effectuées par les entités consolidées dans des devises autres que leur devise fonctionnelle sont converties au taux de change en vigueur à la date de transaction.

Les créances clients et les dettes et passifs libellés dans une devise autre que la devise fonctionnelle sont convertis au taux de change de fin de période. Les gains et pertes latents résultant de la conversion sont comptabilisés dans le résultat opérationnel.

Les gains et pertes de change résultant de la conversion des transactions intra-Groupe ou des créances ou dettes libellées dans des devises autres que la devise fonctionnelle de l'entité sont comptabilisés dans la ligne « résultat financier net » des comptes de résultat consolidés.

Les transactions en devises étrangères sont converties dans la devise de présentation aux taux de change suivants :

	31 décembre 2025		31 décembre 2024	
€1 égal à	Taux moyen	Taux de clôture	Taux moyen	Taux de clôture
USD	1,1300	1,1750	1,0824	1,0389

f) Méthode de consolidation

Le Groupe applique IFRS 10 « États financiers consolidés ». IFRS 10 présente un modèle de consolidation unique identifiant le contrôle comme critère de consolidation d'une entité. Un investisseur détient le pouvoir sur une entité faisant l'objet d'un investissement lorsqu'il a des droits effectifs qui lui confèrent la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes, à savoir les activités qui ont une incidence importante sur les rendements de l'entité faisant l'objet d'un investissement. Les filiales sont des entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle. Elles sont consolidées par intégration globale à partir de la date à laquelle le Groupe obtient le contrôle et sont déconsolidées à partir de la date à laquelle le Groupe cesse d'exercer le contrôle. Les soldes et transactions intersociétés sont éliminés.

g) Instruments financiers

Actifs financiers

Les actifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur, majorée ou minorée, dans le cas d'un actif financier ou d'un passif financier qui n'est pas à la juste valeur par le biais du résultat net, des coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission de l'actif ou du passif financier. Les coûts de transaction directement attribuables à des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont comptabilisés dans le compte de résultat consolidé.

Selon IFRS 9, les actifs financiers sont classés en trois catégories :

- Les actifs financiers évalués au coût amorti,
- Les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global,
- Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

La classification dépend :

- Des caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie de l'actif financier,
- Du modèle d'entreprise utilisé par le Groupe pour la gestion de ses actifs financiers.

Actifs financiers évalués au coût amorti

Les actifs financiers sont évalués au coût amorti quand (i) ils ne sont pas désignés comme actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat (ii) la détention de l'actif s'inscrit dans un *business-model* dont l'objectif est de détenir des actifs afin de percevoir les flux de trésorerie contractuels et (iii) les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Ils sont par la suite évalués au coût amorti, en appliquant le taux d'intérêt effectif, diminué des dépréciations attendues relatives au risque de crédit. Les produits d'intérêt, les gains et pertes de change, les charges et reprises de dépréciation et les plus et moins-values de cession sont comptabilisés dans le compte de résultat consolidé.

Cette catégorie inclut principalement les créances d'exploitation. Les créances long terme qui ne portent pas d'intérêts (ou d'un niveau inférieur au taux de marché) sont actualisées lorsque les effets de l'actualisation sont significatifs.

Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Les actifs financiers sont évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global quand (i) l'actif financier s'inscrit dans un *business model* dont l'objectif est atteint à la fois par la collecte des flux de trésorerie contractuels et la vente d'actifs financiers et (ii) les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Les gains et pertes résultant des variations de juste valeur sont comptabilisés en capitaux propres dans l'état du résultat global consolidé. Lorsque ces actifs sont décomptabilisés, les gains et pertes cumulés préalablement comptabilisés en capitaux propres sont reclassés en compte de résultat dans les lignes « Produits financiers » et « Charges financières ». Le Groupe ne possédait pas de tels instruments au 1er janvier et au 31 décembre 2025.

Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte du résultat

Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont composés de :

- les instruments dont les flux de trésorerie contractuels représentent des paiements d'intérêts ou des remboursements de principal, mais qui sont gérés autrement qu'en vue de collecter des flux de trésorerie et / ou de vendre l'actif ; et
- les instruments que la direction a désignés comme « juste valeur par le biais du résultat net » lors de la comptabilisation initiale.

Les gains et les pertes résultant de variations de la juste valeur sont comptabilisés en résultat dans les produits financiers ou les charges financières.

Dépréciation des actifs financiers évalués au coût amorti

Il s'agit essentiellement des créances d'exploitation. Les créances d'exploitation sont comptabilisées lorsque la Société a un droit inconditionnel de recevoir un paiement de la part d'un client. Les charges de dépréciation sont évaluées sur la base des pertes de crédit attendues, de manière à appréhender le risque de défaut de paiement tout au long du cycle de vie de la créance. La perte de crédit attendue est estimée de façon globale à chaque date de clôture pour toutes les créances d'exploitation sur la base d'un taux de perte moyen, déterminé sur la base des taux de perte historique. Cependant, le taux de perte moyen peut être ajusté en cas d'indice d'existence d'une augmentation potentielle du risque de crédit. Si une créance est sujette à un risque de crédit, une charge de dépréciation spécifique est comptabilisée pour cette créance. Le montant des pertes attendues est comptabilisé au bilan comme une diminution du montant brute des créances d'exploitation. Les charges de dépréciation sur les créances d'exploitation sont comptabilisées en charges opérationnelles dans le compte de résultat consolidé.

Passifs financiers

Les passifs financiers concernent principalement les passifs de contrats, les dettes sur collaboration, les emprunts (dettes financières) et les dettes opérationnelles.

Les passifs financiers sont initialement comptabilisés à la date de transaction, qui est la date à laquelle la Société devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Ils sont décomptabilisés lorsque les obligations contractuelles de la Société sont acquittées, annulées ou expirent.

Les emprunts sont initialement évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue, nette des coûts de transaction directement attribuables. Par la suite, ils sont évalués au coût amorti selon la méthode EIR. Tous les coûts liés à l'émission de prêts et toutes les différences entre le produit de l'émission, déduction faite des coûts de transaction et de la valeur au remboursement, sont comptabilisés dans les charges financières de l'état consolidé des résultats sur la durée de la dette en utilisant la méthode EIR.

Les autres passifs financiers comprennent les dettes opérationnelles, qui sont évalués à la juste valeur (qui correspond dans la plupart des cas à la valeur nominale) lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les équivalents de trésorerie sont les placements à court terme, très liquides qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Ainsi, la trésorerie et les équivalents de trésorerie regroupent les disponibilités en banque et en caisse, ainsi que les placements de trésorerie en valeurs mobilières de placement ou les dépôts à terme dont l'échéance est inférieure à trois mois à l'origine et la sensibilité au risque de taux très faible.

Pour l'établissement du tableau des flux de trésorerie, la trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des dépôts à vue en banques, des placements à court terme très liquides, nets des découverts bancaires. Au bilan, les découverts bancaires sont inclus dans les passifs financiers courants.

Initialement comptabilisés à leur coût d'acquisition à la date de transaction, les équivalents de trésorerie sont valorisés à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées par le biais du compte de résultat.

Juste valeur des actifs financiers

Selon IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur » et IFRS 7 « Instruments financiers », les instruments financiers sont présentés selon trois catégories basées sur une hiérarchisation des méthodes utilisées pour déterminer la juste valeur :

- Niveau 1 : juste valeur déterminée sur la base de prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques,
- Niveau 2 : juste valeur déterminée sur la base de données observable pour l'actif ou le passif concerné soit directement ou indirectement,
- Niveau 3 : juste valeur déterminée sur la base de techniques d'évaluation basées en toute ou partie sur des données non observables.

h) Immobilisations incorporelles

Frais de recherche et de développement

Conformément à IAS 38, « Immobilisations incorporelles », les frais de recherche sont inscrits en charge au cours de la période pendant laquelle ils sont engagés.

Les frais de développement sont comptabilisés en immobilisations incorporelles si et seulement si l'ensemble des critères suivants sont satisfaits :

- faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation en vue de sa mise en service ou de sa commercialisation ;
- intention de la Société d'achever le projet ;
- capacité de la Société à utiliser l'actif incorporel ;
- démonstration de la probabilité d'avantages économiques futurs attachés à l'actif ;
- disponibilité des ressources techniques financières et autres afin d'achever le projet ; et
- capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Compte tenu de l'incertitude pesant sur la faisabilité technique de l'achèvement des recherches en cours, et sur la disponibilité des ressources techniques, financières et humaines nécessaires à cet achèvement, les dépenses de R&D de la Société ne respectent pas, les critères édictés par la norme IAS 38 et sont donc inscrites en charges au cours de la période pendant laquelle elles sont engagées, tant qu'une autorisation réglementaire de mise sur le marché n'a pas été obtenue.

Licences

Les paiements pour la recherche et le développement acquis séparément sont capitalisés dans les « Autres immobilisations incorporelles » à condition qu'ils répondent à la définition d'une immobilisation incorporelle : une ressource qui est (i) contrôlée par le Groupe, (ii) devrait fournir des avantages économiques futurs pour le Groupe et (iii) identifiables (c'est-à-dire séparables ou découlant de droits contractuels ou légaux).

Conformément au paragraphe 25 de la norme IAS 38, le premier critère de comptabilisation, relatif à la probabilité d'avantages économiques futurs générés par l'immobilisation incorporelle, est présumé être atteint pour les activités de recherche et développement lorsqu'elles sont acquises séparément.

Dans ce contexte, les montants versés à des tiers sous forme de paiements initiaux ou d'étapes relatifs à des produits candidats n'ayant pas encore obtenu l'agrément réglementaire sont comptabilisés en actifs incorporels. Ces droits sont amortis linéairement :

- après avoir obtenu l'approbation réglementaire, pendant leur durée de vie utile ; ou
- après avoir conclu un accord de collaboration de sous-licence avec un partenaire tiers, pendant leur durée de vie utile estimée. Cette durée de vie utile estimée tient compte de la période de protection des droits d'exclusivité concédés sous licence et de la période prévue pendant laquelle la Société bénéficiera des avantages économiques de l'actif.

Les droits non amortis (avant AMM) sont soumis à des tests de dépréciation selon la méthode définie en note 6.

Lorsque les immobilisations incorporelles acquises séparément sont acquises par le biais de paiements variables ou conditionnels, ces paiements sont comptabilisés comme une augmentation de la valeur comptable de l'immobilisation incorporelle lorsqu'ils deviennent exigibles. Les redevances dues par la Société liées aux licences acquises sont comptabilisées en charges opérationnelles nettes lorsque la Société comptabilise des ventes soumises à redevances.

Estimation de la durée de vie des licences acquises : les immobilisations incorporelles sont amorties linéairement sur leur durée de vie utile (utilité) prévue. La durée de vie utile estimée est la période au cours de laquelle l'actif fournit des avantages économiques futurs. Il est estimé par la direction et est régulièrement révisé en tenant compte de la période de développement sur laquelle il s'attend à bénéficier d'avantages économiques tels que les revenus de collaboration, les redevances, le produit des ventes, etc. Cependant, compte tenu de l'incertitude entourant la durée des activités de R&D pour les programmes en développement et leur probabilité de générer des avantages économiques futurs pour la Société, la durée de vie utile estimée des droits liés à ces programmes est rarement plus longue que la Phase de développement réelle du produit candidat. Lorsqu'un programme est en Phase de commercialisation, la durée d'utilité tient compte de la protection des droits d'exclusivité et de la période de commercialisation prévue sans tenir compte de toute extension ou brevet supplémentaire.

Autres actifs incorporels

Les autres immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels acquis. Les coûts liés à l'acquisition de licences de logiciels sont comptabilisés à l'actif sur la base des coûts encourus pour acquérir et configurer les logiciels associés. Les logiciels sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période d'un à trois ans selon la période d'utilisation prévue.

i) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les rénovations et les aménagements majeurs sont immobilisés, les frais de réparation, de maintenance et les coûts des autres travaux de rénovation sont comptabilisés en charges au fur et à mesure des dépenses.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité estimée des biens. Les agencements de biens loués sont amortis sur la durée la plus courte entre leur durée d'utilité estimée et de la durée du contrat de location.

L'ensemble immobilier constitutif du siège social a été réparti selon plusieurs composants distincts (fondations, gros œuvre, second œuvre, système chaud / froid etc.) amortis sur des durées différentes en fonction de la durée de vie économique estimée de ces éléments.

Les durées d'utilité estimées retenues sont les suivantes :

Type d'immobilisations	Année
Bâtiments et aménagements des constructions	20 à 40 ans
Agencements	5 à 20 ans
Matériel de laboratoire	8 ans
Matériel et mobilier de bureau	5 ans
Matériel informatique	3 ans

Les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de dépréciation en cas d'indice de perte de valeur. La valeur comptable d'un actif est immédiatement dépréciée pour le ramener à sa valeur recouvrable lorsque la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable estimée.

Tout gain ou perte résultant de la décomptabilisation d'un actif (calculé sur la différence entre le produit de cession et la valeur comptable de cet actif) est inclus dans le résultat opérationnel de la période où la cession intervient.

j) Test de dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles

Le Groupe évalue à la fin de chaque période de reporting s'il existe une indication que des immobilisations incorporelles et corporelles peuvent être dépréciées. En cas d'indication, le Groupe estime la valeur recouvrable de l'actif concerné.

Qu'il y ait ou non un indice de perte de valeur, les actifs incorporels non encore disponibles pour utilisation sont soumis à un test de dépréciation annuel en comparant leur valeur comptable à leur valeur recouvrable.

Conformément à la norme IAS 36 "Dépréciation d'actifs", les critères d'évaluation de l'indication de perte de valeur peuvent notamment inclure des niveaux de performance inférieurs aux prévisions, un changement significatif des données de marché, de l'environnement réglementaire, de la stratégie de développement de l'actif approuvée par la Direction, ou une obsolescence ou un dommage physique de l'actif non inclus dans l'amortissement / le plan d'amortissement. La constatation d'une perte de valeur modifie le montant amortissable et éventuellement le tableau d'amortissement / l'amortissement de l'actif concerné.

Les pertes de valeur sur immobilisations incorporelles, immobilisations corporelles doivent être reprises ultérieurement si la perte de valeur n'existe plus ou a diminué. Dans ce cas, la valeur recouvrable de l'actif doit être déterminée à nouveau afin que la reprise puisse être quantifiée. La valeur de l'actif après reprise de la perte de valeur ne peut excéder la valeur comptable nette des amortissements qui auraient été comptabilisés si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée au cours des périodes précédentes.

Le Groupe ne dispose d'aucune immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéterminée.

k) Avantages accordés aux salariés autres que les paiements en actions

Avantages postérieurs à l'emploi

Les salariés de la Société bénéficient des prestations de retraites prévues par la loi en France :

- obtention d'une indemnité de départ à la retraite, versée par la Société, lors de leur départ en retraite (régime à prestations définies) ; et
- versement de pensions de retraite par les organismes de Sécurité Sociale, lesquelles sont financées par les cotisations des entreprises et des salariés (régime à cotisations définies).

Par ailleurs, la Société a mis en place une retraite complémentaire dite « article 83 » destinée initialement au collège cadre. Ce régime a été étendu au personnel « non-cadres » depuis le 1er janvier 2014, dans les mêmes conditions que pour le personnel « cadres ». Ce régime à cotisations définies est financé par une cotisation correspondant à 2,2% du salaire annuel, dont 1,4% pris en charge par l'employeur et 0,8% pris en charge par l'employé.

Pour les régimes à prestations définies, les coûts des prestations de retraite sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, le coût des retraites est constaté dans le résultat de manière à le répartir uniformément sur la durée de service des employés, conformément aux conseils d'actuaire qualifiés effectuant une revue annuelle de la valorisation de ces plans. Les engagements de retraite sont évalués à la valeur actuelle des paiements futurs estimés en retenant le taux d'intérêts des obligations à long terme du secteur privé (« Euro zone AA rated corporate bonds + 10 years »). Les éventuels écarts actuariels liés à des changements d'hypothèses sont comptabilisés dans l'état du résultat global. Les engagements de régimes à prestations définies ne sont pas couverts par des actifs.

Les reprises de provisions liées à des changements d'hypothèses suite à l'exécution d'un plan de sauvegarde de l'emploi sont constatées en compte de résultat compte tenu de leur caractère inhabituel et significatif.

Les paiements de la Société pour les régimes à cotisations définies sont constatés en charges du compte de résultat de la période à laquelle ils sont liés.

Autres avantages à long terme du personnel

La Société verse également des primes d'ancienneté aux salariés atteignant 10, 15 et 20 ans d'ancienneté. Ces primes représentent des avantages à long terme au sens d'IAS 19R et font donc l'objet d'une provision en conséquence.

Avantages à court terme du personnel

Un passif est comptabilisé pour le montant que la Société s'attend à payer au titre des primes réglées en trésorerie à court terme si la Société a une obligation actuelle juridique ou implicite d'effectuer ces paiements en contrepartie de services passés rendus par le membre du personnel et que l'obligation peut être estimée de façon fiable.

I) Contrats de location

La Société détermine lors de sa signature si un contrat est un contrat de location. La Société comptabilise un droit d'utilisation et une dette locative au titre de l'ensemble de ces contrats, à l'exception de ceux relatifs à des contrats de courte durée (12 mois ou moins). Les paiements au titre de ces contrats non reconnus au bilan sont comptabilisés en charges opérationnelles de façon linéaire sur la durée du contrat.

La dette est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements non décaissés à la date de commencement, en utilisant le taux implicite du contrat. Si ce taux ne peut être expressément déterminé, la Société utilise son taux d'emprunt marginal. Les paiements inclus dans l'évaluation de la dette incluent :

- les loyers fixes diminués des avantages à recevoir du bailleur,
- les loyers variables en fonction d'un taux ou d'un index, initialement évaluées à l'index ou au taux en vigueur à la date de début du contrat,
- les garanties de valeur résiduelle,
- le prix d'exercice de l'option d'achat, si le preneur est raisonnablement certain d'exercer l'option, et
- les pénalités de résiliation ou de non-renouvellement du contrat.

La dette locative est incluse dans les passifs financiers courants et non courants du bilan consolidé. Elle est réévaluée à chaque période comptable selon la méthode du coût amorti au taux d'intérêt effectif.

La Société ré-évalue la dette locative (et procède à l'ajustement correspondant au droit d'utilisation correspondant) quand :

- la date de fin de la location change ou quand un événement significatif ou un changement des circonstances engendre un changement d'estimation de l'exercice d'une option d'achat. Dans un tel cas, la dette locative est ré-évaluée en actualisant les paiements révisés avec un taux d'actualisation révisé,
- les paiements de loyers changent suite à un changement d'index ou de taux. Dans ces cas, la dette locative est ré-évaluée en discountant les paiements révisés en utilisant un taux d'actualisation inchangé (à moins que le changement des paiements résulte du changement d'un taux d'intérêt flottant, auquel cas le taux d'actualisation révisé est utilisé),
- un contrat de location est modifié et la modification n'est pas comptabilisée comme une location spécifique. Dans un tel cas, la dette locative est ré-évaluée sur la base de la date de fin de la location modifiée en actualisant les paiements locatifs révisés avec un taux d'actualisation révisé à la date effective de la modification.

Les actifs relatifs aux droits d'utilisation incluent le montant de l'évaluation initiale du passif locatif, le montant des loyers versés à la date de prise d'effet ou avant cette date, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus et les coûts directs initiaux qu'il a engagés.

Ils sont ensuite évalués au coût diminué des amortissements cumulés et des charges de dépréciation.

Lorsque la Société doit exposer des coûts de démantèlement et de déménagement d'un actif loué, procéder à une remise en état du site sur lequel il est situé ou remettre en état l'actif en lui-même conformément aux termes et conditions du contrat, une provision est comptabilisée et évaluée selon IAS 37. Dans la mesure où les coûts concernent un actif de droits d'utilisation, les coûts sont inclus dans l'actif concerné, à moins que ces coûts ne servent à la production de stocks.

Les actifs de droits d'utilisation sont amortis sur la période la plus courte entre la fin du contrat de location ou la durée de vie économique de l'actif sous-jacent. Si un contrat transfère la propriété de l'actif sous-jacent ou que le coût de l'actif de droit d'utilisation reflète que la Société s'attend à exercer une option d'achat, l'actif de droit d'utilisation concerné est amorti sur la durée de vie économique de l'actif sous-jacent. L'amortissement débute à la date de commencement du contrat de location.

Les actifs de droit d'utilisation sont inclus dans la ligne immobilisations corporelles du bilan consolidé.

En mars 2023, la Société a signé un avenant au bail du bâtiment « Le Virage », ayant pour but de réduire la surface des locaux loués. La date effective de l'avenant au bail est le 15 mars 2023. En conséquence, et conformément à l'application de la norme IFRS 16, les impacts sur le bilan consolidé à la date effective de l'avenant au bail sont les suivants : décomptabilisation d'un droit d'utilisation (actif) et d'une dette locative en adéquation avec les surfaces restituées.

La Société applique IAS 36 pour déterminer si un actif de droit d'utilisation est déprécié et comptabilisé toute perte de valeur identifiée.

Les loyers variables qui ne dépendent pas d'un index ou d'un taux ne sont pas inclus dans l'évaluation de la dette locative et de l'actif de droit d'utilisation.

Les paiements liés sont comptabilisés comme une dépense de la période durant laquelle l'évènement ou la condition qui déclenche ces paiements se matérialisent et sont inclus dans les charges opérationnelles du compte de résultat.

m) Provisions et passifs éventuels

Dans le cadre de ses activités, la Société pourrait être exposée à certains risques, résultant notamment d'engagements contractuels. La direction procède à une estimation de la probabilité et du montant d'éventuelles sorties de ressources associées à ces risques, ainsi que de l'information à fournir sur les passifs éventuels. Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'évènements passés, il est probable que la société soit soumise à une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques pour régler cette obligation et une estimation fiable du montant de l'obligation peut être effectuée. Lorsque la Société s'attend à recevoir un remboursement, par exemple dans le cadre d'un contrat d'assurance, le remboursement est constaté comme un actif distinct uniquement lorsqu'il est quasiment certain.

Par ailleurs, dans le cadre de ses activités, la Société peut évaluer une obligation potentielle à l'égard d'un tiers résultant d'évènements dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de la Société; ou une obligation à l'égard d'un tiers dont il n'est pas probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Ces éléments font l'objet d'une mention en note 18 des comptes consolidés du groupe en tant que passifs éventuels.

n) Capital

Les actions ordinaires sont classées en capitaux propres. Les coûts directement attribuables à l'émission d'actions sont comptabilisés dans les capitaux propres en déduction de la prime d'émission.

Les actions propres rachetées en vertu du contrat de liquidité souscrit par la Société sont inscrites en déduction des capitaux propres, jusqu'à leur annulation, réémission ou cession.

o) Paiements en actions

Depuis sa création la Société a mis en place plusieurs plans de rémunération versés en instruments de capitaux propres, sous forme d'actions gratuites (« Attributions gratuites d'actions » ou « AGA »), d'actions privilégiées gratuites convertibles en actions ordinaires (« Attributions gratuites d'actions de préférence convertibles en actions ordinaires » ou « AGAP »), actions gratuites de performance (« Attributions gratuites d'actions de performance » ou « AGA Perf »), bons de souscription d'actions (« Bons de souscription d'actions » ou « BSA »), bons de souscription d'actions remboursables (« Bons de souscription et / ou d'Acquisition d'Actions Remboursables », ou « BSAAR »), accordée à ses salariés, cadres, membres du Directoire et consultants scientifiques.

Conformément à IFRS 2 — « Paiement fondé sur des actions », ces attributions sont évaluées à leur juste valeur à la date d'octroi. La juste valeur est calculée avec la formule la plus pertinente concernant les conditions et le règlement de chaque plan.

Pour la rémunération en actions octroyée aux salariés, cadres, membres du Conseil d'administration et consultants scientifiques, la Société utilise les modèles de valorisation de l'approche Black-Scholes et Monte Carlo pour déterminer la juste valeur de la rémunération en actions. Pour les consultants scientifiques fournissant des services similaires, la Société ne pouvant estimer de manière fiable la juste valeur des biens ou services reçus, elle mesure la valeur de la rémunération en actions et l'augmentation correspondante des capitaux propres, indirectement, par référence à la juste valeur des capitaux propres instruments accordés également en utilisant le modèle de valorisation de l'approche Black-Scholes. La juste valeur des actions gratuites incluses dans le modèle est déterminée à partir de la valeur des actions au moment de leur distribution.

Dans le calcul de la juste valeur de la rémunération fondée sur des actions, la Société tient également compte de la période d'acquisition et la probabilité (moyenne pondérée) de rotation du personnel. Les autres hypothèses utilisées sont également détaillées à la Note 11.

La Société comptabilise la juste valeur de ces attributions comme une charge de rémunération à base d'actions sur la période au cours de laquelle les services connexes sont reçus avec une augmentation correspondante des capitaux propres. La rémunération en actions est comptabilisée selon la méthode linéaire. La charge de rémunération en actions est basée sur les attributions qui devraient finalement être acquises et, est réduite des échéances prévues.

p) Produits d'exploitation

Reconnaissance du chiffre d'affaires et jugements s'y rapportant.

Accords de collaboration

À ce jour, les revenus de la Société correspondent essentiellement aux revenus générés par les accords de collaboration et conclus avec les partenaires pharmaceutiques pour le développement de candidats médicaments. Ces contrats incluent généralement des rémunérations à recevoir du partenaire sous diverses formes, telles que :

- des paiements initiaux à la signature du contrat et non remboursables ;
- des paiements au titre de l'exercice d'option d'acquisition de licences portant sur des candidats médicaments ;
- des paiements déclenchés par le franchissement de certaines étapes de développement (résultats scientifiques obtenus par la Société ou par le partenaire, obtention d'approbations réglementaires de commercialisation) ;
- des paiements liés à nos activités de R&D ;
- des paiements déclenchés par le démarrage de la commercialisation de produits issus des travaux de développement ou par le franchissement de seuils cumulés de ventes de produits, ainsi que et l'attribution des redevances sur les ventes futures des produits ou bien un partage des profits réalisés sur les ventes des produits.

Ces accords de collaboration nous conduisent à fournir à nos clients des licences portant sur la propriété intellectuelle de candidats médicaments, ainsi que des prestations de recherche et développement. Conformément à IFRS 15, nous devons déterminer si les différentes promesses incluses dans le contrat sont distinctes (auquel cas elles sont reconnues séparément en revenu) ou bien si elles doivent être combinées au sein d'une même obligation de performance pour la reconnaissance du revenu. Nous concluons que la licence n'est pas distincte des services de R&D lorsque les services de R&D font appel à une expertise propre à la Société, de telle sorte que le client ne puisse pas bénéficier de la licence à elle seule ou en combinaison avec des prestations fournies par des tiers, ou bien encore lorsque la propriété intellectuelle est à un stade de développement tel que les travaux de R&D ont pour effet de modifier significativement l'objet initial de la licence.

Lorsqu'il est conclu que la licence et les prestations de R&D doivent être combinées dans une obligation de performance unique, celle-ci est reconnue à l'avancement, ce dernier étant mesuré par le ratio des coûts encourus pour exécuter le contrat rapporté aux coûts estimés à terminaison. Dans ce cas, les paiements initiaux non remboursables sont différés et reconnus en revenus au cours de la période durant laquelle la Société est engagée à rendre des services au co-contractant en fonction de l'avancement des coûts correspondants.

Lorsque les engagements pris dans le cadre d'un contrat de collaboration et de licence sont considérés comme des obligations de performance distinctes, le chiffre d'affaires est réparti entre ces obligations proportionnellement à leur prix de transaction, qui correspond au prix auquel chaque obligation de performance aurait été vendue dans le cadre d'une transaction distincte.

Conformément à IFRS 15, les contreparties variables ne peuvent être incluses dans l'estimation du prix de la transaction que dans la mesure où il est hautement probable que le revenu ne sera pas extourné ultérieurement au moment de la résolution des incertitudes. Compte tenu des incertitudes significatives attachées aux résultats des études précliniques et cliniques, et à l'obtention des autorisations réglementaires de commercialisation, les paiements conditionnés par ces événements sont exclus de l'estimation du prix de la transaction tant que le fait générateur n'est pas avéré. Lorsque le fait générateur survient, le paiement d'étape est ajouté au prix de la transaction auquel est appliqué le taux d'avancement du contrat, entraînant un ajustement cumulatif sur le revenu.

Les revenus liés aux redevances sur ventes, à l'atteinte d'étapes de commercialisation ou bien à des clauses de partage de profits réalisés sur les ventes, seront systématiquement reconnus lorsque les ventes de produits seront réalisées par les partenaires.

Lorsqu'un contrat de collaboration accorde à un partenaire la possibilité d'acquérir une propriété intellectuelle sous licence (« PI »), la Société détermine la date du transfert de contrôle sur la PI sous licence. Selon l'analyse de la Société, les revenus liés aux frais d'option seront comptabilisés (i) lorsque le contrôle sur les transferts IP sous licence (le paiement lié à l'exercice de l'option est donc considéré comme une contrepartie variable), ou, (ii) différé jusqu'à l'exercice de l'option ou sa période d'expiration.

Lorsqu'un accord ne promet que des services de développement, la Société comptabilisera les produits connexes lorsque les coûts seront engagés.

Les paiements et les frais initiaux et les jalons sont comptabilisés à titre de produits reportés à leur réception ou à leur échéance, et peuvent nécessiter le report de la constatation des produits à une période future jusqu'à ce que la Société s'acquitte de ses obligations en vertu de ces ententes. Les montants dus par la Société au titre du partage des coûts sont comptabilisés comme passif de collaboration. Les montants payables à la Société sont comptabilisés comme des débiteurs lorsque le droit de la Société à une contrepartie est inconditionnel.

Voir la note 13 pour la description comptable des accords importants.

q) Crédit d'impôt recherche et subventions

Crédit d'impôt recherche

Des crédits d'impôt recherche sont octroyés aux entreprises par l'Etat français afin de les inciter à réaliser des recherches d'ordre technique et scientifique. Les entreprises qui justifient de dépenses remplissant les critères requis reçoivent un crédit d'impôt qui peut être utilisé pour le paiement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice de réalisation des dépenses et des trois exercices.

Comptablement, il se traduit donc par une créance sur le Trésor français. La portion restante du crédit d'impôt non compensée à l'expiration d'une telle période pourra alors être remboursée à la Société.

Les entreprises répondant à la définition de PME selon les critères de l'Union européenne durant deux exercices comptables successifs sont éligibles au remboursement anticipé de leur CIR.

Suite à la perte du statut de PME, la Société a décidé de céder la créance relative au CIR 2024 à une banque au 31 décembre 2025, comme elle avait cédé également la créance 2023 au 31 décembre 2024. En l'absence de directive spécifique en application des normes IFRS pour le transfert de cette nature d'actifs, une analyse IFRS 9 a été réalisée par analogie.

Du fait du transfert de la Société à la banque des droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif ainsi que du transfert substantiel des risques et avantages liés à la propriété de l'actif, l'actif – Créance de CIR 2024 – a été décomptabilisé au 31 décembre 2025.

La créance de CIR a été historiquement considérée comme faisant partie du besoin en fonds de roulement. En conséquence, les flux de trésorerie reçus du Trésor français ou le flux de trésorerie reçu de la banque en 2024 (8.6 millions d'euros) et en 2025 (6.5 millions d'euros) sont présentés en Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles.

Le CIR est présenté en « Produits opérationnels » dans le compte de résultat car il répond à la définition des subventions publiques telle que définie par IAS 20 « Comptabilisation des subventions publiques et informations à fournir sur l'aide publique », dès lors que les dépenses de recherche éligibles ont été réalisées.

Subventions

Les subventions publiques sont reconnues à l'actif lorsqu'il existe une assurance raisonnable que :

- la Société se conformera aux conditions attachées aux subventions ; et
- les subventions seront reçues.

Les subventions d'exploitation qui compensent des charges encourues par le Groupe sont comptabilisées en résultat sur la ligne « financements publics de dépense de recherche » au fur et à mesure de l'avancement des coûts engagés sur les programmes de recherche concernés.

Une subvention publique à recevoir soit en compensation de charges ou de pertes déjà encourues, soit au titre de soutien financier immédiat à la Société sans coûts futurs liés, est comptabilisée en produits de l'exercice au cours duquel la créance devient acquise.

Les subventions d'investissement liées à des actifs sont présentées au bilan en produits constatés d'avance, et reprises en produits au rythme de l'amortissement de l'immobilisation financée par la subvention.

Un prêt non remboursable sous conditions de l'Etat est traité comme une subvention publique s'il existe une assurance raisonnable que l'entreprise remplira les conditions relatives à la dispense de remboursement du prêt. Dans le cas contraire, il est classé en dettes.

r) Impôts sur les bénéfices

Les actifs d'impôts différés sont constatés selon la méthode du report variable, pour toutes les différences temporaires provenant de la différence entre la base fiscale et la base comptable des actifs et passifs figurant dans les états financiers. Les différences temporaires principales sont liées aux retraitements relatifs aux contrats de location, aux provisions pour engagements de retraites et aux pertes fiscales reportables ainsi qu'aux impôts différés passifs/actifs générés par l'application de la norme IFRS 15 (voir note 2.a « Adoption IFRS 15 » des comptes consolidés du Document de Référence 2018). Les taux d'impôts ayant été entérinés par un texte de loi à la date de clôture sont retenus pour déterminer les impôts différés.

Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que les bénéfices futurs seront suffisants pour recouvrer ces actifs d'impôt. Compte tenu de son stade de développement qui ne permet pas d'établir des projections de résultat taxable jugées suffisamment fiables, la Société comptabilise les impôts différés d'actifs à hauteur des impôts différés passifs. Étant donné que les actifs et passifs d'impôt différé d'Innate Pharma se rapportent à la même autorité fiscale (France), à la même entité imposable et à la même période fiscale, en application de la norme IAS12, l'entité nette les actifs et les passifs d'impôts différés dans les états financiers consolidés, ne les faisant pas apparaître au bilan.

s) Résultats par action

Conformément à IAS 33 « Résultat par action », le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat attribuable aux actionnaires du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour la période. Le résultat dilué par action est mesuré en divisant le résultat attribuable aux détenteurs de capitaux propres et d'instruments dilutifs par le nombre moyen pondéré d'actions et d'instruments dilutifs en circulation pour la période.

Si dans le calcul du résultat dilué par action, les instruments donnant des droits différés au capital tels que les bons de souscription d'action génèrent un effet antidilutif, alors ces instruments ne sont pas pris en compte.

t) Autres éléments du résultat global

Les éléments de produits et de charges de la période qui sont comptabilisés directement en capitaux propres sont présentés dans les « autres éléments du résultat global ». Ces éléments se composent principalement :

- Des gains et pertes actuariels sur avantages au personnel ; et
- Des écarts de conversion.

u) Informations sectorielles

Pour ses besoins de gestion interne, et afin de répondre aux exigences d'information de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », le Groupe a réalisé une analyse de la répartition sectorielle de ses activités. Suite à ce travail, le Groupe considère qu'il opère sur un seul segment agrégé : la conduite de R&D sur des produits pharmaceutiques en vue de leur commercialisation future. Par ailleurs, l'intégralité de l'activité de R&D de la Société est localisée en France. Les principaux décideurs opérationnels (au cas particulier l'équipe de direction de la Société) mesurent la performance de la Société au regard de la consommation de trésorerie de ses activités. Pour ces raisons, la direction du Groupe n'estime pas opportun de constituer de secteurs d'activité distincts dans son reporting interne.

v) Estimations et jugements comptables significatifs

La préparation des états financiers consolidés selon les normes IFRS nécessite de la part de la direction d'avoir recours à des estimations, des hypothèses et des jugements qui affectent le montant des actifs, des dettes, des revenus et des charges au cours de la période. Les estimations et les jugements auxquels la direction procède dans la mise en œuvre des méthodes comptables sont fondés sur les informations historiques et sur d'autres facteurs, notamment les anticipations d'événements futurs jugés raisonnables au vu des circonstances.

Ces estimations et jugements sont les suivants :

- **Comptabilisation des revenus des accords de collaboration et de licence** : les revenus résultent principalement de paiements basés sur plusieurs éléments (par exemple, des paiements initiaux, des paiements d'étape) reçus en relation avec des accords de recherche, de collaboration et de licence signés avec des sociétés pharmaceutiques ou d'autres sociétés. Lorsque la Société s'est engagée à fournir des services de R&D, les revenus sont répartis sur la période où la Société est engagée pour fournir ces services, plus particulièrement sur la base des intrants de la Société à la satisfaction d'une obligation de performance par rapport au total des intrants attendus à la satisfaction de cette obligation de prestation. Les paiements d'étape dépendent de la réalisation de certains jalons scientifiques, réglementaires ou commerciaux. Ces paiements variables sont comptabilisés lorsque l'événement déclencheur s'est produit, qu'il n'y a pas d'autres imprévus ou services à fournir après cet événement et que ce paiement est non remboursable. Depuis le 31 décembre 2022, compte tenu de l'avancement significatif du contrat (99,9%) et du niveau de consommation des budgets, l'impact des estimations comptables n'est plus déterminant dans le calcul du revenu lié à l'accord monalizumab. Au 31 décembre 2025, compte tenu de la progression et de l'atteinte de la fin du programme, le revenu lié à l'accord monalizumab a été entièrement constaté au compte de résultat.
- **Evaluation de la valeur recouvrable des licences acquises et en cours de développement** : des tests de dépréciation sont effectués annuellement pour les actifs incorporels non amortis (tels que les actifs incorporels en cours). Les actifs incorporels amortissables sont soumis à un test de dépréciation lorsqu'il existe un indicateur de dépréciation. Les tests de dépréciation consistent à comparer la valeur recouvrable des licences à leur valeur nette comptable. La valeur recouvrable d'un actif est la plus élevée de sa juste valeur diminuée des coûts de vente et de sa valeur d'utilité. Si la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable, une perte de valeur est comptabilisée pour réduire la valeur comptable à la valeur recouvrable. Les principales hypothèses retenues pour le test de dépréciation comprennent (a) le montant des flux de trésorerie qui sont fixés sur la base des plans et budgets de développement et de commercialisation approuvés par la Direction, (b) les hypothèses liées à la réalisation des essais cliniques et au lancement de la commercialisation, (c) le taux d'actualisation, (d) les hypothèses de risque lié au développement et (e) la commercialisation, le prix de vente et le volume des ventes, tout changement de ces hypothèses pourrait conduire à la constatation d'une dépréciation cela pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la société. Au 31 décembre 2022, compte tenu de la décision prise par la Société en décembre 2022 d'arrêter le développement d'avdoralimab dans l'indication de la pemphigöïde bulleuse soutenant la valeur recouvrable de l'actif au 31 décembre 2021 et au 30 juin 2022, les droits relatifs à l'actif incorporel ont été intégralement dépréciés pour la valeur nette comptable de l'actif incorporel, soit 41 000 milliers d'euros, sans utiliser les hypothèses historiques décrites ci-dessus (voir note 6). En 2025, cet actif a été décomptabilisé des immobilisations incorporelles et la provision pour dépréciation a été reprise suite à la décision de ne plus maintenir les droits de propriété intellectuelle liés à cet actif, approuvée par le Conseil d'Administration du 11 décembre 2025, la société n'a donc actuellement aucun actif nécessitant des tests de dépréciation.

3. Gestion des risques financiers et juste valeur

Les principaux instruments financiers détenus par la Société sont la trésorerie, les équivalents de trésoreries et les instruments financiers courants et non courants. L'objectif de ces instruments est d'assurer le financement des activités de la Société. La Société n'investit pas pour des raisons spéculatives et n'a pas recours à des instruments dérivés.

Les principaux risques financiers auxquels la Société est exposée sont le risque de liquidité, le risque de change, le risque de taux et le risque de crédit.

Risque de liquidité

La gestion de trésorerie de la Société est effectuée par le département Finance qui gère le financement courant et prévisionnel et assure la capacité de la Société à faire face à ces engagements financiers en maintenant un niveau de disponibilités compatible avec ses échéances. Au 31 décembre 2025, la trésorerie et équivalents de trésorerie et actifs financiers courants, constitués d'instruments financiers immédiatement

disponibles, s'élevaient à 34,3 millions d'euros, ce qui représente un horizon jusqu'à la fin du 3ème trimestre 2026.

Les actifs de la société sont répartis équitablement entre des banques de premier ordre (rating S&P A+).

Les principales caractéristiques (dont le caractère liquide) des instruments financiers détenus par la Société sont présentées en Note 4.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change inhérent à certaines dépenses, qui sont facturées en dollar US. La Société ne dispose pas pour le moment de revenus récurrents en euros, en dollars US ou toute autre monnaie. Les revenus libellés en dollars américains ont représenté 86% et 52% des revenus pour les exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024, respectivement. Les paiements en dollars américains représentaient environ 26,4% et 35,1% des paiements pour les exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024, respectivement.

Afin de couvrir ce risque, la Société a conservé en dollar US une partie des paiements reçus d'AstraZeneca relatifs aux accords différents accords et amendements aux accords historiques signés en 2015, 2018, 2020 et 2022 (monalizumab, IPH5201 et options sur programmes futurs notamment) ainsi que l'encaissement net généré suite à la réalisation de son offre globale incluant son offre au public sur le Nasdaq Global Select Market en 2019.

La Société ne fait pas dans le cadre de ses activités courantes recours à des instruments de couverture.

Risque de taux d'intérêt

La Société est très peu exposée au risque de taux d'intérêt qui concerne essentiellement les parts de fonds monétaires et les dépôts bancaires. Les variations de taux d'intérêt ont un impact sur la rentabilité de ces placements. La Société n'a pas de facilités de crédit. Les remboursements des emprunts souscrits au cours de l'exercice 2017 ainsi que les Prêts Garantis par l'Etat (« PGE ») souscrits en 2021 et prorogés en 2022, ne sont pas soumis au risque de taux d'intérêt.

Risque de crédit

Le risque de crédit relatif à la trésorerie, aux équivalents de trésorerie et aux instruments financiers n'est pas significatif au regard de la qualité de signature des institutions financières co-contractantes. La Société considère qu'aucun instrument de son portefeuille n'est exposé au risque de crédit.

Juste valeur

La juste valeur d'instruments financiers négociés sur un marché actif est fondée sur le prix de marché au 31 décembre 2025. Les prix de marché utilisés pour les actifs financiers détenus par la Société sont les cours acheteurs en vigueur sur le marché à la date d'évaluation.

4. Trésorerie, équivalents de trésorerie et actifs financiers

(en milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Trésorerie et équivalents de trésorerie	28 092	66 396
Actifs financiers courants	6 218	14 374
Trésorerie, équivalents de trésorerie et actifs financiers courants	34 310	80 770
Actifs financiers non courants	10 455	10 281
Trésorerie, équivalents de trésorerie et actifs financiers	44 765	91 051

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont principalement composés de comptes courants, de comptes d'épargne, de comptes à terme et de parts de SICAV (à échéance court terme) souscrits auprès de différents établissements bancaires.

Au 31 décembre 2025, la Société détient des actions de trois fonds communs de placement. Les profils de risque de ces fonds sont notés de 1 à 7 par l'institution financière qui gère et commercialise ces fonds (1 étant le profil de risque le plus faible). Lorsque l'échéance des actions des OPCVM est supérieure à un an, elles sont classées comme instruments financiers non courants.

Les autres actifs financiers non courants comprennent généralement une garantie de capital à l'échéance (qui est toujours supérieure à un an). Ces instruments sont définis par la Société comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net et classés comme non courants en raison de leur échéance.

Aux 31 décembre 2025 et 2024, le montant de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des actifs financiers libellés en dollars américains s'élevait respectivement à 7 078 milliers d'euros et 16 529 milliers d'euros.

La variation des actifs financiers (courants et non courants) pour les exercices 2024 et 2025 se présente ainsi :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2024	Augmentations (1)	Diminutions (2)	Variation de juste valeur par compte de résultat	Variation des intérêts courus	Variation de change	31 décembre 2025
Actifs financiers courants	14 375	—	(7 035)	276	(36)	(1 362)	6 218
Actifs financiers non courants	10 281	—	(388)	175	388	—	10 455
Total actifs financiers	24 656	—	(7 423)	451	352	(1 362)	16 673

(en milliers d'euros)	31 décembre 2023	Augmentations (1)	Diminutions (2)	Variation de juste valeur par compte de résultat	Variation des intérêts courus	Variation de change	31 décembre 2024
Actifs financiers courants	21 851	—	(9 329)	850	119	884	14 375
Actifs financiers non courants	9 796	—	(261)	485	261	—	10 281
Total actifs financiers	31 647	—	(9 590)	1 335	380	884	24 656

(1) Les augmentations correspondent à la fois aux acquisitions et aux reclassements d'actifs financiers selon leur maturité à la date de clôture.

(2) Les diminutions correspondent à la fois aux cessions et aux reclassements d'actifs financiers selon leur maturité à la date de clôture.

5. Créances courantes et non courantes

Les créances courantes et non courantes s'analysent comme suit (en milliers d'euros) :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Autres créances	117	89
Crédit d'impôt recherche ⁽¹⁾	6 174	—
Autres crédits d'impôt	19	24
Charges constatées d'avance ⁽²⁾	2 387	2 820
Crédit de TVA	909	880
Créances clients ⁽³⁾	391	650
Avances et acomptes versés aux fournisseurs (4)	2 402	509
Créances courantes	12 400	4 972
Avances et acomptes versés aux fournisseurs (4)	—	1 362
Crédit d'impôt recherche (1)	—	7 464
Charges constatées d'avance ⁽²⁾	251	502
Créances non courantes	251	9 328
Créances courantes et non courantes	12 651	14 300

- (1) Au 31 décembre 2024, le CIR 2024 était reconnu en créances non courantes pour un montant de 7 464 milliers d'euros suite à la perte du statut de PME communautaire constaté fin 2023. Le CIR 2024 ayant fait l'objet d'une cession de créance déconsolidante, il a été encaissé en décembre 2025 pour 95% de son nominal. La retenue de 5% effectuée par l'organisme de financement sera libérée à l'issue du délai de 3 ans soit au 31 décembre 2028 sous réserve que le montant ne soit pas remis en cause par l'administration fiscale. Ainsi, le montant a été reclassé en Actifs financiers non courant (voir note 4).
Au 31 décembre 2025, la société est de nouveau éligible au statut PME communautaire. Le montant de 6 174 milliers d'euros est ainsi reconnu en créances courantes.
Pour rappel, le CIR reconnu au sein d'une PME communautaire représente une créance courante sur le Trésor français qui sera en principe imputée sur l'impôt sur les sociétés français dû par la société au titre de l'année suivante (trois années dans le cas d'une société qui n'a pas le statut PME communautaire). La portion restante du crédit d'impôt non compensée à l'expiration d'une telle période pourra alors être remboursée à la Société (pour le CIR au titre de 2025 d'ici le 31 décembre 2026) (voir note 2.q).
- (2) Ce montant inclut au 31 décembre 2025, une somme de 500 milliers d'euros relative à la prime de garantie des deux Prêts Garantis par l'Etat (« PGE ») souscrits auprès de la Société Générale et de BNP Paribas. Suite à la demande d'amortissement optionnel, l'intégralité de la commission de garantie sur la période additionnelle de cinq ans a été reconnue en charge au titre de l'exercice 2022. Au 31 décembre 2025, un ajustement est effectué au moyen des comptes de régularisation pour tenir compte du rattachement des charges à l'exercice (voir note 9).
- (3) Au 31 décembre 2025 comme au 31 décembre 2024, ce montant est essentiellement composé de la refacturation trimestrielle dans le cadre des accords de collaboration avec AstraZeneca pour l'étude Matisse.
- (4) Au 31 décembre 2024, des avances ont été réglées à des fournisseurs. Ces avances seront déduites de règlements ultérieurs en fonction des modalités prévues aux contrats. Au 31 décembre 2025, compte tenu de la maturité des travaux, ces avances sont entièrement classées en court terme.

6. Immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	Licences acquises	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations incorporelles en cours	Total des immobilisations incorporelles
Exercice clos le 31 décembre 2024				
Solde net à l'ouverture	416	—	—	416
Acquisitions	—	—	—	—
Paielements variables	—	—	—	—
Sorties	—	—	—	—
Amortissements	(416)(1)	—	—	(416)
Dépréciation	—	—	—	—
Transferts	—	—	—	—
Solde net à la clôture	—	—	—(2)	—
Exercice clos le 31 décembre 2025				
Solde net à l'ouverture	—	—	—	—
Acquisitions	—	—	—	—
Paielements variables	—	—	—	—
Sorties	—	—	(41 000)	(41 000)
Amortissements	—	—	—	—
Dépréciation	—	—	41 000	41 000
Transferts	—	—	—	—
Solde net à la clôture	—	—	—(2)	—

(1) Au 31 décembre 2024, ce montant correspond à l'amortissement des droits relatifs à monalizumab (416 milliers d'euros).

(2) Au 31 décembre 2024, ce montant correspond à la valeur nette comptable de avdoralimab dans l'indication "BP qui se décompose d'une valeur brute de 41 000 milliers d'euros et d'une dépréciation d'un montant équivalent. Au 31 décembre 2025, l'actif et la dépréciation afférente ont été décomptabilisés.

Droits monalizumab relatif à l'accord monalizumab (NKG2A) signé en 2014 avec Novo Nordisk A/S

Depuis leur acquisition, les droits relatifs à monalizumab sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée résiduelle prévue des essais de Phase 2. A la date du 31 décembre 2025, la Société a ainsi estimé que les droits liés à monalizumab seront totalement amortis. Cette échéance tient compte conjointement de l'achèvement de certains essais cliniques et de la modification des dates de fin estimées relatives à certaines cohortes.

La valeur nette comptable des droits relatifs à monalizumab s'élevait respectivement à 0 milliers d'euros et 0 milliers d'euros au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024.

Droits IPH5201 (anti-CD39) acquis auprès d'Orega Biotech

Le 4 janvier 2016, Innate Pharma et Orega Biotech ont annoncé la mise en place d'un accord de licence exclusive selon lequel Orega Biotech accorde à Innate Pharma l'intégralité des droits de développement, de fabrication et de commercialisation de son anticorps anti-CD39. Le montant du paiement initial versé à Orega Biotech a été comptabilisé en actif incorporel dans les comptes clos au 31 décembre 2016. Les critères relatifs au premier jalon de développement ont été atteints en décembre 2016. En conséquence, les montants de ces paiements d'étape ont été payés à Orega Biotech et comptabilisés en actif incorporel en supplément du montant du paiement initial. En juin 2019, la Société a également versé à Orega Biotech 7,0 millions d'euros suite à l'accord de collaboration et d'option signé le 22 octobre 2018 avec AstraZeneca concernant IPH5201. Au titre de cet accord, la Société a également versé en avril et juin 2020, respectivement 2,5 et 0,2 millions d'euros à Orega Biotech à la suite du premier dosage de Phase 1 relatif à IPH5201.

Orega Biotech revendiquait la propriété conjointe de certains brevets concernant IPH5201. Conformément à l'accord signé, la Société et Orega Biotech ont résolu ce différend dans le cadre d'une procédure d'arbitrage, dont la décision a été rendue en décembre 2021. Suite à cette décision la Société sera tenue de verser un pourcentage *low-teen* des revenus de sous-licences que la Société percevra conformément à son accord avec AstraZeneca concernant IPH5201. Suite à cette décision d'arbitrage, la Société a versé en janvier 2022 un montant de 0,4 millions d'euros complémentaire à Orega Biotech.

Pour rappel, la Société avait annoncé le 3 juin 2022 la progression d'IPH5201 vers une étude de Phase 2 dans les cancers du poumon dont la Société sera sponsor. Conformément à l'amendement signé le 1^{er} juin 2022, la Société était éligible à un paiement d'étape de 5 millions de dollars par AstraZeneca, réceptionné en août 2022 par la Société. La Société a ainsi versé en octobre 2022 un montant de 0,6 million d'euros complémentaire à Orega Biotech.

La Société a annoncé le 26 juin 2023 le traitement du premier patient dans l'essai de Phase 2 MATISSE, conduite en collaboration avec AstraZeneca et évaluant IPH5201 dans les cancers du poumon au stade précoce. Par conséquent, la Société a effectué un paiement complémentaire d'un montant de 2,0 millions d'euros à Orega Biotech en juillet 2023, conformément au protocole d'accord signé en 2019.

Pour rappel, cet actif était amorti selon la méthode linéaire depuis le 1er novembre 2018 (correspondant à la date de début effective de la collaboration) jusqu'à la date à laquelle la Société prévoyait de respecter son engagement de collaboration (fin de l'exercice 2020). Pour rappel, au 31 décembre 2020, ces engagements de collaboration étaient tous remplis. Ainsi, les droits relatifs à IPH5201 sont intégralement amortis depuis le 31 décembre 2020.

Droits anti-C5aR acquis auprès de Novo Nordisk A/S

Lors de la signature de l'accord, un paiement initial de 40,0 millions d'euros au titre des droits acquis a été enregistré en tant qu'immobilisation incorporelle. Dans le cadre de cet accord, un montant complémentaire de 1,0 million d'euros a été versé en Octobre 2020 à Novo Nordisk A/S suite au lancement du premier essai de Phase 2 concernant avdoralimab. Avdoralimab étant toujours en essai clinique, les droits acquis étaient classés en immobilisation incorporelle en cours. Ils ont fait l'objet d'un test de dépréciation annuel.

Les termes de l'accord avec Novo Nordisk A/S prévoient qu'Innate Pharma fera des paiements complémentaires en fonction de l'atteinte de jalons. Au 31 décembre 2025, compte tenu des incertitudes attachées à ces paiements conditionnels futurs, aucune dette n'a été reconnue.

Les frais de développement engagés par la Société sont comptabilisés en charges de recherche et développement.

Pour rappel, au cours du quatrième trimestre 2022, la Société a été informée par le promoteur de l'essai clinique de Phase 2 évaluant avdoralimab en inflammation dans l'indication de la pemphigoïde bulleuse ("BP") de sa décision d'arrêter ledit essai. Consécutivement, la Société a décidé en décembre 2022 d'arrêter le développement d'avdoralimab dans l'indication "BP" en inflammation, unique indication soutenant la valeur recouvrable de l'actif au 31 décembre 2021 ainsi qu'au 30 juin 2022.

Suite à cette décision, la Société a appliqué la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs » et a évalué qu'il existait un indice de perte de valeur suffisamment important pour amener à la dépréciation intégrale de l'immobilisation incorporelle. Cette dépréciation a été comptabilisée au regard de l'estimation de la valeur recouvrable de l'actif incorporel avdoralimab, basée sur flux de trésorerie futurs attendus à la date de la décision en décembre 2022.

Ainsi, à la date de la décision d'arrêt de développement d'avdoralimab dans l'indication "BP", les droits avdoralimab ont été intégralement dépréciés pour leur valeur nette comptable, soit 41 000 milliers d'euros.

Au 31 décembre 2025, l'actif a été décomptabilisé et la provision pour dépréciation a été reprise suite à la décision de ne plus maintenir les droits de propriété intellectuelle liés à cet actif approuvée par le Conseil d'Administration du 11 décembre 2025.

Droits IPH6101 (SAR'579) obtenus suite à l'arrêt de l'accord de 2016 avec Sanofi

Suite à la décision prise par Sanofi en 2025 de mettre fin à l'accord de collaboration signé en 2016 au titre du candidat SAR'579/IPH6101 (l'ANKET® anti-CD123), Innate a récupéré l'intégralité des droits sur ce produit. Cette restitution n'a donné lieu à aucun paiement initial ni à la comptabilisation d'une immobilisation incorporelle. L'accord prévoit néanmoins des paiements d'étapes, soit à hauteur de 15% de l'ensemble des montants reçus par Innate Pharma (upfront, milestones, royalties) dans le cadre d'un nouvel accord de partenariat liant Innate Pharma et un tier, soit dans le cas où iNNATE PHARMA développe le produit jusqu'à la mise sur le marché, des paiements d'étapes commerciaux (milestones pouvant atteindre 40 m€ ainsi que le paiement de royalties.

7. Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	Terrain et constructions	Matériel de laboratoire et autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total des immobilisations corporelles
Exercice clos le 31 décembre 2024				
Solde au 1er janvier 2024	2 958	3 377	—	6 322
Dont droit d'utilisation	1 675	1 374	—	3 049
Acquisitions	21	370	—	392
Dont droit d'utilisation	—	37	—	37
Cessions	—	(19)	—	(19)
Dont droit d'utilisation	—	(18)	—	(18)
Amortissements	(549)	(1 027)	—	(1 576)
Dont droit d'utilisation	(420)	(272)	—	(693)
Impact de change	14	1	—	15
Dont droit d'utilisation	14	—	—	14
Transferts	(159)	159	—	—
Solde net à la clôture	2 285	2 861	—	5 133
Dont droit d'utilisation	1 269	1 121	—	2 390
Exercice clos le 31 décembre 2025				
Solde au 1er janvier 2025	2 285	2 861	—	5 133
Dont droit d'utilisation	1 269	1 121	—	2 390
Acquisitions	286	358	—	644
Dont droit d'utilisation	285	218	—	503
Cessions	—	(23)	—	(23)
Dont droit d'utilisation	—	(12)	—	(12)
Amortissements	(587)	(797)	—	(1 384)
Dont droit d'utilisation	(459)	(225)	—	(684)
Impact de change	(13)	—	—	(13)
Dont droit d'utilisation	(13)	—	—	(13)
Transferts	—	—	—	—
Solde net à la clôture	1 971	2 385	—	4 356
Dont droit d'utilisation	1 083	1 101	—	2 183

Au cours de l'exercice, la société a renouvelé une partie de son parc informatique. Les autres investissements de l'année correspondent à du matériel de laboratoire.

8. Dettes opérationnelles

Ce poste s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Fournisseurs (hors fournisseurs d'immobilisations)	7 475	7 923
Dettes fiscales et sociales	6 546	6 962
Autres passifs (1)	1 021	1 122
Dettes opérationnelles hors dettes sur immobilisations	15 042	16 007
Fournisseurs d'immobilisations	—	—
Dettes opérationnelles	15 042	16 007

(1) Au 31 décembre 2025, les autres passifs s'élèvent à 1 021 milliers d'euros dont 542 milliers d'euros relatifs au coût de la garantie des deux Prêts Garantis par l'Etat (« PGE ») souscrits auprès de la Société Générale et de BNP Paribas en 2021 et dont la Société a sollicité le report de remboursement en août 2022 (voir note 9). Le coût de la garantie est étalé jusqu'à la fin de remboursement desdits prêts, soit au 31 décembre 2027.

La valeur nette comptable des dettes opérationnelles est considérée comme étant une proche approximation de la juste valeur.

9. Passifs financiers

L'analyse de ce poste au 31 décembre 2025 est la suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2024	Encaissement d'emprunts	Effets non cash : dettes locatives et autres	Remboursements	31 décembre 2025
Prêt Garanti par l'Etat Société Générale (1)	15 125	—	6	(4 969)	10 162
Prêt Garanti par l'Etat BNP Paribas (1)	6 558	—	2	(2 168)	4 393
Prêts Garantis par l'Etat - Intérêts courus	—	—	—	—	—
Dettes locatives - Immeuble "Le virage"	131	—	279	(273)	137
Dettes locatives - Locaux Innate Inc.	164	—	(5)	(104)	55
Dettes locatives - Matériels de laboratoire	—	—	—	—	—
Dette locatives - Véhicules	71	—	(6)	(25)	40
Dettes locatives - photocopieurs	9	—	—	(9)	—
Dette locatives - Sécurité informatique	—	—	211	(61)	150
Emprunt - Matériels	43	—	—	(43)	—
Emprunt - Immeuble (2)	8 894	—	—	(1 260)	7 634
Sous Total (Hors RoU)	30 620	—	8	(8 436)	22 189
Total des passifs financiers	30 995	—	487	(8 911)	22 571

Au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2025 pour la majorité des emprunts et autres prêts, les justes valeurs ne sont pas sensiblement différentes de leurs valeurs comptables, puisque les intérêts à payer sur ces emprunts sont soit proches des taux actuels du marché, soit les emprunts sont de nature à court terme.

Au 31 décembre 2024, l'analyse de ce poste était la suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2023	Encaissement t d'emprunts	Effets non cash : dettes locatives et autres	Rembourseme nts	31 décembre 2024
Prêt Garanti par l'État Société Générale (1)	20 000	—	9	(4 884)	15 125
Prêt Garanti par l'État BNP Paribas (1)	8 700	—	3	(2 144)	6 558
Prêts Garantis par l'État - Intérêts courus	14	—	(14)	—	—
Dettes locatives - Immeuble "Le virage" (3)	375	—	—	(244)	131
Dettes locatives - Locaux Innate Inc.	246	—	15	(97)	164
Dettes locatives - Matériels de laboratoire	109	—	—	(109)	—
Dettes locatives - Véhicules	85	—	19	(32)	71
Dettes locatives - photocopieurs	18	—	—	(9)	9
Emprunt - Matériels	99	—	—	(56)	43
Emprunt - Immeuble (2)	10 247	—	—	(1 353)	8 894
Sous Total (Hors RoU)	39 060	—	(3)	(8 437)	30 620
Total des passifs financiers	39 893	—	31	(8 928)	30 995

(1) Le 5 janvier 2022, la Société a annoncé avoir obtenu un financement non dilutif de 28,7 millions d'euros sous la forme de deux Prêts Garantis par l'État (« PGE ») auprès de la Société Générale (20,0 millions d'euros) et de BNP Paribas (8,7 millions d'euros). Les fonds liés à ces deux PGE ont été encaissés par la Société respectivement les 27 et 30 décembre 2021. Ces deux prêts ont une maturité initiale d'un an avec une option d'extension jusqu'à cinq ans utilisable à partir d'août 2022. Ils sont garantis à hauteur de 90% par l'État Français dans le cadre d'un dispositif mis en place pour soutenir les entreprises face à la crise sanitaire de COVID-19. En août 2022, la Société a sollicité le report du remboursement de ces deux prêts sur une période additionnelle de cinq ans à compter de 2022 assorti d'un différé d'amortissement d'un an. La Société a obtenu en août 2022 les accords de la part de la Société Générale et BNP Paribas concernant des taux de financements après option d'extension de 1,56% et 0,95% respectivement, hors assurance et prime de garantie avec une franchise d'amortissement pour l'ensemble de l'année 2023. Durant la période de report, la Société est uniquement redevable du paiement des intérêts et de la commission de garantie. Ainsi, l'amortissement des deux emprunts a débuté en 2024 sur une durée de quatre ans. La prime de garantie de l'État sur la durée du prêt s'élève à un montant total de 877 milliers d'euros et 379 milliers d'euros au titre de l'emprunt auprès de la Société Générale et de BNP Paribas respectivement.

⁽²⁾ En date du 3 juillet 2017, la Société a souscrit à un prêt auprès de la Société Générale afin de financer la construction de son futur siège social. La période de déblocage de ce prêt était limitée au 30 août 2019. Le 30 août 2019, la Société a débloqué le solde du prêt de 15,2 millions pour un montant de 13,9 millions d'euros. Le remboursement du capital a débuté le 30 août 2019 et se poursuivra jusqu'au 30 août 2031 (soit une durée de 12 ans). Compte tenu du développement de son portefeuille et notamment du recentrage de ses activités sur la recherche et le développement, la Société a pour le moment suspendu le projet de construction de son nouveau siège social sur le terrain acquis à Luminy. En attendant, le prêt sera utilisé pour financer plusieurs projets structurants (amélioration du système d'information, aménagement de locaux additionnels pris en location...). Au 31 décembre 2025, le capital restant dû de ce prêt s'élevait à 7 634 milliers d'euros (8 894 milliers d'euros au 31 décembre 2024). En contrepartie de ce prêt, la Société a consenti un nantissement sur des instruments financiers souscrits auprès de la Société Générale pour un montant global équivalent à celui du prêt, soit 15,2m€. L'échéance de ces placements se décompose ainsi : 4,2m€ en juillet 2024, 5,0m€ en août 2027 et 6,0m€ en août 2031. Le montant de 4,2m€ a effectivement été encaissé au cours du mois de juillet 2024.

Ce prêt porte un taux d'intérêt fixe de 2,01 %. Il est soumis à une clause restrictive basée sur l'hypothèse que la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les actifs financiers courants et non courants sont au moins égaux au principal à la fin de l'exercice.

Le calendrier de remboursement des passifs financiers au 31 décembre 2025 (principal et intérêts à payer) est détaillé dans le tableau suivant :

	Courant		Non Courant				Total
(en milliers d'euros)	2026	2027	2028	2029	2030	>2030	
Prêt garanti par l'État Société Générale	5 167	5 167	—	—	—	—	10 335
Prêt garanti par l'État BNP Paribas	2 221	2 220	—	—	—	—	4 440
Prêts Garantis par l'État - Intérêts courus	8	—	—	—	—	—	8
Dettes locatives - Immeuble "Le virage"	138	—	—	—	—	—	138
Dettes locatives - Locaux Innate Inc.	55	—	—	—	—	—	55
Dettes locatives - Véhicules	24	16	4	—	—	—	44
Dettes locatives - photocopieurs	—	—	—	—	—	—	—
Dettes locatives - Sécurité informatique	75	75	6	—	—	—	156
Emprunt - Matériels	—	—	—	—	—	—	—
Emprunt - Immeuble	1 427	1 427	1 308	1 427	1 545	951	8 083
Sous Total (Hors RoU)	8 823	8 814	1 308	1 427	1 545	951	22 866
Total	9 115	8 904	1 318	1 427	1 545	951	23 260

Le calendrier de remboursement des passifs financiers au 31 décembre 2025 (principal) est détaillé dans le tableau suivant :

(en milliers d'euros)	Courant		Non Courant				Total
	2026	2027	2028	2029	2030	>2030	
Prêt garanti par l'État Société Générale	5 038	5 117	—	—	—	—	10 155
Prêt garanti par l'État BNP Paribas	2 185	2 206	—	—	—	—	4 391
Prêts Garantis par l'État - Intérêts courus	8	—	—	—	—	—	8
Dettes locatives - Immeuble "Le virage"	138	—	—	—	—	—	138
Dettes locatives - Locaux Innate Inc.	55	—	—	—	—	—	55
Dettes locatives - Véhicules	23	15	2	—	—	—	40
Dettes locatives - photocopieurs	—	—	—	—	—	—	—
Dettes locatives - Sécurité informatique	71	73	6	—	—	—	150
Emprunt - Matériels	—	—	—	—	—	—	—
Emprunt - Immeuble	1 285	1 311	1 225	1 363	1 507	943	7 634
Sous Total (Hors RoU)	8 516	8 634	1 225	1 363	1 507	943	22 188
Total	8 802	8 722	1 233	1 363	1 507	943	22 571

10. Avantages au personnel

(en milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Provision pour indemnités de départ à la retraite	1 665	2 369
Provision pour primes d'ancienneté	258	361
Avantages au personnel	1 923	2 730

La loi française prévoit également le paiement d'une indemnité forfaitaire lors du départ en retraite des salariés. Cette indemnité est basée à la fois sur le nombre d'années de service, des droits garantis par les conventions collectives et le montant de la rémunération au moment du départ à la retraite. Les prestations ne sont acquises qu'au moment de la retraite. La Société finance ce plan à prestation définie. Le montant de l'engagement est évalué à la valeur actuelle des indemnités futures estimées, en appliquant la méthode des unités de crédit projetées selon laquelle chaque période de service engendre une unité additionnelle de bénéfice, chaque unité étant évaluée de façon indépendante.

Par ailleurs, l'impact de la réforme des retraites 2023 (incluant l'allongement de l'âge de départ à la retraite) a été reconnu en modification de régime au sens de la norme IAS 19 comptabilisé au résultat et au bilan sans impact significatif depuis l'exercice clos au 31 décembre 2023.

Le 24 mars 2016, la Société a conclu un accord collectif de travail avec les représentants des salariés au terme duquel la Société s'engage à verser une prime au personnel justifiant d'une ancienneté de 15 et 20 ans. Cette prime d'ancienneté est payée à la date anniversaire de l'entrée dans les effectifs. Une prime similaire existe pour les employés dont l'ancienneté atteint 10 ans mais aucune provision n'est comptabilisée à ce titre au regard de son caractère non significatif. La Société comptabilise donc une provision relative aux primes d'ancienneté en contrepartie d'une charge incluse en « Charges de personnel autres que les paiements en action » (voir Note 14). Ces primes entrent en effet dans la catégorie des autres avantages à long terme selon IAS 19. Le montant de cette provision, également calculée par un cabinet d'actuaire externe, s'élève à 258 milliers d'euros au 31 décembre 2025 (361 milliers d'euros au 31 décembre 2024).

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation des avantages au personnel sont les suivantes :

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Hypothèses économiques :		
Taux d'actualisation (iBoxx Corporate AA)	3,85%	3,20%
Taux d'augmentation annuel des salaires	2,50%	2,50%
Hypothèses démographiques :		
Type de départ à la retraite	A l'initiative du salarié	A l'initiative du salarié
Taux de mobilité annuel	5,60%	5,70%
Taux de charges sociales salariales	52,07%	49,29%
Taux de charges sociales patronales	21,86%	22,62%
Age de départ à la retraite :		
Salariés nés avant le 1er janvier 1968		
- Cadres	64 ans	64 ans
- Non cadres	62 ans	62 ans
Salariés nés après le 1er janvier 1968		
- Cadres	65 ans	65 ans
- Non cadres	64 ans	64 ans
Table de mortalité	TH-TF 00-02	TH-TF 00-02
16-24 ans	20,0%	20,0%
25-29 ans	15,0%	16,0%
30-34 ans	12,0%	12,0%
35-39 ans	9,0%	8,0%
40-44 ans	4,0%	4,0%
45-49 ans	2,0%	2,0%
+50 ans	0%	0%

Les montants constatés au bilan sont déterminés de la façon suivante (en milliers d'euros) :

Au 31 décembre 2023	2 441
Coûts des services rendus et de l'actualisation	353
Décassements (prestations et contributions payées par l'employeur)	(29)
(Gain) / perte actuariel(le)	(36)
Au 31 décembre 2024	2 730
Coûts des services rendus et de l'actualisation	420
Reprise relative à la restructuration	(851)
Décassements (prestations et contributions payées par l'employeur)	(281)
(Gain) / perte actuariel(le)	(94)
Au 31 décembre 2025	1 923

Il n'y a pas d'actif couvrant cet engagement.

Conformément à IAS 19, l'impact des changements d'hypothèses actuarielles a été comptabilisé pour les exercices clos au 31 décembre 2025 et 2024 dans l'état du résultat global pour 94 milliers d'euros en 2025 (produit) et 36 milliers d'euros en 2024 (produit). Une hausse/baisse de +/- 25 points de base du taux d'actualisation aurait pour impact une baisse/hausse de l'engagement d'environ 55 milliers d'euros.

L'impact des licenciements et ruptures conventionnelles est reconnu en réduction de régime.

Les hypothèses actuarielles retenues pour la provision pour primes d'ancienneté sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,10 %
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 2,50 %
- Taux de charges patronales : 52,07 %
- Taux de charges salariales : 21,86 %
- Age de départ à la retraite : 64 ans pour les cadres, 62 ans pour les non cadres pour les salariés nés avant 1968 et 65 ans pour les cadres, 64 ans pour les non cadres pour les salariés nés après 1968.
- Table de mortalité : TH-TF 00-02
- Taux de mobilité annuelle : 5,60 % en moyenne

Régime à cotisations définies

Les montants comptabilisés en charges au titre de la participation à des fonds de pensions qui constituent des régimes à cotisations définies s'élèvent respectivement à 1 251 milliers d'euros et 1 286 milliers d'euros au 31 décembre 2024 et 2025.

11. Capital

a) Capital social

La Société gère son capital pour s'assurer qu'elle sera en mesure de poursuivre son exploitation, tout en maximisant le rendement pour les actionnaires grâce à l'optimisation de la dette et des fonds propres.

Au 31 décembre 2025, le capital social s'élevait à 4 686 661 euros divisés en (i) 93 719 323 actions ordinaires de 0,05 euro de valeur nominale chacune, (ii) 6 324 actions de préférences « 2016 » de 0,05 euro de valeur nominale chacune et (iii) 7 581 actions de préférences « 2017 » de 0,05 euro de valeur nominale chacune. Le capital social au 31 décembre 2025 est entièrement libéré.

Le capital social ne comprend pas les BSA, BSAAR, AGA et AGAP octroyés à certains investisseurs ou personnes physiques, salariés ou non-salariés de la Société, mais non encore exercés.

Le 21 octobre 2019 et le 30 décembre 2019, la période de rétention des « actions de préférence 2016 » est arrivée à échéance. Le nombre d'actions ordinaires auxquelles la conversion d'une action privilégiée donne droit a été déterminé en fonction du respect des critères de performance. Les titulaires des « actions de préférence 2016 » ont le droit de voter lors de nos assemblées générales, de recevoir des dividendes et des droits préférentiels de souscription, en fonction du nombre d'actions ordinaires auxquelles ils ont droit s'ils convertissent leurs actions de préférence.

Le 3 avril 2021, la période de rétention des « actions de préférence 2017 » est arrivée à échéance. Le nombre d'actions ordinaires auxquelles la conversion d'une action privilégiée donne droit a été déterminé en fonction du respect des critères de performance. Selon ces mêmes critères de performance, le Directoire du 7 avril 2021 a constaté que les « actions de préférence 2017 » ne donnaient droit à aucune action ordinaire. Les « actions de préférence 2017 » ne seront pas rachetées par la Société et resteront incorporées au capital, sauf décision ultérieure du Directoire. La conversion étant nulle, les « actions de préférence 2017 » ne donnent plus droit de voter lors de nos assemblées générales, ni de recevoir des dividendes.

Les opérations sur le capital durant les exercices 2025, 2024 et 2023 sont décrites ci-dessous (en euro, à l'exception des données sur le nombre d'actions) :

Date	Nature de la transaction	Capital Social	Prime d'émission	Nombre d'		Valeur nominale
				Actions ordinaires	Actions de préférences	
	Balance au 1er janvier 2025	4 192 221	390 979 449	83 830 336	14 075	0,05
24 avril 2025	Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires	417 269	14 582 729	8 345 387	—	0,05
24 avril 2025	Frais d'augmentation de capital en diminution de la prime d'émission		(67 963)		—	0,05
5 mai 2025	Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires (conversion d'actions de préférences en actions ordinaires)	32	(32)	650	(5)	0,05
3 juillet 2025	Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires (conversion d'actions de préférences en actions ordinaires)	355	(355)	7 150	(55)	0,05
17 juillet 2025	Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires (conversion d'actions de préférences en actions ordinaires)	32	(32)	650	(5)	0,05
25 juillet 2025	Souscription de bons de souscriptions d'actions	—	49 000	—	—	—
31 juillet 2025	Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires (conversion d'actions de préférences en actions ordinaires)	32	(32)	650	(5)	0,05
18 août 2025	Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires (conversion d'actions de préférences en actions ordinaires)	32	(32)	650	(5)	0,05
17 novembre 2025	Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires (conversion d'actions de préférences en actions ordinaires)	194	(194)	3 900	(30)	0,05
27 novembre 2025	Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires (conversion d'actions de préférences en actions ordinaires)	355	(355)	7 150	(55)	0,05
18 décembre 2025	Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires (conversion d'actions de préférences en actions ordinaires)	65	(65)	1 300	(10)	0,05
31 décembre 2025	Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires (conversion d'actions de préférences en actions ordinaires)	76 075	(76 075)	1 521 500	—	0,05
31 décembre 2025	Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires (conversion d'actions de préférences en actions ordinaires)	—	2 567 446	—	—	0,05
	Balance au 31 décembre 2025	4 686 661	408 033 490	93 719 323	13 905	0,05

Date	Nature de la transaction	Capital Social	Prime d'émission	Nombre d'		Valeur nominale
				Actions ordinaires	Actions de préférences	
	Balance au 1er janvier 2024	4 043 733	384 255 036	80 860 563	14 090	0,05
10 juin 2024	Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires	1 905	91 440	38 100	—	0,05
10 juin 2024	Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires et de préférences (acquisition définitive d'actions gratuites et d'actions gratuites de préférences)	3 437	(3 437)	68 744	—	0,05
5 juillet 2024	Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires (conversion d'actions de préférences en actions ordinaires)	97	(97)	1 950	(15)	0,05
5 Décembre 2024	Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires	91 645	2 767 677	1 832 899	—	0,05
5 Décembre 2024	Frais d'augmentation de capital en diminution de la prime d'émission	—	(24 150)	—	—	0,00
31 décembre 2024	Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires et de préférences (acquisition définitive d'actions gratuites et d'actions gratuites de préférences)	51 404	(51 404)	1 028 080	—	0,05
31 décembre 2024	Paiements en action	—	3 944 383	—	—	0,00
	Balance au Balance au 31 décembre 2024	4 192 221	390 979 449	83 830 336	14 075	0,05

Date	Nature de la transaction	Capital Social	Prime d'émission	Nombre d'		Valeur nominale
				Actions ordinaires	Actions de préférences	
	Balance au 1er janvier 2023	4 011 308	379 636 745	80 212 069	14 095	0,05
14 avril 2023	Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires (exercice de bons de souscription d'actions)	728	28 955	14 550	—	0,05
14 avril 2023	Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires	3 015	168 840	60 300	—	0,05
14 avril 2023	Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires et de préférences (acquisition définitive d'actions gratuites et d'actions gratuites de préférences)	8 165	(8 165)	163 293	—	0,05
6 juillet 2023	Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires (exercice de bons de souscription d'actions)	3 321	142 991	66 410	—	0,05
18 septembre 2023	Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires (conversion d'actions de préférences en actions ordinaires)	33	(33)	650	(5)	0,05
3 octobre 2023	Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires et de préférences (acquisition définitive d'actions gratuites et d'actions gratuites de préférences)	6 403	(6 403)	128 061	—	0,05
15 décembre 2023	Souscription de bons de souscriptions d'actions	—	47 120	—	—	0,00
31 décembre 2023	Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires et de préférences (acquisition définitive d'actions gratuites et d'actions gratuites de préférences)	10 762	(10 762)	215 230	—	0,05
31 décembre 2023	Paiements en action	—	4 255 748	—	—	0,00
	Balance au 31 décembre 2023	4 043 733	384 255 036	80 860 563	14 090	0,05

Détention par la Société d'actions propres

Le nombre d'actions propres détenues au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024 est de 18 575.

b) Paiements en actions

La Société a émis les BSAs, BSAARs, AGAs et AGAPs suivantes :

Date	Types	Nombre de bons émis au 31/12/2025	Nombre de bons non exerçables au 31/12/2025	Nombre de bons exercés au 31/12/2025	Nombre de bon exerçables au 31/12/2025	Nombre maximal d'actions ordinaires potentielles à émettre au 31/12/2025	Prix d'exercice par action (en €)
9 Septembre 2011	BSAAR 2011	650 000	25 000	625 000	—	—	€2,04
27 Mai 2013	BSAAR 2012	146 050	12 250	133 800	—	—	€2,04
1er Juillet 2015	BSAAR 2015	1 050 382	1 048 442	1 940	—	—	€7,20
21 Octobre 2016	AGA de Préférence Dirigeants 2016-1	2 000	550	250	1 200	156 000	—
21 Octobre 2016	AGA de Préférence Salariés 2016-1	2 486	251	357	1 878	244 140	—
21 Octobre 2016	AGA Dirigeants 2016-1	50 000	—	50 000	—	—	—
30 Décembre 2016	AGA de Préférence Dirigeants 2016-2	3 000	—	—	3 000	333 000	—
30 Décembre 2016	AGA Dirigeants 2016-2	250 000	—	250 000	—	—	—
3 Avril 2018	AGA de Préférence Salariés 2017	5 725	5 725	—	—	0	—
3 Avril 2018	AGA de Préférence Dirigeants 2017	2 400	2 400	—	—	0	—
3 Avril 2018	AGA Salariés 2017	114 500	4 000	110 500	—	—	—
3 Juillet 2018	AGA Bonus 2018	67 028	469	66 559	—	—	—
20 Novembre 2018	AGA de Performance Salariés 2018	327 500	224 375	103 125	—	—	—
20 Novembre 2018	AGA Performance Dirigeants 2018	260 000	150 000	110 000	—	—	—
14 Janvier 2019	AGA Salariés 2018	90 650	5 000	85 650	—	—	—
29 Avril 2019	AGA Nouveaux Membres 2017-1	25 000	—	25 000	—	—	—
3 Juillet 2019	AGA Bonus 2019-1	57 376	—	57 376	—	—	—
4 Novembre 2019	AGA de Performance Salariés 2019	546 700	375 150	171 550	—	—	—
4 Novembre 2019	AGA de Performance Dirigeants 2019	355 000	207 500	147 500	—	—	—
13 juillet 2020	AGA Bonus 2020-1 & 2	79 861	17 885	61 976	—	—	—
5 août 2020	AGA de Performance Salariés 2020-1	766 650	681 420	85 230	—	—	—
5 août 2020	AGA de Performance Dirigeants 2020-1	710 000	580 000	130 000	—	—	—
22 juillet 2021	AGA Bonus 2021-1	125 748	—	125 748	—	—	—
1er Octobre 2021	AGA de Performance Salariés 2021-1	1 066 600	454 520	612 080	—	—	—
1er Octobre 2021	AGA de Performance Dirigeants 2021-1	610 000	194 000	416 000	—	—	—
12 Février, 2022	AGA "Plan Epargne Entreprise" 2022	138 960	—	138 960	—	—	—
3 Octobre 2022	AGA Bonus 2022-1	128 061	—	128 061	—	—	—
12 Décembre 2022	AGA de Performance Salariés 2022-1	1 371 500	400 000	971 500	—	—	—
12 Décembre 2022	AGA de Performance Dirigeants 2022-1	550 000	—	550 000	—	—	—
14 avril 2023	AGA "Plan Epargne Entreprise" 2023	163 293	—	163 293	—	—	—

2 novembre 2023	AGA Nouveaux Membres 2023-1	25 000	—	—	25 000	25 000	—
21 Décembre 2023	AGA de Performance Salariés 2023-1	1 403 500	508 500	—	895 000	895 000	—
21 Décembre 2023	AGA de Performance Dirigeants 2023-1	750 000	225 000	—	525 000	525 000	—
15 Février 2024	AGA Nouveaux Membres 2024-1	25 000	25 000	—	—	—	—
10 juin 2024	AGA "Plan Epargne Entreprise" 2024	68 744	—	68 744	—	—	—
1 août 2024	AGA de Performance Dirigeants 2024-1	150 000	—	—	150 000	150 000	—
13 novembre 2024	AGA salariés 2024-1	370 560	93 480	—	277 080	277 080	—
13 novembre 2024	AGA de Performance Salariés 2024-1	1 162 900	304 000	—	858 900	858 900	—
13 novembre 2024	AGA de Performance Dirigeants 2024-2	975 000	375 000	—	600 000	600 000	—
13 novembre 2024	AGA dirigeant 2024-1	200 000	—	—	200 000	200 000	—
7 mai 2025	AGA salariés 2025-01	220 500	56 200	—	164 300	164 300	—
21 juillet 2020	Stock Options 2020-1	102 000	102 000	—	—	—	—
11 septembre 2024	Stock Options 2024-1	100 000	100 000	—	—	—	€2,18
29 Juillet 2011	BSA 2011-2	225 000	25 000	200 000	—	—	€1,77
17 juillet 2013	BSA 2013	237 500	12 500	225 000	—	—	€2,36
16 Juillet 2014	BSA 2014	150 000	75 000	75 000	—	—	€8,65
27 Avril 2015	BSA 2015-1	70 000	70 000	—	—	—	€9,59
1er Juillet 2015	BSA 2015-2	14 200	14 200	—	—	—	€14,05
20 Septembre 2017	BSA 2017	37000	—	—	37000	37000	€11,00
16 décembre 2022	BSA 2022-1	40 000	31 740	—	8 260	8 260	€2,31
15 décembre 2023	BSA 2023-1	50 000	12 000	—	38 000	38 000	€2,26
25 juillet 2025	BSA 2025-1	80 000	30 000	—	50 000	50 000	€1,62
Total au 31 décembre 2025		16 173 374	6 448 557	5 890 199	3 834 618	4 561 680	

Date	Types	Nombre de bons émis au 31/12/2024	Nombre de bons non exerçables au 31/12/2024	Nombre de bons exercés au 31/12/2024 *	Nombre de bon exerçables au 31/12/2024	Nombre maximal d'actions ordinaires potentielles à émettre au 31/12/2024	Prix d'exercice par action (en €)
9 Septembre 2011	BSAAR 2011	650 000	25 000	625 000	—	—	€2,04
27 Mai 2013	BSAAR 2012	146 050	12 250	133 800	—	—	€2,04
1er Juillet 2015	BSAAR 2015	1 050 382	2 720	1 940	1 045 722	1 045 722	€7,20
21 Octobre 2016	AGA de Préférence Dirigeants 2016-1	2 000	550	250	1 200	156 000	—
21 Octobre 2016	AGA de Préférence Salariés 2016-1	2 486	251	187	2 048	266 240	—
21 Octobre 2016	AGA Dirigeants 2016-1	50 000	—	50 000	—	—	—
30 Décembre 2016	AGA de Préférence Dirigeants 2016-2	3 000	—	—	3 000	333 000	—
30 Décembre 2016	AGA Dirigeants 2016-2	250 000	—	250 000	—	—	—
3 Avril 2018	AGA de Préférence Salariés 2017	5 725	5 725	—	—	—	—
3 Avril 2018	AGA de Préférence Dirigeants 2017	2 400	2 400	—	—	—	—
3 Avril 2018	AGA Salariés 2017	114 500	4 000	110 500	—	—	—
3 Juillet 2018	AGA Bonus 2018	67 028	469	66 559	—	—	—
20 Novembre 2018	AGA de Performance Salariés 2018	327 500	224 375	103 125	—	—	—
20 Novembre 2018	AGA Performance Dirigeants 2018	260 000	150 000	110 000	—	—	—
14 Janvier 2019	AGA Salariés 2018	90 650	5 000	85 650	—	—	—
29 Avril 2019	AGA Nouveaux Membres 2017-1	25 000	—	25 000	—	—	—
3 Juillet 2019	AGA Bonus 2019-1	57 376	—	57 376	—	—	—
4 Novembre 2019	AGA de Performance Salariés 2019	546 700	375 150	171 550	—	—	—
4 Novembre 2019	AGA de Performance Dirigeants 2019	355 000	207 500	147 500	—	—	—
13 juillet 2020	AGA Bonus 2020-1 & 2	79 861	17 885	61 976	—	—	—
5 août 2020	AGA de Performance Salariés 2020-1	766 650	681 420	85 230	—	—	—
5 août 2020	AGA de Performance Dirigeants 2020-1	710 000	580 000	130 000	—	—	—
22 juillet 2021	AGA Bonus 2021-1	125 748	—	125 748	—	—	—
1er Octobre 2021	AGA de Performance Salariés 2021-1	1 066 600	454 520	612 080	—	—	—
1er Octobre 2021	AGA de Performance Dirigeants 2021-1	610 000	194 000	416 000	—	—	—
12 Février, 2022	AGA "Plan Epargne Entreprise" 2022	138 960	—	138 960	—	—	—
3 Octobre 2022	AGA Bonus 2022-1	128 061	—	128 061	—	—	€—
12 Décembre 2022	AGA de Performance Salariés 2022-1	1 371 500	299 000	—	1 072 500	1 072 500	€—
12 Décembre 2022	AGA de Performance Dirigeants 2022-1	550 000	—	—	550 000	550 000	€—
14 avril 2023	AGA "Plan Epargne Entreprise" 2023	163 293	—	163 293	—	—	€—
2 novembre 2023	AGA Nouveaux Membres 2023-1	25 000	—	—	25 000	25 000	€—
21 Décembre 2023	AGA Perf Employees 2023-1	1 403 500	129 750	—	1 273 750	1 273 750	€—
21 Décembre 2023	AGA de Performance Salariés 2023-1	750 000	—	—	750 000	750 000	€—

15 Février 2024	AGA Nouveaux Membres 2024-1	25 000	—	—	25 000	25 000	€—
10 juin 2024	AGA "Plan Epargne Entreprise" 2024	68 744	—	68 744	—	—	€—
1 août 2024	AGA de Performance Dirigeants 2024-1	150 000	—	—	150 000	150 000	€—
13 novembre 2024	AGA salariés 2024-1	370 560	1 800	—	368 760	368 760	€—
13 novembre 2024	AGA de Performance Salariés 2024-1	1 162 900	—	—	1 162 900	1 162 900	€—
13 novembre 2024	AGA de Performance Dirigeants 2024-2	975 000	—	—	975 000	975 000	€—
13 novembre 2024	AGA dirigeant 2024-1	200 000	—	—	200 000	200 000	€—
21 juillet 2020	Stock Options 2020-1	102 000	102 000	—	—	—	€—
11 septembre 2024	Stock Options 2024-1	100 000	—	—	100 000	100 000	€2,18
29 Juillet 2011	BSA 2011-2	225 000	25 000	200 000	—	—	€1,77
17 juillet 2013	BSA 2013	237 500	12 500	225 000	—	—	€2,36
16 Juillet 2014	BSA 2014	150 000	75 000	75 000	—	—	€8,65
27 Avril 2015	BSA 2015-1	70 000	—	—	70 000	70 000	€9,59
1er Juillet 2015	BSA 2015-2	14 200	—	—	14 200	14 200	€14,05
20 Septembre 2017	BSA 2017	37 000	—	—	37 000	37 000	€11,00
16 décembre 2022	BSA 2022-1	40 000	31 740	—	8 260	8 260	€2,31
15 décembre 2023	BSA 2023-1	50 000	12 000	—	38 000	38 000	€2,26
Total au Balance au 31 décembre 2024		15 872 874	3 632 005	4 368 529	7 872 340	8 621 332	

AGA

Détail des actions gratuites :

	AGAP Dirigeants 2016-1	AGAP Salariés 2016-1	AGA Dirigeants 2016-1	AGA Salariés 2016-1	AGAP Dirigeants 2016-2
Date d'émission	21 Octobre 2016	21 Octobre 2016	21 Octobre 2016	21 Octobre 2016	30 décembre 2016
Période d'acquisition (années)	1 an	1 an	3 ans	1 an	1 an
Période de non- transférabilité	2 ans après la période d'acquisitio n	2 ans après la période d'acquisitio n	néant	2 ans après la période d'acquisitio n	2 ans après la période d'acquisitio n
Nombre d'actions	2 000	2 486	50 000	99 932	3 000
Nombre de droits de vote par action	130 ⁽¹⁾	130 ⁽¹⁾	1	1	111 ⁽¹⁾
Juste valeur à l'émission	11 €	11 €	11 €	11 €	13 €
Dividende attendu	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Conditions de performance	Oui	Oui	Néant	Néant	Oui
Rentabilité attendue (par an)	5%	5%	—	5%	9%
Volatilité	40%	40%	—	—	40%
Juste valeur par AGA à l'émission	911,00 €	911,00 €	10,55 €	10,55 €	956,00 €

(1) Le 21 octobre 2019 et le 30 décembre 2019, la période de rétention des « actions de préférence 2016 » est arrivée à échéance. Le nombre d'actions ordinaires auxquelles la conversion d'une action privilégiée donne droit a été déterminé en fonction du respect des critères de performance. Les titulaires des « actions de préférence 2016 » ont le droit de voter lors de nos assemblées générales, de recevoir des dividendes et des droits préférentiels de souscription, en fonction du nombre d'actions ordinaires auxquelles ils ont droit s'ils convertissent leurs actions de préférence.

	AGA Dirigeants 2016-2	AGA Salariés 2016-2	AGA Salariés 2017-1	AGA Bonus Dirigeants 2017-1	AGAP Salariés 2017-1
Date d'émission	30 Décembre 2016	30 Décembre 2016	3 Avril 2018	20 Septembre 2017	3 Avril 2018
Période d'acquisition (années)	3 ans	1 an	1 an	1 an	1 an
Période de non-transférabilité	néant	2 ans après la période d'acquisition	1 an après la période d'acquisition	1 an après la période d'acquisition	2 ans après la période d'acquisition
Nombre d'actions	250 000	149 943	114 500	28 556	5 725
action	1	1	1	1	100
Juste valeur à l'émission	12,73 €	12,73 €	5,52 €	10,90 €	5,52 €
Dividende attendu	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Conditions de performance	Néant	Néant	Néant	Oui	Oui
Rentabilité attendue (par an)	—	5%	3,70%	—	5%
Volatilité	—	—	55%	—	55%
l'émission	14,61 €	10,55 €	5,83 €	10,30 €	90,00 €

	AGAP Dirigeants 2017-1	AGA Bonus 2018-1	AGAP Salariés 2018-1	AGAP Dirigeants 2018-1	Nouveaux membres 2017-1
Date d'émission	3 Avril 2018	3 Juillet 2018	20 Novembre 2018	20 Novembre 2018	29 avril 2019
Période d'acquisition (années)	1 an	1 an	3 ans	3 ans	3 ans
Période de non-transférabilité	2 ans après la période d'acquisition	1 an après la période d'acquisition	Néant	Néant	Néant
Nombre d'actions	2 400	67 028	327 500	260 000	25 000
action	100	1	1	1	1
Juste valeur à l'émission	5,52 €	5,06 €	8,00 €	8,00 €	5,74 €
Dividende attendu	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Conditions de performance	Oui	Oui	Oui	Oui	Non
Rentabilité attendue (par an)	11%	—	4%	10%	10,00%
Volatilité	55%	—	45%	45%	—
l'émission	90,00 €	4,69 €	3,81 €	3,81 €	5,74 €
	AGA Salariés 2018	AGA Bonus 2019-1	AGAP Salariés 2019-1	AGAP Dirigeants 2019-1	AGA Bonus 2020
Date d'émission	14 janvier 2019	3 juillet 2019	4 novembre 2019	4 novembre 2019	13 juillet 2020
Période d'acquisition (années)	1 an	1 an	3 ans	3 ans	1 an
Période de non-transférabilité	1 an après la période d'acquisition	1 an	Néant	Néant	1 an
attribuées	90 650	57 376	546 700	355 000	79 861
action	1	1	1	1	1
Juste valeur à l'émission	7,31 €	5,90 €	3,13 €	3,13 €	6,40 €
Dividende attendu	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Conditions de performance	Non	Non	Oui	Oui	Non
Rentabilité attendue (par an)	4%	—	10%	10%	—
Volatilité	N/A	—	45%	45%	—
l'émission	7,31 €	5,72 €	3,13 €	3,13 €	6,40 €
	AGAP Salariés 2020-1	AGAP Dirigeants 2020-1	AGA Bonus 2021-1	AGAP Salariés 2021-1	AGAP Dirigeants 2021-1
Date d'émission	5 août 2020	5 août 2020	22 juillet 2021	1 ^{er} Octobre 2021	1 ^{er} Octobre 2021
Période d'acquisition (années)	3,5 ans	3,5 ans	1 an	3,5 ans	3,5 ans
Période de non-transférabilité	Néant	Néant	1 an	Néant	Néant
attribuées	769 202	710 000	125 748	1 066 600	610 000
action	1	1	1	1	1
Juste valeur à l'émission	2,94 €	2,94 €	3,43 €	1,76 €	1,76 €
Dividende attendu	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Conditions de performance	Oui	Oui	Non	Oui	Oui
Rentabilité attendue (par an)	10%	10%	—	13%	13%
Volatilité	45%	45%	—	50%	50%
l'émission	2,94 €	2,94 €	3,43 €	1,76 €	1,76 €

	AGA "Plan Epargne Entreprise" 2022	AGA Bonus 2022-1	AGA de Performance Salariés 2022-1	AGA de Performance Dirigeants 2022-1
Date d'émission	14 février 2022	3 octobre 2022	12 décembre 2022	12 décembre 2022
Période d'acquisition (années)	Néant	1 an	3,1 ans	3,1 ans
Période de non-transférabilité attribuées	Néant 138 960	Néant 128 061	Néant 1 371 500	Néant 550 000
action	1	1	1	1
Juste valeur à l'émission	4,10 €	3,89 €	1,39 €	1,39 €
Dividende attendu	Néant	Néant	Néant	Néant
Conditions de performance	No	No	Yes	Yes
Rentabilité attendue (par an)	—	—	11%	11%
Volatilité	—	—	50%	50%
l'émission	4,10 €	3,89 €	1,39 €	1,39 €
	AGA "Plan Epargne Entreprise" 2023	AGA Nouveaux membres 2023-1	AGA de Performance Salariés 2023-1	AGA de Performance Dirigeants 2023-1
Date d'émission	14 avril 2023	2 novembre 2023	21 décembre 2023	21 décembre 2023
Période d'acquisition (années)	Néant	3 ans	3 ans	3 ans
Période de non-transférabilité attribuées	Néant 163 293	Néant 25 000	Néant 1 403 500	Néant 750 000
action	1	1	1	1
Juste valeur à l'émission	2,85 €	2,23 €	1,60 €	1,60 €
Dividende attendu	0	0	0	0
Conditions de performance	No	No	Yes	Yes
Rentabilité attendue (par an)	—	—	11%	11%
Volatilité	—	—	50%	50%
l'émission	2,85 €	2,23 €	1,60 €	1,60 €
	AGA Nouveaux membres 2024-1	AGA "Plan Epargne Entreprise" 2024	AGA de Performance Dirigeants 2024-1	AGA salariés 2024-1
Date d'émission	15 février 2024	10 juin 2024	1 Août 2024	13 novembre 2024
Période d'acquisition (années)	3 ans	Néant	2 ans	3 ans
Période de non-transférabilité attribuées	Néant 25 000	Néant 68 744	Néant 150 000	Néant 370 560
action	1	1	1	1
Juste valeur à l'émission	2,31 €	2,45 €	2,01 €	1,62 €
Dividende attendu	0	0	0	0
Conditions de performance	No	No	Yes	No
Rentabilité attendue (par an)	—	—	—	—
Volatilité	—	—	—	—
l'émission	2,31 €	2,45 €	2,01 €	1,62 €

	AGA de Performance Salariés 2024-1	AGA de Performance Dirigeants 2024-2	AGA Dirigeants 2024-1	AGA salariés 2025-1
Date d'émission	13 novembre 2024	13 novembre 2024	13 novembre 2024	7 mai 2025
Période d'acquisition (années)	3 ans	3 ans	3 ans	3 ans
Période de non-transférabilité attribuées	Néant 1 162 900	Néant 975 000	Néant 200 000	Néant 220 500
action	1	1	1	1
Juste valeur à l'émission	1,87 €	1,87 €	1,62 €	2,02 €
Dividende attendu	0	0	0	0
Conditions de performance	Yes	Yes	No	No
Rentabilité attendue (par an)	10%	10%	—	—
Volatilité	50%	50%	—	—
l'émission	1,87 €	1,87 €	1,62 €	2,02 €

Changements du nombre d'AGA/AGAP en circulation :

Nombre d'AGA/AGAP	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Solde au début de la période	6 559 158	5 203 063
Accordées au cours de la période	220 500	2 952 204
Perdus au cours de la période	(1 556 630)	(499 270)
Exercées au cours de la période	(1 521 670)	(1 096 839)
Expirées au cours de la période	—	—
Solde à la fin de la période	3 701 358	6 559 158

Répartition à la clôture :

Nombre d'AGA/AGAP	31 décembre 2025	31 décembre 2024
AGAP Dirigeants 2016-1	1 200	1 200
AGAP Salariés 2016-1	1 878	2 048
AGAP Dirigeants 2016-2	3 000	3 000
AGA de Performance Salariés 2021-1	—	—
AGA de Performance Dirigeants 2021-1	—	—
AGA de Performance Salariés 2022-1	—	1 072 500
AGA de Performance Dirigeants 2022-1	—	550 000
AGA Nouveaux Membres 2023-1	25 000	25 000
AGA de Performance Salariés 2023-1	895 000	1 273 750
AGA de Performance Dirigeants 2023-1	525 000	750 000
AGA Nouveaux Membres 2024-1	—	25 000
AGA de Performance Dirigeants 2024-1	150 000	150 000
AGA salariés 2024-1	277 080	368 760
AGA de Performance Salariés 2024-1	858 900	1 162 900
AGA de Performance Dirigeants 2024-1	600 000	975 000
AGA dirigeant 2024-1	200 000	200 000
AGA salariés 2025-1	164 300	—
Total	3 701 358	6 559 158

• Actions gratuites de performance 2021 (AGA Perf. Salariés 2021-1 et AGA Perf. Dirigeants 2021-1) :

Les actions de performance gratuites attribuées en 2021 sont soumises à des conditions de cours et à deux « kicker » déclenché par la réalisation de trois conditions internes. Ces conditions sont détaillées dans le tableau ci-dessous:

Instrument : AGA de Performance 2021																																								
Bénéficiaires	Chronologie	Condition d'acquisition	Conditions de performance		Attribution des actions selon atteinte des																																			
Membres du Directoire, du Comité exécutif et certains salariés	Période d'Acquisition : Au moins 3 ans à compter de la date d'attribution	Présence à la fin de la période d'acquisition.	Conditions de cours Cours Initial = 3,58	Conditions Internes (Vesting kickers): 1. Une analyse intermédiaire démontre un seuil prédéfini d'activité clinique dans l'étude INTERLINK-1 ou un accord de collaboration ou de licence est conclu ; et/ ou	En cas de non-réalisation des Conditions Internes (aucune condition réalisée) : Le nombre d'actions acquises sera déterminé uniquement par le calcul du ratio de performance.																																			
	Période d'Observation de la Performance : Entre la date de l'AG et la fin de la période d'acquisition	A l'issue de la période d'acquisition, le nombre d'actions ordinaires définitivement acquis dépendra de l'atteinte des critères de performance.	Cours Final = 7,16 (deux fois le Cours Initial) <u>Ratio de performance :</u> Rapport de la progression réalisée sur la progression conditionnelle au cours de la Période d'Acquisition	2. Phase 2 positive concernant un produit du portefeuille de la Société ; et/ ou 3. Le démarrage d'un premier essai clinique concernant un produit du portefeuille de la Société.	En cas de réalisation des Conditions Internes : <table><tr><th>N°1</th><th>N°2</th><th>N°3</th><th>%</th></tr><tr><td>✓</td><td>—</td><td>—</td><td>30 %</td></tr><tr><td>—</td><td>✓</td><td>—</td><td>30 %</td></tr><tr><td>—</td><td>—</td><td>✓</td><td>20 %</td></tr><tr><td>✓</td><td>✓</td><td>—</td><td>60 %</td></tr><tr><td>✓</td><td>—</td><td>✓</td><td>50 %</td></tr><tr><td>—</td><td>✓</td><td>✓</td><td>50 %</td></tr><tr><td>✓</td><td>✓</td><td>✓</td><td>80 %</td></tr><tr><td>—</td><td>—</td><td>—</td><td>0 %</td></tr></table>	N°1	N°2	N°3	%	✓	—	—	30 %	—	✓	—	30 %	—	—	✓	20 %	✓	✓	—	60 %	✓	—	✓	50 %	—	✓	✓	50 %	✓	✓	✓	80 %	—	—	—
N°1	N°2	N°3	%																																					
✓	—	—	30 %																																					
—	✓	—	30 %																																					
—	—	✓	20 %																																					
✓	✓	—	60 %																																					
✓	—	✓	50 %																																					
—	✓	✓	50 %																																					
✓	✓	✓	80 %																																					
—	—	—	0 %																																					

(1) Le terme « **Cours Initial** » signifie la moyenne des cours de clôture de l'action Innate Pharma sur Euronext Paris des soixante dernières séances de bourse ayant précédé l'Assemblée Générale du 28 mai 2021.

(2) Le terme « **Cours Final** » signifie la plus haute moyenne des cours de clôture de l'action Innate Pharma sur Euronext Paris sur une période de soixante séances de bourse consécutives, calculée à tout moment au cours des douze mois précédant l'acquisition définitive des AGA de Performance 2021.

Dans l'hypothèse où, entre la date de définition du Cours Initial et la date de définition du Cours Final, un des Indices de Référence (tel que ce terme est défini ci-après), enregistrait une Variation Substantielle (tel que ce terme est défini ci-après), alors le Directoire de la Société aura la possibilité d'ajuster le Cours Initial et/ou le Cours Final de manière à neutraliser l'impact extérieur d'une telle Variation Substantielle. Le Directoire devra, dans cette hypothèse, nommer un cabinet d'expertise financière reconnu, avec la mission de l'assister dans la détermination de ces ajustements. Les termes « Indices de Référence » signifient les indices boursiers SBF 120, CAC 40, Next Biotech et NBI (NASDAQ Biotechnology Index). Dans la mesure où l'un de ces indices viendrait à n'être plus disponible, le Directoire pourra déterminer un indice de remplacement. Le terme « Variation Substantielle » signifie l'un ou l'autre des événements suivants pour l'indice concerné : la moyenne des valeurs de clôture de l'indice prises sur les soixante séances de bourse consécutives précédant la date d'acquisition définitive des AGA de Performance est inférieure ou égale à 90 % de la moyenne des valeurs de clôture de l'indice sur la période de soixante séances de bourse consécutives précédant la date de l'Assemblée Générale du 28 mai 2021 ; la moyenne des valeurs de clôture de l'indice prises sur une période de soixante séances de bourse consécutives incluse entre la date de l'Assemblée Générale du 28 mai 2021 et la date d'acquisition définitive des AGA de performance est inférieure ou égale à 80 % de la moyenne des valeurs de clôture de l'indice prises sur une période antérieure de soixante séances de bourse consécutives incluse entre la date de l'Assemblée Générale du 28 mai 2021 et la date d'acquisition définitive des AGA de Performance.

La juste valeur de ces actions de performance gratuites est basée sur un rapport d'évaluation tiers. La méthode d'évaluation utilisée pour estimer la juste valeur de ces actions gratuites de performance est présentée ci-dessous :

- Estimation de l'anticipation de gain liée aux conditions internes et de cours de bourse, réalisée sur la base d'un modèle Capital Asset Pricing (« CAPM ») du cours de bourse en utilisant une approche « Monte Carlo » ;

- Ajustement de l'estimation en appliquant les taux de rotation attendus ;

Les charges relatives à ces plans se sont élevées à 1 162 et 00 milliers d'euros pour les exercices clos au 31 décembre 2024 et 2025, respectivement.

- Actions gratuites de performance 2022 (AGA Perf. Salariés 2022-1 et AGA Perf. Dirigeants 2022-1) :

Les actions de performance gratuites attribuées en 2022 sont soumises à une conditions de capitalisation boursière et à trois « kicker » déclenché par la réalisation de trois conditions internes. Ces conditions sont détaillées dans le tableau ci-dessous:

Instrument : AGA de Performance 2022																																									
Bénéficiaires	Chronologie	Condition d'acquisition	Conditions de performance		Attribution des actions selon atteinte des conditions																																				
Membres du Directoire, du Comité exécutif et certains salariés	Période d'Acquisition : Au moins 3 ans à compter de la date d'attribution	Présence à la fin de la période d'acquisition.	Conditions de capitalisation boursière (Condition Externe) : Capitalisation Boursière Initiale = 297 919 716,87 € Capitalisation Boursière Finale = 595 839 433,74 € (deux fois la Capitalisation Boursière Initiale)	Conditions Internes (Vesting kickers): 1. Dépôt d'une demande de BLA approuvé ; et/ou 2. Le démarrage d'un premier essai clinique concernant un produit du portefeuille de la Société ; et/ou 3. Conclusion d'un accord de collaboration ou de licence.	En cas de non-réalisation des Conditions Internes (aucune condition réalisée) : Le nombre d'actions acquises sera déterminé uniquement par le calcul du ratio de performance.																																				
	Période d'Observation de la Performance : Entre la date de l'AG et la fin de la période d'acquisition	A l'issue de la période d'acquisition, le nombre d'actions ordinaires définitivement acquis dépendra de l'atteinte des critères de performance.	<u>Ratio de performance :</u> Rapport de la progression réalisée sur la progression conditionnelle au cours de la Période d'Acquisition		En cas de réalisation des Conditions Internes :																																				
					<table><tr><th>N°1</th><th>N°2</th><th>N°3</th><th>%</th></tr><tr><td>✓</td><td>—</td><td>—</td><td>1/3</td></tr><tr><td>—</td><td>✓</td><td>—</td><td>1/3</td></tr><tr><td>—</td><td>—</td><td>✓</td><td>1/3</td></tr><tr><td>✓</td><td>✓</td><td>—</td><td>2/3</td></tr><tr><td>✓</td><td>—</td><td>✓</td><td>2/3</td></tr><tr><td>—</td><td>✓</td><td>✓</td><td>2/3</td></tr><tr><td>✓</td><td>✓</td><td>✓</td><td>3/3</td></tr><tr><td>—</td><td>—</td><td>—</td><td>0 %</td></tr></table>	N°1	N°2	N°3	%	✓	—	—	1/3	—	✓	—	1/3	—	—	✓	1/3	✓	✓	—	2/3	✓	—	✓	2/3	—	✓	✓	2/3	✓	✓	✓	3/3	—	—	—	0 %
N°1	N°2	N°3	%																																						
✓	—	—	1/3																																						
—	✓	—	1/3																																						
—	—	✓	1/3																																						
✓	✓	—	2/3																																						
✓	—	✓	2/3																																						
—	✓	✓	2/3																																						
✓	✓	✓	3/3																																						
—	—	—	0 %																																						
Condition Bonus : Si, au cours de la Période d'Acquisition, une ou deux Conditions Internes sont réalisées deux fois, 1/3 supplémentaire de performance sera réputé réalisé, sans que la totalité des Conditions Internes n'aient besoin d'être réalisées																																									

(1) Le terme « **Capitalisation Boursière Initiale** » signifie la moyenne des cours de clôture de l'action Innate Pharma sur Euronext Paris des trente premières séances de bourse de l'année 2022.

(2) Le terme « **Capitalisation Boursière Finale** » signifie la plus haute moyenne des cours de clôture de l'action Innate Pharma sur Euronext Paris sur une période de soixante séances de bourse consécutives, calculée à tout moment au cours des douze mois précédant l'acquisition définitive des AGA de Performance 2022.

Dans l'hypothèse où, entre la date de définition de la Capitalisation Boursière Initiale et la date de définition de la Capitalisation Boursière Finale, un des Indices de Référence (tel que ce terme est défini ci-après), enregistrait une Variation Substantielle (tel que ce terme est défini ci-après), alors le Directoire de la Société aura la possibilité d'ajuster la Capitalisation Boursière Initiale et/ou la Capitalisation Boursière Finale de manière à neutraliser l'impact extérieur d'une telle Variation Substantielle. Le Directoire devra, dans cette hypothèse, nommer un cabinet d'expertise financière reconnu, avec la mission de l'assister dans la détermination de ces ajustements. Les termes « Indices de Référence » signifient les indices boursiers SBF 120, CAC 40, Next Biotech et NBI (NASDAQ Biotechnology Index). Dans la mesure où l'un de ces indices viendrait à n'être plus disponible, le Directoire pourra déterminer un indice de remplacement. Le terme « Variation Substantielle » signifie l'un ou l'autre des événements suivants pour l'indice concerné : la moyenne des valeurs de clôture de l'indice prises sur les soixante séances de bourse consécutives précédant la date d'acquisition définitive des AGA de Performance est inférieure ou égale à 90 % de la moyenne des valeurs de clôture de l'indice sur la période de soixante séances de bourse consécutives précédant la date de l'Assemblée Générale du 20 mai 2022 ; la moyenne des valeurs de clôture de l'indice prises sur une période de soixante séances de bourse consécutives incluse entre la date de l'Assemblée Générale du 20 mai 2022 et la date d'acquisition définitive des AGA de performance est inférieure ou égale à 80% de la moyenne des valeurs de clôture de l'indice prises sur une période antérieure de soixante séances de bourse consécutives incluse entre la date de l'Assemblée Générale du 20 mai 2022 et la date d'acquisition définitive des AGA de Performance.

La juste valeur de ces actions de performance gratuites est basée sur un rapport d'évaluation tiers. La méthode d'évaluation utilisée pour estimer la juste valeur de ces actions gratuites de performance est présentée ci-dessous :

- Estimation de l'anticipation de gain liée aux conditions internes et de cours de bourse, réalisée sur la base d'un modèle Capital Asset Pricing (« CAPM ») du cours de bourse en utilisant une approche « Monte Carlo » ;

- Ajustement de l'estimation en appliquant les taux de rotation attendus ;

Les charges relatives à ces plans se sont élevées à 888 milliers d'euros et 891 milliers d'euros au 31 décembre 2024 et 2025, respectivement.

- AGA Nouveaux membres 2023-1 :

Les charges relatives à ces plans se sont élevées à 19 milliers d'euros et 19 milliers d'euros au 31 décembre 2024 et 2025, respectivement.

- Actions gratuites de performance 2023 (AGA Perf. Salariés 2023-1 et AGA Perf. Dirigeants 2023-1) :

Les conditions de performance des AGA de Performance 2023 sont basées sur l'évolution de la capitalisation boursière de la Société, de trois conditions internes et d'une condition bonus. Ces conditions sont détaillées dans le tableau ci-dessous:

Instrument : AGA de Performance 2023																																																				
Bénéficiaires	Chronologie	Condition d'acquisition	Conditions de performance		Attribution des actions selon atteinte des conditions																																															
Membres du Directoire, du Comité exécutif et certains salariés	Période d'Acquisition : 3 ans à compter de la date d'attribution	Présence à la fin de la période d'acquisition	Conditions de capitalisation boursière (Condition Externe) : Capitalisation Boursière Initiale = 3,28 € Capitalisation Boursière Finale = 6,57 €	Conditions Internes (Vesting kickers): 1. Le démarrage d'un premier essai clinique concernant un produit du portefeuille de la Société ou la "preuve de concept" d'une nouvelle approche thérapeutique concernant un produit du portefeuille de la Société (la "Condition Interne 1") ; et/ou 2. La conclusion d'un accord de collaboration ou de licence ou la perception de produits issus d'accords de collaboration et de licence cumulés d'un montant de 50 millions d'euros (si le total est compris entre 0 et 50 millions d'euros, la réalisation de cette condition sera calculée linéairement) (la « Condition Interne 2 ») ; et/ou 3. la réalisation de 6 actions environnementales ou sociales par les salariés de la Société (la "Condition Interne 3") ; et/ou 4. L'obtention d'une autorisation de mise sur le marché pour un produit du portefeuille de la Société (la "Condition Interne 4")	En cas de non-réalisation des Conditions Internes (aucune condition réalisée) : Le nombre d'actions acquises sera déterminé uniquement par le calcul du ratio de performance. En cas de réalisation des Conditions Internes :																																															
	Période d'Observation de la Performance : Du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2025	A l'issue de la période d'acquisition, le nombre d'actions ordinaires définitivement acquies dépendra de l'atteinte des critères de performance.	<table><tr><th>N°1</th><th>N°2</th><th>N°3</th><th>M</th><th>%</th></tr><tr><td>✓</td><td>—</td><td>—</td><td>—</td><td>50 %</td></tr><tr><td>—</td><td>✓</td><td>—</td><td>—</td><td>25 %</td></tr><tr><td>—</td><td>—</td><td>✓</td><td>—</td><td>25 %</td></tr><tr><td>✓</td><td>✓</td><td>—</td><td>—</td><td>75 %</td></tr><tr><td>✓</td><td>—</td><td>✓</td><td>—</td><td>75 %</td></tr><tr><td>—</td><td>✓</td><td>✓</td><td>—</td><td>50 %</td></tr><tr><td>✓</td><td>✓</td><td>✓</td><td>—</td><td>100</td></tr><tr><td>—</td><td>—</td><td>—</td><td>✓</td><td>100</td></tr><tr><td>—</td><td>—</td><td>—</td><td>—</td><td>0 %</td></tr></table>			N°1	N°2	N°3	M	%	✓	—	—	—	50 %	—	✓	—	—	25 %	—	—	✓	—	25 %	✓	✓	—	—	75 %	✓	—	✓	—	75 %	—	✓	✓	—	50 %	✓	✓	✓	—	100	—	—	—	✓	100	—	—
N°1	N°2	N°3	M	%																																																
✓	—	—	—	50 %																																																
—	✓	—	—	25 %																																																
—	—	✓	—	25 %																																																
✓	✓	—	—	75 %																																																
✓	—	✓	—	75 %																																																
—	✓	✓	—	50 %																																																
✓	✓	✓	—	100																																																
—	—	—	✓	100																																																
—	—	—	—	0 %																																																

(1) Le terme « **Capitalisation Boursière Initiale** » signifie la moyenne des cours de clôture de l'action Innate Pharma sur Euronext Paris des trente premières séances de bourse de l'année 2023.

(2) Le terme « **Capitalisation Boursière Finale** » signifie la plus haute moyenne des cours de clôture de l'action Innate Pharma sur Euronext Paris sur une période de soixante séances de bourse consécutives, calculée à tout moment au cours des douze mois précédant la fin de la période d'observation de la performance.

La juste valeur de ces actions de performance gratuites est basée sur un rapport d'évaluation tiers. La méthode d'évaluation utilisée pour estimer la juste valeur de ces actions gratuites de performance est présentée ci-dessous :

- Estimation de l'anticipation de gain liée aux conditions internes et de cours de bourse, réalisée sur la base d'un modèle Capital Asset Pricing (« CAPM ») du cours de bourse en utilisant une approche « Monte Carlo » ;

- Ajustement de l'estimation en appliquant les taux de rotation attendus ;

Les charges relatives à ces plans se sont élevées à 1 226 milliers d'euros et 702 milliers d'euros au 31 décembre 2024 et 2025, respectivement.

- AGA Nouveaux membres 2024-1 :

La charge relative à ce plan s'est élevée à (17) milliers d'euros pour l'exercice clos au 31 décembre 2025.

- AGA gratuite de performance 2024-1 (dirigeant):

Les conditions de performance des AGA de Performance dirigeant 2024-1 sont basées sur deux conditions internes. Ces conditions sont détaillées ci-dessous:

- Sélection et présentation au Conseil de Surveillance de candidats pour le poste de Président du Directoire ou de Président du Conseil d'Administration (selon l'organisation de la Société) (la « Condition de Performance 1 ») ; et/ou ;
- Recrutement d'un nouveau dirigeant pour le poste de Président du Directoire ou Président du Conseil d'Administration (selon l'organisation de la Société) (la « Condition de Performance 2 »).

La charge relative à ce plan s'est élevée à 0 milliers d'euros pour l'exercice clos au 31 décembre 2025.

- Autres actions gratuites :

Les charges relatives à ces plans se sont élevées à 231 milliers d'euros pour l'exercice clos au 31 décembre 2025.

- Actions gratuites de performance 2024 (AGA Perf. Salariés 2024-1 et AGA Perf. Dirigeants 2024-2) :

Les conditions de performance des AGA de Performance 2024 sont basées sur l'évolution de la capitalisation boursière de la Société, de trois conditions internes et d'une condition bonus. Ces conditions sont détaillées dans le tableau ci-dessous:

Instrument : AGA de Performance 2024																																																							
Bénéficiaires	Chronologie	Condition d'acquisition	Conditions de performance		Attribution des actions selon atteinte des conditions																																																		
Membres du Directoire, du Comité exécutif et certains salariés	Période d'Acquisition : 3 ans à compter de la date d'attribution	Présence à la fin de la période d'acquisition	Conditions de capitalisation boursière (Condition Externe) : Capitalisation Boursière Initiale = 2,48€ Capitalisation Boursière Finale = 4,96 €	Conditions Internes (Vesting kickers): 1 Le démarrage d'un premier essai clinique concernant un produit du portefeuille de la Société ou la "preuve de concept" d'une nouvelle approche thérapeutique concernant un produit du portefeuille de la Société (la "Condition Interne 1") ; et/ou 2. La conclusion d'un accord de collaboration ou de licence ou la perception de produits issus d'accords de collaboration et de licence cumulés d'un montant de 50 millions d'euros (si le total est compris entre 0 et 50 millions d'euros, la réalisation de cette condition sera calculée linéairement) (la « Condition Interne 2 ») ; et/ou 3. L'augmentation de 25% du nombre des employés utilisant déjà des moyens de transport en mobilité douce (la "Condition Interne 3") ; et/ou 4. L'obtention d'une autorisation de mise sur le marché pour un produit du portefeuille de la Société (la "Condition Interne 4")	En cas de non-réalisation des Conditions Internes (aucune condition réalisée) : Le nombre d'actions acquises sera déterminé uniquement par le calcul du ratio de performance.																																																		
	Période d'Observation de la Performance : Du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2026	A l'issue de la période d'acquisition, le nombre d'actions ordinaires définitivement acquies dépendra de l'atteinte des critères de performance.	<u>Ratio de performance :</u> Rapport de la progression réalisée sur la progression conditionnelle au cours de la Période d'Acquisition		En cas de réalisation des Conditions Internes :																																																		
					<table><tr><th>N°1</th><th>N°2</th><th>N°3</th><th>N°4</th><th>%</th></tr><tr><td>✓</td><td>—</td><td>—</td><td>—</td><td>40 %</td></tr><tr><td>—</td><td>✓</td><td>—</td><td>—</td><td>40 %</td></tr><tr><td>—</td><td>—</td><td>✓</td><td>—</td><td>20 %</td></tr><tr><td>✓</td><td>✓</td><td>—</td><td>—</td><td>80 %</td></tr><tr><td>✓</td><td>—</td><td>✓</td><td>—</td><td>60 %</td></tr><tr><td>—</td><td>✓</td><td>✓</td><td>—</td><td>60 %</td></tr><tr><td>✓</td><td>✓</td><td>✓</td><td>—</td><td>100</td></tr><tr><td>—</td><td>—</td><td>—</td><td>✓</td><td>100</td></tr><tr><td>—</td><td>—</td><td>—</td><td>—</td><td>0 %</td></tr></table>	N°1	N°2	N°3	N°4	%	✓	—	—	—	40 %	—	✓	—	—	40 %	—	—	✓	—	20 %	✓	✓	—	—	80 %	✓	—	✓	—	60 %	—	✓	✓	—	60 %	✓	✓	✓	—	100	—	—	—	✓	100	—	—	—	—	0 %
N°1	N°2	N°3	N°4	%																																																			
✓	—	—	—	40 %																																																			
—	✓	—	—	40 %																																																			
—	—	✓	—	20 %																																																			
✓	✓	—	—	80 %																																																			
✓	—	✓	—	60 %																																																			
—	✓	✓	—	60 %																																																			
✓	✓	✓	—	100																																																			
—	—	—	✓	100																																																			
—	—	—	—	0 %																																																			

(1) Le terme « **Capitalisation Boursière Initiale** » signifie la moyenne des cours de clôture de l'action Innate Pharma sur Euronext Paris des trente premières séances de bourse de l'année 2024.

(2) Le terme « **Capitalisation Boursière Finale** » signifie la plus haute moyenne des cours de clôture de l'action Innate Pharma sur Euronext Paris sur une période de soixante séances de bourse consécutives, calculée à tout moment au cours des douze mois précédant la fin de la période d'observation de la performance.

La juste valeur de ces actions de performance gratuites est basée sur un rapport d'évaluation tiers. La méthode d'évaluation utilisée pour estimer la juste valeur de ces actions gratuites de performance est présentée ci-dessous :

- Estimation de l'anticipation de gain liée aux conditions internes et de cours de bourse, réalisée sur la base d'un modèle Capital Asset Pricing (« CAPM ») du cours de bourse en utilisant une approche « Monte Carlo » ;

- Ajustement de l'estimation en appliquant les taux de rotation attendus ;

Les charges relative à ces plans se sont élevées à 699 milliers d'euros pour l'exercice clos au 31 décembre 2025.

- AGA salariés 2025-1 :

La charge relative à ce plan s'est élevée à 54 milliers d'euros pour l'exercice clos au 31 décembre 2025.

BSA

Jusqu'en 2017, la Société a émis des BSA au bénéfice des membres du Conseil de surveillance et de certains consultants. A la suite de la position de l'AMF en date du 5 juin 2018, la Société a décidé de ne plus émettre de BSA autrement qu'aux conditions de marché au bénéfice des membres du Conseil de surveillance (voir 2.1.3.3).

Détail des BSA :

	BSA 2014	BSA 2015-1	BSA 2015-2	BSA 2017	BSA 2022-1	BSA 2023-1
Date d'émission	16 juillet 2014	27 avril 2015 membres du Conseil de surveillance, et membres du Scientific Advisory Board	1er juillet 2015 Nouveau Membre du Conseil de surveillance	septembre 2017 Membres du Conseil de surveillance	3 octobre 2022 Membres du Conseil de surveillance	19 octobre 2023 Membres du Conseil de surveillance
Bénéficiaires	Consultants					
Période d'acquisition (années)	2 ans	2 ans	2 ans	2 ans	2 ans	2 ans
d'expiration du plan	16 juillet 2024	26 avril 2025	30 juin 2025	septembre 2027	3 octobre 2032	19 octobre 2033
Nombre de BSA émis	150 000	70 000	14 200	37 000	40 000	50 000
d'action(s) par BSA	1	1	1	1	1	1
Prix d'exercice	8,65 €	9,59 €	14,05 €	11,00 €	2,31 €	2
Méthode d'évaluation	Black & Scholes	Black & Scholes	Black & Scholes	Black & Scholes	Black & Scholes	Black & Scholes
par BSA à l'émission	6,85 €	13,65 €	13,64 €	10,41 €	1,31€	1,24€
Volatilité	46,72%	54,08%	47,83%	61,74%	50,00%	45,00%
Durée de vie moyenne	5,5 ans	5,5 ans	5,5 ans	6 ans	5,5 ans	5,5 ans
Taux d'intérêt sans risque attendu	1,00 % Néant	0,25 % Néant	0,25 % Néant	0,20 % Néant	2,40 % Néant	2,50 % Néant
Conditions de performance	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Juste valeur par BSA	2,51 €	6,59 €	4,73 €	0,57 €	1,21€	1,24€

	BSA 2025-1				
Date d'émission	25 juillet 2025				
Bénéficiaires	Membres du Conseil de surveillance				
Période d'acquisition (années)	2 ans				
d'expiration du plan	24 juillet 2035				
Nombre de BSA émis	80 000				
d'action(s) par BSA	1				
Prix d'exercice	0,64				
Méthode d'évaluation	Black & Scholes				
par BSA à l'émission	0,98				
Volatilité	45,00%				
Durée de vie moyenne	5,5 ans				
Taux d'intérêt sans risque attendu	2,50 % Néant				
Conditions de performance	Néant				
Juste valeur par BSA	0,98 €				

Changements du nombre de BSA en circulation :

Nombre de BSA	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Solde au début de la période	167 460	242 460
Accordées au cours de la période	80 000	—
Perdues au cours de la période	(30 000)	(75 000)
Exercées au cours de la période	—	—
Expirées au cours de la période	(84 200)	—
Solde à la fin de la période	133 260	167 460

Répartition à la clôture :

Nombre de BSA	31 décembre 2025		31 décembre 2024	
	Solde	Exercables	Solde	Exercables
BSA 2015-1	—	—	70 000	70 000
BSA 2015-2	—	—	14 200	14 200
BSA 2017	37 000	37 000	37 000	37 000
BSA 2022-1	8 260	8 260	8 260	8 260
BSA 2023-1	38 000	38 000	38 000	38 000
BSA 2025-1	50 000	50 000	—	—
TOTAL	133 260	133 260	167 460	167 460

BSAAR

Les BSAAR sont des titres dont le prix de souscription et le prix d'exercice sont fixés à leur juste valeur telle que déterminée par un expert. La souscription BSAAR représente donc un investissement de la part du bénéficiaire. A la fin de la période d'exercice, s'ils n'ont pas été exercés, le BSAAR devient nul. La Société bénéficie d'une clause dite de « forcing » permettant d'inciter les porteurs à exercer leurs BSA rachetables lorsque le cours de bourse dépasse le prix d'exercice et atteint un seuil défini dans la convention d'émission BSAAR. La Société pourra alors, sous réserve d'un délai pour notifier aux porteurs qui leur permettront d'exercer le BSAAR, décider de rembourser les warrants non exercés à un prix unitaire égal au prix d'acquisition du BSAAR payé par son porteur.

Détail des BSAAR :

La méthodologie utilisée pour estimer la juste valeur du BSAAR est similaire à celle utilisée pour estimer la juste valeur du BSA, à l'exception des éléments suivants :

- Durée prévue. Contrairement aux BSA, la Société ne possède pas d'expérience historique suffisante pour la BSAAR. Par conséquent, le terme attendu utilisé pour l'évaluation de la juste valeur est la maturité légale de l'instrument (10 ans).
- Aucune charge de rémunération au titre du paiement en actions n'a été comptabilisée concernant les BSAAR car le montant versé par les bénéficiaires est égal à la juste valeur.

	BSAAR 2015
Date d'émission	1er juillet 2015
Bénéficiaires	Salariés et mandataires sociaux
Période d'acquisition (années)	2 ans
Date d'expiration du plan	30 juin 2025
Nombre de BSAAR émis	1 050 382
Nombre d'action(s) par BSAAR	1
Prix d'exercice	7,20 €
Méthode d'évaluation	Black & Scholes
Juste valeur par BSA à l'émission	13,77 €
Volatilité	41%
Durée de vie moyenne	10 ans
Taux d'intérêt sans risque	1,22%
Dividende attendu	Néant
Conditions de performance	Néant
Juste valeur par BSA	1,15 €

Changements du nombre de BSAAR en circulation :

Nombre de BSAAR	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Solde au début de la période	1 045 722	1 045 722
Accordées au cours de la période	—	—
Perdues au cours de la période	(1 045 722)	—
Exercées au cours de la période	—	—
Expirées au cours de la période	—	—
Solde à la fin de la période	—	1 045 722

Répartition à la clôture :

Nombre de BSAAR	31 décembre 2025		31 décembre 2024	
	Solde	Exerçables	Solde	Exerçables
BSAAR 2011	—	—	—	—
BSAAR 2012	—	—	—	—
BSAAR 2015	—	—	1 045 722	1 045 722
TOTAL	—	—	1 045 722	1 045 722

Stock-options

Les stock-options sont des instruments qui donnent le droit d'acheter l'action d'une entreprise. Les bénéficiaires de stock-options acquièrent un nombre donné d'actions à un prix d'exercice fixé lors de leur attribution et à l'issue d'une période. Les critères associés à ces options de souscription ou d'achat d'actions attribuées durant l'exercice à chaque dirigeant/mandataire social par la Société sont détaillés ci-dessous:

	Stock-options 2024-1
Bénéficiaire	Membre du Directoire
Numéro	SO 2024-1
Date d'attribution	11 septembre 2024
Date d'acquisition	11 septembre 2026
Maturité du plan	11 septembre 2034
Période d'exercice	11 septembre 2026 - 11 septembre 2034
Nature des options	Souscription et/ou achat
Valorisation des options	0,75 €
Nombre d'options attribuées	100 000,00
Prix d'exercice	2,18 €

Le modèle utilisé pour évaluer cette option combinée est un schéma binomial basé sur le modèle de Cox-Ross-Rubinstein (CRR).

La charge relative à ce plan s'est élevée à (12) milliers d'euros pour l'exercice clos au 31 décembre 2025.

Répartition des dépenses par exercice

Les charges relatives aux paiements en actions se décomposent de façon suivante pour les exercices clos au 31 décembre 2025 et 2024, respectivement :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
AGA Perf Dirigeants 2020 / AGA Perf Salariés 2020	—	—
AGA Perf Dirigeants 2021 / AGA Perf Salariés 2020	—	1 162
Dirigeants 2022	891	888
AGA Nouveaux Membres 2023-1	19	19
Dirigeants 2023	702	1 226
AGA "Plan Epargne Entreprise" 2023	—	—
AGA de Performance Dirigeants 2024-1	—	302
AGA de Performance Salariés 2024-1/AGA de Performance Dirigeants 2024-2	699	119
AGA "Plan Epargne Entreprise" 2024	—	168
AGA Nouveaux Membres 2024-1	-17	17
Stock-option 2024	-12	12
AGA 2024 Salariés et Dirigeant	231	32
AGA 2025 Salariés	54	—
Total	2 567	3 944

12. Instruments financiers au bilan et impact sur le compte de résultat

Le tableau ci-dessous présente la valeur nette comptable et la juste valeur des actifs et passifs financiers. Il n'inclut pas d'information relative à la juste valeur des actifs et passifs financiers non comptabilisés à la juste valeur si la valeur nette comptable est considérée comme raisonnablement proche de la juste valeur :

Au 31 décembre 2025 (en milliers d'euro)	Valeur comptable au bilan	Juste valeur par le compte de résultat ⁽¹⁾	Coût amorti ⁽²⁾	Juste valeur
Actifs financiers				
Actifs financiers non courants	10 455	10 455	—	10 455
Créances courantes et non courantes	12 651	—	12 651	12 651
Actifs financiers courants	6 218	6 218	—	6 218
Trésorerie et équivalents de trésorerie	28 092	28 092	—	28 092
Total actifs financiers	57 416	44 765	12 651	57 416
Dettes financières				
Passifs financiers non courants	13 771	—	13 771	13 771
Passifs financiers courants	8 802	—	8 802	8 802
Dettes opérationnelles	15 042	—	15 042	15 042
Total dettes financières	37 615	—	37 615	37 615

Au 31 décembre 2024 (en milliers d'euro)	Valeur comptable au bilan	Juste valeur par le compte de résultat ⁽¹⁾	Coût amorti ⁽²⁾	Juste valeur
Actifs financiers				
Actifs financiers non courants	10 281	10 281	—	10 281
Créances courantes et non courantes	14 300	—	14 300	14 300
Actifs financiers courants	14 374	14 374	—	14 374
Trésorerie et équivalents de trésorerie	66 396	66 396	—	66 396
Total actifs financiers	105 351	91 051	14 300	105 351
Dettes financières				
Passifs financiers non courants	22 286	—	22 286	22 286
Passifs financiers courants	8 709	—	8 709	8 709
Dettes opérationnelles	16 007	—	16 007	16 007
Total dettes financières	47 002	—	47 002	47 002

(1) La juste valeur des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat correspond à la valeur de marché de ces actifs, correspondant à une évaluation de niveau 2.

(2) La valeur comptable des actifs financiers et des dettes financières évalués au coût amorti a été jugée être une estimation raisonnable de la juste valeur de niveau 3.

Conformément aux amendements d'IFRS 7, les instruments financiers sont présentés en trois catégories selon une hiérarchie de méthodes utilisées pour déterminer la juste valeur :

Niveau 1 : juste valeur déterminée sur la base de prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs ;

Niveau 2 : juste valeur déterminée dans la base de données observable pour l'actif ou le passif concerné, directement ou indirectement ;

Niveau 3 : juste valeur déterminée sur la base de techniques d'évaluation basées en tout ou en partie sur des données non observables.

Le tableau ci-dessous présente les informations requises IFRS7 relatives aux principes d'évaluation utilisés pour valoriser les instruments financiers.

Instrument Financier	Principe de valorisation	Niveau de la juste valeur	Technique d'évaluation	Modèle de valorisation
Parts d'OPCVM	Juste valeur	2	Valeur de marché	Valeur liquidative
EMTN	Juste valeur	2	Valeur de marché	Valeur liquidative
Titres de créances	Coût amorti	N/A	N/A	S'agissant d'instruments de durée inférieure à trois mois, le coût amorti constitue une approximation acceptable de la juste valeur indiquée dans les notes annexes aux comptes consolidés.
Prêts	Coût amorti	N/A	N/A	

13. Produits opérationnels et financements publics

13.1. Revenus des accords de collaboration et de licences

Les revenus des accords de collaboration et de recherche de la Société se sont élevés à 12 622 milliers d'euros et 2 787 milliers d'euros au 31 décembre 2024 et 2025, respectivement.

Ces revenus résultent de la reconnaissance partielle ou intégrale des paiements reçus en relation avec les accords initiaux et avenants signés avec AstraZeneca en avril 2015 et octobre 2018, avec Sanofi en 2016 et 2022. Ces revenus sont reconnus dès lors que l'obligation de performance de l'entité est satisfaite. La comptabilisation s'effectue à une date donnée ou est étalée dans le temps en fonction du pourcentage d'avancement des travaux effectués au titre de ces accords. Ils sont présentés dans le tableau ci-dessous:

(en milliers d'euros)	2025	2024
Produits des accords de collaboration et de licence	620	10 505
<i>dont accord monalizumab - AstraZeneca</i>	220	4 404
<i>dont accord Sanofi 2016</i>	—	4 000
<i>dont accord Sanofi 2022 ANKET IPH62 - Reconnaissance du paiement initial relatif à la licence et du revenu relatif à l'avancement du programme de recherche conjoint</i>	400	401
<i>dont accord Sanofi 2022 ANKET IPH67 - Reconnaissance du paiement initial relatif à la licence et revenu relatif à l'avancement du programme de recherche conjoint</i>	—	1 700
Refacturation de frais de R&D (accord IPH5201)	1 666	2 060
Autres	501	56
Revenus des accords de collaboration et de licence	2 787	12 622

a) Revenu lié aux accords avec AstraZeneca sur monalizumab

La Société a identifié les engagements suivants en vertu des accords monalizumab signés avec AstraZeneca : (i) une licence non exclusive liée à monalizumab limitée à deux applications, avec une option pour une licence exclusive liée à monalizumab incluant toutes les applications, (ii) la performance de certaines études initiales liées aux essais de Phases 1/2 et la participation à certaines études d'essais de Phases 1/2 et d'essais cliniques de Phase 3 par le biais d'un cofinancement.

Cependant, la Société a déterminé que la licence n'était pas distincte de la réalisation des études initiales et de la participation aux essais cliniques de Phase 3, car elles augmentaient l'utilité de la propriété intellectuelle (PI) sous licence. Ainsi, la PI sous licence, la performance des études initiales et la participation aux essais cliniques de Phase 3 sont combinés en une seule obligation de performance.

Cette obligation de performance a été considérée comme satisfaite au fil du temps, car AstraZeneca contrôle la propriété intellectuelle sous licence qui est améliorée au cours de l'accord. Les revenus sont comptabilisés dans le temps, sur la base de la méthode d'entrée (coûts encourus). Par conséquent, la Société comptabilise le prix de la transaction comme un revenu sur la base de l'avancement des études que la Société s'est engagée à réaliser dans le cadre de l'accord. La progression est évaluée en fonction des coûts réels encourus par rapport au total des coûts budgétés pour remplir l'obligation.

Le prix de transaction était initialement estimé au paiement initial de 250 000 milliers de dollars, moins les montants que la société s'attendait à payer à AstraZeneca pour le cofinancement des études cliniques de Phase 1 / 2. Le paiement supplémentaire de 100 000 milliers de dollars déclenché par l'exercice de l'option d'exclusivité par AstraZeneca a été traité comme une modification de l'estimation du prix de la transaction. Par ailleurs, l'amendement au contrat, qui a modifié le périmètre et le budget des études à réaliser par la Société ainsi que les modalités de partage du coût des autres études, a conduit à une révision du niveau d'avancement et du prix de transaction. Ainsi, l'exercice de l'option par AstraZeneca et l'amendement du contrat en résultant ont conduit à constater un ajustement cumulatif favorable de 38 321 milliers d'euros de chiffre d'affaires au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Le paiement supplémentaire de 50 000 milliers de dollars déclenché par le traitement du premier patient dans le premier essai de Phase 3 évaluant monalizumab (INTERLINK-1) a été traité intégralement en engagement de collaboration ("dettes de collaboration" dans le bilan consolidé) au regard de l'engagement prévu au contrat sur les études de Phase 1/2 (co-financement prévu par le contrat initial) et de Phase 3 (amendement signé en septembre 2020). Ainsi, l'effet de ce paiement d'étape est nul sur le prix de la transaction.

À ces montants s'ajoute le paiement supplémentaire de 50,0 millions de dollars (47,7 millions d'euros) effectué par AstraZeneca en juin 2022 et déclenché par le traitement du premier patient dans un deuxième essai de Phase 3 évaluant monalizumab en avril 2022, PACIFIC-9. Ce paiement supplémentaire a été traité en augmentation de l'engagement de collaboration ("dettes de collaboration" dans le bilan consolidé) à hauteur de 36,0 millions de dollars (34,3 millions d'euros) au regard de l'engagement de co-financement des études de Phase 3 pris par la Société et notifié à AstraZeneca en juillet 2019 (option relative au contrat initial). Le reliquat de 14,0 millions de dollars (13,4 millions d'euros) a été traité comme un changement d'estimation du prix de la transaction, reconnu en résultat au rythme de l'avancement des études de Phase 1/2.

Les paiements d'étapes ultérieurs sont exclus du prix de la transaction en raison des incertitudes des résultats des essais cliniques.

Comme décrit dans la note 2.a, les paiements prévus à AstraZeneca au titre des obligations de co-financement d'études sont classés comme des dettes de collaboration dans le bilan consolidé. Les factures trimestrielles reçues d'AstraZeneca réduisent cette dette de collaboration et n'ont aucune incidence sur le compte de résultat consolidé.

Variations du passif de contrat relatif à l'accord monalizumab (en milliers d'euros) :

(en milliers d'euros)	Courant	Non-Courant	Total
Au 31 décembre 2023	5 156	—	5 156
Reconnaissance en compte de résultat pour l'exercice 2024 selon l'avancement des études	(4 404)	—	(4 404)
Transfert vers la / (depuis la) dette sur collaboration	(536)	—	(536)
31 décembre 2024	215	—	215
31 décembre 2024	215	—	215
Reconnaissance en compte de résultat pour l'exercice 2025 selon l'avancement des études	(220)	—	(220)
Transfert vers la / (depuis la) dette sur collaboration	5	—	5
Au 31 décembre 2025	—	—	—

Variations de la dette sur collaboration relative à l'accord monalizumab (en milliers d'euros) :

(en milliers d'euros)	Courant	Non-Courant	Total
Au 31 décembre 2023	7 647	45 030	52 677
Augmentation	4 303	(3 902)	401
Décaissement i.e remboursements de coûts à AZ	(7 772)	—	(7 772)
Au Effet de change (1)	3 265	—	3 265
Au 31 décembre 2024	7 443	41 128	48 571
Au 31 décembre 2024	7 443	41 128	48 571
Augmentation	9 521	(9 380)	141
Décaissement i.e remboursements de coûts à AZ	(4 792)	—	(4 792)
Au Effet de change (1)	(5 671)	—	(5 671)
Au 31 décembre 2025	6 501	31 748	38 249

(1) Les effets de change sont comptabilisés en résultat financier (cf note 15).

b) Revenu lié à l'accord avec AstraZeneca sur IPH5201

Les revenus liés à IPH5201 sont nuls au 31 décembre 2025 comme au 31 décembre 2024. Pour rappel, un avenant au contrat initial datant d'octobre 2018 est en vigueur depuis le 1er juin 2022. Il formalise les modalités de la collaboration suite à la décision prise par AstraZeneca de faire progresser IPH5201 vers une étude de Phase 2. La Société sera responsable de la conduite de l'étude. Les parties partageront les coûts externes de l'étude et AstraZeneca fournira les produits testés nécessaires pour mener l'essai clinique. Dans le cadre de cet accord un montant de 1 666 milliers d'euros a été refacturé au cours de l'exercice 2025 (2 060 milliers d'euros au cours de l'exercice 2024).

c) Revenus liés à l'accord de licence et de collaboration avec Sanofi signé en 2016

Les revenus liés à l'accord de collaboration et de licence signé avec Sanofi en 2016 sont nuls au 31 décembre 2025 et se sont élevés 4 000 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

La société a annoncé le traitement du premier patient dans la partie d'extension de dose de l'essai clinique évaluant SAR443579/IPH6101, matérialisant la progression de l'essai clinique développé par Sanofi vers la phase 2 dans divers cancers du sang. Selon les termes de l'accord de recherche et de licence de 2016 avec Sanofi, la progression vers la partie d'extension de dose de l'essai a déclenché un paiement d'étape vers Innate de 4 millions d'euros reconnu en résultat au 30 juin 2024 et encaissé le 17 mai 2024.

Pour mémoire, en juin 2023, la Société avait annoncé le traitement du premier patient dans un essai clinique de Phase 1/2 sponsorisé par Sanofi, évaluant IPH6401/SAR'514 chez des patients présentant un myélome multiple en rechute ou réfractaire. En vertu de l'accord de licence conclu en 2016, Sanofi avait versé un paiement d'étape de 2,0 millions d'euros intégralement reconnu en résultat au 30 juin 2023 et encaissé par la Société le 21 juillet 2023.

d) Revenus liés à l'accord de collaboration en matière de recherche et de licence avec Sanofi (2022)

Le 25 janvier 2023, la Société a annoncé l'expiration du délai de carence prévu par le *Hart-Scott-Rodino Antitrust Improvements Act* et l'entrée en vigueur de l'accord de licence avec Sanofi. Par conséquent, selon les termes de l'accord de recherche, de collaboration et de licence, Innate a reçu en mars 2023, un paiement initial d'un montant de 25 000 milliers d'euros dont 18 500 milliers d'euros au titre de la licence exclusive sur le programme IPH62, 1 500 milliers d'euros au titre des travaux de recherche et 5 000 milliers d'euros au titre des options pour les deux cibles supplémentaires. Le 19 décembre 2023, la Société a annoncé que Sanofi a levé une de ces deux options de licence pour un nouveau programme intitulé IPH67 issu de la plateforme ANKET® de la Société. Cette décision a entraîné un paiement d'étape de 15 000 milliers d'euros dont 13 300 milliers d'euros au titre de la licence exclusive intégralement reconnus en résultat au 31 décembre 2023 et 1 700 milliers d'euros au titre des travaux de recherche à mener par la Société.

La Société considère que les licences octroyées constituent un droit d'utilisation de la propriété intellectuelle octroyé de manière exclusive à Sanofi à compter de la date d'entrée en vigueur du contrat et de la levée d'option. A ce titre, l'intégralité des paiements initiaux relatives aux licences octroyées ont été reconnus en résultat au cours de l'exercice 2023 soit un montant de 31 800 milliers d'euros dont 18 500 milliers d'euros relatifs à la licence IPH62/B7-H3 et 13 300 milliers d'euros suite à l'option levée.

Les revenus alloués aux travaux de recherche sont reconnus en résultat selon la méthode d'avancement.

Suite à l'annonce par Sanofi en octobre 2024 de la restitution des droits relatifs à la seconde option mettant fin à la collaboration des travaux de recherche, le passif de services prépayés de 1 700 milliers d'euros a été reconnu intégralement en résultat au 31 décembre 2024. Le revenu relatif aux travaux de recherche sur la 1ère licence s'est élevé à 401 milliers d'euros au cours de l'exercice 2024.

Variations du passif de contrat relatif à l'accord de collaboration en matière de recherche et de licence de 2022 :

(en milliers d'euros)	Courant	Non-Courant	Total
Au 31 décembre 2023	708	4 618	5 327
Augmentation	1 793	(1 793)	—
Diminution (1)	(2 101)	—	(2 101)
Au 31 décembre 2024	400	2 825	3 226
Au 31 décembre 2024	400	2 825	3 226
Augmentation	2 825	(2 825)	—
Diminution (2)	(400)	—	(400)
Au 31 décembre 2025	2 826	—	2 826

(1) Suite au retour des droits relatifs à la seconde licence, le produit relatif aux prestations de service de recherche en collaboration avec Sanofi a été enregistré en résultat pour 1 700 milliers d'euros. Le revenu reconnu au titre du premier programme de recherche s'élève à 401 milliers d'euros au titre de 2024.

(2) Le revenu reconnu au titre du premier programme de recherche s'élève à 400 milliers d'euros au titre de 2025.

d) Tableau de variation des passifs de contrat

Les variations des passifs de contrats sont présentées dans le tableau ci-dessous (en milliers d'euros) :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2024	Reconnu en compte de résultat	Encaissements et autres augmentations	Transféré en dette sur collaboration	31 décembre 2025
Monalizumab	215	(220)	—	5	—
Sanofi options	2 500	—	—	—	2 500
Sanofi services	726	(400)	—	—	326
Total	3 441	(620)	—	5	2 826
(en milliers d'euros)	31 décembre 2023	Reconnu en compte de résultat	Encaissements	Transféré en dette sur collaboration	31 décembre 2024
Monalizumab	5 155	(4 404)	—	(536)	215
Sanofi options	2 500	—	—	—	2 500
Sanofi services	2 826	(2 100)	—	—	726
Total	10 483	(6 504)	—	(536)	3 441

13.2. Financements publics de dépenses de recherche

La Société reçoit des aides de l'Etat français, de l'Union européenne et des collectivités publiques locales françaises qui sont comptabilisés en produits opérationnels. Ces financements publics sont de plusieurs formes :

- Subventions d'exploitation ; et
- Crédits d'impôt recherche.

Le montant des subventions d'exploitation et du crédit d'impôt recherche présentés au compte de résultat, en produits opérationnels sur la ligne « Financements publics de dépenses de recherche » s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Crédit d'impôt recherche (1)	6 186	7 463
Subventions et autres crédits d'impôt	19	25
Financements publics des dépenses de recherche	6 205	7 488

(1) Au 31 décembre 2025, le solde est essentiellement constitué du crédit d'impôt recherche calculé et comptabilisé au titre de l'exercice 2025 pour un montant de 6 186 milliers d'euros. Pour rappel, Au 31 décembre 2024, le solde était essentiellement constitué du crédit d'impôt recherche calculé et comptabilisé au titre de l'exercice 2024 pour un montant de 7 463 milliers d'euros.

14. Charges opérationnelles courantes

(en milliers d'euros)	31 décembre 2025			31 décembre 2024		
	R&D	G&A	Total	R&D	G&A	Total
Sous-traitance ⁽¹⁾	(18 320)	—	(18 320)	(25 535)	—	(25 535)
Achats consommés de matières, produits et fournitures	(2 485)	(266)	(2 751)	(2 764)	(292)	(3 056)
Charges de personnel autres que les paiements en actions	(14 767)	(7 140)	(21 906)	(15 063)	(7 085)	(22 148)
Paiements en actions	(1 751)	(816)	(2 567)	(2 473)	(1 471)	(3 944)
Charges de restructuration ⁽⁴⁾	(2 306)	(583)	(2 889)	—	—	—
Charges de personnel	(18 824)	(8 539)	(27 363)	(17 536)	(8 556)	(26 092)
Honoraires non scientifiques ⁽²⁾	(535)	(3 043)	(3 578)	(229)	(3 377)	(3 606)
d'entretien	(819)	(1 436)	(2 255)	(864)	(1 319)	(2 183)
Frais de déplacements	(335)	(413)	(748)	(468)	(308)	(776)
publiques	(47)	(472)	(519)	(44)	(309)	(353)
Honoraires scientifiques ⁽³⁾	(740)	—	(740)	(2 039)	—	(2 039)
Autres achats et charges externes	(17)	(2 358)	(2 375)	(13)	(2 776)	(2 789)
Amortissements et dépréciations	(477)	(907)	(1 384)	(1 075)	(913)	(1 988)
Frais de propriété intellectuelle	(778)	(224)	(1 002)	(1 113)	(239)	(1 352)
Autres produits et charges, nets	(243)	(1 735)	(1 978)	(300)	(1 627)	(1 927)
Total charges opérationnelles	(43 620)	(19 394)	(63 013)	(51 980)	(19 716)	(71 696)

(1) La Société sous-traite une part significative des études précliniques (développement pharmaceutique, études de tolérance et autres expériences modèles, etc.) et cliniques (coordination des essais, coûts des forfaits hospitaliers, etc.) à des tiers. Les coûts associés sont comptabilisés dans la sous-traitance sur la base de la facturation des prestataires.

(2) Les honoraires non scientifiques sont relatifs à des prestations de conseil et d'assistance aux activités de commercialisation et d'administration de la Société, et incluent des honoraires juridiques, comptables et d'audit et le support aux activités de développement des affaires commerciales.

(3) Les honoraires de conseils scientifiques, médicaux et réglementaires se rapportent aux services de consultants auxquels la Société fait appel pour ses activités de R&D.

(4) Les charges de restructuration sont relatives à la dotation pour provisions pour charges suite à la mise en oeuvre du Plan de Sauvegarde de l'Emploi (cf Note 17).

Le tableau ci-dessous détaille par cabinet d'audit les honoraires au titre de l'exercice 2025 et 2024.

(en milliers d'euros)						
	31 décembre 2025			31 décembre 2024		
	<i>PwC</i>	<i>Deloitte & Associés</i>	Total	<i>PwC</i>	<i>Deloitte & Associés</i>	Total
Audit Légal	516	516	1 032	525	573	1 098
SACC*	133	127	260	50	158	208
Total	649	643	1 292	575	731	1 306

* SACC : Services Autres que la Certification des Comptes : ces honoraires correspondent à des prestations de services liées au programme At-The-Market (ATM), aux procédures de revue des documents pouvant être déposés auprès de la SEC et de l'AMF, ainsi qu'aux frais et débours liés à la mission d'audit..

Charges de personnel autres que les paiements en action

Le poste s'élève respectivement à 21 906 milliers d'euros et 22 148 milliers d'euros pour les exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024. Le Groupe employait, en équivalents temps-plein, 163 personnes au 31 décembre 2025, contre 177 au 31 décembre 2024. L'effectif moyen sur l'exercice 2025 s'élève à 170 personnes.

Amortissements et dépréciations

Ces charges ont représenté respectivement un montant de (1,4) et (2,0) millions d'euros au cours des exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024. Cette baisse des dotations aux amortissements est principalement liée la vétusté du parc.

Achats consommés de matières, produits et fournitures

Le poste comprend principalement le coût d'achat des produits et substances pharmaceutiques achetés par la Société à des tiers et consommés au cours de l'exercice.

15. Résultat financier (net)

Les produits et charges financiers s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Produits sur actifs financiers	1 318	2 437
Variation de juste valeur des actifs financiers	749	1 983
Gains de change	5 883	1 658
Produits financiers	7 951	6 079
Pertes de change	(2 680)	(3 409)
Intérêts payés sur les emprunts	(440)	(566)
Charges financières	(3 120)	(3 975)
Résultat financier net	4 831	2 104

Pour les exercices 2024 et 2025, les gains et les pertes de change résultent principalement de la variance du taux de change entre l'euro et le dollar américain sur la dette de collaboration et sur les comptes de trésorerie, équivalents de trésorerie et actifs financiers libellés en dollars américains.

Les pertes latentes sur actifs financiers sont relatives à des instruments non cotés dont la juste valeur est déterminée selon des méthodes de niveau 2.

16. Impôts sur le résultat

Compte tenu de son stade de développement, il apparaît peu probable que des bénéfices fiscaux soient à moyen court terme imputés sur les pertes reportables de la Société. En ce sens, les actifs d'impôts différés sont reconnus à hauteur des passifs d'impôts différés. Les différences temporaires principales sont liées aux locations financement, aux provisions pour engagements de retraites et aux pertes fiscales reportables.

Les impôts différés par nature sont ventilés de la manière suivante:

(en milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Impôts différés actifs / Pertes fiscales	8 241	8 699
Impôts différés actifs / Provisions avantages au personnel	481	682
Impôts différés actifs /Autres	21	34
Total Impôts différés actifs	8 743	9 415
Impôts différés passifs / Produits constatés d'avance	8 189	8 754
Impôts différés passifs / Contrat de location (IFRS16)	443	500
Impôts différés passifs / Amortissement dérogatoire	111	154
Impôts différés passifs / Autres	—	7
Total Impôt différé passifs	8 743	9 415

Au 31 décembre 2025, et selon la législation en vigueur, Innate Pharma S.A dispose de déficits fiscaux indéfiniment reportables pour un montant total cumulé de 592 434 milliers d'euros au 31 décembre 2025 (536 759 milliers d'euros au 31 décembre 2024).

Au 31 décembre 2025, et selon la législation en vigueur aux États-Unis, Innate Inc dispose de déficits fiscaux d'un montant cumulé de 14 821 milliers d'euros ou 17 415 milliers de dollars (16 427 milliers d'euros ou 17 066 milliers de dollars au 31 décembre 2024).

Les impôts différés actifs relatifs aux pertes non reconnus sont présentés ci-après:

(en milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Impôts différés actifs non reconnus / Pertes fiscales réalisées en France	139 867	125 491
Impôts différés actif non reconnus / Pertes fiscales réalisées aux Etats Unis	2 781	2 781
Total des impôts différés actifs non reconnus	142 649	128 272

Preuve d'impôt

(en milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Résultat avant impôt	(49 177)	(49 471)
Taux d'imposition statutaire	25,00%	25,00%
Produit d'impôt théorique	12 294	12 368
de :		
Différences de taux d'imposition	—	—
Crédit d'impôt recherche	1 551	1 872
Provision indemnités de départ à la retraite	202	(72)
Palements en actions	(642)	(986)
avec des clients	864	(296)
Impôts différés actifs relatifs aux pertes fiscales et aux autres différences temporaires non comptabilisés	(13 996)	(13 340)
Impact liés à des opérations de fusion intra-groupe	—	—
Impact lié à la levée d'option de crédit-bail immobilier	—	—
Autres différences	(274)	454
Produit / (Charge) d'impôt réel (a)	—	—
Taux d'imposition réel	0,00%	0,00%
Produit / (Charge) d'impôt différé (b)	—	—
Produit / (Charge) d'impôt réel (a) + (b)	—	—

17. Engagements, passifs éventuels et litiges

a) Engagements

Engagements auprès de divers fournisseurs

Au 31 décembre 2025, la Société a souscrit des engagements d'achats non annulables d'un montant total de 4 994 milliers d'euros auprès de plusieurs fournisseurs (principalement des CRO et CMO) pour la fourniture de divers services en rapport avec les travaux précliniques pour un montant de 1 879 milliers d'euros et les travaux cliniques pour un montant de 3 115 milliers d'euros. L'exécution de ces travaux n'a pas démarré au 31 décembre 2025 et ne sont pas facturés.

Engagements financiers pris auprès de la Société Générale

En 2017, la Société avait souscrit à un emprunt auprès de la Société Générale afin de financer la construction de son futur siège social. En contrepartie de ce prêt, la Société a consenti un nantissement sur des instruments financiers souscrits auprès de la Société Générale pour un montant global équivalent à celui du prêt, soit 15 200 milliers d'euros. L'échéance de ces placements se décompose ainsi : 4 200 milliers d'euros en juillet 2024, 5 000 milliers d'euros en août 2027 et 6 000 milliers d'euros en août 2031. Le nantissement sur la première tranche s'élevant à 4 200 milliers d'euros a été effectivement levé en juillet 2024 et l'encaissement a été reçu à cette date.

Par ailleurs, ce prêt est soumis à une clause restrictive basée sur l'hypothèse selon laquelle la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les actifs financiers courants et non courants sont au moins égaux au principal à la fin de l'exercice. Au 31 décembre 2025, le capital restant dû sur ce prêt est de 7 634 milliers d'euros. La Société respecte cette clause à la fin de l'exercice.

Convention d'indemnisation "Directors and Officers"

La Société a conclu des accords d'indemnisation avec ses administrateurs et dirigeants (les « Bénéficiaires »), en vertu desquels (1) la Société fournira aux Bénéficiaires la couverture par le biais d'une ou de plusieurs polices d'assurance des administrateurs et dirigeants (« D&O ») et (2) s'ils ne sont pas indemnisables en vertu de la police d'assurance D&O, les Bénéficiaires seront indemnisés pour toute réclamation indemnisable par la Société dans toute la mesure permise par la loi.

Accords de licence et de collaboration

Les engagements liés aux accords de licence et de collaboration de la Société sont présentés dans la note 1.a et 6.

b) Passifs éventuels et litiges

La Société peut avoir des passifs éventuels se rapportant à des actions en justice de nature prud'homale survenant dans le cadre habituel de ses activités. Chacun des litiges connus ou procédures en cours dans lesquels la Société est impliquée a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes après avis des conseils juridiques.

c) Provisions

Au 31 décembre 2025, le poste s'élève à 3 811 milliers d'euros (481 milliers d'euros au 31 décembre 2024).

Au 31 décembre 2025 le montant de provisions inclut principalement une provision pour restructuration pour un montant de 2 889 milliers d'euros. En effet, la société a annoncé le 17 septembre 2025 une restructuration de son organisation en lien avec la décision stratégique de concentrer ses investissements sur ce qu'elle considère être ses actifs cliniques à plus forte valeur, IPH4502, lacutamab et monalizumab. L'accord majoritaire portant sur le projet de licenciement économique collectif donnant lieu à la mise en oeuvre du plan de sauvegarde de l'emploi a été validé par la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) au cours du mois de décembre 2025. Les licenciements seront mis en oeuvre d'ici début 2026. Ainsi une provision a été constituée. Elle comprend les engagements de versements aux salariés et les coûts relatifs aux mesures d'accompagnement.

Elle inclut également d'autres provisions pour départ de salariés et la provision relative à la contribution patronale due au titre des attributions des instruments de capitaux propres aux salariés pour un montant de 550 milliers d'euros.

Conformément à IFRS 2, lorsqu'une entreprise décide de remettre à ses salariés des actions rachetées sur le marché, elle doit donc comptabiliser une provision dès la décision d'attribution des actions gratuites qui sont à étaler sur la période d'acquisition des droits lorsque le plan conditionne des actions aux salariés à leur présence dans l'entreprise à l'issue du plan.

Au 31 décembre 2024, elles se composaient essentiellement de la provision relative à la contribution patronale due au titre des attributions des instruments de capitaux propres aux salariés pour un montant de 394 milliers d'euros.

18. Transactions avec les parties liées

Les rémunérations présentées ci-après, octroyées aux membres du Comité exécutif et conseil d'administration de la Société, ont été comptabilisées en charges au cours des exercices présentés :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Salaires et autres avantages à court terme	3 490	3 835
Cotisations de retraite complémentaire et indemnités	(37)	166
Palements en action	925	2 302
Honoraires de conseils	—	—
Rémunérations des membres du directoire et du conseil d'administration et d'autres membres exécutifs	4 377	6 303

Au cours de l'exercice 2025, la structure de gouvernance de la Société est passée de société anonyme à directoire et conseil de surveillance à société anonyme à conseil d'administration. Les fonctions de Président et Directeur Général ont été séparées.

2 membres du Conseil de Surveillance n'ont pas été nommés au Conseil d'administration. Par ailleurs, 2 nouveaux membres ont été désignés fixant le nombre d'administrateurs à 8 membres comme l'exercice précédent.

Les modalités d'évaluation de l'avantage relatif à des paiements fondés sur des actions sont présentées en Note 11.b.

Membres du Conseil de surveillance et du Conseil d'Administration

La Société a comptabilisé une provision de 547 milliers d'euros pour la rémunération des administrateurs relatifs à l'exercice 2025 qui ont été versés au cours du premier trimestre 2026. Ce montant inclut la rémunération du Président du Conseil d'Administration.

Parties liées

Novo Nordisk A/S est actionnaire et a conclu avec la Société trois contrats de licence sur les candidat-médicaments lirilumab, monalizumab et avdoralimab. En vertu des stipulations contractuelles, la Société versera des paiements d'étapes ainsi que des royalties sur vente de ces candidat-médicaments.

Au 31 décembre 2025 et 2024, respectivement, la société n'avait aucune dette comptabilisée envers Novo Nordisk A/S.

AstraZeneca est actionnaire de la Société avec laquelle est liée par plusieurs contrats de collaboration et d'option de licence ou de licence relatifs à différents candidats médicament (monalizumab, avdoralimab, IPH5201). Les paiements entre les deux sociétés ainsi que les dettes et créances au 31 décembre 2025 se présentent ainsi :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2025	
	Palements	Palements à venir
Encaissements (AstraZeneca envers Innate Pharma) / Créances	2 003	565
Palements (Innate Pharma envers AstraZeneca) / Dettes	(4 978)	(1 568)
Total	(2 975)	(1 003)

Sanofi a investi 15,0 millions d'euros en capital le 23 avril 2025, ce qui correspond à 9,05% du total des actions. Sanofi est liée à la société par deux contrats de collaboration. A l'exception de l'investissement en capital, la société n'a eu aucune transaction financière au cours de l'exercice 2025.

Les autres postes de bilan relatifs aux parties liées sont présentés en Note 13.

Filiales

La Société est liée à sa filiale Innate Pharma Inc. par des contrats de gestion des relations intra-groupe. Ces relations sont réalisées à des conditions normales de marché.

19. Résultat par action

Résultat de base

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Résultat de la période (en milliers d'euros)	(49 177)	(49 471)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	89 591 001	81 051 798
Résultat de base par action (€ par action)	(0,55)	(0,61)

Les instruments donnant droit au capital de façon différée (BSAs, BSAAR, AGAs and AGAPs) sont considérés comme anti-dilutifs car ils induisent une augmentation du résultat par action (3 479 983 instruments en 2025 et 5 959 104 instruments en 2024). Ces instruments sont présentés de manière détaillée en note 11.

Résultat dilué

Le résultat dilué par action est calculé en augmentant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation du nombre d'actions qui résulterait de la conversion de toutes les actions ordinaires ayant un effet potentiellement dilutif.

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Résultat de la période (en milliers d'euros)	(49 177)	(49 471)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	89 591 001	81 051 798
Ajustement pour effet dilutif des bons, options de souscription d'actions et actions gratuites	—	—
Résultat dilué par action (€ par action)	(0,55)	(0,61)

20. Événements postérieurs à la clôture

Néant.

4.4. Comptes sociaux au 31 décembre 2025

4.4.1. Comptes sociaux

Bilan (en milliers d'euros, normes françaises)

En milliers d'euros	Note	31 décembre 2025		31 décembre 2024	
		Brut	Amort. et dépréciation (à déduire)	Net	Net
Immobilisations incorporelles :					
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeur similaires		42 115	(42 115)	—	—
Immobilisations corporelles :					
Terrains		490	—	490	490
Constructions		71	(71)	0	0
Installations techniques, matériel et outillage industriels		9 027	(7 589)	1 438	1 966
Autres immobilisations corporelles		1 952	(1 651)	301	341
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes		—	—	—	—
Immobilisations financières (1) :					
Participations		8 723	(8 723)	0	0
Créances rattachées à des participations		8 293	(8 293)	0	0
Autres titres immobilisés		11 318	(740)	10 578	10 445
Autres immobilisations financières		940	—	940	568
Total actif immobilisé (I)		82 929	(69 182)	13 747	13 810
Créance (2) :					
Créances Clients et comptes rattachés		571	(5)	566	727
Autres créances		9 620	—	9 620	10 327
Charges constatées d'avance		2 619	—	2 619	3 303
Valeurs mobilières de placement :					
Actions propres		0	—	0	0
Autres titres		16 874	—	16 874	31 601
Instruments financiers à terme et jetons		0	—	0	0
Disponibilités		14 992	—	14 992	45 191
Total de l'actif circulant (II)		44 676	(5)	44 671	91 149
Ecarts de conversion et différence d'évaluation - Actif (III)					
		—	—	—	—
Total général de l'actif (I+II+III)		127 605	-69 187	58 418	104 959
(1)Dont à moins d'un an		—			
(2)Dont à moins d'un an		12 558			

En milliers d'euros	Note	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Capital (dont versé...)		4 687	4 192
Prime d'émission, de fusion, d'apport		362 724	348 237
Réserves :			
Report à nouveau		(379 448)	(334 114)
Résultat de l'exercice		(47 220)	(45 335)
Provisions réglementées		445	617
Total des Capitaux Propres (I)		(58 812)	(26 402)
Provisions pour risques		1	423
Provisions pour charges		5 695	2 779
Total des Provisions (II)		5 696	3 202
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		22 190	30 620
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		8 635	9 141
Dettes fiscales et sociales		6 447	6 733
Autres dettes		1 035	1 135
Produits constatés d'avance		73 226	80 531
Total des Dettes (1) (III)		111 533	128 160
Ecarts de conversion et différence d'évaluation - Passif (IV)		1	0
Total général du passif (I+II+III+IV)		58 418	104 959
(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)		34 496	

Compte de résultat (en milliers d'euros, normes françaises)

En milliers d'euros	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Produits d'exploitation:		
Production vendue	9 165	17 812
Montant net du chiffre d'affaires	9 165	17 812
Subventions	—	2
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	42 479	777
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	2	—
Autres produits	733	345
Total des produits d'exploitation (I)	52 379	18 935
Charges d'exploitation:		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	(2 407)	(2 692)
Autres achats et charges externes (1)	(35 428)	(47 734)
Impôts, taxes et versements assimilés	(377)	(475)
Salaires	(15 355)	(14 681)
Cotisations sociales	(6 323)	(6 412)
<u>Dotations aux amortissements et aux dépréciations :</u>		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	(698)	(1 287)
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations	—	—
Sur actif circulant : dotations aux provisions	(5)	—
Dotations aux provisions	(3 975)	(798)
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	(41 011)	—
Autres charges	(1 093)	(974)
Total des charges d'exploitation (II)	(106 671)	(75 053)
Résultat d'exploitation (I-II)	(54 292)	(56 118)
<i>(1) Y compris :</i>		
Redevances de crédit-bail mobilier	94	
Redevances de crédit-bail immobilier	276	—

En milliers d'euros	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Produits financiers:		
De participation (2)	—	—
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (2)	517	167
Autres intérêts et produits assimilés (2)	780	2 277
Reprises sur dépréciations et provisions	175	484
Différences positives de change	170	977
Produits des cessions d'immobilisations financières	—	—
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie	1 776	825
Total des produits financiers (III)	3 418	4 730
Charges financières:		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	(251)	(281)
Intérêts et charges assimilées	(1 043)	(1 325)
Différences négatives de change	(1 429)	(85)
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées	—	—
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placements et d'instruments de trésorerie	—	—
Total des charges financières (IV)	(2 723)	(1 692)
Résultat financier (III-IV)	695	3 038
Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)	(53 597)	(53 080)
Produits exceptionnels (V)	172	267
Charges exceptionnelles (VI)	—	(9)
Résultat exceptionnel (V-VI)	172	258
Impôt sur les sociétés (VII)	6 205	7 487
Bénéfice ou perte	(47 220)	(45 335)
(2) Dont produits concernant les entités liées.	165	167
(3) Dont intérêts concernant les entités liées.	—	—

Tableau des flux de trésorerie (en milliers d'euros, normes françaises)

En milliers d'euros	Note	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Flux de trésorerie liés à l'activité			
Résultat d'exploitation		(54 292)	(56 118)
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		(37 801)	1 308
Dotations nettes de reprises aux amortissements, dépréciations et provisions liées à l'exploitation	22		
Quote-part des subventions virées au compte de résultat	12		
(Plus) / moins-values sur cession et mises en rebut d'actifs		41 011	1
	23		
Autres éléments sans effet de trésorerie			
Résultat brut d'exploitation		(51 082)	(54 809)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		(7 943)	5 791
Flux net de trésorerie d'exploitation		(59 025)	(49 018)
Autres encaissements et décaissements liés à l'activité			
Charges financières versées au cours de l'exercice		(2 464)	(657)
Produits financiers reçus au cours de l'exercice		2 945	4 549
Impôts sur les sociétés versés au cours de l'exercice		7 121	38 388
Charges exceptionnelles versées au cours de l'exercice			
Produits exceptionnels reçus au cours de l'exercice			
Autres		(55)	(421)
Flux net de trésorerie générés par l'activité		(51 477)	(7 159)
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	3,4	(380)	(623)
Acquisition ou cession nette d'actifs financiers	5	—	
Augmentation des créances sur participations	5		
Produits sur actifs et autres actifs financiers	23	388	4 628
		8	4 005
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Produits de l'exercice ou de la souscription d'instruments de capitaux propres	10		
Augmentation de capital	10	14 982	2 929
Remboursements d'emprunts	13	(8 439)	(8 420)
Encaissement nouveaux emprunts	13		
Intérêts nets payés			
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement		6 543	(5 491)
Variation de la trésorerie		(44 926)	(8 645)
Trésorerie à l'ouverture		76 792	85 440
Trésorerie à la clôture		31 866	76 792

Dont :

Disponibilités	14 992	45 191
Valeurs mobilières de placement	16 874	31 601
Total de la trésorerie à la clôture	31 866	76 792

(en milliers d'euros)	Note	2025	2024	Variation
Clients et comptes rattachés et charges constatées d'avance hors crédit d'impôt	6,7,9	6 617	6 870	253
Produits constatés d'avance	16	(73 226)	(80 531)	(7 305)
Dettes opérationnelles	14,15	(16 117)	(17 009)	(892)
Variation du besoin en fonds de roulement		(82 726)	(90 669)	(7 943)

- (1) Les dettes opérationnelles se composent au 31 décembre 2025 de dettes fournisseurs hors dettes sur immobilisations soit 0,0 million d'euros, de dettes fiscales et sociales pour 0,0 millions d'euros et d'autres dettes pour 1,0 million d'euros.
- (2) Les dettes opérationnelles se composent au 31 décembre 2024 de dettes fournisseurs hors dettes sur immobilisations soit 9,1 millions d'euros, de dettes fiscales et sociales pour 6,7 millions d'euros et d'autres dettes pour 1,1 million d'euros.
- (3) Le montant du CIR 2023 préfinancé a été encaissé à hauteur de 95%. La retenue de 5% d'un montant de 0,5 million d'euros comptabilisée en "Autres créances" au 31 décembre 2023 a été reclassée en "Immobilisations financières" au 31 décembre 2024. Elle sera encaissée à l'issu d'un délais de 3 ans.

(en milliers d'euros)	Note	2024	2023	Variation
Clients et comptes rattachés et charges constatées d'avance	6,7,9	6 870	26 609	19 739
Produits constatés d'avance	16	(80 531)	(91 621)	(11 090)
Dettes opérationnelles	14,15	(17 009)	(19 867)	(2 858)
Variation du besoin en fonds de roulement		(90 669)	(84 879)	5 790

Tableau de variation des capitaux propres (en milliers d'euros, normes françaises)

En milliers d'euros, hors nombres d'actions en milliers d'actions	Not e	Actions ordinaires	Actions de préférences	Capital social	Prime d'émission	Réserves et report à nouveau	Résultat de l'exercice	Provisions réglementées	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2023		80 861	14	4 043	345 457	(326 953)	(7 159)	879	16 266
Affectation du résultat 2023		—	—	—	—	(7 159)	7 159	—	—
Résultat de l'exercice 2024		—	—	—	—	—	(45 335)	—	(45 335)
Souscriptions et exercices d'instruments de participation	10	1 137	—	57	12	—	—	—	69
Augmentation de capital	10	1 833	—	92	2 768	—	—	—	2 859
Dotation nette aux amortissements dérogatoires	12	—	—	—	—	—	—	(262)	(262)
Solde au 31 décembre 2024		83 830	14	4 192	348 237	(334 110)	(45 335)	617	(26 400)
Affectation du résultat 2024		—	—	—	—	(45 335)	45 335	—	—
Résultat de l'exercice 2025		—	—	—	—	—	(47 220)	—	(47 220)
Souscriptions et exercices d'instruments de participation	10	1 544	—	77	(28)	—	—	—	49
Augmentation de capital	10	8 345	—	417	14 515	—	—	—	14 932
Dotation nette aux amortissements dérogatoires	12	—	—	—	—	—	—	(172)	(172)
Solde au 31 décembre 2025		93 719	14	4 686	362 723	(379 445)	(47 220)	445	(58 810)

4.4.2. Notes aux états financiers

1. Faits caractéristiques de l'exercice

Le 27 janvier 2025, la Société a annoncé que le premier patient a été traité dans un essai clinique de Phase 1 (NCT06781983), évaluant le profil de sécurité et la tolérance d'IPH4502, un nouveau conjugué anticorps-médicament (ADC) dans les tumeurs solides avancées connues pour exprimer Nectine-4. L'étude de Phase 1, ouverte et multicentrique, comprendra une partie 1 d'escalade de la dose et une partie 2 d'optimisation de la dose et évaluera la sécurité, la tolérance et l'efficacité préliminaire d'IPH4502 en monothérapie dans les tumeurs solides avancées connues pour exprimer Nectine-4, comme le carcinome urothélial, les cancers du poumon non à petites cellules, du sein, de l'ovaire, gastrique, de l'œsophage ou colorectal. L'étude prévoit le recrutement d'environ 105 patients.

Le 3 février 2025, Arvind Sood, qui avait rejoint la Société en janvier 2024 au poste de Vice-Président Exécutif, Président des opérations américaines et membre du Directoire a quitté ses fonctions au Directoire. Il est resté Vice-Président Exécutif, Président des opérations américaines jusqu'à fin février 2025. Par la suite, ce poste a été supprimé. Un accord transactionnel est en cours de discussion.

Le 17 février 2025, la Société a annoncé que l'agence de santé américaine, la Food and Drug Administration (FDA), a accordé le statut de « Breakthrough Therapy » à lacutamab, un anticorps induisant la cytotoxicité anti-KIR3DL2, pour le traitement des patients adultes atteints d'un syndrome de Sézary en rechute ou réfractaire (R/R) ayant reçu au moins deux traitements systémiques antérieurs y compris avec monalizumab.

Le 16 avril 2025, la Société a annoncé qu'elle allait proposer à l'Assemblée générale mixte prévue le 22 mai 2025 de transformer la structure de sa gouvernance en passant de société anonyme à Conseil de surveillance en société anonyme à Conseil d'administration.

Le 23 avril 2025, la Société a annoncé la restructuration de l'accord de recherche et de licence conclu en 2016 (« l'accord de 2016 ») avec Sanofi :

- conformément aux précédentes communications et en ligne avec ses priorités stratégiques, Sanofi a pris la décision de poursuivre le développement de SAR'514/IPH6401 (l'ANKET® anti-BCMA) dans des indications auto-immunes conformément à l'accord de 2016 ;
- dans le cadre des priorités stratégiques de chacune des sociétés, Sanofi et Innate ont pris la décision de terminer l'accord de 2016 concernant SAR'579/IPH6101 (l'ANKET® anti-CD123. Innate reprendra les droits sur SAR'579/IPH6101 au 1er juillet 2025;
- dans le cadre de ces discussions, Sanofi et la Société ont conclu un accord selon lequel Sanofi pourrait réaliser un investissement potentiel jusqu'à 15 millions d'euros sous la forme de nouvelles actions d'Innate Pharma. La taille et le prix de cette prise de participation au capital seront déterminés en fonction des conditions actuelles du marché, si elles sont satisfaisantes.

Le 24 avril 2025, la Société a annoncé que, compte tenu des conditions de marché satisfaisantes, Sanofi s'est engagée à souscrire à 8 345 387 actions ordinaires nouvelles de la Société au prix de 1,7974 euros par action, représentant une augmentation de capital totale de 14 999 998,59 euros décomposée en 417 269,35 euros de montant nominal et 14 582 729,24 euros de prime d'émission. Le capital social de la Société a été porté à 4 609 489,90 euros, divisé en 92 175 723 actions ordinaires, 6 494 actions de préférence 2016 et 7 581 actions de préférence 2017.

Les tableaux ci-dessous présentent l'actionnariat de la Société avant et après la clôture de l'augmentation de capital du 24 avril 2025:

Avant clôture de l'augmentation de capital :

Actionnaires	Nombre d'actions[1]	%	Nombre de droits de vote[2]	%
Novo Nordisk A/S	9 817 546	11,71%	9 817 546	11,60%
Medimmune Limited	7 485 500	8,93%	7 485 500	8,85%
Bpifrance Participations	6 389 406	7,62%	6 389 406	7,55%
Membres du Directoire, du Conseil de	846 944	1,01%	911 444	1,08%
Actions propres	18 575	0,02%	0	0%
Public	59 286 440	70,71%	59 995 085	70,92%
Total	83 844 411	100%	84 598 981	100%

Après clôture de l'augmentation de capital:

Actionnaires	Nombre d'actions[1]	%	Nombre de droits de vote[2]	%
Novo Nordisk A/S	9 817 546	10,65%	9 817 546	10,56%
Sanofi-Aventis Participations	8 345 387	9,05%	8 345 387	8,98%
Medimmune Limited	7 485 500	8,12%	7 485 500	8,05%
Bpifrance Participations	6 389 406	6,93%	6 389 406	6,87%
Membres du Directoire, du Conseil de	846 944	0,92%	911 444	0,98%
Actions propres	18 575	0,02%	0	0%
Public	59 286 440	64,31%	59 995 085	64,55%
Total	92 189 798	100%	92 944 368	100%

[1] Actions ordinaires et actions de préférence 2016 et 2017

[2] Voir le nombre d'actions et de droits de vote publié par Innate

Le 23 mai 2025, la société a annoncé les résultats du vote des actionnaires à l'Assemblée générale mixte et notamment la transformation de la structure de la gouvernance de Société de société anonyme à directoire et conseil de surveillance à société anonyme à conseil d'administration.

Conformément aux résolutions adoptées, le conseil d'administration est désormais composé de :

- Madame Irina Staatz Granzer,
- Monsieur Jonathan Dickinson;
- Madame Véronique Chabernaud ;
- Madame Pascale Boissel ;
- Madame Sally Bennett ;
- Monsieur Christian Itin et
- Monsieur Marty J. Duvall;
- Bpifrance Participations, represented by Mr. Olivier Martinez.

Le conseil d'administration a ensuite décidé, le 22 mai 2025 à la suite de l'assemblée générale, de séparer les fonctions de Président et directeur général et a nommé Madame Irina Staatz Granzer en tant que Présidente du Conseil d'administration et Monsieur Jonathan Dickinson en tant que Directeur général.

Le 17 septembre 2025, la Société a annoncé qu'elle prévoit de concentrer ses investissements sur ce qu'elle considère être ses actifs cliniques à plus forte valeur, IPH4502, lacutamab et monalizumab en partenariat avec AstraZeneca. Les efforts de recherche et développement (R&D) précliniques seront centrés sur l'avancement de ses prochains Antibody Drug Conjugates (ADC) vers le développement, en s'appuyant sur un portefeuille de cibles innovantes. En ligne avec cette orientation stratégique et ses objectifs, la Société a l'intention de restructurer son organisation. Les effectifs devraient diminuer globalement d'environ 30%, en comprenant l'attrition. Les licenciements prévus seront mis en œuvre dans le cadre d'un plan de sauvegarde de l'emploi soumis à la consultation du Comité Social et Économique (CSE) de l'entreprise et à l'approbation de la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS). La mise en œuvre des licenciements devrait s'achever début 2026.

A cette même date, la Société a annoncé qu'Eric Vivier a pris la décision de reprendre ses activités de recherche académique à temps plein. Il continuera à contribuer à l'innovation de la Société en tant que conseiller du Comité R&D du Conseil d'administration. Yannis Morel, Directeur des Opérations continuera d'être responsable de la recherche et développement préclinique et assumera les responsabilités de Directeur Scientifique.

Le 10 novembre 2025, la Société a annoncé que l'agence américaine du médicament, la Food and Drug Administration (FDA), a finalisé la revue du protocole de l'essai confirmatoire de Phase 3 de lacutamab dans les lymphomes T cutanés (LTC) sans commentaires supplémentaires, autorisant ainsi le démarrage de l'étude.

2. Principes comptables

a) Base de préparation

Les comptes de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables en vigueur en France dans le respect du principe de prudence et d'indépendance des exercices et en présumant la continuité d'exploitation.

Les états financiers annuels annexés sont établis conformément aux principes comptables applicables à une entité en continuité d'exploitation, ce qui implique la réalisation des actifs et le règlement des passifs dans le cours normal des affaires.

À ce jour, la société a financé ses activités principalement au moyen d'augmentations de capital, de revenus issus d'accords de collaboration et de licence conclus avec des partenaires industriels, de financements publics (notamment le crédit d'impôt recherche) et, le cas échéant, d'instruments de dette ou d'autres sources de financement.

À la date d'arrêt des états financiers et sur la base de ses opérations, plans et hypothèses actuels, la Société estime que sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie sont suffisants pour financer ses activités jusqu'à la fin du troisième trimestre 2026. En conséquence, sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie ne sont pas suffisants pour financer les activités de la Société sur les 12 prochains mois à compter de la date d'émission des états financiers.

La Société devra donc rechercher des financements complémentaires afin de poursuivre le développement de ses programmes, notamment en fonction :

- de l'avancement et des résultats de ses essais cliniques ;
- du calendrier et des conditions d'obtention des autorisations réglementaires ;
- de sa capacité à conclure de nouveaux partenariats stratégiques ou à étendre les collaborations existantes ;
- des conditions d'accès aux marchés financiers.

La société a lancé plusieurs initiatives parallèles afin d'assurer le financement de ses activités, notamment par des financement non dilutifs, tels que des partenariats avec des laboratoires pharmaceutiques et des accords de monétisation de redevances (royalty financing), qui font actuellement l'objet de négociations. Toutefois, ces projets sont soumis aux conditions de marché et ne dépendent pas exclusivement de la Société, de sorte qu'il n'existe aucune garantie que les financements faisant l'objet de négociations en cours seront obtenus.

Ces conditions et événements font peser une incertitude significative sur la continuité d'exploitation. En effet dans l'hypothèse où ces financements complémentaires ne seraient pas disponibles, la société pourrait alors ne pas être en mesure de réaliser ses actifs et de régler ses dettes dans le cadre normal de son activité. L'application des règles et principes comptables français dans un contexte normal de poursuite des activités concernant notamment des actifs et des passifs, pourrait s'avérer inapproprié.

Les présents états financiers consolidés ne tiennent pas compte d'éventuels ajustements des valeurs comptables et de la classification des actifs et passifs, ni des charges comptabilisées, qui pourraient s'avérer nécessaires si la société n'était plus en mesure de poursuivre son exploitation en continuité d'exploitation.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels de l'exercice 2025 sont établis, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en France telles que décrites dans le plan comptable général (Règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers appliqué à partir du 1er janvier 2025) et mis à jour de l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite), et conformément aux principes généralement admis.

b) Changements de réglementation et de méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice 2024 avaient été établis conformément au règlement ANC n°2014-03.

Le règlement ANC n° 2022-06, homologué le 30 décembre 2023, modifie le Plan comptable général et s'applique à compter du 1er janvier 2025. Notamment, il modifie la définition du résultat exceptionnel, supprime la technique des transferts de charges et modifie les modèles d'états financiers. Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025 sont établis et présentés conformément aux dispositions de ce règlement.

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ne sont pas retraités rétrospectivement des nouvelles règles. En revanche, des reclassements et des regroupements ont été opérés dans la colonne comparative « 31 décembre 2024 », entre des lignes de bilan ou du compte de résultat, pour respecter le nouveau format des états financiers

Incidences du changement de méthodes comptables sur les principaux postes de l'exercice 2025

Impacts de la nouvelle définition du résultat exceptionnel sur l'exercice 2025

A compter du 1er janvier 2025, conformément à l'article 513-5 du Plan comptable général, le résultat exceptionnel comprend :

1. les produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel et qui n'auraient pas été constatés en l'absence de cet événement ;
2. les écritures comptables d'origine exclusivement fiscale, telles que les amortissements dérogatoires ;
3. les changements de méthode comptable comptabilisés en résultat, lorsque leur traitement en capitaux propres est exclu en raison de dispositions fiscales ;
4. les corrections d'erreurs, à l'exception de celles qui concernent des écritures initialement imputées directement sur les capitaux propres.

Ce changement entraîne le classement en résultat courant d'opérations qui avant l'application du nouveau règlement étaient comptabilisées par nature en résultat exceptionnel. Les principales incidences sont détaillées ci-après.

Au 31 décembre 2025, les cessions et mises au rebut d'immobilisations incorporelles et corporelles, lorsqu'elles ne sont pas directement liées à un événement majeur et inhabituel, sont comptabilisées dans le résultat d'exploitation. Les valeurs nettes comptables des immobilisations figurent au poste « Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées » pour 41 011k€.

Au 31 décembre 2024, les cessions et mises au rebut d'immobilisations ne sont pas significatives et sont enregistrées dans le résultat exceptionnel.

La suppression de la technique des transferts de charges n'a pas eu d'incidence significative.

Présentation de la colonne comparative (exercice 2024)

Des reclassements et des regroupements ont été opérés dans la colonne comparative « 31 décembre 2024 », entre des lignes du bilan ou du compte de résultat, pour respecter le nouveau format des états financiers.

Dans la colonne comparative :

1. les immobilisations financières, qui étaient présentées sur une seule ligne, sont désagrégées en distinguant les Autres titres immobilisés et les Autres immobilisations financières ;
2. la ligne « Charges constatées d'avance » est remontée entre la rubrique des « Créances » et celle des « Valeurs mobilières de placement » ;
3. les provisions, qui étaient présentées sur une seule ligne, sont désagrégées en distinguant les provisions pour risques et les provisions pour charges ;
4. les transferts de charges d'exploitation sont présentés dans le poste « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions » ;
5. les charges et produits exceptionnels sont regroupés sur les deux lignes « Produits exceptionnels » et « Charges exceptionnelles ».

Bilan et compte de résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2024 arrêtés et publiés (cf notes 32)

c) Traitement des produits consommés

La Société a déterminé que selon la réglementation comptable française sur les actifs, ne peuvent être inscrits dans cette rubrique que les éléments destinés à être vendus en l'état ou à l'issue d'un processus de production. Ainsi, les produits consommés dans le cadre des activités de R&D sont constatés en charge car ils ne constituent ni des stocks (ils ne sont pas destinés à la vente) ni des immobilisations (il ne sont pas détenus de manière durable).

d) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations). Les rénovations et les aménagements majeurs sont immobilisés, les frais de réparation, de maintenance et les coûts des autres travaux de rénovation sont comptabilisés en charges au fur et à mesure des dépenses.

Amortissement économique pour dépréciation

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée d'utilisation estimée des biens. Les agencements de biens loués sont amortis sur la durée la plus courte de leur durée d'utilisation propre ou de la durée du contrat de location.

Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

Type d'immobilisations	Années
Installations	5 à 20 ans
Matériel de laboratoire	8 ans
Matériel et mobilier de bureau	5 ans
Matériel informatique	3 ans

Amortissement dérogatoire

Un amortissement fiscal avec application d'un coefficient dégressif majoré est constaté sur le matériel et outillage affecté à la recherche.

En application de la réglementation comptable française, l'avantage fiscal correspondant à l'excédent de l'amortissement fiscal sur l'amortissement économique est porté au passif au compte amortissement dérogatoire, qui est présenté au bilan dans les capitaux propres en « Provisions réglementées ».

e) Immobilisations incorporelles

En application de la réglementation comptable sur les actifs, une immobilisation incorporelle est comptabilisée si, et seulement si :

- Il s'agit d'un élément identifiable; et
- il est probable que les avantages économiques futurs attribuables à l'actif iront à la Société ; et
- il génère une ressource que l'identité contrôle; et
- le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Pour apprécier le degré de certitude attaché aux flux d'avantages économiques futurs attribuables à l'utilisation de l'actif, la direction exerce son jugement sur la base des indications disponibles lors de la comptabilisation initiale de cet actif.

Par ailleurs, une immobilisation incorporelle est comptabilisée si, et seulement si elle est destinée à servir de façon durable à l'activité de l'entreprise (C. com. art. R 123-181), c'est-à-dire lorsque l'entreprise attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours (PCG art. 211-6) lorsque elle est destinée soit à être utilisée par l'entreprise dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit à être louée à des tiers, soit à des fins de gestion interne.

En accord avec cette réglementation, les dépenses de propriété intellectuelle sont comptabilisées en charges en raison de la difficulté d'évaluer avec fiabilité le coût de ces dépenses au moment de la signature du contrat et en raison de l'incertitude portée par le projet concernant les avantages économiques futurs que la société pourrait en retirer."

Estimation de la durée de vie des licences acquises : les immobilisations incorporelles sont amorties linéairement sur leur durée de vie utile (utilité) prévue. La durée de vie utile estimée est la période au cours de laquelle l'actif fournit des avantages économiques futurs. Il est estimé par la direction et est régulièrement révisé en tenant compte de la période de développement sur laquelle il s'attend à bénéficier d'avantages économiques tels que les revenus de collaboration, les redevances, le produit des ventes, etc. Cependant, compte tenu de l'incertitude entourant la durée des activités de R&D pour les programmes en développement et leur probabilité de générer des avantages économiques futurs pour la Société, la durée de vie utile estimée des droits liés à ces programmes est rarement plus longue que la Phase de développement réelle du produit candidat. Lorsqu'un programme est en Phase de commercialisation, la durée d'utilité tient compte de la protection des droits d'exclusivité et de la période de commercialisation prévue sans tenir compte de toute extension ou brevet supplémentaire. La modification prospective du plan d'amortissement de monalizumab, qui est modifié en fonction de la date de fin estimée de l'essai clinique de Phase 2, est décrite à la note 3.

La Société évalue à la fin de chaque période de reporting s'il existe une indication que des immobilisations incorporelles peuvent être dépréciées. En cas d'indication, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif concerné.

Frais de recherche et développement

En application de l'article 212-3 du PCG les travaux de recherche et développement sont comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle ils sont engagés.

La Société sous-traite une partie importante de ses activités de R&D à des partenaires externes. Ces dépenses sont comptabilisées en fonction de l'avancement des travaux. Le degré d'avancement est déterminé sur la base des informations communiquées par les partenaires externes, corroborées par des analyses internes.

Autres immobilisations incorporelles

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées sont évalués à leur coût d'acquisition, incluant les frais engagés pour leur acquisition. Ces éléments sont amortis sur la durée d'utilité estimée par la Société :

Type d'immobilisations	Années
Brevets	5 ans
Logiciels	2 ans

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont constituées par les titres de participation dans les filiales et participations de la Société, des actions propres, des dépôts et cautionnements divers et des autres titres immobilisés acquis dans le cadre de la gestion de trésorerie.

Participations

La valeur d'entrée dans le patrimoine est constituée par le coût d'acquisition, y compris les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes. A la date de clôture, lorsque la nouvelle valeur d'inventaire devient inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constituée pour la différence.

Autres actifs immobilisés

La valeur d'entrée dans le patrimoine est constituée par le coût d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire (valeur de marché pour les OPCVM et valorisation d'indice par les organismes financiers) est inférieure à la valeur d'acquisition, une dépréciation est constituée pour la différence. La valeur d'inventaire est elle-même déterminée conformément aux principes prévus par le Plan Comptable Général.

f) Disponibilités et placements

Les disponibilités comprennent les espèces et toutes les valeurs qui, en raison de leur nature, sont immédiatement convertibles en espèces pour leur montant nominal.

Les valeurs mobilières de placement détenues par la Société sont des titres non représentatifs d'une quote-part de capital, dont l'achat constitue un placement de trésorerie transitoire ou permanent, non spéculatif. L'objectif de la Société est d'obtenir une rentabilité minimale tout en respectant les principes de la stratégie de placement édictée par le comité d'audit (niveau de risque et volatilité faibles, disponibilité, échéances cohérentes avec les besoins de trésorerie, diversification des partenaires financiers).

La Société compare lors de chaque clôture le coût d'acquisition des valeurs mobilières de placement à leur valeur de marché.

Seules les moins-values latentes affectent le résultat de l'exercice. Elles font l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées mais sont néanmoins soumises à l'impôt sur les bénéfices.

g) Impôts sur les bénéfices et crédit d'impôt recherche

L'impôt sur les bénéfices est comptabilisé selon la méthode de l'impôt exigible. Dans cette méthode, la charge d'impôt de l'exercice est le montant dû à l'Etat, le produit d'impôt de l'exercice est le crédit d'impôt octroyé par l'Etat au titre de l'exercice.

Au 31 décembre 2025, et selon la législation en vigueur, la Société dispose de déficits fiscaux indéfiniment reportables pour un montant total cumulé de 592 434 milliers d'euros au 31 décembre 2025 (536 759 milliers d'euros au 31 décembre 2024).

La Société bénéficie du crédit d'impôt recherche depuis son premier exercice fiscal. Depuis l'exercice 2011, compte tenu de la possibilité offerte pour les sociétés répondant aux critères de PME communautaires de demander le remboursement anticipé immédiat des créances de crédit d'impôt recherche, la créance de crédit d'impôt recherche de la Société était présentée en « Autres créances – part à court terme ».

Le statut de PME communautaire est perdu lorsque les critères d'éligibilité sont dépassés sur deux exercices consécutifs.

Dans ce cas, la créance du crédit impôt recherche est présentée en « Autres créances – part à long terme ».

h) Aides publiques

La Société bénéficie d'un certain nombre d'aides publiques, sous forme de subventions ou d'avances remboursables.

Les subventions publiques sont inscrites à l'actif lorsqu'il existe une assurance raisonnable que :

- la Société se conformera aux conditions attachées aux subventions ; et

- les subventions seront reçues.

Une subvention publique à recevoir soit en compensation de charges ou de pertes déjà encourues, soit à titre de soutien financier immédiat à la Société sans coûts futurs liés, est comptabilisée en produits de l'exercice au cours duquel la créance devient acquise.

i) Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'événements passés, qu'il est probable qu'une sortie de ressources au bénéfice de tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de ceux-ci sera nécessaire pour régler cette obligation et qu'une estimation fiable du montant de l'obligation peut être effectuée. Lorsque la Société s'attend à ce qu'une provision soit remboursée, par exemple dans le cadre d'un contrat d'assurance, le remboursement est constaté comme un actif distinct uniquement lorsqu'il est certain.

Par ailleurs, dans le cadre de ses activités, la Société peut évaluer une obligation potentielle à l'égard d'un tiers résultant d'événements dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de la Société; ou une obligation à l'égard d'un tiers dont il n'est pas probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Ces éléments font l'objet d'une mention en note 24 des comptes annuels de la Société en tant que passifs éventuels.

j) Reconnaissance du chiffre d'affaires

À ce jour, le chiffre d'affaires de la Société correspond essentiellement aux revenus générés par les accords de collaboration et de licence et aux projets de R&D conclus avec les sociétés pharmaceutiques (Note 15). Ces contrats incluent généralement diverses composantes, telles que des montants facturables à la signature et des montants facturables lors du franchissement de certains objectifs de développement prédéfinis, des paiements forfaitaires de financement de frais de R&D et l'attribution de redevances sur les ventes futures de produits.

Les montants facturables au titre de la signature du contrat, qui rémunèrent un accès à la technologie, sont immédiatement enregistrés en chiffre d'affaires lors de la prise d'effet du contrat lorsque les montants reçus sont non remboursables et que la Société n'a pas d'engagement de développement futur. Dans tous les autres cas, ils sont initialement comptabilisés en produits constatés d'avance et étalés sur la durée estimée de l'implication de la Société dans les développements futurs, laquelle fait l'objet de révisions périodiques. Les montants facturables lors du franchissement de certains objectifs de développement prédéfinis sont enregistrés en chiffre d'affaires lors de l'atteinte effective de ces objectifs. Les revenus liés au financement de frais de R&D sont initialement comptabilisés en produits constatés d'avance et étalés sur la durée estimée de l'implication de la Société dans les développements futurs, laquelle fait l'objet de révisions périodiques.

k) Reconnaissance des provisions pour pensions et obligations similaires et primes d'ancienneté

Des provisions pour indemnités de départ à la retraite et primes d'ancienneté sont calculées lors de chaque clôture annuelle. Le montant total de ces provisions est comptabilisé au bilan, la variation entre deux périodes étant comptabilisée en compte de résultat (voir Note 10.c).

l) Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers selon les normes françaises nécessite de la part de la direction d'avoir recours à des estimations, des hypothèses et des jugements qui affectent le montant des actifs, des dettes, des revenus et des charges au cours de la période. Les estimations et les jugements auxquels la direction procède dans la mise en œuvre des méthodes comptables sont fondés sur les informations historiques et sur d'autres facteurs, notamment les anticipations d'événements futurs jugés raisonnables au vu des circonstances. Ces estimations et jugements sont principalement les suivants :

- **Comptabilisation des revenus des accords de collaboration et de licence** : lorsque la Société est engagée à la réalisation de travaux de R&D dans le cadre d'un accord, le revenu est différé sur la base de la durée estimée de cet engagement de façon linéaire ou au prorata de l'avancement des coûts engagés. Dans le premier cas, la comptabilisation repose sur l'estimation de la durée des travaux, celle-ci étant réévaluée lorsque nécessaire afin de prendre en considération l'avancement des travaux. Dans le deuxième cas, la comptabilisation repose sur l'avancement des coûts.

- **Evaluation de la valeur actuelle des licences acquises et en cours de développement** : des tests de dépréciation sont effectués annuellement pour les actifs incorporels non amortis (tels que les actifs incorporels en cours). Les actifs incorporels amortissables sont soumis à un test de dépréciation lorsqu'il existe un indice de perte de valeur. Les tests de dépréciation consistent à comparer la valeur actuelle des licences à leur valeur nette comptable. La valeur actuelle d'un actif est la plus élevée de sa valeur vénale diminuée des coûts de vente et de sa valeur d'utilité. Si la valeur comptable d'un actif est inférieure à sa valeur actuelle, une dépréciation est comptabilisée pour réduire la valeur nette comptable à la valeur actuelle. Les principales hypothèses retenues pour le test de dépréciation comprennent (a) le montant des flux de trésorerie qui sont fixés sur la base des plans et budgets de développement et de commercialisation approuvés par la Direction, (b) les hypothèses liées à la réalisation des essais cliniques et au lancement de la commercialisation, (c) le taux d'actualisation, (d) les hypothèses de risque lié au développement et (e) la commercialisation, le prix de vente et le volume des ventes. Un changement d'hypothèses conduirait à la constatation d'une dépréciation sous réserve que ce changement d'hypothèse entraîne une valeur actuelle inférieure à la valeur nette comptable.

3. Immobilisations incorporelles, corporelles et financières

Les mouvements des postes d'immobilisations incorporelles, corporelles et financières s'analysent comme suit :

Tableau des immobilisations - Cadre général

(en milliers d'euros)	Montant brut à l'ouvertur e de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Montant brut à la clôture de l'exercice	
		Virements (de poste à poste)	Entrées (Acquisitio ns)	Virements (de poste à poste)	Cessions		Mises hors service
Logiciels	1 135	—	—	—	—	—	1 135
Brevets/licences (a, b)	40 980	—	—	—	—	—	40 980
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes (c)	41 000	—	—	—	—	(41 000)	—
Total des Immobilisations incorporelles	83 115	—	—	—	—	(41 000)	42 115
Terrains	490	—	—	—	—	—	490
Constructions	71	—	—	—	—	—	71
Installations techniques, matériel et outillage industriel	9 259	—	64	—	(15)	(281)	9 027
Autres immobilisations corporelles	1 896	—	77	—	(7)	(14)	1 952
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	—	—	—	—	—	—	—
Total immobilisations corporelles (d)	11 717	—	141	—	(22)	(295)	11 541
Participations	8 723	—	—	—	—	—	8 723
Créances rattachées à des participations	8 047	—	245	—	—	—	8 292
Autres titres immobilisés	11 354	—	93	—	—	(129)	11 318
Autres immobilisations financières	568	—	378	—	(5)	—	941
Total immobilisations financières (e)	28 692	—	716	—	(5)	(129)	29 274
Total actif immobilisé	123 524	—	857	—	(27)	(41 424)	82 930

Les mouvements des postes d'amortissements des immobilisations incorporelles, corporelles et financières s'analysent comme suit :

Tableau des amortissements - Cadre général							
(en milliers d'euros)	Durée d'utilisation	Mode d'amortissement	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions		Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
					Cessions	nors service	
Logiciels	3 ans	Linéaire	(1 135)				(1 135)
Brevets/licences (a, b)	Durée d'utilité	Linéaire	(40 980)				(40 980)
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes (c)	—	—	—				—
Total immobilisations incorporelles			(42 115)	—	—		(42 115)
Terrains	—	*	—				—
Constructions	10 à 20 ans	Linéaire	(71)				(71)
Installations techniques, matériel et outillage industriel	8 ans	Linéaire	(7 293)	(583)	14	273	(7 589)
Autres immobilisations corporelles	3 à 5 ans	Linéaire	(1 555)	(116)	7	12	(1 652)
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	—	*	—				—
Total immobilisations corporelles (d)			(8 920)	(699)	21	285	(9 313)
Participations	—	*	—	—	—		—
Créances rattachées à des participations	—	*	—	—	—		—
Autres titres immobilisés	—	*	—	—	—		—
Autres immobilisations financières	—	*	—	—	—		—
Total immobilisations financières (e)			—	—	—		—
Total actif immobilisé			(51 034)	(699)	21	285	(51 427)

*Non amortissable

Les mouvements des postes de dépréciations sur immobilisations incorporelles, corporelles et financières s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	Dépréciations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Dépréciations à la clôture de l'exercice
Logiciels	—	—	—	—
Brevets/licences (a, b)	—	—	—	—
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes (c)	(41 000)	—	41 000	—
Total immobilisations incorporelles	(41 000)	—	41 000	—
Terrains	—	—	—	—
Constructions	—	—	—	—
Installations techniques, matériel et outillage industriel	—	—	—	—
Autres immobilisations corporelles	—	—	—	—
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	—	—	—	—
Total immobilisations corporelles (d)	—	—	—	—
Participations	(8 723)			(8 723)
Créances rattachées à des participations	(8 047)	(245)		(8 293)
Autres titres immobilisés	(908)		169	(740)
Autres immobilisations financières	—			—
Total immobilisations financières (e)	(17 679)	(245)	169	(17 756)
Total actif immobilisé	(58 679)	(245)	41 169	(17 756)

a) Droits monalizumab relatif à l'accord monalizumab (NKG2A) signé en 2014 avec Novo Nordisk

La Société est entrée dans une alliance stratégique avec Novo Nordisk A/S en 2006 en lien avec monalizumab. Le 5 février 2014, la Société a acquis les droits de développement et de commercialisation pour monalizumab auprès de Novo Nordisk A/S. Novo Nordisk A/S a reçu 2 000 milliers d'euros et 600 000 actions Innate Pharma et est éligible à un total de 20 millions d'euros à l'enregistrement du produit et à des redevances assises sur les ventes futures. La contrepartie financière de 7 000 milliers d'euros a été comptabilisée en actif incorporel. L'actif incorporel est amorti linéairement sur la durée des études de Phase 2 planifiées par la Société. L'accord signé avec AstraZeneca en 2015 a conduit la Société à reconnaître le transfert de contrôle progressif d'une obligation de performance unique comprenant une licence sur les indications oncologiques de monalizumab ainsi que les études cliniques de Phase 1/2. La durée d'amortissement de l'actif incorporel a été révisée en fonction de la durée des études à réaliser par Innate Pharma pour exécuter son obligation de performance.

L'accord avec Novo Nordisk A/S mentionné précédemment prévoyait des paiements complémentaires conditionnels. L'accord signé avec AstraZeneca en avril 2015, a conduit Innate Pharma à payer un supplément de prix de 6 490 milliers d'euros (payé en avril 2016). Par ailleurs, l'exercice par AstraZeneca de l'option d'exclusivité en octobre 2018 a déclenché l'exigibilité d'un second et dernier complément de prix de 15 000 milliers d'USD (13 050 milliers d'euros), qui a été comptabilisé en dette à la clôture de l'exercice 2018. Au 31 décembre 2025, il n'existe aucun autre complément de prix éventuel payable à Novo Nordisk A/S au titre de la licence monalizumab. Au moment où ils ont été reconnus en dette, ces compléments de prix ont été comptabilisés en contrepartie de l'actif incorporel et sont amortis selon le même plan d'amortissement que le paiement initial de 7 000 milliers d'euros effectué en 2014.

Depuis leur acquisition, les droits relatifs à monalizumab sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée résiduelle prévue des essais de Phase 2.

La valeur nette comptable des droits relatifs à monalizumab est nulle depuis la 31 décembre 2024.

b) Droits IPH5201 (anti-CD39) acquis auprès d'Orega Biotech

Le 4 janvier 2016, Innate Pharma et Orega Biotech ont annoncé la mise en place d'un accord de licence exclusive selon lequel Orega Biotech accorde à Innate Pharma l'intégralité des droits de développement, de fabrication et de commercialisation de son anticorps anti-CD39. Le montant du paiement initial versé à Orega Biotech a été comptabilisé en actif incorporel dans les comptes clos au 31 décembre 2016. Les critères relatifs au premier jalon de développement ont été atteints en décembre 2016. En conséquence, les montants de ces paiements d'étape ont été payés à Orega Biotech et comptabilisés en actif incorporel en supplément du montant du paiement initial. En juin 2019, la Société a également versé à Orega Biotech 7,0 millions d'euros suite à l'accord de collaboration et d'option signé le 22 octobre 2018 avec AstraZeneca concernant IPH5201. Au titre de cet accord, la Société a également versé en avril et juin 2020, respectivement 2,5 et 0,2 millions d'euros à Orega Biotech à la suite du premier dosage de Phase 1 relatif à IPH5201.

Orega Biotech revendiquait la propriété conjointe de certains brevets concernant IPH5201. Conformément à l'accord signé, la Société et Orega Biotech ont résolu ce différend dans le cadre d'une procédure d'arbitrage, dont la décision a été rendue en décembre 2021. Suite à cette décision la Société sera tenue de verser un pourcentage *low-teen* des revenus de sous-licences que la Société percevra conformément à son accord avec AstraZeneca concernant IPH5201. Suite à cette décision d'arbitrage, la Société a versé en janvier 2022 un montant de 0,4 millions d'euros complémentaire à Orega Biotech.

Suite à la signature le 1^{er} juin 2022 d'un amendement à l'accord de collaboration et d'option de licence IPH5201 conclu avec AstraZeneca en octobre 2018, la Société a annoncé le 3 juin 2022 la progression d'IPH5201 vers une étude de Phase 2 dans les cancers du poumon dont la Société sera sponsor. Conformément à l'amendement signé le 1^{er} juin 2022, la Société était éligible à un paiement d'étape de 5 millions de dollars par AstraZeneca, réceptionné en août 2022 par la Société. La Société a ainsi versé en octobre 2022 un montant de 0,6 million d'euros complémentaire à Orega Biotech.

La Société a annoncé le 26 juin 2023 le traitement du premier patient dans l'essai de Phase 2 MATISSE, conduite en collaboration avec AstraZeneca et évaluant IPH5201 dans les cancers du poumon au stade précoce. Par conséquent, la Société a effectué un paiement complémentaire d'un montant de 2,0 millions d'euros à Orega Biotech en juillet 2023, conformément au protocole d'accord signé en 2019.

Pour rappel, cet actif était amorti selon la méthode linéaire depuis le 1^{er} novembre 2018 (correspondant à la date de début effective de la collaboration) jusqu'à la date à laquelle la Société prévoyait de respecter son engagement de collaboration (fin de l'exercice 2020). Pour rappel, au 31 décembre 2020, ces engagements de collaboration étaient tous remplis. Ainsi, les droits relatifs à IPH5201 sont intégralement amortis depuis le 31 décembre 2020.

La Société pourrait également être tenue de verser à Orega Biotech jusqu'à 48,2 millions d'euros au regard de la réalisation de certaines étapes de développement et réglementaires. Cet actif était amorti selon la méthode linéaire depuis le 1^{er} novembre 2018 (correspondant à la date de début effective de la collaboration) jusqu'à la date à laquelle la Société prévoyait de respecter son engagement de collaboration (fin de l'exercice 2020). Pour rappel, au 31 décembre 2020, ces engagements de collaboration étaient tous remplis. Ainsi, depuis cette date, les droits relatifs à IPH5201 sont intégralement amortis et tout complément de prix versé fera l'objet d'un amortissement intégral dès son activation.

c) Droits anti-C5aR acquis auprès de Novo Nordisk A/S

Lors de la signature de l'accord, un paiement initial de 40,0 millions d'euros au titre des droits acquis a été enregistré en tant qu'immobilisation incorporelle. Dans le cadre de cet accord, un montant complémentaire de 1,0 million d'euros a été versé en Octobre 2020 à Novo Nordisk A/S suite au lancement du premier essai de Phase 2 concernant avdoralimab. Durant l'essai clinique les droits acquis étaient classés en immobilisation incorporelle en cours et faisaient l'objet d'un test de dépréciation annuel.

Au cours du quatrième trimestre 2022, la Société a été informée par le promoteur de l'essai clinique de Phase 2 évaluant avdoralimab en inflammation dans l'indication de la pemphigoïde bulleuse ("BP") de sa décision d'arrêter l'essai. Consécutivement, la Société a décidé en décembre 2022 d'arrêter le développement d'avdoralimab dans l'indication "BP" en inflammation, unique indication soutenant la valeur recouvrable de l'actif au 31 décembre 2022.

Suite à cette décision, la Société a évalué qu'il existait un indice de perte de valeur suffisamment important pour amener à la dépréciation intégrale de l'immobilisation incorporelle. Cette dépréciation a été comptabilisée au regard de l'estimation de la valeur recouvrable de l'actif incorporel avdoralimab, basée sur flux de trésorerie futurs attendus à la date de la décision en décembre 2022.

Ainsi, à la date de la décision d'arrêt de développement d'avdoralimab dans l'indication "BP", les droits avdoralimab ont été intégralement dépréciés pour leur valeur nette comptable, soit 41 000 milliers d'euros. Suite à la décision du Conseil d'administration, l'actif a été décomptabilisé et la dépréciation a été reprise au 31 décembre 2025.

d) Immobilisations corporelles

Les acquisitions de l'année d'immobilisations corporelles concernent essentiellement du matériel de laboratoire et du matériel informatique.

e) Immobilisations financières:

Le montant relatif au poste de "Créances rattachées à des participations" correspond aux avances de trésorerie consentie à la filiale Innate Inc durant l'exercice 2025.

Les "Autres titres immobilisés" sont composées de produits structurés de placements souscrits auprès de la Société Générale dont l'échéance est fixée en août 2027 pour un montant de 4 499 milliers d'euros et en août 2031 pour un montant de 6 048 milliers d'euros. Après avoir comparé la valeur d'inventaire et le coût d'entrée, il en résulte des plus-values latentes et des moins-values latentes. Les moins-values latentes font l'objet de dépréciation impactant le résultat financier et le poste Immobilisations financières sans compensation avec les plus-values latentes non comptabilisées. Les pertes et gains sont comptabilisés lorsqu'ils sont réalisés en résultat financier.

Les "Autres immobilisations financières" incluent les dépôts et cautionnement dont principalement les retenues de garantie relatives aux Cessions Daily des CIR 2023 et 2024.

6. Clients et comptes rattachés

Au 31 décembre 2025, le poste se compose des créances envers AstraZeneca relatives aux refacturations de coûts dans le cadre des programmes monalizumab et IPH5201. Ces créances s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	Montant brut au 31 décembre 2025	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Refacturation de coûts à AstraZeneca	565	565	
Autres créances	6	6	
Total Créance clients	571	571	—

Une provision pour dépréciation a été constatée au cours de l'exercice 2025 pour un montant de 5 milliers d'euros.

Les tableaux suivants détaillent la décomposition des factures émises et reçues ayant connu un retard de paiement au cours des exercices clos les 31 décembre 2024 et 2025 (en millier d'euros) :

Exercice clos le 31 décembre 2025

	Article D. 441 II : factures <u>émises</u> ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement						
Nombre cumulée de factures concernées	8	10	0	0	0	10
Montant cumulé des factures concernées TTC.	1 921 135 €	600 189 €	- €	- €	- €	600 189 €
Pourcentage du montant total TTC des factures reçues dans l'année						
Pourcentage du montant total h.t. des factures émises dans l'année	76,20%	23,80%	0,00%	0,00%	0,00%	23,80%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées						
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal – article L.441-6 ou article L.443-1 du code de commerce)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	☒ Délais contractuels (préciser) ☐ Délais légaux (préciser)					

Exercice clos le 31 décembre 2024

	Article D. 441 II : factures <u>émises</u> ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement						
Nombre cumulée de factures concernées	4	10	0	0	3	13
Montant cumulé des factures concernées TTC.	1 027 016 €	21 471 982 €	- €	- €	6 578 €	21 478 561 €
Pourcentage du montant total TTC des factures reçues dans l'année						
Pourcentage du montant total h.t. des factures émises dans l'année	4,56%	95,41%	0,00%	0,00%	0,03%	95,44%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées						
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal – article L.441-6 ou article L.443-1 du code de commerce)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	☒ Délais contractuels (préciser) ☐ Délais légaux (préciser)					

7. Autres créances

Les autres créances n'ont pas fait l'objet de provision pour dépréciation et s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	Montant brut au 31 décembre 2025	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Crédit d'impôt recherche (CIR) et autres créances fiscales ⁽¹⁾	6 281	6 281	—
Crédit de TVA	587	587	—
TVA déductible	322	322	—
Avance et acomptes versés aux fournisseurs ⁽²⁾	2 401	2 401	—
Subventions et aides publiques	27	27	—
Autres	2	2	—
Total des autres créances	9 620	9 620	—

(1) Au 31 décembre 2025, le poste est composé du Crédit Impôt Famille et du dégrèvement CFE au titre de 2025.

(2) Au 31 décembre 2025, le poste est composé principalement d'avances versées au Contract Research Organization (CRO) pour payer directement les centres hospitaliers lors du recrutement des patients.

8. Disponibilités et valeurs mobilières de placement

Au 31 décembre 2025, le poste se compose essentiellement de comptes courants, de comptes d'épargne, de comptes à terme à échéance fixe et de parts de SICAV (à échéance court terme) souscrits auprès de différents établissements bancaires.

En milliers d'euros	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Comptes bancaires courants et comptes d'épargne	3 603	22 882
Comptes à terme	11 389	22 309
Disponibilités	14 992	45 191
SICAV et FCP monétaires	16 874	31 601
Valeurs mobilières de placement	16 874	31 601
Disponibilités et valeurs mobilières de placement	31 867	76 792

Au 31 décembre 2025, la part des disponibilités et VMP détenues en USD s'élevait à 5 525 milliers d'euros (soit 6 492 milliers de dollars au taux de conversion du 31 décembre 2025).

Au 31 décembre 2025, les comptes de dépôt à terme sont souscrits pour un mois renouvelable par tacite reconduction. Ils sont souscrits pour gérer les excédents de trésorerie.

9. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Produits approvisionnés et non encore consommés par les activités de recherche	482	542
Autres charges constatées d'avance	1 635	2 007
Charges constatées d'avance relatives aux coûts de la garantie des PGE (1)	251	251
Charges constatées d'avance - Part < 1 an	2 367	2 800
Charges constatées d'avance relatives aux coûts de la garantie	251	503
Charges constatées d'avance - Part > 1 an	251	503
Total des charges constatées d'avance	2 619	3 303

(1) Ce montant inclut au 31 décembre 2025, un montant de 251 milliers d'euros relatif à la prime de garantie des deux Prêts Garantis par l'Etat (« PGE ») souscrits auprès de la Société Générale et de BNP Paribas. Suite à la demande d'amortissement optionnel, l'intégralité de la commission de garantie sur la période additionnelle de cinq ans a été reconnue en charge au titre de l'exercice 2022 et au 31 décembre 2025, un ajustement est effectué au moyen des comptes de régularisation pour tenir compte du rattachement des charges à l'exercice.

10. Capital

a) Capital social

La Société gère son capital pour s'assurer qu'elle sera en mesure de poursuivre son exploitation, tout en maximisant le rendement pour les actionnaires grâce à l'optimisation de la dette et des fonds propres.

Depuis le 31 décembre 2024, le montant des capitaux propres était inférieur à la moitié du capital social de la Société. Conformément à l'article L. 225-248 du Code de commerce, l'assemblée générale extraordinaire du 22 mai 2025 a statué sur la poursuite d'activité de la Société. Le reconstitution des capitaux propres doit être faite au cours des deux exercices qui suivent le premier exercice où cela a été constaté.

Au 31 décembre 2025, le capital social s'élevait à 4 686 662 euros divisés en (i) 93 719 323 actions ordinaires de 0,05 euro de valeur nominale chacune, (ii) 6 324 actions de préférences « 2016 » de 0,05 euro de valeur nominale chacune et (iii) 7 581 actions de préférences « 2017 » de 0,05 euro de valeur nominale chacune. Le capital social au 31 décembre 2025 est entièrement libéré.

Le capital social ne comprend pas les BSA, BSAAR, AGA et AGAP octroyés à certains investisseurs ou personnes physiques, salariés ou non-salariés de la Société, mais non encore exercés.

Le 21 octobre 2019 et le 30 décembre 2019, la période de rétention des « actions de préférence 2016 » est arrivée à échéance. Le nombre d'actions ordinaires auxquelles la conversion d'une action privilégiée donne droit a été déterminé en fonction du respect des critères de performance. Les titulaires des « actions de préférence 2016 » ont le droit de voter lors de nos assemblées générales, de recevoir des dividendes et des droits préférentiels de souscription, en fonction du nombre d'actions ordinaires auxquelles ils ont droit s'ils convertissent leurs actions de préférence.

Le 3 avril 2021, la période de rétention des « actions de préférence 2017 » est arrivée à échéance. Le nombre d'actions ordinaires auxquelles la conversion d'une action privilégiée donne droit a été déterminé en fonction du respect des critères de performance. Selon ces mêmes critères de performance, le Directoire du 7 avril 2021 a constaté que les « actions de préférence 2017 » ne donnaient droit à aucune action ordinaire. Les « actions de préférence 2017 » ne seront pas rachetées par la Société et resteront incorporées au capital, sauf décision ultérieure du Directoire. La conversion étant nulle, les « actions de préférence 2017 » ne donnent plus droit de voter lors de nos assemblées générales, ni de recevoir des dividendes.

Les opérations sur le capital durant l'exercice 2025 (en euro, à l'exception des données sur le nombre d'actions) ainsi que la décomposition du capital social au 31 décembre 2025 (en euros, nombre d'actions de valeur nominale 0,05 euros par action en nombre d'actions) sont décrites ci-dessous :

Date	Nature de la transaction	Capital Social	Prime d'émission	Nombre d'		Valeur nominale
				Actions ordinaires	Actions de préférences	
	Balance au 1er janvier 2025	4 192 221	348 237 201	83 830 336	14 075	€0.05
24 avril 2025	Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires	417 269	14 582 729	8 345 387	—	0,05
24 avril 2025	Frais d'augmentation de capital en diminution de la prime d'émission		(67 963)		—	0,05
5 mai 2025	Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires (conversion d'actions de préférences en actions ordinaires)	32	(32)	650	-5	0,05
3 juillet 2025	Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires (conversion d'actions de préférences en actions ordinaires)	355	(355)	7 150	-55	0,05
17 juillet 2025	Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires (conversion d'actions de préférences en actions ordinaires)	32	(32)	650	(5)	0,05
25 juillet 2025	Souscription de bons de souscriptions d'actions		49 000			
31 juillet 2025	Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires (conversion d'actions de préférences en actions ordinaires)	32	(32)	650	(5)	0,05
18 août 2025	Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires (conversion d'actions de préférences en actions ordinaires)	32	(32)	650	(5)	0,05
17 novembre 2025	Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires (conversion d'actions de préférences en actions ordinaires)	194	(194)	3 900	(30)	0,05
27 novembre 2025	Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires (conversion d'actions de préférences en actions ordinaires)	355	(355)	7 150	(55)	0,05
18 décembre 2025	Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires (conversion d'actions de préférences en actions ordinaires)	65	(65)	1 300	(10)	0,05
31 décembre 2025	Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires et de préférences (acquisition définitive d'actions gratuites et d'actions gratuites de préférences)	76 075	(76 075)	1 521 500		
	Balance au 31 décembre 2025	4 686 662	362 723 795	93 719 323	13 905	€0.05

b) AGA, AGAP, BSA et BSAAR en circulation

La société a attribué des Actions Gratuites (AGA) et des Actions Gratuites de Performances (AGAP). La société a également émis des Bons de Souscription d'Actions (BSA) et des Bons de Souscription d'Actions Remboursables (BSAAR). Au 31 décembre 2025, ces instruments s'analysent comme suit :

Date	Types	Nombre de bons émis au 31/12/2025	Nombre de bons non exerçables au 31/12/2025	Nombre de bons exercés au 31/12/2025	Nombre de bon exerçables au 31/12/2025	Nombre maximal d'actions ordinaires potentielles à émettre au 31/12/2025	Prix d'exercice par action (en €)
9 Septembre 2011	BSAAR 2011	650 000	25 000	625 000	—	—	€2,04
27 Mai 2013	BSAAR 2012	146 050	12 250	133 800	—	—	€2,04
1er Juillet 2015	BSAAR 2015	1 050 382	1 048 442	1 940	—	—	€7,20
21 Octobre 2016	AGA de Préférence Dirigeants 2016-1	2 000	550	250	1 200	156 000	—
21 Octobre 2016	AGA de Préférence Salariés 2016-1	2 486	251	357	1 878	244 140	—
21 Octobre 2016	AGA Dirigeants 2016-1	50 000	—	50 000	—	—	—
30 Décembre 2016	AGA de Préférence Dirigeants 2016-2	3 000	—	—	3 000	333 000	—
30 Décembre 2016	AGA Dirigeants 2016-2	250 000	—	250 000	—	—	—
3 Avril 2018	AGA de Préférence Salariés 2017	5 725	5 725	—	—	0	—
3 Avril 2018	AGA de Préférence Dirigeants 2017	2 400	2 400	—	—	0	—
3 Avril 2018	AGA Salariés 2017	114 500	4 000	110 500	—	—	—
3 Juillet 2018	AGA Bonus 2018	67 028	469	66 559	—	—	—
20 Novembre 2018	AGA de Performance Salariés 2018	327 500	224 375	103 125	—	—	—
20 Novembre 2018	AGA Performance Dirigeants 2018	260 000	150 000	110 000	—	—	—
14 Janvier 2019	AGA Salariés 2018	90 650	5 000	85 650	—	—	—
29 Avril 2019	AGA Nouveaux Membres 2017-1	25 000	—	25 000	—	—	—
3 Juillet 2019	AGA Bonus 2019-1	57 376	—	57 376	—	—	—
4 Novembre 2019	AGA de Performance Salariés 2019	546 700	375 150	171 550	—	—	—
4 Novembre 2019	AGA de Performance Dirigeants 2019	355 000	207 500	147 500	—	—	—
13 juillet 2020	AGA Bonus 2020-1 & 2	79 861	17 885	61 976	—	—	—
5 août 2020	AGA de Performance Salariés 2020-1	766 650	681 420	85 230	—	—	—
5 août 2020	AGA de Performance Dirigeants 2020-1	710 000	580 000	130 000	—	—	—
22 juillet 2021	AGA Bonus 2021-1	125 748	—	125 748	—	—	—
1er Octobre 2021	AGA de Performance Salariés 2021-1	1 066 600	454 520	612 080	—	—	—
1er Octobre 2021	AGA de Performance Dirigeants 2021-1	610 000	194 000	416 000	—	—	—
12 Février, 2022	AGA "Plan Epargne Entreprise" 2022	138 960	—	138 960	—	—	—
3 Octobre 2022	AGA Bonus 2022-1	128 061	—	128 061	—	—	—
12 Décembre 2022	AGA de Performance Salariés 2022-1	1 371 500	400 000	971 500	—	—	—
12 Décembre 2022	AGA de Performance Dirigeants 2022-1	550 000	—	550 000	—	—	—
14 avril 2023	AGA "Plan Epargne Entreprise" 2023	163 293	—	163 293	—	—	—
2 novembre 2023	AGA Nouveaux Membres 2023-1	25 000	—	—	25 000	25 000	—
21 Décembre 2023	AGA de Performance Salariés 2023-1	1 403 500	508 500	—	895 000	895 000	—
21 Décembre 2023	AGA de Performance Dirigeants 2023-1	750 000	225 000	—	525 000	525 000	—
15 Février 2024	AGA New Members 2024-1	25 000	25 000	—	—	—	—
10 juin 2024	AGA "Plan Epargne Entreprise" 2024	68 744	—	68 744	—	—	—
1 août 2024	AGA Perf Management 2024-1	150 000	—	—	150 000	150 000	—

13 novembre 2024	AGA employees 2024-1	370 560	93 480	—	277 080	277 080	—
13 novembre 2024	AGA Perf Employees 2024-1	1 162 900	304 000	—	858 900	858 900	—
13 novembre 2024	AGA Perf Management 2024-2	975 000	375 000	—	600 000	600 000	—
13 novembre 2024	AGA Management 2024-1	200 000	—	—	200 000	200 000	—
7 mai 2025	AGA salariés 2025-01	220 500	56 200	—	164 300	164 300	—
21 juillet 2020	Stock Options 2020-1	102 000	102 000	—	—	—	—
11 septembre 2024	Stock Options 2024-1	100 000	100 000	—	—	—	2,18
29 Juillet 2011	BSA 2011-2	225 000	25 000	200 000	—	—	€1,77
17 juillet 2013	BSA 2013	237 500	12 500	225 000	—	—	€2,36
16 Juillet 2014	BSA 2014	150 000	75 000	75 000	—	—	€8,65
27 Avril 2015	BSA 2015-1	70 000	70 000	—	—	—	€9,59
1er Juillet 2015	BSA 2015-2	14 200	14 200	—	—	—	€14,05
20 Septembre 2017	BSA 2017	37 000	—	—	37 000	37 000	€11,00
16 décembre 2022	BSA 2022-1	40 000	31 740	—	8 260	8 260	€2,31
15 décembre 2023	BSA 2023-1	50 000	12 000	—	38 000	38 000	€2,26
25 juillet 2025	BSA 2025-1	80 000	30 000	—	50 000	50 000	€1,62
Total au 31 décembre 2025		16 173 374	6 448 557	5 890 199	3 834 618	4 561 680	

c) Actions propres

Un contrat de liquidité avait été conclu le 27 juillet 2012 avec la société Gilbert Dupont avec effet au 31 août 2012. Ce contrat de liquidité a été résilié le 16 mai 2016. A la suite de la résiliation du contrat de liquidité, la Société détient, depuis le 16 mai 2016, 18 575 actions propres d'une valeur nominale de 0,05 euros et d'une valeur d'achat de 12,11 euros au 13 mai 2016. Ainsi, la Société détenait au 31 décembre 2025, 18 575 actions ordinaires valorisées en Immobilisations financières au taux de clôture pour un montant net de 36 milliers d'euros.

Au cours de l'exercice 2025, aucun rachat d'actions par la Société ou de vente d'actions propres de la Société n'a eu lieu.

11. Subventions et financements publics

La Société reçoit des aides de l'État français, de l'Union européenne et des collectivités publiques locales françaises sous plusieurs formes :

- subventions d'exploitation et financements publics ; et
- crédits d'impôt recherche.

a) Subventions et financements publics

Depuis sa création, la Société reçoit, en raison de son caractère innovant, un certain nombre d'aides ou subventions de l'Etat ou des collectivités publiques destinées à financer son fonctionnement ou des recrutements spécifiques.

À la différence des avances remboursables :

- la Société a l'assurance de se conformer aux conditions attachées à ces subventions ; et
- ces subventions ne sont pas remboursables.

Ces subventions sont comptabilisées dans le compte de résultat sur l'exercice de rattachement aux charges ou dépenses correspondantes. Les produits de subvention s'élevaient à 2 milliers d'euros en 2024. Aucun produit n'a été constaté en 2025.

La société bénéficie également de crédit d'impôt famille pour un montant de 19 milliers d'euros au 31 décembre 2025 comparé à 24 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

b) Crédits d'impôt recherche

Les crédits d'impôt recherche sont décrits en Note 25.

12. Provisions

Les provisions et variations de provisions s'analysent comme suit (en milliers d'euros) :

Provisions réglementées	Montant au 01/01/2025	Augmentations (dotations)	Diminutions (reprises utilisées)	Diminutions montants non utilisés	Montant au 31/12/2025
Amortissements dérogatoires	617	—	(172)	—	445
Total Provision règlementées (I)	617	—	(172)	—	445

Provisions pour risques et charges	Montant au 01/01/2025	Augmentations (dotations)	Diminutions (reprises utilisées)	Diminutions montants non utilisés	Montant au 31/12/2025
Provision pour perte de change	28	1	(28)	—	1
Total Provision pour risques (II)	28	1	(28)	—	1

Pensions et obligations similaires	2 730	200	(128)	(879) ⁽¹⁾	1 923
Contribution patronale instruments de participation (1)	394	551	(357)	(38)	550
Provisions pour restructuration (2)	—	2 889	—	—	2 889
Autres provisions	50	334	(50)	—	334
Total Provisions pour charges (III)	3 173	3 973	(534)	(917)	5 695

Au 31 décembre 2025 le montant de provisions inclut principalement :

(1) La contribution patronale est provisionnée sur les plans en cours. Lorsque les plans sont échus, la cotisations patronales est reclassée en charge à payer.

(2) Une provision pour restructuration pour un montant de 2 889 milliers d'euros. En effet, la société avait annoncé le 17 septembre 2025 une restructuration de son organisation en lien avec la décision stratégique de concentrer ses investissements sur ce qu'elle considère être ses actifs cliniques à plus forte valeur, IPH4502, lacutamab et monalizumab. L'accord majoritaire portant sur le projet de licenciement économique collectif donnant lieu à la mise en oeuvre du plan de sauvegarde de l'emploi a été validé par la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) au cours du mois de décembre 2025. Les licenciements seront mis en oeuvre d'ici début 2026. Ainsi une provision a été constituée. Elle comprend les engagements de versements aux salariés et les coûts relatifs aux mesures d'accompagnement.

(3) D'autres provisions pour départ de salariés.

Provision pour dépréciation	Montant au 01/01/2025	Augmentations (dotations)	Diminutions (reprises utilisées)	Diminutions montants non utilisés	Montant au 31/12/2025
Dépréciation des immobilisations incorporelles	41 000	—	(41 000)	—	—
Dépréciation des immobilisations financières	17 679	251	—	(175)	17 756
Dépréciation des comptes clients (créances)	—	5	—	—	5
Total Dépréciations (IV)	58 679	256	(41 000)	(175)	17 761
Total Général (I+II+III+IV)	62 497	4 231	(41 735)	(1 091)	23 902
Dont dotations et reprises					
D'exploitation		3 978	(41 563)	(917)	
Financières		251	—	(175)	
Exceptionnelles		—	(172)	—	

a) Provision pour amortissement dérogatoire

Les amortissements dérogatoires sont comptabilisés en application des principes décrits en note 2.d.

b) Provision pour risques et charges (hors pensions et obligations similaires)

Les provisions pour risques et charges s'élèvent à 3 773 milliers d'euros au 31 décembre 2025 (472 milliers d'euros au 31 décembre 2024). Elles se composent essentiellement :

- d'une provision afférente à la contribution patronale qui sera due au titre des actions gratuites et actions gratuites de préférence à l'issue des périodes d'acquisition (550 milliers d'euros) ;
- d'une provision relative au Plan de sauvegarde de l'emploi pour un montant de 2 889 milliers d'euros;
- d'une provision afférente aux indemnités de départ des salariés pour un montant de 297 milliers d'euros.

c) Pensions et obligations similaires

La loi française prévoit également le paiement d'une indemnité forfaitaire lors du départ en retraite des salariés. Cette indemnité est basée sur le nombre d'années de service et le montant de la rémunération au moment du départ à la retraite. Les prestations ne sont acquises qu'au moment de la retraite. La Société finance ce plan à prestation définie. Selon la recommandation ANC-2014-03, méthode 2, il est évalué à la valeur actuelle des indemnités futures estimées, en appliquant la méthode des unités de crédit projetées selon laquelle chaque période de service engendre une unité additionnelle de bénéfice, chaque unité étant évaluée de façon indépendante.

Le 24 mars 2016, la Société a conclu un accord collectif de travail avec les représentants des salariés au terme duquel la Société s'engage à verser une prime au personnel justifiant d'une ancienneté de 15 et 20 ans. Cette prime d'ancienneté est payée à la date anniversaire de l'entrée dans les effectifs. Une prime similaire existe pour les employés dont l'ancienneté atteint 10 ans, mais aucune provision n'est comptabilisée à ce titre au regard de son caractère non significatif. La Société comptabilise donc une provision relative aux primes d'ancienneté en contrepartie d'une charge incluse en «provision pour risques et charges». Le montant de cette provision, également calculée par un cabinet d'actuaire externe, s'élève à 258 milliers d'euros au 31 décembre 2025 (361 milliers d'euros au 31 décembre 2024).

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation des pensions et obligations similaires sont les suivantes :

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Hypothèses économiques :		
Taux d'actualisation (iBoxx Corporate AA)	3,85 %	3,20 %
Taux d'augmentation annuel des salaires	2,50 %	2,50 %
Hypothèses démographiques :		
Type de départ à la retraite	A l'initiative du	A l'initiative du
Taux de mobilité annuel	5,60 %	5,70 %
Taux de charges sociales et fiscales	21,86 %	22,62 %
Taux de charges patronales	52,07 %	49,29 %
Age de départ à la retraite		
Salariés nés avant le 1er janvier 1968		
- Cadres	64 ans	64 ans
- Non cadres	62 ans	62 ans
Salariés nés après le 1er janvier 1968		
- Cadres	65 ans	65 ans
- Non cadres	64 ans	64 ans
Table de mortalité	TH-TF 00-02	TH-TF 00-02
16-24 ans	20,0%	20,0%
25-29 ans	15,0%	16,0%
30-34 ans	12,0%	12,0%
35-39 ans	9,0%	8,0%
40-44 ans	4,0%	4,0%
45-49 ans	2,0%	2,0%
+50 ans	0%	0%

Les montants constatés au bilan sont déterminés de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Valeur actualisée des obligations financées	—	—
Juste valeur des actifs du régime	—	—
Valeur actualisée des obligations non financées	1 923	2 730
Pertes actuarielles non reconnues	—	—
Coût des services passés non reconnu	—	—
Provision inscrite au bilan	1 923	2 730

Le tableau ci-après indique les montants comptabilisés au compte de résultat :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Coût des services rendus	420	353
Perte/(gain) actuariel nette comptabilisée durant l'exercice	(94)	(36)
Coût financier	(281)	(29)
Total	44	289

13. Emprunts et dettes

L'analyse par échéance de ce poste est la suivante :

(en milliers d'euros)	Montant brut au 31 décembre 2025	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et cinq an au plus	Échéance plus de cinq ans
Prêt Garanti par l'État Société Générale ⁽¹⁾	10 156	5 038	5 117	—
Prêt Garanti par l'État BNP Paribas ⁽¹⁾	4 391	2 185	2 206	—
ICNE Prêt Garanti par l'État	8	8	—	—
Emprunt bâtiment ⁽²⁾	7 635	1 285	5 406	944
Total des emprunts et dettes	22 190	8 516	12 729	944

(1) Le 5 janvier 2022, la Société a annoncé avoir obtenu un financement non dilutif de 28,7 millions d'euros sous la forme de deux Prêts Garantis par l'Etat (« PGE ») auprès de la Société Générale (20,0 millions d'euros) et de BNP Paribas (8,7 millions d'euros). Les fonds liés à ces deux PGE ont été encaissés par la Société respectivement les 27 et 30 décembre 2021. Ces deux prêts ont une maturité initiale d'un an avec une option d'extension jusqu'à cinq ans utilisable à partir d'août 2022. Ils sont garantis à hauteur de 90% par l'État Français dans le cadre d'un dispositif mis en place pour soutenir les entreprises face à la crise sanitaire de COVID-19. En août 2022, la Société a sollicité le report du remboursement de ces deux prêts sur une période additionnelle de cinq ans à compter de 2022 assorti d'un différé d'amortissement d'un an. La Société a obtenu en août 2022 les accords de la part de la Société Générale et BNP Paribas concernant des taux de financements après option d'extension de 1,56% et 0,95% respectivement, hors assurance et prime de garantie avec une franchise d'amortissement pour l'ensemble de l'année 2023. Durant la période de report, la Société sera uniquement redevable du paiement des intérêts et de la commission de garantie. Ainsi, l'amortissement des deux emprunts débute en 2024 sur une durée de quatre ans. Au 31 décembre 2025, le capital restant dû de ces prêts s'élevait à 14,5 millions d'euros (10,2 millions d'euros auprès de la Société Générale et 4,4 auprès de la BNP).

(2) En date du 3 juillet 2017, la Société a souscrit à un prêt auprès de la Société Générale afin de financer la construction de son futur siège social. La période de déblocage de ce prêt était limitée au 30 août 2019. Le 30 août 2019, la Société a débloqué le solde du prêt de 15,2 millions pour un montant de 13,9 millions d'euros. Le remboursement du capital a débuté le 30 août 2019 et se poursuivra jusqu'au 30 août 2031 (soit une durée de 12 ans). Compte tenu du développement de son portefeuille et notamment du recentrage de ses activités sur la recherche et le développement, la Société a pour le moment suspendu le projet de construction de son nouveau siège social sur le terrain acquis à Luminy. En attendant, le prêt est utilisé pour financer plusieurs projets structurants (amélioration du système d'information, aménagement de locaux additionnels pris en location...). Au 31 décembre 2025, le capital restant dû de ce prêt s'élevait à 7 634 milliers d'euros (8 894 milliers d'euros au 31 décembre 2024). En contrepartie de ce prêt, la Société a consenti un nantissement sur des instruments financiers souscrits auprès de la Société Générale pour un montant global équivalent à celui du prêt, soit 15,2m€. L'échéance de ces placements se décompose ainsi : 4,2m€ en juillet 2024, 5,0m€ en août 2027 et 6,0m€ en août 2031. Le montant de 4,2m€ a effectivement été encaissé au cours du mois de juillet 2024.

Tableau récapitulatif des dettes garanties par des sûretés réelles

(en milliers d'euros)	Montant à la clôture de l'exercice	Montant garanti
Emprunt Bâtiment - Société Générale	7 635	11 000

14. Dettes fournisseurs et comptes rattachés et autres dettes

Le poste s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Montant brut au 31 décembre 2025	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et cinq ans au plus	Échéance plus de cinq ans
Fournisseurs	5 050	5 050		
Factures non parvenues	3 586	3 586		
Total dettes fournisseurs	8 635	8 635	—	—
Autres dettes	1 035	784	251	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés et autres dettes	9 670	9 419	251	—

Les factures non parvenues comprennent les dettes constatées au 31 décembre 2025 pour lesquelles les factures n'ont pas encore été reçues.

Les autres dettes s'élèvent à 1 035 milliers d'euros au 31 décembre 2025 dont 542 milliers d'euros relatif au coût de la garantie BPI associé aux deux Prêts Garantis par l'Etat ("PGE") contractés par la société en 2021 et dont la Société a sollicité le report de remboursement en août 2022 (voir 13 "Emprunts et dettes"). Le coût de la garantie est étalé jusqu'à la fin de remboursement desdits prêts, soit au 31 décembre 2027. La part à décaisser à moins d'un an s'élève à 251 milliers d'euros.

Les tableaux suivants détaillent la décomposition des factures émises et reçues ayant connu un retard de paiement au cours des exercices clos les 31 décembre 2024 et 2025 (en millier d'euros) :

Exercice clos le 31 décembre 2025

	Article D. 441 II : factures <u>reçues</u> ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement						
Nombre cumulées de factures concernées	2 148					1 653
Montant cumulé des factures concernées TTC.	22 321 618 €	12 765 659 €	4 645 893 €	465 224 €	48 461 €	17 925 237 €
Pourcentage du montant total TTC des factures reçues dans l'année	55,46%	31,72%	11,54%	1,16%	0,12%	44,54%
Pourcentage du montant total h.t. des factures émises dans l'année						
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées						
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal – article L.441-6 ou article L.443-1 du code de commerce)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	☒ Délais contractuels (préciser) ☐ Délais légaux (préciser)					

Exercice clos le 31 décembre 2024

	Article D. 441 II : factures <u>reçues</u> ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice					
	0 jour (<i>indicatif</i>)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement						
Nombre cumulées de factures concernées	2 623					2 182
Montant cumulé des factures concernées TTC.	31 233 125 €	23 768 820 €	1 662 569 €	379 515 €	1 212 431 €	27 023 336 €
Pourcentage du montant total TTC des factures reçues dans l'année	53,61%	40,80%	2,85%	0,65%	2,08%	46,39%
Pourcentage du montant total h.t. des factures émises dans l'année						
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées						
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal – article L.441-6 ou article L.443-1 du code de commerce						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	☒ Délais contractuels (préciser) ☐ Délais légaux (préciser)					

15. Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Dettes sociales	5 835	6 117
Dettes fiscales	612	616
Dettes fiscales et sociales	6 447	6 733

Au 31 décembre 2024 comme au 31 décembre 2025, les dettes fiscales comprennent une charge à payer de 431 milliers d'euros relative au montant de redressement non contesté dans le cadre de la vérification de la comptabilité du CIR 2018.

16. Produits constatés d'avance

(en milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Collaboration monalizumab	9 788	10 445
Sanofi options	—	—
Sanofi services	326	400
Produits constatés d'avance court terme	10 114	10 845
Collaboration monalizumab	60 612	66 860
Sanofi options	2 500	2 500
Sanofi services	—	325
Produits constatés d'avance long terme	63 112	69 686
Produits constatés d'avance	73 226	80 531

17. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires se décompose de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Accord monalizumab – Reconnaissance du paiement initial, de la levée d'option et des paiements variables relatives aux Phase 3 (Interlink-1, Pacific-9)	7 099	9 639
Accords monalizumab, IPH5201 et avdoralimab - Refacturations	1 666	2 060
Accord IPH6101 - Milestone	—	4 000
Accord ANKET IPH62 - Reconnaissance de la levée d'option et du revenu relatif à l'avancement du programme de recherche conjoint	400	401
Accord ANKET IPH67 - Reconnaissance de la levée d'option	—	1 700
Autres	—	11
Chiffre d'affaires	9 165	17 812

Le chiffre d'affaires se compose principalement :

- des revenus liés à l'accord signé avec AstraZeneca en 2015 relatif à monalizumab. Il s'agit de l'étalement cumulé (i) du paiement initial encaissé en juin 2015, (ii) du paiement de l'option de 100 millions de dollars suite à la signature en octobre 2018 d'un amendement au contrat de collaboration signé en 2015 avec AstraZeneca : un revenu d'un montant de 7 099 milliers d'euros pour l'exercice 2025 contre des revenus d'un montant de 9 639 milliers d'euros pour l'exercice 2024. La Société a encaissé un paiement forfaitaire à la signature de l'accord pour un montant non remboursable de 250 millions de dollars US (soit 223,5 millions d'euros), reçu intégralement en juin 2015, mais dont la comptabilisation est étalée sur la base des coûts qu'Innate Pharma s'est engagé à supporter dans le cadre de l'accord au rythme des dépenses encourues. En octobre 2018, la Société a reconnu une créance de 100 millions de dollars déclenchée par l'exercice de l'option d'exclusivité par AstraZeneca. Ce montant a été encaissé en janvier 2019. Par ailleurs, en octobre 2020, la Société a reconnu une créance de 50 millions de dollars déclenché par le traitement du premier patient dans l'essai de Phase 3 évaluant monalizumab, INTERLINK-1. Ce montant a été encaissé en décembre 2020. À ces montants s'ajoute le paiement supplémentaire de 50,0 millions de dollars effectué par AstraZeneca en juin 2022 et déclenché par le traitement du premier patient dans un deuxième essai de Phase 3 évaluant monalizumab en avril 2022, PACIFIC-9. Ces paiements additionnels au titre des Phase 3 INTERLINK-1 et PACIFIC-9 sont étalés sur la base des coûts qu'Innate Pharma s'est engagé à supporter dans le cadre de l'accord au rythme des dépenses encourues.

- des revenus liés à IPH5201 nuls au 31 décembre 2025 comme au 31 décembre 2024. Pour rappel, un avenant au contrat initial datant d'octobre 2018 est en vigueur depuis le 1er juin 2022. Il formalise les modalités de la collaboration suite à la décision prise par AstraZeneca de faire progresser IPH5201 vers une étude de Phase 2. La Société sera responsable de la conduite de l'étude. Les parties partageront les coûts externes de l'étude et AstraZeneca fournira les produits testés nécessaires pour mener l'essai clinique. Dans le cadre de cet accord un montant de 1 666 milliers d'euros a été refacturé au cours de l'exercice 2025 (2 060 milliers d'euros au cours de l'exercice 2024).
- des revenus liés à l'accord de collaboration et de licence signé avec Sanofi en 2016 pour un montant nul sur l'exercice 2025 et un montant de 4 000 milliers d'euros au 31 décembre 2024. La société a annoncé le traitement du premier patient dans la partie d'extension de dose de l'essai clinique évaluant SAR443579/IPH6101 matérialisant la progression de l'essai clinique développé par Sanofi vers la phase 2 dans divers cancers du sang. Selon les termes de l'accord de recherche et de licence de 2016 avec Sanofi, la progression vers la partie d'extension de dose de l'essai a déclenché un paiement d'étape vers Innate de 4 millions d'euros reconnu en résultat au 30 juin 2024 et encaissé le 17 mai 2024. Pour mémoire, en juin 2023, la Société avait annoncé le traitement du premier patient dans un essai clinique de Phase 1/2 sponsorisé par Sanofi, évaluant IPH6401/SAR'514 chez des patients présentant un myélome multiple en rechute ou réfractaire. En vertu de l'accord de licence conclu en 2016, Sanofi avait versé un paiement d'étape de 2,0 millions d'euros intégralement reconnu en résultat au 30 juin 2023 et encaissé par la Société le 21 juillet 2023.
- des revenus liés à l'accord de licence et de collaboration signé avec Sanofi en 2022 s'élevant à 400 milliers d'euros au 31 décembre 2025 au titre du revenu relatif à l'avancement du programme de recherche conjoint concernant le programme ANKET IPH62. La Société considère que les licences octroyées constituent un droit d'utilisation de la propriété intellectuelle octroyé de manière exclusive à Sanofi à compter de la date d'entrée en vigueur du contrat et de la levée d'option. A ce titre, l'intégralité des paiements initiaux relatifs aux licences octroyées a été reconnue en résultat en 2023 soit un montant de 31 800 milliers d'euros dont 18 500 milliers d'euros relatifs au programme IPH62 et 13 300 milliers d'euros relatifs à l'option levée relatifs au programme IPH67. Concernant, les travaux de recherche, la Société comptabilise les revenus liés linéairement sur la durée des travaux de recherche que la Société a accepté de réaliser.

18. Achats de matières premières et autres approvisionnements

Les achats de matières premières et autres approvisionnements comprennent les coûts d'achat auprès de tiers des produits développés par la Société, qui n'a pas de capacité de production. Ces coûts comprennent également les coûts d'achat des produits et substances pharmaceutiques achetés par la Société à des tiers et utilisés dans son activité de R&D. Ces coûts s'élèvent à 2 407 milliers d'euros pour l'exercice 2025 en comparaison de 2 692 milliers d'euros pour l'exercice 2024.

19. Autres achats et charges externes

Les autres achats et charges externes s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Sous-traitance(1)	(22 929)	(32 852)
Location, maintenance et charges d'entretien(2)	(2 643)	(2 588)
Honoraires non scientifiques(3)	(3 534)	(3 557)
Frais de déplacements et de congrès	(747)	(763)
Coûts de propriété intellectuelle(4)	(741)	(973)
Honoraires de conseils scientifiques, médicaux et réglementaires(5)	(740)	(2 039)
Marketing, communication et relations publiques(6)	(465)	(292)
Assurance	(1 839)	(2 225)
Autres(7)	(1 789)	(2 446)
Autres achats et charges externes	(35 428)	(47 734)

- (1) La Société sous-traite une part significative des études précliniques (développement pharmaceutique pilote, études de tolérance et autres expériences et modèles, etc.) et cliniques (coordination des essais, coûts des forfaits hospitaliers, etc.).
- (2) La Société est locataire (par crédit-bail ou bail commercial) de ses bureaux (cf. Note 24 et encourt des coûts externes de fourniture d'utilités ainsi que pour l'entretien de son laboratoire et de ses bureaux. Par ailleurs, la Société loue une partie de son parc informatique.
- (3) Les honoraires non scientifiques sont relatifs à des prestations de conseil et d'assistance aux activités d'administration de la Société, et incluent des honoraires juridiques, comptables et d'audit et le support aux activités de développement des affaires commerciales.
- (4) Les frais de propriété intellectuelle comprennent, d'une part, les dépenses liées aux brevets et demandes de brevets sur les inventions de la Société ainsi que sur les inventions de tiers et, d'autre part, les coûts liés aux options sur licences et licences sur les inventions desdits tiers.
- (5) Les honoraires de conseils scientifiques, médicaux et réglementaires se rapportent aux services de consultants auxquels la Société fait appel pour ses activités de recherche.
- (6) Les services de marketing, communication et relations publiques sont pour une bonne part externalisés.
- (7) Pour les exercices clos les 31 décembre 2024 et 2025, la rubrique « Autres » comporte essentiellement des cotisations professionnelles, des charges de télécommunications, des frais bancaires, des coûts de formation du personnel et du personnel intérimaire.

20. Impôts, taxes et versements assimilés

Le poste s'élève respectivement à 475 milliers d'euros et 377 milliers d'euros pour les exercices clos les 31 décembre 2024 et 2025.

21. Coûts de personnel

Le poste s'élève respectivement à 21 093 milliers d'euros et 21 678 milliers d'euros pour les exercices clos les 31 décembre 2024 et 2025. La Société employait 185 personnes au 31 décembre 2024, contre 161 personnes au 31 décembre 2025. L'effectif moyen sur l'exercice 2025 est de 168 personnes.

Le détail des effectifs est tel que ci-après:

	31 décembre 2025
Ouvriers	—
Employés, techniciens, agents de maîtrise	38
Cadres et ingénieurs	123
Total	161

22. Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations

Les dotations aux amortissements et aux provisions s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles ⁽¹⁾	—	(413)
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles ⁽²⁾	(698)	(875)
Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	(698)	(1 287)

(1) Au 31 décembre 2024, ce montant correspond à l'amortissement des droits relatifs à monalizumab entièrement amorti depuis le 31 décembre 2024.

(2) Dont 667 et 583 milliers d'euros d'amortissements de matériel de laboratoire pour les exercices 2024 et 2025.

23. Produits et charges financiers nets

Les produits / (charges) financiers, nets s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Produits financiers		
Revenus de placement	2 908	3 102
Gains de change ⁽¹⁾	170	977
Reprise de provision pour dépréciation des instruments	175	484
Intérêt de compte courant - Innate Inc	165	167
Charges financières		
Pertes de change ⁽¹⁾	(1 429)	(85)
Dotation de provision pour dépréciation des instruments	(251)	(281)
Charges d'intérêts (3)	(1 043)	(1 325)
Produits / (Charges) financiers, nets	695	3 038

(1) Les gains et pertes de change résultent essentiellement de la conversion de la trésorerie détenue en USD (voir Note 8). Des gains et pertes de change sont également constatés sur les placements en dollars U.S de la Société.

(2) Les Reprises de provisions et provisions sont principalement relatives à la variation des provisions pour dépréciation comptabilisées sur les immobilisations financières (cf Note 5.).

(3) Au 31 décembre 2025, les charges d'intérêts comprennent un montant de 614 milliers d'euros relatif à la cession Dailly du CIR 2024 auprès d'un organisme financier. Au 31 décembre 2024, le CIR 2023 avait été également cédé et les charges d'intérêts comprenaient un montant de 773 milliers d'euros respectivement.

24. Produits et charges exceptionnels nets

Les produits et charges exceptionnels s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Produits exceptionnels		
Prix de cession des immobilisations cédées	—	—
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	—	—
Reprise sur amortissements dérogatoires	172	267
Charges exceptionnelles		
Valeur nette comptable des immobilisations cédées ou mises au rebut	—	(3)
Dotation aux amortissements dérogatoires	—	(5)
Intérêts de retard régularisation retenue à la source	—	—
Autres charges exceptionnelles(1)	—	—
Produits / (charges) exceptionnels, nets	172	258

25. Impôts sur les bénéfices

La Société n'a pas comptabilisé de charges d'impôt sur l'exercice.

Exercice clos le 31 décembre 2025 (en milliers d'euros)	Avant IS	IS* (25,00%)	Après IS
Résultat courant	(47 392)	—	(47 392)
Résultat exceptionnel	172	—	172
Résultat comptable	(47 220)	—	(47 220)

Exercice clos le 31 décembre 2024 (en milliers d'euros)	Avant IS	IS* (25,00%)	Après IS
Résultat courant	(45 593)	—	(45 593)
Résultat exceptionnel	258	—	258
Résultat comptable	(45 335)	—	(45 335)

Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires

Le produit net de reprise aux amortissements dérogatoires s'élève à 172 milliers d'euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 (charge nette de 262 milliers d'euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2024).

Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires

Le résultat fiscal de l'exercice clos le 31 décembre 2025 comporte des éléments qui généreront une économie future d'impôt. Il s'agit principalement de la dotation aux provisions pour indemnités de départ à la retraite et primes d'ancienneté.

Déficits reportables

Au 31 décembre 2025, et selon la législation en vigueur, la Société dispose de déficits fiscaux indéfiniment reportables pour un montant total cumulé de 592 434 milliers d'euros (536 759 milliers d'euros au 31 décembre 2024).

Crédit d'impôt

La Société bénéficie des dispositions des articles 244 quater B et 49 septies du Code Général des Impôts relatives au Crédit d'Impôt Recherche. Conformément au principe décrit en Note 2.g, le Crédit d'Impôt Recherche est comptabilisé au cours de l'année à laquelle se rattachent les dépenses de recherche éligibles.

Le tableau suivant présente l'évolution de ce crédit d'impôt et de sa comptabilisation au cours des deux derniers exercices :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Crédit d'impôt recherche (CIR)	6 186	7 461
Crédit d'impôt Famille	19	25
Crédit d'impôt	6 205	7 486

Dépenses non déductibles

Les dépenses à caractère somptuaire au sens de l'article 39 alinéa 4 du Code général des impôts engagées par la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 se composent de 376 258 euros de rémunération des administrateurs et de 20 933 euros d'amortissements excédentaires sur les véhicules de tourisme.

La Société n'a pas engagé de frais généraux excessifs ni de frais généraux ne figurant pas sur le relevé spécial ayant donné lieu à réintégration visés par l'article 39,5° du Code général des impôts au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

26. Engagements hors bilan, litiges et passifs éventuels

Les engagements donnés par la société sont détaillées ci-après. La société ne dispose pas d'engagements reçus.

a) Locations de voitures de société

La Société a souscrit des contrats de location pour ses voitures de société. Au 31 décembre 2025, l'ensemble de ces engagements s'élève à 43 milliers d'euros dont 23 milliers d'euros avec une échéance à moins d'un an et 20 milliers d'euros avec une échéance comprise entre 2 et 5 ans.

b) Locations de matériels

La Société a souscrit des contrats de location de photocopieurs. Au 31 décembre 2025, l'ensemble de ces engagements est arrivé à échéance et aucune nouvel engagement n'a été souscrit.

c) Locations immobilières

En raison de l'accroissement des équipes constaté ces dernières années, la Société a signé en juin 2017 un bail afin de louer des locaux supplémentaires situés dans le bâtiment "Le Virage" à Marseille. Un avenant au bail intégrant une extension des locaux loués a été signé en janvier 2020. Ce bail porte sur une période de 9 ans faisant suite à la signature du bail initial. Au 31 décembre 2025, le montant de l'engagement relatif aux loyers jusqu'au 30 juin 2026 s'élevait à 138 milliers d'euros.

Le 13 mars 2023, la Société avait signé un avenant au bail afin de réduire la surface locative de ses locaux situés dans le bâtiment "Le Virage". Cet avenant a pour incidence de réduire le montant de l'engagement relatif aux loyers d'un montant de 692 milliers d'euros. La Société reste engagée au titre de ce contrat jusqu'au 30 juin 2026.

d) Location en crédit bail d'une solution de sécurité informatique

Au cours de l'exercice 2025, la société a souscrit un contrat de crédit bail pour une solution permettant une plus haute sécurité de son réseau informatique

Tableau récapitulatif des engagements pris en matière de crédit-bail

Intitulés	Valeur à la signature du contrat	Coût d'entrée de l'actif	Dotations aux amortissements théoriques		Valeur nette	
			De l'exercice	Cumulées		
Crédit-bail immobilier						
Batiment "Le Virage"	1 468	1 468	249	1343		124
Crédit-bail mobilier						
Matériels informatiques	211	211	64	64		147
Véhicules	113	113	25	73		40
Total	1792	1792	338	1480		311
	Redevances payées		Redevances restant à payer			Prix d'achat résiduel
	De l'exercice	Cumulées	A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	
Crédit-bail immobilier						
Batiment "Le Virage"	276	1 368	138	0	0	0
Crédit-bail mobilier						
Matériels informatiques	68	68	75	82	0	2
Véhicules	27	76	24	9	0	0
Total	371	1512	237	91	0	2

e) Engagements auprès de divers fournisseurs

Au 31 décembre 2025, la Société a souscrit des engagements d'achats non annulables d'un montant total de 4 993 milliers d'euros auprès de plusieurs fournisseurs (principalement des CRO et CMO) pour la fourniture de divers services en rapport avec les travaux précliniques pour un montant de 1 879 milliers d'euros et les travaux cliniques pour un montant de 3 114 milliers d'euros. L'exécution de ces travaux n'a pas démarré au 31 décembre 2025 et ne sont pas facturés.

f) Engagements financiers pris auprès de la Société Générale

En 2017, la Société avait souscrit à un emprunt auprès de la Société Générale afin de financer la construction de son futur siège social. En contrepartie de ce prêt, la Société a consenti un nantissement sur des instruments financiers souscrits auprès de la Société Générale pour un montant global équivalent à celui du prêt, soit 15 200 milliers d'euros. L'échéance de ces placements se décompose ainsi : 4 200 milliers d'euros en juillet 2024, 5 000 milliers d'euros en août 2027 et 6 000 milliers d'euros en août 2031. La levée de nantissement sur le placement échu au cours de l'exercice a été effectuée et le montant du capital a bien été encaissé en juillet 2024.

Par ailleurs, ce prêt est soumis à une clause restrictive basée sur l'hypothèse selon laquelle la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les actifs financiers courants et non courants sont au moins égaux au principal à la fin de l'exercice. Au 31 décembre 2025, le capital restant dû sur ce prêt est de 7 634 milliers d'euros. La Société respecte cette clause à la fin de l'exercice.

g) Convention d'indemnisation "Directors and Officers"

La Société consent aux membres du Conseil de surveillance, du Directoire et aux membres de l'équipe de direction une convention d'indemnisation qui a pour objet d'indemniser ces personnes si leur responsabilité personnelle est engagée (hors faute) et qu'ils ne sont pas indemnisables en vertu de la police d'assurance "Directors and Officers" souscrite par la Société.

h) Passifs éventuels et litiges

La Société peut avoir des passifs éventuels se rapportant à des actions en justice de nature prud'homale survenant dans le cadre habituel de ses activités. Chacun des litiges connus ou procédures en cours dans lesquels la Société est impliquée a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes après avis des conseils juridiques.

27. Événements postérieurs à la clôture

Néant.

28. Tableau des filiales et participations

La Société ayant annexé à son bilan des comptes consolidés établis conformément à l'article R.233.3, les renseignements complémentaires à fournir concernant sa filiale sont listés ci-dessous:

Filiales / participations	Société	Capitaux propres (en monnaie locale d'opération)	Quote-part du capital détenue	Valeur comptable des titres détenus (en euros)		Montant net des prêts et avances consentis par la Société (en euros)
				Brute	Nette	
Filiale	Innate Pharma Inc.	(9 185 494 \$)	100 %	8 723 480,00 €		7 949 518 €

Filiales / participations	Société	Montant des engagements donnés par la Société (en euros)	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice clos (en euros)	Résultat du dernier exercice clos (en euros)	Dividendes encaissés par la Société au cours de l'exercice clos (en euros)	Observations
Filiale	Innate Pharma Inc.	0 €	0 €	(308 773 €)	0 €	

29. Opérations réalisées avec des Parties liées

a) Membres du Directoire et Comité exécutif

(en milliers d'euros)	2025	2024
Salaires et autres avantages court terme	3 490	3 835
Avantages et indemnités liés à la retraite	(37)	166
Honoraires de conseils	—	—
Rémunération des membres du Directoire et du Comité exécutif	3 453	4 001

Au cours de l'exercice 2025, la structure de gouvernance de la Société est passée de société anonyme à directoire et conseil de surveillance à société anonyme à conseil d'administration. Les fonctions de Président et Directeur Général ont été séparées.

2 membres du Conseil de Surveillance n'ont pas été nommés au Conseil d'administration. Par ailleurs, 2 nouveaux membres ont été désignés fixant le nombre d'administrateurs à 8 membres comme l'exercice précédent.

b) Membres du Conseil d'Administration

La Société a comptabilisé une provision de 547 milliers d'euros pour les rémunérations des administrateurs relatives à l'exercice 2025, lesquelles ont été versées au cours du premier trimestre 2026. Ce montant inclut la rémunération du Président du Conseil d'Administration.

c) Parties liées

Novo Nordisk A/S est actionnaire et a conclu avec la Société trois contrats de licence sur les candidat-médicaments lirilumab, monalizumab et avdoralimab. En vertu des stipulations contractuelles, la Société versera des paiements d'étapes ainsi que des royalties sur vente de ces candidat-médicaments.

Au 31 décembre 2025 et 2024, respectivement, la société n'avait aucune dette comptabilisée envers Novo Nordisk A/S.

AstraZeneca est actionnaire de la Société avec laquelle est liée par plusieurs contrats de collaboration et d'option de licence ou de licence relatifs à différents candidats médicaments (monalizumab, avdoralimab, IPH5201). Les paiements entre les deux sociétés ainsi que les dettes et créances au 31 décembre 2025 se présentent ainsi :

	Au 31 décembre 2025	
(en milliers d'euros)	Paielements	Paielements à venir
Encaissements (AstraZeneca envers Innate Pharma) / Créances	2 003	565
Paielements (Innate Pharma envers AstraZeneca) / Dettes	(4 978)	(1 568)
Total	(2 975)	(1 003)

Sanofi a investi 15 millions d'euros en capital le 23 avril 2025, ce qui correspond à 9,05% du total des actions. Sanofi est liée à la société par deux contrats de collaboration. A l'exception de l'investissement en capital, la société n'a eu aucune transaction financière au cours de l'exercice 2025.

Les autres postes de bilan relatifs aux parties liées sont présentés en Note 13.

d) Filiales

La Société est liée à sa filiale Innate Pharma Inc. par des contrats de gestion des relations intra-groupe. Ces relations sont réalisées à des conditions normales de marché.

e) Participations

Néant.

f) Divers

Au 31 décembre 2024 et 2025, la Société n'a pas observé de lien de direction et/ou capitalistique entre les principaux fournisseurs utilisés en 2024 et 2025 et les membres de son Conseil de surveillance et les membres du Conseil d'Administration, de son Directoire et de son Comité exécutif autres que ceux identifiés dans les conventions règlementées.

30. Honoraires versés aux contrôleurs légaux

Les honoraires relatifs aux commissaires aux comptes se sont élevés respectivement à 1 306 et 1 292 milliers d'euros pour les exercices clos le 31 décembre 2024 et 2025 et se répartissent ainsi:

(en milliers d'euros)	2025			2024		
	PwC	Deloitte & Associés	Total	PwC	Deloitte & Associés	Total
Honoraires afférents à la certification des comptes	516	516	1 032	525	573	1 098
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes (1)	133	127	260	50	158	208
Total	649	643	1 292	575	731	1 306

(1) Ces honoraires correspondent à des prestations de services liées au programme At-The-Market (ATM), aux procédures de revue des documents pouvant être déposés auprès de la SEC et de l'AMF, ainsi qu'aux frais et débours liés à la mission d'audit.

31. Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Le tableau suivant fait apparaître les résultats consolidés de la Société en normes IFRS telles qu'adoptées dans l'Union européenne, au cours des cinq derniers exercices :

(en millier d'euros)	Exercices clos au 31 décembre				
	2025	2024	2023	2022	2021
Bénéfice (déficit) net	(49 177)	(49 471)	(7 570)	(58 103)	(52 809)
Capitaux propres	(21 704)	8 834	51 901	54 151	107 440

Le tableau suivant fait apparaître les résultats (en normes françaises) de la Société au cours des cinq derniers exercices (en milliers d'euros) :

	2025	2024	2023	2022	2021
I. - Situation financière en fin d'exercice :					
<i>a) Capital social</i>	4 687	4 192	4 044	4 011	3 978
<i>b) Nombre d'actions émises (en milliers)</i>	93 719	83 830	80 861	80 212	79 543
<i>c) Nombre d'actions de préférence (convertibles en actions ordinaires - en unité d'actions de préférence)</i>	13 905	14 075	14 090	14 095	14 095
II. - Résultat global des opérations effectives :					
<i>a) Chiffre d'affaires hors taxe</i>	9 165	17 812	56 363	50 188	29 693
<i>b) Bénéfice (perte) avant impôts, amortissements et provisions(1)</i>	(91 322)	(51 978)	(13 567)	(26 821)	(49 884)
<i>c) Impôts sur les bénéfices</i>	—	—	—	—	—
<i>d) Bénéfice (perte) après impôts, mais avant amortissements et provisions(1)</i>	(85 117)	(44 491)	(5 107)	(17 353)	(39 211)
<i>e) Montant des bénéfices distribués</i>	—	—	—	—	—
III. - Résultat des opérations réduit à une seule action :					
<i>a) Bénéfice (perte) après impôts, mais avant amortissements et provisions(1)</i>	(0,97)	(0,62)	(0,17)	(0,33)	(0,63)
<i>b) Bénéfice (perte) après impôts, amortissements et provisions(1)</i>	(0,91)	(0,53)	(0,06)	(0,22)	(0,49)
<i>c) Dividende versé à chaque action</i>	—	—	—	—	—
IV. – Personnel :					
<i>a) Nombre de salariés</i>	161	178	177	207	210
<i>b) Montant de la masse salariale</i>	15 355	14 681	14 215	14 766	14 604
<i>c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux</i>	6 323	6 412	6 429	6 860	6 999

(1) Le terme « impôts » inclut le crédit d'impôt recherche et l'impôt sur les sociétés

32. Bilan et compte de résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2024 arrêtés et publiés

Bilan (en milliers d'euros, normes françaises)

En milliers d'euros	Note	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Actif			
Actif immobilisé			
Immobilisations incorporelles	3	—	413
Constructions	4	490	490
Installations techniques, matériel et outillage	4	1 966	2 487
Autres immobilisations corporelles	4	341	342
Immobilisations financières	5	11 013	14 300
Total actif immobilisé		13 810	18 031
Actif circulant			
Clients et comptes rattachés	6	727	15 648
Autres créances	7	10 327	44 434
Valeurs mobilières de placement	8	31 601	37 602
Disponibilités	8	45 191	47 838
Total actif circulant		87 846	145 521
Comptes de régularisation		—	
Charges constatées d'avances	9	3 303	6 443
Total comptes de régularisation		3 303	6 443
Total de l'actif		104 959	169 995
Passif			
Capitaux propres			
Capital	10	4 192	4 044
Prime d'émission	10	348 237	345 457
Report à nouveau		(334 114)	(326 955)
Résultat de l'exercice		(45 335)	(7 159)
Provisions réglementées	12	617	879
Total capitaux propres		(26 402)	16 266
Passif non courant			
Provisions pour risques et charges	12	472	740
Pensions et obligations similaires	12	2 730	2 441
Total provisions pour risques et charges		3 202	3 181
Dettes			
Emprunts et dettes	13	30 620	39 060
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14	9 141	11 405
Dettes fiscales et sociales	15	6 733	6 947
Autres dettes	14	1 135	1 515
Produits constatés d'avance	16	80 531	91 621
Total des dettes		128 159	150 549
Total du passif		104 959	169 995

Compte de résultat (en milliers d'euros, normes françaises)

En milliers d'euros	Note	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Chiffre d'affaires provenant des accords de collaboration	17	17 812	56 363
Subventions d'exploitation	11	2	—
Reprises sur amortissements, provisions, transfert de charges		777	1 852
Autres produits		345	609
Total des produits d'exploitation		18 935	58 823
Achats de matières premières et autres approvisionnements	18	(2 692)	(2 526)
Autres achats et charges externes	19	(47 734)	(48 008)
Impôts taxes et versements assimilés	20	(475)	(384)
Salaires et traitements	21	(14 681)	(14 215)
Charges sociales	21	(6 412)	(6 429)
Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	22	(1 287)	(4 127)
Dotations aux provisions pour risques et charges	12	(798)	(812)
Dotations aux provisions sur actif circulant		—	—
Autres charges		(974)	(992)
Total des charges d'exploitation		(75 053)	(77 495)
Résultat d'exploitation		(56 117)	(18 672)
Produits / (charges) financiers, nets	23	3 038	2 736
Résultat courant avant impôt		(53 079)	(15 936)
Produits / (charges) exceptionnels, nets	24	258	317
Crédit d'impôt recherche	25	7 487	8 460
Impôt sur les sociétés	25	—	—
Résultat de l'exercice		(45 335)	(7 159)

4.5. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2025

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

(Exercice clos le 31 décembre 2025)

A l'Assemblée Générale de la société **INNATE PHARMA** 117 Avenue de Luminy BP 30191 13276 Marseille Cedex 09

A l'Assemblée Générale de la société
INNATE PHARMA
117 Avenue de Luminy
BP 30191
13276 Marseille Cedex 09

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société INNATE PHARMA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'audit et RSE.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note 2.a « Base de préparation » de l'annexe aux comptes consolidés.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation », nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Traitement comptable des accords de collaboration et de licences avec AstraZeneca et Sanofi

Description du Risque :

Comme décrit dans les notes 2.p « Produits d'exploitation » et 13.1 « Revenus des accords de collaboration et de licences » les revenus de la Société correspondent essentiellement aux revenus générés par les accords de collaboration et conclus avec les partenaires pharmaceutiques pour le développement de candidats médicaments. Ces accords de collaboration conduisent la Société à fournir à ses clients des licences portant sur la propriété intellectuelle de candidats médicaments, ainsi que des prestations de recherche et développement. La Direction détermine si les différentes promesses incluses dans le contrat sont distinctes (auquel cas elles sont reconnues séparément en revenu) ou bien si elles doivent être combinées au sein d'une même obligation de performance pour la reconnaissance du revenu. Lorsqu'il est conclu que la licence et les prestations de R&D doivent être combinées dans une obligation de performance unique, celle-ci est reconnue à l'avancement, ce dernier étant mesuré par le ratio des coûts encourus pour exécuter le contrat rapporté aux coûts estimés à terminaison. Lorsque les engagements pris dans le cadre d'un contrat de collaboration et de licence sont considérés comme des obligations de performance distinctes, le chiffre d'affaires est réparti entre ces obligations proportionnellement à leur prix de transaction, qui correspond au prix auquel chaque

obligation de performance aurait été vendue dans le cadre d'une transaction distincte. Les montants dus par la Société au titre du partage des coûts sont comptabilisés comme passif de collaboration.

La Société a comptabilisé au titre de l'exercice 2025, des revenus issus des contrats de collaboration et de licence suivants :

(i) accord de co-développement et de licence conclu avec AstraZeneca en 2015, et ses amendements conclus en 2018 et 2020 relatifs au produit monalizumab. L'exécution de ces contrats a conduit à la comptabilisation :

- d'un revenu de 0,2 millions d'euros au titre de l'exercice 2025, et
- d'une dette sur collaboration de 38,2 millions d'euros au 31 décembre 2025;

(ii) accord de collaboration en matière de recherche et de licence avec Sanofi conclu en 2022 au titre du programme ANKET®. L'exécution de ce contrat a conduit à la comptabilisation :

- d'un revenu de 0,4 millions d'euros au titre de l'exercice 2025, et
- d'un passif de contrat de 2,8 millions d'euros au 31 décembre 2025

Lors de l'évaluation du traitement comptable de la reconnaissance du revenu et de la dette sur collaboration de tels accords complexes, la Direction prend en compte les termes contractuels qui pourraient avoir un impact sur les obligations de performance, l'allocation du prix de la transaction, le rythme de la reconnaissance du revenu et l'évolution de la dette sur collaboration. Cette évaluation implique des jugements significatifs de la part de la Direction.

Nous avons considéré le traitement comptable des accords de collaboration et de licences avec AstraZeneca et Sanofi comme un point clé de l'audit en raison du jugement significatif de la Direction dans l'identification des obligations de performance, la détermination et l'allocation du prix de la transaction, l'évaluation du rythme de la reconnaissance du revenu et l'évolution de la dette sur la collaboration, y compris les jugements et hypothèses significatifs de chaque contrat.

Notre réponse au risque :

Nous avons pris connaissance du processus mis en place par la direction et évalué la conception et testé la mise en œuvre des contrôles liés à la détermination et l'application du traitement comptable approprié de ces contrats.

Les procédures que nous avons réalisées incluaient entre autres :

(i) l'analyse des mémorandums d'analyses comptables fournis par la Direction ;

(ii) l'analyse des contrats et des amendements signés entre Innate Pharma et ses partenaires pour apprécier les impacts potentiels sur les obligations de performance, l'allocation du prix et le rythme de reconnaissance du revenu ;

(iii) la confirmation d'AstraZeneca des remboursements de coûts de la période ayant un impact sur le solde de dette sur collaboration et les positions pertinentes dans le bilan à la fin de l'exercice ;

(iv) l'appréciation du caractère raisonnable de la dette de collaboration en obtenant les principaux documents opérationnels, tels que les budgets des projets cliniques concernés et en les comparant avec les procès-verbaux des comités de pilotage conjoints entre AstraZeneca et Innate Pharma fournis par la Direction ;

(v) la vérification du caractère approprié des informations figurant dans les notes aux Etats Financiers Consolidés (en particulier la note 13.1 «Revenus des accords de collaboration et de licences»).

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Directeur Général. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société INNATE PHARMA par votre assemblée générale du 23 mai 2024 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 27 mars 2014 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2025, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 2^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & Associés dans la 12^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'audit et RSE de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au Comité d'audit et RSE

Nous remettons au Comité d'audit et RSE un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'audit et RSE figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'audit et RSE la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'audit et RSE des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Lyon et Le Bouscat, le 1^{er} avril 2026
Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Cédric MAZILLE

Deloitte & Associés
Stéphane LEMANISSIER

4.6. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux au 31 décembre 2025

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2025)

A l'Assemblée Générale de la société **INNATE PHARMA** 117, Avenue de Luminy BP 30191 13276 Marseille Cedex 09

A l'Assemblée Générale de la société
INNATE PHARMA
117, Avenue de Luminy
BP 30191
13276 Marseille Cedex 09

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société **INNATE PHARMA** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'audit et RSE.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note 2.a « Base de préparation » de l'annexe aux comptes annuels.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.b « Changements de réglementation et de méthode comptables » de l'annexe aux comptes annuels qui expose les incidences liées au changement de méthodes comptables relatif à la première application du règlement ANC n°2022-06.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation », nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Revenus des accords de collaboration et de recherche

Description du Risque :

Comme décrit dans les Notes 16 « Produits constatés d'avance » et 17 « Chiffre d'affaires », la Société a comptabilisé au titre de l'exercice 2025, des revenus et des produits constatés d'avance issus des contrats de collaboration et de licence suivants :

(i) accord de co-développement et de licence conclu avec AstraZeneca en 2015 et ses amendements conclus en 2018 et 2020 relatifs au titre du produit Monalizumab. L'exécution de ces contrats a conduit à la comptabilisation :

- d'un chiffre d'affaires de 7,1 millions d'euros au titre de l'exercice 2025 ; et
- de produits constatés d'avance de 70,4 millions d'euros au 31 décembre 2025;

(ii) accord de collaboration en matière de recherche et de licence avec Sanofi conclu en 2022 au titre du programme ANKET®. L'exécution de ce contrat a conduit à la comptabilisation :

- d'un chiffre d'affaires de 0,4 millions d'euros au titre de l'exercice 2025, et
- de produits constatés d'avance de 2,8 millions d'euros au 31 décembre 2025

Lors de l'évaluation du traitement comptable de la reconnaissance du chiffre d'affaires et des produits constatés d'avance pour de tels accords complexes, la Direction prend en compte les termes contractuels pouvant impacter les modalités ou le rythme de reconnaissance du chiffre d'affaires et d'évolution des produits constatés d'avance. Cette évaluation implique des jugements significatifs de la Direction, notamment relatifs à la l'estimation de la durée des travaux et de l'avancement des coûts engagés.

Nous avons considéré le chiffre d'affaires comptabilisé au titre des accords de collaboration et de licence avec AstraZeneca et Sanofi comme un point clé de l'audit en raison des jugements significatifs de la Direction dans la détermination des modalités et du rythme de reconnaissance du chiffre d'affaires et des produits constatés d'avance.

Notre réponse au risque :

Nous avons pris connaissance du processus mis en place par la direction et évalué la conception et testé la mise en œuvre des contrôles liés à la détermination et l'application du traitement comptable approprié de ces contrats. Les procédures que nous avons réalisées incluaient entre autres :

- (i) l'analyse des mémorandums d'analyses comptables fournis par la direction ;
- (ii) l'analyse des contrats et des amendements signés entre Innate Pharma et ses partenaires pour apprécier les impacts potentiels sur la reconnaissance du chiffre d'affaires ;
- (iii) l'appréciation du caractère raisonnable des produits constatés d'avance en obtenant les principaux documents opérationnels, tels que les budgets des projets cliniques concernés et en les comparant avec les procès-verbaux des comités de pilotage conjoints entre AstraZeneca et Innate Pharma fournis par la Direction ;
- (iv) la vérification du caractère approprié des informations figurant dans les notes aux Etats Financiers Annuels (en particulier les notes 2.j « Reconnaissance du chiffre d'affaires » et 17 « Chiffre d'affaires »).

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4, L.22-10-10 et L.22-10-9 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-9 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-11 du code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Directeur Général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société INNATE PHARMA par votre assemblée générale du 23 mai 2024 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 27 mars 2014 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2025, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 2^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & Associés dans la 12^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'audit et RSE de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au Comité d'audit et RSE

Nous remettons au Comité d'audit et RSE un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'audit et RSE figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'audit et RSE la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'audit et RSE des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Lyon et Le Bouscat, le 1^{er} avril 2026
Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Cédric MAZILLE

Deloitte & Associés
Stéphane LEMANISSIER

4.7. Informations complémentaires

4.7.1. DATE DES DERNIERES INFORMATIONS FINANCIERES

31 décembre 2025.

4.7.2. INFORMATIONS FINANCIERES ET AUTRES

Néant.

4.7.3. CHANGEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA SITUATION FINANCIERE OU COMMERCIALE

Depuis le 31 décembre 2025, aucun changement significatif dans la situation financière ou commerciale de la Société n'est intervenu jusqu'à la date du présent Document de Référence.

4.7.4. INVESTISSEMENTS

4.7.4.1. Investissements importants

L'organisation choisie par la Société fait largement appel à la sous-traitance pour ses activités de recherche et développement, et notamment de production. De ce fait, les investissements en actifs corporels sont, historiquement, relativement faibles en valeur comparés aux dépenses de recherche et développement, excepté en ce qui concerne son siège social, acquis et rénové en 2008 (voir paragraphe « Financement par l'emprunt » du paragraphe [4.2.1.2.](#) « Information sur les capitaux de la Société, liquidités et sources de financement » de la [section 4.2](#) « Trésorerie et capitaux » du présent document d'enregistrement universel).

L'exercice par AstraZeneca de l'option d'exclusivité (voir note 1.6.4) a déclenché l'exigibilité d'un second et dernier complément de prix de 15,0 millions d'USD (13,1 millions d'euros), qui a été comptabilisé en dette à la clôture de l'exercice 2018.

En 2016, la Société a acquis les droits d'un anticorps anti-CD39 auprès de la société Orega Biotech. Les montants correspondant au montant initial et aux paiements d'étape suivants ont été comptabilisés en immobilisations incorporelles. Les critères de déclenchement des premiers paiements d'étape prévus au contrat ont été constatés en janvier et décembre 2018. En conséquence, les montants de ces paiements d'étape ont été payés à Orega Biotech et comptabilisés en actif incorporel en supplément du montant du paiement initial. L'accord de collaboration et d'option signé avec AstraZeneca le 22 octobre 2018 a conduit la Société à reconnaître le transfert de contrôle progressif d'une obligation de performance unique comprenant une option d'achat sur une licence et une obligation de travaux. Le 3 juin 2019, la Société a signé un accord avec la société Orega Biotech modifiant le contrat de licence signé le 4 janvier 2016. En vertu de cet accord, la Société est tenue de verser à Orega Biotech un montant de 7,0 millions d'euros à titre de contrepartie de l'accord signé le 22 octobre 2018 avec AstraZeneca concernant IPH5201. Ce versement a été réalisé en juin 2019 et comptabilisé comme une augmentation de l'immobilisation incorporelle afférente. Au titre de cet accord, la Société a également versé en avril et juin 2020, respectivement 2,5 et 0,2 millions d'euros à Orega Biotech à la suite du premier dosage de Phase I relatif à IPH5201. Ces versements ont également été traités comme une augmentation de l'immobilisation incorporelle. Orega Biotech revendiquait la propriété conjointe de certains brevets concernant IPH5201. Conformément à l'accord signé, la Société et Orega Biotech avait convenu de résoudre ces réclamations dans le cadre d'une procédure d'arbitrage, dont la décision a été rendue en décembre 2021. Suite à cette décision la Société sera tenue de verser des redevances low-teen sur les ventes nettes et revenus de sous-licences que la Société perçoit conformément à son accord avec AstraZeneca concernant IP5201. Suite à cette décision d'arbitrage, la Société a versé en janvier 2022 un

montant de 0,4 millions d'euros complémentaire à Orega. Suite à la signature le 1er juin 2022 d'un avenant à l'accord de collaboration et d'option de licence IPH5201 conclu avec AstraZeneca en octobre 2018, la Société a annoncé le 3 juin 2022 la progression d'IPH5201 vers une étude de Phase 2 dans les cancers du poumon dont la Société sera sponsor. Conformément à l'amendement signé le 1er juin 2022, la Société était éligible à un paiement d'étape de 5 millions de dollars par AstraZeneca, réceptionné en août 2022 par la Société. La Société a ainsi versé en octobre 2022 un montant de 0,6 million d'euros complémentaire à Orega Biotech. La Société a annoncé le 26 juin 2023 le traitement du premier patient dans l'essai de Phase 2 MATISSE, conduite en collaboration avec AstraZeneca et évaluant IPH5201 dans les cancers du poumon au stade précoce. Par conséquent, la Société a effectué un paiement complémentaire d'un montant de 2,0 millions d'euros à Orega Biotech en juillet 2023. Ce paiement a été comptabilisé comme une augmentation de l'immobilisation incorporelle puis immédiatement amorti en totalité.

Les investissements en immobilisations corporelles se sont élevés à respectivement 0,4 et 0,1 million d'euros pour les années 2024 et 2025.

Les investissements en immobilisations incorporelles se sont élevés à respectivement 0,0 et 0,0 millions d'euros pour les années 2024 et 2025. Ces investissements correspondent essentiellement aux sommes payées à la Société Orega Biotech faisant suite notamment à la décision d'arbitrage rendue en décembre 2021 (cf ci-dessus).

Les désinvestissements financiers nets se sont élevés à 9,6 millions d'euros et 7,0 millions d'euros pour les années 2024 et 2025, respectivement. Ces montants correspondent à des cessions d'instruments financiers sur les périodes.

4.7.4.2. Investissements importants en cours

Pour l'exercice 2025, la Société a acquis des équipements de laboratoire qui ont permis de moderniser le parc existant et de mener à bien les nouvelles activités nécessaires au développement de l'activité. Ces investissements restent non significatifs.

Section 5. Capital et actionnariat

5.1. Capital

5.1.1. Capital social

Au 30 mars 2026, le capital social est fixé à 4 690 170,20 euros, divisé en :

- 93 790 043 actions ordinaires;
- 5 780 actions de préférence (les « Actions de Préférence 2016 »);
- 7 581 actions de préférence (les « Actions de Préférence 2017 »);

soit un total de 93 803 404 actions de 0,05 euro de valeur nominale chacune.

Les Actions de Préférence 2016 ont un droit de vote proportionnel au nombre d'actions ordinaires auquel elles donnent droit, à savoir 130 actions ordinaires par Action de Préférence 2016 issues des AGAP 2016-1 et 111 pour les Actions de Préférence 2016 issues des AGAP 2016-2. Les Actions de Préférence 2016 ont droit aux dividendes selon la même proportionnalité. Elles n'ont pas de droit préférentiel de souscription pour toute augmentation de capital ou opération avec droit sur les actions ordinaires.

Les Actions de Préférence 2017 n'ayant pas rempli leurs conditions de performance, elles ne donnent droit à aucune action ordinaire et par conséquent à aucun droit de vote.

Les actions de la Société sont entièrement souscrites et intégralement libérées.

L'évolution du capital social et du nombre d'actions en circulation au cours de l'exercice 2025 est décrite aux Sections [4.3](#) et [4.4](#) du présent document (tableau de variation des capitaux propres) ainsi que dans la Note (Capital) aux Comptes Consolidés.

5.1.2. Valeurs mobilières donnant accès au capital

La Société a émis les valeurs mobilières donnant accès au capital décrites à la Section [4.4.2. Note 11](#) du présent document ainsi que dans les tableaux récapitulatifs des rémunérations des mandataires sociaux conformément à la recommandation de l'AMF DOC-2021-02 figurant en Section [3.6.3](#).

Le tableau suivant présente les valeurs mobilières donnant accès au capital émises par la Société au 31 décembre 2025 :

Bons de souscription d'actions (BSA)

Instruments	BSA			
Instruments de participation	BSA 2017-1	BSA 2022	BSA 2023	BSA 2025
Date d'assemblée générale	2/6/2016	20/5/2022	12/5/2023	22/5/2025
Date de la décision d'attribution	20/9/2017	3/10/2022	19/10/2023	26/6/2025
Nombre total d'instruments autorisés par l'Assemblée générale	150 000	50 000	70 000	100 000
Nombre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées	37 000	40 000	50 000	80 000
Nombre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées par les mandataires sociaux:	37 000	8 260	38 000	50 000
Point de départ d'exercice des instruments	20/9/2019	3/10/2024	19/10/2025	26/6/2027
Date d'expiration	20/9/2027	3/10/2032	19/10/2033	26/6/2035
Prix de souscription ou d'achat	11,00 €	2,31 €	2,26 €	1,62 €
Nombre de membres d'un organe d'administration concernés	2	1	1	3
Nombre d'instruments caducs ou annulés	—	—	—	—
Nombre d'instruments souscrits/acquis	—	—	—	—
Nombre théorique d'actions pouvant être souscrites à la suite de la période d'acquisition	37 000	8 260	38 000	50 000
Nombre d'instruments exercés	0	0	0	0
Actions souscrites	0	0	0	0
Nombre d'instruments caducs ou annulés	0	31 740	12 000	30 000
Actions caduques ou annulées	0	0	0	0
Instruments restants pouvant être exercés	37 000	8 260	38 000	50 000
Actions restantes pouvant être exercées	37 000	8 260	38 000	50 000

Stock-options:

Instrument	Stock-Options 2024-1
Date de l'Assemblée générale	23/05/2024
Date de la décision d'attribution	11/09/2024
Nombre d'options de souscription autorisés par l'Assemblée	150 000
Nombre d'options de souscription attribués et souscrits	100 000
Nombre théorique d'actions ordinaires pouvant être souscrites	100 000
Date de début d'exercice	11/09/2026
Date de fin d'exercice	11/09/2034
Prix d'exercice (€)	2,18 €
Nombre de membres d'un organe d'administration concernés	0
Nombre d'instruments caducs ou annulés	0
Nombre d'instruments souscrits/acquis	100 000
Nombre théorique d'actions pouvant être souscrites à la suite de la période d'acquisition	100 000
Nombre d'instruments exercés	0
Actions souscrites	0
Nombre d'instruments caducs ou annulés	100 000
Actions caduques ou annulées	0
Instruments restants pouvant être exercés	0
Actions restantes pouvant être exercées	0

Actions gratuites de préférence (AGAP)

Instruments	AGAP		
Instruments de participation	AGAP 2016-1 Dirigeants	AGAP 2016-1 Salariés	AGAP 2016-2 Dirigeants
Date de l'Assemblée générale	02/06/2016	02/06/2016	02/06/2016
Date de la décision d'attribution	21/10/2016	21/10/2016	30/12/2016
Nombre de bons/actions autorisés par l'Assemblée	5 000	2 500	5 000
Nombre de bons/actions attribués et souscrits	2 000	2 486	3 000
Nombre théorique d'actions ordinaires pouvant être souscrites	260 000	323 180	333 000
Date d'acquisition définitive	21/10/2017	21/10/2017	30/12/2017
Date de fin de la période de conversion	21/04/2026	21/04/2026	30/06/2026
Prix d'exercice (€)	0	0	0
Nombre de membres d'un organe d'administration concernés	0	0	0
Nombre d'instruments caducs ou annulés	550	251	0
Nombre d'instruments exercés	250	357	0
Instruments restants pouvant être exercés	1 200	1 878	3 000
Nombre théorique d'actions ordinaires pouvant être souscrites	156 000	244 140	333 000

Actions gratuites (AGA)

Instruments	AGA				
	AGA Nouveaux membres 2023-1	AGA Nouveaux membres 2024-1	AGA Salariés 2024	AGA Dirigeants 2024	AGA Salariés 2025
Instruments de participation					
Date de l'Assemblée générale	20/05/2022	20/05/2022	12/05/2023	23/05/2024	12/05/2023
Date de la décision d'attribution	02/11/2023	15/02/2024	13/11/2024	13/11/2024	07/05/2025
Nombre de bons/actions autorisés par l'Assemblée	50 000		600 000	300 000	600 000
Nombre de bons/actions attribués et souscrits	25 000	25 000	370 560	200 000	220 500
Nombre théorique d'actions ordinaires pouvant être souscrites	25 000	25 000	370 560	200 000	220 500
Date d'acquisition définitive	02/11/2026	15/02/2027	13/11/2027	13/11/2027	07/05/2028
Prix d'exercice (€)	0	0	0	0	0
Nombre de membres d'un organe d'administration concernés	0	0	0	1	0
Nombre d'instruments caducs ou annulés	0	25000	93 480	0	56 200
Nombre d'instruments exercés	0	0	0	0	0
Instruments restants pouvant être exercés	25 000	0	277 080	200 000	164 300
Actions restantes pouvant être souscrites	25 000	0	277 080	200 000	164 300

Actions gratuites de performance (AGA Performance)

Instruments	AGA Performance				
Instruments de participation	AGA Perf 2023 Salariés	AGA Perf 2023 Dirigeants	AGA Perf Salariés 2024	AGA Perf Dirigeants 2024-1	AGA Perf Dirigeants 2024-2
Date de l'Assemblée générale	12/05/2023	12/05/2023	23/05/2024	23/05/2024	23/05/2024
Date de la décision d'attribution	21/12/2023	21/12/2023	13/11/2024	01/08/2024	13/11/2024
Nombre de bons/actions autorisés par l'Assemblée	1 500 000	1 050 000	1 200 000	1 425 000	
Nombre de bons/actions attribués et souscrits	1 403 500	750 000	1 162 900	150 000	975 000
Nombre théorique d'actions ordinaires pouvant être souscrites	1 403 500	750 000	1 162 900	150 000	975 000
Date d'acquisition définitive	21/12/2026	21/12/2026	13/11/2027	01/08/2026	13/11/2027
Prix d'exercice (€)	0	0	0	0	0
Nombre de membres d'un organe d'administration concernés	0	0	0	0	0
Nombre d'instruments caducs ou annulés	508 500	225 000	304 000	0	375 000
Nombre d'instruments exercés	0	0	0	0	0
Instruments restants pouvant être exercés	895 000	525 000	858 900	150 000	600 000
Actions restantes pouvant être exercées	895 000	525 000	858 900	150 000	600 000

Récapitulatif du capital potentiel

Au 31 décembre 2025, le nombre total d'actions susceptibles d'être émises par exercice de l'ensemble des valeurs mobilières donnant accès au capital se décompose comme suit:

- 133 260 BSA donnant droit à la souscription de 133 260 actions;
- 6 078 AGAP 2016 donnant droit, en cas de conversion maximale, à 733 140 actions;
- 3 028 900 AGA Performance donnant droit à 3 028 900 actions ordinaires;
- 25 000 AGA Nouveaux membres donnant droit à 25 000 actions ordinaires;
- 641 380 AGA donnant droit à 641 380 actions ordinaires;

soit un total de 4 561 680 actions nouvelles représentant 4,64% du capital de la Société sur une base pleinement diluée qui s'élèverait à 98 281 003 actions ordinaires.

5.1.3. Titres détenus par la Société

En vertu d'une autorisation de l'Assemblée générale mixte des actionnaires de la Société en date du 22 mai 2025, le Conseil d'administration peut mettre en œuvre un programme de rachat des actions de la Société, dans le cadre des dispositions des articles L. 22-10-62 et suivants du Code de commerce et conformément au Règlement général de l'AMF.

Pour ce programme de rachat d'actions, le prix maximal d'achat par action était fixé à 20,00 euros et le montant maximal des fonds destinés à la réalisation de ce programme est égal au produit du nombre maximum d'actions que la Société pourrait racheter à la date de ladite assemblée générale, soit 10% du capital (déduction faite des actions auto-détenues à la même date), par le prix maximum ci-dessus (hors éventuels ajustements futurs).

Par ailleurs le nombre maximal d'actions pouvant être achetées en vertu de cette autorisation ne peut pas excéder 10% du nombre total d'actions composant le capital social de la Société.

L'autorisation de mise en œuvre du programme de rachat d'actions a été donnée au Directoire pour une durée de 18 mois à compter de l'Assemblée générale mixte du 22 mai 2025. A la date du présent rapport, cette autorisation n'a pas été utilisée.

Il sera proposé aux actionnaires, lors de l'assemblée générale annuelle du 21 mai 2026, de renouveler le programme de rachat d'actions de la Société décrit ci-dessus dans des termes identiques.

Par ailleurs, un contrat de liquidité a été conclu le 27 juillet 2012 avec la société Gilbert Dupont avec effet au 31 août 2012. Ce contrat de liquidité a été résilié le 16 mai 2016. A la suite de la résiliation du contrat de liquidité, la Société détient, depuis le 16 mai 2016, 18 575 actions propres, d'une valeur nominale de 0,05 euro et d'une valeur d'achat de 12,11 euros au 13 mai 2016. Ainsi, la Société détenait au 31 décembre 2025, 18 575 actions propres valorisées à 36 000 euros. Au cours de l'exercice 2025, aucun rachat d'actions par la Société ou de vente d'actions propres de la Société n'a eu lieu. .

Ces actions sont toujours détenues par la Société au 31 décembre 2025.

5.1.4. Titres non représentatifs du capital

Néant.

5.1.5. Historique du capital social

L'historique du capital social durant les trois derniers exercices est exposé en Section [4.4.2. Note 11](#) du présent document.

5.1.6. Délégations données en matière d'augmentation de capital

A la date du présent rapport, le Conseil d'administration de la Société dispose des autorisations financières suivantes sur délégation de l'assemblée générale du 22 mai 2025 :

Autorisations et délégations accordées par l'Assemblée Générale	Durée de la délégation	Modalités de la délégation	Utilisation faite de la délégation
Délégations financières			
Émission d'actions ordinaires de la Société et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires (Résolution 37)	26 mois 22 juillet 2027	Montant maximal : 4 609 489,90€ ⁽²⁾	Néant
Émission d'actions ordinaires de la Société et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, par une offre au public (Résolution 38)	26 mois 22 juillet 2027	Montant maximal : 4 609 489,90€ ⁽²⁾ Prix d'émission : au moins égal à la moyenne pondérée des cours des cinq dernières séances de bourse précédant le début de l'offre au public, éventuellement diminué d'une décote maximale de 15%	Néant
Émission d'actions ordinaires de la Société et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription, dans le cadre d'une offre de type "placement privé" (article L. 411-2, 1° du Code monétaire et financier) (Résolution 39)	26 mois 22 juillet 2027	Montant maximal : 30% du capital social de la Société au moment de l'émission et sur une période de 12 mois ⁽²⁾ Prix d'émission : au moins égal à la moyenne pondérée des cours des cinq dernières séances de bourse précédant le début de l'offre au public, éventuellement diminué d'une décote maximale de 15%	Néant
Émission d'actions ordinaires de la Société et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de catégories de personnes (Résolution 40)	18 mois 20 novembre 2026	Montant maximal : 4 609 489,90€ ⁽²⁾ Prix d'émission : au moins égal à la moyenne pondérée des cours des cinq dernières séances de bourse précédant le début de l'offre au public, éventuellement diminué d'une décote maximale de 15%	Néant
Émission d'actions ordinaires de la Société et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une ou plusieurs personnes nommément désignées par le Conseil d'administration (Résolution 41)	18 mois 20 novembre 2026	Montant maximal : 30% du capital social de la Société au moment de l'émission et sur une période de 12 mois ⁽²⁾ Prix d'émission : au moins égal au cours de clôture de la dernière séance de bourse précédant la fixation du prix d'émission, éventuellement diminué d'une décote maximale de 10%	Néant
Autorisation donnée au Directoire en cas d'augmentation de capital, avec ou sans suppression du droit préférentiel de souscription , d'augmenter de 15% le nombre de titres à émettre (Résolution 42)	26 mois 22 juillet 2027	N/A	Néant
Émission d'actions ordinaires de la Société et de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, en rémunération d' apports en nature constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital (Résolution 43)	26 mois 22 juillet 2027	Montant maximal : 20% du capital de la Société au moment de l'émission ⁽²⁾	Néant
Émission d'actions ordinaires et de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, en cas d' offre publique d'échange initiée par la Société (Résolution 44)	26 mois 22 juillet 2027	Montant maximal : 4 609 489,90€ ⁽²⁾	Néant
Instruments d'intéressement des dirigeants et salariés			
Attribution d' actions gratuites de performance au profit de dirigeants salariés, de membres du Comité exécutif salariés, de cadres supérieurs salariés et/ou de mandataires sociaux de la Société ou de ses filiales (Résolution 46)	38 mois 24 juillet 2028	Montant maximal : 56 250€ (soit 1 125 000 actions) Période d'acquisition maximale de 3 ans à compter de l'attribution sous conditions de présence et de performance	Néant
Attribution d' actions gratuites de performance au profit de membres du personnel de la Société ou de ses filiales (Résolution 47)	38 mois 24 juillet 2028	Montant maximal : 75 000€ (soit 1 500 000 actions) Période d'acquisition maximale de 3 ans à compter de l'attribution sous conditions de présence et de performance	Néant

Autorisations et délégations accordées par l'Assemblée Générale	Durée de la délégation	Modalités de la délégation	Utilisation faite de la délégation
Attribution d'actions gratuites à émettre au profit de nouveaux cadres (salariés et/ou mandataires sociaux) de la Société et de ses filiales (Résolution 48)	38 mois 24 juillet 2028	Montant maximal : 5 000€ (soit 100 000 actions) Période d'acquisition maximale de 3 ans à compter de l'attribution sous condition de présence	Néant
Attribution d'actions gratuites existantes ou à émettre au profit de dirigeants salariés, de membres du Comité exécutif salariés et/ou de mandataires sociaux de la Société ou de ses filiales (Résolution 49)	38 mois 24 juillet 2028	Montant maximal : 2 500€ (soit 50 000 actions) Période d'acquisition maximale de 3 ans à compter de l'attribution sous condition de présence	Néant
Attribution d'actions gratuites au profit de membres du personnel de la Société ou de ses filiales (Résolution 50)	38 mois 24 juillet 2028	Montant maximal : 25 000€ (soit 500 000 actions) Période d'acquisition maximale de 3 ans à compter de l'attribution sous condition de présence	Néant
Émission d'actions ordinaires et de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société au profit des adhérents à un plan d'épargne entreprise "PEE" (Résolution 51)	26 mois 22 juillet 2027	Montant maximal : 15 000€ (soit 300 000 actions)	Néant
Emission de bons de souscription d'actions autonomes réservés à tout membre du Conseil d'administration (Résolution 52)	18 mois 20 novembre 2026	Montant maximal : 5 000€ (soit 100 000 actions)	Oui ⁽¹⁾

- (1) Utilisation par le Conseil d'administration du 22 mai 2025 et constatation de la souscription de 50 000 BSA par le Directeur général le 25 juillet 2025
- (2) Ce montant s'impute sur le plafond global de 4 609 489,90€ prévu par la 45^{ème} résolution de l'Assemblée Générale du 22 mai 2025, ce montant global ne tenant pas compte des ajustements susceptibles d'être opérés conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables et aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital

5.2. Actionnariat

5.2.1. Principaux actionnaires

Le tableau ci-dessous présente la répartition du capital social de la Société **sur une base non diluée** au 31 décembre 2025 :

Actionnaires	Actions ordinaires	Actions de préférence 2016	Total actions	% des actions	Total des droits de vote	% des droits de vote
Actionnaires de plus de 5%	29 967 743	0	29 967 743	31,97 %	29 967 743	31,74 %
<i>Sanofi-Aventis Participations</i>	8 345 387	0	8 345 387	8,90 %	8 345 387	8,84 %
<i>MedImmune Limited</i>	7 825 501	0	7 825 501	8,35 %	7 825 501	8,29 %
<i>Novo Nordisk A/S</i>	7 407 449	0	7 407 449	7,90 %	7 407 449	7,84 %
<i>Bpifrance Participations</i>	6 389 406	0	6 389 406	6,82 %	6 389 406	6,77 %
Executive Leadership Team	1 115 643	515	1 116 158	1,19 %	1 182 593	1,24 %
<i>Jonathan Dickinson</i>	0	0	0	— %	0	— %
<i>Yannis Morel</i>	374 192	450	374 642	0,40 %	432 692	0,46 %
<i>Sonia Quaratino</i>	0	0	0	— %	0	— %
<i>Eric Vivier</i>	285 911	0	285 911	0,31 %	285 911	0,30 %
<i>Odile Belzunce</i>	136 249	50	136 299	0,15 %	142 749	0,15 %
<i>Odile Laurent</i>	113 662	0	113 662	0,12 %	113 662	0,12 %
<i>Frédéric Lombard</i>	75 143	0	75 143	0,08 %	75 143	0,08 %
<i>Nicola Beltraminelli</i>	50 246	0	50 246	0,05 %	50 246	0,05 %
<i>Claire de Saint Blanquat</i>	50 668	0	50 668	0,05 %	50 668	0,05 %
<i>Stéphanie Cornen</i>	29 572	15	29 587	0,03 %	31 522	0,03 %
Membres du Conseil d'administration	29 260	0	29 260	0,03 %	29 260	0,03 %
<i>Irina Staatz-Granzer</i>	25 100	0	25 100	0,03 %	25 100	0,03 %
<i>Véronique Chabernaude</i>	660	0	660	— %	660	— %
<i>Pascale Boissel</i>	1 000	0	1 000	— %	1 000	— %
<i>Sally Bennett</i>	2 500	0	2 500	— %	2 500	— %
<i>Marty J. Duvall</i>	0	0	0	— %	0	— %
<i>Christian Itin</i>	0	0	0	— %	0	— %
Salariés inscrits au nominatif	2 189 180	1 224	2 190 404	2,34 %	2 316 320	2,45 %
Actions autodétenues	18 575	0	18 575	0,02 %	0	— %
Autres actionnaires	60 398 922	4 585	60 403 507	64,45 %	60 937 972	64,53 %
TOTAL	93 719 323	6 324	93 725 647	100,00 %	94 433 888	100,00 %

Le tableau ci-dessous présente la répartition du capital social de la Société **sur une base pleinement diluée** au 31 décembre 2025 :

Actionnaires	Actions ordinaires	Actions potentielles sur exercice de tous les instruments	Total	% du capital dilué
Actionnaires de plus de 5%	29 967 743	0	29 967 743	30,49 %
<i>Sanofi-Aventis Participations</i>	<i>8 345 387</i>	<i>0</i>	<i>8 345 387</i>	<i>8,49 %</i>
<i>MedImmune Limited (2)</i>	<i>7 825 501</i>	<i>0</i>	<i>7 825 501</i>	<i>7,96 %</i>
<i>Novo Nordisk A/S</i>	<i>7 407 449</i>	<i>0</i>	<i>7 407 449</i>	<i>7,54 %</i>
<i>Bpifrance Participations (1)</i>	<i>6 389 406</i>	<i>0</i>	<i>6 389 406</i>	<i>6,50 %</i>
Membres du Comité exécutif	1 115 643	1 780 710	2 896 353	2,95 %
<i>Jonathan Dickinson</i>	<i>0</i>	<i>200 000</i>	<i>200 000</i>	<i>0,20 %</i>
<i>Yannis Morel</i>	<i>374 192</i>	<i>358 500</i>	<i>732 692</i>	<i>0,75 %</i>
<i>Sonia Quaratino</i>	<i>0</i>	<i>250 000</i>	<i>250 000</i>	<i>0,25 %</i>
<i>Eric Vivier</i>	<i>285 911</i>	<i>153 100</i>	<i>439 011</i>	<i>0,45 %</i>
<i>Odile Belzunce</i>	<i>136 249</i>	<i>161 700</i>	<i>297 949</i>	<i>0,30 %</i>
<i>Odile Laurent</i>	<i>113 662</i>	<i>153 100</i>	<i>266 762</i>	<i>0,27 %</i>
<i>Frédéric Lombard</i>	<i>75 143</i>	<i>152 640</i>	<i>227 783</i>	<i>0,23 %</i>
<i>Nicolas Beltraminelli</i>	<i>50 246</i>	<i>152 400</i>	<i>202 646</i>	<i>0,21 %</i>
<i>Claire de Saint Blanquat</i>	<i>50 668</i>	<i>152 640</i>	<i>203 308</i>	<i>0,21 %</i>
<i>Stéphanie Cornen</i>	<i>29 572</i>	<i>46 630</i>	<i>76 202</i>	<i>0,08 %</i>
Membres du Conseil d'administration	29 260	88 260	117 520	0,12 %
<i>Irina STAATZ-GRANZER</i>	<i>25 100</i>	<i>30 000</i>	<i>55 100</i>	<i>0,06 %</i>
<i>Véronique CHABERNAUD</i>	<i>660</i>	<i>10 000</i>	<i>10 660</i>	<i>0,01 %</i>
<i>Pascale BOISSEL</i>	<i>1 000</i>	<i>8 260</i>	<i>9 260</i>	<i>0,01 %</i>
<i>Sally BENNETT</i>	<i>2 500</i>	<i>0</i>	<i>2 500</i>	<i>— %</i>
<i>Marty J. DUVALL</i>	<i>0</i>	<i>20 000</i>	<i>20 000</i>	<i>0,02 %</i>
<i>Christian ITIN</i>	<i>0</i>	<i>20 000</i>	<i>20 000</i>	<i>0,02 %</i>
Salariés inscrits au nominatif	2 189 180	2 647 710	4 836 890	4,92 %
Autodétention	18 575	0	18 575	0,02 %
Autres actionnaires	60 398 922	45 000	60 443 922	61,50 %
TOTAL	93 719 323	4 561 680	98 281 003	100,00 %

Le tableau ci-dessous présente la répartition du capital social de la Société **sur une base non diluée** au cours des trois derniers exercices:

Au 31 décembre 2025:

Voir tableau ci-dessus.

Au 31 décembre 2024:

Actionnaires	Actions ordinaires	Actions de préférence 2016	Total actions	% des actions	Total des droits de vote	% des droits de vote
Actionnaires de plus de 5%	23 692 452	0	23 692 452	28,26 %	23 692 452	28,02 %
Novo Nordisk A/S	9 817 546	0	9 817 546	11,71 %	9 817 546	11,61 %
MedImmune Limited	7 485 500	0	7 485 500	8,93 %	7 485 500	8,85 %
Bpifrance Participations	6 389 406	0	6 389 406	7,62 %	6 389 406	7,56 %
Membres du Directoire	274 192	450	274 642	0,33 %	332 692	0,39 %
Jonathan Dickinson	0	0	0	— %	0	— %
Yannis Morel	274 192	450	274 642	0,33 %	332 692	0,39 %
Sonia Quaratino	0	0	0	— %	0	— %
Arvind Sood	0	0	0	— %	0	— %
Membres du Conseil de surveillance	102 369	0	102 369	0,12 %	102 369	0,12 %
Irina Staatz-Granzer	25 100	0	25 100	0,03 %	25 100	0,03 %
Gilles Brisson	73 059	0	73 059	0,09 %	73 059	0,09 %
Véronique Chabernaud	660	0	660	— %	660	— %
Jean-Yves Blay	50	0	50	— %	50	— %
Pascale Boissel	1 000	0	1 000	— %	1 000	— %
Sally Bennett	2 500	0	2 500	— %	2 500	— %
Membres du Comité exécutif	469 883	50	469 933	0,56 %	476 383	0,56 %
Eric Vivier	235 911	0	235 911	0,28 %	235 911	0,28 %
Odile Belzunce	86 249	50	86 299	0,10 %	92 749	0,11 %
Odile Laurent	63 662	0	63 662	0,08 %	63 662	0,08 %
Frédéric Lombard	35 362	0	35 362	0,04 %	35 362	0,04 %
Nicolas Beltraminelli	4 246	0	4 246	0,01 %	4 246	0,01 %
Claire de Saint Blanquat	25 668	0	25 668	0,03 %	25 668	0,03 %
Henry Wheeler	18 785	0	18 785	0,02 %	18 785	0,02 %
Salariés inscrits au nominatif en fin d'exercice	1 617 422	1 190	1 618 612	1,93 %	1 772 122	2,10 %
Autodétention	18 575	0	18 575	0,02 %		— %
Autres actionnaires	57 655 443	4 558	57 660 001	68,78 %	58 190 983	68,81 %
TOTAL	83 830 336	6 248	83 836 584	100,00 %	84 567 001	100,00 %

Au 31 décembre 2023:

Actionnaires	Actions ordinaires	Actions de préférence 2016	Total actions	% des actions	Total des droits de vote	% des droits de vote
Actionnaires de plus de 5%	23 692 452	—	23 692 452	29,30 %	23 692 452	29,03 %
Novo Nordisk A/S	9 817 546	—	9 817 546	12,14 %	9 817 546	12,03 %
MedImmune Limited	7 485 500	—	7 485 500	9,26 %	7 485 500	9,17 %
Bpifrance Participations	6 389 406	—	6 389 406	7,90 %	6 389 406	7,83 %
Membres du Directoire	825 280	3 450	828 730	1,02 %	1 216 780	1,49 %
Mondher Mahjoubi, M.D.	631 088	3 000	634 088	0,78 %	964 088	1,18 %
Yannis Morel, Ph.D.	194 192	450	194 642	0,24 %	252 692	0,31 %
Membres du Conseil de surveillance	842 153	500	842 653	1,04 %	907 153	1,11 %
Hervé Brailly (incl. Kervrant)	739 784	500	740 284	0,92 %	804 784	0,99 %
Gilles Brisson	73 059	—	73 059	0,09 %	73 059	0,09 %
Irina Staatz-Granzer	25 100	—	25 100	0,03 %	25 100	0,03 %
Véronique Chabernaude	660	—	660	— %	660	— %
Jean-Yves Blay	50	—	50	— %	50	— %
Pascale Boissel	1 000	—	1 000	— %	1 000	— %
Sally Bennett	2 500	—	2 500	— %	2 500	— %
Membres du Comité exécutif	337 434	50	337 484	0,42 %	343 934	0,42 %
Odile Belzunce	62 249	50	62 299	0,08 %	68 749	0,08 %
Eric Vivier	210 228	—	210 228	0,26 %	210 228	0,26 %
Sonia Quarantino	0	0	—	— %	—	— %
Odile Laurent	37 979	—	37 979	0,05 %	37 979	0,05 %
Frédéric Lombard	11 362	—	11 362	0,01 %	11 362	0,01 %
Nicolas Beltraminelli	9 246	—	9 246	0,01 %	9 246	0,01 %
Claire de Saint Blanquat	3 185	—	3 185	— %	3 185	— %
Henry Wheeler	3 185	—	3 185	— %	3 185	— %
Salariés inscrits au nominatif en fin d'exercice	959 561	1 257	960 818	1,19 %	1 122 971	1,38 %
Autodétention	18 575	—	18 575	0,02 %	—	— %
Autres actionnaires	54 185 108	919	54 186 027	67,01 %	54 304 578	66,55 %
TOTAL	80 860 563	6 263	80 866 826	100 %	81 599 178	100 %

Modalités de calcul

Pour le calcul de la répartition des **droits de vote**, les actions prises en compte sont :

- les actions ordinaires (un droit de vote par action ordinaire) ; et
- les Actions de Préférence 2016 (130 droits de vote par Action de Préférence 2016-1 et 111 droits de vote par Action de Préférence 2016-2).

Les Actions de Préférence 2017 ne sont pas prises en compte car elles sont dépourvues de droit de vote et ne peuvent être converties en actions ordinaires.

Les autres instruments étant en cours d'acquisition (pour les actions gratuites) ou n'ayant pas de droit de vote (pour les BSA, BSAAR et stock-options), ils ne sont pas pris en compte pour le calcul des droits de vote.

Les actions auto détenues sont dépourvues de droits de vote.

Existence de droits de vote différents

A la date du présent document, il n'existe pas de droits de vote différents entre les actionnaires.

Actionnaires principaux

A la connaissance de la Société, il n'existe au 31 décembre 2025 aucun autre actionnaire détenant, directement ou indirectement, seul ou de concert, plus de 5% du capital ou des droits de vote.

5.2.2. Pacte d'actionnaires et concert

Il n'existe pas, à la connaissance de la Société au jour de l'établissement du présent document:

- de pacte ou accord quelconque conclu avec les principaux actionnaires, des clients ou fournisseurs aux termes duquel l'un des administrateurs ou dirigeants de la Société a été nommé en cette qualité ;
- de restriction acceptée par les administrateurs et le Directeur général concernant la cession de leur participation dans le capital de la Société.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'action de concert entre actionnaires.

5.2.3. Franchissements de seuils

Au cours de l'exercice 2025, la Société a reçu les déclarations de franchissement de seuils suivantes:

- franchissement à la hausse, le 23 avril 2025, du seuil de 5% du capital et des droits de vote par Sanofi Aventis Participations (Avis AMF 225C0723); et
- franchissement à la baisse, le 1^{er} juillet 2025, du seuil de 10% du capital et des droits de vote par Novo Nordisk A/S (Avis AMF 225C1185).

5.2.4. Eléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

En application de l'article L. 22-10-11 du Code de commerce, les éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique sont les suivants :

- **Structure du capital de la Société**

La structure du capital social de la Société au 31 décembre 2025 est celle décrite à la Section 5.2.1. du présent document.

- **Contrôle de la Société et participations dans le capital de la Société**

La Société n'a pas d'actionnaire qui puisse exercer un contrôle individuel sur celle-ci. Son premier actionnaire, Sanofi Aventis Participations, détenait 8,84 % des droits de vote au 31 décembre 2025.

Aucun actionnaire n'est en mesure de déterminer les décisions des actionnaires de la Société sur la seule base des droits de vote dont il est titulaire.

Aucun actionnaire ne dispose du pouvoir de nommer ou de révoquer la majorité des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance de la Société.

- **Accords entre actionnaires**

La Société n'a pas connaissance de pacte d'actionnaires ou d'une action de concert entre ses actionnaires.

Il n'existe à ce jour aucun accord susceptible d'entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote.

- **Restrictions statutaires à l'exercice du droit de vote et au transfert des actions de la Société**

Il n'y a pas de restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et au transfert des actions de la Société.

Il n'existe pas de titres de la Société disposant de droits de contrôle spéciaux.

- **Système d'actionnariat du personnel**

La Société n'a pas mis en place de système d'actionnariat du personnel susceptible de contenir des mécanismes de contrôle lorsque les droits de contrôle ne sont pas exercés par le personnel.

- **Nomination et remplacement des membres du Conseil d'administration et du Directeur général et modification des statuts de la Société**

Les règles de nomination et de remplacement des membres du Conseil d'administration et du Directeur général et les règles relatives à la modification des statuts sont les règles de droit commun rappelées dans les statuts de la Société.

- **Pouvoirs du Conseil d'administration en matière d'émission et de rachat d'actions**

Le Conseil d'administration dispose, en particulier en matière d'émission ou de rachat d'actions, des pouvoirs de droit commun. Une description des délégations accordées par l'Assemblée générale au Conseil d'administration actuellement en vigueur et de leur utilisation figure à la Section 5.1.6. du présent document.

Par ailleurs et comme indiqué à la Section 5.1.6. du présent document, en vertu d'une autorisation de l'Assemblée générale mixte des actionnaires de la Société du 22 mai 2025, le Conseil d'administration peut mettre en œuvre un programme de rachat des actions de la Société, dans le cadre des dispositions des articles L. 22-10-62 et suivants et L. 225-211 et suivants du Code de commerce et conformément au Règlement général de l'AMF.

- **Clauses de changement de contrôle**

En cas de changement de contrôle de la Société, les accords suivants pourront être modifiés ou prendre fin :

- il pourra être mis fin au contrat de prestations de services conclu avec Sanofi et Inserm Transfert dans le cadre de la collaboration avec Sanofi pour le développement d'anticorps multi-spécifiques innovants en utilisant la technologie ANKET® d'Innate Pharma ;
- il pourra être mis fin aux contrats de prêt bancaire octroyés par la Société Générale et la BNP (dont prêts garantis par l'État) ;
- il pourra être mis fin aux droits de co-promotion de la Société au titre des accords signés avec MedImmune Limited ;
- il pourra être mis fin aux contrats d'assurance, notamment à l'assurance de responsabilité civile D&O ;
- il pourra être mis fin aux conventions de promoteur-tiers conclus avec le Centre Léon Bérard et l'APHM et au contrat de collaboration et de recherche EXPLORE avec l'Inserm Transfert, Aix-Marseille Université et le CNRS (CIML) ;

- les termes et conditions des plans de BSAAR prévoient la possibilité pour les bénéficiaires d'exercer de façon anticipée leurs bons ; et
- les termes et conditions des plans d'AGAP et d'AGA de Performance prévoient que les conditions de performance seront observées à la date de l'annonce des résultats définitifs de l'offre si l'offre intervient plus de deux ans après la date d'attribution ou au deuxième anniversaire de l'attribution si les résultats de l'offre interviennent moins de deux ans après la date d'attribution.
- **Indemnités accordées aux dirigeants ou aux salariés en cas de démission ou de licenciement sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en cas d'offre publique**

En dehors des dispositions légales et réglementaires applicables et de ce qui est décrit ci-dessous, aucun dirigeant ou salarié de la Société ne dispose d'accord prévoyant des indemnités en cas de démission ou de licenciement sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique.

Le contrat de mandat social conclu entre la Société et Jonathan Dickinson, Directeur général, prévoit qu'en contrepartie d'une obligation de non-concurrence et de non sollicitation, Monsieur Jonathan Dickinson percevra, à compter de la fin de ses fonctions, une indemnité forfaitaire équivalente à deux ans de rémunération fixe et variable qui sera payée mensuellement pendant une durée de 24 mois. Il est précisé que la Société a la possibilité de lever cette obligation de non-concurrence et de non sollicitation à tout moment à compter de la date effective de cessation du mandat de Jonathan Dickinson.

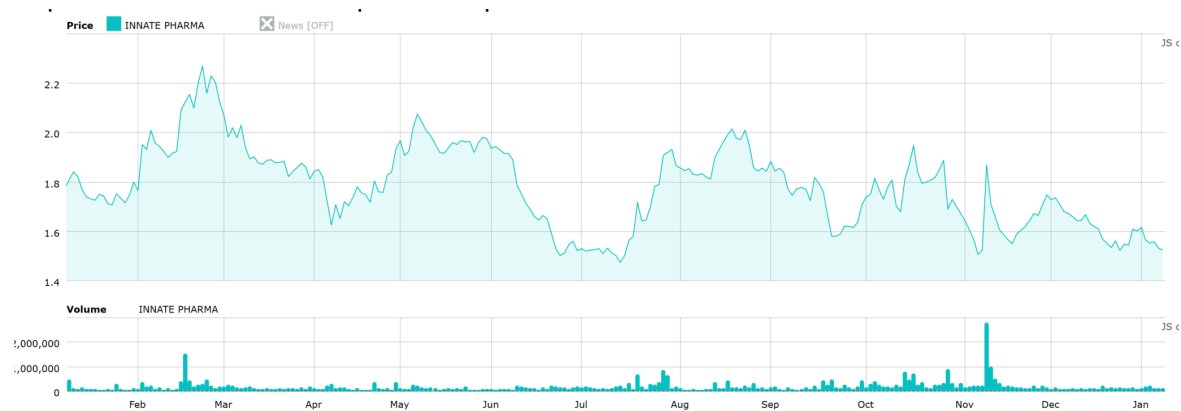
5.3. Données boursières

5.3.1. Fiche d'identité de l'action

Euronext Paris	Segment B
Code mnémorique	IPH
Code ISIN	FR0010331421
LEI	9695002Y8420ZB8HJE29
Premier jour de cotation Euronext	1er novembre 2006
Indices	CAC All Shares, CAC All-tradable, CAC Healthcare, CAC Mid&Small, CAC Pharma. & Bio., CAC PME, CAC Small, ENT PEA-PME 150, ENT Tech 40, Next 150, Next Biotech
Nasdaq Stock Market	Global Select Market
Ticker	IPHA
Premier jour de cotation Nasdaq	17 octobre 2019
Indices	Nasdaq Composite (COMP), Healthcare sector index (IXHC)
Nombre d'actions composant le capital au 30 mars 2026	93 790 043 actions ordinaires 5 780 actions de préférence 2016 7 581 actions de préférence 2017
Nombre de droits de vote théoriques au 30 mars 2026	94 484 443
Nombre de droits de vote exerçables au 30 mars 2026	94 465 868
Date de clôture de l'exercice	31 décembre

5.3.2. Evolution du Cours de bourse

Le graphique ci-dessous présente l'évolution du cours de bourse de l'action Innate Pharma sur Euronext Paris au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025:



Le graphique ci-dessous présente l'évolution du cours de bourse de l'action Innate Pharma sur le NASDAQ Stock Market au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025:



5.4. Communication avec les actionnaires

5.4.1. Communication avec les actionnaires individuels et institutionnels

La Société assure, tout au long de l'année, une communication régulière avec l'ensemble de ses actionnaires, en mobilisant divers canaux de diffusion afin de répondre de manière appropriée à leurs besoins d'information.

En 2025, la Société a multiplié les points de contact avec ses actionnaires, qu'ils soient individuels ou institutionnels. À titre d'illustration :

- Avant chaque Assemblée générale annuelle d'actionnaires, la Société publie sur son site internet une brochure de convocation contenant les modalités pratiques de participation et de vote, l'ordre du jour ainsi que les enjeux et le contexte dans lesquels les projets de résolutions sont proposés aux actionnaires ;
- Tout au long de l'année, l'équipe de Direction échange avec les actionnaires significatifs, notamment à l'occasion de congrès scientifiques auxquels Innate Pharma participe. Ces participations sont systématiquement annoncées sur le site internet de la Société, via des communiqués de presse, ainsi que sur son compte LinkedIn ;
- L'équipe de Direction participe également à de nombreuses conférences investisseurs en Europe, comme aux Etats-Unis ;
- Les résultats semestriels et annuels font faire l'objet d'une communication dédiée, comprenant l'organisation d'une conférence téléphonique ouverte aux analystes et investisseurs de la société ;
- La Société met à disposition sur son site internet les supports de présentation utilisés lors de ses interventions, ainsi que les rediffusions de certaines d'entre elles ;
- Innate Pharma organise deux rencontres actionnaires par an, l'une à l'occasion de l'Assemblée générale annuelle au mois de mai et la seconde à Paris ou en visioconférence au cours du second semestre ;
- La société diffuse régulièrement des mises à jour concernant ses activités, notamment des interviews du Directeur Général, ainsi que des contenus pédagogiques au travers des lettres aux actionnaires et de ses réseaux sociaux ;
- La Société entretient des échanges avec les principales agences de conseil en vote (« proxy advisers ») afin de présenter le rationnel et les enjeux des projets de résolutions soumis à l'Assemblée générale annuelle ainsi que les principales évolutions en matière de gouvernance intervenues au cours de l'exercice.

L'ensemble de ces initiatives vise à faciliter l'accès à l'information pour tous les actionnaires. Les réseaux sociaux et le site internet de la Société constituent par ailleurs des sources d'information complémentaires, régulièrement mises à jour afin de garantir un accès simple et transparent.

Enfin, la Société met à disposition une **adresse électronique dédiée** à ses relations avec les actionnaires actuels ou potentiels : investors@innate-pharma.fr.

5.4.2. Assemblées générales

La dernière Assemblée Générale annuelle s'est tenue le 22 mai 2025 au siège social de la Société et avec retransmission en direct et rediffusion en différé.

Les membres de l'équipe de Direction sont habituellement présents lors de l'Assemblée Générale et s'assurent de son bon déroulement.

Les actionnaires présents et représentés composaient 47,14% du capital de la Société. Les actionnaires ont eu la possibilité de voter par correspondance ou de donner mandat au Président de la séance.

Le Conseil porte une attention toute particulière aux votes négatifs en analysant, entre autres, comment s'est exprimée la majorité des minoritaires. Le Conseil s'interroge sur l'opportunité de faire évoluer, en vue de l'assemblée générale suivante, ce qui a pu susciter des votes négatifs et sur l'éventualité d'une communication à ce sujet. Cet examen a eu lieu suite à l'assemblée générale 2025 et n'a pas révélé de point particulier.

Les modalités de participation des actionnaires aux Assemblées Générales sont précisées à l'article 21 des statuts de la Société.

Convocation

Les assemblées sont convoquées par le Conseil d'administration dans les conditions et délais fixés par la loi.

Les réunions ont lieu soit au siège social, soit dans tout autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

Les décisions des actionnaires sont prises en assemblées générales ordinaires, extraordinaires ou mixtes selon leur nature.

Participation

Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées personnellement ou par mandataire, sous la forme et au lieu indiqués dans l'avis de convocation, sur justification de son identité et de la propriété des actions inscrites en compte au plus tard deux jours ouvrés avant la date de la réunion de l'assemblée générale.

Tout actionnaire peut se faire représenter par toute personne physique ou morale de son choix ou voter par correspondance dans les conditions légales. L'actionnaire doit justifier de cette qualité par l'inscription en compte des titres à son nom ou au nom de l'intermédiaire inscrit pour son compte dans le délai indiqué ci-dessus, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus pour la Société par son mandataire, Société Générale, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire bancaire ou financier habilité, teneur de son compte titres.

L'actionnaire désirant assister personnellement à cette assemblée devra en faire la demande en retournant son formulaire de vote soit directement auprès de la Société Générale pour l'actionnaire nominatif, soit auprès de son intermédiaire financier pour l'actionnaire au porteur, et recevra une carte d'admission. En fonction du contexte (par exemple : crise sanitaire, catastrophe naturelle...), des restrictions d'accès ou des mesures dérogatoires de participation pourraient être mises en place.

Un avis de convocation comprenant un formulaire de vote par correspondance ou par procuration sera envoyé automatiquement à l'actionnaire nominatif. L'actionnaire au porteur devra s'adresser à l'intermédiaire financier auprès duquel ses actions sont inscrites en compte afin d'obtenir le formulaire de vote par correspondance ou par procuration.

Les demandes d'envoi de formulaires de vote par correspondance ou par procuration, pour être honorées, devront parvenir six jours au moins avant la date de l'assemblée, à la Société Générale.

Les statuts de la Société prévoient que tout actionnaire pourra également, si le Conseil d'administration le décide au moment de la convocation de l'assemblée, participer et voter aux assemblées par visioconférence ou par tout moyen de télécommunication permettant son identification dans les conditions et suivant les modalités fixées par les dispositions légales en vigueur.

Ceux des actionnaires qui utilisent à cette fin, dans les délais exigés, le formulaire électronique de vote proposé sur le site Internet mis en place par le centralisateur de l'assemblée sont assimilés aux actionnaires présents ou représentés. La saisie et la signature du formulaire électronique peuvent être directement effectuées sur ce site grâce à un code identifiant et à un mot de passe.

La procuration ou le vote ainsi exprimés avant l'assemblée par ce moyen électronique, ainsi que l'accusé de réception qui en est donné, seront considérés comme des écrits non révocables et opposables à tous, étant précisé qu'en cas de transfert de propriété intervenu avant le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, la Société invalidera ou modifiera en conséquence selon le cas, la procuration ou le vote exprimé avant cette date et cette heure.

Droits de vote

Chaque actionnaire a autant de voix qu'il possède d'actions, sous réserve des dispositions ci-après.

Les Actions de Préférence 2016 ont un droit de vote proportionnel au nombre d'actions ordinaires auquel elles donnent droit, à savoir 130 actions ordinaires par Action de Préférence 2016 issues des AGAP 2016-1 et 111 pour les Actions de Préférence 2016 issues des AGAP 2016-2. Les Actions de Préférence 2016 ont droit aux dividendes selon la même proportionnalité. Elles n'ont pas de droit préférentiel de souscription pour toute augmentation de capital ou opération avec droit sur les actions ordinaires.

Les Actions de Préférence 2017 n'ayant pas rempli leurs conditions de performance, elles ne donnent droit à aucune action ordinaire et par conséquent à aucun droit de vote.

Par ailleurs, les actions d'autocontrôle sont privées du droit de vote.

5.4.3. Calendrier financier

- 26 mars 2026: Publication des résultats annuels 2025;
- 13 mai 2026: Publication du chiffre d'affaires et de la position de trésorerie au premier trimestre 2026;
- 21 mai 2026: Assemblée générale annuelle;
- 17 septembre 2026: Publication des résultats semestriels 2026;
- 5 novembre 2026 : Publication du chiffre d'affaires et de la position de trésorerie au troisième trimestre 2026.

Tous les rapports financiers sont publiés avant l'ouverture du marché CET.

Toute l'information « corporate » sur la Société, telle que ses états financiers et ses présentations aux investisseurs, est disponible dans la rubrique Investisseurs de son site internet : <http://www.innate-pharma.com/fr>.

5.5. Dividendes

Depuis sa création, la Société n'a réalisé aucun bénéfice et n'a donc jamais distribué de dividende.

La Société prévoit de continuer à réaliser des pertes substantielles pour les prochaines années, au fur et à mesure que ses activités de recherche et de développement se poursuivent. En conséquence, elle ne prévoit pas de distribuer des dividendes dans un futur proche.

5.6. Salariés

5.6.1. Salariés de la Société et ses filiales

Le Groupe Innate Pharma est composé d’Innate Pharma SA, société mère de droit français, et d’Innate Pharma Inc., filiale de droit américain.

Au 31 décembre 2025, le Groupe Innate comptait un effectif global de 164 salariés, décomposé comme suit:

- 162 salariés pour Innate Pharma SA, contre 181 au 31 décembre 2024 et 179 au 31 décembre 2023 ; et
- 2 salariés pour Innate Pharma Inc., contre 3 au 31 décembre 2024 et 3 au 31 décembre 2023.

Le tableau ci-dessous présente l’effectif du Groupe au 31 décembre 2025 réparti par fonction :

Collaborateurs	Au 31 décembre 2025
Comité exécutif (1)	9
Recherche et développement	120
Administration et support	35
Total	164

(1) hors invité permanent

Les contrats de travail des salariés français sont soumis à la Convention collective de l’Industrie pharmaceutique.

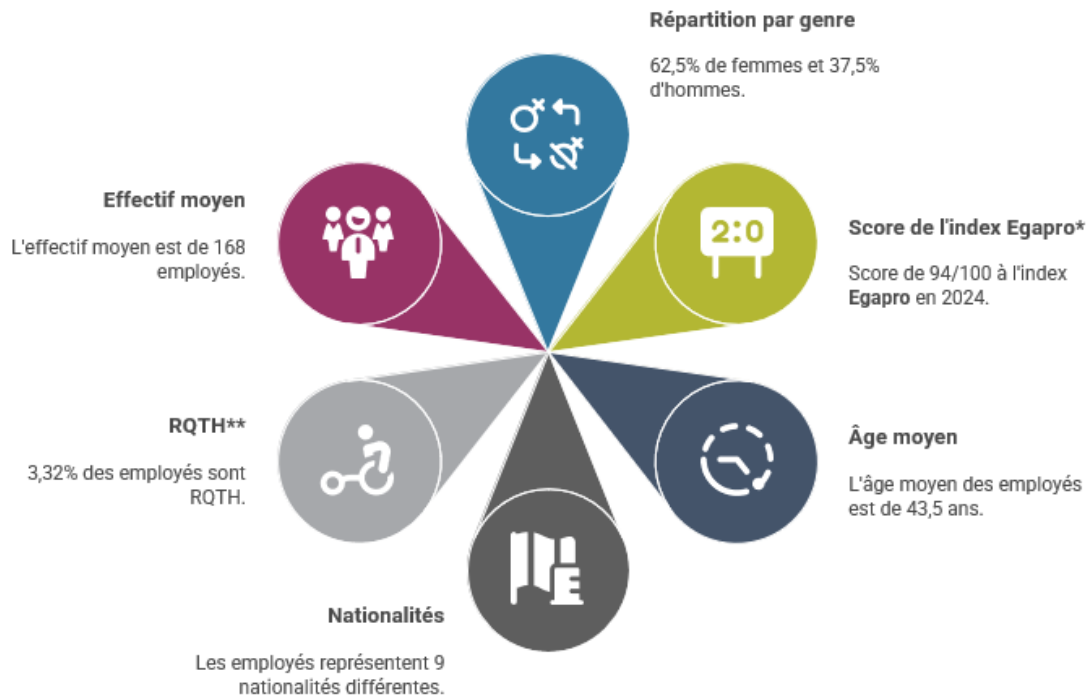
5.6.2. Politique de diversité et d’équité

L’ambition d’Innate Pharma est d’être une entreprise dont les collaborateurs reflètent la diversité de la société. Nous sommes convaincus que la diversité est essentielle à nos activités et que l’équité joue un rôle clé dans notre culture d’entreprise.

Nous croyons fermement que la diversité est un atout essentiel pour favoriser l’innovation, stimuler la créativité et assurer notre succès à long terme en tant qu’entreprise de biotechnologies de premier plan. Nous considérons que la diversité et l’équité sont des enjeux prioritaires et c’est pourquoi nous leur accordons une attention particulière, tant parmi nos employés qu’au sein de nos instances de gouvernance. L’ensemble des processus d’évolution professionnelle et de rémunération est fondé sur des principes d’équité et de transparence. Nous garantissons un environnement de travail respectueux, inclusif et exempt de toute forme de discrimination. L’équité est d’ailleurs l’un des piliers de la performance long terme d’Innate.

Pour permettre à nos employés de donner le meilleur d’eux-mêmes, chacun d’entre eux doit se sentir respecté et apprécié à sa juste valeur. Notre culture est fondée sur la transparence et la confiance et nous nous efforçons de créer un environnement de travail propice à l’épanouissement professionnel de chacun.

Données démographiques de l'entreprise 2025



* Index de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes conformément à l'article L1142-8 du code du travail

** Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé

Respect et garant de la non-discrimination

La diversité au sein d'Innate Pharma, se manifeste par la reconnaissance, la valorisation et l'inclusion de différentes dimensions humaines et professionnelles au sein de notre organisation.

Egalité hommes-femmes

Innate Pharma s'est donné comme objectif de promouvoir la représentation féminine au sein de ses effectifs, à tous les niveaux de l'entreprise.

Au 31 décembre 2025, parmi les 16 postes à plus forte responsabilités (hors équipe dirigeante), 43% étaient des femmes.

En ce qui concerne ses instances de gouvernance, Innate Pharma veille à la présence de femmes au sein du Conseil d'administration et de l'équipe de Direction. Ainsi, au 31 décembre 2025:

- le **Conseil d'administration** était composé de huit personnes, dont quatre femmes et trois Comités sur quatre sont présidés par des femmes;
- l'équipe de **Direction** est composée de 55,5% de femmes.

La Société met également en œuvre des solutions pour réduire les écarts de rémunération et promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes :

Complément à hauteur de 20% de la rémunération d'un temps partiel demandé suivant une naissance/adoption pendant 4 mois (ex: 80% payé 100%)	Augmentation de salaire au retour d'un congé maternité/adoption avec seuil minimal fixé à 75€/brut (si campagne d'augmentation globale)

Reconnaissance et insertion des salariés en situation de Handicap

Afin de promouvoir l'égalité des chances, Innate Pharma réalise des actions en direction des personnes en situation de handicap :

Suivi des salariés qui bénéficient de la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH) pour vérifier que l'aménagement du poste et du temps de travail correspondent à leurs besoins	Proposition d'un accompagnement administratif aux salariés qui souhaitent demander une RQTH	Mise en œuvre d'un plan de formation 2024 visant à sensibiliser le personnel à l'accueil des salariés en situation de handicap	Création d'un groupe de travail sur le handicap au sein de Innate Pharma appelé Hand'Innate	Communication sur notre politique achat (3 décembre 2023 journée nationale du handicap)

Promotion des profils internationaux

En tant qu'entreprise basée en France, et plus précisément à Marseille, Innate Pharma valorise la diversité géographique et culturelle à l'image de la ville de Marseille. Nos employés peuvent venir de différentes régions de France et du monde, et leur origine culturelle enrichit notre vision. Innate Pharma est volontariste sur sa collaboration avec des profils internationaux afin d'accroître sa diversité.

A ce jour, 9 nationalités sont représentées au sein de l'entreprise.

A titre d'exemple, au 31 décembre 2025, le pourcentage de membres extranationaux est de 63 % au sein du Conseil d'administration et 33 % s'agissant de l'équipe de Direction.

Pour faciliter la mobilité des salariés internationaux, Innate Pharma a mis en place des supports qui leur sont dédiés:

Accompagnement administratif personnalisé des salariés en difficultés (demande de permis de travail, titre de séjour, logement, déménagement).	Service de relocation pour les salariés étrangers (cours de français, compte bancaire, déménagement, logement, impôts, scolarité de la famille...)

Reconnaissance de la diversité professionnelle par l'expertise et la formation

La diversité professionnelle est cruciale dans notre secteur hautement spécialisé. Elle inclut la variété des compétences, des connaissances et des expertises liées à l'immunologie, allant des chercheurs et des scientifiques aux professionnels de la recherche clinique, de la réglementation, de la production sans oublier l'ensemble des fonctions support nécessaire à l'aboutissement de notre cœur de métier. Nous reconnaissons la diversité des parcours académiques et des expériences professionnelles de nos employés. Cela englobe les diplômes académiques, les programmes de formation, les précédentes entreprises et industries dans lesquelles ils ont travaillé. Tous les niveaux d'étude sont représentés au sein de l'entreprise.

Nous organisons des formations sur la diversité et l'inclusion pour tous les employés afin de sensibiliser à l'importance de ces questions et de promouvoir une meilleure compréhension des différentes cultures et perspectives.

Innate Pharma valorise également la diversité des âges en valorisant le savoir-faire des collaborateurs, en développant les compétences de ses collaborateurs et en leur garantissant une égalité de traitement dans l'accès à la formation.

Innate Pharma valorise également la diversité des âges en valorisant le savoir-faire des collaborateurs, en développant les compétences de ses collaborateurs et en leur garantissant une égalité de traitement dans l'accès à la formation.

Soutien à l'éducation

Innate Pharma agit en matière d'éducation pour promouvoir l'égalité des chances. Par exemple, Innate Pharma a conclu un partenariat avec l'Institut Louis Germain⁽¹⁾ pour faciliter l'insertion et l'accès aux études supérieures des collégiens et des lycéens talentueux, issus de milieux modestes.

Innate Pharma a également l'occasion d'accueillir chaque année des collégiens REP+⁽²⁾ de la ville de Marseille pour présenter ses métiers, dans l'objectif de faire connaître les métiers scientifiques, lutter contre le décrochage scolaire en leur permettant de se projeter dans un parcours scolaire ou professionnel.

Les salariés sont encouragés également à diffuser leurs connaissances à l'extérieur de l'entreprise en donnant des cours au sein d'établissements scolaires ou universitaires de tous niveaux.

Innate Pharma a l'habitude de former des stagiaires et apprentis au sein de ces équipes.

Versement de la taxe d'apprentissage à des écoles qui participent à l'égalité des chances (Ex: La plateforme / Ecole de la 2 nd e chance	Mécénat vers des institutions qui participent au dev. territorial et à l'égalité des chances (Institut Louis Germain)	Accueil de collégiens d'établissements d'éducation prioritaire & décrochage scolaire

⁽¹⁾ L'Institut Louis Germain est une association de loi 1901 fondée en 2014, qui a conçu un tutorat scolaire d'excellence, aujourd'hui implanté en Ile de France et à Marseille. Son action s'adresse aux collégiens et lycéens, méritants et talentueux, scolarisés dans le réseau d'éducation prioritaire (REP et REP+) qui nourrissent des ambitions scolaires et universitaires très élevées.

⁽²⁾ Les établissements classés REP+ (Réseau d'Education Prioritaire) concernent les quartiers ou secteurs isolés qui connaissent les plus grandes concentrations de difficultés sociales ayant des incidences fortes sur la réussite scolaire.

Recrutement objectif et développement professionnel

L'équité, dans notre société, se manifeste par l'établissement d'un environnement de travail où chaque employé a des opportunités égales, est traité équitablement et est reconnu pour sa contribution, sans discrimination basée sur des caractéristiques personnelles.

Innate Pharma cherche à attirer, recruter et retenir des talents diversifiés pour construire des équipes de collaborateurs aux compétences variées. Elle s'efforce d'offrir à tous ses employés des opportunités égales en ce qui concerne le recrutement, la formation, la promotion et le développement professionnel.

Recrutement objectif

Les candidats sont évalués en fonction de leurs qualifications, de leurs compétences et de leur expérience, sans aucune considération pour des caractéristiques personnelles non pertinentes. A cet effet, lors du processus de recrutement, différents types d'intervenants sont impliqués, qui utilisent un questionnaire de recrutement, tels que le responsable du recrutement, son supérieur hiérarchique, les ressources humaines et parfois un cabinet de recrutement ce qui permet de baser le recrutement sur ces critères objectifs et de vérifier la compatibilité culturelle du profil.

Avancement de carrière encadré et formation encouragée

Innate Pharma reconnaît que chaque individu a des besoins uniques en matière de développement et s'efforce de répondre à ces besoins de manière inclusive. Innate Pharma investit dans le développement professionnel de ses employés en offrant des opportunités de formation et de croissance professionnelle pour tous. Afin de maintenir les talents, Innate Pharma a mis en place les processus suivants :

Entretien annuel et mi année pour chaque salarié : évaluer ses compétences, ses attentes, ses demandes de formation, ses perspectives	Possibilité pour les salariés non cadres de réaliser l'équivalent d'une VAE (Validation des Acquis d'Expérience) en interne, avec pour objectif un passage cadre tout en	Mobilité interne et reconversion professionnelle encouragées en accompagnant les salariés dans des plan de formation individuels au-delà des minima légaux.	Collecte de souhaits de formation et d'évolution de carrière avec une partie dédiée à la libre expression	Enquête quantitative et qualitative sur la Qualité de Vie au Travail

Politique salariale équitable et inclusive

Innate Pharma veille à la mise en œuvre d'une politique salariale inclusive et équitable. A cet effet, elle a mis en place les actions suivantes :

Négociation annuelle avec les délégués syndicaux sur le montant d'une augmentation collective égalitaire pour l'ensemble des salariés	Augmentation individuelle selon le mérite, l'expérience et la contribution individuelle	Analyse comparative régulière de l'homogénéité des salaires selon les catégories de la convention collective de l'industrie pharmaceutique	Prime Ancienneté basée sur le salaire de base et non sur le minimum conventionnel (3/6/9 ans)	Co-financement à 50/50 de chèques CESU « Chèque emploi service »	Tickets Restaurants 10€ (180€/mois financé au plafond de 60% par Innate Pharma)

Innate Pharma, est une société à double cotation (Euronext et Nasdaq) et tient à associer ses salariés au partage de sa valeur, notamment par la distribution d'actions gratuites et d'actions gratuites de performance. Innate contribue aussi significativement à l'épargne de ses salariés de droit Français par la participation régulière à un plan d'épargne entreprise avec abondement.

Plan d'épargne entreprise (PEE)	Distribution d'actions gratuites de performance	Distribution d'actions gratuites

Qualité de vie au travail et avantages sociaux

Innate Pharma s'efforce de promouvoir un lieu de travail respectueux et bienveillant pour tous. Elle veille à créer un environnement de travail où chaque employé et notamment ceux qui ont des obligations et des charges personnelles puissent organiser leur temps de travail, en mettant par exemple en place les mesures suivantes :

Flexibilité du temps de travail (mini 5h/jour) réparti entre 7h30 et 20h30	Télétravail possible (France) jusqu'à 2 jours/semaine avec accord du responsable	Politique RTT ⁽¹⁾ (consommation, épargne, monétisation). Journée solidarité payée, non travaillée.	CET ⁽²⁾ (Compte Epargne Temps)	Remboursement des transports publics à hauteur de 75%	Forfait Mobilité Durable ⁽³⁾ (FMD)

⁽¹⁾ Récupération du Temps de Travail (RTT) est un dispositif qui prévoit l'attribution de journées ou de demi-journées de repos à un salarié dont le temps de travail est supérieur à 35 heures par semaine.

⁽²⁾ Le Compte Epargne Temps (CET) permet au salarié d'accumuler des droits à congés payés ou de percevoir une rémunération (immédiate ou différée), en contrepartie des périodes de congés ou de repos non prises, ou des sommes qui leur sont affectées. Les conditions d'utilisation des droits acquis par le salarié sont fixées par la convention ou l'accord prévoyant l'ouverture du CET.

⁽³⁾ Montant spécifique alloué aux salariés utilisant la mobilité douce.

Innate Pharma s'efforce de mettre en œuvre des actions qui permettent aux salariés concernés par la maladie, de bénéficier d'un soutien et à l'ensemble des salariés de droit français de préparer leur retraite avec les mesures suivantes :

Suppression des jours de carences (Païement 100% les 3 premiers jours de maladie)	Journées enfants malades (5 jours/an/ enfant) et paiement à 75% pour le salarié	Don de jour de repos proche gravement malade (Fond solidarité abondé par l'entreprise de 10 jours)	Les jours de maladie n'impactent plus le calcul de la partie collective du bonus.	Négociation annuelle sur la couverture de santé, retraite et prévoyance	Article 83 (Epargne retraite supplémentaire défiscalisée)

Pour les salariés Européens ou US, Innate apporte un soin particulier et supporte leurs plans de retraite de protection sociale.

5.6.3. Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital

La Société a mis en place un plan d'épargne d'entreprise (PEE) au bénéfice des salariés le 29 octobre 2004 . Ce plan a été substitué en décembre 2014 par un nouveau plan. Deux avenants ont été signés en 2022 et 2023, modifiant les conditions d'abondement avec un versement de l'abondement de la Société sous forme d'actions gratuites à hauteur de 300% des actions souscrites. Un troisième avenant a été signé en 2024, modifiant les conditions d'abondement avec un versement de l'abondement de la Société sous forme d'actions gratuites à hauteur de 200% des actions souscrites.

Tous les salariés bénéficiant d'une ancienneté de trois mois dans l'entreprise ont pu participer au plan. Ce plan pouvait être alimenté par les versements volontaires des salariés.

L'entreprise a pris à sa charge les frais de fonctionnement du plan.

Les parts inscrites au compte d'un salarié ne seront disponibles qu'à l'expiration d'un délai légal de cinq ans, sauf dans les cas de déblocage anticipé définis par la loi.

Section 6. Informations complémentaires

6.1. Informations sur la Société

Description du Groupe

Au 31 décembre 2025, Innate Pharma détient une seule filiale : Innate Pharma Inc.

Innate Pharma Inc.

Innate Pharma Inc. est une société de droit américain constituée le 3 mars 2008 dans l'État du Delaware.

Le résultat net d'Innate Pharma Inc. au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 s'est élevé à une perte nette de 210 892,65 euros.

Dénomination sociale

Dénomination sociale : Innate Pharma.

Registre du Commerce et des Sociétés, NAF et LEI

Innate Pharma est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Marseille sous le numéro SIREN 424 365 336.

Son code NAF est le 7211 Z. Il correspond à l'activité de Recherche-développement en biotechnologies.

Le code LEI (Legal Entity Identifier) de la Société est 9695002Y8420ZB8HJE29.

Date de constitution et durée

La Société a été constituée le 15 septembre 1999 sous la forme d'une société par actions simplifiée puis transformée en société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance le 13 juin 2005. Le 22 mai 2025, la Société a changé son mode de gouvernance avec un Conseil d'administration.

Elle a été constituée pour une durée de 99 ans expirant le 23 septembre 2098.

Informations sociales

Société anonyme à Conseil d'administration (depuis le 22 mai 2025) constituée en France conformément au Code de commerce et à la réglementation en vigueur.

117, Avenue de Luminy – BP 30191
13276 Marseille Cedex 09, France
Tel : +33 (0)4 30 30 30

Site internet

www.innate-pharma.com

La Société attire l'attention du lecteur sur le fait que, sauf s'il en est disposé autrement au sein du présent document d'enregistrement universel, les informations figurant sur le site internet ne font pas partie du présent document.

Statuts

Les statuts de la Société sont disponibles sur le [site internet de la Société](#).

Objet social (article 3 des statuts)

La Société a pour objet directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger :

- de procéder, pour son compte ou pour le compte de tiers, à toutes opérations de recherche, de développement, d'études, de mise au point de procédés de production et de commercialisation de produits d'intérêt pharmaceutique ;
- l'inscription ou la concession de tout brevet ou licence se rapportant directement ou indirectement à son activité ;
- et plus généralement, toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, économiques ou juridiques, financières, civiles ou commerciales, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires.

Droits et obligations attachés aux actions (article 10 des statuts)

Le capital est composé d'actions ordinaires, d'Actions de Préférence 2016 et d'Actions de Préférence 2017, tel que décrit à la Section 4.3.2. du présent document d'enregistrement universel Note [11 \(Capital\)](#) aux Comptes Consolidés.

Droits de vote (article 10 des statuts)

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix.

Droits de vote double

Néant.

Limitation des droits de vote

Néant.

Franchissement de seuil statutaire (article 8 des statuts)

Sans préjudice des déclarations légales ou réglementaires, toute personne physique ou morale venant à franchir à la hausse ou à la baisse, directement ou indirectement, seule ou de concert, une fraction du capital ou des droits de vote de la Société supérieure ou égale à 1% ou à un multiple de ce pourcentage, doit informer la Société du nombre total d'actions, de droits de vote et de titres donnant accès au capital ou de droits de vote qu'elle possède immédiatement ou à terme, dans les formes prévues par les Statuts et dans un délai de cinq jours de bourse à compter du franchissement du ou desdits seuils de participation.

6.2. Personne responsable, informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts

Identification de la personne responsable

Jonathan Dickinson
Directeur Général de la Société

Attestation de la personne responsable

« J'atteste que les informations contenues dans le présent document d'enregistrement universel sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes annuels et les comptes consolidés sont établis conformément au corps de normes comptables applicable et donnent une image fidèle et honnête des éléments d'actif et de passif, de la situation financière et des profits ou pertes de la société, ainsi que de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion du groupe, dont la table de concordance figure en [Annexe 1](#), présente un tableau fidèle de l'évolution et des résultats de l'entreprise et de la situation financière de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés ».

Directeur Général
Jonathan DICKINSON
Marseille, le 1^{er} avril 2026

Attestation du tiers responsable

N/A

Attestations de tiers

N/A

6.3. Responsables du contrôle des comptes

- **PricewaterhouseCoopers Audit**
Membre de la compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles et du Centre
Cédric Mazille, Associé signataire
63 rue de Villiers
92200 Neuilly-sur-Seine
Nommé lors de l'Assemblée Générale mixte du 23 mai 2024 pour une durée de six exercices expirant en 2030, à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2029.
- **Deloitte & Associés**
Membre de la compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles et du Centre
Stéphane Lemanissier, Associé signataire
5, Esplanade de la Gare
Immeuble I-TER
33110 Le Bouscat
Nommé lors de l'Assemblée Générale ordinaire du 27 mars 2014 et renouvelé lors de l'Assemblée Générale ordinaire du 19 mai 2020 pour une durée de six exercices expirant en 2026, à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

6.4. Documents accessibles au public

Pendant toute la durée de validité du présent document d'enregistrement universel, les documents suivants peuvent être consultés sur le site internet de la société (www.innate-pharma.com) :

- la dernière version à jour des statuts de la Société; et
- tous rapports, courriers et autres documents, évaluations et déclarations établis par un expert à la demande de la Société, dont une partie est incluse dans le présent document d'enregistrement universel.

6.5. Divers

Incidences des activités sur la lutte contre l'évasion fiscale

Conformément à l'article L. 22-10-35, 1° du Code de commerce, il est précisé que la Société ne pratique ni fraude ni évasion fiscale.

Le respect des obligations fiscales repose sur des dispositifs de contrôle internes et externes, incluant des revues régulières des risques fiscaux, des actions de formation et des contrôles des autorités compétentes. En raison de la complexité réglementaire, des différences d'interprétation peuvent donner lieu à des litiges fiscaux, traités de bonne foi avec l'appui de conseils externes.

Ces situations ne remettent pas en cause, en l'absence de condamnations définitives, le respect des garanties minimales en matière de fiscalité.

Informations sur les actions visant à promouvoir le lien entre la Nation et ses forces armées

Conformément à l'article L. 22-10-35, 2° du Code de commerce, les salariés de la Société sont informés sur la faculté de bénéficier de jours d'absences en qualité de réserviste de l'armée.

Actions visant à promouvoir l'engagement des citoyens dans la démocratie locale

Conformément à l'article L. 22-10-35, 3° du Code de commerce, il est précisé que la Société, bien que ne concernée à la date du présent document, prendrait les mesures interne nécessaires pour prendre en compte la qualité d'élu local de l'un de ses salariés ou mandataires sociaux et pour concilier l'exercice du mandat avec l'activité professionnelle exercée au sein de la Société.

La Société ne bénéficie pas du label « Employeur partenaire de la démocratie locale ».

Conformément au communiqué de l'ESMA publié le 14 mars 2022, il est précisé que la guerre en Ukraine et les sanctions à l'encontre de la Russie sont sans impact pour la Société concernant ses activités, perspectives et sa situation financière.

Annexe 1 - Tables de concordance

1.1. Table de concordance du Document d'enregistrement universel

La présente table de concordance permet d'identifier les principales informations prévues par les annexes 1 et 2 du règlement délégué (UE) 2019/980 du 14 mars 2019 complétant les dispositions du règlement (UE) 2017/1129 du 14 juin 2017, modifié et rectifié par le règlement européen n°2020/1273 du 4 juin 2020.

Elle permet également, suite à la refonte du Document d'enregistrement universel et afin de faciliter la lecture du présent document, d'identifier l'équivalence des anciennes sections du Document d'enregistrement universel 2024 avec les nouvelles sections du Document d'enregistrement universel 2025.

Les informations non applicables à la Société sont indiquées « N/A ».

Annexes 1 et 2 du Règlement délégué (UE) n°2019/980		Document d'enregistrement universel
1.	Personnes responsables, informations provenant de tiers, rapports d'experts et approbation de l'autorité compétente	
1.1	Nom et fonction du responsable	6.2
1.2	Attestation du responsable	6.2
1.3	Déclarations d'experts et déclaration d'intérêts	6.2
1.4	Informations provenant de tiers	6.2
1.5	Déclaration de l'autorité compétente	Page de couverture
2.	Contrôleurs légaux des comptes	
2.1	Contrôleurs légaux des comptes	6.3
2.2	Contrôleurs légaux ayant démissionné, démis de leurs fonctions ou non reconduits	N/A
3.	Facteurs de risques	Section 2
4.	Informations concernant l'émetteur	
4.1	Raison sociale et nom commercial	6.1
4.2	Lieu, numéro d'enregistrement et LEI de la société	6.1
4.3	Date de constitution et durée de vie de l'émetteur	6.1
4.4	Siège social de la société, forme juridique, législation applicable et site internet	6.1
5.	Aperçu des activités	
5.1	Principales activités	1.1; 1.2; 1.3; 1.4
5.1.1	Nature des activités	1.1; 1.2; 1.3; 1.4
5.1.2	Nouveaux produits ou services significatifs	N/A
5.2	Principaux marchés	1.5
5.3	Événements importants	1.1.1
5.4	Stratégie et objectifs	1.2
5.5	Dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets, licences, contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication	1.6; 1.7

5.6	Position concurrentielle de l'émetteur	1.5
5.7	Investissements	4.7.4.1
5.7.1	Investissements importants	4.7.4.2
5.7.2	Investissements importants pour lesquels des engagements fermes ont été pris	4.7.4.2
5.7.3	Investissements dans les entreprises dans lesquelles l'émetteur détient une participation	N/A
5.7.4	Question environnementale pouvant influencer l'utilisation, faite par l'émetteur, de ses immobilisations corporelles	N/A
6.	Structure organisationnelle	
6.1	Description sommaire du groupe	6.1
6.2	Liste des filiales importantes	6.1
7.	Examen de la situation financière et du résultat	
7.1	Situation financière	4.1
7.1.1	Évolution des résultats de l'émetteur	4.1.1
7.1.2	Évolution probable des activités de l'émetteur et de ses activités en matière de R&D	4.1.1
7.2	Résultats d'exploitation	4.1.1
7.2.1	Facteurs importants, y compris les événements inhabituels ou peu fréquents ou les nouveaux développements, influant sensiblement sur le revenu d'exploitation de l'émetteur	4.1.1
7.2.2	Explication des changements importants du chiffre d'affaires ou des produits nets	4.1.1
8.	Trésorerie et capitaux	
8.1	Informations sur les capitaux de l'émetteur	4.2.1
8.2	Source, montant et description des flux de trésorerie de l'émetteur	4.2.2
8.3	Besoins en financement et structure de financement de l'émetteur	4.2.3
8.4	Restrictions à l'utilisation des capitaux de l'émetteur	4.2.4
8.5	Sources de financement des flux de trésorerie attendus	4.2.5
9.	Environnement réglementaire	
9.1	Facteurs de l'environnement réglementaire ayant un impact potentiel sur les activités de la Société	1.9
10	Information sur les tendances	
10.1	Changements récents dans la performance financière du groupe et tendances relatives à l'activité économique	1.10
10.2	Informations concernant les tendances et risques susceptibles d'affecter les évolutions prévisibles	1.10
11.	Prévisions ou estimations du bénéfice	
11.1	Prévisions ou estimations publiées et, le cas échéant, raisons pour lesquelles lesdites prévisions ne seraient plus valides	N/A
11.2	Nouvelle estimation du bénéfice	N/A
11.3	Déclaration sur la conformité avec l'historique financier et la politique comptable	N/A
12.	Organes d'administration, de direction et de surveillance et direction générale	

12.1	Composition des organes d'administration, de direction et de surveillance et de direction générale	Section 3
12.2	Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la direction générale	Section 3
13.	Rémunération et avantages	
13.1	Rémunération, avantages en nature, options et actions gratuites attribués aux mandataires sociaux	3.6
13.2	Montant total des sommes provisionnées aux fins de versement de pensions, retraites ou d'autres avantages	Section 4
14.	Fonctionnement des organes d'administration et de direction	
14.1	Date d'expiration des mandats	-
14.2	Contrat de service liant les organes d'administration, de direction ou de surveillance de la société	-
14.3	Comités, comité scientifique et censeur	-
14.4	Déclaration relative au gouvernement d'entreprise	-
14.5	Incidences de modifications futures de la composition des organes	-
15.	Salariés	
15.1	Nombre de salariés	5.6.1
15.2	Participations et stock-options	3.6.4; 5.2.1
15.3	Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital	5.6.3
16.	Principaux actionnaires	
16.1	Actionnaires détenant plus de 5% du capital social ou des droits de vote	5.2.1
16.2	Existence de droits de vote différents	5.2.1 (N/A)
16.3	Contrôle de la société par les principaux actionnaires	5.2.2
16.4	Pactes d'actionnaires	5.2.2
17.	Transactions avec des parties liées	
17.1	Conventions conclues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025	3.7
18.	Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de la société	
18.1	Informations financières historiques	-
18.1.1	Comptes consolidés au 31 décembre 2023 et rapport des commissaires aux comptes	4.3; 4.5
18.1.2	Changement de date de référence comptable	N/A
18.1.3	Normes comptables	4.3
18.1.4	Changement de référentiel comptable	N/A
18.1.5	Etats financiers	4.3; 4.5
18.1.6	Etats financiers consolidés	4.3
18.1.7	Date des dernières informations financières	4.7.1
18.2	Informations financières intermédiaires et autres	4.7.2

18.3	Audit des informations financières annuelles historiques	4.5; 4.6
18.4	Informations financières pro forma	N/A
18.5	Politique en matière de dividendes	5.5
18.6	Procédures judiciaires et d'arbitrage	2.1.8
18.7	Changement significatif de la situation financière de l'émetteur	4.7.3
19.	Informations supplémentaires	
19.1	Renseignements de caractère général concernant le capital social	5.1.1
19.1.1	Montant total du capital émis	5.1.1
19.1.2	Titres non représentatifs du capital	5.1.4
19.1.3	Titres détenus par la Société	5.1.3
19.1.4	Autres titres donnant accès au capital	5.1.2
19.1.5	Capital autorisé mais non-émis	5.1.6
19.1.6	Informations sur le capital ou les membres du groupe sous option	N/A
19.1.7	Historique du capital	5.1.5
19.2	Actes constitutifs et statuts	6.1
19.2.1	Objet social	6.1
19.2.2	Droits et obligations attachés aux actions de différentes classes	6.1
19.2.3	Dispositions statutaires et autres qui pourraient avoir pour effet de retarder, de différer, d'empêcher un changement de contrôle	5.2.4
20.	Contrats importants	1.6
21.	Documents disponibles	6.4

1.2. Table de concordance du Rapport Financier Annuel

Afin de faciliter la lecture du rapport financier annuel, la table thématique suivante permet d'identifier, dans le présent document de référence, les principales informations prévues par les articles L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et 222-3 du règlement général de l'AMF.

Rubrique du rapport financier annuel		Document d'enregistrement universel
1.	Comptes annuels de la Société	4.4
2.	Comptes consolidés de la Société	4.3
3.	Rapport de gestion du Conseil d'administration	Cf. table de concordance du rapport de gestion
4.	Rapport sur le gouvernement d'entreprise	Cf. table de concordance du rapport sur le gouvernement d'entreprise
5.	Déclaration des personnes assumant la responsabilité du rapport financier annuel	6.2
6.	Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels	4.5
7.	Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	4.6
8	Rapport sur la certification des informations en matière de durabilité	N/A
9.	Honoraires des Commissaires aux comptes	4.4.2 note 30

1.3. Table de concordance du Rapport de gestion

Le présent Document d'enregistrement universel comprend tous les éléments du rapport de gestion requis par les dispositions légales et réglementaires, y compris les informations devant figurer au sein du rapport sur le gouvernement d'entreprise, selon les dispositions du Code de commerce applicables aux sociétés anonymes à Conseil d'administration.

Informations requises du Rapport de gestion	Document d'Enregistrement Universel
1. SITUATION ET ACTIVITE DU GROUPE	
Activité et évolution des affaires de la Société et du groupe	1.2; 1.3; 4.1
Indicateurs clés de performance financière et non financière de la Société et du groupe (dont dépenses non déductibles)	4.1; note 25
Événements post-clôture de la Société et du groupe	4.1.3
Identité des principaux actionnaires et détenteurs des droits de vote aux assemblées générales, et modifications intervenues au cours de l'exercice	5.2; 5.4
Succursales existantes	N/A
Prises de participation significatives de l'exercice dans des sociétés ayant leur siège social sur le territoire français	N/A
Avis de détention de plus de 10% du capital d'une autre société par actions ; aliénation de participations croisées	N/A
Evolution prévisible de la Société et/ou du groupe	1.2; 4.1
Informations sur la R&D de la Société et du groupe	1.3
Tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq exercices	4.4.2 note 31
Informations sur les délais de paiement des fournisseurs et des clients	4.4.2 notes 6 et 14
Montant des prêts interentreprises consentis et déclaration du commissaire aux comptes	4.4.2 notes 28 et 31
Incidence des activités sur la lutte contre l'évasion fiscale	6.5
Informations sur les actions visant à promouvoir le lien entre la Nation et ses forces armées	6.5
Actions visant à promouvoir l'engagement des citoyens dans la démocratie locale	6.5

2. CONTROLE INTERNE ET GESTION DES RISQUES	
Principaux risques et incertitudes de la société et du groupe	2.2
Indications sur les risques financiers liés aux effets du changement climatique et la présentation des mesures que prend l'entreprise pour les réduire en mettant en œuvre une stratégie bas-carbone dans toutes les composantes de son activité	N/A
Principales caractéristiques des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place, par la société et par le groupe, relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière	2.2
Indications sur l'utilisation des instruments financiers y compris les risques financiers et les risques de prix, de crédit, de liquidité et de trésorerie de la société et du groupe	2.2
Dispositif anti-corruption	2.2.5
Plan de vigilance et compte-rendu de sa mise en œuvre effectif	N/A
3. RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	Cf. table de concordance du rapport sur le gouvernement d'entreprise
4. ACTIONNARIAT ET CAPITAL	
Répartition et évolution de l'actionnariat	5.2.1
Acquisition et cession par la société de ses propres actions (rachat d'actions)	5.1.3
Etat de la participation des salariés au capital social	3.6.4; 5.2.1
Mention des ajustements éventuels : – pour les titres donnant accès au capital et les stock-options en cas de rachats d'actions – pour les titres donnant accès au capital en cas d'opérations financières	N/A
Informations sur les opérations des dirigeants et personnes liées sur les titres de la Société	3.6.5
Montants des dividendes qui ont été mis en distribution au titre des trois exercices précédents	5.5
5. AUTRES INFORMATIONS	
Informations fiscales complémentaires	4.4.2 note 15
Injonctions ou sanctions pécuniaires pour des pratiques anticoncurrentielles	N/A

1.4. Table de concordance du rapport sur le gouvernement d'entreprise

Le présent Document d'enregistrement universel comprend tous les éléments du rapport sur le gouvernement d'entreprise requis par les dispositions légales et réglementaires selon les dispositions du Code de commerce applicables aux sociétés anonymes à Conseil d'administration.

Informations requises du Rapport sur le gouvernement d'entreprise	Document d'Enregistrement Universel
Code de gouvernement d'entreprise	
Déclaration de conformité au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur en France, lieu où ce code peut être consulté et, le cas échéant, règles retenues en complément des exigences requises par la loi	3.1
Composition et organisation des travaux du Conseil d'administration	
Organe choisi pour exercer la Direction Générale de la Société	3.1
Éventuelles limitations que le Conseil d'administration apporte aux pouvoirs du Directeur général	N.A.
Liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires durant l'exercice	3.2.1; 3.4.1
Composition et conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil	3.2
Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de la Direction générale	3.2.3; 3.4.3
Les Comités du Conseil/composition et conditions de préparation et d'organisation des travaux des Comités du Conseil	3.3
Application du principe de diversité au sein du Conseil (représentation équilibrée des femmes et des hommes, nationalités, âge, qualifications et expériences professionnelles)	3.2.3
Représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des instances dirigeantes assistant régulièrement la Direction générale dans l'exercice de ses missions et sur les résultats en matière de mixité dans les 10 % de postes à plus forte responsabilité	3.4.3
Contrats de service liant les membres des organes d'administration et de direction à l'émetteur ou à l'une quelconque de ses filiales et prévoyant l'octroi d'avantages	3.2.3; 3.4.3
Procédure d'évaluation des conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales	3.7
Conventions intervenues, directement ou par personne interposée, entre les mandataires sociaux ou un actionnaire détenant plus de 10 % des droits de vote de la Société et une autre société contrôlée par la première, à l'exception des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales	3.7
Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée générale des actionnaires au Conseil d'administration dans le domaine des augmentations de capital et utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice	5.1.6
Modalités particulières relatives à la participation des actionnaires à l'Assemblée générale ou renvoi aux dispositions des statuts qui prévoient ces modalités	5.4
Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique	5.2.4
Rémunération des dirigeants et mandataires sociaux	
Politique de rémunération des mandataires sociaux	3.6.1

Rémunération totale et avantages de toute nature versés durant l'exercice à chaque mandataire social par la Société, les sociétés qu'elle contrôle ou la société qui la contrôle	3.6.2
Éléments variables de la rémunération des membres des organes d'administration et de direction à partir de l'application de critère de performance extra-financière	3.6.2
Utilisation de la possibilité de demander la restitution d'une rémunération variable	3.6.1.2
Explication de la manière dont la rémunération totale respecte la politique de rémunération adoptée y compris dont elle contribue aux performances à long terme de la société et de la manière dont les critères de performance sont appliqués	3.6.1
Engagements de toutes natures, pris par la Société au bénéfice de ses mandataires sociaux, correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de ces fonctions ou postérieurement à celles-ci, notamment les engagements de retraite et autres avantages viagers	3.6.1; 3.6.2
Principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature, attribuables aux mandataires sociaux	3.6.1; 3.6.2
Niveau de rémunération des mandataires sociaux au regard de la rémunération moyenne des salariés de la Société autres que les mandataires sociaux, et évolution de ce ratio au cours des cinq derniers exercices	3.6.6
Niveau de rémunération de chaque mandataire social au regard de la rémunération médiane des salariés de la Société et des mandataires sociaux, ainsi que l'évolution de ce ratio au cours des cinq derniers exercices	3.6.6
Montant de la rémunération totale versée et avantages de toute nature des membres des organes d'administration et de direction, y compris sous forme de titres de capital, de titres de créance ou de titres donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance	3.6.2; 3.6.3
Projets de résolution établis par le Conseil d'administration afin que soient approuvés les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables aux mandataires sociaux en raison de leur mandat (say on pay)	3.6.2
Éléments de rémunération variables ou exceptionnels attribués au cours de l'exercice écoulé à ces mêmes dirigeants	3.6.2
Montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur ou ses filiales aux fins de versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	Section 4